Nouvelle Série. 1957 Publication trimestrielle N° 1. Janvier-Mars

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
Médiathèque de l'ENAP

REVUE
DE
SCIENCE CRIMINELLE
ET DE
DROIT PÉNAL COMPARÉ

publiée sous les auspices du
CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ
avec la collaboration de
L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE et de l'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ
de l'Université de Paris
et avec le concours du
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LIBRAIRIE SIREY
— 22, rue Soufflot — PARIS (V^e^) —

RÉDACTEUR EN CHEF :
Marc ANCEL
Conseiller à la Cour de Cassation

COMITÉ DE DIRECTION

P. BOUZAT
Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Rennes

J. BROUCHOT
Président de Chambre à la Cour de Cassation

E.F. CARRIVE
Président de Chambre à la Cour de Cassation

Maurice GARÇON
de l'Académie Française
Avocat à la Cour de Paris

Louis HUGUENEY
Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris

A. LÉGAL
Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier

M. PATIN
Président de Chambre à la Cour de Cassation

M. ROUSSELET
Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

R. VOUIN
Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Yvonne MARX
Sous-Directeur du Service de Recherches juridiques comparatives du *Centre National de la Recherche scientifique*

PRINCIPAUX COLLABORATEURS FRANÇAIS

P. AMOR, Avocat général à la Cour de Cassation. — **M. AYDALOT**, Procureur général près la Cour d'appel de Paris. — **N. BATTESTINI**, Premier Président de la Cour de Cassation. — **A. BESSON**, Procureur général près la Cour de Cassation. — **A. BLONDEAU**, Premier Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de la Seine. — **R. DE BONNEFOY DES AULNAIS**, Avocat général à la Cour de Cassation. — **Ch. BORNET**, Président du Tribunal de la Seine. — **J. BOUCHERON**, Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Paris. — **M. CALEB**, Procureur de la République près le Tribunal de Lille. — **H. CAMPINCHI**, Avocat à la Cour de Paris. — **P. CANNAT**, Premier Président de la Cour d'appel de Monaco. — **P. CECCALDI**, Directeur de l'Education surveillée au ministère de la Justice. — **R. CENAC**, Substitut du Procureur général près le Tribunal de la Seine. — **A. CHAVANNE**, Professeur à la Faculté de Droit d'Alger, Directeur de la Faculté de Droit de Beyrouth. — **J. CHAZAL**, Conseiller à la Cour d'appel de Paris. — **R. COMBALDIEU**, Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Paris. — **M. COSTES**, Procureur général près la Cour d'appel de Poitiers. — **J. COTXET DE ANDREIS**, Président du Tribunal pour enfants de la Seine. — **L. DAMOUR**, Conseiller à la Cour de Cassation. — **J. DUBLINEAU**, Médecin des hôpitaux psychiatriques de la Seine. — **R. FATOU**, Conseiller à la Cour d'Aix. — **A. FLOUR**, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — **M. FREJAVILLE**, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — **P. GARRAUD**, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon. — **M. GEGOUT**, Procureur général près la Cour d'appel de Caen. — **Oh. GERMAIN**, Avocat Général à la Cour de cassation. — **F. GOLLETY**, Premier Juge d'instruction au Tribunal de la Seine. — **F. GORPHE**, Président de Chambre à la Cour d'appel de Poitiers. — **P. GULPHE**, Substitut au Tribunal de la Seine, Secrétaire général de l'Institut de Criminologie de l'Université de Paris. — **HÉBRAUD**, Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse. — **P. HERTZOG**, Conseiller à la Cour d'appel de Paris. — **J.-B. HERZOG**, Substitut au Tribunal de la Seine, Secrétaire général de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris. — **G. HEUYER**, Professeur à la Faculté de Médecine de Paris. — **P. HUGUENEY**, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon. — **A. JAUFFRET**, Professeur à la Faculté de Droit d'Aix. — **J. JONQUÈRES**, Secrétaire général du Parquet de la Cour de Cassation. — **R. KIEFÉ**, Avocat à la Cour de Paris. — **LABORDE-LACOSTE**, Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux. — **H. LAUGIER**, Professeur à la Sorbonne, Président de la Ligue d'Hygiène mentale. — **J. LÉAUTÉ**, Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg. — **G. LEVASSEUR**, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — **P. LUTZ**, Magistrat à la Direction de l'Education surveillée au ministère de la Justice. — **G. MAZO**, Magistrat à la Direction des Affaires criminelles et des Grâces au ministère de la Justice. — **R. PAUCOT**, Sous-Directeur des Affaires criminelles et des Grâces au ministère de la Justice. — **J. PINATEL**, Inspecteur général des services administratifs. — **M. REBOUL**, Conseiller à la Cour de Cassation. — **M. REY**, Avocat général honoraire à la Cour de cassation. — **M. RIBET**, Ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris. — **M. ROLLAND**, Conseiller à la Cour de cassation. — **B. SALINGARDES**, Procureur de la République près le Tribunal de Clermont-Ferrand. — **J. SIMÉON**, Directeur des Affaires civiles et du Sceau au ministère de la Justice. — **V. V. STANCIU**, Professeur à l'Ecole supérieure d'anthropologie et de biologie. — **G. STÉFANI**, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — **H. TOUBAS**, Procureur de la République près le Tribunal de Versailles. — **A. TOULOUSE**, Ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris. — **A. TOUREN**, Directeur des Affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice. — **R. P. VERNET**, Aumônier général adjoint des prisons de France. — **R. VIENNE**, Président du Tribunal de Béthune. — **A. VITU**, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
S.E. SISMONDINI
Assistante au *Centre français de Droit comparé*

Le Centenaire d'Enrico Ferri[1]

L'œuvre du maître. Son actualité

par Pierre BOUZAT
Doyen honoraire de la Faculté de droit de Rennes.

1. A l'instar de Montesquieu, de Beccaria, Enrico Ferri fut un grand penseur dont les idées, par leur justesse et leur dynamisme, ont entraîné la réforme des législations. Anatole France disait qu'il était un grand réformateur des lois par la science et l'humanité, et M. Warner, Président de l'Institut Américain de Droit Criminel, n'a pas hésité à écrire que l'Amérique voit quatre pierres milliaires dans l'évolution du Droit Pénal : le *Corpus Juris* de Justinien, le *Traité des délits et des peines* de Beccaria, le Code Napoléon et le projet de Code pénal de Ferri. Sans doute, ce projet n'aboutit pas. Mais il a servi de modèle aux Codes Soviétiques et au projet que rédigea, pour Cuba, le Dr. Ortiz. Il a très largement inspiré les Codes récents de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, et, tout dernièrement, le curieux Code groënlandais de 1954. D'une manière plus générale, on peut dire que les idées de Ferri ont inspiré les dispositions les plus neuves et les plus originales des systèmes pénaux contemporains.

Voulant rendre hommage au Maître, il m'a semblé que le meilleur moyen d'y parvenir était de faire ressortir l'actualité de ses idées. En relisant la Sociologie Criminelle, je n'ai pu m'empêcher de tressaillir en constatant que ce qu'on est convenu d'appeler les grandes nouveautés modernes, se trouvaient déjà dans le livre célèbre. Cette constatation se renforce si l'on s'astreint à parcourir l'ensemble de l'oeuvre du Maître. Sans doute, Ferri, esprit ardent, se révoltant contre les erreurs des classiques, a commis certaines

1. Conférence faite à la Section de droit pénal et de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris le 21 décembre 1956.

outrances ! Il s'est aussi comporté comme l'explorateur qui est plus pressé de découvrir de nouvelles terres, que d'en délimiter les contours. Mais c'était aussi un sage qui sut évoluer. Son projet de Code pénal de 1921 était déjà sensiblement en retrait sur les « *Nouveaux horizons du Droit Pénal* » publiés en 1880, et, lorsque dans les dernières années de sa vie, Ferri publiera son *Traité de Droit Pénal* et prendra part aux Congrès de l'*Association Internationale de Droit Pénal*, on s'apercevra qu'il tend, de plus en plus, à la conciliation.

Si l'on veut bien prendre les idées de Ferri dans leur ensemble, et, notamment, dans leur dernière forme, je crois qu'il est possible de dire qu'elles demeurent, presque toutes, plus actuelles que jamais, et si certaines ne paraissent pas pouvoir être admises, des retouches, qui ne seraient pas considérables, les rendraient aisément acceptables.

C'est ce que je voudrais montrer dans cet exposé.

2. Il y a beaucoup de traits saillants dans l'œuvre de Ferri, mais je crois que le principal, est l'adoption de la méthode scientifique que Ferri appelle méthode expérimentale.

Ferri l'a dit en propres termes : « L'Ecole positiviste, c'est l'application de la méthode expérimentale à l'étude des délits et des peines »[1]. Ce leitmotiv revient tout au long de ses ouvrages. Le Maître propose l'étude de l'infraction, en tant qu'action humaine, par l'observation de l'homme qui la commet et du milieu dans lequel il agit. C'est dire la révolution qu'il apporte. Repoussant les fictions juridiques et métaphysiques sur lesquels était construit jusqu'alors le Droit pénal, il se tourne vers les seules méthodes scientifiques. Les déductions de principes abstraits sont remplacées par des inductions provenant de l'observation et de l'expérience.

La délinquance est maintenant étudiée comme un phénomène de la nature. C'est pourquoi on dit parfois aussi que la méthode ferrienne est une méthode naturaliste.

3. Il est intéressant de noter au passage que par l'adoption de la méthode scientifique, dite expérimentale, ou encore naturaliste, Ferri apparait comme le véritable fondateur de la criminologie, bien que ce terme de « criminologie » n'ait pas été trouvé par lui, mais par Garofolo en 1885.

1. *Sociologie criminelle*, éd. Franç. 1893. Introduction p. 7.

Sans doute, comme l'a fait remarquer mon ami Pinatel, dans une très brillante Conférence faite en 1953 à l'Institut de droit comparé[1], il y avait eu, avant Ferri, des tentatives d'approche scientifique du phénomène criminel, mais ces tentatives avaient été sporadiques et faites sans liaison, dans le cadre des diverses sciences, biologique, psychiâtrique, pénologique. Ce fut l'honneur et le mérite de Ferri que de coordonner les données dégagées par ces différentes approches pour donner naissance à la criminologie utilisant les diverses sciences à des fins expérimentales et cliniques.

4. On notera, aussi, que s'il fondait la criminologie, Ferri ne voulait pas, pour autant, supprimer le Droit pénal. Certes, il eut une conception dominatrice de la criminologie, en ce sens que, pour lui, le droit pénal devait élaborer ses normes en tenant le plus grand compte des vérités scientifiques révélées par la criminologie et fort peu de compte des autres éléments de la politique criminelle, c'est-à-dire, des éléments d'ordre politique, administratif, social... et par là, Ferri eut le tort de suivre une certaine conception exagérément scientifique, une conception scientiste, comme l'on dit souvent. Mais il n'eut jamais une conception totalitaire de la criminologie. Il n'a jamais voulu, suivant l'expression d'un de mes collègues italiens, dissoudre le droit pénal dans la sociologie. Au contraire, il a répété souvent qu'à côté des vérités scientifiques, il doit y avoir des règles de droit pénal. « Mes conclusions, disait-il, ne sont pas la nécrologie du droit pénal »[2].

5. Utilisant la méthode scientifique, Ferri constate une vérité qui est la base de toute son œuvre. C'est que ce qui est dangereux pour la société, ce n'est pas un fait qualifié infraction, qui n'est plus qu'un fait passé, mais c'est l'activité vivante de l'homme qui a commis ce fait et qui peut le renouveler. L'étude de la personnalité du délinquant passe, ainsi, au premier plan, l'étude de l'infraction n'est plus que secondaire et n'a d'intérêt qu'en tant qu'elle donne des lumières sur la personnalité du délinquant.

Suivant la formule célèbre, l'individu devient le « protagoniste de la justice pénale ». C'est dire que l'axe de cette justice pénale se trouve inversé.

1. « Criminologie et Droit pénal », *Rev. sc. crim.*, 1953, p. 596-597.
2. *Op. cit.* Introduction p. 22.

6. Basant dès lors ses travaux sur une étude scientifique de la personnalité, Ferri va entreprendre toute une série de recherches, dont je voudrais vous retracer les résultats, en les groupant sous trois grandes rubriques générales. D'abord, ce qui a trait aux causes de la délinquance, ou, pour employer une formule plus générale très en vogue aujourd'hui, aux *Rapports entre l'infraction et la personnalité.* Ensuite, ce qui a trait à la *Réaction de la Société contre la délinquance.* Enfin, ce qui a trait au *Jugement et aux Techniques pénales.*

I. — Rapports entre l'infraction et la personnalité

7. Ferri a recherché d'abord, les causes de la délinquance. On pense très généralement que ces causes étaient essentiellement pour lui des facteurs externes à l'individu : facteurs physiques, familiaux, sociaux, économiques etc... Ce n'est qu'une vue incomplète des choses. Si Ferri a moins insisté sur les facteurs internes, s'il a proclamé que sa doctrine était tout autre chose qu'une « alliance entre le droit pénal et l'anthropologie criminelle »[1], c'est qu'il s'était parfaitement rendu compte des exagérations lombrosiennes, mais il n'en fait pas moins une place très importante aux facteurs internes.

Le quart de sa « *Sociologie Criminelle* » est précisément consacré aux données de l'anthropologie criminelle et en 1928, à la veille de sa mort, il appelait de ses vœux une reprise du développement de cette science.

La vérité est que Ferri est le premier qui a eu une vue exacte dans leur ensemble, comme dans leur détail, des multiples facteurs de la délinquance.

8. Ayant reconnu que les facteurs de la délinquance étaient divers, Ferri constate tout naturellement que les délinquants sont divers eux aussi et, les examinant toujours sur le plan et avec les moyens de la science, il les classe. Il propose alors sa célèbre classification en cinq catégories qui demeure pour beaucoup de pénalistes un des apports essentiels de l'Ecole Positiviste.

9. Aujourd'hui, on critique souvent la classification de Ferri. On fait remarquer qu'avec le développement des études de typologie criminelle, elle a été suivie de beaucoup d'autres, peut-être meilleures, certainement plus nuancées s'il s'agit de celle de Di Tullio, par exemple.

1. *Op. cit.*, Introduction, p. 7.

On a fait remarquer aussi qu'il peut y avoir plusieurs sortes de classifications établies sur des bases et pour des fins différentes, ainsi, la classification criminologique des auteurs d'infraction, la classification judiciaire ou policière des prévenus au stade des poursuites, et la classification pénitentiaire des condamnés après jugement, et que ces classifications ne concordent ordinairement pas[1].

Mais ce genre de critique me paraît de peu d'importance. Ferri y a répondu par avance. S'il considérait par la force des choses que sa classification était la meilleure, il ne cherchait pas à l'imposer absolument. L'important était pour lui, que l'on reconnût cette vérité toujours essentielle qu'il y a des variétés différentes de malfaiteurs qui peuvent être classées.

10. On a fait une critique plus grave qui touche au principe même de la classification. D'excellents auteurs, au premier rang desquels, M. Ancel[2] font remarquer que l'acte criminel est, avant tout, l'expression d'une personnalité individuelle et que le problème criminologique consiste moins à replacer l'individu dans une classification antérieurement établie *a priori*, qu'à rechercher et à expliquer ce qu'on appelle aujourd'hui, la dynamique de l'infraction, c'est-à-dire, le processus psychologique qui conduit un individu soumis à l'influence de divers facteurs, tant endogènes qu'exogènes, à commettre, à un moment donné, une infraction. D'où l'utilité, pour chaque cas, d'un examen clinique individuel.

Tout cela est très vrai, et M. De Mattia faisait remarquer à Mantoue que pour chaque malfaiteur, il y a une histoire intérieure qui nécessite un examen particulier.

Ce point de vue n'avait pas échappé à Ferri. Le Maître a toujours soutenu que la classification n'était qu'un procédé scientifique ayant pour seul but d'établir des points de référence à des types généraux, laissant à l'anthropologue le soin de déterminer avec exactitude, par un examen clinique, l'individualité des délinquants.

11. Mais il y a plus. Ferri, s'il n'a jamais employé l'expression

1. V. par exemple : Ancel, « La classification des délinquants en droit comparé », *in Delitto e personalita* (V[e] Cours international de criminologie, 1955), p. 359.
2. *La Défense sociale nouvelle*, Paris, 1954, p. 102.

« dynamique du crime » en a cependant, avec sa géniale intuition, parfaitement saisi la notion.

C'est ce que montre particulièrement la lecture de son célèbre « *Traité sur l'Homicide* », où il trace une description saisissante des processus psychiques qui conduisent aux diverses formes de l'homicide.

Lorsqu'on lit les pages où il montre comment des dispositions psychologiques particulières conduisent à l'homicide occasionnel, un tempérament émotif et névrosé à l'homicide passionnel, un état de dégénérescence progressif ou de désagrégation de la personnalité à l'homicide habituel, des conditions psychiques morbides à l'homicide par démence, on ne peut s'empêcher de penser que les récentes études de la dynamique du crime n'ont fait que confirmer, avec des méthodes d'investigation plus perfectionnées, ce que Ferri avait déjà découvert.

12. Si nous envisageons maintenant la question des rapports de la personnalité et de l'infraction du point de vue philosophique, nous arrivons à une nouvelle caractéristique très importante de l'œuvre de Ferri, qui va, elle, rencontrer moins d'approbation : l'adoption du déterminisme et le rejet de la culpabilité morale.

Ferri était déterministe de tempérament très certainement et ses découvertes scientifiques ne pouvaient que l'affermir dans ses convictions. Mais, il eut sans doute, le tort de pousser trop loin sa croyance dans la science et de verser dans ce scientisme que j'ai déjà dénoncé.

Quoi qu'il en soit, il rejette le postulat métaphysique du libre arbitre qui lui apparait indémontrable scientifiquement, et voit, dans l'infraction, un phénomène qui s'explique par des facteurs naturels et c'est ici qu'il passe à l'exagération — qui s'explique toujours et seulement par des facteurs naturels.

Ces exagérations le conduisent, tout naturellement, à la fameuse « *Loi de Saturation criminelle* » qu'il énonce ainsi : « De ce que le niveau de la criminalité est déterminé, chaque année, par les différentes conditions du milieu physique et social, combinées avec les tendances héréditaires et les impulsions occasionnelles des individus... il résulte que dans tel milieu social, dans des conditions individuelles et physiques déterminées, il sera commis un nombre déterminé de crimes, pas un de plus, pas un de moins »[1].

1. *Op. cit.*, p. 178.

« Pas un de plus, pas un de moins » précise bien Ferri, et c'est ici que se trouve encore l'exagération scientiste.

Ne croyant qu'aux facteurs naturels, Ferri écarte toute idée de culpabilité morale, et, par là même, de responsabilité morale. La responsabilité du malfaiteur devient une simple responsabilité sociale, que plus tard, Ferri, lorsqu'il aura donné à ses idées une forme juridique, appellera légale. Cette responsabilité est fondée uniquement sur le trouble que cause, à la société, la « capacité criminelle » de l'individu.

Garofolo, en 1880, pour désigner cette capacité criminelle, inventera l'expression de « témibilité ». Plus tard, on parlera de « périculosité », de « redoutabilité », d'« état dangereux », et c'est cette dernière expression qui sera retenue. C'est pourquoi il est de style de dire que pour les Positivistes, la réaction sociale contre la délinquance a pour but, et pour unique but, de combattre l'état dangereux.

13. A cette synthèse, je crois qu'il est nécessaire d'ajouter quelques observations, si l'on veut avoir une vue exacte, des idées de Ferri.

14. Première observation. C'est que, lorsqu'on parle de déterminisme, il faut distinguer, entre le déterminisme philosophique, qui est une doctrine philosophique, et le déterminisme scientifique, qui est une méthode de travail. Comme l'a si bien dit M. Pinatel, dans la très brillante Conférence à laquelle je faisais allusion tout à l'heure[1], sans déterminisme, il n'y a pas pas de science, donc, pas de criminologie expérimentale.

En effet, l'objet de la criminologie étant l'étude scientifique du phénomène criminel, il est naturel que le criminologue, en tant que savant, procède comme si ce phénomène était soumis à des lois. Sa recherche deviendrait autrement sans objet. Mais l'obligation de recourir au déterminisme scientifique n'implique nullement l'adhésion au déterminisme philosophique. C'est ce que Ferri a reconnu expressément au début de ses travaux, il voulut poser comme postulat le déterminisme métaphysique. Mais, après les protestations de l'abbé de Baets de Louvain, il fut obligé, en tant que chef d'Ecole de reconnaître que seul le déterminisme scientifique s'imposait au savant et *a fortiori* au juriste.

1. *Op. cit.*, p. 600.

15. La deuxième observation est que si Ferri refusa toujours d'admettre, ne fut-ce qu'une parcelle de culpabilité morale n'oublions pas que son projet de Code pénal de 1921 manifeste son intransigeance sur ce point, il semble avoir été singulièrement troublé par ce problème, aux derniers moments de sa vie.

Dans un article que j'ai retrouvé à la *Revue Internationale de Droit pénal* de 1928, le Maître déclarait : « L'évaluation de la faute morale appartient à la philosophie morale, au sentiment public, à la foi religieuse, mais elle n'est pas de la compétence de l'Etat... C'est dans ce sens que Jésus a dit : « Ne jugez pas ! » Il ne voulait pas dire que les criminels doivent rester impunis ! Il a dit seulement que les hommes ne peuvent être jugés que par Dieu, dans leur culpabilité morale »[1] !

Voici donc qu'une notion de culpabilité morale supra terrestre il est vrai, apparaît chez Ferri ! Que nous sommes loin des affirmations rigoureusement déterministes du début ! Et, un peu plus loin[2], Ferri rapportait avec satisfaction les paroles du père Gemelli disant : « Je suis contre l'Ecole Positiviste en tant qu'elle dit que tous les criminels sont plus ou moins des anormaux ; mais, j'admets que parmi les criminels, il y a un grand nombre d'anormaux, et que les hommes moralement libres sont très rares ».

Ferri concluait : « On voit donc que la distance entre nous n'est pas si grande qu'on croirait ».

16. Cette distance, en effet, assez faible, Ferri ne l'a pourtant pas franchie. Il n'a jamais voulu admettre qu'une notion de culpabilité morale terrestre soit intégrée dans le Droit pénal. Je crois, qu'il a eu tort.

On connaît la critique faite à Ferri par le Conseiller Roux, pénaliste spiritualiste[3] : « Si l'homme possède une âme, pourquoi se contenter de ne lui faire jouer un rôle qu'après la mort ? ».

Plus près de nous, M. le Conseiller Ancel, dans des pages célèbres[4] n'a pas craint d'écrire que la Défense sociale nouvelle entendait « admettre une très large marge de liberté pour l'être humain et réintroduire, dans le Droit pénal, une série de valeurs morales

1. Ferri, *Le nouveau projet de Code pénal italien*, p. 401. Ferri avait déjà soutenu les mêmes idées au Congrès organisé à Bruxelles en 1926 par l'Association internationale de droit pénal. V. *Actes du Congrès*, p. 538 et 539.
2. *Op. cit.*, p. 409.
3. V. *Répression et Prévention*, Alcan, Paris, 1922, p. 75.
4. *La Défense sociale nouvelle*, Paris, 1954, p. 101 et s.

que le Positivisme s'était donné pour tâche, d'éliminer ». C'est que les travaux des criminologues modernes, les Di Tullio, les de Greef, les Thelin, ont montré que les notions de culpabilité morale, de repentir, d'expiation, devaient être conservées dans l'intérêt même de l'amendement du malfaiteur.

Il est dommage que Ferri n'ait pas consenti aux ultimes conciliations. Son œuvre eut été bien proche de la perfection !

17. Je voudrais terminer ces développements philosophiques, par quelques mots sur les idées de Ferri concernant la prévention générale.

La prévention générale, c'est un sujet brûlant, et, tout récemment, j'ai rompu des lances à son sujet, au VI[e] Cours International de Criminologie à Lausanne, avec mes amis Pinatel et Thélin qui ne voient en elle qu'un mythe.

Sans tomber dans les exagérations de trop nombreux criminalistes qui l'ont considérée comme une panacée, j'estime, avec des juristes, très ouverts pourtant aux idées modernes, tels que Grispigni et Paul Cornil, qu'elle existe bien et qu'il serait dangereux de se priver de son effet intimidant.

On pourrait penser que le déterministe Ferri, ne reconnaissant au crime que des causes naturelles, a nié absolument la prévention générale. Il n'en est rien, et je tiens, non sans quelque satisfaction personnelle, à présenter la position qu'adopta le Maître, en 1928, dans cet article que je citais tout à l'heure[1].

Ferri, du point de vue de la force de coaction psychologique de la loi pénale distingue trois groupes d'individus. Une minorité d'honnêtes gens à toute épreuve qui ne commettraient pas de délits, même s'il n'y avait pas de tribunaux. Une minorité de malfaiteurs agissant par habitude, par métier, par tendance instinctive, par aliénation mentale, sur lesquels la peine n'a aucune prise. Et, au milieu, la grande majorité, sans tendance bien arrêtée, ni pour la vertu, ni pour le délit. « Pour elle », dit Ferri, « il est incontestable que la menace législative et judiciaire d'une peine est parmi les motifs qui la déterminent à ne pas commettre des délits ».

Je reconnais que Ferri ajoute aussitôt : « Cette force intimidatrice est de beaucoup inférieure à ce que l'on pense communément, à cause de cet automorphisme psychique, par lequel l'homme honnête et tranquille croit que les criminels ont, vis à vis de la

1. *Op. cit.*, p. 404.

peine, les mêmes sentiments que lui. L'espoir de n'être pas découverts ou de ne pas être condamnés est, au contraire, la plus grande force d'attraction vers le délit, pour tous ceux qui sont des criminels nés ou des occasionnels imprévoyants, ou des habituels endurcis ».

Ces restrictions, auxquelles je crois que chacun peut souscrire, n'enlèvent rien au fait que Ferri, malgré ces positions de principe, a reconnu l'existence de la prévention générale.

II. — Réaction de la société contre la délinquance

17. Les positions de Ferri en la matière vont découler tout naturellement de ses constatations scientifiques. Puisque la délinquance est un phénomène naturel, provenant de facteurs naturels, il faut supprimer ces facteurs.

18. Dans ce but, Ferri préconise avant tout l'amélioration des conditions sociales mauvaises qui, soit entraînent la prédisposition congénitale au crime, soit corrompent l'homme sain. C'est la politique bien connue d'assainissement préventif de la société au moyen de mesures que Ferri appelle des « substitutifs pénaux ». Il les décrit dans sa *Sociologie criminelle*, recherchant, avec une minutie extrême, toutes celles qui peuvent être trouvées dans les domaines les plus variés : économique, politique, scientifique, administratif, religieux, familial, éducatif.

Ces vérités ne sont-elles pas toujours d'une brûlante actualité ? Et Ferri aurait été très heureux sans doute, s'il avait entendu, comme moi à Mantoue, un magistrat italien demander que les juges aient le devoir de signaler dans leurs sentences, aux autorités voulues, les cas qui réclament une intervention administrative d'assainissement social.

19. Mais la prévention ne suffit pas toujours et il arrive que sous l'influence des facteurs malsains, l'individu commette une infraction, ou, tout au moins, acquiert des prédispositions qui vont l'entraîner, fatalement, à commettre une infraction, dans un temps plus ou moins rapproché.

La Réaction Sociale doit alors entrer en jeu contre lui. Elle sera basée, dans ses modalités, sur le danger que fait courir, à la société, l'individu délinquant ou prédélinquant, sans qu'il y ait à tenir compte de sa culpabilité morale.

20. J'ai déjà dit tout le regret que, dans le seul intérêt de l'amendement du malfaiteur, on peut ressentir de l'exclusion de la culpabilité morale. Je n'y reviendrai pas. Ce que je voudrais faire ressortir maintenant, c'est combien féconde a été la notion ferrienne de réaction sociale basée sur l'état dangereux du délinquant. Toutes les grandes conceptions actuelles qui régissent la réaction sociale en découlent. Et l'on peut dire que si elles n'ont pas été toutes directement découvertes par Ferri, elles ont toutes leur source dans ses travaux. Il est aisé de le montrer.

21. C'est d'abord le concept de l'état dangereux du délinquant légitimant les interventions prédélictuelles. Sans doute est-il plus l'œuvre de l'ensemble des positivistes que de Ferri lui-même, et le Maître, probablement effrayé par la véhémence des critiques soulevées, n'a finalement pas répudié le principe traditionnel « *Nullum Crimen sine lege* », qu'il a, au contraire, placé en tête de son projet de Code pénal ; mais le raisonnement qui base le concept est fondé sur l'existence de ces facteurs criminels que Ferri a mis en relief.

Peut-on nier que ce concept soit plus actuel que jamais, aujourd'hui où l'on ne repousse plus *a priori* les interventions prédélictuelles et où un très large courant se dessine pour les admettre, chaque fois qu'elles apparaissent scientifiquement fondées et qu'une procédure convenable permet le respect de la liberté individuelle ?

Notre législation pénale française elle-même, malgré sa prudence, vient d'en prescrire certaines à l'encontre des toxicomanes et des alcooliques.

22. C'est ensuite le concept de mesure de sûreté. Lui, non plus, n'a pas été directement découvert par Ferri.

Les adversaires de Ferri ayant été obligés, rapidement, d'admettre que, notamment pour prévenir la récidive qui n'avait cessé de se développer au XIX^{e} siècle, il fallait instituer un ensemble de mesures curatives ou neutralisantes dépourvues de coloration morale, c'est Von Liszt qui inventera la notion de mesure de sûreté pour assurer une certaine conciliation entre classiques et positivistes. Est-il besoin d'insister sur les immenses progrès qu'elle a fait faire aux législations positives ?

Les mesures de sûreté n'ont cessé de se développer. Le seul problème qu'elles posent aujourd'hui est de savoir si, avec de

nombreux criminalistes adeptes ou très proches des idées ferriennes, il faut arriver à l'unicité de la peine et de la mesure de sûreté, ou s'il faut, avec d'autres, faire mieux et corrigeant les idées ferriennes en ce qu'elles ont de trop absolu dans leur exclusion de la culpabilité morale, intégrer peines et mesures de sûreté dans un système unitaire de défense sociale.

23. C'est encore le système des sentences indéterminées Ferri écrivait déjà dans sa *Sociologie criminelle*[1] que « le temps né-« cessaire pour la rééducation sociale du criminel ne pouvait être « fixé d'avance, comme il serait absurde de fixer d'avance le « nombre de jours qu'un malade devra demeurer à l'hôpital ».

Que de critiques contre ce système ! On n'a pas hésité à parler, à son sujet, de l'arbitraire de l'Ancien droit, et même à évoquer les emprisonnements prolongés à la Bastille ! Pourtant, il se développe de jour en jour, à tel point qu'on a pu le qualifier de système pénitentiaire habituel des Etats-Unis.

24. Enfin, le concept d'individualisation de la peine qui, adopté par toutes les Ecoles, est devenu la pierre angulaire du Droit pénal contemporain découle essentiellement de l'oeuvre de Ferri, puisque le Maître a montré qu'il fallait traiter essentiellement des malfaiteurs, et non pas punir des infractions. Le traitement doit donc varier avec les différentes catégories de malfaiteurs. Cela est trop connu pour que je m'y arrête. Je voudrais seulement faire remarquer que deux des grands moyens dont on parle le plus, actuellement pour arriver à cette individualisation, ont été découverts par Ferri.

25. C'est, en premier lieu, l'examen médico-psychologique et social du délinquant, que le cycle d'études récent des Nations Unies a mis à l'ordre du jour et sur lequels certains ont fait tant de bruit, que je me demande s'ils ne s'imaginent pas en toute bonne foi l'avoir découvert eux-mêmes. Pourtant, dans sa *Sociologie criminelle*[2] Ferri déclarait qu'il était désirable d'appliquer, à chaque condamné, un régime particulier, après une étude physio-psychologique de sa personne et des conditions qui le déterminèrent au crime. Seulement, il ne pensait pas que cet idéal fût réalisable à son époque où manquaient les techniciens nécessaires.

1. Ed. franç. de 1893, p. 410. Cf. 493 et s.
2. Ed. franç. 1893, p. 513.

Aussi, se rabattait-il sur une individualisation opérée par le moyen de classifications opérant comme simples points de repère, ainsi que je l'ai exposé plus haut.

26. C'est, en second lieu, le contrôle juridictionnel du traitement, par les autorités judiciaires, que tant de Congrès récents ont préconisé.

Mais, dans sa *Sociologie criminelle* encore[1], Ferri demande que « l'exécution soit dirigée avec précision, par un travail ultérieur, non plus détaché comme aujourd'hui de l'œuvre du juge, mais qui la continue ».

27. Si, quittant maintenant le domaine des grands concepts nous examinons la liste des sanctions que Ferri propose, nous ne pouvons encore qu'être frappé de l'actualité de ses propositions.

Ferri, répudiant toute peine châtiment, distinguait deux catégories de peines : les peines défense et les peines éducatives.

28. En ce qui concerne les peines défense, il s'attache peu au problème de la peine de mort qui lui paraît à juste titre, surtout une affaire de sentiment. Mais, il recommande fortement cette ségrégation définitive des malfaiteurs inamendables que d'aucuns, mus par un humanitarisme d'illusion, repoussent de nos jours. Il va même jusqu'à recommander cette relégation dans des territoires libres d'Outre-Mer[2] que l'on vilipendie maintenant en France, parce qu'elle a été mal organisée à la Guyane. Je persiste cependant à croire[3], avec M. Pinatel[4], et M. Cannat première manière, si j'ose ainsi m'exprimer[5], qu'elle constitue la meilleure solution pour neutraliser le déchet irrécupérable des malfaiteurs.

29. En ce qui concerne les peines éducatives, Ferri s'élève contre l'abus des courtes peines de prison qu'il veut remplacer, pour les délinquants légers, par la probation, la réparation du dommage causé, etc... Il s'élève aussi, contre l'usage abusif de la cellule considérée comme une panacée. Qui ne l'approuve aujourd'hui ?

1. Ed. italienne de 1900, p. 565.
2. *Sociologie criminelle*, éd. franç., 1893, p. 537.
3. Bouzat, « Le problème des délinquants d'habitude » *in Mélanges Grispigni*, p. 225.
4. Pinatel, « La relégation Outre-mer : problème international », *Rev. int. dr. pén.*, 1950, p. 387.
5. Cannat, *Nos frères les récidivistes*, Sirey, Paris, 1942.

Mais, il s'élève, aussi, contre la peine de prison elle-même et voudrait la remplacer par l'internement dans une colonie agricole, ou, à tout le moins, par le travail à *l'aperto*.

C'est un de ses leit-motiv, au long de sa *Sociologie criminelle*, et j'avoue y avoir trouvé une certaine satisfaction. Ayant, dans bien des travaux et des Congrès, préconisé l'internement dans une colonie agricole, pour y astreindre le condamné, non pas obligatoirement à des travaux agricoles, comme on me l'a fait dire avec peu de bonne foi, mais à toutes sortes de travaux, agricoles comme industriels, dans un cadre rural, j'ai été taxé ironiquement de « bucolisme pénitentiaire ». Je me contente de sourire, non sans ironie moi aussi.

Ferri, ayant dans son rapport préalable au projet de Code de 1921, écrit que « dans un pays de soleil et de doux climat, comme l'Italie, il fallait préférer aux pénitentiers qu'il n'hésitait pas à qualifier de « tombeaux d'êtres vivants », la forme de la colonie agricole qui, par le travail à l'air libre, constitue un efficace désinfectant physique et moral », le doyen Cuche s'éleva, avec véhémence contre ces propositions qu'il considérait, « ou comme stupéfiantes, ou comme savoureuses »[1]. Et, après avoir ironisé sur Verlaine qui soupirait dans sa prison : « Le ciel est par dessus les toits, si bleu, si pur », (citation inexacte d'ailleurs) M. Cuche n'hésitait pas à écrire : « A notre époque où les peines afflictives ont disparu et où les peines privatives sont seules pratiquées, on doit, quand on a le bonheur d'habiter dans un pays de ciel bleu, y maintenir jalousement une pénalité, chez laquelle cet heureux climat provoque un plus riche épanouissement d'effets privatifs. C'est une bonne fortune pénitentiaire. L'aberration consiste à y renoncer ».

Ces déclarations ont été faites en 1921, il y a tout juste trente cinq ans. Comme elles nous paraissent singulièrement vieilles aujourd'hui où lorsque nous allons à quelque Congrès, on nous montre chaque fois des films décrivant complaisamment la rééducation obtenue par la colonie agricole. Comme les thèses de Ferri semblent, plus actuelles !

1. Cuche, « Le nouveau projet de Code pénal italien », *Rev. pénit.*, 1921, p. 436.

III. — Le jugement et les techniques pénales

30. C'est dans ce domaine que les conceptions de Ferri, ont connu le moins de réalisations pratiques. Il y a cependant manifesté sa géniale prescience habituelle et toutes les positions qu'il avance paraissent, incontestablement, les meilleures, du point de vue scientifique ; seulement les données scientifiques s'y sont trouvées tenues en échec par la Politique criminelle, au sens large, ou simplement, par des fictions juridiques solidement enracinées.

31. Ferri désirait placer le jugement pénal sous le signe du technicisme scientifique. Cela allait de soi, puisque la réaction sociale était, pour lui, une réaction scientifique contre un phénomène naturel examiné d'après des procédés scientifiques.

Il déclare, dans sa *Sociologie criminelle*[1] : « Le jugement pénal n'a que le caractère d'une recherche scientifique, subjective et objective, sur l'individu poursuivi en tant que criminel possible par rapport à l'acte juridique dont il serait l'auteur ».

Dès lors, il demande la spécialisation du juge pénal et sa préparation technique par un enseignement criminologique approprié comportant des stages cliniques.

Le temps me manque, malheureusement pour vous lire les passages où Ferri, dans sa *Sociologie criminelle*[2] déclare que ceux qu'il appelle savoureusement les « juristes érudits », ou encore, les « civilistes profonds », sont les personnes les moins aptes à rendre la justice pénale.

Sans doute exagérait-il ! On peut être à la fois un civiliste profond et un bon juge pénal. Mais, aujourd'hui, on réclame de plus en plus la spécialisation du juge pénal et sa préparation technique. Quand obtiendrons-nous cette grande réforme ? Je n'ose l'entrevoir. Elle se heurte à tant de routines administratives et politiques. Elle ne serait, pourtant, qu'un premier pas, en attendant d'autres améliorations également justifiées, que proposait Ferri par exemple ; l'éducation technique donnée obligatoirement à tous ceux qui participent à la justice pénale ; ce qui pose en particulier le problème délicat de la spécialisation de certains avocats, dont Ferri n'hésitait pas à demander la fonctionnarisation.

1. Ed. franç., 1893, p. 459.
2. *Op. cit.*, p. 460.

32. Appelant de ses vœux une magistrature technique, capable de connaître scientifiquement l'homme, Ferri devait, fatalement, condamner le jury populaire, tout au moins, comme juge des infractions de droit commun. Il le fit avec véhémence.

Son raisonnement est irréfutable du point de vue scientifique et il faut bien reconnaître que les arguments que l'on donne aujourd'hui pour maintenir le jury, sont des arguments de politique criminelle, voire, de politique tout court. On dit principalement que le jury permet à la répression de mieux évoluer avec le sentiment moyen du pays et qu'il apparaît comme un des piliers de la démocratie. Arguments qui ont d'ailleurs perdu bien de leur valeur, en France, si l'on admet avec Maurice Garçon que la Cour d'Assises actuelle n'est plus qu'une caricature de l'Ancienne justice populaire.

Si l'on n'arrive pas à supprimer le jury complètement, peut-être faudra-t-il, au moins, le « techniciser » comme le proposait M. Stern, en 1925[1].

33. J'ai employé dans le titre de cette troisième partie, à défaut d'en trouver un plus clair d'ailleurs le terme de « techniques pénales ». J'ai simplement voulu viser par là un certain nombre de théories pénales au sens large (c'est-à-dire d'ordre pénal ou précédural) qui, concrétisées dans des règles législatives, donnent au juge les directives techniques voulues pour décider du prononcé d'une sanction.

Les idées de Ferri, là encore scientifiquement les meilleures, se heurtent, dans ce domaine principalement, à ce qui n'est pas toujours, mais à ce qui n'est que trop souvent des fictions juridiques. Bornons-nous à quelques exemples.

34. Dans le domaine strictement pénal, Ferri veut instaurer une notion réaliste de l'intention. Pour lui, l'intention n'est pas une volonté abstraite, mais une volonté déterminée par un mobile qu'il faut analyser.

N'est-il pas vrai, en effet, que c'est le mobile seul qui peut révéler l'état dangereux[2] ?

Pour la tentative et la complicité, Ferri n'hésite pas à balayer

1. STERN, *Le Jury technique. Esquisse d'une justice pénale rationnelle*, thèse, Paris, 1925.
2. Cf. LEBRET, « Essai sur la notion de l'intention criminelle », *Rev. sc. crim.*, 1938, p. 438 et s.

ce qu'il appelle « les distinctions académiques entre délit tenté et délit manqué et entre actes préparatoires et actes d'exécution... entre auteurs, instigateurs et complices »[1] et il réduit la réglementation légale au minimum, de façon à laisser jouer librement la considération de l'état de danger plus ou moins grave.

Qui ne critique l'abus des fictions juridiques en la matière ?

Ferri s'institue l'adversaire de la grâce, de l'amnistie, de la prescription, qui permettent, à des états dangereux, de continuer à menacer la société.

Scientifiquement, il a raison et même sur le terrain de la politique criminelle, qui ne proteste contre l'abus actuel de l'amnistie, voire de la grâce ?

34. Dans le domaine procédural, Ferri, toujours soucieux de pourchasser l'état dangereux, condamne tout ce qui peut permettre au malfaiteur de se soustraire à la réaction sociale. Il me suffira de signaler qu'il s'oppose à l'interdiction de la *reformatio in pejus* et à l'interdiction de la révision du procès du condamné acquitté dont la culpabilité se révèle ultérieurement. Thèses qui paraissent dures à nos cœurs libéraux, mais qui sont incontestablement valables du seul point de vue scientifique.

35. Je pourrais citer bien d'autres exemples de la géniale prescience de Ferri. Il est temps que je m'arrête. En décrivant à grands traits l'œuvre de Ferri, j'espère avoir atteint mon but : vous montrer combien cette œuvre est plus actuelle que jamais.

Toutes les grandes réformes pénales récentes, toutes celles qui sont, aujourd'hui, en projet, ont leur source dans les conceptions du Maître.

Sans doute, ai-je dû exprimer quelques réserves. Ferri a eu tort, par tempérament sans doute, par réaction, aussi, contre l'opiniâtreté de ses adversaires, d'être trop intransigeant sur le chapitre de la culpabilité morale. Les esprits les plus modernes désirent aujourd'hui ajouter à l'étude purement scientifique du phénomène criminel, une certaine dose de spiritualisme, et réaliser, ainsi ce que Girolamo Penso, appelait déjà en 1929[2] une conception intégrale ou unitaire de la répression.

Et c'est ici que je vais me tourner vers notre ami, le Conseiller

1. FERRI, « Le nouveau projet de Code pénal italien », *Rev. pénit.*, 1921, p. 412.
2. PENSO, « Enrico Ferri », *in Etudes criminologiques*, 1929, p. 176.

Ancel. Certains penseront peut-être que je veux simplement sacrifier à l'amitié en reliant sa « *Défense sociale nouvelle* » à l'œuvre d'Enrico Ferri. Ce serait inexact. Déjà, à Mantoue, le Professeur Nuvolone a uni, dans un même hommage, l'œuvre de M. Ancel et celle d'Enrico Ferri. Voici ses paroles : « Les nouvelles tendances de la Défense sociale, tout en s'inspirant des intuitions vitales de l'Ecole Positiviste, ont accentué les principes d'humanisation et de resocialisation, en refusant l'*a priori* du déterminisme ; ce qui a permis le ralliement à la Défense Sociale nouvelle de la plupart des juristes et des criminologues ; aussi, l'on peut bien affirmer, qu'aujourd'hui la Défense Sociale constitue le mouvement prééminent sur le plan national et sur le plan international ».

Cet hommage rendu à M. Ancel, par un Compatriote d'Enrico Ferri, est agréable à entendre, pour nous Français, pour le pénaliste, il est bien plus, encore : associant un passé prestigieux à un présent plein de promesses, il est le gage de l'avenir.

Aspect du Droit économique français

(Autonomie et orthodoxie) [1]

par Jean MAZARD
Procureur de la République près le Tribunal de la Seine.

Parler du *droit économique* peut paraître présomptueux, ce vocable s'appliquant à un ensemble de textes législatifs dont le caractère généralement nouveau et assurément fluctuant affecte une discordance certaine avec les réglementations affirmées et précises que postule tout véritable *Droit.*

Bien qu'il puisse, nous le verrons, revendiquer l'ancienneté de nombreux textes et la pérennité de dispositions de droit privé, le droit économique public est un droit nouveau, d'essence particulière puisque droit social, droit qui cherche encore son expression dans un milieu juridique insuffisamment défini pour lui permettre de s'épanouir.

Le droit économique peut être d'abord envisagé dans ses applications de droit privé. C'est en effet sous le vocable de *droit privé économique* ou *patrimonial* que MM. Colin et Capitant traitent des dispositions qui règlent les rapports des hommes du point de vue de leurs intérêts patrimoniaux, Sous cet aspect, le droit privé économique emprunte au droit civil, au droit commercial, au droit maritime, etc.

Cet aspect du droit économique ne nous retiendra qu'un court espace de temps et seulement pour en dégager les caractères essentiels, par opposition à ceux qui colorent le droit économique public.

L'opposition des qualificatifs *privé* et *public* ne peut suffire à caractériser, en les opposant, la nature exacte des rapports entre le droit économique patrimonial et le droit public économique. Cela serait par trop simple.

1. Rapport présenté en séance plénière au Colloque juridique franco-allemand tenu à Francfort-sur-le-Mein du 19 au 26 mai 1956.

1° Les règles de droit économique privé sont, en général, interprétatives ou supplétives de la volonté des intéressés. Elles ne sont qu'exceptionnellement impératives ou prohibitives.

Les règles de droit économique public sont toujours impératives ou prohibitives ; les prescriptions qu'elles énoncent sont d'ordre public ; elles sont sanctionnelles.

Le principe essentiel qui domine les rapports d'ordre patrimonial des individus est le principe de *l'autonomie de la volonté ou de la liberté des conventions*, énoncés dans un des articles les plus importants du Code civil, l'article 1134, 1er alinéa, où, à propos des contrats, nous lisons : « *Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites* ».

Ce principe, malgré les atteintes de plus en plus fréquentes et sensibles, reste le fondement de notre droit privé.

Le droit économique envisageant la protection de l'individu dans le cadre de la société ne peut, évidemment, participer du même principe ; bien au contraire, il limite et abolit la liberté des conventions.

Les motifs qui ont fait promulguer les textes de droit économique sont plus impérieux que ne l'est celui qui énonce l'autonomie de la volonté ; si les règles de droit économique ne sont pas respectées, les textes prévoient une sanction, une peine, *l'ultima ratio*.

De ce double caractère de loi impérative ou prohibitive et de loi sanctionnelle et d'ordre public, nous pouvons déduire, pour mieux caractériser les rapports entre le droit économique et le droit privé, les propositions suivantes :

Première proposition : *En cas de conflit de loi interne, les dispositions du droit économique l'emportent sur celles du droit privé.*

Citons à titre d'exemples :

Les dispositions de l'article 16 de l'ordonnance du 30 juin 1945 : le prix de tous les produits et services sont et demeurent bloqués, soit au niveau qu'ils avaient atteint au 1er septembre 1939, soit au niveau qui résulte des décisons prises depuis cette date ; elles l'emportent sur les dispositions de l'article 1591 du Code civil : le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.

Autre exemple : Les dispositions de la même ordonnance relative au troc l'emportent sur celles des articles 1702 et 1703 du Code civil relative à l'échange.

Deuxième proposition : *Pour l'application de la loi économique, et dans le silence ou l'obscurité du texte, il doit être fait appel aux règles générales du droit privé.*

Donnons en des exemples :

Pour définir la notion de *prix pratiqué* incluse mais insuffisamment explicite dans les textes de législation économique, il faut se rapporter aux règles de droit civil ou commercial.

Pour déterminer s'il échet la date de la commission de faits délictueux en matière de vente à un prix illicite, il importe de faire application de l'article 1583 du Code civil : la vente est parfaite entre les parties et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas été livrée et le prix payé (Arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 24 mai 1945).

Ces principes dégagés, quelle définition donner du droit économique public ?

Si nous nous référons à la formule classique de l'Economie politique en disant qu'elle a pour objet, parmi les rapports des hommes vivant en société, ceux-là seulement qui tendent à la satisfaction de leurs besoins matériels, à tout ce qui concerne leur bien-être, — nous sommes tenté de poursuivre, en adoptant la division tripartite, non moins classique, de J.-B. Say de l'Economie politique : *production — répartition — consommation*.

Nous pouvons alors définir le droit économique public en disant qu'il est constitué par *l'ensemble des textes réglementant, dans un régime déterminé, la production, la répartition, la consommation des biens* et *l'utilisation des services*.

***

Les dispositions de Droit économique public ne sont pas, comme on le croit très couramment, le résultat de l'évolution économique moderne et le contre-coup des modifications sociales des vingt dernières années. Dans toutes les périodes difficiles de notre histoire, le législateur a été conduit à prendre des dispositions, à instaurer des réglementations qui entrent incontestablement dans la définition que nous venons de donner. Les édits de Turgot de 1776 sur la suppression des corporations, la loi du 2-17 mars 1791 instituant la liberté du commerce et de l'industrie, celle du 14-21 juin 1791 dite loi Le Chapelier créant le délit de coalition, certaines des dis-

positions du Code pénal de 1810, constituent sans aucun doute des textes de droit économique public, mais il est difficile de les considérer véritablement comme tels, car ils visent spécialement à sauvegarder la liberté de *l'individu*, et non celle de la société, dans ses activités économiques.

Cette constatation de l'origine historique du droit économique public nous conduit en premier lieu à rechercher, quels caractères affecte ce droit, dans le domaine positif.

Nous pourrons le schématiser dans les trois propositions suivantes ;

Les dispositions de droit économique sont :

1° *d'ordre public* ;
2° *circonstancielles* ;
3° *hétérogènes*.

L'énoncé de ces trois principaux caractères fait entendre qu'il s'agit d'examiner maintenant les textes réglementaires de notre droit positif et non un système idéal ou tout au moins théorique.

1. *Les dispositions de droit économique sont d'ordre public*

Nous avons déjà mis en lumière ce caractère, en étudiant les rapports entre le droit économique et le droit privé.

Ce qui caractérise, en effet, l'évolution juridique de la société moderne, c'est l'augmentation de plus en plus sensible du nombre et de la portée des lois prohibitives. Aux principes de libéralisme, se substituent les impératifs d'une législation qui place la protection de la société avant celle de l'individu, évolution que préconisent et qu'accentuent les dérèglements provoqués par les conflits armés que nous avons subis au cours des huit lustres écoulés.

La loi détermine dans certains cas le caractère qu'elle attribue à ses dispositions, en les édictant par exemple à peine d'une nullité pouvant être invoquée par tous les intéressés ; mais elle ne dit pas la plupart du temps s'il s'agit d'une *nullité relative* ou d'une *nullité absolue*, fondée sur l'ordre public.

Dans le plus grand nombre des textes, il n'est fait aucune allusion à une sanction, de sorte que l'on peut se demander si l'on est en présence d'une disposition interprétative ou d'une disposition impérative. Il appartient alors au juge, en scrutant les motifs du texte, d'en dégager le caractère.

Le critère le plus souvent adopté est celui de la prééminence des intérêts sociaux sur les volontés individuelles ; il s'impose évidemment en ce qui concerne les textes réglementaires de droit économique, le droit économique étant, d'une part, un droit social, et d'autre part, un droit pénal.

Nous pouvons donc retenir ce premier caractère : les dispositions de droit économique sont d'ordre public.

2. *Les dispositions réglementaires de droit économique sont circonstancielles*

Dans notre système politique actuel, les textes de droit économique, réfléchissent les bouleversements qui les font naître.

Ayant la prétention, soit de prévoir les dérèglements, soit de pallier les difficultés économiques qui en découlent, les textes réglementaires en arrivent à emprunter sa *mobilité* au fait économique.

Ce caractère confère, par voie de conséquence, à la loi économique positive, le double aspect d'être généralement *temporaire* et d'être *particulière*, ce qui est en contradiction avec les impératifs de *permanence* et de *généralité* de toute loi.

Nous nous efforcerons dans quelques instants, de mieux faire ressortir par des exemples ces particularités.

Pour l'instant, il nous suffit de nous reporter à la nomenclature des textes réglementaires intervenus depuis 15 ans, que ce soit pour la production, pour la circulation ou pour l'échange des biens de consommation — et nous ne voulons parler ici que des textes de principe, laissant en dehors de nos critiques les textes d'application qui ont nécessairement pour objet d'adapter la loi générale aux situations de fait ou d'actualité. Il n'empêche que ce caractère circonstanciel dans son triple aspect de *mobilité*, de *spécialité* et de *précarité*, implique pour notre droit positif, économique, la critique la plus sévère qui puisse être formulée.

3. *Les dispositions réglementaires de droit économique sont hétérogènes*

Nous entendons ainsi que le plus grand nombre des textes pris en la matière affectent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

Les dispositions de droit économique sont *artificielles* — elles sont *empiriques* — elles sont *contradictoires*.

a) *Le droit économique est artificiel* en ce sens qu'il use — et abuse — de sa nature de droit impératif et de droit sanctionnel pour formuler des méthodes, impliquer des règles, préconiser des solutions qui visent davantage à modifier les effets qu'à atteindre les causes du fait économique.

b) *Le droit économique est empirique.* — Ceci découle en partie de ce caractère artificiel que nous venons de lui reconnaître — à moins qu'il ne l'explique.

Le texte économique suit le fait économique, alors qu'il devrait, dans la plupart des cas, le devancer ; la méthode est critiquable, elle impose un réajustement incessant de la solution, aux données du problème.

Nous retrouvons ainsi le caractère circonstanciel que nous avons mis précédemment en lumière avec ses conséquences : mobilité, fragilité, particularité.

Dans ce relai continuel entre les données économiques et la solution réglementaire, il est impossible de se rattacher et de se maintenir à des principes généraux, à la loi économique, et, si on le fait, ou tente de le faire, c'est davantage par nécessité intellectuelle de se lier à un principe fondamental, ou par subtilité de langage, dans une affirmation sans valeur, puisque souvent contredite dans le texte lui-même.

Ces deux premières critiques : caractère artificiel — caractère empirique de la loi écrite, nous les illustrerons mieux en abordant le troisième aspect de cette hétérogénéité : la contradiction.

c) *Le droit économique est contradictoire.* — Le droit économique réglementaire ne peut être instauré et ne peut produire d'effets valables que dans un *régime économique déterminé* or, une véritable fatalité conduit notre régime politique à osciller entre la gauche et la droite, entre les aspirations libérales et les exigences dirigistes. Le résultat de ces compromis successifs ne peut être que désastreux dans le domaine des faits, tout comme est décevante cette oscillation sur le plan des principes.

Entrons dans le domaine des faits pour mieux illustrer cette contradiction par quelques exemples :

a) *Première contradiction : entre la liberté de production et la garantie des prix.* — Chacun est libre, en principe, de produire ce qu'il veut et comment il le veut.

Sous un régime de liberté, la loi économique trancherait toute difficulté, la loi du marché serait l'arbitre du choix. Ceci est vrai dans le domaine industriel, comme dans le domaine agricole.

Or, dans notre régime économique, la liberté de produire, même subordonnée à une orientation semi-dirigiste, même affectée de certains contrôles, est assortie de la garantie de débouchés à prix fixe. C'est la collectivité qui fait les frais de cette contradiction, de ce mélange de liberté et d'intervention.

b) *Deuxième contradiction : Règlementation des prix, liberté des salaires et omnipotence fiscale.* — En principe, les échelles de salaires sont fixées au regard du coût de la vie, celui-ci déterminé par les indices des prix des principaux produits et services, mais liberté absolue est reconnue aux travailleurs d'obtenir par tous moyens une hausse des salaires.

Autre liberté, celle pour la puissance publique d'ajuster ou d'augmenter les charges sociales et fiscales qui grèvent l'entreprise.

Mais au regard de cet accroissement des charges qui pèsent sur la production ou l'échange, interdiction de toucher aux prix qui restent bloqués au plafond atteint avant l'incidence des nouvelles charges.

Il en est de même lorsque le pouvoir public agit par voie de blocage ou par voie de baisse autoritaire (baisse Blum-Pinay). La baisse n'atteint généralement que certains facteurs dont le total est toujours inférieur à la baisse finale ordonnée.

c) *Troisième contradiction : Le régime de monopole, la politique de concentration industrielle et la législation sur les ententes.* — Le jeu de la libre concurrence a été longtemps considéré comme la loi économique la plus certaine dans ses effets et la plus facile à réaliser puisqu'un court article du Code pénal : l'article 419 y suffisait. Par réaction au dirigisme d'Etat ou corporatif instauré pendant la guerre et dans la période qui suivit la Libération, il a été à nouveau fait appel à ce principe sacro-saint considéré comme panacée. C'est dans cet esprit qu'ont été édictées de nouvelles dispositions prohibant les *Ententes* (décret-loi du 9 août 1953).

Mais comment concilier les principes et les dispositions réglementaires qui en découlent avec l'exemple que nous donne l'Etat lui-même en instituant à son profit des monopoles, et en tirant profit de ces monopoles ? La notion de service public ne peut prétendre à excuser la faiblesse de ce système hétérogène.

J'entends bien que le décret-loi du 9 août 1953 propose à la sagacité des membres d'une Commission technique des ententes, les problèmes qui pourraient se poser et leur suggère des critères. Mais c'est généralement en dehors des grands principes et dans l'appréciation du fait, de l'espèce, que se fera le choix, ce qui nous remet en évidence les caractères déjà énoncés : circonstanciel et particulier.

La caractérisation du droit économique public nous a ainsi conduit à dégager le *caractère autonome* de ce droit qui, tout aussi bien dans ses principes que dans ses applications, s'écarte des notions générales de notre droit.

Cette autonomie s'affirmera plus nettement encore si nous pénétrons dans le domaine concret du droit économique pénal.

Le droit économique est, en effet, un droit sanctionnel : son objet est si particulier, ses méthodes si différentes des autres législations qu'il en est venu à occuper une place spéciale dans le droit pénal, tant par ses caractéristiques que par les principes qu'il met en jeu, et, en définitive, par ses règles d'application.

Le droit économique étant un droit essentiellement *prohibitif* d'inspiration *sociale*, les règles et principes du droit pénal classique n'ont pu être transposés sans modifications substantielles dans les textes sanctionnels du droit économique.

Les principes classiques sont, rappelons-le :

1° *le principe de la légalité des délits et des peines* ;
2° *le principe de la personnalité des peines* ;
3° *le principe de l'individualisation des peines.*

Ces trois principes découlent du postulat du *libre arbitre* et du précepte du respect de *l'individu*. Or, le droit économique suppose la substitution du *dirigisme au régime de liberté* — et de la prédominence de *la protection de la société sur celle de l'individu*. Le droit sanctionnel économique doit dès lors, sinon faire appel à d'autres principes, du moins apporter des modifications sensibles aux principes classiques. Il marque un recul des mesures protectrices de l'individu — du principe de la légalité des peines — et inversement le développement de la responsabilité pénale du fait d'autrui — l'adoption de règles nouvelles en ce qui concerne la notion de la tentative et de la complicité.

***

Si nous cherchons à dégager, sur le plan théorique, les caractères du délit économique, nous sommes conduit à le dire : *artificiel — intentionnel — correctionnel.*

A. — *Première caractéristique : le délit économique est un délit artificiel*

Le délit naturel révèle *l'immoralité* de son auteur (vol — attentat aux mœurs — diffamation, etc.). Le délit artificiel révèle *l'incivisme* de son auteur. Le délit économique est une infraction à la loi économique ; il est donc la désobéissance aux ordres des autorités qui édictent les prescriptions qui découlent du régime économique adopté ou qui concourent à son organisation.

Les caractères précédemment dégagés du droit économique sont à l'origine de cet aspect du droit pénal économique. Comment concilier les caractères circonstanciels — évolutifs et souvent contradictoires de la loi positive économique avec l'objectivité et la pérennité que doit revêtir pour être morale la loi pénale ?

Bien entendu, le sentiment moral peut subir *affectivement* l'influence des événements ; il évolue et l'on peut, dès maintenant penser que dans un avenir plus ou moins proche, les règles sanctionnelles du droit économique trouveront leur résonnance morale dans une réprobation instinctive.

Mais nous n'avons à nous préoccuper que de ce qui est, et nous sommes encore trop imprégnés des principes d'autonomie de la volonté et de libéralisme, pour ne point voir dans les règles de droit économique autre chose qu'intervention autoritaire de la puissance publique.

B. — *Deuxième caractéristique : le délit économique est un délit intentionel*

En droit classique, le degré de la peine est établi, d'une part et en premier lieu, par le degré d'intention délictuelle de l'auteur, et, d'autre part, et à degré moindre, par le résultat de l'acte.

L'obligation de parvenir en matière économique à une sanction révérencielle a conduit le législateur à abandonner dans la caractérisation du délit économique l'élément intentionnel pour ne s'en tenir qu'à l'élément matériel.

La loi du 19 août 1936 sur la spéculation illicite tenait compte non seulement de l'intention mais encore du mobile. Elle réprimait la recherche du *bénéfice illicite, l'esprit de lucre exagéré.*

La loi du 20 octobre 1940 — et l'ordonnance du 30 juin 1945 — ont repris le principe du décret du 1er juillet 1937 qui avait substitué à la notion de bénéfice illicite le principe de majoration illicite. Ces lois sanctionnent uniquement le fait matériel du dépassement du prix autorisé : bloqué ou taxé. Il peut même se trouver, en fait, que l'opération incriminée se soit traduite en définitive, par une perte.

Dans le domaine du fait, c'est-à-dire, dans celui de l'application de la peine, la rigueur du principe sera atténuée par le jeu des circonstances atténuantes ; mais le juge ne pourra aller, quelles que soient ces circonstances, jusqu'à l'absolution, dès lors que la matérialité est établie. C'est d'ailleurs pourquoi, le législateur avait été, pour affermir ce principe inintentionnel, jusqu'à supprimer les circonstances atténuantes et le bénéfice du sursis.

C. — *Troisième caractéristique : le délit économique est un délit correctionnel*

Malgré ses caractéres artificiel et inintentionnel, le délit économique demeure un délit correctionnel alors que le droit pénal classique fait, au contraire, des infractions auxquelles il attribue ces deux caractères, des *contraventions*.

Il s'en suit :

1° que les infractions à la loi économique sont punies des peines d'emprisonnement prévues pour les délits (2 mois à 5 ans d'emprisonnement) et d'une peine d'amende ;

2° que les infractions sont des infractions de droit commun.

Ces trois caractères de l'infraction économique, contradictoires entre eux et plus particulièrement le troisième par rapport aux deux premiers, n'ont pas été sans émouvoir tous ceux qui eurent à se pencher sur le problème.

Aussi est-il naturel qu'une évolution sensible ait été amorcée, aussi bien sur le plan législatif que sur le plan jurisprudentiel, vers un appel plus large aux principes classiques.

***

Examinons donc, compte tenu des caractères particuliers de l'infraction économique, comment se trouvent appliqués en la matière les principes fondamentaux du droit pénal.

A. — *Principe de la légalité de la peine*

Dès lors que le délit économique est un délit artificiel et que l'individu n'a pas sa conscience pour guide, le législateur doit définir avec exactitude la conduite à tenir de chacun.

Pour que le respect de la discipline économique soit assuré, et, en une certaine mesure, facilité, il convient que les directives données soient énoncées avec précision, afin de réduire, ou de détruire toute possibilité d'interprétation privée.

La nature particulière du délit économique implique donc l'application stricte du principe de la légalité des délits et des peines.

Pourtant dans le domaine positif, nous constaterons un désaccord sensible entre les caractères fondamentaux de la loi économique — tels que nous les avons déduits et le principe que nous venons d'affirmer.

La loi économique est souvent obscure ; elle est particulièrement mobile ; il sera souvent ainsi difficile de concilier ces deux caractéristiques avec le principe de la légalité des délits et des peines. Mais il nous faut rendre au législateur cette justice qu'au moins en ce qui concerne les deux textes fondamentaux (les deux ordonnances du 30 juin 1945 notamment), il a défini avec précision les infractions et les sanctions et s'est soigneusement écarté des formules vagues, simples directives susceptibles d'engendrer une répression arbitraire.

Mais l'application stricte de ce principe porte en elle-même son vice. L'évolution rapide des évènements appelle dans une certaine mesure, la succession rapide des textes ; l'ingéniosité du législateur est suivie à courte distance par celle du délinquant. Sur le plan positif l'application loyale du principe de la légalité a pour conséquence de donner parfois aux textes sanctionnels un caractère vétilleux, tracassier, policier.

L'abondance de la répression conjuguée à la nature artificielle du délit contribuera tout à la fois à une crise de moralité et à la faiblesse de la répression.

C'est là, la critique la plus sévère que l'on puisse faire au régime sanctionnel qu'appelle nécessairement tout système dirigiste.

Si, dans le domaine de la loi pénale économique, le principe de la légalité du délit et des peines a été jusqu'ici strictement appliqué, nous allons voir maintenant en quelle mesure le législateur et la jurisprudence s'en sont écartés en portant atteinte

au principe de non-rétroactivité des lois pénales plus sévères ou à la rétroactivité de la loi plus douce.

a) *Rétroactivité de la loi pénale plus dure*, par l'artifice de la loi interprétative — On admet, en effet, sans discussion l'effet rétroactif de la loi interprétative ; la loi interprétative ne modifie pas la loi primitive ; elle est déclarative, elle fait corps avec elle. Nous devons toutefois reconnaître que le recours à la loi interprétative dont nous avons eu plusieurs applications dans la législation de l'occupation, n'a plus été utilisé depuis 1945.

b) *Non rétroactivité de la loi pénale plus douce.* — L'application immédiate des lois pénales plus douces aux faits antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi est la règle normale. La jurisprudence s'est prononcée contre l'application de ce principe, notamment en ce qui concerne la libération de produits contingentés et les prix taxés. La Cour de Cassation n'a jamais varié, décidant que les arrêtés de libération de produits, ou de fixation de prix, ne disposent que pour l'avenir et qu'ils sont sans effet pour la période antérieure, à leur promulgation — que dès lors ils sont sans effet en ce qui concerne les infractions commises antérieurement à leur entrée en vigueur et qu'ils ne peuvent faire obstacle à la répression de ces infractions. Le Conseil d'Etat (arrêt *Bodenheimer*, 20 avr. 1951) s'est rallié à cette jurisprudence.

B. — *Principe de la personnalité des peines*

Le principe de la personnalité de la peine découle de *l'idée de faute* et de ses conséquences quant à la réparation du dommage qui en résulte. Il importe, en conséquence, que la peine frappe le coupable et le seul coupable. On ne doit être responsable que de sa propre faute et non de la faute d'autrui.

La nature particulière du délit économique a conduit le législateur à transgresser ces principes fondamentaux du droit pénal classique.

En raison de la nature particulière de l'infraction économique, la répression des délits affecte des caractères spéciaux :

a) *La répression sera intimidante.* — Afin de pallier l'absence de frein moral, le législateur recourt à la notion d'intimidation. Certes, toute peine présente un caractère d'intimidation ; mais pour la répression de l'infraction économique, le législateur

n'hésite pas à tomber dans l'exagération (au point que le délinquant a la certitude que la loi ne pourra jamais lui être appliquée dans sa rigueur totale).

Je rappellerai les textes de 1943, 1944, qui prévoyaient des peines de travaux forcés à perpétuité pour les contrefacteurs et imprimeurs des titres de rationnement ; qu'une loi punissait de mort le fait d'abattre une vache pleine.

Mais ce n'est point en rappelant ces exagérations que je chercherai à qualifier la loi sanctionnelle économique en la disant intimidante.

Les peines normalement prévues de un mois à dix ans de prison et les amendes de 200 francs à 10 millions de francs susceptibles d'être prononcées sont en elles-mêmes suffisantes pour donner à la sanction ce caractère d'intimidation.

Le législateur a encore ajouté à ces peines des sanctions accessoires destinées à atteindre le délinquant sur le plan économique. Ces peines — il est vrai facultatives — sont la *confiscation*, la *publicité* (affichage au lieu de l'exercice du commerce ou de l'entreprise — au domicile — l'insertion dans les journaux) — *l'interdiction de la profession — la fermeture de l'établissement* et même *la confiscation générale des biens* (art. 47).

b) *La sanction sera réparatrice, ou du moins elle s'efforcera de l'être.* — Constatant la faiblesse du système répressif découlant du caractère artificiel de l'infraction, les rédacteurs de l'ordonnance du 30 juin 1945 avaient pensé trouver une justification de la répression dans la notion de *préjudice économique.*

C'était là, une notion par trop nouvelle et par trop incertaine pour être définie dans le texte pénal. Il fallut y renoncer, mais il n'en reste pas moins que si le préjudice économique ne peut faire l'objet ni d'une définition, ni d'une appréciation assurée, cette notion domine le système répressif.

Mais la recherche de la réparation du préjudice économique est en contradiction avec le caractère formel du délit, puisque le délit est caractérisé par la commission de l'acte, indépendamment de l'intention délictuelle et du mobile, indépendamment aussi du bénéfice réalisé. En l'absence de tout barème d'appréciation du préjudice économique, les organes de répression vont s'efforcer d'évaluer le « préjudice économique » en le proportionnant au montant du bénéfice réalisé, parfois même au montant de la hausse en valeur absolue.

Ce sont là des notions étrangères à la nature juridique du délit. Comment se rallier a ces appréciations simplistes quand le trouble économique peut résulter d'une offre non suivie d'effet, d'une tentative, ou de tout autre infraction n'appelant pas une transaction chiffrée : détention de stock — refus de vente par exemple ?

c) *La sanction sera diffuse.* — Elle n'atteint pas seulement l'auteur de l'infraction, mais encore des personnes étrangères à la commission des faits — et même des personnes morales.

Pour parvenir à l'intimidation et à l'exemplarité, le législateur n'a pas hésité à s'écarter des règles traditionnelles de notre droit pénal, notamment en ce qui concerne la tentative, la complicité, la responsabilité du commettant, la personnalité de la peine.

La tentative. — Les textes répressifs, et notamment l'Ordonnance du 30 juin 1945, font appel aux notions classiques de la tentative, mais l'article 36 de l'Ordonnance 1483 énonce comme pratique de prix illicite les offres, les propositions de vente, les offres d'achat, même non suivies d'effet; notion singulièrement plus large que celle de l'article 2 du Code pénal, et qui bien souvent, qualifie de délits des actes qui ne sont que préparatoires.

La complicité. — L'article 56 de l'Ordonnance du 30 juin 1945 applique les mêmes peines et sanctions à tous ceux qui, sans remplir des fonctions de direction ou d'administration, participent à un titre quelconque à l'activité de l'entreprise et ont contrevenu, à l'occasion de cette participation, aux dispositions de l'ordonnance, soit par un fait personnel, soit en exécutant des ordres qu'ils savaient contraires à ces dispositions.

Ici encore, les dispositions de l'article 56 de l'Ordonnance sont singulièrement plus larges que celles des articles 59 et 60 du Code pénal ; le délit économique est non seulement caractérisé par des faits d'action, mais encore par des omissions.

La responsabilité du commettant. — L'Ordonnance du 30 juin 1945 précise (art. 56, al. 3) que l'entreprise, l'établissement, la société, l'association ou la collectivité répondent solidairement du montant des confiscations, amendes et frais que les délinquants ont encourus.

A côté de cette incidence extra-juridique, le texte sanctionnel prévoit expressément des cas où des personnes étrangères à l'infraction peuvent être atteintes. Citons à titre d'exemples :

a) fermeture des magasins, bureaux, ateliers et usines du délinquant ou des entreprises qu'il *dirige* ou *administre* ;

b) interdiction d'exercer la profession pouvant atteindre même les personnes morales de droit privé ;

c) mise sous séquestre, vente aux enchères du fonds de commerce.

L'exercice de ces sanctions porte nécessairement atteinte aux droits des tiers, aux droits du conjoint, à ceux de la famille du délinquant.

C. — *Principe de l'individualisation de la peine*

Les limitations apportées aux pouvoirs du juge de proportionner la peine au degré de délinquance de l'auteur de l'infraction : refus des circonstances atténuantes — du bénéfice du sursis — obligation de tenir compte de certaines circonstances d'aggravation — règles spéciales pour la récidive — ont été progressivement abrogées par des textes qui consacrent un retour aux principes classiques.

Sur ce plan, l'évolution jurisprudentielle a été tout autant sensible particulièrement en ce qui concerne le caractère inintentionnel du délit économique.

Si la jurisprudence de la Cour de Cassation continue à affirmer avec persévérance ce principe essentiel, du moins la haute juridiction a-t-elle admis, dans certains cas la nécessité de l'intention délictuelle, ou plus exactement la connaissance de la nature délictuelle de l'acte.

C'est ainsi que la Chambre criminelle a décidé le 14 juin 1943 — puis le 20 octobre 1945 que : « Ne donne pas une base légale à sa « décision l'arrêt qui ne relève aucune circonstance pouvant impli- « quer la connaissance par le prévenu de l'irrégularité des titres de « rationnement dont le trafic est incriminé » — Jurisprudence confirmée par arrêts du 11 mars 1948-8 juillet 1948.

De même, la Cour de Cassation, si elle s'en tient toujours au principe du délit inintentionnel pour la majoration illicite à la vente, exige-t-elle maintenant la preuve de l'intention pour le délit de majoration à l'achat (arrêts des 5 mai 1944-1er déc. 1944) : « L'in- « tention frauduleuse est un élément constitutif du délit d'achat « ou d'offre d'achat fait ou contracté à un prix supérieur au prix « licite».

Mais plus encore que dans le domaine des principes, l'abandon des particularités autonomes du droit pénal économique pour un retour aux notions classiques, est sensible dans le domaine de la procédure et dans celui de la sanction.

a) Sur le plan de *l'exercice de l'action publique*, le législateur a d'abord considéré que le fait économique échappait en général aux magistrats de l'ordre judiciaire et que le Parquet ne pourrait agir que lorsqu'il aurait été informé et requis par un service administratif compétent.

Le pouvoir judiciaire se trouvait ainsi nettement subordonné au pouvoir administratif ; c'est en fait à ce dernier qu'était dévolu l'exercice de l'action publique.

L'Ordonnance du 30 juin 1945 consacra le retour aux principes orthodoxes en restituant aux Parquets l'exercice normal de l'action publique.

Une modification législative récente (loi du 29 nov. 1955) réalise un compromis entre les deux tendances. Dans un premier stade, l'administration a la plénitude des pouvoirs, comme dans les autres domaines financiers ou fiscaux pour réaliser une sanction transactionnelle — en cas d'échec, la procédure entre dans une voie judiciaire.

b) *c*) Sur le plan de *l'exercice de la répression* et du *choix de la sanction*, nous retrouvons la consécration de la notion de prédominance de l'exécutif sur le judiciaire — puis, encore, le retour partiel aux principes classiques.

Les lois du 21 octobre 1940-du 30 juin 1945 avaient institué des juridictions particulières : tribunaux économiques, faisant appel pour leur composition au principe de l'échevinage — d'autre part, pour aboutir à une répression plus ferme, les prérogatives répressives avaient, pour une très large mesure, été confiées à l'Administration ; amendes infligées par les Directeurs ou par le Ministre.

Après différents textes modificatifs, la loi du 29 novembre 1955 consacre le retour définitif aux principes classiques. Pour le cas où l'offre de transaction n'aboutirait pas, ou encore de gravité exceptionnelle du délit, les procédures répressives sont dévolues aux tribunaux correctionnels.

Les amendes administratives sont, par ailleurs, supprimées. Les Directeurs administratifs, les Préfets, le Ministre perdent leurs prérogatives contentieuses.

***

S'il nous faut tirer de cet exposé quelques conclusions, nous devrons constater que le droit public économique est, malgré de lointains précédents, de création récente en France.

Que les principes de base sont encore incertains, souvent contradictoires, parce que le milieu, le régime économique dans lequel il doit s'exprimer est lui-même mal défini.

Mais le droit public économique est un droit social dont la nécessité ne peut être mise en discussion.

Sur le plan pénal, l'autonomie de ce droit, d'abord fortement caractérisée, s'est progressivement atténuée pour s'adapter aux principes classiques, ce qui est une manifestation normale de notre conception juridique.

Le projet de Code pénal de l'« American Law Institute »[1]

(Progrès et temps d'arrêt en matière de politique criminelle)

par Louis D. SCHWARTZ
Professeur à l'Université de Pennsylvanie,
Rapporteur adjoint du Projet de Code pénal de l'« American Law Institute ».

Pour l'examen du Code pénal modèle de l'*American Law Institute* auquel nous allons procéder, je prendrai comme critère l'analyse critique de la législation criminelle européenne faite par M. le Conseiller Ancel, en présentant la nouvelle collection des Codes pénaux européens, en cours de publication.

Avant d'examiner les positions-clefs que M. Ancel exige de tout Code pénal qui se prétend moderne, il est nécessaire que je vous dise quelques mots sur l'Institut Américain de Droit (*American Law Institute*) et sur le milieu politique et judiciaire dans lequel son Code pénal doit trouver place. Cette description vous permettra peut-être de reconnaître certaines causes déterminantes des différences qui existent entre notre Code et le Code continental moderne tel que M. Ancel l'envisage. Ces causes peuvent être résumées en une proposition = la loi pénale américaine est, et continuera pendant longtemps à être rédigée et appliquée par des non-juristes. Aucun avocat, aucun professeur ne réussirait à faire adopter un Code pénal dans un Etat des Etats-Unis. Aucun parti politique, aucun gouvernement ne songerait actuellement à présenter un nouveau Code pénal comme faisant partie de son programme politique. Pour avoir une chance d'être adopté, un nouveau Code devrait s'imposer à des assemblées composées en majeure partie d'individus qui n'ont aucune expérience ni culture juridique. Il devrait se fonder sur une

1. Conférence faite à la Section de droit pénal et de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, le 11 mai 1956.

base utilitaire et humanitaire plus que sur une doctrine. Il faudrait également prévoir que si un tel Code était promulgué, il serait interprété par des juges plus souvent choisis pour des raisons politiques que pour leur compétence professionnelle. Enfin, le Code devrait être rédigé en considération du fait, que, dans notre système, la culpabilité est reconnue par un jury composé exclusivement de non-professionnels, délibérant en l'absence de tout juge professionnel, mais guidé par les instructions détaillées que ce juge leur a données sur la loi applicable à l'affaire qu'ils ont à juger. Dans cette situation, les instructions au jury prennent une importance essentielle ; elles constituent un des éléments majeurs du recours lorsque le condamné fait appel. Notre droit pénal, pour cette raison parmi beaucoup d'autres, tend vers une précision qui constitue parfois un excès de raffinement. Je ne vante ni ne critique cet excès, mais j'attire simplement votre attention sur ce point, car il constitue un facteur traditionnel qui influence la forme et le fond de la rédaction du Code. Peut-être trouverez-vous notre Code plus détaillé et plus compliqué qu'il ne serait opportun dans un système où les juges professionnels participent directement aux délibérations du jury.

L'*American Law Institute* est une société privée composée de quelques mille cinq cent avocats qualifiés, juges et professeurs de droit. Organisée il y a quelque trente ans sous la direction d'un doyen de la Faculté de droit de l'Université de Pennsylvanie, elle a continué à tenir ses assises dans cette Faculté ou dans ses environs et son directeur actuel, M. Herbert F. Goodrich, juge à la « *United States Court of Appeals* », est également un ancien doyen de cette Faculté. Les finances de cet Institut sont assurées dans une certaine mesure par les souscriptions de ses membres, mais les sommes importantes qui sont nécessaires à l'éclosion et au développement de projets particuliers, proviennent des grandes fondations philanthropiques. Pendant de nombreuses années, l'objet primordial de cet Institut fut de résumer, de clarifier, et d'améliorer le droit commun civil résultant de la publication des fameux « *Restatements* » relatifs aux contrats, aux quasi-délits, aux mandats, à la propriété, aux conflits de lois, etc. Vous connaissez sans doute le terme « *Restatements* », bien qu'il ne semble pas avoir d'équivalent en français. C'est un recueil de doctrine et de jurisprudence qui constitue la loi telle qu'elle est appliquée au moment où le « *Restatement* » est publié. Il y a quatre ans, la fondation Rockefeller a donné plus de

250.000 dollars pour faciliter la préparation d'un Code pénal modèle. Le Professeur Herbert Weschsler de la Faculté de droit de l'Université de Colombie fut nommé rapporteur en chef et je suis son adjoint. L'autre adjoint est le Professeur Paul W. Tappan, un criminaliste distingué que nous consultons spécialement en raison de sa compétence sur les régimes pénitentiaires. Le rapporteur en chef a fait de la partie générale du Code le champ particulier de ses travaux, tandis que je me suis appliqué à traiter notamment des infractions contre la propriété et la moralité. Chacun de nous dirige une petite équipe de chercheurs, et, de temps à autre, d'autres professeurs de droit ou de criminologie sont chargés d'études spécialisées. Notre mode de travail est le suivant : les rapporteurs préparent des projets de textes accompagnés de longs mémoires explicatifs à l'appui [1].

Après discussion entre les rapporteurs, le projet est soumis à un Comité consultatif composé de spécialistes du droit criminel et des sciences auxiliaires. Le Comité consultatif compte parmi ses membres des figures aussi notoires que M. le Professeur Thorsten Sellin de l'Université de Pennsylvanie, M. Santford Bates, M. le Professeur Sheldon Glueck de la Faculté d'Harvard, ainsi que d'éminents psychiatres, procureurs, avocats, et juges ayant une compétence particulière en droit criminel. Un auteur et critique bien connu fut également nommé membre de ce Comité, dans le but de lui permettre d'exprimer le point de vue d'un humaniste libéral. Après la discussion par le Comité consultatif, le projet est amendé et présenté au Conseil de l'Institut, qui est une sorte de Comité de direction comprenant les membres de l'Institut les plus distingués et les plus actifs. Après de nouvelles révisions, le projet est présenté à la session plénière annuelle de l'*American Law Institute*, qui est convoquée généralement à Washington au mois de mai. Là, il est discuté, modifié, renvoyé au rapporteur pour une nouvelle étude ou provisoirement approuvé. Je voudrais insister maintenant sur ce fait que les textes que je vais décrire plus loin n'ont reçu lors de cette réunion plénière qu'une approbation provisoire ; peut-être devrai-je ajouter aussi que l'opinion que j'exprime m'est personnelle et ne reflète pas nécessairement celle qui est officiellement acceptée.

1. Le texte partiel du Code a été déposé à la bibliothèque du Centre français de droit comparé où il est à la disposition des personnes qui aimeraient en prendre connaissance.

La procédure dont j'ai parlé, diffère d'une manière très nette et très significative des procédés normalement utilisés pour les codifications européennes faites par et pour des professionnels et dominées par des philosophies systématiques ou des idéologies politiques. Chez nous, l'expert est un conseiller plutôt qu'un exécutant ou un rédacteur. Les propositions qu'il peut faire sont sujettes à révision, premièrement devant un Comité consultatif dont les membres, bien que compétents, n'ont pas toujours le temps d'étudier avec soin les volumineux mémoires qui leur sont soumis par les rapporteurs quelques jours avant la réunion du Comité ; deuxièmement devant le Conseil de l'Institut qui ne comprend que relativement peu de membres ayant une formation sérieuse de droit criminel ; troisièmement, devant la session plénière de l'Institut dont certainement moins de dix pour cent des membres possèdent une expérience utile du Droit pénal. Devant cette assemblée, le Rapporteur défend en fait son œuvre, déjà si souvent remise sur le métier, devant des personnages distingués et fort habiles, mais qui ne sont pas des professionnels, encore qu'ils soient éminents dans les spécialités qui leur sont propres. Un institut ainsi composé n'est pas disposé à accepter de vagues généralisations ; il se méfie des nouveautés, surtout lorsqu'elles ne sont fondées que sur une doctrine ou une idéologie ; il s'ingénie à mettre en évidence les contradictions et les lacunes. L'Institut a un sens aigu des difficultés pratiques à surmonter pour faire adopter nos projets. Il importe de ne pas perdre de vue que l'*American Law Institute* ne possède aucun caractère officiel, ainsi que je l'ai déjà fait observer. Chacun des 48 Etats prendra dans notre Code ce qu'il voudra et le Gouvernement Fédéral incorporera nos idées dans la législation nationale, ou bien les laissera de côté.

Mais le moment est venu d'appliquer les procédés d'analyse de M. le Conseiller Ancel au Code pénal modèle qui commence à prendre forme grâce à ces efforts et voici quelques-unes des questions qu'il poserait probablement :

1° Dans quelle mesure le Code permet ou exige-t-il que la personnalité du criminel soit prise en considération ?

2° Quelle place fait-il à la réhabilitation relativement à la doctrine du châtiment exemplaire destiné à décourager autrui de commettre des actes anti-sociaux ?

3° Dans quelle mesure le Code prévoit-il l'application de mesures

de sécurité préventives à des individus dangereux, indépendamment de toute infraction ?

4° Les pouvoirs discrétionnaires du juge lui donnent-ils une liberté suffisante pour lui permettre d'adapter le « traitement » du condamné à son caractère et à son besoin intime de rachat ?

5° Le Code fait-il appel assez largement aux données des sciences sociales, de la psychologie et de la psychiâtrie ?

6° Dans quel esprit le Code a-t-il été rédigé ? Prévoit-il des catégories d'actes anti-sociaux ou dangereux pour la collectivité définis dans leur sens le plus large, ou définit-il au contraire les faits punissables avec ce que M. le Conseiller Ancel dénommerait, je crois, « la précision législative caractéristique du XIX^e siécle » ?

7° Dans quelle mesure et dans quel esprit le Code fait-il sienne la politique de sanctions que nécessite actuellement l'amas de lois et de règlements relatifs aux infractions administratives, économiques et sociales que les Etats modernes ont été forcés de prévoir ?

Ces questions résument le programme du « Mouvement de Défense sociale ». Le temps nous manque aujourd'hui pour envisager les réponses à ces questions telles qu'elles se présentent en détail dans nos projets de législation. Il suffira, je pense, pour vous en donner une idée, d'attirer votre attention sur certaines d'entre elles, sous l'aspect le plus général et aussi le plus caractéristique.

Commençons par examiner les buts de ce Code.

D'abord, nous établissons une distinction entre les buts de nos définitions des infractions pénales et les buts de la condamnation ou du traitement qui leur sont applicables. Dans la première catégorie, nous nous proposons d'interdire et de prévenir les actes criminels dirigés contre la société et de soumettre au contrôle ou à la surveillance publiques, les individus dont la conduite indique qu'ils sont susceptibles de commettre un crime. Si ces définitions paraissent suffisamment larges pour répondre aux conceptions du mouvement de Défense sociale, je me hâte de vous dire que certains autres de nos projets impliquent immédiatement des réserves. En particulier, les 4^e et 5^e points, que nous avons formulés, prévoient l'adhésion de notre Code au principe classique de *légalité* : nous précisons que nos définitions des crimes et des délits sont destinées à donner « un loyal avertissement que les faits prévus constituent une infraction pénale » et aussi à « établir une distinction entre les infractions graves et celles qui le sont moins ».

Si nous passons au chapitre des sanctions pénales et des traitements adéquats, nous y retrouvons naturellement les questions de prévention du crime, de réhabilitation, de la nécessité d'appliquer aux criminels un traitement différencié pour chaque cas et enfin, l'utilisation des connaissances et méthodes scientifiques « généralement acceptées ». Mais il y a lieu d'insister sur le fait que nous voulons absolument garantir les criminels contre un châtiment excessif et même, « leur donner un loyal avertissement de la nature et de l'importance des peines qui seront prononcées contre eux, s'ils sont jugés coupables ». Il est évident qu'un Code qui entreprend de donner un avertissement général relatif aux sanctions applicables à des cas déterminés d'infractions pénales, c'est à dire de mesurer le châtiment à l'acte sera nécessairement amené à modifier son programme en prévoyant un traitement individuel en fonction de la *personnalité* du criminel. J'aime à croire que cette amodiation, ou ce compromis, bien que caractéristique de notre Code, est également inévitable dans tous les systèmes quand il s'agit de soumettre des criminels au pouvoir discrétionnaire des représentants de la société.

Je vais maintenant m'efforcer de décrire notre système de sanctions pénales. Il imposerait à la législation et à la pratique judiciaire américaines, actuellement chaotiques, un système aux termes duquel toute infraction viendrait se ranger dans l'une ou l'autre de cinq catégories. Les trois premières comprennent les infractions les plus graves : elles sont qualifiées « *felonies* ». Les moins graves prennent la dénomination de « *misdemeanours* » et de « *petty misdemeanours* ». Il existe en outre une catégorie d'infractions qui ne sont pas de nature pénale et ne seraient punissables que d'une amende. Vous leur donnez, je crois, le nom de *contravention*. Les « *misdemeanours* » et « *petty misdemeanours* » sont punissables d'une peine maximum d'une année d'emprisonnement pour les premiers et de trois mois pour les seconds. Les textes relatifs aux crimes présentent un intérêt particulier. Pour chaque catégorie de crimes, la sentence a une limite maximum prescrite par la loi et un minimum, qui dépend du juge dans une certaine mesure. Les maxima sont l'emprisonnement à vie (la peine de mort a provisoirement été laissée de côté), ou pour dix ans, ou pour cinq ans. Pour les crimes du premier degré, punissables de l'emprisonnement à vie, le juge peut réduire la peine dans la limite d'un an à vingt ans d'emprisonnement. Pour les crimes du second

degré, dont le maximum d'emprisonnement est de dix ans, le juge peut prononcer une condamnation minimum d'un à trois ans. Pour les crimes du troisième degré, le minimum laissé à la discrétion du juge varie dans la limite de 12 à 24 mois d'emprisonnement.

Quelques explications au sujet de la signification de ce système, à la lumière de l'expérience acquise aux Etats-Unis, peut présenter quelqu'intérêt. D'abord, il exprime la conviction que l'ajustement des peines par voie de précisions législatives ne se justifie pas au delà de la classification des crimes et délits en cinq catégories principales ; la sanction ne peut certainement pas être adaptée à l'infraction pénale avec plus de précision sans entraîner un sérieux sacrifice dans notre programme d'individualisation des peines. Le second aspect significatif de notre système répressif consiste dans le partage du pouvoir judiciaire entre le juge statuant dans les limites qui lui sont fixées et le « *Parole Board* ». Cette institution, sur laquelle nous reviendrons, est un Comité administratif qui peut accorder une libération conditionnelle.

De nombreuses études ont révélé un tel arbitraire dans les condamnations prononcées par des juges différents pour la même infraction, qu'on a proposé par ailleurs de priver le juge du pouvoir de fixer la peine en ne lui laissant pas d'autre rôle que de présider les débats sur la seule question de culpabilité de l'accusé. D'autres considèrent qu'agir ainsi serait saper le prestige judiciaire, différer indûment la condamnation et surcharger l'Administration Pénitentiaire de responsabilités alors qu'elle ne possède ni un personnel adéquat ni les ressources suffisantes pour les surmonter. Le compromis proposé par le Code réduirait d'ailleurs considérablement les prérogatives traditionnelles du juge dans la plupart des juridictions américaines, mais il conservera le pouvoir de surseoir à l'exécution de la peine en accordant au condamné la libération conditionnelle. L'un des articles du Code lui permet aussi de disqualifier l'infraction pour la réduire à la catégorie immédiatement inférieure. Mais il a perdu tout contrôle sur le maximum de la peine et son pouvoir sur le minimum applicable a été considérablement réduit. C'est l'agent administratif, le « *Parole Board* », qui décidera si un homme demeurera en prison un an ou cinq, pour une condamnation ordinaire prononcée pour un crime du troisième degré. Il faut ajouter que les pouvoirs extrêmes de discrétion administrative que l'on trouve dans les modalités des sentences rendues dans certains de nos Etats, sont également écartés par notre Code pénal modèle ; on n'y trou-

vera pas de condamnation d'un à vingt ans ou d'un à cinquante ans d'emprisonnement. Il est intéressant de noter que nous avons reçu à ce sujet l'appui des administrateurs pénitentiaires les plus expérimentés, qui ont souligné qu'entre autres choses, il était essentiel de déterminer la durée de la peine pour l'état moral du prisonnier et qu'un « *Parole Board* » ou Comité administratif surchargé de responsabilités résultant de ses pouvoirs discrétionnaires pouvait être amené à appliquer des mesures toutes faites, tenant bien moins compte de l'individualisation du traitement que bien des partisans trop peu critiques de la condamnation administrative ne pourraient l'imaginer.

Ce que je viens d'exposer s'applique aux « condamnations ordinaires ». Le projet de Code prévoit la possibilité de prolonger les peines dans certaines conditions. Ces prévisions révèlent le penchant de notre Code pour deux au moins des points de vue cités par M. le Conseiller Ancel : les mesures de sûreté et la nécessité d'une technique de rédaction. Pour simplifier au maximum, le juge peut, après avoir considéré les rapports antérieurs à sa décision et prescrits par la loi, condamner l'accusé à une peine qui est environ le double de la peine ordinaire, s'il fait partie d'une certaine catégorie de criminels et si une détention prolongée est jugée « être nécessaire à la protection du public ». Ces catégories comprennent : les récidivistes, les criminels professionnels, les déments ou anormaux dangereux, les auteurs d'infractions multiples.

Du point de vue de la défense sociale, il est utile de noter que même lorsqu'elles s'appliquent à des groupes caractérisés d'individus particulièrement dangereux, les condamnations ne sont pas tout à fait indéterminées. La limite dernière de l'emprisonnement est déterminée à l'avance par la loi et n'est pas laissée à la discrétion administrative. Ainsi, même les pires récidivistes ou les criminels anormaux doivent être relâchés à un moment donné, en dépit de la persistance du danger, supposé ou réel, qu'ils présentent. Au surplus, le Code définit avec soin les catégories dangereuses. Le récidiviste doit avoir été condamné antérieurement pour deux crimes ou un crime et deux délits, commis à des époques différentes. Le criminel professionnel doit être âgé de plus de 21 ans et « s'être sciemment adonné à une activité criminelle comme principal moyen de subsistance » ou encore « posséder des ressources ou des revenus importants dont l'origine ne peut s'expliquer autrement que par une activité criminelle ». Une anormalité mentale justifiant une

détention prolongée ne peut être fondée que sur un examen psychiatrique concluant à une *anormalité grave* » (mais cependant à une « responsabilité ». Je ne vous dissimulerai pas les paradoxes qui subsistent dans notre travail inachevé), concluant aussi au fait qu'il constitue « un danger sérieux », que sa « conduite criminelle est un type de réîtération d'actes, ou qu'il ne peut s'empêcher de commettre » ou encore, que « sa conduite est aggressive et persistante et qu'il est totalement indifférent aux conséquences de ses actes.

Tout ceci s'applique aux condamnations pour crimes. Un système parallèle de condamnations à des peines extensibles est également prévu pour les délits, à une échelle appropriée. C'est ainsi qu'une condamnation à une prolongation de peine est autorisée dans le cas d'alcooliques invétérés, d'habitués aux stupéfiants et de prostituées auxquelles un traitement qui puisse les réhabiliter, est nécessaire. Une telle condamnation ne peut être prononcée que s'il est officiellement certifié qu'une institution spécialisée dans la réhabilitation de ces personnes peut prendre en charge la condamnée. Cet exemple indique les tendances pragmatiques de notre Code et permet de comprendre le sceptiscisme provoqué par d'autres expériences législatives, belles en leur conception, mais pauvres en ressources.

Dans les textes relatifs aux sentences indéterminées, vous remarquerez l'importance qui continue à être attribuée à l'infraction pénale pour laquelle elles peuvent être prononcées. Par exemple, s'il s'agit d'un délit, la prolongation de peine ne peut excéder trois ans, sans égard au fait que le délinquant est un récidiviste ou un anormal.

Les innovations que nous proposons dans le droit du sursis seront reconnues je pense comme un progrès significatif dans le sens de la défense sociale. Jusqu'ici en Amérique la liberté surveillée a été considérée comme une diminution, pour des raisons de pitié ou des raisons économiques, de la période d'emprisonnement réel. Le prisonnier accomplit simplement le reste de sa peine originaire en dehors des murs de la prison. Ainsi un homme à qui l'on a imposé originairement une peine indéterminée de deux à dix ans d'emprisonnement ne bénéficiera pas de la liberté surveillée si les autorités compétentes l'estiment trop dangereux pour le relâcher avant l'expiration de sa peine. D'autre part, si l'on estimait que ce même individu s'était parfaitement réadapté de telle sorte qu'il pourrait être

relaché à la fin de la période minimum, il resterait huit ans de surveillance. Le Code changerait complètement ceci en faisant dépendre la période de la liberté surveillée, non pas de ce qui reste de la peine originaire, mais de la durée du temps réellement passé en prison. La période minimum de liberté surveillée serait de la moitié du temps réellement accompli en prison, et la liberté surveillée pourrait continuer pour une période équivalent au double de la période d'emprisonnement. Ainsi dans la première espèce mentionnée le condamné qui avait accompli totalement sa peine de dix ans d'emprisonnement accomplira au moins cinq ans de liberté surveillée.

Il nous faut maintenant étudier deux points, sur lesquels jusqu'ici le droit pénal américain avait montré une tendance extraordinairement d'avant-garde, en se libérant de la prise en considération de l'acte criminel et en se concentrant sur la personnalité du délinquant. Je parlerai d'abord de la délinquance juvénile et des infractions commises par les jeunes et ensuite du traitement réservé aux délinquants sexuels. Si nous devons faire quelque chose en ce qui concerne la délinquance juvénile dans le « Code pénal modèle », nous n'avons pas encore décidé ce que c'est. Mais je puis vous dire qu'après cinquante ans d'expérience et d'efforts faits pour se dégager de la légalité la question que l'on sent être la plus pressante est celle de savoir si nous n'avons pas été trop loin. Des recours réîtérés exercés pour des actes commis en privé et en l'absence d'un défenseur et constituant un excès de pouvoir, nous rappellent qu'on peut devenir trop facilement tyrannique quand on a adopté des slogans ou même une véritable attitude de bienveillance à l'égard des bénéficiaires rétifs de notre bonne volonté.

C'est au moment où nous avons émis les propositions concernant les « jeunes délinquants adultes » que ces questions se sont posées dans nos projets. Le groupe des adolescents âgés de 17 à 21 ans, est celui qui a la place prééminente dans toutes les statistiques criminelles. C'est une période de la vie de l'individu qui attire nos sympathies ; en même temps, ils donnent l'espoir que des efforts éducatifs ont de grandes chances de sauver l'individu d'une vie consacrée au crime. L'*American Law Institute* lui-même a promulgué en 1940 un modèle de loi intitulé *Youth Correctional Authority Act*, d'après lequel le soin de s'occuper du traitement auquel il faudrait soumettre ce groupe après condamnation serait retiré aux tribunaux pour être confié à des fonctionnaires administratifs spéciaux qui classeraient les délinquants, détermineraient la peine, dirigeraient

les institutions, veilleraient à l'accomplissement du programme d'éducation, et s'occuperaient de la liberté surveillée. Le projet de loi a suscité un nombre considérable de lois qui ne suivaient pas le modèle de très près. Les Professeurs Sellin et Tappan ont réétudié l'expérience récente découlant de la mise en œuvre de cette législation. Ce qu'il en est résulté a été la décision, encore assez provisoire, de laisser ce groupe de délinquants sous l'emprise d'un droit pénal éclairé et amélioré par notre Code, comme nous l'espérons, pour tous les délinquants. Cependant, nous proposons des dispositions spéciales pour que l'on décide rapidement des accusations qui pèsent sur les jeunes. Nous avons en vue une échelle plus légère de peines ; en cas de succès du sursis ou de la liberté surveillée des délinquants primaires la condamnation sera effacée ; mais ce qui est le plus important de tout : nous envisageons une variété d'institutions spécialisées, de telle sorte que la détention, lorsqu'elle est nécessaire, sera exécutée dans des circonstances plus favorables au but de réhabilitation qui domine cette partie de notre projet.

Le problème des délits sexuels est un excellent exemple du dilemme en face duquel se trouve le rapporteur tiraillé entre, d'une part, le désir d'utiliser pleinement la science en vue de protéger la société contre les individus dangereux, et d'autre part, la pauvreté de cette science et la nécessité de bien se garder d'importants abus de pouvoir contre la liberté de nos frères. Au cours des vingt dernières années on a vu la promulgation dans environ 15 de nos Etats de lois ayant trait à ce que les journalistes persistent à décrire comme une vague de « délits sexuels ». Ces lois varient selon les Etats mais portent habituellement le même nom (Loi sur la psychopatologie sexuelle) et ont comme point de départ un principe commun, à savoir : la détention préventive et curative pour un temps indéfini des individus qui manisfestent la plus légère des aberrations sexuelles. Un examen psychiâtrique est prescrit dès qu'il y a condamnation, et même d'après quelques lois, simple accusation pour certains délits tels que l'exhibitionnisme, la sodomie, le viol ou les rapports librement consentis avec des jeunes filles de moins de 16 ou 18 ans. Si les experts estiment que l'homme est dangereux en ce sens qu'il est vraisemblable qu'il continuera à agir de la même façon, le juge est autorisé à rendre une sentence indéterminée, jusqu'à ce que d'autres experts aient estimé, que l'homme n'est plus dangereux. Cette législation, introduite au nom de la Défense

sociale et de la science nouvelle a échoué. Le Ministère Public et les juges consciencieux, ont hésité à faire usage d'une mesure qui pourrait signifier l'emprisonnnement à vie pour de petits délits sexuels. Il est vite devenu évident non seulement que le diagnostic était difficile, mais aussi que la possibilité de réussite de la mesure est peu probable étant donné l'état présent de la science thérapeutique. Il est évident que la pyscho-analyse qui pourrait réussir est hors de question étant donné le grand nombre de cas dont on ne peut pas s'occuper. Il n'est pas surprenant que l'on ait vu des cas où des hommes se languissaient en prison, sous le coup d'une sentence indéterminée sans même que l'on ait fait un effort thérapeuthique. Quelques personnalités se sont servis de ces lois comme d'un masque commode pour faire la plus grossière des politiques criminelles rétributives. Je n'oublierai jamais un discours qui a été fait par le président du *Parole Board* de Pensylvanie dans une Association de criminologie, président qui professionnellement n'a aucune expérience, ni juridique ni médicale. Il parla chaleureusement de la récente loi sur la protection de la société, puis nous assura qu'on pouvait compter sur lui pour éviter que soient relachés ces maniaques, même si quelques psychiatres au cœur tendre, pensaient que l'on pouvait le faire en toute sécurité. Une étude complète de l'opinion des professionnels qui a été faite par le rapporteur adjoint M. Tappan a détruit les bases principales sur lesquelles reposaient les lois sur la sentence indéterminée rendue contre les psychopathes sexuels. Il n'y avait pas de vague de délits sexuels nécessitant de contre-mesures radicales ; on ne trouve pas un taux remarquablement plus élevé de récidive chez les délinquants sexuels considérés en tant que groupe. Ce n'est pas parce qu'un homme s'exhibe en public qu'on peut prévoir définitivement qu'il va vraisemblablement commettre un délit d'attentat à la pudeur .Ainsi notre Code prend une position conservatrice. Les délits sexuels comme les autres emportent des peines dont les limites sont prescrites par le droit et mesurées à la gravité de l'offense.

Il ne nous reste que le temps de dire quelques mots sur l'un des critères que M. Ancel considère comme les plus intéressants : savoir dans quelle mesure le Code adopte une politique pénale à suivre en renforçant la règlementation sociale et économique. Nous, membres de l'*American Law Institute*, nous ne sommes pas parvenus à trouver une solution générale à ce problème. Mon

point de vue personnel est que, au moment d'élaborer un projet de Code pénal moderne, c'est cette phase du droit pénal plus que tout autre que l'on doit reconsidérer. C'est en raison du grand nombre de lois spéciales comportant des peines, lois qui se sont développées en dehors du droit pénal proprement dit parce que ces lois spéciales s'écartent souvent radicalement des normes ordinaires de culpabilité et de peine. Par exemple, il est tout à fait normal de punir un acte sans considérer aucunement les facteurs subjectifs comme l'intention ou la conscience du risque. Cependant le Code pénal ne pourra traiter de ce sujet que par des principes généraux. Le Code deviendrait un simple marécage de mots dont on ne pourrait pas se sortir, s'il essayait par exemple non seulement de définir l'incendie volontaire et la destruction intentionnelle ou négligente d'un bien mais aussi de prescrire des règlements contre l'incendie dans les appartements urbains ou les forêts domaniales. De tels exemples peuvent être multipliés. Le droit du vol se mêle de façon imperceptible aux lois positives qui restreignent la liberté des banquiers dans leurs investissements ou qui exigent des fonctionnaires qu'ils déposent des deniers publics dans des endroits spécifiés à des moments spécifiés. La loi pénale concernant l'homicide est lié intimement aux règles multiples de la circulation routière.

Dans ce cas, où tracerons-nous donc la ligne qui départagera les délits à définir dans le Code de ceux qui doivent être définis en dehors de celui-ci ? Je n'ai qu'une suggestion à faire, il me semble que le Code peut bien se limiter à des délits qui correspondent de façon si étroite à la morale actuelle et généralement si respectée par la communauté que l'on peut être sûr de ne pas se tromper en présumant que le délinquant n'a pas écouté les avertissements de sa propre conscience en les outrepassant. Seul, ce genre d'inconduite manifeste des tendances anti-sociales suffisamment sérieuses pour entraîner des mesures essentielles afflictives ou curatives. C'est en dehors du Code que l'on traitera d'autres infractions entrainant de légères sanctions qui ne comprennent pas l'emprisonnement. Mais c'est le code pénal lui-même qui devrait contenir une section prévoyant des peines plus sévéres, en cas de violation volontairement répétées et témoignant d'une attitude de défiance établie contre l'autorité étant donné que cette sorte de conduite cesse de présenter l'aspect d'une infraction légère, pour devenir une sorte de rebellion contre la contrainte

sociale rébellion à laquelle la plupart des gens ne se livrent pas en raison de leur éducation et de leur conscience. On devra reconnaître d'autres nuances. Ainsi les dispositions du Code pénal pourraient très bien être dirigées contre les membres de certaines professions qui ont violé les règles ordinaires de la conscience professionnelle, bien que la même conduite tenue par des non-professionnels n'aurait que la valeur d'une infraction contre la règle positive. Ainsi la vente de boissons alcoolisées à un enfant ou à une personne visiblement alcoolique peut être considérée comme un véritable délit pénal, lorsque c'est un tenancier de cabaret qui l'a fait. De même le Code pénal pourrait ériger en délit le fait pour un revendeur d'occasion d'acheter des articles de valeur à des inconnus à des prix dérisoires.

L'analyse que je suggère est une analyse dynamique. Elle reconnait qu'au fur et à mesure que passent les années, une norme donnée de conduite, originairement exigée simplement par des règles positives et sans signification morale, peut finalement s'imprégner tellement dans la conscience commune, qu'elle cesse d'être une règle et peut être incluse dans le Code pénal. Aussi je vous demande de penser aux peines que l'on doit infliger aux fraudeurs du fisc. Le temps est-il venu de traiter la fraude volontaire contre la législation fiscale comme toute autre forme de vol ? Quel est le critère qui, dans l'état actuel de la conscience commune, permet de distinguer la criminalité du fonctionnaire fiscal qui détourne un million de francs de celle du citoyen qui prive le gouvernement d'un million de francs qui appartiennent normalement à la communauté. Ainsi il y aura aussi quelques formes d'actions qui à l'origine avaient une signification morale et qui vont cesser d'en avoir. Que l'on considère l'histoire de la mode vestimentaire, spécialement sur les plages et l'on verra pourquoi l'on a décidé de limiter les dispositions de notre Code sur l'exhibitionnisme, à l'exhibitionnisme par les hommes, de leurs organes génitaux, et pourquoi nous avons limité nos dispositions sur l'outrage à la pudeur, aux outrages commis en public.

D'autres limites à l'étendue du Code pénal modèle se sont élevées d'elles-mêmes au cours de la rédaction des chapitres sur les délits spéciaux. Ainsi, l'on a décidé que mêmes les délits contre la morale ne devaient pas être considérés comme soumis à la loi, si la conduite que le délinquant a eue est de celles que des personnes consentantes, peuvent avoir entre elles en privé, ce

qui rend la répression presque impossible. Ainsi notre projet de Code propose d'éliminer l'adultère et les relations homo-sexuelles entre adultes consentants, de la catégorie des infractions punissables.

Je voudrais bien que le temps m'autorise à discuter aussi des dispositions que nous avons prévues pour la pornographie et l'avortement et qui reflètent non seulement les difficultés de la répression, mais aussi les difficultés spéciales qui s'élèvent au moment de légiférer sur des questions morales pour une nation comme la nôtre dans laquelle se trouvent mêlées de nombreuses races et des religions diverses.

Un mot encore sur la tendance, rapportée par M. Ancel, des Codes modernes à renforcer les obligations de famille, en punissant par exemple l'abandon de famille. Quant à nous, nous pensons qu'il faut marquer un temps d'arrêt dans cette sorte de législation pénale très extensive que l'on a longtemps trouvé dans les droits de nos Etats.

Pour finir. je cherche une simple phrase à vous laisser pour caractériser le Code pénal modèle. Je n'en trouve pas. J'ai peur que vous ne restiez sur la fausse impression que j'ai voulu dire que nous promulguons un code conservateur et classique. M. Ancel m'intimide dans les paragraphes qui terminent son introduction aux Codes pénaux européens lorsqu'il dit de quelques-uns des récents Codes de compromis et éclectiques comme ceux de la Suisse et de la Suède :

> « Toutes ces théories intermédiaires s'efforcent seulement de conserver l'essentiel du système classique pour n'accueillir que quelques-unes des revendications de la criminologie moderne, celles qu'en tout état de cause il ne paraît plus possible de rejeter purement et simplement ».

J'espère que ce n'est pas nous qu'il décrit, et je ne le pense pas. En réalité notre Code va très loin dans l'accent qu'il met sur la personnalité de l'individu et sur la réhabilitation. Si mes remarques vous ont donné une impression différente, c'est parce que dans ce court laps de temps, il m'a semblé préférable de concentrer la controverse plutôt que d'énumérer toutes les caractéristiques de notre Code auquel les hommes de bien souscriront partout. Nous avons été conservateurs seulement par rapport aux trop aventureuses expériences de quelques Etats. Nous re-

connaissons notre dette envers les efforts de ces pionniers même lorsque nous refusons d'aller aussi loin que ces mouvements progressistes.

Ne trouvant pas de phrase commode pour caractériser notre Code, je suis retombé sur l'équivoque de mon sous-titre : « Progrès et temps d'arrêt », je serai le premier à reconnaitre que cela pourrait être dit de tout effort humain.

VARIÉTÉS

Considérations sur la psychologie, l'origine de l'état dangereux et les facteurs de réadaptation des multirécidivistes[1]

La loi du 27 mai 1885, en instituant la relégation, avait adopté, à l'égard des multirécidivistes, une solution de débarras. Ce système avait de multiples inconvénients qui ont été souvent soulignés. Mais il en était un sur lequel il n'a peut-être pas été suffisamment insisté. C'est qu'à raison même de la politique suivie à leur égard, on se souciait peu d'étudier la constitution, la mentalité, la psychologie de ces sujets, de rechercher quelle pouvait être l'origine de leur délinquance et surtout quels pourraient être les facteurs susceptibles de favoriser leur réadaptation à la vie sociale. Or, il est évident que l'étude de ces questions à l'égard de ces « délinquants à l'état pur » que sont les multirécidivistes revêt une importance certaine en vue de l'établissement d'un programme éclairé de politique criminelle concernant la prévention et la thérapeutique de la délinquance en général. Pour éviter la multirécidive, n'est-il pas capital de savoir ce que sont les multirécidivistes, comment ils le sont devenus et comment on aurait pu les empêcher de le devenir ?

Depuis la libération, grâce à l'exécution dans la métropole de la peine de la relégation, les choses ont heureusement changé et le travail entrepris, spécialement depuis 1948, dans les Centres d'observation et de triage pour relégués nous a conduit à réviser les idées, parfois simplistes et en tous cas *a priori*, que nous nourrissions autrefois à l'égard de cette catégorie de délinquants. L'observation systématique de ces sujets nous permet maintenant d'avoir quelqu'idée de leur psychologie et de la genèse de leur délinquance et les connaissances ainsi acquises, encore incomplètes, ouvrent au moins la porte à l'élaboration d'un traitement rationnel de la multirécidive.

Ce sont quelques considérations sur ces points, inspirées à un praticien par sa participation à l'observation de quelque 600 relégués et par la surveillance

1. Conférence faite à la Section de droit pénal et de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris le 16 mars 1956.

qu'il a exercée sur plus de 300 d'entre eux après leur libération conditionnelle, que je voudrais vous livrer.

I

Il n'est pas besoin d'un long contact avec les multirécidivistes pour s'apercevoir qu'ils ne constituent pas une catégorie homogène et que tous ne présentent pas les mêmes caractéristiques psychologiques et n'ont pas un comportement semblable. En schématisant, on peut dire qu'à ce point de vue, ils se rattachent à deux grands groupes fondamentaux.

Dans un premier groupe, celui des antisociaux ou délinquants actifs, on se trouve en présence de sujets qui, dès l'abord, se révèlent doués d'une intelligence suffisante, parfois supérieure et d'une forte volonté.

Dans le milieu pénitentiaire, leur comportement est variable. Chez une infime minorité, les plus impulsifs et les moins volontaires, on assiste à une rétraction de l'individu qui se refuse aux contacts, avec, par bouffées, des manifestations spectaculaires de revendication ou d'opposition systématique, accompagnées de déclamations contre l'infamie de la société. A côté de ces récalcitrants, on trouve le groupe le plus nombreux des utilitaristes qui dissimulent leur agressivité, dans le but d'améliorer leur sort, voire même d'accélérer leur libération. Les uns, les plus intelligents, « jouent le jeu » jusqu'au bout et on en voit qui usent de leur influence sur leurs codétenus pour les inciter à une conduite régulière et pour maintenir l'ordre. Chez les autres, l'agressivité reparaît dès que le sujet ne se croit plus observé et elle se manifeste, soit par une incitation à des protestations ou à la rébellion adressée à des sujets plus faibles, soit par une explosion purement verbale contenue dans des lettres que l'intéressé croit pouvoir faire échapper au contrôle. Enfin une dernière catégorie, peu nombreuse mais particulièrement intéressante pour l'observateur, celle que j'appelerai des « cyniques tolérants » : ceux-ci exposent avec une franchise brutale leur notion de l'existence, en faisant d'ailleurs la grâce à leur interlocuteur de lui laisser entendre qu'ils admettent très bien qu'il puisse ne pas la partager. Tel ce souteneur qui m'exprimait en des termes que leur verdeur m'interdit de reproduire ici, sa conception des rapports entre les sexes. Tel ce cambrioleur qui, racontant l'un de ses « casses » au cours duquel il s'était acharné entre minuit et 5 heures du matin à ouvrir un coffre-fort récalcitrant, concluait avec une sincère fierté : « Ça, c'était du boulot ».

Quel que soit d'ailleurs, ce comportement, il est révélateur d'une absence complète d'affectivité, avec, suivant les cas, un degré plus ou moins élevé d'agressivité. La plupart, en effet, n'aiment et n'ont jamais aimé personne et les liens qu'ils peuvent avoir avec l'extérieur ne sont appréciés qu'en fonction des avantages pratiques qu'ils en retirent. Férocement égoïstes, on en voit qui réclament avec hargne des secours d'une femme, d'une concubine ou de vieux parents qui sont eux-mêmes plongés dans la misère et qui, ayant reçu satisfaction, ne songent qu'à critiquer la composition du colis qu'ils ont reçu ou la modicité du mandat qui a été versé à leur pécule. Et les liens qu'ils ont noués avec leurs congénères, quoiqu'ils ne soient pas tous basés sur l'intérêt, ne doivent pas faire illusion : ils dérivent, plutôt que d'une

affectivité vraie, de la crainte révérentielle qu'ils peuvent avoir pour un plus fort ou un plus malin ou de la juste considération qu'éprouvent l'un pour l'autre deux êtres qui se reconnaissent également dotés de ces qualités.

Leur inaffectivité et leur agressivité conduit ces sujets, non pas seulement au rejet, mais à une incompréhension radicale des valeurs morales qui sont basées sur la considération de « l'autre ». A la place, ils ont évidemment fini par se construire une morale sociale où l'intérêt, la force et la ruse sont les valeurs essentielles.

Si l'on consulte leur dossier social, on s'aperçoit que la plupart ne se sont jamais livrés, depuis leur jeunesse, à aucun travail productif. Tout au plus, certains ont-ils exercé des professions comme gérants ou garçons de bar, portiers d'hôtel ou camelots et revendeurs de différents genres. A dire vrai, ils ne conçoivent pas la nécessité d'un travail réel et l'exigence que l'on a à leur égard sur ce point leur paraît à l'origine proprement absurde. Par contre, ils se sont toujours montrés fort friands de satisfactions primaires, surtout de celles qui leur sont procurées par les plaisirs sexuels et la boisson. En réalité, leur idéal réside dans une voie oisive, au luxe facile et aux plaisirs frelatés. C'est à cette vie qu'ils sont toujours revenus après leurs multiples séjours en prison. Elle révèle parfaitement leur conception de l'existence, cette lettre d'un relégué qui exprimait sa rancœur de devoir travailler alors que « la vraie vie est là » : là, c'étaient les « bars », au sens spécifique du terme, devant lesquels il passait et repassait avec la nostalgie d'un paradis perdu.

On devine le résultat que peut donner une conception de ce genre sur le plan pénal. Ces individus sont donc intelligents, prévoyants et extrêmement volontaires, mais d'une part doués d'une activité restreinte et d'autre part inaffectifs et agressifs. Il en résulte un déséquilibre marqué entre la pulsion d'une forte volonté vers les satisfactions qu'ils désirent impérieusement obtenir et une inhibition déficiente, due à l'absence de tout sens moral et social dérivant de leur manque d'affectivité et de leur agressivité. C'est ce déséquilibre qui constitue le fondement de leur état dangereux et les conduit inévitablement à la réitération d'infractions. Infractions graves évidemment : il s'agit d'obtenir à n'importe quel prix le maximum de satisfactions possible ; et surtout infractions mûries, organisées, dont la perpétration nécessite une certaine technique et parfois le recrutement d'un personnel et l'acquisition d'un matériel. On voit que dans les cas extrêmes, on arrive ainsi à une délinquance véritablement professionnelle. Suivant leur tempérament, ces sujets seront cambrioleurs, escrocs d'envergure, parfois spécialisés dans certaines formes de vols simples (vol à la tire, vols de valises dans les trains), parfois trafiquants de stupéfiants, parfois enfin maîtres-chanteurs. Le type consommé, c'est « l'homme du milieu », souteneur et proxénète, mais en même temps cambrioleur et parfois chef de bande, prêt en réalité à toutes les opérations fructueuses de tout genre.

A côté de cette catégorie de délinquants d'habitude qui ne représentent qu'une minorité, on trouve des sujets qui offrent à l'observation des caractères diamétralement opposés. Cette classe de délinquants, les asociaux, forment les 3/4 environ des relégués observés jusqu'à ce jour.

A l'observation pénitentiaire, ils se présentent en général comme des êtres dotés d'un niveau mental liminaire et d'une volonté défaillante. Ils sont

également souvent défavorisés sur le plan physique, soit par des infirmités ou maladies, soit par une sénilité précoce, soit simplement par leur laideur.

En prison, ce sont de « bons détenus », disciplinés et respecteux. Contrairement à la légende, ils sont loin d'être paresseux et certains, au moins parmi ceux qui sont en bonne santé, sont de véritables bourreaux de travail. Ils ont en général de gros besoins primaires qu'ils cherchent à satisfaire sans faire preuve d'aucune prévoyance. Il faut noter que, dans le milieu pénitentiaire, et sauf motifs inavouables qui ne sont pas toujours d'ordre sexuel, il y a peu de relations entre eux et les antisociaux. Ceux-ci les méprisent et les désignent d'un terme infamant : « les cloches ». A ce mépris, les asociaux répondent par la crainte mêlée de respect qu'ils nourrissent à leur égard.

Sur le plan social, les sujets de ce genre ont été souvent aussi défavorisés que sur le plan personnel : beaucoup sont en effet des bâtards ou des enfants abandonnés. Dès l'adolescence, bien que faisant preuve d'une activité importante, ils ont versé dans l'instabilité professionnelle qui est leur caractéristique principale. Très tôt, ils se sont adonnés à l'alcoolisme et parmi eux, on en rencontre assez peu qui ne soient pas ivrognes.

Le mécanisme de la délinquance de ces individus est facile à reconstituer : foncièrement instables, ils se trouvent incapables de ce fait de gagner leur vie et de satisfaire à leurs impérieux besoins primaires. Ils vont donc trouver leurs ressources dans la délinquance, une délinquance inorganisée puisqu'ils sont essentiellement imprévoyants. Ils cèderont à la suggestion de l'inconnu qui passe et surtout à la nécessité du moment. On se trouvera dès lors en présence de ces délinquants modestes, ouvriers agricoles ou manœuvres urbains au passé professionnel extrêmement divers, sujets instables et alcooliques, qui à côté de condamnation pour vagabondage, présentent un casier judiciaire abondant, marqué de chapardages ou de vols, même qualifiés, n'ayant pour but que la jouissance immédiate. A côté de ces délits-types, on trouve quelques infractions sexuelles (exhibitionnisme ou attentats sur des enfants ou des filles faibles d'esprit), de petits abus de confiance et des escroqueries curieusement stéréotypées, le délinquant répétant inlassablement le « truc » qui lui a une fois réussi.

II

Il est donc assez facile d'expliquer pourquoi, étant donné ce que sont les sujets dont nous examinons la situation, ces individus sont devenus multidélinquants. Reste à savoir pourquoi ils sont devenus ce qu'ils sont.

Devant une telle dissemblance entre les caractéristiques psychologiques fondamentales des deux catégories que nous avons envisagées, on ne peut s'empêcher au premier abord de songer à l'existence dans les deux hypothèses d'une étiologie toute différente.

Cependant, si l'on observe les choses de plus près, on finit par se rendre compte que, malgré la diversité de leurs réactions et la dissemblance de leur comportement, ces sujets accusent, à l'origine au moins des traits sociaux communs.

Il n'est pas question ici de mettre en doute les hypothèses du Dr Pende et du Dr Bachet tendant, au moins dans certains cas à suggérer une explication biologique à la genèse du comportement des multidélinquants. Nous n'avons pas eu, et nons le déplorons, les moyens matériels de vérifier ces hypothèses.

Mais il est un fait : c'est que les multirécidivistes observés, à quelque catégorie qu'ils appartiennent se sont, pour la plupart, trouvés pendant leur enfance dans une situation familiale anormale, soit qu'ils fussent enfants naturels, soit qu'ils aient été abandonnés, soit qu'ils aient été confiés à des œuvres ou à des étrangers, soit enfin qu'ils aient vécu dans une famille dissociée par le décès d'un de leur auteurs, le divorce ou la séparation de fait, l'inconduite, l'immoralité ou l'ivrognerie des parents. Pour d'autres, issus d'une famille apparemment normale, on dénote chez les parents ou chez l'un d'eux ou, plus souvent encore, chez le conjoint ou le concubin du parent restant, un défaut caractérisé d'affection à leur égard, dont le relief est encore accusé parfois par une préférence marquée à l'égard d'un frère ou d'une sœur.

Pour tous ou presque tous par conséquent, on décèle à l'origine le défaut d'affection dont ils ont été victimes et qui a entraîné des troubles affectifs dont ils sont restés marqués. Parfois, ces troubles sont le résultat de véritables chocs bien précis dont on peut pour ainsi dire, déterminer le point d'*impact*. Plus souvent il s'agit de simples malmenages provoqués de façon non spectaculaire par l'effet d'un long froissement, que l'indifférence ou l'hostilité de leur entourage a fini par produire sur leur sensibilité.

Dans tous les cas d'ailleurs où l'existence de ces troubles peut être décelée, leurs effets criminogènes ne se font pas attendre et la commission des premiers délits survient en général au plus tard au moment de l'adolescence. A tout le moins dès cette époque, le sujet se trouve placé dans une situation paradélictuelle.

Devant de telles observations, on songe inévitablement à l'explication du processus criminogène proposé par le Professeur Lagache dans son rapport au IIe Congrès international de criminologie. On se souvient que, selon cet auteur, si sur le plan interpersonnel, le crime est un conflit entre l'individu et le groupe, on doit le considérer, sur le plan intrapersonnel, comme une tentative d'ajustement, « un moyen pour la personnalité de se réaliser et de résoudre ses tensions ». Selon cette perspective, le processus criminogène s'analyserait en deux phases : une phase de frustration dans laquelle le sujet frustré se retire d'un secteur de la réalité représenté, quand la frustration est précoce, par les parents et les valeurs parentales ; une phase de restitution représentée par un assaut contre la réalité portant sur le groupe social auquel appartiennent les parents et les valeurs représentatives de ce groupe. Le rejet de ces valeurs entraînerait la promotion d'autres valeurs et l'évolution se terminerait par l'intégration du délinquant à un milieu où l'acte commis n'est pas considéré comme une faute.

L'hypothèse proposée par le professeur Lagache semble s'appliquer exactement aux délinquants antisociaux les plus évolués qui depuis huit ans ont été observées dans les Centres de relégués. Chez ces délinquants, les traumatismes ou les froissements affectifs se traduisent, pendant la première phase de frustration, par des fugues ou ces coups de tête si fréquents chez les jeunes inadaptés. Le processus se poursuit par des crises d'originalité juvénile et des réactions d'opposition et détermine finalement chez le sujet une sorte

de complexe de supériorité qui le mènera, dépourvu désormais de toute affectivité, à l'assaut des valeurs admises par le groupe social prédominant. C'est en effet ce groupe que, plus ou moins consciemment, il rend responsable de son inadaptation et dont il désire se venger en le dominant par la force ou par la ruse.

L'évolution peut évidemment se trouver freinée par un traitement approprié ou, au contraire, ce qui arrive hélas le plus souvent, accélérée par des réactions sociales inopportunes. Le Dr Vullien a, à ce point de vue, heureusement mis en lumière l'importance de ce qu'il appelle « la filière » : famille désunie, assistance publique ou patronage, maison de correction, prison, bataillons d'Afrique, relégation.

Pour certains, l'adhésion au « milieu » constitue la phase finale et représente cette intégration à une entité sociale où leurs actes d'agression ne seront plus considérés comme une faute, mais bien plutôt comme un titre de gloire. D'autres, antisociaux cependant, resteront en deçà de cette phase et n'iront pas jusqu'à l'agrégation au « milieu ». Aussi agressifs et aigris que les précédents, mais peut-être plus dissimulés et moins portés aux extrêmes, ils sauront garder les apparences d'une vie régulière et, dans leur activité antisociale, resteront isolés ou ne concluront avec leurs semblables que des alliances passagères ou purement utilitaires. A ce titre, ils présenteront évidemment un danger social nettement inférieur.

Si l'hypothèse se vérifie ainsi intégralement pour toute une catégorie importante de délinquants d'habitude, il n'en est pas de même pour tous. On observe, en effet, facilement que l'évolution des délinquants asociaux s'arrête à la première phase du schéma proposé.

Frustré dans son affectivité, le sujet se retire de la réalité, mais persistant dans cette frustration, il présente bientôt un très net complexe d'infériorité. Loin de tenter d'imposer sa personnalité à son entourage par des moyens criminels, ce qui lui est interdit par son aboulie fondamentale, il en subit au contraire tout le poids et ne se sentant adapté à aucun des milieux auxquels il cherche successivement à s'agréger, il ne songe bientôt qu'à s'en évader. Il verse alors dans cette instabilité qui constitue la caractéristique essentielle de ce genre de délinquant et la source même de leur état dangereux. Pour eux, au lieu de parler d'activité criminelle, il conviendrait, sans paradoxe et au plein sens du terme, d'employer plutôt l'expression de « passivité criminelle ».

Le sujet tente d'ailleurs la plupart du temps de se libérer de ce complexe par le moyen le plus facile, à savoir un alcoolisme de compensation. Il recherche ainsi dans l'alcool le moyen de se sentir fort et d'acquérir à bon marché cette facilité dans le comportement et cette aisance de conduite qui le fuient impitoyablement. Mais cette compensation lui est elle-même nuisible, puisqu'elle diminue les dernières facultés volontaires qui lui restent et que, d'autre part, plus directement, elle accentue son instabilité en motivant pour ivrognerie son renvoi successif des emplois où il aurait peut-être pu se maintenir.

L'agrégation à un autre milieu où sont admises des valeurs antagonistes de celles du milieu prédominant ne s'observe que dans des cas exceptionnels. Ce n'est pas qu'on ne puisse déceler parfois, dans ces consciences brumeuses,

l'ébauche d'une construction morale opposée à l'éthique courante, construction d'ailleurs curieuse et qui présente même parfois un aspect caricatural. Tel cet asocial qui, doté d'un casier judiciaire regorgeant de condamnations pour vols, m'affirmait qu'il n'avait jamais volé. Devant mon étonnement, il laissa tomber péremptoirement : « Tout çà, c'était pas des vols ; çà trainait sur la route ». J'en ai conclu, peut-être hâtivement, que s'estimant légitime occupant de la voie publique en tant que vagabond confirmé, il considérait que, par une sorte d'accession inconnue du Code civil, il était légitime propriétaire de tout ce qui pouvait s'y trouver.

C'est que cette agrégation est due à des causes différentes de celles qui motivent sur ce point l'attitude des antisociaux, à ces causes qui se trouvent aussi plus rarement réalisées. Ces délinquants passifs sont en effet éminemment suggestibles et leur aboulie les conduit à l'acceptation de toutes les disciplines. C'est ainsi qu'ils font d'aussi bons détenus que d'excellents subordonnés à l'échelon le plus inférieur évidemment. S'ils tombent sous la coupe d'un antisocial caractérisé, ils s'adapteront de la même manière au « travail » que celui-ci voudra bien leur imposer. Ainsi, même quand il arrive à ces individus de s'adonner à une activité d'apparence antisociale, restent-ils, par suite de leur manque de volonté, plutôt mus et agis que moteurs et acteurs.

III

Je n'ai pas la prétention d'avoir réussi à dresser devant vos yeux, ni un tableau complet, ni surtout un tableau complètement exact de ce qu'est le multirécidiviste et des causes de son inadaptation. Si l'on veut bien cependant reconnaître la pertinence de certaines observations dont je vous ai fait part, il sera possible d'essayer, en partant de cette base, de dégager certains éléments que l'on pourra considérer comme des facteurs de réadaptation de ces sujets. La question est d'actualité à un moment où il convient d'envisager l'établissement d'un régime définitif qui leur soit applicable.

Mais avant d'examiner ce que nous pourrions faire à leur égard, peut-être n'est-il pas superflu d'indiquer ce que, à tout prix, il faut éviter afin de ne pas aggraver l'état de ceux qui apparaissent enclins à la multidélinquance.

A ce point de vue, la peine privative de liberté classique est, il faut bien le dire, une énorme pourvoyeuse de multirécidivistes. Si l'on connaît en effet un peu la mentalité du délinquant, il semble qu'il suffise de quelques minutes de réflexion pour comprendre que, devenu inaffectif et agressif, déjà aigri contre une société qui ne lui réserve par la place qu'il croit avoir le droit d'y tenir, l'antisocial en puissance va trouver dans les premières peines qui lui seront infligées les meilleures raisons de s'enfoncer dans ses réactions d'opposition. Et la discipline anonyme, le traitement uniformisé qui sévissent dans les prisons classiques et par dessus tout, les contraintes artificiellement surajoutées à la peine, viendront fâcheusement lui rappeler le climat de son enfance et le défaut d'affection dont il a été victime. Ainsi, déjà trop enclin par son expérience passée à adopter une pareille philosophie, il s'ancrera dans la conviction que la société n'est finalement qu'un organisme sans âme qui ne songe qu'à l'écraser. La seule solution, ce sera pour lui d'être

le plus fort ou le plus rusé pour tirer malgré elle le meilleur parti de son existence. Quant à l'asocial, qui ne vit qu'avec le complexe d'infériorité et l'aboulie qui le caractérisent, il va subir tout le poids des servitudes pénitentiaires contre lesquelles il sera incapable de réagir, qui le rendront de plus en plus passif, mais surtout qui le confirmeront dans son idée qu'il n'est qu'un être diminué et inférieur et qui par conséquent ne feront qu'augmenter son inadaptation à la vie sociale.

Mais la critique est aisée en la matière : encore faut-il édifier, sur les ruines du régime existant, un système qui devra s'inspirer des observations effectuées sur ces sujets. Je n'ai pas la prétention de construire devant vous ce système : tout au plus puis-je tenter de faire l'inventaire de quelques moyens qui peuvent être employés pour faciliter le reclassement des multidélinquants, en acte ou en puissance.

Parmi ces moyens, il faut semble-t-il distinguer entre ce que j'appellerai les procédés, qu'il ne faut pas dédaigner mais qui contiennent au moins une part d'artifice et les véritables remèdes qui viendront, eux, s'attaquer aux causes foncières de l'inadaptation du sujet considéré.

***

Au nombre des simples procédés, il faut compter en premier lieu, ce que certains criminologues américains appellent « le processus de déconditionnement-reconditionnement ». Disons, moins pompeusement, qu'à l'égard des multidélinquants, il faut savoir utiliser les événements et favoriser le hasard. Toute incarcération, de quelque nature qu'elle soit, crée une rupture entre le délinquant et son entourage. Si cet entourage est criminogène, il faut éviter que le libéré ne renoue avec lui et favoriser au contraire son insertion dans un autre milieu. Il arrive ainsi, surtout chez les asociaux, que des récidivistes déjouent les pronostics les mieux fondés et les plus pessimistes. Tout se passe comme si le sujet n'était jamais parvenu jusque-là à découvrir sa place dans la société et que, par suite de circonstances favorables mais inexpliquées, il se trouvait subitement placé dans des conditions qui lui permettent de s'adapter à la vie sociale. On voit à ce point de vue l'importance que peut revêtir, si elle est habilement maniée, l'obligation de résidence résultant de la libération conditionnelle ou du nouveau régime de l'interdiction de séjour.

Le travail est un procédé classique de réadaptation qu'il convient de continuer à utiliser, à condition que ce soit à bon escient. Le travail est en lui-même un facteur de stabilisation, mais encore faut-il qu'il soit adapté aux facultés du sujet. Il est vain d'essayer, comme on l'a fait parfois, de reclasser des antisociaux comme ouvriers agricoles ou même comme manœuvres urbains. Il ne faut pas craindre au contraire d'utiliser leur esprit d'initiative et leurs qualités volontaires en leur confiant un travail de spécialiste ou même des postes de maîtrise. On ne doit d'ailleurs pas seulement considérer le travail en lui-même, mais aussi l'avantage matériel qu'en tire le libéré. C'est ainsi que si certains asociaux peuvent se contenter d'un salaire modeste, il n'en est pas de même de l'antisocial auquel importe l'acquisition d'un certain superflu et qui se considèrera comme exploité s'il n'a pas la possibilité de l'obtenir grâce à son salaire.

L'importance d'une adaptation aussi exacte que possible de son travail aux facultés et aux besoins du délinquant a été mise en lumière par une initiative récente de l'Administration pénitentiarie. Sur la foi d'échecs répétés, on considérait en général dans les centres d'observation que les antisociaux d'âge mûr n'offraient guère de chances de réadaptation. Or, l'Administration a, à un moment donné, institué dans ses dépôts de relégués des cours de formation professionnelle du bâtiment dont ont largement profité les sujets de cette catégorie. Grâce à cette formation, ils ont donc pu occuper, après leur libération, des postes spécialisés, avec des salaires importants s'élevant parfois jusqu'à 90.000 francs par mois. Depuis lors, on constate une nette amélioration de leur comportement et certains laissent ainsi espérer un reclassement durable.

Parmi les procédés de reclassement, on doit faire place, il ne faut pas craindre de le dire, à une certaine intimidation. A part quelques associaux profonds, qui sont peut-être plus effrayés par la liberté que par la vie carcérale, les relégués en général sont encore accessibles à l'intimidation, non pas de l'emprisonnement classique, mais d'un internement indéterminé. Mais pour qu'elle soit efficace, il faut comme pour le travail, l'adapter à la personnalité du délinquant.

Pour les asociaux, il importe surtout de les placer dans ce climat de confiance dont nous parlerons plus loin. Aussi l'intimidation ne joue-t-elle à leur égard qu'un rôle d'appoint, la perspective d'une réincarcération devant éviter les coups de tête et les fugues.

Pour les antisociaux au contraire, l'intimidation peut, si elle est judicieusement maniée, présenter une importance certaine. D'une part, il faut faire appel à la conscience de leurs intérêts et les amener à faire le bilan des profits qu'ils ont pu tirer de la délinquance et des inconvénients qu'elle leur a occasionnés. D'autre part, on doit leur donner l'impression, puisqu'ils ne s'inclinent que devant la force et l'habileté, que les personnes chargées de leur surveillance sont plus fortes et plus habiles qu'eux, et qu'en particulier, elles connaissent et décèlent facilement tous les procédés et combinaisons qu'ils peuvent imaginer pour voiler un comportement illicite sous les apparences d'une conduite régulière.

Il faut reconnaître que ce sont les antisociaux déjà âgés, ceux qui approchent de la cinquantaine, qui sont les plus accessibles à l'intimidation. A cet âge, ils présentent souvent une mentalité de « retraités » et placent donc facilement l'intérêt d'une vie tranquille au-dessus des profits que pourrait encore leur valoir la délinquance. Pour les autres, il peut y avoir intérêt, en cas de conduite irrégulière, à renforcer leurs craintes en procédant à une réincarcération de courte durée. Un tel expédient, dont il ne faudrait pas exagérer la fréquence, a parfois produit de bons résultats.

Il faut enfin mentionner, pour les asociaux alcooliques, le recours à une cure de désintoxication. Malgré l'intérêt que présente ce moyen de reclassement, il ne faut pas, à mon sens, en exagérer l'importance. D'une part, en effet, leur manque de volonté conduit les intéressés à cesser leur cure d'entretien dès qu'ils ne sont plus étroitement surveillés. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'alcoolisme de ces sujets n'est que le fruit de leur aboulie et de leur sentiment d'infériorité. Si donc on parvient à éliminer cet effet

que constitue l'alcoolisme, on n'aura pas agi pour autant sur la cause foncière qui est le tempérament même de ces délinquants.

***

Atteindre l'effet sans parvenir jusqu'à la cause, c'est bien là la tare des procédés énumérés jusqu'ici qui ne présentent en réalité un intérêt que parce qu'ils vont procurer une stabilité temporaire qui va permettre l'application d'un traitement qui, lui, parviendra jusqu'à la racine du mal.

Or, la racine du mal, de l'inadaptation dont souffrent les multirécidivistes quels qu'ils soient, c'est l'inéducation ou plutôt l'éducation affective à rebours, dont ils ont été les victimes. C'est cette éducation qu'il faut refaire, en leur fournissant un amarrage affectif qu'ils n'ont jamais possédé jusque-là. De là le caractère essentiel, pour ces individus, d'un patronage post-pénitentiaire bien compris qui doit leur procurer au moins le point d'accrochage provisoire qui leur est nécessaire.

Pour les asociaux, qui souffrent au sein de leur milieu d'un malaise constant dû à ce complexe d'infériorité qui est leur marque distinctive, leur assistant devra essentiellement constituer autour d'eux un climat de confiance. Il est surtout nécessaire, pour lutter contre leur instabilité, qu'ils se sentent à l'aise dans leur milieu professionnel, d'où une entente indispensable avec l'employeur, le personnel de maîtrise, les camarades de travail afin de réaliser une telle atmosphère.

Mais on conçoit que les froissements affectifs anciens, dont ils ont souffert ne puissent ainsi s'aplanir sans difficultés. Il y aura des crises au cours desquelles l'éducateur devra à la fois faire preuve d'autorité, apaiser et réconforter. Il faudra toujours valoriser le sujet à ses propres yeux, insister sur ses qualités, monter en épingle ses réussites. A ces individus, qui sont restés de grands enfants, il faut fournir cette tutelle affectueuse qui leur a manqué dans leur jeune âge et dont l'absence a fait d'eux les délinquants qu'ils sont devenus.

L'attitude à adopter envers les antisociaux sera évidemment très différente. La tâche, moins absorbante qu'à l'égard des asociaux sera peut-être plus délicate. Il s'agit de leur montrer, toujours sur un fond de fermeté, une sorte d'amitié, très personnalisée, mais restant très virile, un intérêt d'homme à homme. Il n'y a jusque là rien d'insurmontable car, malgré leurs tares passées, ces êtres présentent une étoffe suffisante pour donner prise à cet intérêt.

Mais deux obstacles vont se présenter sur la route de la résocialisation par ce moyen. Le premier est ce que j'appellerai le danger de complicité rétrospective. Sans discours moralisateur, ce qui constituerait l'erreur psychologique capitale, il s'agit de leur faire sentir que l'interlocuteur réprouve leurs actes, mais qu'au delà de cette réprobation, il persiste à apprécier la personne. Le second risque est celui de ne créer ainsi qu'un lien de personne à personne, alors qu'il faut surtout rétablir le lien personne-société. C'est pourquoi, par touches insensibles, il importe que le délinquant saisisse que la considération, l'estime et l'intérêt qu'on lui montre n'émanent pas seulement d'un individu, mais d'un individu représentant le corps social.

Mais la tutelle post-pénitentiaire ne peut et ne doit avoir qu'un temps. En restant toujours disponible à tout recours, le tuteur doit favoriser, sinon rechercher, l'amarrage affectif définitif qui réalisera la réinsertion du libéré dans la vie normale. Parfois, la tâche sera simple et il suffira de renouer les liens avec un milieu familial sain, soit le milieu d'origine, celui des parents, soit le milieu choisi, une femme et des enfants. Cependant, dans les rares cas où ce milieu sain a existé, souvent la vie agitée des multirécidivistes a rompu toutes les attaches anciennes. De nouveaux liens sont donc à créer mais l'on conçoit que, dans ce domaine strictement personnel, toute initiative directe se trouve exclue.

Disons que de toutes façons, elle serait inutile car, la plupart du temps, en semi-liberté ou dès leur libération, la plupart des relégués « trouvent une femme» qu'ils épousent ou avec laquelle ils vivent en concubinage stable. Il est curieux de constater qu'à quelques exceptions près, parfois après des essais infructueux, ces unions sont en général heureuses. Fréquemment, en effet, le relégué s'unit ainsi à une femme parfaitement adaptée à son tempérament. Pour l'antisocial, une femme compréhensive qui, d'instinct, sans essayer de le dominer, sait adoucir son caractère et réussit peu à peu à effacer le souvenir des vieilles rancunes. Pour l'asocial, une femme équilibrée et prévoyante qui supplée à la carence de volonté du libéré et sait diriger son existence.

***

Il est temps de donner une conclusion à ces considérations, dont l'étendue n'a pour excuse que la complexité même du problème envisagée.

Cette conclusion ne peut, à mon sens, n'être que celle-ci : c'est qu'une saine politique criminelle doit être inspirée du principe que l'homme est incurablement une personne, c'est-à-dire un être qui se veut unique.

On a fait beaucoup ces dernières années, en vue d'une individualisation de la mesure pénale, mais il faut bien comprendre qu'une individualisation qui ne reposerait que sur des bases institutionnelles restera toujours insuffisante. Il faut de plus qu'elle s'inspire de l'essence personnelle de l'homme. Autant donc qu'à une réforme pénitentiaire se traduisant par des observations, des triages, des sériations, opérations qui restent collectives, anonymes donc « inhumaines », c'est à une véritable « personnalisation » de la peine qu'il faut travailler. C'est à ce prix seulement qu'à l'aide des réformes de structure réalisées par ailleurs, on parviendra à une résocialisation réelle du délinquant en général et du délinquant d'habitude en particulier.

L'Ecriture rapporte, en plusieurs passages, que Dieu s'adressant à l'homme lui dit : « Je t'ai appelé par ton nom ». Si nous avons la prétention d'être la Providence de l'homme délinquant, nous aussi, c'est par son nom que nous devons l'appeler.

Roger VIENNE,
Président du Tribunal de Béthune.

L'indice criminel de la France

La connaissance des statistiques criminelles est importante pour la délimitation, la détection et même la prévention du crime. Il serait donc extrêmement intéressant que chaque pays possédât des instruments parfaits de mesure. Malheureusement, en France comme en de nombreux autres pays, les statistiques sont tout d'abord de sources différentes : judiciaire et policière entre autres, établies selon des normes différentes et de plus, publiées avec un retard considérable : quatre à six ans après les faits. Les chiffres policiers, bien qu'ils ne puissent concorder avec les statistiques judiciaires : qualification réformée par les Parquets, classement, non-lieu, etc., sont certes plus près de la criminalité vraie, mais il n'en existe aucune publication systématique. Tenant compte que la marge d'erreur commune aux statistiques est une constante, les calculs exposés ou faits ici l'ont été sur la statistique officielle des crimes et délits publiés par le Ministère de la Justice[1].

Abstraction faite des années de guerre et d'occupation ainsi que des années qui les suivirent immédiatement, on peut en déduire tout d'abord :

1° Une régression des crimes de sang[2] : les accusés au nombre de 493 en 1881, sont tombés à 436 en 1931 pour n'être plus que de 354 en 1937, 196 en 1941 et 326 en 1951.

2° Une progression effarante des délits ordinaires fondés sur la ruse ; ainsi le vol simple : 44.229 prévenus en 1881 passe à 52.099 en 1931, et à 154.895 en 1941 ; il retombe à 65.510 en 1951.

3° Une même ascension marque les délits contre les mœurs bien qu'à notre avis 99 % de ceux-ci restent inconnus ; on relevait déjà en 1881 qu'ils avaient septuplé depuis 1830 après un palier de 40 années. On comptait : 3.964 affaires en 1931 ; 3.821 en 1936 ; 3.375 en 1941 ; 2.999 en 1946 ; 4.751 en 1951 (7.406 si on tient compte du proxénétisme).

4° Une recrudescence de la criminalité juvénile ou plus exactement l'abaissement de l'âge criminel (on commence plus tôt), alors que paradoxalement on élevait l'excuse de minorité : rationnellement et à la lumière des statistiques, la majorité pénale ne devrait-elle pas se situer à 18 ans dans tous les cas ? 10.000 mineurs passaient en 1934 devant les tribunaux (contre une moyenne annuelle de 6.350 en 1881 à 1900), 1937 en voyait 11.900 ; 1941 : 30.000 ; 22.200 en 1944 ; 27.600 en 1948 ; 14.971 en 1951 (tous mineurs de

1. Un second article traitera ultérieurement de la criminalité anglaise, américaine, italienne, allemande et espagnole.
2. Meurtres, assassinats et empoisonnements.

18 ans). Rien ne permet de croire à une sérieuse diminution malgré la fin des austérités, le chiffre de 1951 dépassant celui de 1937, l'une et l'autre année étant considérées période normale.

5° La relative stabilité, depuis 40 ans, du chiffre des affaires classées sans suite du fait d'auteurs restés inconnus. Il ne faut pas cacher qu'il s'agit là d'un aveu d'impuissance, mais la proportion étant la même dans la plupart des Etats, on en peut conclure qu'il s'agit moins là d'une inefficience policière que d'un habile concours de circonstances mettant les auteurs à l'abri des poursuites : la moyenne annuelle oscille à l'entour de 30 %.

6° La non-régression de la récidive : en 1906, 48 % des assassins, 37 % des auteurs d'attentats à la pudeur, 49 % des faussaires, 41 % des incendiaires et 69 % des voleurs étaient des récidivistes. En 1936, les proportions étaient les suivantes : assassins 30 %, mœurs 20 %, faussaires 11 %, incendiaires 15 %, voleurs 34 % ; en 1951, assassins 27 %, mœurs 20 %, incendiaires 12 %, voleurs 27 %. La diminution n'est qu'apparente : en effet la multiplication abusive, depuis 1920, des mesures d'amnistie transforment sur le papier en délinquants primaires de nombreux récidivistes de fait.

La lecture des statistiques criminelles fournit d'autres éléments propres à constituer une véritable sociologie criminelle. C'est ainsi que le mobile des crimes de sang a pu être déterminé dans 88 % des cas ; c'est la cupidité qui l'emporte dans une proportion de 1/5 pour les meurtres et 2/5 pour les assassinats suivis de près par la haine et les discussions domestiques : 1/5 dans les deux hypothèses.

L'âge criminel varie selon la nature des délits, mais suit aussi une évolution curieuse : on vole d'abord (21 à 25 ans), on tue ou on incendie (25 à 30 ans), on escroque et falsifie (30 à 40 ans), on attente aux mœurs (40 à 50 ans) ; il est toutefois bien évident qu'il est assez rare qu'un même individu passe par ces quatre phases, mais il est par contre fréquent de voir l'escroquerie et le faux, délits savants, succéder au vol, délit primaire.

Si les femmes représentent généralement depuis 70 années (1881-1951) le 1/7 du corps criminel, avec une pointe en 1937 et 1945 : 17 %, les célibataires et les veufs commettent toujours proportionnellement plus de crimes que les gens mariés, sauf cependant pour les délits sexuels où mariés et célibataires s'équilibrent, contrairement à l'opinion reçue.

Les professions sont inégalement représentées dans la faune criminelle et la proportion à l'intérieur de chaque classe variant elle-même selon la nature du délit.

Professions	Crimes contre les personnes		Crimes contre les biens	
	1900	1951 [1]	1900	1951 [1]
Industrie.....	30 %	37 %	31 %	41 %
Agriculture.....	37 %	26 %	22 %	24 %
Autres.....	33 %	37 %	47 %	35 %

1. Chiffres sous réserve.

Les statistiques enfin permettent encore de dresser une carte criminelle. Déjà en 1889, H. Joly [1] remarquait que les départements les plus criminels étaient les départements frontières : ainsi le Calvados, la Seine-Inférieure ; que les gens étaient meilleurs chez eux, l'immigration même intérieure de département à département étant une étape vers la criminalité à l'exception des Corses dont le comportement continental est bien supérieur à la vie insulaire.

Plus précisément, en 1900 où l'on comptait en moyenne un accusé sur 11.459 habitants, les 10 départements offrant un rapport plus faible et donc une criminalité plus élevée, étaient dans l'ordre : la Corse (2926), les Bouches-du-Rhône, le Calvados, l'Hérault, le Lot-et-Garonne, le Vaucluse, la Charente, la Gironde, le Var et la Seine (8012). Les plus sains étaient : la Nièvre (un accusé sur 46.255 habitants), l'Indre, le Cher et la Vendée.

En 1921, les records criminels s'établissaient ainsi : Seine (445 accusés), Gironde (227), Nord (162), Meurthe-et-Moselle (125), Bouches-du-Rhône (106), Seine-Inférieure (87) rang qui, corrigé par rapport à celui de la population révèle en réalité que le classement s'établit ainsi : Gironde, Meurthe-et-Moselle, Bouches-du-Rhône, Seine, Seine-Inférieure et Nord.

En 1941, les chiffres bruts mettent en-tête de la criminalité : Seine (69), Bouches-du-Rhône (43), Charente-Maritime (37), Nord (31), Calvados (28), Seine-et-Oise (25) mais proportionnellement à la population, viennent en tête : la Charente-Maritime (88 sur 100.000 habitants), le Calvados (6, 7), les Bouches-du-Rhône (2, 1), la Seine-et-Oise (1, 8) et la Seine (1, 4) ; se trouve ainsi vérifié l'axiome de Joly : les départements frontières terrain d'élection de la criminalité.

Il est par contre plus difficile d'établir la statistique de la criminalité pérégrine : en effet, ce n'est qu'à partir d'une époque récente (1929) que le chiffre des étrangers prévenus a été porté sur les statistiques du Ministère de la Justice. Le chiffre des accusés y a par contre, toujours figuré. En 1876, on constatait que sur une population pérégrine de 836.264, 319 étaient condamnés par des assises, soit : 38 sur 10.000 ; la proportion française n'était que de 12 pour le même chiffre. En 1900 on relevait : 256 condamnés sujets étrangers ; en 1921, 227 ; en 1931, 163 ; en 1951, 436. La poussée est beaucoup plus accentuée pour les délits commis par ces mêmes étrangers : 33.213 en 1931 sur 229.493 ; 44.800 en 1941 sur 366.134 ; 32.037 en 1951 sur 245.725 (la population pérégrine a oscillé de 2.891.000 en 1931 à 1.452.000 en 1954 [2], représentant respectivement 5, 8 % et 3, 4 % de la population autochtone).

Si l'on passe maintenant à l'étude du rapport entre le nombre total des condamnés et celui des actes délictueux d'une part et un chiffre donné d'individus d'autre part (100.000 habitants par exemple), on établit ainsi un véritable indice criminel de la population observée, dit « taux de criminalité ». Toutefois n'obtiendra-t-on un résultat valable que si l'on a soin de viser la seule population dite active (les mineurs devant faire l'objet d'études statistiques particulières). Il est de même intéressant de distinguer crimes et délits. Encore conviendra-t-il de se souvenir du phénomène de la criminalité

1. *La France criminelle*, Paris, 1889.
2. Date du dernier recensement.

cachée, dont le chiffre, non seulement conjectural, est encore variable selon les espèces : c'est ainsi que si les crimes de violences sont connus dans la plupart des cas, on peut tenir pour certain que 30 % des incendies volontaires passent pour accidentels et qu'à peine 1/100e des actes sexuels punissables (inceste, pédérastie, proxénétisme) sont soumis aux Tribunaux. Toutefois, ce chiffre obscur étant forcément le reflet du chiffre vrai (on peut admettre que la même proportion de délinquants tombe toujours aux mains de la police), il est possible de tirer des statistiques certaines conclusions.

Dans ce dessein, sont présentés ici plusieurs résultats statistiques sous forme de tableaux établis la plupart sur une période de cent années pour éviter les phénomènes incidents et mieux dessiner le sens d'une évolution.

Le 1er tableau met en regard par catégories, population saine et population criminelle, corrigée celle-ci par le chiffre des crimes et délits malheureusement impunis.

Dans un 2e tableau figurent, ou plus exactement sont suggérées quelques corrélations : rapport de la criminalité sur certains phénomènes sociaux, soit que ceux-ci dénotent un désaxement non sans lien sur le comportement antisocial (suicides, divorces, aliénations mentales) soit qu'ils permettent une comparaison (analphabétisme, consommation d'alcool), soit encore qu'ils mettent en regard niveau de vie et crime liant ainsi avec quelque apparence de raison, phénomènes économiques et phénomènes criminels (indice de la production industrielle, salaire d'une certaine catégorie).

Un 3e tableau donne, d'après les annuaires officiels de la Statistique générale de la France, les moyennes quinquennales de criminalité ; nous observons toutefois que ces moyennes nivellent malencontreusement les chiffres et ne peuvent donc servir que d'indication.

Pour donner une impression « visuelle » de la criminalité, pour mesurer aussi l'interférence de certains délits particuliers, ont été superposés trois chiffres annuels :

1° le nombre d'individus condamnés pour vols ;
2° pour coups et blessures ;
3° pour outrages à la pudeur ou homosexualité.

Ces trois rubriques ont été choisies à dessein, la première reflétant les infractions contre les biens, la seconde celles contre les personnes, la troisième, celles contre la morale publique. Ces chiffres ne sont pas absolus : pour la commodité de la représentation on a supprimé les zéros terminaux (les vols et les coups et blessures s'expriment en réalité en unités de mille, les outrages en unités de centaine, cette convention donne un meilleur relief à l'évolution criminelle de ces vingt cinq dernières années.

On relèvera évidemment la pointe monstrueuse des vols consécutive aux années d'austérité, la chute depuis 1946 des actes violents, mais par contre la montée en flèche des outrages aux mœurs. Sans vouloir analyser toutes les causes, on peut retenir :

1° Il y a antinomie entre période de brutalité et période de vol : en 1935-1936 la vie étant facile, on vole peu mais on se bat ; ce fut le temps florissant des « ligues ». Entre 1940-1943, peu de coups sont échangés mais il y a flambée de vols, larcins et rapines. Pour ne point alourdir le tableau, on n'y a point

fait figurer la statistique des mineurs délinquants : elle épouse rigoureusement, à un étiage propre, la courbe des vols !

2° L'outrage aux mœurs est indépendant de la conjoncture économique et sociale ; sa courbe indique toutefois l'abaissement de la moralité publique et plus spécialement l'échec de la loi du 13 avril 1946 sur la prostitution, excellente d'intention, mais négative en ses résultats ; il faudra pour le moins « contraventionnaliser » le délit de racolage et rendre applicable pour ce cas particulier la loi du flagrant délit aux tribunaux de *simple police*.

Marcel Le Clère,
Commissaire principal aux délégations judiciaires de la Ville de Paris,
Professeur à l'Institut de criminologie de l'Université de Paris.

Pour les tableaux illustrant cette étude se reporter aux pages suivantes.

I. — STATISTIQUES CRIMINELLES

Années	ADULTES					MINEURS		MINEURS ET ADULTES (Assises et Correctionnelle)			ÉTRANGERS			
	Population en milliers	Condamnés par assises	Récidivistes	Condamnés correctionnels	Récidivistes	Assises	Trib. correctionnel	Sursis accordés	Sursis révoqués	Total en milliers	Assises et correctionnelle	Criminalité moyenne quinquennale sur 1000 hab.	Crimes et délits impunis	
													Total	Proportion
1851	35.800	5.085	1.988	155.300	31.300	1.121	24.700	—	—	379	—		29.907	21,7 %
1861	37.390	3.434	1.516	142.100	45.500	662	24.400	—	—	506	—		32.174	25 %
1871	36.190	3.333	1.531	127.500	45.500	909	21.700	—	—	740	—		32.133	24 %
1881	37.590	3.183	1.622	186.000	72.700	744	34.500	—	—	1.001	—	5.09	56.333	28 %
1891	38.350	2.933	1.670	202.100	98.200	632	36.300	11.807	201	1.130	—	5.70	89.962	—
1901	38.850	2.078	1.240	184.100	85.800	594	34.300	34.594	2.081	1.033	—	5.02	92.064	30 %
1911	39.600	2.963	1.078	202.800	90.200	506	3.700	38.983	3.412	1.159	—	5.37		
1921	39.240	3.541	—	243.700	—	446	42.700	40.607	2.148	1.532	—	5.22	108.382	—
1931	41.860	1.512	381	248.200	51.200	116	34.300	52.019	2.994	2.714	33.213	5.45	114.877	—
1941	37.800	1.120	131	275.000	51.781	83	41.000	95.130	—	—	43.915	—	—	—
1951	42.700	1.380	436	227.800	41.980	109	14.895	59.421	—	1.452	32.037	5.83	—	—

II. — CORRÉLATIONS

Années	Population en milliers (1)	Accusés et prévenus (adultes)	Accusés et prévenus (mineurs)	Suicides adultes et mineurs	Suicides mineurs	Divorces	Conscrits illettrés	Aliénés	Alcool imposé par hab. (en litres)	Consom. du vin (mil. hl.)	Prod. fer et acier (mil. tonnes)	Indice production industrielle	Salaire journalier moyen dans les mines (fr. 1938)	Salaire horaire moyen ouvrier parisien
1851	35.800	247.499	25.849	3.639	185	—	105.900	—	1.74	37.163	268		2.07	0,45
1861	37.390	173.971	25.125	4.661	205	—	90.942	—	2.23	28.132	669		2.57	0,55
1871	36.190	166.454	22.678	4.490	184	—	56.116	49.589	2.81	53.730	763		3.08	0,58
1881	37.590	211.896	35.332	6.741	307	—	40.721	62.474	3.91	39.406	1.448		3.71	0,74
1891	38.350	235.400	36.968	8.884	468	6.431	19.547	75.115	4.35	40.369	1.472		4.17	—
1901	38.950	202.552	34.951	8.818	476	8.841	13.696	89.145	3.46	59.650	1.743	63	4.82	0,79
1911	39.600	240.689	40.233	9.629	417	15.261	8.399	100.291	3.97	52.549	3.220	92	5 12	0,88
1921	39.240	254.118	43.166	8.584	242	30.490	6.600	92.163	(3)	51.420	2.270	55	21.16	3,53
1931	41.860	255.859	34.503	10.033	291	24.587	9.719	121.516	—	73.911	5.470	124	38.71	6,61
1941	37.800	385.460	41.781	8.900	240	21.943	non établi	108.793 (2)	—	42.225	—	65 (4)	76.85	12,11
1951	42.200	254.508	14.971	8.505	133	33.420	—	94.298	—	48.500	5.839	135	1.039.	105

(1) Base 100 en 1913.
(2) Chiffre en 1939.
(3) Nouveau mode de calcul depuis 1921.
(4) Base 100 en 1938.

III. — MOYENNES QUINQUENNALES

Périodes	Condamnés par Cours d'assises (en milliers)	Nombre de condamnés sur 1.000 hab.	Condamnés correctionnels (en milliers)	Nombre de condamnés sur 1.000 hab.	Observations
1878-1882	3.30	0.09	187	5	(1) La moyenne ne fut pas établie pour la période 1914-1919.
1883-1887	3.08	0.08	—		
1893-1897	2.60	0.07	221	5.37	
1903-1907	2.16	0.06	193	5.73	Nota. — Le résultat est plus saisissant si le calcul ne porte que sur la population dite active : en 1901, sur 20.329.000 individus, il y eu 206.321 prévenus ou inculpés en 1941, la proportion double pour une population active à peine augmentée 417.941 pour 21.945.000.
1908-1913	2.08	0.05	210	4.92	
1920-1924 [1]	1.81	0.04	204	5.32	
1925-1929	1.24	0.03	223	5.18	
1930-1934	1.10	0.025	227	5.43	
1935-1939	1.12	0.026	220	5.27	
1945-1949	1.38	0.034	217	5.83	

IV. — COURBES CRIMINELLES [1]

	1925				1930				1935				1940				1945				1950	
	26	27	28	29	31	32	33	34	36	37	38	39	41	42	43	44	46	47	48	49	51	
Vols simples	56	64	68	58	53	50	52	47	45	46	43	44	47	48	103	109	100	122	118	146	135	134	99	76	65	—
Coups et blessures	43	43	38	38	40	42	42	39	41	44	43	38	39	28	25	22	33	29	32	25	31	31	50	50	51	51	50	—
Outrages aux mœurs	31	32	31	32	39	40	39	39	34	36	41	37	36	28	22	17	26	21	19	22	17	18	18	28	27	25	24	—

1. Par difficultés typographiques, il a dû être renoncé à la représentation graphique des courbes proprement dites ; les chiffres ci-dessus correspondent au nombre de prévenus ramené pour les vols et blessures à l'unité de mille, pour les outrages aux mœurs à l'unité de centaine. Ainsi l'année 1951 doit se lire : 65.000 prévenus de vol et 2.400 prévenus d'outrages publics à la pudeur (N.D.L.R.).

Les rapports entre les caractéristiques physiques et la délinquance

Exposé de l'ouvrage « Physique and Delinquency » [1]

PREMIÈRE PARTIE

BUT ET ORIENTATION GÉNÉRALE DE L'ENQUÊTE

Exposé de Sheldon GLUECK, Roscoe Pound
Professor of Law, Harvard Law School, Cambridge (Mass., U.S.A.).

De multiples influences sont à l'origine de la délinquance : ce fait est bien trop connu pour que nous développions cette constatation.

Dans l'étude publiée en 1950 [2], sous le titre « *Unraveling juvenile Delinquency* » (« Eclaircissements sur la délinquance juvénile »), par le Dr Eleanor T. Glueck et moi-même, le jeu des influences nombreuses et variées dans le syndrome étiologique a été clairement démontré.

Au cours de ces recherches, nous avons tout d'abord classé deux par deux, en raison de leur âge, de leur intelligence générale, de leur origine ethnico-raciale, 500 délinquants d'habitude et 500 non-délinquants des districts sous privilégiés de Boston (Massachusetts) et nous avons ensuite comparé les répercussions de tous ces faits sur 400 caractéristiques et facteurs relatifs à la constitution physique (caractère, personnalité, qualités intellectuelles) et aux relations familiales.

Nous avons établi que le motif dynamique de la causation n'est ni exclusivement biologique, ni exclusivement socio-culturel mais qu'il dérive de l'interaction de certaines forces somatiques, intellectuelles, socio-culturelles ou tenant au caractère des sujets.

Nous avons ainsi résumé les résultats de ces constatations :

« Les délinquants en tant que groupe pouvaient se distinguer des non-délinquants ».

1. Du point de vue *physique*, parce qu'ils sont essentiellement mésomorphiques de constitution (solides, ramassés, musclés).

1. Exposé présenté par le Professeur Sheldon Glueck et le Dr Eleanor Glueck, à la session plénière du IVe Congrès international de criminologie (Londres, sept. 1955).
2. *The Commonwealth Fund*, New-York, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

2. Du point de vue du *caractère*, parce qu'ils sont actifs agités, impulsifs, extrovertis, agressifs, destructeurs (souvent sadiques).... ;

3. Du point de vue de leur *attitude*, parce qu'ils sont hostiles, méfiants, rancuniers, soupçonneux, entêtés, qu'ils s'affirment socialement autoritaires, aventureux, parce qu'ils ne sont pas conventionnels, et qu'ils ne se soumettent pas à l'autorité.

4. Du point de vue *psychologique*, parce qu'ils ont tendance à s'exprimer d'une façon concrète plutôt que d'une façon symbolique ou intellectuelle et qu'ils sont moins méthodiques quand ils envisagent des problèmes.

5. Du point de vue *socio-culturel*, parce que dans une bien plus large mesure, que le groupe de contrôle, ils ont été élevés dans des foyers peu compréhensifs, peu affectueux, sans grande stabilité ni fibre morale par des parents généralement incapables de les diriger ou de les protéger efficacement, ou qui, d'après la théorie psychanalytique, ne pouvaient constituer des foyers souhaitables d'émulation et de construction d'un « *superego* » solide, équilibré et socialement normal au cours des premières années du développement de la personnalité.

Alors que dans les cas individuels, les contraintes auxquelles ont contribué n'importe laquelle des zones de pression ci-dessus indiquées, de tendance de conduite asociale peuvent expliquer adéquatement la persistance dans la délinquance en général (au contraire !). La grande probablilité de la délinquance dépend de l'interaction des conditions et des forces de toutes ces zones.

Dans le cadre excitant, stimulant, mais peu contrôlé et inconsistant du point de vue culturel des districts urbains sous privilégiés, les garçons appartenant à cette catégorie laissent facilement libre cours à leurs impulsions indomptées et à leurs désirs égocentriques sous les formes variées du comportement délictueux. Leurs tendances à exprimer leur énergie sans inhibition se sont profondément ancrées dans le somatique et le psychique et dans les malformations de leur personnalité au cours des quelques premières années de leur vie[1].

Les recherces sur lesquelles est basée notre étude « *Unraveling Juvenile Delinquency* », impliquent un vaste ensemble d'influences étiologiques : nous avons fait remarquer qu'au cours de recherches postérieures nous envisagions d'analyser plus à fond certaines zones. L'un des résultats marquants de ces recherches fut qu'en dépit du groupement 2 par 2 préliminaire entre délinquants et non délinquants basés sur une origine ethico-raciale (un délinquant Irlandais avec un Irlandais non délinquant, un Italien avec un Italien, etc.), on trouvait parmi eux des différences extrêmement suggestives du point de vue de la dominance de composantes de type somatique. C'est ainsi que des contrôles et des mesures anthropologiques très poussées ont permis de déceler que 60 % des délinquants comparés à 31 % seulement de non-délinquants appartenaient au groupe à prédominance *mésomorphique* (c'est-à-dire étaient des individus chez qui prédominent les os, les muscles et l'épaisseur de la peau), que 14 % des délinquants comparés à 40 % de non-délinquants étaient du type *éctomorphique* (c'est-à-dire chez qui prédomine le type linéaire et fragile, et qui sont particulièrement réceptifs du point de vue sensoriel au monde extérieur). En ce qui concerne les *endomorphes* (type à corps rond et adipeux) l'incidence était faible et à peu près équivalente chez les délinquants et les non-délinquants (12 %, 15 %). Il y avait également peu de différence entre les délinquants et le groupe de contrôle en ce qui concerne la proportion de types « équilibrés » (à savoir ceux chez lesquels ne prédomine aucun élément somatique), les pourcentages étant de 14 % et 15 %.

1. *Unraveling juvenile Delinquency*, p. 281-282.

Ces résultats frappants du point de vue anthropologique, que les ouvrages de Kretsmer[1], Verdun[2], et autres auteurs et en Amérique surtout ceux de Sheldon[3] ont révélé, nous ont conduit aux recherches dont le bref exposé que nous faisons ici Mme Glueck et moi-même ne peut naturellement donner qu'une idée très imparfaite.

Les questions auxquelles nous cherchons à répondre au cours de ces nouvelles recherches sont les suivantes :

Existe-til une preuve valable de ce que la structure somato-psychique joue dans la délinquance un rôle important ? Qu'arrive-t-il quand les entités synthétiques, délinquants et non-délinquants, sont réparties en quatre types physiques, mésomorphique, éctomorphique, endomorphique et équilibré, et que les traits de caractère et de personnalité ainsi que les influences socio-culturelles du foyer sont en « intercorrelation » avec ces types physiques ? Certains de ces traits ont-ils une plus grande parenté avec certains types physiques qu'avec d'autres ? Certaines influences de l'environnement ont-elles une répercussion criminogène plus importante sur certains types physiques que sur d'autres ? En résumé, la constitution physique et les traits de caractère et de personnalité qui l'accompagnent, donnent-ils un point de départ dans la sélection qui détermine la délinquance des garçons ?

Pour répondre à ces questions, nous avons utilisé 109 traits sur les 402 traits et facteurs originaux décrits dans « *Unraveling Juvenile Delinquency* », en éliminant les traits subsidiaires et ceux qui ne convenaient pas par ailleurs aux buts des recherches en question[4].

Nous avons analysé 67 traits concernant certaines conditions physiques et neurologiques, certaines parties intégrantes de l'intelligence, certains traits de structure de personnalité qui ont été révélés par le test de Roschach et certains traits impliquant des réactions émotionnelles, des tendances d'inclination esthétique et d'orientation de personnalité qui ont été mis en évidence par des examens psychiatriques. Outre ces traits, nous avons analysé quarante-deux facteurs socio-culturels, qui ont surtout trait à la vie de famille. Dans « *Unraveling Juvenile Delinquency* » nous avons donné un compte rendu complet des méthodes utilisées pour les différents examens,

1. KRESTMER E., *Phyqique and Character*, traduit par W.J.H. SPROTT, New-York, Harcourt, Brace, 1926.
2. VERDUN M., *Le caractère et ses corrélations*, t. I, *Caractère, milieu, constitution*, Paris, J.-B. Baillères et fils, 1950.
3. SHELDON W.H., *The Varieties of Human Physique*, New-York, Harper and Bros, 1940 ; *Atlas of Men*, New-York, Harper and Bros, 1954.
4. Pour plus de détails voir : *Physique and Delinquency*, New-York, Harper and Bros.

les tests, les enquêtes sociales et les vérifications des données faisant partie des recherches qui ont fourni les matériaux de la présente étude.

Nous avons établi une table de corrélation entre chaque trait et chaque facteur, qui sert de base d'analyse et d'interprétation des matériaux. Chaque table contient les données suivantes :

1. L'incidence en nombre et en pourcentage du trait (ou facteur) sur le *total* des délinquants et des non-délinquants, ainsi que la différence d'incidence entre eux, sans tenir compte du type physique ;

2. Les mêmes renseignements pour *chaque type physique*. Afin de nous assurer qu'une différence dans l'incidence d'un trait entre les délinquants et les non-délinquants appartenant à un type physique donné n'était pas due au hasard, mais était de manière significative plus ou moins grande que la différence qui existe chez un ou chez plusieurs autres types physiques, nous avons utilisé un nouveau système statistique, la méthode des « comparaisons multiples ». Cette méthode largement développée par le professeur John M. Tukey de l'Université de Princeton, nous a également permis de déterminer l'emplacement exact des variations dans l'incidence d'un trait entre les paires assorties des quatre types physiques.

En décrivant le genre d'analyse qui a été fait pour chaque trait et chaque facteur de cette étude, je vous ai donné les intitulés *horizontaux* des tables. Des différences significatives entre délinquants et non-délinquants montrent qu'il existe une association entre le trait de personnalité et la délinquance. Cependant, il est évident que chaque table possède également des intitulés *verticaux* : une colonne indiquant l'incidence du trait de caractère et de personnalité ou du facteur sur les *délinquants*, pour chaque type physique ; une autre colonne indiquant son incidence sur les non-délinquants pour chaque type physique ; une troisième colonne montrant la différence entre son incidence sur les délinquants et son incidence sur les non-délinquants appartenant à chaque type physique.

Si les intitulés *horizontaux* impliquent une association étiologique, ou de criminogénèse, les intitulés *verticaux* sont aussi importants. D'abord, ils permettent d'étendre l'analyse de la criminogénèse, en offrant une base susceptible d'aider à déterminer si la différence d'incidence du trait de personnalité entre délinquants et non-délinquants appartenant à un autre type physique donné est plus ou moins grande que les différences chez l'un de plusieurs des autres types physiques.

Mais la colonne verticale de chaque table est également importante, parce qu'elle fournit un indice sur *l'orientation probable d'une tendance vers l'extrême développement constitutionnel de la continuité biosociale*. Nous avons admis que l'importance du rôle respectif des influences héréditaires et des influences de milieu dans l'établissement d'un trait de la structure de la personnalité peuvent s'étaler suivant une continuité biosociale bipolaire. A l'un des extrêmes se trouvent les traits de personnalité qui prennent leur source directement dans un complexe provenant d'un facteur d'hérédité spécifique ou qui sont plus indirectement héréditaires à travers le fonctionnement du système glandulaire ; à l'autre extrême nous trouvons des traits de personnalité qui ne sont que faiblement déterminés par l'hérédité et qui sont dans une très large mesure conditionné par des facteurs socioculturels.

En l'état actuel de nos connaissances il est impossible de déterminer le degré exact de participation de « l'inné » et de « l'acquis » à la formation de la structure des différents traits de personnalité. Cependant, les données verticales de nos tables nous ont permis de faire, en cette importante matière, des inductions raisonnables : lorsque l'incidence d'un trait de personnalité varie d'une façon significative parmi les types physiques de *non-délinquants* (à savoir qui n'est pas compliqué par une association quelconque avec la délinquance), nous pensons raisonnablement pouvoir en déduire que ledit trait est orienté vers l'extrême constitutionnelle des composantes biosociales.

Car il paraît improbable que des constitutions physiques soumises à des influences embryonnaires et à des caractéristiques physiques différentes telles que le mésomorphe musclé et athlétique et l'éctomorphe fragile et mince possèdent par exemple en *égale* incidence des traits de personnalité tels que la *sensibilité* par exemple. Et, en vérité, la table de corrélation concernant ce trait démontre clairement que les mésomorphes en tant que groupe (qu'ils soient délinquants ou non délinquants) sont moins sensibles, comme on pouvait s'y attendre, alors que les éctomorphes sont plus sensibles. Cette théorie nous a permis alors de déterminer parmi les nombreux traits de personnalité en présence, quels étaient ceux que l'on pouvait vraisemblablement attribuer plus à l'influence de l'hérédité qu'à celle du milieu dans la continuité biosociale. Et, cette théorie s'est trouvée renforcée par le fait que nous n'avons *pas* trouvé dans la grande majorité des tables concernant les facteurs *socioculturels* — par opposition aux traits biologiques — de variation importante d'incidence parmi les *non-délinquants* des quatre types physiques.

Par l'analyse systématique de tous les traits de caractère et de personnalité et de tous les facteurs suivant l'orientation indiquée, il a été établi dans l'étude que nous exposons que l'on doit indiscutablement tenir compte du type physique aussi bien pour l'étude de la criminogénèse que pour les méthodes de traitement et de prévention. En effet, en dépit du fait que cette analyse a révélé un *fond commun* considérable de traits de caractère et de personnalité et de facteurs dont l'incidence ne présentait pas de différences significatives chez les délinquants et les non-délinquants, il a été établi une variété de traits qui se rattachant *respectivement* davantage à un ou à deux types physiques qu'aux autres types de traits qui ont de toute évidence une *répercussion criminogène plus forte* sur un ou deux types corporels que sur les autres types, et un nombre de facteurs socioculturels se rattachant surtout à la vie familiale, qui exercent des *influences variées sur la délinquance*, suivant les types physiques, quelques-uns d'entre eux par exemple, jouant un rôle marqué pour les éctomorphes, alors que d'autres jouent ce rôle pour les mésomorphes.

Avant de terminer l'exposé de ma participation à cette étude d'ensemble, je voudrais vous parler de plusieurs questions de méthodologie qui appuient la vraisemblance des résultats. Tout d'abord, au cours des premiers relevés des données destinées à notre ouvrage « *Unraveling juvenile Delinquency* », données où nous avons puisé les matériaux de la présente étude, aucun des experts de l'une quelconque des disciplines intéressées par

ledit travail en matière anthropologique, psychiatrique, psychologique ou socio-culturelle n'a été autorisé à connaître les résultats obtenus par les autres experts dans les cas étudiés par eux. Cette précaution a été prise afin d'éviter que les experts ne se voient influencés dans leurs décisions et afin d'éviter aussi les raisonnements circulaires. Cependant quand nous avons réuni tous les matériaux, nous avons trouvé que les résultats provenant des différents groupes présentaient un haut degré de cohésion et d'harmonie.

En second lieu, nous rappellerons qu'au cours de l'opération initiale du groupement 2 par 2, chaque délinquant était rapproché d'un non-délinquant ayant la même origine ethnico-raciale et le même âge [1]. Ces contrôles méthodologiques montrent toute l'importance des différences d'incidence des traits entre délinquants et non-délinquants des différents types physiques qui ressortent de l'analyse.

En terminant ma participation à l'exposé concernant la publication de l'ouvrage « *Physique and Delinquency* », je ne manquerais pas de faire ressortir une caractéristique importante de la criminologie américaine. Aux Etats-Unis la criminologie a subi un mouvement pendulaire, au cours de ce siècle : après s'être appuyée avec force sur les doctrines de Lombroso et sur l'hérédité pathologique comme explication fondamentale de l'attitude criminelle, elle s'est appuyée avec une égale force sur le conditionnement socioculturel et les théories sociologiques unilatérales. Les ouvrages américains de criminologie sont aujourd'hui presque exclusivement écrits par des sociologues. Au cours des recherches que Mrs. Glueck et moi-même avons faites, nous sommes restés sainement éclectiques. La nature humaine et la société humaine sont trop complexes pour que l'on puisse se permettre des généralisations faciles sur le rôle absolument prédominant, soit de la donnée, soit de l'acquis dans toute forme de comportement, et spécialement ces normes de conduite variées qui ont en commun le seul fait qu'elles ont été interdites par un code pénal. Les résultats exposés dans notre ouvrage « *Physique and Delinquency* », selon lesquels on ne peut ignorer la question de la constitution physique dans l'analyse du complexe étiologique impliqué dans l'attitude criminelle ne signifient pas naturellement que l'on puisse ignorer les influences socioculturelles. Nous avons d'ailleurs ensuite l'intention d'analyser plus à fond les différents facteurs de *milieu* que nous avons discutés dans « *Unraveling Juvenile Delinquency* », dans toutes leurs relations avec la structure de la personnalité et la criminogénèse — Par conséquent, nous avons la conviction que des criminologues à orientation sociologique ne seront pas enclins à conclure trop rapidement qu'en analysant les zones constitutionnelles d'influence criminogène nous nous sommes livrés à une interprétation de l'attitude criminelle exclusivement biologique.

1. La liste complète des « paires » est donnée dans *Unraveling Juvenile Delinquency*, p. 218-306 et nous vous invitons à consulter les chapitres I-IV qui traitent de la méthodologie.

DEUXIÈME PARTIE

MÉTHODE ET CHAMP D'APPLICATION DE L'ENQUÊTE

Exposé d'Eleanor T. GLUECK
Research associate in Criminology Harvard Law School
Cambridge (Mass., U.S.A.).

M. le Professeur Glueck a exposé l'orientation générale et les buts de l'ouvrage « *Physique and Delinquency* ». Il a brièvement indiqué quelle est la méthode d'analyse des 67 traits et des 42 facteurs socioculturels, et a indiqué que nous avions trouvé des différences d'une importance primordiale, non seulement entre les caractéristiques des types physiques des non-délinquants (qui constituent notre norme), mais aussi entre les influences de certains traits et de certains facteurs socioculturels sur la délinquance des types physiques.

Puisque nous n'avons pas la possibilité de présenter les résultats actuels de notre étude, sauf en insistant, comme nous l'avons déjà fait, sur le point qu'à partir de maintenant nous ne pouvons plus ignorer l'influence du physique, soit sur la criminogénèse, soit sur le traitement de la délinquance dans ses aspects thérapeutiques ou préventifs, je dois également limiter ma participation à cet exposé commun uniquement à des considérations générales de méthode et de champ d'application, dans l'espoir cependant que nous réussirons à éveiller suffisamment votre intérêt pour garantir un examen attentif de notre ouvrage.

Le contenu des tables a été exposé. Afin de montrer comment l'analyse des traits nous a conduit à leur synthèse inductive, nous ferons remarquer que leur association avec la délinquance aussi bien que leurs relations avec la constitution rentrent dans des catégories significatives.

En ce qui concerne l'association des traits avec la délinquance (qui représente l'intitulé *horizontal* des tables) nous avons trouvé qu'il existait quatre groupes :

Groupe 1. — Traits que nous n'avons pas estimé, dans « *Unraveling Juvenile Delinquency* », être en rapport avec la délinquance (c'est-à-dire qui ne distinguent pas les délinquants dans leur ensemble des non-délinquants dans leur ensemble) et que dans la nouvelle analyse de « *Physique and Delinquency*», nous n'avons pas estimé non plus distinguer les délinquants des non-délinquants, de n'importe quel *type physique.*

Groupe 2. — Les traits que nous n'avions pas estimé au début distinguer les délinquants dans leur ensemble des non-délinquants dans leur ensemble, mais que nous trouvons maintenant distinguer les délinquants des non-délinquants *d'un ou de plusieurs types physiques.*

Groupe 3. — Les traits que nous avions estimé dans « *Unraveling Juvenile Delinquency* » distinguer les délinquants des non-délinquants dans leur ensemble, mais qui ne présentent pas une différenciation significativement plus grande parmi les délinquants et non-délinquants d'un groupe physique donné que parmi tout autre.

Groupe 4. — Des traits que dans « *Unraveling Juvenile Delinquency* » nous avions estimé distinguer les délinquants des non-délinquants dans leur ensemble, et que nous trouvons maintenant distinguer les délinquants de quelques types physiques plus que d'autres.

Pour déterminer si un trait en rapport avec la délinquance peut être considéré comme ayant une *orientation constitutionnelle* (ce que l'on induit de la donnée verticale de la table) quatre catégories se dégagent également :

Type A. — traits qui varient de façon significative en incidence suivant les quatre types physiques de non délinquants mais que nous n'avons pas estimé varier parmi les types physiques des délinquants.

Type B. — traits qui varient de façon significative suivant les types physiques aussi bien des *non-délinquants que des délinquants.*

Type C. — traits qui ne varient pas de façon significative parmi les types physiques de non délinquants mais le font parmi ceux des *délinquants.*

Type D. — traits qui ne varient pas plus de façon significative suivant les types physiques des *non-délinquants que suivant ceux des délinquants.*

Par l'établissement de ces catégories auxquelles nous arrivons par induction, il est possible de classer les traits en des normes qui comprennent aussi bien le rapport avec la délinquance des types physiques qu'avec l'orientation constitutionnelle probable de certains traits.

En déterminant au moyen de l'analyse détaillée de chaque table à la fois le groupe et le type auquel appartient un trait, nous obtenons treize types de groupes (*groupes-types*).

Une seule illustration de la façon dont chacun des 67 traits a été analysé devrait suffire. Dans le *groupe-type* 2-*C*, (a) il n'y a pas de différence importante entre le total des délinquants et le total des non-délinquants dans l'incidence d'un trait ; (b) cependant, une influence criminogène se révèle au sein de l'un ou l'autre des types physiques ; (c) des traits de ce type de groupe différent en incidence suivant les caractéristiques physiques des délinquants ; mais (d) ne varient pas en incidence suivant les types physiques des non-délinquants, par conséquent on ne peut pas dire qu'ils aient une orientation constitutionnelle. *Ainsi, bien que nous n'ayons pas trouvé que les traits du type de groupe* 2-*C soient généralement associés avec la délinquance, ni qu'ils aient une orientation constitutionnelle, quand il s'agit d'une division par types physiques, nous avons trouvé que ces traits étaient associés avec la délinquance de l'un ou l'autre des types physiques.*

Il s'avère qu'il y a deux traits de ce genre, à savoir, le haut degré *d'intelligence d'exécution et le sentiment de ne pas être l'objet d'attention.* En ce qui concerne le premier de ces traits, s'il en existe chez les garçons du type physique *équilibré*, il les rend plus portés à la délinquance que s'il se présente chez des *mésomorphes* ; le deuxième trait, *le sentiment de ne pas être l'objet d'attentions* entraînera vraisemblablement à la délinquance plutôt dans le cas où il s'agit de *mésomorphes* que lorsqu'il s'agit de garçons d'autres types physiques. Après avoir terminé le résumé des 67 traits par types de groupe, nous avons ensuite déterminé quels étaient les effets des 42 facteurs socioculturels sur la délinquance des types physiques.

La supposition implicite selon laquelle le « milieu » ou la « culture » exerce un effet *uniforme* sur la grande variété de personnes soumises aux *stimuli* socioculturels, et provoque des réactions identiques desdites personnes, est l'une des erreurs les plus communes que l'on rencontre non seulement au cours de l'étude de la délinquance mais encore au cours de l'étude d'autres problèmes sociaux.

Mais, dans la mesure où le comportement à l'étude est toujours le résultat de l'interaction de l'organisme et du milieu, et comme les organismes diffèrent fortement l'un de l'autre à l'origine, on ne peut conclure que les réactions à *stimuli* identiques seront nécessairement uniformes ; par exemple on ne peut conclure que tous les garçons ou que même la majorité d'entre eux qui vivent dans les « zones de délinquance » deviendront obligatoirement des délinquants, ou que tous les garçons ou la plupart d'entre eux qui vivent dans une région où prospèrent les bandes feront partie *ipso facto* de ces bandes. Nous pourrions dire la même chose d'un grand nombre d'autres influences qui peuvent s'exercer sur des frères et sœurs vivant dans l'atmosphère culturelle du foyer qu'ils partagent.

Dans notre ouvrage « *Physique and Delinquency* » nous cherchons à déterminer les *variations* d'influence sur la délinquance (telles qu'elles se reflètent dans la divergence des réactions qui s'exercent sur les quatre types physiques par certains aspects de leur milieu).

La méthode d'analyse des facteurs socio-culturels est quelque peu différente de celle que l'on utilise pour les traits de personnalité et de caractère. Comme nous l'avons vu dans ce dernier domaine, l'incidence d'un trait chez les *non-délinquants* jouait un rôle important, non seulement en tant que contrôle des délinquants des quatre types physiques, mais également comme base de détermination de l'orientation constitutionnelle probable d'un trait. En ce qui concerne les facteurs socio-culturels nous concentrons notre attention uniquement sur les *délinquants.* Il est évident que la question de l'orientation constitutionnelle des traits n'a pas d'intérêt lorsqu'on étudie les facteurs sociaux. Il est raisonnable, comme l'a fait remarquer le Professeur Glueck, d'employer les variations d'incidence des facteurs socioculturels chez les *délinquants* uniquement comme critère de l'influence desdits facteurs sur la délinquance des garçons des quatre types physiques, et cette observation est appuyée par le fait que dans les tables comportant des facteurs socio-culturels on a rarement trouvé de variation significative d'incidence de ces influences de situation parmi les types physiques de *non-délinquants.* Certainement on ne peut donner d'autre explication raisonnable des variations d'incidence des facteurs socio-culturels parmi les non-délinquants des quatre types physiques que celle du pur hasard, car de toute évidence le type physique d'un garçon n'est pas déterminé par les conditions du milieu, dans lequel il se trouve par hasard, mais le type physique peut avoir quelque influence sur la façon dont le garçon *réagit* à la pression du milieu, réaction qui se traduit par la délinquance ou par tout autre phénomène de conduite.

Il suffira de donner deux exemples de l'analyse des facteurs socio-culturels. En premier lieu, en ce qui concerne les *possibilités de détente au foyer*, non seulement la table indique que les parents des garçons délinquants

n'accueillent pas chez eux les amis de leurs enfants, mais encore qu'ils prennent infiniment moins de dispositions pour organiser les heures de récréation de leurs fils que les parents des non-délinquants. Il est certain qu'ils ne leur laissent aucun espace spécial pour jouer ; et c'est bien rarement qu'ils leur donnent un jouet ou un livre. Nous avons trouvé que l'absence de possibilités appropriées de prendre des récréations dans leur foyer entraînait plutôt à la délinquance le type de garçon *mésomorphe*, énergique et musclé, que l'*endomorphe* obèse, nonchalant et qui tient à son confort.

Voici un deuxième exemple de l'analyse du facteur socio-culturel. Une des découvertes les plus frappantes de notre ouvrage « *Unraveling Juvenile Delinquency* » et qui permettra de faire des prédictions en distinguant les délinquants en puissance des non-délinquants, est la différence marquée dans les incidences de *cohésion* dans les familles de délinquants et dans celle de non-délinquants. Nous avons découvert que le manque d'unité de la vie de famille (« la maison est tout juste un endroit où accrocher son chapeau », et où l'égocentrisme de chaque membre dépasse son intérêt dans le groupe), se recontrait bien plus fréquemment dans le groupe des délinquants que dans celui des non-délinquants. Au cours de ces nouvelles recherches, la division en types corporels révèle que ces situations de famille désunies exercent un effet nocif plus étendu sur les *éctomorphes* sensibles que sur les *mésomorphes* vigoureux ou sur les *endomorphes* nonchalants.

Nous en avons terminé avec la méthode d'analyse et de synthèse des tables. Nous dirons à présent un mot de certaines autres caractéristiques de l'ouvrage « *Physique and Delinquency* ».

Avant d'intégrer les résultats classés par types physiques aux fins de montrer comment les types physiques des non-délinquants (qui constituent la norme), diffèrent les uns des autres, et de montrer quels sont les traits et les facteurs socio-culturels qui exercent une influence spéciale sur la délinquance de chaque type physique, nous indiquons en premier lieu quels sont les traits et les facteurs socio-culturels qui n'affectent pas de façon différente les types physiques et qui constituent « la base commune » à laquelle faisait allusion le professeur Glueck. Le fait que certains traits et certains facteurs sont également associés à la délinquance indépendamment de la structure physique est aussi important à noter que le fait que d'autres traits et d'autres influences socio-culturelles jouent un rôle différentiel parmi les types physiques.

L'intégration des résultats classés par types physiques, bien qu'elle donne nécessairement des portraits imparfaits de chaque phsyique, sont cependant plus que suggestives. Par exemple, l'une des caractéristiques très frappante des résultats en ce qui concerne l'un des types physiques, à savoir les *éctomorphes*, est leur *tendance à trop réagir*, sous la forme de conduite délinquante aux pressions et aux tensions de la vie familiale. Ceci se comprend plus facilement en tant que résultat de la connaissance que nous avons tirée de la formation constitutionnelle fondamentale, spécialement en ce qui le rend spécialement perméable aux influences du milieu.

Ceci ne constitue qu'un petit fragment de la mosaïque des résultats. Parmi les contributions de la présente étude à notre connaissance de la criminogénèse, nous pouvons citer l'isolement des groupes de traits et de

facteurs socio-culturels, qui, combinés, permettent de distinguer avec acuité les délinquants des non-délinquants au sein de chaque type physique. Ces éléments non seulement servent de procédés plus rafinés d'identification des délinquants en puissance, mais ajoutent également aux connaissances cliniques, si nécessaires à l'amélioration du traitement de la délinquance juvénile.

Dans un chapitre de notre ouvrage « *Physique and the Management of Juvenile Delinquency* », nous suggérions que même si d'autres recherches confirmaient nos résultats établissant que 60% des délinquants (du moins dans les districts urbains désorganisés) sont du type physique *mésomorphique*, ce qui suggère la concentration des efforts prophylactiques et thérapeutiques sur les *mésomorphes* de la population enfantine, les caractéristiques spéciales de types physiques de l'autre catégorie, nous montrent avec acuité qu'il est indispensable de considérer et d'étudier de manière diverse la prévention et le traitement du comportement anti-social des garçons appartenant à des structures physiques différentes. Il existe assez de preuves des différences, au sein des groupes de traits de caractères et de facteurs socio-culturels, qui exercent une influence sélective sur la délinquance des types physiques, pour qu'à juste titre l'on tienne compte des variations de structures physiques dans l'organisation des programmes généraux de prévention et de contrôle et dans l'application de mesures thérapeutiques au traitement individualisé des délinquants.

C'est la personnalité dans son ensemble qui joue un rôle dans le comportement, et non des parcelles indépendantes et dissociées de ladite personnalité ; nous insistons donc sur ce point que toutes suggestions relatives au traitement de la délinquance devrait tenir compte de la morphologie physique en s'attachant spécialement à ces traits découverts au cours des recherches qui donnent un *potentiel* de délinquance différent, suivant chacun des types physiques, à ces traits et facteurs socio-culturels qui, on l'a démontré, exercent une répercussion criminogène *excessive* sur l'un de ces types physiques, à ces traits et à ces influences socio-culturelles qui sont « criminogènes » bien que l'on n'aie pas pu démontrer que leur répercussion variait suivant les types physiques.

Si nous vous donnions des précisions sur les changements innombrables qui se sont produits au cours de nos réflexions et du traitement statistique des données de la présente enquête, et sur le nombre incalculable de fois que nous avons dû reécrire notre manuscrit, nous craindrions de vous décourager d'entreprendre un travail analogue. Par exemple, nous nous sommes servis de 8.000 estimations environ, sur lesquelles 5.000 environ apparaissent dans notre travail définitif. Pour une grande part elles servent à permettre de déterminer la portée statistique de nos résultats. Je vous assure, cependant, que ces calculs ne gênent pas la lecture de notre ouvrage, que nous avons cherché à rendre « clair » et « agréable ». Nous avons fait de notre mieux pour nous assurer que les résultats soient solidement étayés et interprétés d'une manière modérée.

Colloque du XX^e Anniversaire de la Revue de Science criminelle (19-20-21 avril 1956)[1]

III. L'ORGANISATION DES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION

Séance du 21 avril 1956

Sous la Présidence de M. PATIN,
Président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

RAPPORT ORAL DE M. GOLLETY

Premier juge d'instruction auprès du Tribunal de la Seine.

Le Code d'Instruction criminelle de 1808, notre actuel Code, comporte deux livres seulement. Le Livre I est intitulé « De la police judiciaire et des officiers de police qui l'exercent », alors que le livre II comprend toute l'organisation et le fonctionnement des juridictions et c'est dans le Livre I, sous le titre « Police judiciaire » que nous trouvons toutes les dispositions concernant les officiers de police judiciaire, le Procureur de la République, les juges d'instruction et le fonctionnement de l'instruction préparatoire

Ce Livre I, « De la police judiciaire et des officiers de police judiciaire », peut être entièrement résumé par l'article 1 du Code d'Instruction criminelle : « La police judiciaire recherche les crimes, les délits, les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir ».

Voici le cadre de notre débat. Les trois opérations préalables à tout jugement, la recherche des infractions, l'instruction de l'affaire, la livraison des coupables aux juridictions, peuvent être, en tout ou en partie, confiées suivant les systèmes, à la police judiciaire, c'est-à-dire à des policiers, à des magistrats du Parquet, à une juridiction collégiale, à un juge unique (ce sera le juge d'instruction) voire même à une commission, commission d'instruction de la Haute Cour ou commission d'enquête parlementaire.

Mais nous allons être obligés d'ouvrir une petite parenthèse sur une question qui a été assez débattue, c'est la question du juge d'instruction et des fonctions d'officier de police judiciaire.

Avant d'étudier l'ossature des juridictions d'instruction, de préciser

1. Cf. cette *Revue*, 1956, p. 479 et 775.

la nature des actes à accomplir au cours de l'instruction, on est quelquefois étonné de voir rassemblés entre les mains du même personnage des actes de juge et des actes de police judiciaire. Il est, en effet, difficile de cataloguer les actes du juge d'instruction ; plusieurs Chambres des Mises en Accusation s'y sont essayées, elles n'ont pas toujours été approuvées. Des actes de constatation ? Nous nous transportons, nous mesurons des locaux, nous recherchons les traces d'un crime : qu'est-ce que c'est ? Nous faisons des actes d'administration et les actes les plus faciles à cataloguer sont les actes juridictionnels.

Je n'ai pas prononcé le mot « actes de police judiciaire » mais vous l'avez tous deviné. On est donc choqué de voir le juge d'instruction être un juge et un officier de police judiciaire. Si le juge était officier de police judiciaire, il était officier de police judiciaire supérieur comme le Procureur de la République, et c'était, en effet, une manière heureuse de les mettre tous les deux sur un pied d'égalité. Mais vous n'ignorez pas que tous les officiers de police judiciaire étant sous la surveillance du Procureur Général, il était difficile de maintenir ce système. Le projet de Code de procédure pénale a enlevé au juge d'instruction la qualité d'officier de police judiciaire, mais voyons l'exposé des motifs :

« Le juge d'instruction n'a plus la qualité d'officier de police judiciaire en laquelle il était soumis à la surveillance du Procureur Général ». C'est clair, c'est simple, nous ne sommes plus P.J.,mais en réalité ce n'est pas aussi simple : « Cette qualité lui était, d'ailleurs, inutile, poursuit l'exposé des motifs, dès lors qu'on lui reconnaît par des dispositions particulières expresses les pouvoirs qu'il détenait en tant qu'officier de police judiciaire ; pouvoir de requérir la force publique, de procéder à des enquêtes, perquisitions, saisies, flagrants délits, de recevoir des plaintes ».

Voilà un juge d'instruction auquel on est obligé de restituer les pouvoirs qu'a la police judiciaire pour faire des actes semblables.

Pourquoi est-on choqué de cette dualité ? Tout simplement parce que les officiers de police judiciaire étaient placés sous la surveillance du Procureur Général. On aurait pu dire que certains officiers de police judiciaire tels que le juge d'instruction n'étaient pas placés sous le contrôle du Procureur Général, mais on a préféré ôter cette qualité au juge d'instruction tout en lui en rendant les pouvoirs.

Voilà une question simple, qui a fait couler beaucoup d'encre et qui est, à mon avis, résolue d'une façon tout ce qu'il y a de plus heureuse dans le nouveau Code de Procédure pénale.

Ceci dit, revenons à l'organisation proprement dite des juridictions d'instruction. Le système français est très harmonieux ; il admet de nombreuses solutions, par exemple l'instruction faite par la police judiciaire dans la citation directe, il admet encore l'instruction dans les flagrants délits, mais un magistrat du Parquet intervient pour clôturer la procédure, et même si l'inculpé ne peut être jugé immédiatement, le tribunal ne fait que le placer sous mandat de dépôt, laissant à l'inculpé le soin de préparer lui-même sa défense.

Quant à l'instruction proprement dite, elle est facultative ; les rédacteurs du Code d'Instruction criminelle de 1808 ont voulu que le juge d'instruction

soit un personnage important, puissant, n'intervenant qu'en cas de besoin. Les discussions ont été vives au Conseil d'Etat, plusieurs opinions se sont affrontées : les uns voulaient placer la juridiction pré-judiciaire au sein du Tribunal de 1re instance, les autres la voulaient mettre au sein de la Cour impériale pour la mettre à l'abri du magistrat isolé, inaccessible. Le système adopté en droit français ne fut que le résultat de compromis d'opinions et de compromis de systèmes.

Mais ce système a évolué depuis le Code de 1808, qui avait prévu un juge d'instruction, une Chambre du Conseil, une Chambre d'Accusation, c'est-à-dire un système compliqué. Le juge d'instruction saisissait la Chambre du Conseil, cette Chambre était seule à pouvoir dessaisir le juge, le juge instruisait librement, mais la Chambre pouvait déclarer la procédure incomplète ; une fois la procédure terminée, la Chambre absorbait le juge d'instruction et statuait avec lui. Mais, dit le rapporteur de la loi de 1856, « dès que le juge d'instruction entre en séance au sein de la Chambre du Conseil, c'est lui qui connaît le dossier ; il dicte la loi, impose sa volonté, et la Chambre du Conseil ne fait qu'approuver ».

Une loi du 24 avril 1855 a fait à l'époque un grand bruit, je l'ai constaté dans les travaux préparatoires. C'était la loi qui autorisait le juge d'instruction à donner, d'accord avec le Parquet, mainlevée des mandats de dépôt. Cette loi avait touché le public et avait eu, paraît-il, un énorme retentissement. Elle devait être suivie d'une loi de 1856, celle dont nous célébrons aujourd'hui le centenaire, dont le rapporteur jugeait ainsi l'expérience de quarante-cinq ans : « Tandis que les Chambres d'Accusation fonctionnent avec une merveilleuse précision depuis quarante-cinq ans, les Chambres du Conseil, il faut le dire, n'apportent à l'administration de la justice qu'un concours imparfait et peu utile. Les pouvoirs de la Chambre du Conseil furent dévolus alors au juge d'instruction. Le sentiment profond de sa responsabilité agrandie et surveillée ne peut qu'attacher plus intimement encore à son devoir ce magistrat laborieux et intègre qui consacre toute son existence à la recherche de la vérité judiciaire ».

Voilà comment on parlait à ce moment-là, au Parlement, des juges d'instruction.

Cette loi de 1856, qui devait donner au juge d'instruction pour la première fois le pouvoir, en fin d'information, de prononcer des ordonnances de renvoi, fut accueillie avec faveur dans le public. En matière criminelle, on ne comprenait d'ailleurs pas l'existence de cette Chambre du Conseil ; cette Chambre du Conseil dont les avis étaient purement facultatifs et étaient revus entièrement par la Chambre des Mises en Accusation, n'avait aucune utilité, elle fut également supprimée en matière criminelle.

Notons que lorsqu'en 1856 on proposa la suppression des Chambres du Conseil, on ne faisait que se souvenir de l'avis de l'Empereur qui, au cours des travaux, avait souhaité formellement que les juges inférieurs soient seuls investis du pouvoir d'instruire sous la seule surveillance des Cours d'appel. Il avait fallu près de cinquante ans pour reprendre les avis que Napoléon avait émis au Conseil d'Etat.

Je ne parlerai pas de la loi de 1897, ce serait occuper des heures pour traiter cette question que tout le monde connaît. De la loi du 7 février 1933 nous

oublierons toutes les innovations qui devaient être abrogées par la loi du 9 juillet 1934 et par la loi du 25 mars 1935, mais cependant nous devons mentionner et retenir la modification importante de l'article 90 du Code d'Instruction criminelle qui interdit désormais au juge d'instruction de confier l'interrogatoire de l'inculpé à un officier de police judiciaire auxiliaire. Cette excellente réforme renforce l'équilibre du système français en plaçant devant l'inculpé un seul interlocuteur, le juge d'instruction. Il était en effet très fâcheux qu'en matière d'interrogatoire de l'inculpé on puisse admettre une hiérarchie, hiérarchie que ne manquaient pas de faire valoir les avocats ; interrogatoire par le juge et interrogatoire secondaire confié à la police judiciaire. Donc désormais un seul interlocuteur devant l'inculpé, le juge d'instruction.

Nous en arrivons maintenant à des textes qui n'ont pas vu le jour. D'abord le Code élaboré sous la présidence de M. le Procureur général Matter, terminé et imprimé en 1939, qui ne vit jamais le jour mais qui contenait cependant des dispositions heureuses, sans toutefois changer l'organisation judiciaire actuelle. Puis le Code élaboré sous la présidence de M. le Professeur Donnedieu de Vabres qui mérite d'être cité, car en matière d'organisation judiciaire il avait innové.

Il est nécessaire de lire l'exposé des motifs de ce Code, pour voir quelles ont été à l'époque les préoccupations des rédacteurs. On y lit notamment : « La phase de l'instruction préparatoire est aujourd'hui dominée par le principe de la séparation de l'instruction et de la poursuite... ». Vous voyez déjà que c'est ce principe que le Code Donnedieu de Vabres a essayé de supprimer. « Le soin de diriger les recherches, d'arrêter, de détenir l'inculpé, de statuer à l'issue de l'information sur le renvoi à la juridiction de jugement, est confié au magistrat indépendant, le juge d'instruction. L'exercice de la poursuite est réservé au Procureur de la République. En pratique, l'action du juge est limitée par l'insuffisance de ses rapports avec la police judiciaire, — on nous reproche d'en avoir trop, l'exposé des motifs indique qu'il n'y en a pas assez, — ...et par le caractère contradictoire qu'a revêtu de plus en plus l'information, tandis que le Procureur de la République, disposant d'un rang supérieur dans la hiérarchie judiciaire, a la haute main sur l'instruction. A ce désaccord de la théorie et de la pratique, il est urgent de remédier car il compromet à la fois l'efficacité des recherches et les intérêts légitimes des parties ».

Comment ce Code atteignait-il ce but qu'il venait de s'assigner par cet exposé des motifs ? Par une interversion des rôles. Le Procureur de la République titulaire de l'action publique avait désormais en même temps l'initiative de la poursuite et la charge de l'information. Et s'il avait vu le jour, on aurait assisté au spectacle du Procureur de la République pouvant, aux différents stades de l'instruction, faire des perquisitions, des auditions de témoins, des interrogatoires, des confrontations, délivrer des commissions rogatoires, faire des expertises, délivrer des mandats, y compris les mandats de dépôt et d'arrêt conformément aux ordres reçus de ses supérieurs.

Mais au-dessus du Procureur de la République, il y avait un magistrat de rang supérieur, le juge de l'instruction.

Ce juge avait une mission de contrôle dans l'intérêt des parties : il devait recevoir avis du réquisitoire, simplement, et non pas le juger contrairement à ce que dit l'exposé des motifs, qui n'est d'ailleurs pas conforme au texte. Il dit que le juge d'instruction apprécie les réquisitoires ; pas du tout, ils lui sont notifiés et à partir du moment où le Procureur de la République a envoyé son réquisitoire introductif au juge de l'instruction, il a transformé de lui-même son enquête officieuse en information judiciaire.

Le juge de l'instruction devait, d'autre part, recevoir les plaintes et constitutions de partie civile, régler les incidents après communication du dossier et enfin procéder au règlement des dossiers. Les ouvertures d'information étaient donc le fait du Procureur de la République qui en avisait le juge de l'instruction (art. 52). En somme, un Procureur de la République pouvait très bien effectuer ou faire effectuer une enquête officieuse jusqu'à la limite de ses pouvoirs, et lorsqu'ils lui paraissaient insuffisants, signer lui-même un réquisitoire introductif, et l'envoyer au juge de l'instruction qui n'avait aucun pouvoir pour modifier ce réquisitoire introductif.

Je ne crois pas que les Procureurs de la République aient vu d'un très bon œil ce Code, et si on revit certaines affaires, celles à teinte politique notamment, on voit mal le Procureur de la République recevoir la liste des domiciles où il aurait pu faire des perquisitions. Enfin quand le Procureur de la République veut terminer son dossier, c'est encore lui qui fait l'exposé des motifs et le juge de l'instruction ne fait que lui donner une espèce de bénédiction. Le juge de l'instruction se bornant à rendre une ordonnance de renvoi ou à ordonner un supplément d'information.

Analysons le système. Qu'est ce qu'on a voulu faire ? Fortifier l'action de la police judiciaire ? Ce n'est pas ce qu'on nous dit à l'heure actuelle. Diminuer les abus de l'enquête officieuse ? On la poussait jusqu'à ses limites. Remédier à l'insuffisance des pouvoirs du juge d'instruction ? On les supprimait. Confier au juge de l'instruction des pouvoirs que n'avait pas le juge d'instruction ? Qu'avait-on fait ? On avait rendu le Procureur de la République tout puissant.

Quant au juge d'instruction, on l'avait supprimé et ce magistrat qu'on appelait juge de l'instruction n'était autre qu'une Chambre du Conseil à juge unique. La Chambre du Conseil était rétablie, on en revenait au régime d'avant 1856 mais sans juge d'instruction.

Le Code Donnedieu de Vabres maintenait au-dessus de ce système une Chambre des Mises en Accusation avec des pouvoirs très réduits.

Ce système n'a pas résisté à l'examen de la nouvelle Commission et on s'est orienté vers le système qui était prévu par le Code d'Instruction criminelle de 1808.

Il faut, en effet, établir une espèce d'équilibre. On parle souvent de l'indépendance des juges d'instruction et on croit nous défendre en prétendant que nous sommes entre les mains du Parquet. Je crois qu'on peut élaborer tous les textes que l'on veut, cela dépendra toujours des hommes. On croit nous défendre en prétendant que nous ne sommes pas indépendants, ce n'est pas très élogieux mais on oublie toujours de citer des cas précis. Il ne faut pas perdre de vue que le juge d'instruction, sauf le cas où une procédure est clôturée par une ordonnance de non-lieu, a pour tâche de livrer aux tribu-

naux les auteurs d'infractions. Or, à cette audience, en face de l'avocat qui connaît parfaitement la personnalité de l'inculpé, qui tient souvent de l'inculpé lui-même la relation exacte des faits et qui, depuis 1897, connaît ou, tout au moins, a la possibilité de connaître parfaitement le dossier, il y aura un magistrat du Parquet qui en général n'aura même jamais vu l'inculpé, n'aura jamais eu un contact humain quel qu'il soit avec lui, et qui aura cependant pour mission de défendre ce dossier, de défendre la société avec le seul dossier établi par le juge d'instruction.

Cette confiance que le Parquet nous accorde devrait nous faire réfléchir. L'indépendance est trop souvent confondue avec lenteur et paresse, l'indépendance des juges d'instruction, au vrai sens du mot est la meilleure garantie du Parquet. Pensez que le dossier va être mené entièrement par le juge d'instruction ! L'interrogatoire bien conduit, dans lequel un individu a reconnu des faits précis, peut se terminer par une ordonnance de non-lieu par le seul effet d'une instruction du Parquet. Lorsque le Procureur de la République met une affaire à l'instruction, il abandonne réellement au juge d'instruction la plénitude de ses pouvoirs, et c'est à ce dernier à lui rendre un dossier impeccable afin que l'audience se déroule sans incident.

Le système français qui consiste à avoir d'un côté un juge d'instruction avec des contacts humains et permanents avec l'inculpé, et de l'autre côté un substitut qui n'a aucun contact avec l'inculpé mais seulement le dossier, constitue un équilibre parfait. Le système actuel du Code, qui a été révisé, légèrement modifié, par la Commission du futur Code d'Instruction criminelle est bon. Je ne suis pas partisan des grands chamboulements, je crois qu'il est des réformes qui, comme la suppression des fonctions d'officier de police judiciaire, les pouvoirs accrus de la Chambre des Mises en Accusation, constituent à mon avis les meilleures garanties que l'on puisse souhaiter.

Je crois que la Commission du Code d'instruction criminelle a bien œuvré en adoptant le système du Code de 1808 et en ne partant pas sur les données du Code Donnedieu de Vabres qui avait réalisé une interversion complète des principes actuels.

RAPPORT ORAL DE M. VOUIN

Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.

Il y a eu un changement au programme, tout au moins au regard de ce que j'avais pensé. Je m'imaginais parler le premier et trouver là une excuse pour être infiniment bref, en vous disant : « Appelé à vous parler du magistrat instructeur, j'ai la bonne fortune d'en voir un ici, et lequel ! Ce que j'aurai de mieux à faire, ce sera de m'effacer devant lui le plus rapidement possible ; vous saurez mieux en l'écoutant qu'en m'entendant moi-même ce qu'est un excellent magistrat instructeur ».

En réalité, les choses se passent un peu différemment. Parlant le second, il m'a été indiqué quelle était ma tâche et ce serait de vous parler surtout de la Chambre des Mises en Accusation, peut-être parce que je passe pour avoir un certain faible à l'égard de cette juridiction.

Je demanderai la permission de remonter tout de même un peu plus haut

et de prendre mon départ de cette loi du 17 juillet 1856 dont le centenaire a déterminé l'inscription à notre programme de la question de ce matin.

J'ai été frappé, en relisant les travaux préparatoires des codes ou des lois, de voir combien, à chaque moment de notre évolution législative, on a jugé clair un principe qu'alors on estimait évident et que l'époque suivante, quelquefois assez vite, devait abandonner à la faveur d'un autre principe, susbstitué au premier et tenu pendant un temps, lui aussi, pour également certain.

En 1808, la Chambre du Conseil avait été désignée pour la fonction qui a été rappelée il y a un instant, sous l'influence d'une idée très simple, mais qui avait sa force, au résultat d'une expérience encore très récente, et qui avait son poids.

Dans l'un des rapports dont le Code de 1808 a été l'occasion, dans celui, plus particulièrement, qui concernait le Livre I, il a été indiqué très clairement que l'on avait plusieurs fois observé, dans les années précédentes, de graves inconvénients dans le droit accordé au directeur du jury de prononcer sur la valeur des charges et sur les préventions qui devaient en résulter. Cette décision isolée et souvent peu réfléchie offrait une sorte d'arbitraire qui ne pouvait subsister dans une législation mieux faite. Et c'est pourquoi les auteurs du Code de 1808 avaient confié à la Chambre du Conseil en matière d'instruction préparatoire la fonction que vous savez, estimant que, par son intervention, par sa constitution, son organisation même, par la forme collégiale sous laquelle elle était instituée, elle exclurait l'arbitraire dans la décision de clôture de l'instruction.

Eh bien, en 1856 le point de vue a changé radicalement. Il a changé au résultat d'une certaine expérience qui, elle aussi, avait évidemment son enseignement.

Je sais bien qu'il est de bonne politique, lorsqu'on veut introduire une réforme quelconque dans la législation, de suggérer que cette réforme se trouve déjà en partie dans la pratique, sinon dans la loi ou la jurisprudence, et que l'innovation ne sera pas si considérable qu'on aurait pu l'imaginer à première vue. Mais même en tenant compte de cet état d'esprit ou de cette habileté, que l'on peut prêter aux auteurs de la loi de 1856, il frappe tout de même de voir avec quelle clarté, avec quelle précision ils ont affirmé que leur loi n'apporterait aucun changement notable à l'état actuel des choses. Et dans les colonnes du Dalloz on trouve énoncé ceci, que déjà dans la pratique antérieure à l'année 1856, en ce qui concerne la qualification du fait, le juge d'instruction avait presque toujours une prépondérance considérable, de telle sorte que la plupart du temps ses deux collègues signaient l'ordonnance préparée par lui ; l'avis de la Chambre du Conseil, — car on parlait d'un avis, qui juridiquement était une décision, — se réduisant à une simple formalité, le projet qui est devenu la loi de 1856, disait-on alors, ne faisait que consacrer ce qui se passait la plupart du temps dans la pratique. Et le projet, disait-on, avait cet avantage positif de fixer le pouvoir de décision là où était en fait la responsabilité, c'est-à-dire d'attribuer ce pouvoir au juge d'instruction, notoirement responsable des décisions prises par la Chambre du Conseil.

Comment cette réforme a-t-elle été appréciée par la suite ? Pour nous

placer à mi-chemin entre nous, sans trop chicaner sur l'équilibre des deux moitiés du parcours, considérons l'« *Histoire de la procédure criminelle* », l'ouvrage célèbre d'Esmein. Il nous explique ce qu'a fait la loi de 1856 et nous dit qu'aux yeux des législateurs de 1808 cette réforme eût paru très grave, qu'elle leur aurait rappelé l'ancien règlement à l'extraordinaire prononcé par un seul juge, abus contre lequel les cahiers de 1789 avaient élevé des protestations nombreuses et véhémentes.

Mais la pratique avait montré que le juge d'instruction avait, dans la Chambre du Conseil, une influence prépondérante. Voilà ce qu'on a dit en 1856 pour justifier la loi nouvelle, et il faut reconnaître, dit Esmein, que cette observation était juste. Il note toutefois que dans des pays comme la Belgique, ou l'Italie, la Chambre du Conseil subsiste, avec toutefois des pouvoirs qui ne sont pas toujours très exactement ceux qu'avait prévus pour elle le législateur du Code de 1808.

Et il y a là une ouverture vers le droit comparé, une invitation, sans courir très loin, à considérer l'exemple de la Belgique qui a pour nous cet intérêt assez remarquable de conserver notre Code d'Instruction criminelle avec plus de fidélité que nous n'avons manifestée nous-mêmes à l'égard de ce document législatif. La Belgique a la Chambre du Conseil, d'ailleurs constituée par un magistrat unique ; et le juge d'instruction, qui ne se confond pas avec la Chambre du Conseil, rapporte la décision pour son collègue qui, constituant cette Chambre va, comme juge unique, prendre seul la décision.

Voilà quel est le système établi en Belgique par la loi du 25 octobre 1919, en ce qui concerne l'unité du juge ; quant aux pouvoirs de la Chambre du Conseil, ils sont ceux du Code dans son état originel.

Il est intéressant de chercher dans les ouvrages de procédure belge ce que nos voisins et amis pensent du système français et de notre loi de 1856. J'ai repris, par exemple, l'excellent *Précis de procédure pénale* du Chevalier Braas, ancien recteur de Liège, et j'y ai vu en note l'exposé du système français, avec cette appréciation critique :

« Il est à craindre, a écrit le Chevalier Braas, que le juge d'instruction (français) ne soit influencé par son instruction même et qu'il ne l'apprécie pas en toute indépendance ».

Je ne sais pas si vous serez sensibles comme moi au charme de cette formule, mais je me permets de m'adresser immédiatement à un juge d'instruction et de lui dire : « Mon cher ami, est-ce qu'il n'arrive pas que votre décision, au terme d'une instruction conduite par vous, soit influencée par votre instruction même » ?

M. Gollety. — Si cela n'était pas, j'espère qu'on me le reprocherait.

M. Vouin. — Il faut tout de même être juste. A l'occasion de telle ou telle instruction préparatoire qu'il m'a été donné d'entrevoir, parce qu'on en a beaucoup parlé, j'ai pu avoir l'impression que tel magistrat instructeur ou magistrat du Parquet, avait peut-être perdu de vue certains aspects de l'affaire, derrière d'autres qui l'avaient considérablement frappé. Il n'est pas mauvais que la décision à prendre, la décision de clôture, ne soit pas entièrement abandonnée à un seul homme. Il est bon qu'un contrôle puisse corriger éventuellement les omissions de procédure.

Nous connaissons notre régime juridique, nous savons bien ce qu'il en est.

Au-dessus du juge d'instruction, juridiction d'instruction du premier degré, il y a une deuxième juridiction, qui a son rôle à jouer et le jouera. Mais je crois malgré tout que c'est sur la remarque de M. Braas, et sur la réaction qu'elle provoque en nous, qu'il faut trouver appui, pour chercher le critère, si vous voulez, qui nous permettra de nous prononcer avec un siècle de retard sur l'erreur ou le mérite de notre loi française de 1856.

Vraiment on ne peut pas trouver mauvais de courir le risque de voir le magistrat qui a conduit une instruction influencé par celle-ci quant à la décision qu'il va prendre ; et, par conséquent, j'avoue que je ne regretterai pas la Chambre du Conseil.

J'indiquerai tout de même que cette Chambre a failli, en matière d'instruction préparatoire, retrouver vie, depuis 1856, à la faveur de projets ultérieurs ou de réformes de notre Code. La Commission Dufaure, nommée en 1878, avait établi un projet dans lequel était prévue une Chambre du Conseil d'instruction de trois juges, avec un greffier, un juge d'instruction (grande différence avec le régime primitif de 1808), ne prenant jamais part à la délibération de cette Chambre, mais conservant l'ordonnance de clôture. A quoi devait alors servir la Chambre du Conseil ? A statuer sur les contestations soulevées par les parties au cours de l'instruction. Et vous remarquerez que nous retrouvons la distinction entre les actes d'instruction et les décisions juridictionnelles, dans la mesure où il est possible de dire encore ce que c'est qu'une ordonnance juridictionnelle. S'il est bien difficile de l'expliquer à des étudiants, parmi les ordonnances dites juridictionnelles, il y a évidemment les ordonnances en cours d'information et puis la décision de clôture. Et vous voyez que sur la base de cette distinction l'imagination des réformateurs a pu choisir et s'exercer tantôt dans un sens et tantôt dans un autre.

Ce sont des possibilités qu'il faut noter au passage. Remarquez que du projet de la Commission Dufaure, l'essentiel se retrouvait encore dans un projet qui me semble avoir été historiquement issu de celui-là, qui a été soumis au Sénat, peut-être même voté par lui en 1909 ; ceci n'est pas tellement ancien.

Malgré tout, ce ne serait pas un projet comme celui-là, je crois, qui aurait pu nous conduire, dans la réforme actuelle, à rétablir la Chambre du Conseil. Si cette tentation nous était venue de quelque part, ce n'aurait pu être que du souci de garantir l'indépendance des magistrats instructeurs, et aussi, également, de les soustraire à un isolement, ou tout au moins à un complexe d'isolement, que l'on prête à la fonction, sinon à tous les hommes qui l'incarnent. Mais ici la question se fait très délicate, car je dois vous dire très simplement, qu'en ce qui concerne l'indépendance du juge d'instruction au regard du Parquet, je suis dans l'impossibilité absolue de dire si cette indépendance existe ou n'existe pas, au moment même où nous parlons.

Les informations dont je dispose me viennent, évidemment, de magistrats ; beaucoup m'en ont parlé, ils m'en parlent encore et je retiens fidèlement ce qu'ils me disent. Mais je dois dire qu'au résultat, je ne sais rien de sûr, d'une façon générale, tant les témoignages sont contradictoires. Je croirais, d'ailleurs, que c'est une affaire de cas particuliers, et j'ajoute tout de suite que si j'étais juge d'instruction, en présence de tel ou tel d'entre vous, qui serait mon Procureur, je crois que j'aurais une tendance toute naturelle à

reconnaître à la fois son autorité et son mérite et à penser que ce n'est pas en le contrant systématiquement que je garantirais à ma circonscription judiciaire et à mes fonctions une meilleure justice. Et je crois que si tel juge d'instruction est sensible à l'enseignement, aux conseils, aux directives de son Procureur, il lui suffira peut-être de la nommer pour que tout le monde comprenne qu'en agissant ainsi, il agit bien.

Maintenant, évidemment, cela ne veut pas dire qu'il faille organiser méthodiquement dans la loi, et par nos discussions, et par nos textes, un système qui généraliserait cette formule, quel que soit, d'ailleurs, le procureur ou le juge d'instruction.

Quant à ce complexe d'isolement qui existe peut-être, à supposer que l'isolement lui-même ne soit pas dans la réalité, je voudrais encore — j'ai l'air de le prendre à partie toujours et je m'en excuse — m'adresser à mon ami M. Gollety et lui demander « Ne vous sentez-vous pas un complexe » ?

M. Gollety. — Non. Je crois qu'il y a ici M. le Président Devise, qui est Directeur des stages des juges d'instruction. Il pourra vous dire que nous posons chaque fois à nos collègues stagiaires la question et nous n'avons jamais vu un de ces malheureux qui serait mené à la cravache par son Procureur de la République. On pourra poser la question la prochaine fois en faisant sortir les substituts, pour qu'ils n'intimident pas les juges d'instruction et qu'enfin ils avouent être maltraités par les parquetiers.

M. Devise. — Il y a des rapports très cordiaux, il y a des discussions loyales.

M. Vouin. — Il y a peut-être un problème en ce qui concerne tels anciens étudiants, actuellement très jeunes juges d'instruction, isolés dans un petit tribunal. Là, il doit y avoir très réellement un problème, et, en tout cas, cette question je l'ai vue, je l'ai lue, évoquée même dans une littérature émanant de la magistrature. C'est dans « *Le pouvoir judiciaire* » que j'ai trouvé des formules assez satisfaisantes d'un magistrat pour qui il y aurait évidemment lieu de faire quelque chose, pour ce juge d'instruction qui ne bénéficie pas des garanties que la collégialité assure au siège et la hiérarchie au Parquet.

En somme je crois que ni la considération de la dépendance ou de l'indépendance vis-à-vis du Parquet, ni la considération de l'isolement n'étaient absolument déterminantes et ne devaient conduire à introduire, dans notre Code, des réformes sensationnelles.

M. Gollety. — L'isolement est certainement différent.

M. Vouin. — Alors qu'avons-nous fait dans la réalité ? Le projet établi par la Commission, légèrement retouché lors de la discussion devant le Conseil d'Etat, mais pas sur ce point-là en particulier, a donné ce que vous savez. A feuilleter le document important qu'est le projet de Livre I, on remarque tout de suite qu'à l'article 15 le juge d'instruction ne se retrouve plus dans la liste des officiers de police judiciaire. Et nous voyons immédiatement ce qui va en résulter : il va échapper à la surveillance du Procureur général, qui n'aura plus, vis-à-vis du juge d'instruction, les moyens d'action liés en l'état actuel des choses, à cette règle juridique qui, faisant du juge d'instruction un officier de police judiciaire, le plaçait sous la surveillance du Procureur général.

Indépendemment de cela, nous trouvons aux articles 48 et suivants quelques textes à portée générale sur la fonction, et qui nous présentent le magistrat instructeur. Nous n'y trouvons pas grand chose de très original, je crois.

Mais c'est peut-être ici le moment de remarquer que l'élaboration du projet d'un futur code d'instruction criminelle n'implique pas l'autorité qui seule permettrait de réorganiser la justice dans son ensemble, ou, si vous voulez, d'opérer la réforme de l'organisation judiciaire que l'on désire tant et qui ne se fait jamais. La fonction de juge d'instruction, que nous étudions plus particulièrement, mériterait d'être touchée par une réorganisation judiciaire opérée dans son ensemble. Si nous trouvons, comme je le suggérais il y a un instant, qu'il y a trop de juges d'instruction très jeunes, isolés dans de petits tribunaux de province, une réforme simple à concevoir, sinon à faire entrer dans la réalité de la vie nationale, serait celle qui consisterait à supprimer les petits tribunaux, tout au moins les petits cabinets d'instruction, et à tout centraliser au chef-lieu du département. Quel que soit le point de vue qu'on adoptera en ce qui concerne la justice civile, je crois qu'au point de vue pénal, tant pour l'instruction que pour le jugement, la formule départementale s'impose, comme elle a déjà réussi à s'imposer en ce qui concerne la juridiction des mineurs.

A l'article 49, nous remarquons encore que le juge d'instruction est titulaire, et non pas suppléant, pouvant simplement en cas de nécessité être remplacé par un autre juge titulaire ou suppléant. Rien n'est dit sur sa formation ; c'est un problème que le Code n'avait pas envisagé.

Nous remarquerons également les articles 82 et 83 qui présentent, eux, pour le problème d'organisation qui nous occupe ce matin, un intérêt réel. Lorsqu'il existe dans un tribunal plusieurs juges d'instruction, le Président désigne pour chaque information le juge qui en sera chargé. Il apparaît, à lire ce texte, que la commission a écarté un système auquel on avait pensé, auquel on pense peut-être encore, le système de la désignation du juge d'instruction, quand il y en aura plusieurs, par le doyen des juges d'instruction.

Cette institution, qui ne serait pas entièrement inédite, mais demanderait tout un travail d'organisation dans les textes législatifs, n'a pas réussi à s'imposer aux membres de la commission. Vous remarquerez que, corrélativement, l'article 83 organise une procédure, également soumise au contrôle de la Chambre d'Accusation, relative au dessaisissement du juge d'instruction. Il y a là, du point de vue de l'organisation de la fonction, une solution qui n'est peut-être pas de nature à satisfaire absolument tout le monde, mais qui mérite tout de même d'être signalée.

Vous remarquerez encore, d'autre part, l'article 118, intéressant quant aux rapports entre le Parquet et l'Instruction. Cet article donne au Procureur de la République la possibilité d'assister aux interrogatoires ou confrontations de l'inculpé, et aux auditions de la partie civile, même de faire connaître son intention d'y assister, de façon qu'il soit informé de ces événements procéduraux et puisse s'y présenter en personne. Il y a là une innovation du point de vue de l'expression législative, mais par rapport à l'état actuel du droit il n'y a pas là, nouveauté, puisqu'il est admis depuis longtemps que la présence du magistrat du Parquet à l'interrogatoire ne constitue pas un

vice de la procédure. Mais il est tout de même assez remarquable que le projet ait exprimé cela, l'un de ces quelques signes auxquels on reconnaîtra que la commission a eu certains égards pour le Parquet, si elle a eu un souci réel vis-à-vis de la juridiction d'instruction.

Toujours dans le même ordre d'idées, je signalerai l'article 79, du projet, qui nous dit encore que le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire du Procureur de la République, même s'il a procédé en cas de crime ou de délit flagrant.

La première partie de la formule demande à être complétée par une autre qui rappelle l'existence et l'effet de la plainte avec constitution de partie civile, ce qui fait que la nécessité du réquisitoire n'est pas absolue.

Mais c'est surtout la seconde partie qui m'arrête, celle qui affirme que le juge d'instruction ne peut informer qu'en vertu d'un réquisitoire du Procureur de la République, même s'il a, lui juge d'instruction, procédé en cas de crime ou de délit flagrant. Personnellement, je ne comprends pas très bien cette disposition, ou, si je la comprends, ne peux l'approuver entièrement. Si la procédure de flagrant délit est conduite par le juge d'instruction, une fois que ce juge aura pris toutes les mesures urgentes, il ne pourra plus continuer que si le Parquet le requiert d'instruire. Cela ne signifie pas simplement qu'il devra communiquer au Parquet ce qu'il aura fait pour en recevoir des réquisitions, mais qu'il ne pourra plus continuer à instruire que si le Parquet l'en requiert (sauf si la partie civile se constitue, mais c'est une autre histoire).

M. Gollety. — Le Procureur de la République peut faire classer sans suite.

M. Vouin. — L'instruction, comme une porte, doit être ouverte ou fermée, et je demeure persuadé que lorsque le juge d'instruction opère en flagrant délit, c'est de l'instruction qu'il fait ; l'instruction est déjà ouverte, et il ne s'agit plus par la suite de savoir si le Procureur l'ouvrira ou ne l'ouvrira pas. Le projet de la Commission ayant retiré au juge d'instruction la fonction d'officier de police judiciaire, il n'était pas absolument nécessaire de le faire intervenir encore dans le cas de flagrant délit. On peut penser que si cette intervention du juge d'instruction est prévue en cas de crime ou de délit flagrant, c'est pour cette considération d'ordre très pratique qu'il faut prévoir le cas éventuel où le Procureur n'est pas là au moment où se commet l'infraction flagrante. Il sera bon qu'un autre magistrat puisse procéder alors, avec toutes les garanties données par sa présence, et on a pensé tout naturellement au juge d'instruction. On a même prévu, et c'est intéressant, que si le juge d'instruction survient sur les lieux du crime flagrant le second, le Procureur de la République, qui est en train de procéder, doit s'effacer immédiatement devant le juge d'instruction. Mais on a joint à la disposition de l'article 79 cette chose que je viens de dire et qui procède peut-être de ce que, par souci de ne pas nous engager dans des querelles de principes, nous n'avons pas eu à cœur de nous demander ce qu'est vraiment la procédure de flagrant délit. Est-ce de l'enquête ? Est-ce de l'instruction ? Il est peut-être assez difficile de le dire. Personnellement je crois, car toute la tradition française est dans ce sens, qu'en cas de délit flagrant, dans notre droit actuel, le juge est procureur et ouvre de sa propre autorité l'information.

D'où cette conséquence, que je ne vois pas très bien pourquoi par la suite, il faudrait une réquisition du Parquet en vue de poursuivre l'information.

En tout cas, j'ai insisté sur ces questions, parce qu'elles sont à retenir pour définir les rapports entre les deux magistrats et les deux fonctions.

Mais si je passe maintenant à la Chambre des Mises en Accusation, je pourrai dire en beaucoup moins de temps pas mal de choses, parce que le problème ici est bien connu.

Du point de vue de l'organisation de la Chambre des Mises en Accusation le projet de la Commission s'efforce de revenir vers le passé par dessus certaines réformes qui ont pu avoir leur raison d'être à leur époque, mais qui, au résultat de l'expérience et aujourd'hui, se révèlent avoir produit un effet assez fâcheux.

La Chambre des Mises en Accusation actuelle ne fonctionne pas toujours aussi pleinement qu'on aurait pu l'espérer. Pourquoi ? Entre autres raisons, parce qu'elle n'a pas en province de magistrats en propre, et je crois qu'à Paris même les présidents de sections de la Chambre des Mises en Accusation ne font pas exclusivement le service de cette chambre. Il m'a semblé avoir entendu dire qu'ils rendaient parfois des arrêts en matière de divorce.

Vous savez que c'est par l'effet d'une ordonnance de 1844, d'un décret de 1880 et d'une loi de 1873 que la Chambre des Mises en Accusation a perdu d'abord ses conseillers propres et même son président. Nous avons pensé qu'il n'était pas opportun de lui rendre tout cela, ni même de le proposer, mais qu'il s'imposait de lui restituer son président, et c'est pourquoi le projet tend à ce que dans chaque cour d'appel, soit rétabli un poste de président de Chambre d'Accusation.

Du point de vue organique il y a là une réforme importante, une réforme qui ne peut pas grever trop lourdement les finances publiques, mais qui, de notre point de vue, s'explique, sans avoir besoin d'insister. Je dirai aussi que, dans le même sens, autre chose encore a été fait. Si le projet introduit un minimum de contradiction dans la procédure suivie dans la Chambre d'Accusation, ce n'est pas uniquement pour donner aux avocats, qui en avaient exprimé le désir, une certaine satisfaction ; c'est pour une raison d'intérêt plus élevé, de bonne justice, si vous voulez : on a pensé qu'il fallait rendre vie à la Chambre d'Accusation d'une autre façon, en usant d'une autre possibilité, en introduisant dans la procédure suivie devant la Chambre des Mises en Accusation un certain élément de contradiction qui doit la stimuler.

Voilà ce qui a été fait en ce qui concerne la juridiction même, mais de cette juridiction, on voit se détacher le Président avec des pouvoirs qui sont quelque chose de tout à fait original et de très remarquable, me semble-t-il, parmi toutes les dispositions du Livre I du Code de Procédure pénale.

Le Président est doté de pouvoirs propres qui nous intéressent plus particulièrement dans la mesure où l'exercice de ces pouvoirs est orienté vers l'instruction préparatoire au premier degré, vers les juges d'instruction.

Ce que doit assurer le Président de la Chambre des Mises en Accusation, et avec lui la juridiction elle-même, dans une certaine mesure, mais essentiellement le président de la Chambre des Mises en Accusation, c'est une *tutelle*, qu'après avoir un peu hésité, je me décide tout de même à appeler

par le nom qui, dans mon esprit, correspond le mieux à la chose, parce que la tutelle a deux aspects ou deux faces. Qui dit tutelle dit contrôle, presque correction, mais qui dit tutelle dit aussi encouragement, soutien, et je crois que c'est ainsi qu'il faut comprendre, sous ce double aspect tutélaire, la fonction que le projet propose d'instituer pour en confier l'exercice au Président de la Chambre d'accusation.

Pour renforcer l'indépendance du magistrat instructeur, pour lui faire perdre, s'il pouvait l'avoir, le sentiment d'isolement, pour le conseiller et pour le contrôler, pour le soutenir et lui adresser éventuellement quelques observations, nous avons conçu cette fonction (je puis le dire, puisque l'amour propre d'auteur ici est collégial et n'a rien de personnel) comme une fonction très belle et qui devrait être assez attractive pour trouver facilement des titulaires, si jamais elle est rétablie comme nous l'avons prévu.

Est-ce que cette fonction ne présente pas un danger ? est-ce que ce système ne peut avoir quelque inconvénient ?

Si j'essaie de raisonner, je dois vous dire que l'un de ceux qui étaient parmi nous le premier jour, M.Cornil, qui a dû partir entre temps et dont je regrette qu'il ne soit pas là ce matin, m'a fait la remarque qu'il lui paraissait assez grave d'appeler le président de la juridiction d'instruction supérieure, le Président de la Chambre des Mises en Accusation, à participer au titre du contrôle, de la surveillance, à la marche de l'instruction au premier degré, qu'il y aurait là une certaine confusion choquante du point de vue des principes et susceptible de comporter quelques inconvénients en fait. Et, chose curieuse, j'ai entendu dire la même chose par des gens bien sympathiques, qui n'avaient pas du tout la même compétence et la même autorité que M.Cornil, mais qui exprimaient un peu la *vox populi* : ce sont mes étudiants, auxquels j'ai fait faire des conférences sur des problèmes de procédure pénale et qui m'ont apporté leurs observations, leurs critiques, quelquefois assez curieuses et singulières. Je dois dire qu'à tous, cette sorte de confusion établie entre les deux juridictions d'instruction par l'organe du président de la juridiction supérieure, contrôlant d'assez près le magistrat qui constitue la juridiction inférieure, a paru un peu étrange, en réduisant l'indépendance du juge d'instruction et en portant atteinte au principe du double degré de juridiction. Mais je crois qu'il faut nous entendre. Il faut une séparation des fonctions, simplement une division du travail, ici comme ailleurs, et la séparation des fonctions, ou des pouvoirs, n'a jamais signifié, ni impliqué l'état permanent d'hostilité. S'il est une indépendance à laquelle nous devons être attachés, c'est l'indépendance du corps judiciaire tout entier. C'est cela qui est essentiel, c'est cela qui mérite tous nos soins et toute notre considération et dans tous les aspects de la justice criminelle, et même dans des affaires qui ne relèvent pas exclusivement du droit commun.

Mais je conçois très bien qu'à l'intérieur d'un corps judiciaire indépendant, il y ait de ces liaisons qui, dans la vie pratique, nous le savons bien, facilitent considérablement les choses. Je crois que si dans l'ordre judiciaire il n'y avait pas de ces liaisons, même non instituées par la loi ,rendre la justice deviendrait plus difficile encore.

M. LE PRÉSIDENT — Vous n'êtes pas pour l'indépendance tempérée ?

M. VOUIN — C'est une notion un peu délicate. Au concours d'agrégation, j'ai dû faire une leçon de droit criminel sur les rapports de Procureur de la République et du magistrat instructeur et je vous avoue avoir été bien embarassé pour trouver un plan ; cependant j'y suis allé bravement : « 1° Le juge d'instruction est indépendant ; 2° mais il est soumis à un certain contrôle ». Etait-ce voir exactement la situation ?

Si vous me permettez, ayant déjà trop parlé, je vais conclure en disant que le projet fait certainement beaucoup, et par une solution assez originale, pour garantir l'indépendance du magistrat instructeur. On pourra toujours dire qu'il y aurait eu plus à faire. Mais c'est, je crois, l'indépendance du corps judiciaire dans son ensemble, et aussi, dans ce corps judiciaire un équilibre entre les fonctions, avec des possibilités de liaisons, qui doivent assurer la bonne justice criminelle que nous désirons tous.

INTERVENTIONS

M. LÉGAL, *Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.* — Puisque vous m'invitez à intervenir, je me bornerai à dire la chose suivante : il a été beaucoup question de l'indépendance du juge d'instruction par rapport aux représentants du ministère public, mais je me demande s'il ne faudrait pas aussi se préoccuper de l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport au pouvoir de police, cela me paraît une question beaucoup plus grave.

En ce qui concerne l'indépendance du magistrat instructeur par rapport au Parquet, mon collègue Vouin a souligné que les avis dans la magistrature étaient très partagés, et je crois que M. Gollety a eu raison de dire qu'il s'agissait essentiellement d'une question de tempérament et de cas d'espèce.

Pour ma part, quoique peu en contact avec la pratique, je ne suis pas très inquiet du pouvoir reconnu au Procureur général, de donner un avis de nature à influer sur la carrière des juges d'instruction, mais ce qui m'inquiéterait plutôt, c'est la question de répartition des affaires entre les juges dinstruction. Dans un tribunal qui comporte plusieurs cabinets d'instruction, la pratique, vous le savez, s'est introduite que c'est le Parquet qui dirige telle ou telle affaire devant tel ou tel juge d'instruction. Il me semble tout de même qu'il y a de ce fait une certaine tentation pour le magistrat du Parquet de saisir le juge dont il sait par avance qu'il sera disposé à suivre les réquisitions, et que de là peut résulter une atteinte effective à l'indépendance du juge d'instruction. Je me demande s'il n'y aurait pas une réforme en ce sens qui consisterait non pas à faire opérer la répartition entre les juges d'instruction par la Chambre des Mises en Accusation, qui tout de même n'est qu'une juridiction un peu lointaine — et cela pourrait retarder la marche des affaires, — mais plutôt à confier cette répartition au Président du tribunal, et peut-être plus pratiquement au doyen des juges d'instruction.

Vous me donnerez votre avis, c'est une question que je pose.

Il y a l'autre question, la question de protéger l'indépendance des magistrats à l'égard des pouvoirs de police. Eh bien, je trouve que c'est là un problème beaucoup plus grave parce que tout de même dans la magistrature il y a une unité, elle forme un corps et il existe entre tous ses membres une certaine communauté de formation et de tendance.

La police est un corps tout à fait extérieur ; elle est indépendante dans son recrutement, dans son avancement ; elle est prêtée au pouvoir judiciaire beaucoup plus qu'elle ne lui est intégrée. Je crois que si un certain sentiment d'infériorité peut naître dans l'esprit du juge d'instruction, c'est quand il se trouve en présence des policiers qui sont dotés de tous les instruments possibles pour agir : moyens de transport, téléphone... alors que lui se trouve dans son cabinet absolument désarmé ; il est quelquefois obligé d'emprunter pour ses déplacements une automobile qu'on lui prête à titre gracieux, il n'a pas les éléments nécessaires d'investigations et il sera souvent réduit, dans une descente sur les lieux, à suivre en simple spectateur les opérations des policiers. Ce sont là des questions pratiques qui me paraissent avoir leur importance.

Le remède, je ne vous l'apporte pas, car je ne vois pas très bien comment on pourrait arriver à mettre la police plus directement sous l'autorité des magistrats. On a songé à créer une police judiciaire qui serait sous la direction du Parquet général. Cela a été adopté en Belgique, mais je crois qu'une nouvelle police qui se superposerait aux autres, entraînerait beaucoup de complications.

Je suis complètement d'accord, bien entendu, avec M. Vouin quant à l'idée de renforcer le pouvoir de la Chambre des Mises en Accusation, et principalement de son président. C'est une suggestion que j'ai toujours faite, et je crois qu'il y aurait là un moyen d'assurer mieux l'indépendance du juge d'instruction.

M. Brouchot, *Président de Chambre à la Cour de Cassation.* — Je me propose de présenter quelques observations sur trois questions traitées par M. le Professeur Vouin ; sur celle de l'indépendance du juge d'instruction à l'égard du Parquet, sur celle qui est presqu'un corollaire de la précédente de la distribution des dossiers entre les juges, lorsqu'il existe plusieurs cabinets d'instruction dans un même tribunal, et enfin, sur celle des pouvoirs propres au Président de la Chambre des Mises en Accusation. Tout cela est un peu décousu, mais je répondrai : je pense aux principales préoccupations qui ont été celles des orateurs.

Je crois pouvoir affirmer, sous le contrôle des membres de la Commission de rédaction du nouveau Code de Procédure pénale, que la question de l'indépendance des magistrats instructeurs à l'égard du Parquet a dominé les séances et les discussions de cette Commission. On peut s'en étonner au premier abord, parce qu'on nous dit : « Mais dans la pratique cette indépendance existe et les rapports des magistrats du Parquet et des magistrats de l'instruction sont excellents ». C'est vrai, dans l'immense majorité des cas ; mais ce n'est pas toujours vrai. Et c'est pour cela que nous avons pensé qu'il était indispensable qu'un texte écrit consacrât cette indépendance.

Il était également indispensable qu'il en fût ainsi, parce que même si jamais le Parquet menaçait l'indépendance du juge d'instruction, il ne faudrait pas que l'opinion publique pense que la loi laisse la porte ouverte à une influence possible du Parquet sur les juges d'instruction.

Ce sont ces idées qui ont amené la Commission à rédiger les textes que vous connaissez et qui placent maintenant le juge d'instruction, sur le plan législatif, complètement en dehors de l'influence du Procureur de la République ou du Procureur général.

Comment cela a-t-il été élaboré ? D'abord en ôtant la qualité d'officier de police judiciaire au juge d'instruction. Il existe un article du Code actuel aux termes duquel le Procureur général a autorité, contrôle et pouvoir de discipline sur les officiers de police judiciaire. Or les juges d'instruction figurant sur la liste des officiers de police judiciaire, cela permettait de penser que les représentants du ministère public avaient le droit d'intervenir dans les informations et auprès du magistrat instructeur.

Je répète que, dans l'ensemble, les procureurs généraux agissent avec le seul souci de connaître leurs juges d'instruction, de les conseiller, aussi de les contrôler mais sans intention d'exercer sur eux aucune espèce de contrainte. Mais cela n'est qu'une règle générale. Parfois cela s'est passé autrement, et chacun d'entre nous le sait parfaitement ; il faut tout de même le dire, or cela doit être évité à tout prix.

Aussi, Messieurs, je pense qu'en supprimant du Code d'Instruction criminelle cet article qui autorisait les procureurs généraux à contrôler les juges d'instruction, la Commission a fait une bonne œuvre.

Mais cette œuvre est imparfaite. Elle devrait être complétée par des règles qui ne peuvent pas être insérées dans le Code de Procédure pénale et qui devraient être prévues par le statut de la magistrature qui tarde tant à voir le jour. A l'heure actuelle, il existe encore des textes, décrets ou arrêtés, qui permettent aux procureurs généraux de noter les juges d'instruction et, par conséquent, d'influer sur leur carrière. J'estime que ces textes devraient être abrogés et qu'à l'avenir les juges d'instruction ne devraient plus être notés que par leurs contrôleurs naturels. Je veux dire par les présidents d'Assises, par les présidents des Chambres des Mises en Accusation qui, par le fait des dispositions nouvelles du Code, les connaîtront parfaitement ; enfin par les présidents des juridictions correctionnelles qui examinent leurs dossiers. Ces notes, données par des magistrats du siège complètement indépendants, offriraient toute garanties aux juges d'instruction.

Voilà ce que je voulais dire sur cette question de l'indépendance des juges d'instruction vis-à-vis du Parquet, sur laquelle je n'ai pas le temps de m'étendre plus longuement.

En ce qui concerne la question annexe dont je parlais tout à l'heure, celle de la désignation des juges d'instruction lorsqu'il existe plusieurs cabinets d'instruction dans un même tribunal, vous savez quelle est la solution qui a été adoptée par le projet de Code de Procédure : c'est la désignation par le Président du Tribunal. On l'a critiquée notamment dans un article fort intéressant du « *Pouvoir judiciaire* » dont j'ai pris connaissance. Théoriquement, cette critique peut avoir une certaine valeur, mais vraiment je ne vois pas très bien comment on pourrait réaliser pratiquement à l'heure actuelle la réforme que l'on propose. On renonce au système ancien qui consiste à faire distribuer les dossiers par le Procureur de la République. Pour les raisons que j'indiquais tout à l'heure, pour ne pas laisser croire à l'opinion publique qu'un Procureur de la République puisse choisir un juge d'instruction en raison de la souplesse de son caractère, il est nécessaire à mon avis, que ce soit un magistrat du siège qui désigne les juges d'instruction lorsqu'il existe plusieurs cabinets d'instruction dans un même tribunal. Mais quel magistrat du siège ? On voudrait que ce fût le doyen des juges

d'instruction. Mais cette solution suppose une modification complète de notre organisation judiciaire comportant la création de grands tribunaux constitués en compagnies judiciaires importantes. Il n'est pas pensable que dans un tribunal où il existe deux juges d'instruction, ce soit le plus ancien qui répartisse les affaires.

Combien y a-t-il de tribunaux en France où il existe plus de deux cabinets d'instruction ? Une quinzaine ou une vingtaine au maximum. Sans doute songe-t-on au Tribunal de la Seine où il existe un doyen des juges d'instruction qui n'est d'ailleurs pas le plus ancien des juges d'instruction, mais un doyen désigné en raison de ses qualités personnelles. Mais qu'est-ce qui empêchera le Président du Tribunal de la Seine de désigner le doyen des juges d'instruction pour répartir les dossiers entre ses collègues ? La loi le lui permet, et la même solution pourra intervenir dans des tribunaux tels que ceux de Marseille, Strasbourg ou Lyon.

Je crois que cette question, sur laquelle on a beaucoup discuté, est très simple et qu'elle est résolue de façon heureuse par le nouveau texte. Dans les tribunaux où il existe deux ou trois cabinets d'instruction, il est normal que ce soit le Président du Tribunal qui fasse la répartition des dossiers. Dans les autres, il pourra agir par voie de délégation.

Reste la dernière question, la question des pouvoirs propres du Président de la Chambre des Mises en Accusation. Comme le disait M. le Professeur Vouin, c'est évidemment la partie la plus originale du projet de Code de Procédure pénale. Elle a donné lieu à des critiques et les préoccupations de M. le Secrétaire général Cornil, comme les préoccupations des étudiants de M. Vouin, sont partagées par les membres de la Commission de la Justice du Conseil de la République. M. le Procureur général Besson, comme moi-même, en qualité de rapporteur de la question de la Chambre des Mises en Accusation à la Commission de réforme du Code de Procédure pénale, avons été alertés par M. Georges Pernot, Président de la Commission de la Justice. Les membres de cette commission ont été un peu surpris par les pouvoirs accordés au Président de la Chambre des Mises en Accusation à l'égard du juge d'instruction, et M. le Ministre Pernot est allé jusqu'à nous dire : « Vous allez pratiquement presque supprimer le second degré de juridiction, parce que si le Président de la Chambre des Mises en Accusation donne une opinion ou suggère une solution au juge d'instruction, celui-ci s'inclinera et par conséquent, il n'y aura plus, en fait, qu'un degré de juridiction d'instruction, ce sera la Chambre des Mises en Accusation, voire son Président ».

Cette objection est évidemment sérieuse. En relisant les textes nous nous sommes aperçus que nous avons peut-être été un peu loin. Il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque. Comme on le disait tout à l'heure, je crois qu'il est indispensable que le Président de la Chambre des Mises en Accusation ait un certain pouvoir de contrôle sur les juges d'instruction. Pourquoi ? Il y a d'excellents juges d'instruction, en très grande majorité, mais il y en a aussi qui ne sont pas très diligents, on ne peut pas les laisser complètement sans surveillance. Par conséquent, si nous supprimons le pouvoir de contrôle du Procureur général il faut le remplacer. Le Président de la Chambre des Mises en Accusation a semblé tout désigné pour remplir cette tâche, mais il

faut que les relations qui s'établiront entre le Président de la Chambre des Mises en Accusation et les juges d'instruction, excellentes sur le plan humain, aient lieu dans des conditions raisonnables, et sans arrière-pensée de pression,

M. le Professeur Vouin émettait quelques doutes sur ce qu'il a appelé le complexe d'isolement des juges d'instruction. Mais, moi aussi, j'ai interrogé beaucoup de jeunes juges d'instruction. Leur situation est souvent bien pénible et dans l'aveu je dirai presque du confessionnal, ils m'ont dit des choses qu'ils n'osent pas dire, peut-être même dans une réunion ou dans un cours de juges d'instruction. Je vous assure qu'il ne s'agit pas de complexe, mais d'une réalité. Les malheureux qui sont isolés dans une petite ville de province ne savent plus que faire, lorsqu'il leur arrive d'être saisis d'une affaire importante. Le Procureur de la République n'est pas dans son rôle, s'il leur donne des conseils. Les magistrats du siège, se déroberont sans doute. Désormais, ils pourront s'adresser au Président de la Chambre des Mises en Accusation. Ce sera très bien, à condition, bien entendu, qu'il ne s'agisse pas d'une ingérence du Président de la Chambre des Mises en Accusation dans l'instruction et surtout dans les décisions qu'aura à prendre le juge d'instruction.

Alors il faut évidemment être extrêmement prudent dans la rédaction du texte, pour qu'il n'apparaisse pas que cette sorte d'ingérence puisse se produire.

Je ne puis vous communiquer le texte nouveau que M. le Procureur général et moi avons rédigé d'un commun accord et soumis à la Commission de la Justice du Conseil de la République. Ses termes, extrêmement atténués par rapport au texte primitif, indiquent très nettement qu'il ne peut s'agir que d'un contrôle sur la marche... comment dirais-je ? sur l'administration, si vous voulez, des cabinets d'instruction, dans le seul but d'éviter les négligences. Mais sur un point nous avons été extrêmement fermes : ce que nous voulons voir maintenir de la façon la plus absolue c'est le pouvoir, pour le Président de la Chambre des Mises en Accusation, de soumettre les questions de mise en liberté provisoire, même d'office, à la Chambre des Mises en Accusation, parce que nous estimons que c'est une garantie essentielle de la liberté individuelle.

Vous savez qu'il existe un article dans le projet qui permet au Président de la Chambre des Mises en Accusation, de poser à cette juridiction la question de savoir si un inculpé doit être maintenu en détention ou, si, au contraire il doit être remis en liberté. C'est l'article 224.

Ce pouvoir là, nous avons insisté beaucoup auprès du Président de la Commission de la Justice du Conseil de la République pour qu'il fût maintenu dans le projet qui va venir en discussion dans un avenir extrêmement prochain.

M. Aydalot, *Procureur de la République près le Tribunal de la Seine.* — En face d'un sujet aussi vaste, c'est évidemment sur la question des relations du Parquet et de l'instruction que je vais vous donner mon point de vue, ce qui me permettra de rejoindre à la fois l'optimisme sans complexe de M. Gollety, les incertitudes de M. le Professeur Vouin et les scrupules historiques de M. le Président Brouchot.

Je voudrais surtout qu'une fois pour toutes, et surtout entre nous, on fasse la part des mythes et de la réalité.

Les mythes, vous les connaissez : Le Procureur de la République, c'est le suspect n° 1. Il n'a pas de vastes pensées, mais des arrière-pensées. D'ailleurs, comme chacun le sait, il est l'homme du gouvernement, qui l'a nommé ; il est l'exécuteur des basses-œuvres du Garde des Sceaux par l'intermédiaire de son complice, comme lui un individu inavouable, M. le Directeur des Affaires Criminelles et des Grâces !

En face de ce magistrat, voici le juge d'instruction. Permettez-moi de vous dire que c'est un très pauvre homme que le juge d'instruction tel qu'on nous le présente. Il n'a pas de caractère, il est faible par définition puisqu'il peut être soumis à des tentations et qu'on ne peut pas dire par avance qu'il les écartera. Il a le souci légitime de sa carrière et il connaît mal son métier. Lorsqu'un problème difficile se présente, il faut qu'il consulte. Dans son petit tribunal de province il s'adresse au président, au juge, son collègue, l'un et l'autre n'ont probablement pas plus de vues que lui, de vues plus précises du moins sur le problème qui lui est soumis. Il lui faudra faire maintenant 250 kms pour aller voir le Président de la Chambre des Mises en Accusation, qui peut être d'ailleurs un magistrat ayant fait toute sa carrière au siège, tout à fait étranger aux choses de l'instruction (ce problème qui ressort à la compétence des Premiers Présidents a été un peu négligé). Vous prêtez au juge d'instruction tous les complexes : complexe de la sujétion, complexe de l'insuffisance, complexe même, paraît-il, de la solitude !

Voilà, par conséquent, comment on présente le tableau. Je crois que les choses sont un peu différentes. M. le Président Patin nous parlait tout à l'heure ironiquement de l'indépendance tempérée ; je voudrais le suivre sur le terrain de l'actualité pour le choix d'une formule, et je vous dirai que c'est plutôt l'indépendance dans l'interdépendance.

Je ne veux porter mon examen très rapidement, en quelques instants, que sur trois points qui ont été évoqués ici.

On vous dit, et le projet de réforme pallie très heureusement ces inconvénients : « Dans le système actuel le juge d'instruction risque de subir l'emprise du Procureur de la République parce qu'il est de grade inférieur et parce qu'il est officier de police judiciaire, donc soumis au contrôle du Procureur général ». Grade inférieur ? Les magistrats du Parquet n'ont jamais vu un inconvénient à ce que l'on donne aux magistrats d'instruction un grade équivalent, ou même supérieur au leur. Il y a eu récemment au Tribunal de la Seine une fournée de premiers juges d'instruction et je souhaite que ce nouveau titre les revigore et leur assure l'indépendance, mais je ne suis pas certain que ce soit un galon supplémentaire qui leur donne le sentiment de l'indépendance, s'ils ne le portent pas d'abord en eux. Par conséquent cette question du grade inférieur n'est vraiment pas une question sérieuse.

Si vous consultiez des chefs de Parquets importants qui collaborent tous les jours avec des juges d'instruction, ils vous diraient peut-être que dans certains cas ce sont précisément les magistrats les plus jeunes et qui ont les grades les moins élevés dans la hiérarchie, qui font montre, je ne dis pas de plus d'indépendance, mais de plus de vigueur, et de plus de rigueur, dans la défense de leur point de vue.

La qualité d'officier de police judiciaire ? Je trouve parfait qu'on leur ait enlevé cette qualité, à condition bien entendu qu'on leur en ait maintenu les prérogatives ! Sur ce point, je suis d'accord.

Restent des questions qui sont les plus irritantes et sur lesquelles M. le Président Brouchot mettait l'accent tout à l'heure, à savoir d'une part la répartition des dossiers entre les juges d'instruction, avec comme corollaire la possibilité du dessaisissement d'un juge d'unstruction qui, par hypothèse, ne satisfairait pas aux vues du Parquet ; et d'autre part la question de la notation. Je voudrais que tout au moins entre nous, entre juristes, magistrats et professeurs, nous mettions au point les choses d'une manière définitive.

La question de la répartition des affaires, j'en parle pour le passé, puisque, dans un avenir que nous souhaitons tous très proche, le projet de réforme verra le jour, et ce sera désormais le Président du Tribunal qui répartira les dossiers. M. Brouchot disait avec raison que pratiquement le problème ne peut se poser que devant les tribunaux à gros effectifs. Au Tribunal de la Seine pour prendre ce tribunal comme tribunal-témoin, comment se fait honnêtement la répartition des dossiers ? Elle se fait suivant des attributions de compétence, attributions de compétence arbitraires, je le veux bien, qui proviennent pour partie du hasard d'une nomination ; pour partie des aptitudes ou des goûts personnels manifestés par les magistrats instructeurs (je pense plus particulièrement aux magistrats de la section financière). Nous vivions donc sous le régime de l'attribution des dossiers à la discrétion du Parquet.

Mais il faut le dire, ces magistrats instructeurs dont je disais tout à l'heure qu'ils ne sont pas toujours des magistrats sans caractère, ne possèdent quand même pas toujours les mêmes qualités ; il y a tout de même quelques différences dans leur vigueur intellectuelle et aussi dans leur rapidité d'exécution, dans l'examen des dossiers, des différences que le Procureur de la République connaît bien, qu'il est même souvent seul à connaître et qui se reflètent dans les notes dont je vais parler dans un instant.

Par conséquent je ne crois pas que la répartition des dossiers ait donné lieu jusqu'à présent à d'effroyables scandales, et je doute beaucoup que le fait que le transfert de cette attribution va être opéré entre les mains du Président du Tribunal amène un changement sensible ni une amélioration bien perceptible.

Une question plus grave, c'est la question du dessaisissement. J'attends encore qu'on me cite un exemple précis et d'actualité. Je reconnais volontiers que le procédé « serait » scandaleux, mais je puis vous donner ma parole qu'à ma connaissance depuis plusieurs années je n'ai pas vu d'exemple de cette nature. Les quelques dessaisissements qui se sont opérés l'ont été à la demande des juges d'instruction ; lorsqu'un d'entre eux a actuellement une affaire concernant un inculpé pour lequel un de ses collègues est déjà saisi, c'est lui qui vient au Parquet et dit : « Je désire passer le dossier à mon collègue », ou, « Je prends les deux affaires ». C'est une question de règlement intérieur.

La question est plus théorique que réelle, mais elle pourrait être d'une gravité certaine et je suis heureux qu'on ait envisagé de transférer au Pré-

sident du Tribunal, autorité judiciaire incontestée, le soin de répartir les dossiers et de veiller à ce qu'aucun dessaisissement ne se produise. Mais encore une fois, ce n'était qu'une hypothèse d'école.

Reste la question de la notation. J'ai été surpris tout à l'heure quand j'entendais M. le Président Brouchot nous dire qu'il avait connu l'exemple d'un magistrat instructeur dont les notes, émanant du Procureur général, traduisaient le mécontentement que le Parquet pouvait avoir à l'encontre de ce magistrat trop indépendant...

M. Brouchot. — Pas un seul, plusieurs.

M. Aydalot. — Alors, dans ce cas là, qu'a fait M. le Premier Président de la Cour d'Appel ?

M. Brouchot. — Il a entériné les notes du Procureur général.

M. Aydalot. — Bon. Ce haut magistrat n'a donc pas fait son devoir, et c'est là le scandale. Je crois que vous auriez une garantie supplémentaire en exigeant des Premiers Présidents et des Présidents de Tribunaux qu'ils s'intéressent un peu plus aux travaux de l'instruction, un peu plus aux magistrats de l'instruction, qu'ils assurent un peu plus la défense des magistrats de l'instruction par rapport à leurs collègues du siège et qu'ils ne laissent pas cette responsabilité précisement au Parquet, comme ils le font trop souvent, qu'ils prennent l'initiative des notes et qu'au lieu d'être des notes communes, mais en fait trop souvent préparées par le Parquet, ce soient des notes communes (car dans l'unité de notre organisation judiciaire, dans l'unité de nos cellules judiciaires, les notes doivent être signées à la fois par le Président du Tribunal et le Procureur de la République, par le Premier Président et le Procureur général), mais que ce soient eux qui prennent l'initiative de ces notes et qu'elles soient simplement contresignées par le Procureur de la République ou le Procureur général.

Au surplus le Procureur de la République et le Procureur général signent également les notes des magistrats du siège. C'est une erreur, dites-vous ? Je veux bien, mais c'est un état de fait. Et pour ma part, je trouve la mesure beaucoup moins dangereuse lorsque cela concerne les juges d'instruction qu'à l'égard des juges des Chambres correctionnelles.

Je suis entièrement de votre avis pour dire que nous devrions arriver à un système où le juge d'instruction, magistrat du siège, dépende au point de vue de la notation du Président et du Premier Président, uniquement même si vous le voulez, mais je ne voudrais pas non plus que l'on puisse penser, dans un milieu aussi averti que celui qui se trouve réuni ici, qu'actuellement les juges d'instruction sont à l'égard du Parquet dans un état de dépendance qui se traduit par des brimades, des vexations ou des injustices dont ils auraient à supporter le poids au cours de leur carrière.

M. Levasseur, *Professeur à la Faculté de Droit de Paris.* — Mes observations porteront seulement sur deux points accessoires. L'un concerne une question que mon ami Vouin a abordée, mais qu'il me paraît utile de souligner. Cette loi de 1856 dont nous célébrons le centenaire a substitué le juge d'instruction tout seul à la Chambre du Conseil, laquelle comprenait le juge d'instruction, dont le rôle était prépondérant. Nous n'avons eu en France, me semble-t-il, qu'à nous louer de cette réforme : l'expédition des affaires en a été simplifiée, sans parler de la composition de la juridiction de jugement.

Mais tout à l'heure M. Vouin faisait allusion tout de même, dépassant les scrupules faussement naïfs de M. le chevalier Braas, au fait que, dans certains cas, il serait peut-être préférable que l'appréciation à porter sur le dossier au moment de son réglement ne soit pas uniquement le fait d'un magistrat qui juge seul. La Commission a éprouvé de son côté le même scrupule, notamment, comme M. Brouchot nous le rappelait tout à l'heure, au sujet des décisions sur la mise en liberté provisoire. A ce sujet, il est permis de rappeler que la loi du 7 février 1933, lorsqu'elle avait rétabli, de façon tout à fait éphémère, la Chambre du Conseil, (composée d'ailleurs d'un magistrat unique), avait eu soin d'y placer un magistrat différent du juge d'instruction. Elle avait ainsi obéi au souci de faire apprécier la prolongation de la détention préventive par un autre magistrat que le juge d'instruction qui avait ordonné celle-ci.

Eh bien, je crois que ce souci mérite précisement d'être souligné. Il me semble, d'ailleurs, si j'ai bien conservé le souvenir du texte adopté sur ce point, que le projet a fait une certaine place à de telles considérations, car, si je ne me trompe, vous avez organisé la possibilité de faire appel de l'ordonnance de renvoi ?

M. Vouin. — Je n'en ai pas parlé pour être plus bref. M. Brouchot me confirmera, je crois, sur ce point. Nous avions étudié ces questions, il y a quelques années, à Strasbourg dans un colloque qui y avait été convoqué. Nous avions envisagé que les réformes concernant la Chambre d'Accusation pourraient toucher à un troisième point, en la forme d'un élargissement du droit d'appel contre les ordonnances du magistrat instructeur. Ce qu'apporte le projet à cet égard, c'est quelque chose de très spécial : un droit d'appel organisé, à deux moments, dans la procédure de l'expertise. Mais quant à savoir s'il y aurait appel possible contre une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel, personnellement j'avais posé la question : je m'appuyais sur l'autorité de mon Maître, M. Hugueney, que je m'excuse de mettre en cause, d'appeler en garantie, et cependant nous avons renoncé à demander cela, devant l'objection qui nous a été faite par tous les magistrats, qu'il y aurait tellement d'appels dilatoires que finalement la justice n'y gagnerait rien.

M. Levasseur. — Je le regrette un peu car cela aurait parfaitement répondu au souci que vous avez discrètement exprimé. On aurait eu ainsi la certitude qu'une comparution devant le tribunal correctionnel pouvait être évitée à un individu qui aurait désiré faire juger par une juridiction collégiale si vraiment le renvoi paraissait bien justifié, en droit et en fait.

M. Vouin. — Personnellement j'avais cette idée ; mais je n'ai pas insisté.

M. Hugueney, *Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.* — Je l'avais moi-même abandonnée, mais là-dessus mes élèves, qui se rappelaient mon enseignement, m'ont reproché de changer d'avis.

M. Gollety. — Cela risque d'être un peu la carte forcée.

M. le Président. — Je crois que cela se retournerait contre le prévenu.

M. Levasseur. — C'est évidemment ce que l'on peut redouter. Si la Chambre des Mises en Accusation confirmait l'ordonnance de renvoi, il s'ensuivrait un préjugé défavorable contre l'individu lorsqu'il comparaîtrait devant le tribunal correctionnel, qui hésiterait davantage à acquitter.

Le second point sur lequel je crois devoir attirer l'attention en tant que professeur, concerne la réforme relative aux pouvoirs du juge d'instruction en cas de flagrant délit. Je dois dire que personnellement je partage entièrement l'avis de mon collègue Vouin. J'y insiste car j'ai vu tout à l'heure que M. le Président et M. Gollety paraissaient surpris de notre sentiment. Or j'avoue que nous enseignons toujours que le juge d'instruction est saisi, dans le cas de crime flagrant, sans qu'il soit nécessaire qu'il y ait un acte particulier de poursuite du Parquet. Aussi je trouve la réforme envisagée fort curieuse. Voilà un juge d'instruction qui va faire certains actes qui sont des actes d'instruction mais qui ne sera pas saisi tant qu'il n'y aura pas eu de réquisitoire. En quelle qualité agit-il ? Si on lui avait conservé la qualité d'officier de police judiciaire on aurait peut-être pu dire : « Pardon ! A ce moment là, il n'agit pas comme juge d'instruction mais comme officier de police judiciaire ». Mais précisement on lui a retiré cette qualité et il ne peut donc plus agir que comme juge d'instruction, un juge d'instruction dont on nous dit ensuite qu'il n'est pas encore saisi. J'avoue que je partage la surprise de mes collègues.

M. Hugueney. — Là encore j'ai exprimé quelques regrets ; ce ne sont que des regrets de professeur ; cela nous est pénible de changer notre enseignement, d'abandonner un principe qui remontait jusqu'aux temps les plus lointains, un des derniers vestiges de cette ancienne maxime que tout juge est Procureur général. Il nous a semblé qu'il y avait là dans notre législation un changement énorme. Pratiquement, je ne sais pas si on a souvent vu un procureur qui, après que le juge d'instruction ait opéré en flagrant délit, est venu lui dire : « Maintenant on va tordre le cou à cette instruction préparatoire que vous prétendiez ouvrir ». Il me semble que dans la pratique il n'y aura pas grand chose de changé.

M. Vouin. — Le texte y invite tout de même et la question peut se poser un jour.

M. Hugueney. — Voilà pourquoi j'ai cru que les professeurs devaient pour cette fois s'incliner devant l'avis des praticiens.

M. le Président. — Toutes les opinions sont possibles, mais ce qui nous a guidés, c'est que nous pensons et continuons de penser que c'est tout de même le Procureur de la République qui est le chef de la poursuite dans le ressort. Il est entendu que la partie civile a le droit de mettre l'action publique en mouvement ; il est entendu que pour les délits commis à l'audience, le juge peut se saisir lui-même, mais, hors ces cas, nous pensons qu'une des garanties fondamentales de la liberté du citoyen c'est que l'action publique soit exercée par le Procureur de la République. Et nous ne croyons pas qu'il soit bon de donner au juge d'instruction le droit de mettre en mouvement l'action publique lui-même, même en matière de crime flagrant, alors surtout que dans le projet nous étendons les règles du crime flagrant à celles du délit flagrant. Nous ne pouvons pas accepter que le juge se saisisse lui-même et que les attributions du Procureur de la République et son rôle de chef de la poursuite soient méconnus au profit des juges d'instruction.

M. Vouin. — Une toute petite remarque, la difficulté ne me paraît pas être dans l'organisation de ce système là, mais dans le fait que cette sorte de dessaisissement va se produire au regard du magistrat instructeur. J'aurais préféré que l'on dise : « En flagrant délit c'est le Procureur ou son substitut qui opère. S'il n'y a ni procureur ni substitut, c'est un magistrat du tribunal ». Mais je trouve un peu maladroit que cette prérogative, tout à fait légitime, du Parquet, aille s'exercer, d'après notre texte, justement à l'encontre du magistrat instructeur. J'aurais retiré à ce magistrat toute aptitude particulière à opérer en flagrant délit, affaire du Parquet, quitte à ce que le magistrat du Parquet en cas d'absence, soit remplacé par un juge au tribunal.

M. le Président. — Il y a un crime flagrant, il faut d'urgence aller faire les premières constatations ; c'est le Procureur de la République. Il n'est pas là ? on s'adresse au juge d'instruction. Mais quand celui-ci a fait ses premières constatations, son rôle est provisoirement fini ; il vient trouver le Procureur de la République et c'est ce dernier qui exerce l'action publique.

Voilà ce que nous pensons, mais encore une fois toutes les opinions sont permises et nous sommes ici justement pour les exprimer.

M. de Bonnefoy des Aulnais, *Directeur des affaires criminelles et des grâces au Ministère de la Justice.* — Je voudrais exprimer une simple réflexion sur le rôle du juge d'instruction en matière de crime ou délit flagrant.

Il a été admis que les circonstances exceptionnelles du « flagrant délit » commandaient l'intervention immédiate d'un magistrat, soit donc au besoin du juge d'instruction. C'est là un pouvoir spécial conféré par la loi, en voie d'élaboration.

Mais pour apprécier exactement la nature de l'intervention dans ce cas, du magistrat instructeur, il faut l'examiner par rapport à la notion de l'action publique. Il ne me semble pas possible de laisser l'initiative de celle-ci au juge d'instruction, même en cette matière. Il est indispensable, à mon avis, qu'elle soit la prérogative exclusive du Parquet.

En effet, seul le Ministère public qui est hiérarchisé, relève du Garde des Sceaux qui, en dernière analyse est responsable de l'exercice de l'action publique, devant le Parlement qui est en droit de demander sur ce point, des comptes au Gouvernement tout entier, par le jeu de la solidarité ministérielle.

Cette responsabilité ministérielle est une des institutions essentielles de notre régime actuel et l'on conçoit mal, dans le cadre de notre Constitution, qu'il puisse être dérogé à ce principe fondamental.

C'est pourquoi j'estime que le juge d'instruction, après avoir instrumenté pour les raisons et dans les conditions très particulières du « flagrant délit », devra se dessaisir de son enquête entre les mains du Ministère public qui aura seul le soin de prendre la décision sur la suite que l'affaire pourra comporter.

Bien entendu, dans cette brève intervention, j'ai délibérément laissé de côté la question des droits de la partie civile qui relèvent plutôt du domaine de la mise en mouvement de l'action publique et dont la notion fait appel à d'autres principes qu'il n'est pas de mon propos de développer ici.

M. Gollety. — En ce qui concerne le dessaisissement du juge d'instruction, il y a quelque chose d'amusant, c'est que l'article 83 a prévu que le Procureur de la République, lorsqu'il avait envie de dessaisir le juge d'instruction, n'avait qu'à s'adresser au Président. Mais ce brave juge d'instruction, quand il apprendra que le Procureur de République a envie de le dessaisir, n'aura qu'une solution, c'est d'inculper immédiatement un individu et de lui dire : « Mon cher ami, voulez-vous prendre ma défense ? » Il n'a aucun moyen de se défendre, il ne peut pas adresser de requête ; il peut user de ses pouvoirs propres mais il va se faire dessaisir d'un dossier contre X parce qu'il n'y aura ni inculpé, ni partie civile pour assurer sa défense. L'article 80 rend service au Procureur de la République, le juge d'instruction n'a pas de possibilité de se défendre autrement qu'en ayant recours aux pouvoirs propres du Président de la Chambre des Mises en Accusation.

M. le Président. — C'est peut-être une des imperfections de notre projet. Néanmoins dans l'ensemble nous sommes co-auteurs de ce projet, M. le Président Brouchot y a participé et je crois que dans l'ensemble il recueille l'adhésion à peu près unanime. Mais je crois que la politique que vous faites est peut-être un peu...

M. Gollety. — ... théorique, comme le dessaisissement.

M. Reboul, *Procureur Général près la Cour d'appel de Nancy.* — Il est très difficile à un procureur général de province venant après des orateurs de cette qualité, de dire quelques mots. Tout a été dit et il m'est particulièrement difficile de parler après mon collègue et ami, M. le Procureur de la République de la Seine, M. Aydalot.

Je ne pense pas, en effet, que la question de l'indépendance des juges d'instruction soit une question qui cause de grands soucis pratiques. Je crois qu'il était bon théoriquement de l'insérer dans le texte.

Si j'ai quelques observations très courtes à faire, ce serait plutôt sur les pouvoirs propres que votre projet vient de donner au Président de la Chambre des Mises en Accusation et sur un plan pratique. Je désirerais ardemment puisque je parle sous l'angle provincial, comme Procureur général ayant à assurer le fonctionnement de petits tribunaux insuffisamment occupés, — ils sont nombreux en Lorraine, — me pencher sur le sort vraiment préoccupant de ces juges résidents dont les capacités et les possibilités sont en quelque sorte stérilisées avant la lettre à la fois par leur inoccupation et par l'espèce de sujétion locale dans laquelle ils tombent. Je me dis qu'il est bon tout de même que certains de ces magistrats aient le pouvoir de consulter. Les juges résidents ne l'ont pas et c'est regrettable. Les juges d'instruction vont-ils connaître le même inconvénient ?

Il ne s'agit pas pour eux de sacrifier quoi que ce soit de leur indépendance ; je pense que la dépendance et l'indépendance sont des questions de caractère et nous avons, fort heureusement, des magistrats de caractère. Certes, on peut rencontrer des hommes qui aiment dépendre, comme Martine

aimait être battue, mais il y a beaucoup de femmes qui n'aiment pas être battues et il y a beaucoup d'hommes qui n'aiment pas dépendre. Il est toujours possible à un juge de ne pas dépendre, au sens opprimant du mot d'un magistrat supérieur, fût-il le Procureur général.

Mais cette question d'indépendance étant mise de côté, reste la question du conseil. Le juge d'instruction, dans ce nouveau système n'aura plus tendance à aller vers le Procureur de la République, encore moins vers le Procureur général, puisque les liens de surveillance sont rompus. Cela entraînera peut-être aussi quelque rupture des liens de confiance. Il aurait tendance à aller vers le Président du tribunal civil, qui peut, il est vrai, ne pas être spécialisé au pénal, or, on le dirige vers le Président de la Chambre des Mises en Accusation.

Je crains qu'il me faille mettre l'accent sur les occupations du Président de la Chambre des Mises en Accusation en province. Les Chambres des Mises en Accusation sont composées de magistrats qui ont des tâches multiples, ils ont un emploi du temps extrêmement chargé dans les chambres civiles ou les chambres correctionnelles, et ils ne consacrent guère que deux séances par semaine de deux ou trois heures à l'étude des dossiers de la Chambre des Mises. Il semble que si l'on veut faire fonctionner le système valablement, il faut augmenter et leur temps et leurs pouvoirs. La réforme implique donc l'augmentation et l'implantation de nouvelles chambres, un effectif de magistrats infiniment supérieur à celui qui existe. Il faut surtout que vous déchargiez d'un certain nombre d'occupations le Président de la Chambre des Mises en Accusation pour lui permettre...

M. Gollety. — Il est spécial, il ne doit faire que cela.

M. Vouin. — En ce qui concerne le Président de la Chambre d'Accusation, il est prévu qu'il ne fera que ce service. Cette juridiction est composée d'un Président de Chambre, exclusivement attaché à ce service, ayant deux conseillers qui peuvent, en cas de besoin, assurer le service des autres chambres de la Cour.

M. Reboul. — Le Président de la Chambre est donc libéré de tout autre souci. Je m'excuse, ma préoccupation est satisfaite.

Je voudrais en outre faire encore une remarque qui m'a été suggérée par un propos de M. Vouin. Il faisait allusion à la suppression que la loi de 1856 a faite de l'ancienne Chambre du Conseil, et il nous a dit : « On a donné la fonction à celui qui avait essentiellement la responsabilité ».

M. Vouin. — C'est ce qui a été dit dans les travaux préparatoires.

M. Reboul. — Je suis en train de me demander si la même chose ne risque pas de se produire et si le Président de la Chambre des Mises en Accusation, qui verra arriver, parfois de très loin, un juge pour lui demander conseil, ne sera pas tenté, soit de se substituer complètement à lui, ce qui est impensable et auquel cas la confusion serait totale, soit de lui donner quelques-uns de ces conseils paternels et généraux qui ne fixent rien. Il y a là un écueil, un écueil qui me paraît illustré par le rappel que vous avez fait vous-même, M. le Professeur, de la loi de 1856. Mais, sans doute est-il beaucoup trop tôt, alors même que le projet n'est pas encore arrivé à sa forme légale, pour épiloguer là-dessus ?

Je serais heureux d'avoir votre opinion sur ce sujet également.

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un point sur lequel je voudrais revenir d'un mot, c'est celui de la distribution des dossiers. Il semble que ce soit à cet égard que les opinions se soient montrées divergentes.

Il est évident, nous ne le contestons pas, que le Procureur de la République est très bien placé pour distribuer les dossiers entre les juges d'instruction ; il connaît ces magistrats, il connaît leurs qualités, il est à même de savoir quel est celui qui traitera le mieux une affaire et, par conséquent, de savoir s'il vaut mieux confier une affaire à l'un plutôt qu'à l'autre.

Il est certain également que jamais la Commission n'a prétendu incriminer la probité des Procureurs de la République et nous savons très bien que si les pratiques suivies, notamment au Parquet de la Seine, n'étaient pas régulières, mon cher Aydalot, vous ne seriez pas à votre place et vous en seriez parti depuis longtemps, je vous connais trop pour en douter.

Par conséquent, la Commission aurait fort bien pu continuer à confier la distribution des dossiers au Procureur de la République. Cependant la Commission, comme l'a très bien montré M. le Président Brouchot, a préféré un autre système. Elle a mieux aimé que ce soit le Président qui distribue les dossiers. Pourquoi ? Sans doute le Président est peut-être moins bien placé que le Procureur de la République pour connaître les qualités du juge d'instruction, mais il lui sera loisible de se renseigner précisément auprès du Procureur de la République. Mais ce que nous avons voulu, c'est que le juge d'instruction n'apparaisse pas comme étant le délégué immédiat du Procureur de la République. Je crois que c'est une manière de donner à la fois au moins l'apparence de plus d'indépendance au juge d'instruction et en même temps plus d'autorité véritable au Procureur de la République. Au fond, je ne crois pas me tromper sur la pensée de la Commission, c'est dans l'intérêt même du Procureur de la République qui est le chef de l'action publique que nous avons préféré que la désignation du juge d'instruction émane d'un autre que lui.

M. RICHARD, *Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.* — J'ai écouté avec le plus grand intérêt les orateurs qui m'ont précédé. Qu'il me soit permis de faire une déclaration de principe. Je suis, quant à moi, un très grand admirateur du Code d'instruction criminelle de 1808. Tout est amendable, évidemment ! J'ai été juge d'instruction au Tribunal de la Seine, j'ai vécu en parfaite intelligence avec les membres du Parquet, j'ai la prétention d'avoir été un magistrat libre et indépendant. Un de mes principes aurait été de rappeler le cas échéant, si l'on m'avait fait des remarques et si l'on avait eu la prétention de vouloir me dicter une décision, d'invoquer l'autorité d'un Procureur général qui a laissé de grands souvenirs à la Cour de cassation, le Procureur général Dupin, et j'aurais répondu au membre du Parquet : « Monsieur le Substitut... ou Monsieur le Procureur de la République..., *il n'y a que ce qui résiste qui soutient* ».

Ceci dit, je regrette, quant à moi, qu'on ait abrogé, il y a quelques années, les pouvoirs qui étaient attribués aux magistrats des Cours d'appel qui, eux aussi, pouvaient enjoindre la mise en mouvement de l'action publique[1], et je souhaiterais très vivement que ce texte fut rétabli.

1. Loi du 20 avril 1810.

Mais si je me suis décidé à dire quelques mots au cours de cette séance, c'est pour appeler l'attention des hautes autorités qui ont rédigé ces textes, si intéressants d'ailleurs, dont on nous a donné lecture tout à l'heure, sur la nécessité d'examiner de très près l'équipement des juges d'instruction. Cet équipement est, à mon avis, tout à fait insuffisant. J'estime que le juge d'instruction, qui est chargé d'établir par des moyens scientifiques, la recherche de la vérité, n'a pas à sa disposition l'équipement nécessaire pour atteindre, dans tous les cas, ce but. Un juge d'instruction dans un grand tribunal devrait avoir à sa disposition non pas seulement un greffier mais deux greffiers dont l'un serait sténo-dactylographe et un secrétaire, puis une machine à enregistrer, le cas échéant, et une voiture automobile, puis un cabinet et un arrière-cabinet bien aménagés.

Ce qui est regrettable, c'est qu'au cours d'une information ce juge d'instruction soit sans cesse dérangé par des avocats qui demandent la communication d'un dossier pour une autre procédure qui devra être examinée le lendemain ou le surlendemain. C'est un secrétaire du juge d'instruction qui devrait faire ces communications, mais il devrait être absolument interdit à quiconque de déranger le juge d'instruction au cours de son information.

Je souhaiterais que les autorités si compétentes qui sont réunies dans cette séance veuillent bien consacrer quelques instants à examiner l'équipement des juges d'instruction pour atteindre le but principal, la recherche de la vérité.

M. LE PRÉSIDENT. — Si je comprends bien, vous désireriez que chaque juge d'instruction soit assisté d'une dactylo plutôt que d'un greffier ?

M. GOLLETY. — Insidieusement on l'a glissé dans le projet en obligeant le juge d'instruction à établir en trois exemplaires les pièces de détention ; on espère par là, obliger la Chancellerie à fournir des dactylos au juge d'instruction, parce qu'on espère qu'on ne sera pas obligé de faire à la main des pièces en trois exemplaires !

M. VOUIN. — Une toute petite remarque du point de vue de l'équipement. Je me permettrai de signaler qu'à beaucoup il est apparu que la fonction de Président de la Chambre d'Accusation ne pouvait être exercée que par un magistrat disposant d'une automobile pour exercer le contrôle des cabinets d'instruction, visiter toutes les maisons d'arrêt. C'est un petit détail mais qui dans l'ordre matériel mérite d'être considéré.

M. FLOUR, *Professeur à la Faculté de droit de Paris.* — Je voudrais simplement dire deux choses. La première, je crois, va être un peu hétérodoxe, mais j'y suis encouragé par plusieurs interventions et notamment par celle de M. le Procureur de la République de la Seine qui nous a dit qu'il fallait faire la part des mythes et celle des réalités. Je me demande si, parmi les mythes, le problème de la situation du juge d'instruction dans la hiérarchie, qui est une question d'organisation judiciaire, ne tient pas une certaine place.

Je crois qu'en réalité, il résulte clairement de tout cet échange d'idées, et nous le savons tous, que dans l'immense majorité des cas, les juges d'instruction sont parfaitement indépendants, mais qu'il y a un petit risque,

qu'il y a des cas exceptionnels. Or, il est probable que, si vous légiférez, c'est précisément pour les cas exceptionnels : il n'est pas besoin de règles juridiques quand tout va bien.

Quant à la notation, il est probable qu'il est très rare que le Parquet soit partial, j'en suis bien persuadé. Mais le problème n'est-il pas de savoir ce que croit l'opinion ? Or l'opinion croit des choses inexactes et elle les croit à tort sur la foi de textes qui existent. Eh bien, de la même façon qu'il est peut-être regrettable aux yeux de l'opinion, par exemple, que le Parquet général ait une influence sur la notation du juge, je me demande tout de même si la différence d'échelon hiérarchique entre le juge d'instruction et le Procureur de la République ne l'inquiète pas également.

Si j'ai bonne mémoire, c'est un problème qui était abordé par le projet de 1949 et auquel on a fait allusion de nouveau aux Journées de Strasbourg : est-ce qu'il n'y a pas trois rôles, poursuivre, instruire, juger ? Est-ce que ces trois rôles ne doivent pas être équivalents ?

M. Vouin. — La question reste posée. On a éliminé le transport de certaines fonctions d'instruction du juge d'instruction au Procureur, mais la question du rang du magistrat instructeur dans la hiérarchie se pose toujours.

M. Flour. — Oui, je crois que c'est un problème important et peut-être aussi important du point de vue psychologique que celui de la notation.

M. Goletty. — C'est hors du projet de Code.

M. Flour. — Nous sommes tout à fait d'accord ; mais ce sera à revoir sur un autre plan, quant au statut de la magistrature.

La seconde question sur laquelle je médite depuis quelques minutes sans arriver à une conclusion nette, c'est celle dont on n'a pas parlé beaucoup, sauf l'un des rapporteurs, mon collègue Vouin. C'est celle de la situation du juge d'instruction qui a instruit un cas de flagrant délit et qui ne peut pas continuer à instruire sans réquisitoire. Mon collègue Levasseur paraissait, comme le rapporteur, considérer cette règle comme illogique ; sur quoi notre Maître, M. Hugueney, a en quelque sorte conclu que ce qui ennuyait le plus les professeurs c'était d'avoir à changer leur enseignement. C'est bien possible, mais comme le Ministère de l'Education Nationale va nous obliger à changer nos programmes, l'inconvénient est léger. Peut-être parce que je suis plus néophyte dans l'enseignement du droit pénal, je me demande si cette disposition est tellement anormale.

Tout à l'heure, M. Levasseur nous disait : « On comprendrait cette disposition si le juge d'instruction était encore officier de police judiciaire, parce qu'alors on pourrait dire : ce qu'il a fait en cas de flagrant délit il l'a fait en tant qu'officier de police judiciaire ; il n'est donc pas saisi ; et, pour qu'il le soit, il faut attendre le réquisitoire ». Je me demande, mon cher ami, si la question n'est pas exactement inverse. Je crois que justement le juge d'instruction n'est pas officier de police judiciaire aux termes du projet, mais qu'il le redevient au cas de flagrant délit, et si je me souviens bien il y a un alinéa qui le dit.

M. Vouin. — Il y a un texte qui lui donne, en cas de flagrant délit, les pouvoirs d'officier de police judiciaire.

M. Gollety. — C'est l'article 71, alinéa 2 : « Le juge d'instruction accomplit alors tous actes de police judiciaire prévus au présent chapitre ». L'article 50, alinéa 2 dit : « En cas de crime ou délit flagrant, il exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par l'article 71 ».

M. Flour. — Je crois justement que la véritable raison est là. En retirant au juge d'instruction la qualité d'officier de police judiciaire, mais en lui en donnant exceptionnellement les pouvoirs en cas de flagrant délit, vous avez indiqué par là même que, dans cette hypothèse de flagrant délit, il n'agit pas en tant que magistrat instructeur. Il agit à ce moment-là comme officier de police judiciaire et uniquement comme tel ; et il devient alors tout à fait normal qu'il ne puisse pas rester saisi sans réquisitoire.

M. Vouin. — M. Gollety fait une réflexion qui mérite d'être méditée ; il pose la question de savoir si le juge d'instruction fait œuvre de juridiction lorsque, à l'occasion d'un transport sur les lieux, il tire un mètre de sa poche pour mesurer une table. Mais c'est évoquer un problème beaucoup trop vaste.

M. Flour. — Je crois que le problème est là. L'adage que le juge est procureur général s'amenuisait peu à peu. Vous continuez à l'amenuiser ; cela me paraît dans la logique de l'évolution.

M. Gaultier, *Procureur de la République près le Tribunal de Lyon.* — Les difficultés qui ont été soulevées après ces exposés, au cours de ce colloque, nous y avons évidemment réfléchi, surtout après avoir pris connaissance, il y a déjà quelque temps, du nouveau projet de Code d'instruction pénale, et mieux éclairés que nous sommes à la lumière des commentaires que nous ont apportés aujourd'hui aussi bien M. le Premier Juge d'instruction de la Seine Gollety que M. le Professeur Vouin.

S'il est permis d'émettre quelques opinions, peut-être trop personnelles, mais enfin ce sont des réflexions qui me sont venues à l'esprit en méditant le problème qui fait l'objet de cette réunion, on pourrait se demander, d'une part, si, par suite des modifications apportées à notre Code d'instruction criminelle, et non point que la chose n'ait été envisagée par les auteurs du projet, on ne va pas en quelque sorte opposer les juges d'instruction aux magistrats du Parquet, et, pour ainsi dire — je force un peu l'expression, mais à dessein — les dresser les uns contre les autres et en faire des adversaires plutôt que des collaborateurs confiants, comme ils l'étaient généralement, comme ils le sont encore généralement.

Le juge d'instruction auquel on va confirmer une indépendance qui existait en fait ne va-t-il pas moins se prêter au dialogue quotidien avec les magistrats du Parquet, alors qu'il saura qu'il peut, d'autre part, avoir recours à un magistrat souvent d'un grade supérieur qui sera le Président de la Chambre des Mises en Accusation ?

Ce sont des questions que je pose, je n'ai nullement la prétention d'y apporter une solution et de les résoudre.

Or, en fait, on sait fort bien que lorsque les juges d'instruction éprouvent des difficultés, c'est souvent le cas des jeunes magistrats, ils aiment bien ou consulter leurs collègues plus anciens lorsque le tribunal comporte plusieurs juges d'instruction, ou s'adresser aux magistrats du Parquet.

Ils aiment bien venir discuter des questions qui les embarrassent et, en le faisant, et combien me l'ont dit ou me l'ont avoué, ils n'abandonnent quoique ce soit ni de leurs prérogatives, ni de leur indépendance.

J'en viens à un second problème qui m'est apparu au cours de ce colloque, à savoir la distribution des affaires.

En fait, comment se fait-elle ? Eh bien, le Procureur de la République répartit les affaires en tenant compte, surtout en tenant compte, même exclusivement dois-je dire, des qualités et des aptitudes de chacun des juges d'instruction.

Il y a des juges d'instruction qui, de par leur formation, comme de par leur goût personnel, n'aiment pas, par exemple, instruire les affaires financières. C'est un fait, ils ne sont pas orientés vers ce domaine particulier, ils connaissent mal parfois les textes (et en effet ils sont multiples !) qui régissent cette matière et ils aiment mieux n'être pas chargés des affaires de cette nature. Il y en a d'autres, au contraire, auxquels ce genre d'affaires plaît, c'est une question de goût. Le Procureur de la République, en présence de cet état de choses, choisit tout naturellement pour instruire les affaires financières les magistrats qui ont déjà une formation appropriée.

Il en sera de même dans d'autres domaines, le domaine criminel par exemple. J'ai connu des juges d'instruction qui n'aimaient pas à instruire des crimes de sang. Peu importe la cause. D'autres, au contraire, sont intéressés par ce genre d'affaires. Là aussi le Procureur de la République est amené à répartir les affaires suivant les aptitudes, la formation et même le goût des magistrats.

M. LE PRÉSIDENT. — Il vaudrait mieux qu'ils choisissent une autre carrière.

M. GAULTIER. — Peut-être, M. le Président, mais enfin, à Lyon même, deux juges d'instruction sont intéressés par les affaires financières et d'autres n'aiment pas les instruire.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous assure que si nous redoutions les affaires de sang ou les affaires financières, je ne sais pas comment nous accomplirions notre tâche.

M. GAULTIER. — Non point qu'ils refusent, M. le Président, d'instruire ces affaires ; mais ils le font alors dans de moins bonnes conditions, ils aiment mieux instruire d'autres affaires. Il est assez aisé de satisfaire toutes les aptitudes et, en définitive, c'est dans l'intérêt même d'une meilleure administration de la justice.

Alors je me demande si, comme il est prévu au projet, le Président du Tribunal ou son délégué, qui a moins de contacts avec les juges d'instruction et quelquefois s'en occupe peu, sera en mesure d'apprécier leurs aptitudes et leurs capacités pour les choisir dans le tour de rôle des répartitions. C'est une question que je pose encore. Je me demande si, sur ce point aussi, le nouveau Code d'Instruction criminelle ne pourrait pas être modifié.

M. ROLLAND, *Conseiller à la Cour de cassation.* — On le disait très justement tout à l'heure, l'indépendance est une question de caractère et non de textes ; quelles que soient les règles qui sont posées et quels que soient les textes de loi, on ne peut pas tenir debout si on n'a pas de squelette.

Mais il se pose pour le magistrat instructeur, non pas tant peut-être seulement une question d'indépendance qu'une question d'expérience. J'ai été amené à certains moments de ma carrière à effectuer de nombreuses visites de tribunaux tant en France qu'outre-mer, et j'ai été frappé de voir que dans ce rôle redoutable se trouvaient très souvent des magistrats tout jeunes, des magistrats débutants, sans expérience, auxquels venaient quelquefois des affaires extrêmement difficiles et graves, qui se trouvaient embarrassés et qui même quelquefois, devant des affaires simples, se trouvaient dans l'embarras pour les résoudre parce qu'ils n'avaient pas la moindre connaissance et la moindre expérience de ce qui devait être fait. Et j'ai le souvenir d'un tribunal sans doute lointain, mais que ce soit en France ou Outre-mer le problème est le même et le cas aussi grave, d'un magistrat dans le cabinet duquel nous avons pénétré, le Procureur général et moi-même ; nous avons trouvé quelques dizaines de dossiers qui attendaient depuis pas mal de temps, nous les avons examinés un à un ; il en était aussi embarrassé qu'un poisson en face d'une pomme et je vous assure qu'il a suffi de lui donner quelques conseils pour qu'il puisse rapidement arriver à trouver une solution.

Je crois que l'intérêt peut-être de la réforme, qui consisterait à donner au magistrat instructeur un grade plus élevé que celui qu'il a actuellement, ce n'est certes pas pour l'opposer au Procureur de la République mais pour que dans ces fonctions ne puissent être placés que les magistrats ayant déjà une certaine expérience de la vie judiciaire. Très souvent c'est un simple juge suppléant qui remplit momentanément les fonctions de l'instruction, qui en tout cas est fréquemment un magistrat qui est au dernier degré de la hiérarchie judiciaire. Il y a, je crois, dans cette question du grade, quelque chose qui a une autre répercussion peut-être que celle d'une simple question de préséance, c'est celle d'éviter que des fonctions aussi difficiles soient, comme nous l'avons vu récemment dans des affaires importantes et qui ont ému l'opinion publique, confiées à un magistrat, peut-être brillant dans un examen, mais pour lequel c'étaient les premières expériences de la vie judiciaire qu'il avait à connaître. Il y a là, je crois, un danger dont il ne faudrait pas sous-estimer l'importance.

M. ANCEL. — Je voulais simplement prendre la parole, à la fin de cette réunion pour vous faire part de quelques télégrammes que j'ai reçus de certains de nos correspondants étrangers. Je vous en avais cité l'autre jour un certain nombre ; j'en ais reçu d'autres depuis, notamment du Professeur Batawia, de Varsovie, dont nous étions sans nouvelles depuis plus de dix ans et qui nous annonce une prochaine visite à Paris en nous disant qu'il regrette de n'avoir pu la faire coïncider avec notre colloque. J'ai reçu aussi un télégramme de très chaudes félicitations pour notre *Revue* de la part du Professeur Radzinowicz, de l'Université de Cambridge, qui m'avait dit oralement, je vous l'avais rapporté, son regret de n'être pas ici ; il a tenu à m'envoyer les vœux du *Department of Criminal Science* de cette Université. J'ai reçu également un télégramme de M. Klare, Secrétaire général de la *Howard League for Penal Reform*, qui nous dit combien il est présent par la pensée avec nous. Enfin j'ai reçu une lettre qui m'a beaucoup touché de M. S. Bates, que nous sommes ici quelques-uns à bien connaître et qui

a une haute réputation parmi les pénologues et les criminologues des Etats-Unis.

Si j'ai voulu, à la fin de nos travaux, vous faire part de ces messages, c'est d'abord pour ne pas omettre ceux qui étaient arrivés pendant le cours de ces journées. Mais c'est également pour souligner une fois de plus l'écho que notre *Revue de Science criminelle* a trouvé à l'étranger, ce qui explique la place que nous sommes amenés à faire aux études de droit comparé.

Il y a quelques jours, un magistrat particulièrement dynamique me disait à propos d'un de nos numéros récents, sa joie d'y trouver un magnifique article de droit français qui l'intéressait beaucoup plus que des questions telles que la quotité disponible en Tchécoslovaquie. J'ai fait observer à cet éminent magistrat que jamais la *Revue* ne s'occuperait de la quotité disponible — en Tchécoslovaquie ou ailleurs — mais qu'il pouvait être plus intéressant également, si l'on envisage la science criminelle dans sa perspective universaliste, de savoir ce qui se passait en Tchécoslovaquie ou au Guatémala. Et l'une des raisons d'être de notre *Revue* c'est précisément d'être à l'affût des expériences étrangères pour les faire connaître, et pour montrer comment les problèmes de droit pénal que nous avons à résoudre en France se posent aussi ailleurs ; il y a quelquefois des Français qui ont tendance à l'oublier.

Mais cela dit, et cette part nécessaire faite à ce droit comparé qui figure dans le titre même de notre *Revue*, je me tourne alors vers les Français qui sont ici, vers les magistrats de Paris et de province qui sont venus répondre à notre appel avec un empressement qui nous a beaucoup touchés, pour leur rappeler que la *Revue de Science criminelle* devrait en même temps être plus complètement encore, l'organe où vous vous exprimeriez librement, l'organe où vous nous feriez part de ces difficultés pratiques qui ont été envisagées ces jours-ci et des préoccupations, même théoriques, qui restent les vôtres.

Messieurs les Magistrats, mes chers collègues de Paris et de province, la *Revue de Science criminelle* compte aussi sur vous, elle compte même beaucoup sur vous pour conserver ce caractère vivant qui l'a marquée dès l'origine. Si je parle des magistrats, cela ne veut pas dire que j'oublie, bien entendu, les professeurs ; seulement il est souvent beaucoup plus facile de faire écrire un professeur que de faire écrire un magistrat, et voilà pourquoi je m'adresse spécialement aujourd'hui aux magistrats en leur disant que notre *Revue* doit être aussi leur revue. C'est grâce à tous ces concours que nous pourrons continuer, et même développer notre œuvre.

M. LE PRÉSIDENT. — Je me garderais de résumer le débat. Le Président des Assises, d'après le Code d'Instruction criminelle, n'en a pas le droit. Celui qui a présidé ce colloque au cours duquel de si remarquables interventions ont été prononcées ne saurait davantage le faire.

Je veux simplement souligner l'utilité de ces colloques. D'abord les idées se croisent, se mêlent, se heurtent, et si, de cette discussion la lumière ne naît pas toujours, c'est du moins la meilleure manière de la provoquer.

Et puis ces colloques favorisent le goût du droit pénal. Comme me le disait tout à l'heure M. Vouin, nous assistons à un véritable renouveau du droit pénal. On a cessé dans les Facultés de considérer l'enseignement

du droit pénal comme un parent pauvre. Et cet enseignement se place de plus en plus au premier rang des préoccupations des juristes. A ce renouveau, le colloque d'aujourd'hui, comme ceux d'hier et d'avant-hier, a apporté une heureuse contribution.

Et puis, je crois aussi qu'il est bon, qu'il soit parlé, en public, du rôle des magistrats chargés d'appliquer le droit pénal, des soucis et des difficultés qu'ils rencontrent dans leur tâche. C'est pour eux un grand encouragement. Les observations que vous avez faites tout à l'heure, M. le Président Brouchot, témoignent d'une chose, c'est que trop longtemps les compagnies judiciaires ont mis au premier rang de leurs soucis le droit civil, et négligé le droit pénal, et ceux qui ont la tâche de l'appliquer. Trop longtemps les chefs de Cour ont tenu pour des rouages sans importance les juges d'instruction et les Chambres d'accusation. C'est cela qu'il ne faut pas, et je crois que le colloque d'aujourd'hui, comme ceux qui l'ont précédé et comme ceux qui suivront, sont de nature à montrer à tous l'intérêt qu'il y a à mettre en lumière les travaux difficiles des magistrats qui s'occupent du droit pénal, des juges d'instruction, des procureurs et des substituts. C'est dans la mesure où leur mission sera ainsi exaltée qu'ils montreront tous les jours un souci plus affirmé de faire preuve d'indépendance et d'impartialité.

Je voudrais aussi en terminant faire un bref éloge de la *Revue de Science criminelle*. Je veux dire que je m'associe entièrement à tout le bien qui a été dit d'elle, de ses fondateurs, de ses collaborateurs et de son rédacteur en chef.

La *Revue de Science criminelle* est éditée pour le bien public, pour le bien des Facultés et de la magistrature, pour le bien des juristes et des étudiants, pour le bien de la science pénale en général. Je crois vraiment que la *Revue de Science criminelle* est un outil de premier ordre et qu'elle atteint la perfection par la conception même que mon ami, le Conseiller Ancel, lui a donnée. Elle nous fait connaître, d'abord, le droit comparé et, par lui, des pays que nous ignorons, où nous n'irons jamais. De ces pays, grâce à elle, nous aurons au moins quelque chose. Nous continuerons sans doute d'en ignorer la géographie, car vous ne mettez pas de cartes dans votre *Revue* mais nous en connaîtrons petit à petit les institutions et les mœurs. Nous en connaîtrons le droit.

En dehors de ces grandes études d'ordre international, votre *Revue* donne une place très importante à ces sciences nouvelles, telles que la criminologie, science qui parfois, je le reconnais, me laisse des inquiétudes, mais dont je suis le premier à proclamer l'utilité et la valeur.

La *Revue de Science criminelle* est aussi un excellent outil de documentation juridique, grâce aux chroniques de législation et aux chroniques de jurisprudence, qui y sont insérées, où chacun puise un enseignement utile.

Et puis aussi ce qui me plaît en elle, et ce sera mon dernier mot, c'est qu'elle concourt dans son ensemble au maintien des traditions libérales qui sont l'honneur du droit français. La légalité des peines, le respect des règles de la procédure, le souci des libertés publiques, çà et là, à tout moment, partout, dans la *Revue de Science criminelle*, ces sujets sont traités ou effleurés et dans une époque où la notion de liberté tend, je ne dis pas à disparaître,

mais à s'effacer, dans une époque où le respect du droit est proclamé, sans doute, mais pas toujours mis en application et n'est plus en tout cas au premier rang des préoccupations de nos gouvernants et de nos dirigeants, la *Revue de Science criminelle*, en rappelant à tous ces principes essentiels, accomplit une œuvre salutaire et dont je suis heureux et fier, mon cher ami Marc Ancel, de vous féliciter publiquement.

COMMUNICATION ÉCRITE DE M. LAPLATTE

Conseiller à la Cour d'appel de Colmar.

Je reste attaché au principe d'une réforme qui ferait de la Chambre des Mises en Accusation la « clef de voûte » des juridictions d'instruction.

L'image, qui figure dans un article publié dans la *Revue de Science criminelle*[1], a connu depuis, m'a-t-on assuré, une certaine fortune. Mais il ne faut pas que ce reste une image, il faut que ce soit une réalité. Pour qu'il en soit ainsi, il faut à mon avis pousser l'idée plus loin : il faut faire de la Chambre des Mises *la* Juridiction d'instruction ; les juges d'instruction seraient ses émanations, comme le juge des référés est une émanation du Tribunal civil, comme le juge cantonal, en Alsace, est une émanation du Tribunal régional.

Dans l'article de la *Revue de Science criminelle*, il est surtout question d'un contrôle des juges d'instruction par le Président de la Chambre des Mises, autrement dit de l'affirmation d'un rapport hiérarchique. J'estime qu'il faut aller plus loin et créer une unité de juridiction : ceci pour permettre au Président de la Chambre des Mises de déléguer un de ses assesseurs pour prendre en main l'instruction d'une affaire particulièrement délicate ouverte dans un tribunal du ressort.

Cette faculté de délégation serait la seule conséquence pratique de la réforme ; la procédure resterait ce qu'elle est aujourd'hui et le train courant des affaires serait instruit comme maintenant. Mais le régime actuel est absurde parce que, avec son caractère absolu, il expose un juge d'instruction qui a quinze jours de pratique à se trouver seul, désespérément seul, avec, sur les épaules, une affaire Hanau ou une affaire Stavisky.

Il faut avoir siégé au tribunal de... pour être inébranlablement convaincu que, quels que soient les mérites du juge d'instruction, si grande que soit sa bonne volonté, il ne peut pas — sauf exceptions rarissimes — être à la hauteur d'une affaire de ce genre, lui qui n'instruit que des vols de clapier ou des accidents d'automobile, qui n'a à sa disposition dans son cabinet que le vieux « Marcy » ou la première édition du « Le Poittevin ».

Il n'est pas une entreprise privée qui, lorsqu'il arrive un coup dur dans une de ses succursales, ne délègue un membre de l'administration centrale pour aider sur place le gérant de la succursale. Et la même règle est suivie dans les administrations. Seule la Justice fait exception.

Le résultat, on le devine, ou plutôt on le connaît : quelle figure fera-t-il ce juge de troisième classe quand il sera assailli par un bataillon de journalistes, aux prises avec de grands ténors du barreau (venus de Paris, eux),

1. *En marge du projet de Code d'instruction criminelle*, 1951, p. 147.

qui multiplieront les incidents et useront de tous leurs pouvoirs d'intimidation ? Et je ne parle pas de la police !

Il n'est nullement dans mes vues de dessaisir le juge du lieu de l'affaire, mais j'estime que, à partir du moment où le Président de la Chambre des Mises a décidé qu'il devait en être ainsi, ce juge doit instruire sous la direction du conseiller délégué.

J'ai raconté dans le *Pouvoir Judiciaire* de juillet 1955[1], l'histoire d'une information menée à deux, dans une affaire renvoyée d'un ressort dans l'autre par la Cour de cassation. L'expérience que j'ai faite me persuade que la chose est possible.

La réforme d'unification que je propose au bénéfice de la Chambre des Mises a pour principale raison d'être, de prévenir des commentaires tendancieux lorsque son président usera du pouvoir que je voudrais lui voir attribuer : cette mesure ne ferait pas figure de dessaisissement arbitraire puisque la Chambre des Mises ne ferait que reprendre une attribution déléguée.

COMMUNICATION ÉCRITE DE M. ZISSIADIS

Professeur de procédure pénale à l'Université de Thessalonique (Grèce).

I. — Généralités

En ce qui concerne l'organisation des juridictions d'instruction, les principaux problèmes dont se sont occupés la doctrine, ainsi que les législateurs de divers pays, peuvent se résumer selon les points suivants :

1° Qui doit être chargé de l'œuvre de l'instruction ?

2° A qui doit-on confier le contrôle et l'appréciation préliminaire des preuves, afin de se prononcer sur la question de savoir s'il y a lieu de déférer ou non l'inculpé devant le tribunal ?

3° Selon quel mode l'instruction doit-elle être menée et quels sont la situation et le rôle de l'inculpé dans le procès pénal ?

***

En ce qui concerne le premier point, la conception selon laquelle l'instruction doit être menée par le juge d'instruction et non par celui qui a exercé l'action publique a dominé pendant un certain temps, et cela, parce que le juge d'instruction, animé de la conscience judiciaire, a été considéré comme pouvant offrir des garanties d'impartialité plus grandes que le Ministère public.

Cette conception pourtant a été combattue. On lui a opposé en effet :

1° Que l'idée de l'indépendance du juge d'instruction envers le parquet ne correspond pas à la réalité des choses, étant donné que c'est le procureur du tribunal seul, qui procède à la désignation du juge d'instruction, qui sera chargé d'instruire l'affaire.

2° Qu'au point de vue psychologique, la coexistence dans une même

1. *Il faut rajeunir le juge d'instruction*, in *Le Pouvoir judiciaire*, n° 103, juillet-août 1955, p. 6.

personne de la qualité de juge d'instruction et de juge à l'audience est impossible.

3° Qu'il découle de la confiance dans la garantie du juge d'instruction et de la foi exagérée attachée à ses rapports et à ses constatations, que des charges qui normalement devraient appartenir à la juridiction de jugement, incombent à la juridiction d'instruction.

4° Que l'instruction devient inutile et fait retarder l'achèvement de l'affaire, en cas d'aveu.

C'est pourquoi on a proposé de remplacer le juge d'instruction par le Parquet, en matière d'instruction. Cette proposition a même trouvé un écho dans le mouvement législatif. Pourtant elle n'a pas été acceptée en définitive, d'une part parce qu'elle s'est heurtée à la force de la tradition existante, d'autre part parce que le procureur du tribunal, qui serait appelé à prendre la place du juge d'instruction, porte, en soi, la marque évidente de sa dépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif, et qu'il est même privé de toute conscience judiciaire. C'est par conséquent le juge d'instruction qui d'après la conception dominante en doctrine doit être chargé de recueillir les preuves.

***

La doctrine s'est aussi occupée du deuxième problème, à savoir celui de la détermination de l'organe auquel doit appartenir le contrôle et l'appréciation des preuves recueillies afin de se prononcer sur le fait de savoir s'il y a lieu de renvoyer ou non l'inculpé devant le tribunal.

La conception dominante, sur ce point est qu'une décision de l'autorité judiciaire doit être considérée comme nécessaire, étant donné qu'elle offre le maximum de garantie d'une conciliation correcte des intérêts en conflit dans le procès pénal, à savoir d'une part les intérêts de l'Etat et d'autre part ceux de l'inculpé. On a observé cependant que de cette façon le juge qui statuera sur l'affaire à l'audience, court le danger d'être la victime d'un préjugé dû à l'opinion déjà manifestée par les juges, qui ont renvoyé l'inculpé devant le tribunal.

L'inconvénient est encore plus grave dans le cas où l'affaire viendrait à être jugée par le même juge, qui a statué sur le renvoi devant le tribunal, du fait que la qualité du juge renvoyant et du juge qui statuera à l'audience coïncident dans la même personne.

C'est pour cette raison qu'on a soutenu l'idée de supprimer la juridiction des Chambres de conseils et de confier le contrôle et l'appréciation des preuves soit au Ministère public, soit à un magistrat unique, afin de statuer sur le renvoi ou non de l'affaire devant le tribunal.

***

Un autre problème, qui a attiré l'attention de la doctrine est celui qui concerne les modalités de l'instruction par rapport à son caractère écrit, secret et non contradictoire.

D'après un premier point de vue, la pleine publicité durant la procédure préliminaire s'impose en règle générale parce que les témoins se montrent

ainsi plus attentifs et que l'abus d'autorité de la part du juge d'instruction est écarté, mais ce point de vue a été repoussé, parce qu'il s'oppose au but poursuivi par la procédure préliminaire, but tout à fait différent de celui poursuivi par la procédure devant le tribunal.

Certains ont aussi soutenu le principe de l'oralité des débats en matière d'instruction, mais on leur a opposé, avec raison que de cette façon la possibilité pour les juges futurs de se renseigner sur ce qui s'est passé durant l'instruction ferait défaut.

En ce qui concerne les formalités de l'instruction, on a proposé le système de « l'instruction croisée » suivant la procédure accusatoire, mais on a opposé à cela le risque de voir s'éteindre l'intérêt du juge d'instruction en raison de sa condamnation à un état passif. Il n'est pas d'ailleurs nécessaire dans tous les cas que toutes les parties soient présentes, au moment où le juge d'instruction procède à des actes d'instruction ce qui d'après le système de « l'instruction croisée » serait indispensable. Le rôle même que l'inculpé tient dans le procès pénal a été l'objet de vives discussions dans la doctrine. On s'est demandé si l'inculpé est un « sujet au procès » et par conséquent une partie ayant la même position que toute autre partie au procès vis-à-vis du procureur du tribunal, ce qui écarte la possibilité de tout interrogatoire ou si au contraire l'inculpé est un « sujet de droit » jouissant de droits, mais en même temps chargé d'obligations le forçant à se soumettre aux limitations posées par la loi et à plus forte raison à l'interrogatoire tendant à la découverte de la vérité.

***

Les discussions excessivement intéressantes qui touchent à ces problèmes ont abouti à des résultats bienfaisants, parce qu'elles ont amené les législateurs à réaliser des transformations nécessaires et des améliorations aux diverses institutions dans le but, d'une part, d'assurer aussi efficacement que possible la défense de la société contre les forces du mal et, d'autre part, de sauvegarder les droits de l'inculpé.

Une étude de droit comparé sur ce sujet serait certainement très intéressante, mais telle n'est pas ici notre intention. Nous nous bornerons seulement à relever en lignes générales les traits caractéristiques de l'organisation de l'instruction du point de vue hellénique.

II. — L'attitude du législateur grec devant ces problèmes

Sur la première question, à savoir : « Qui doit être chargé de l'œuvre de l'instruction ? », on doit immédiatement observer qu'on n'a pas du tout pensé en Grèce à ôter au juge d'instruction le droit de recueillir les preuves.

Le comportement du juge d'instruction dans l'exercice de ses fonctions n'a pas donné lieu à une telle pensée de la part de la doctrine hellénique. Le législateur ne s'est d'ailleurs pas occupé de la question. La conscience judiciaire chez le juge d'instruction constitue en Grèce, une tradition, qui a toujours été respectée et défendue. L'inculpé dès son entrée dans le

bureau du juge d'instruction acquiert un sentiment de sécurité ; il sait qu'on ne lui fera aucun tort par esprit de partialité.

Il est vrai que les circonstances anormales dans lesquelles la Grèce a vécu et la nécessité d'une recherche rapide du crime en connexion avec le besoin de protection de la société aboutit dans certains cas à un abus du droit de détention préventive, qui a fait l'objet de graves et justes critiques. Sur ce point le législateur a pris certaines mesures de contrôle de la durée de la détention préventive, tout d'abord en vertu de la loi nº 4441/1929, plus tard, en vertu de la loi nº 6353/1934 et récemment en vertu de l'article 287 du nouveau Code de Procédure pénale, mis en vigueur le 1er janvier 1951. Aux termes de cet article, en effet, si la détention préventive au cours de l'instruction dure quatre mois, en cas de crime, ou deux mois en cas de délit, le juge d'instruction dans un délai de dix jours doit faire connaître au Procureur général par un rapport motivé, les raisons pour lesquelles n'a pu être achevée l'instruction. Le Procureur général peut rendre le juge disciplinairement responsable s'il considère le retard injustifié. Le juge d'instruction doit en même temps transmettre le dossier au procureur du tribunal pour que celui-ci amène l'affaire devant la Chambre du conseil. Cette dernière, après avoir entendu les parties ou leurs défenseurs après citation, si possible, vingt-cinq heures avant la séance, statue irrévocablement par son ordonnance spécialement motivée sur le point de savoir s'il y a lieu de mettre le détenu en liberté provisoire ou d'ordonner la continuation de la détention préventive. Dans ce dernier cas, elle peut accorder un délai pour l'achèvement de l'instruction, qui ne peut dépasser les deux mois. Dans le cas où la Chambre du conseil a ordonné la continuation de la détention préventive, ce qui précède est répété tous les deux mois, ou même avant ce délai, dans le cas où la Chambre du conseil a accordé pour l'achèvement de l'instruction un délai de moins de deux mois (art. 289 C. P.P.)

***

Sur le deuxième point, à savoir à qui doit-on confier le contrôle et l'appréciation des preuves, on peut observer que le législateur grec s'en tient à la conception que le jugement pour le renvoi devant le tribunal ou la mise hors de cause de l'inculpé, est garanti par l'autorité judiciaire. Pour cette raison il ne s'est pas éloigné du régime antérieur au nouveau Code de procédure pénale en vigueur, d'après lequel ce jugement est du ressort des Chambres du conseil, c'est-à-dire du Tribunal correctionnel, en première instance et de la Chambre des Mises en Accusation statuant en appel.

Pourtant, dans le but de rendre la justice plus rapide, le législateur grec a institué certaines exceptions, dans le but d'écarter l'intervention des Chambres du conseil. C'est ainsi que :

1º En cas de flagrant délit ou de délit relevant de la compétence du juge unique ou d'un autre délit, suivi d'une enquête, dans le but de constater, s'il y a lieu de mettre en mouvement l'action publique, l'inculpé peut être traduit à l'audience par citation directe (art. 244, C. P. P.).

2º Le procureur de la République saisi par la dénonciation d'un tiers peut procéder à une enquête soit personnellement, soit par l'intermédiaire

des officiers de la police judiciaire. S'il se convainc que la dénonciation est légalement insoutenable, ou évidemment tout à fait incertaine au point de vue du fond, il décide de classer sans suite l'affaire, mais il doit en même temps en aviser le procureur général de la Cour d'appel, en exposant les motifs en raison desquels il n'a pas mis en mouvement l'action publique. Le procureur général a le droit d'ordonner la mise en mouvement de l'action publique, et le procureur de la République doit exécuter ses ordres (art. 43 C. P. P.).

De même, en cas de plainte d'un particulier lésé, le procureur de la République peut aussi procéder à une enquête et s'il se convainc que la plainte est mensongère quant au fond, il rejette la plainte par une ordonnance, qui doit être signifiée au plaignant. Celui-ci a le droit de recours devant le Procureur général de la Cour d'appel dans un délai de quinze jours. Le Procureur général a le droit d'ordonner la mise en mouvement de l'action publique et le procureur de la République doit se conformer à ses ordres (art. 47 C. P. P.).

Ainsi c'est le Parquet qui juge s'il existe ou non une action punitive de l'Etat.

3º L'instruction menée par le juge d'instruction en matière de délit peut être achevée par une citation directe de l'inculpé à l'audience du tribunal compétent, ordonnée par le procureur de la République sous réserve de l'avis conforme du juge d'instruction. Dans ce cas, l'intervention de la Chambre du conseil du tribunal de première instance est écartée.

Ainsi, quand une instruction menée par le juge d'instruction concerne un crime, et que de l'information résultent des indices suffisants, justifiant le renvoi à l'audience pour crime, le jugement de la Chambre du Conseil du Tribunal de première instance peut être écarté et l'affaire peut être soumise au Procureur général de la Cour d'appel, si le juge d'instruction et le procureur de la République sont d'accord sur ce point. Le Procureur général s'il partage l'avis du juge d'instruction et du procureur de la République dépose ses conclusions devant la Chambre des Mises en Accusation, qui statue en premier et dernier ressort.

Il est à remarquer que les dispositions concernant les deux Chambres du conseil, c'est-à-dire, celle du conseil de première instance et celle des mises en accusation sont complétées et modifiées de façon à introduire l'oralité et la publicité des débats devant les deux chambres. C'est ainsi qu'aux termes de l'article 308 C. P. P., la Chambre sur demande de l'une des parties doit ordonner leur comparution en présence du procureur pour donner toutes explications. Elle peut aussi permettre à leurs défenseurs de développer oralement l'affaire. La Chambre peut agir ainsi même d'office. La demande de comparution peut être rejetée par la Chambre s'il existe des raisons particulières spécialement mentionnées dans l'ordonnance. La Chambre du conseil en ordonnant la comparution de l'une des parties, doit appeler et entendre en même temps les autres parties.

III. — La procédure d'instruction et le rôle de l'inculpé dans le procès pénal

Le législateur grec persiste à rester attaché à l'instruction écrite. Quant à la publicité de l'instruction, fut-elle partielle par la seule présence des parties, elle a été jugée désavantageuse. On a cependant admis quelques atteintes au principe du secret de la procédure d'instruction pour ceux des actes d'instruction, qui par anticipation font partie de la procédure d'audience. C'est ainsi que :

1° On a reconnu aux parties le droit d'être assistées par un défenseur au cours d'un acte d'instruction, exception faite de la déposition des témoins et de l'interrogatoire de l'inculpé (art. 97 C. P. P.). Dans le cas même de témoignage devant le juge d'instruction, si celui-ci considère la comparution d'un témoin comme impossible à l'audience, il doit citer l'inculpé et les parties, afin qu'ils assistent à la déposition du témoin (art. 219, al. 2, C. P. P.).

2° Il est permis aux parties pendant l'information préparatoire d'être assistées chacune d'un ou de deux défenseurs au plus (art. 96 C. P. P.).

3° Le droit a été reconnu à l'inculpé d'être assisté par un conseil pendant son interrogatoire aussi bien que pendant toute confrontation avec des témoins ou autres inculpés. Si l'inculpé n'a pas de défenseurs et s'il en demande expressément un, le juge d'instruction est obligé d'en désigner un d'office. La loi décide expressément qu'en aucun cas le droit de communication avec son défenseur ne peut être refusé à l'inculpé (art. 100 C. P. P.).

4° Dès que l'inculpé cité comparaît, ou est amené pour son interrogatoire devant le juge d'instruction, celui-ci doit lui communiquer les pièces de l'instruction faite. L'inculpé a aussi le droit de prendre connaissance de l'information soit personnellement, soit par l'intermédiaire de son conseil afin qu'il lui soit ainsi permis d'organiser sa défense. Cette obligation du juge d'instruction ainsi que ce devoir de l'inculpé existent chaque fois que l'inculpé peut être cité pour un interrogatoire complémentaire. Mais si l'instruction dure plus d'un mois à dater du premier interrogatoire ou à dater de chaque interrogatoire complémentaire, l'inculpé peut exercer tous ses droits une fois par mois (art. 101, C. P. P.). L'inculpé a aussi le droit de demander un délai de quarante-huit heures au cours duquel il ne pourra être soumis à aucun interrogatoire. Le juge d'instruction a l'obligation de mentionner et d'expliquer à l'inculpé préalablement à tout interrogatoire les droits ci-dessus. Un procès-verbal y relatif, signé par l'inculpé doit être dressé par le juge. Toute violation des dits droits de l'inculpé entraîne la nullité de l'acte d'instruction (art. 171 C. P. P.). Ces droits peuvent être exercés par l'inculpé même au cours de l'instruction préparatoire. Il ne peut en être privé que dans certains cas seulement, en cas de flagrant délit par exemple.

CHRONIQUES

A. Chronique de Jurisprudence

I. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

par Alfred Légal

Doyen de la Faculté de Droit de Montpellier.

1. *Etat de nécessité et crise du logement.*

L'impunité du délit nécessaire est aujourd'hui unanimement admise par la doctrine, les auteurs s'accordant à reconnaître qu'elle se fonde sur un fait justificatif de nature à effacer l'illégalité objective de l'acte. Mais jusqu'ici, on le sait, la Cour de Cassation ne s'est jamais ouvertement référée à cette théorie : si on en peut sans doute relever dans sa jurisprudence certaines applications, c'est en général sous le couvert d'un appel à la notion de contrainte qu'elle les a consacrées (v. par ex. : Cass. crim., 16 mai 1934, D.H., 1934.367).

Le tribunal correctionnel de Colmar, par jugement du 27 avril 1956 (*Rec. Gaz. Pal.*, 1956.II.64) n'hésite pas au contraire à prononcer un acquittement motivé de façon exclusive par l'état de nécessité, dont il affirme le caractère de fait justificatif.

Le prévenu était poursuivi pour avoir commis une double infraction à l'Ordonnance du 27 octobre 1945, en entreprenant la construction d'une maison d'habitation sans avoir obtenu le permis de construire, puis en continuant les travaux malgré un arrêté du maire qui avait ordonné leur suspension à la suite d'un avis défavorable de l'Urbanisme et de la décision prise en conséquence par le préfet, de surseoir à la délivrance du permis. L'intéressé, sans nier la matérialité des faits, invoquait pour sa défense la nécessité où il s'était trouvé de procurer un logement décent à sa famille. Le tribunal s'attache à démontrer par l'analyse des données de la cause que cette prétention était juridiquement fondée.

On sait que la question de l'état de nécessité est de nature à se poser dans tous les cas où un individu, aux prises avec un péril qui le menace — ou menace des tiers, commet pour l'écarter une infraction. L'impunité lui sera alors acquise moyennant deux conditions essentielles : d'une part la constatation que son acte était réellement nécessaire, ce terme étant entendu non pas en ce sens que le délit se serait révélé absolument inévitable, mais bien qu'il était indispensable à la sauvegarde du droit menacé, d'autre part l'existence d'une certaine proportionnalité entre le droit sacrifié et le droit dont la protection ne pouvait être assurée que par la violation de la loi : l'état de nécessité ne sera reconnu comme cause d'exonération de responsabilité que tout autant

que la valeur individuelle et sociale du premier de ces droits apparaîtra inférieure ou tout au plus égale à celle du second.

Or le tribunal relève à l'appui de sa décision de relaxe tout d'abord que l'habitation où vivait antérieurement le prévenu était une simple baraque dont la cave était envahie par l'eau une partie de l'année et dont l'insalubrité avait gravement compromis la santé de l'un de ses enfants. Il avait été impossible à l'intéressé, constate ensuite le jugement, en présence de la crise du logement, de s'installer ailleurs : notamment le Maire, auquel il s'était adressé, n'avait pas été en mesure de lui procurer une autre habitation. Force lui avait été dans ces conditions de se construire une maison et ses ressources modestes ne lui avaient permis de l'édifier que sur l'emplacement pour lequel l'Administration se refusait à lui accorder les autorisations nécessaires. Sans doute ce refus était-il motivé par l'absence d'adduction d'eau et les difficultés d'accès. Du moins le logement en question lui offrait-il incontestablement, pour lui et pour les siens, des conditions d'existence plus saines et plus confortables que le précédent. Telles sont les raisons pour lesquelles les magistrats de Colmar ont estimé qu'en fait la violation de la loi était la seule solution qui fût ouverte au prévenu.

Pouvait-on considérer en outre que dans l'alternative où il se trouvait ainsi placé, le contrevenant avait entre deux maux choisi le moindre ? Le tribunal n'examine pas spécialement cet aspect du problème. Sans doute lui a-t-il paru évident que la transgression de dispositions réglementaires ne pouvait sérieusement entrer en balance avec le risque permanent que comportait pour la santé de jeunes enfants le maintien d'une famille dans un taudis dépourvu des conditions d'hygiène les plus rudimentaires.

Pourtant la comparaison des droits et des intérêts en conflits était moins simple qu'il ne pouvait le paraître à première vue. Une telle appréciation est déjà souvent délicate lorsque, l'incrimination du délit commis ayant pour objet de protéger par la sanction pénale des droits individuels, le conflit se déroule en principe sur le plan des rapports entre particuliers. Du moins s'agit-il alors en général de biens juridiques nettement définis entre lesquels s'établit d'instinct dans la conscience publique une certaine hiérarchie. C'est ainsi que le droit à l'existence d'un être humain apparaîtra aux yeux de tous comme supérieur à n'importe quel intérêt patrimonial. Et à supposer que seuls des intérêts pécuniaires soient en jeu, leur valeur respective pourra se déterminer en général par référence à des données objectives. Mais il en va tout autrement lorsqu'on se trouve en présence d'un délit contre la chose publique et que le seul droit directement lésé, est le droit de la société au maintien de l'ordre collectif. En particulier, dans le cas où il s'agit de la violation d'un acte administratif la gravité du trouble qu'elle sera susceptible d'entraîner est infiniment variable suivant la nature et la raison d'être de la mesure édictée. Ce n'est pas seulement alors l'importance, du point de vue de l'intérêt général, d'un règlement mais aussi l'utilité de telle ou telle décision individuelle, prise dans une circonstance concrète qui peut prêter à discussion. Il arrivera, par exemple, que le refus ou le retard opposés à une demande de construction soient dus à l'inertie ou à l'incompréhension d'agents subalternes, mais il peut se faire aussi qu'ils répondent à des motifs plausibles en soi, comme c'était le cas, semble-t-il, en l'espèce, et que passer outre risque de compromettre tout un plan d'assainissement urbain. De toute façon, en s'aventurant dans ce domaine, les magistrats s'exposent à porter une appréciation d'opportunité administrative et à trancher indirectement des questions que, ni en droit ni en fait, ils n'ont qualité pour résoudre.

Etait-il certain, d'autre part, que le délit avait le caractère de nécessité que lui attribue le jugement ? Sans doute comprend-on le sentiment d'humanité qui l'a inspiré en présence de la situation de fait révélée par les débats. Mais il nous paraît indispensable, si on ne veut pas ouvrir la porte aux abus et risquer de ruiner toute discipline sociale, de s'en tenir strictement pour constituer l'état de nécessité à l'exigence d'un danger imminent et précis. Partant de là on conçoit que, selon un exemple classique, des alpinistes perdus dans une tourmente soient déchargés de toute responsabilité pénale si pour trouver un abri ils pénètrent par effraction dans un observatoire de montagne. On admettra encore un jugement de relaxe en faveur d'une personne charitable qui, trouvant des enfants sur le point de mourir de froid, les installe provisoirement dans un local vide sans se soucier de l'autorisation du propriétaire. Mais en dehors de ces cas d'urgence positivement établis, les tribunaux doivent considérer comme insuffisamment rapportée la preuve que la seule issue ouverte en fait au prévenu était la violation de la loi. C'est là une solution rigoureuse ; elle nous paraît malgré

tout s'imposer pour les mêmes raisons que l'attitude analogue adoptée par la Cour de Cassation dans la matière distincte mais voisine de la contrainte.

Il n'est que trop vrai qu'à l'heure actuelle des milliers de personnes sont contraintes de vivre dans des conditions d'hygiène déplorables. Mais décider que de ce fait elles pourront être admises à faire valoir l'état de nécessité, n'est-ce pas répandre dans l'opinion le sentiment que les mal logés sont autorisés à se procurer un gîte par tout moyen, non seulement en passant outre à toutes les prescriptions d'urbanisme, mais encore en s'emparant de force de tout local administratif ou privé momentanément vacant ou insuffisamment occupé ? Encourager par la perspective de l'impunité les voies de fait ne saurait, en tout cas, passer pour une contribution efficace à la solution de la crise du logement.

Finalement l'attitude la plus sage de la part des tribunaux répressifs ne serait-elle pas ici, après avoir reconnu le délit constitué, de se borner à une condamnation de principe en prononcant une peine réduite par une large admission des circonstances atténuantes et assortie au besoin du sursis ?

2. *Les lois de validation sont-elles rétroactives* ?

Il arrive parfois qu'en présence de décisions administratives réglementaires ou individuelles dont la légalité avait soulevé de multiples contestations, le Parlement intervienne pour voter un texte qui déclare valider ces mesures litigieuses. Il n'est pas douteux que de ce fait elles doivent désormais être considérées comme obligatoires pour l'avenir et que toute nouvelle transgression expose le cas échéant les contrevenants à des sanctions pénales. Mais en est-il de même pour les infractions antérieures à la validation ?

C'est sur une question de cet ordre, qui se présentait en matière de sécurité sociale, que se prononce la Chambre criminelle de la Cour de Cassation dans son arrêt du 15 mars 1956 (*Rec. Gaz. Pal.*, 1956.I.426).

La loi du 17 janvier 1948 instituant un régime d'allocations vieillesse pour les personnes non salariées avait prévu pour le Gouvernement la faculté d'étendre l'affiliation à des travailleurs ne figurant pas dans les catégories existantes, en prenant à cet effet un décret après consultation des organismes intéressés. Une mesure de ce genre était effectivement intervenue en 1952 pour la catégorie à laquelle appartenait le demandeur au pourvoi. Celui-ci avait été poursuivi pour non acquittement de ses cotisations. Le tribunal lui avait infligé une amende et l'avait condamné d'autre part à verser les cotisations ainsi que les majorations de retard à compter du 1er janvier 1949. Il constatait en effet que l'assimilation envisagée avait été déjà opérée antérieurement à cette date par voie d'arrêtés ministériels et que si de telles décisions n'avaient pas été rendues dans les formes prescrites par la loi, leur irrégularité se trouvait couverte par le fait d'une disposition insérée dans la loi de finances du 31 décembre 1953 (art. 29), aux termes de laquelle étaient validés les textes et les décisions rendues en application de la loi du 17 janvier 1948, et spécialement les décisions relatives au régime complémentaire.

Or de toute façon la mesure prise par décret en 1952 rentrait indiscutablement, abstraction faite de la validation légale, dans les pouvoirs du Gouvernement, ce qui justifiait la peine prononcée et sur ce point la Chambre criminelle rejette le pourvoi. L'infraction ainsi commise comportait en outre par voie de conséquence le paiement des cotisations arriérées, à compter de la date du décret. Mais pour les cotisations antérieures, faisant droit aux prétentions de l'intéressé qui soutenait par un moyen additionnel que le résultat de la validation n'avait pu être de mettre à sa charge les conséquences d'un classement réalisé par des mesures illégales, l'arrêt casse la décision attaquée dans ses dispositions civiles.

La même question concernant le règlement des cotisations en retard avait déjà été portée devant la juridiction civile. La Commission supérieure de sécurité sociale de Lille avait eu notamment à en connaître. Le 10 février 1954 (*Rec. Gaz. Pal.*, 1954.I. 284), elle décidait que les cotisations imposées à l'origine par un classement irrégulier n'étaient devenues exigibles qu'à compter de l'entrée en vigueur de la loi de 1953. Elle faisait valoir à l'appui qu'une mesure de validation ne doit pas être confondue avec une disposition légale interprétative. Alors que celle-ci qui est réputée n'avoir d'autre but que d'éclairer les tribunaux sur la véritable signification d'un texte antérieur et qui dès lors fait corps avec ce texte, doit régir même les situations antérieures

à sa promulgation, la validation suppose, déclare la Commission, la reconnaissance implicite de l'illégalité de la mesure qui en fait l'objet : dans ces conditions elle a bien pour conséquence de la rendre obligatoire pour l'avenir, mais elle ne saurait, en l'absence d'une disposition formelle (qui ne se rencontrait pas dans la loi de 1953), modifier les conditions d'existence d'un acte antérieur à sa promulgation ou lui attribuer dès avant cette date, des effets qu'il ne comportait pas sous l'empire de la loi ancienne, ce qui serait le propre d'une loi rétroactive.

Mais plus récemment la Chambre civile (Sect. soc.) s'était prononcée dans un sens différent par deux arrêts du 6 janvier 1956 (*Rec. Gaz. Pal.*, 1956.I.237). Les motifs de ces décisions constatent tout d'abord que la validation prononcée par la loi de 1953 ne supposait pas nécessairement de la part du législateur l'annulation préalable des mesures d'application prises par l'Administration, mais pouvait s'expliquer simplement par la volonté, sans préjuger le fond, de les mettre à l'abri de tout risque de contestation.

De la sorte, la question de l'irrégularité de ces décisions ne pouvant être considérée comme tranchée par la loi, la Cour de cassation a estimé qu'il ne lui appartenait pas de la résoudre elle-même. Elle rappelle à ce sujet le principe que les juridictions civiles ont le droit et le devoir d'appliquer les actes administratifs aux litiges qui leur sont soumis, au besoin en les interprétant, mais n'ont pas, à la différence des juridictions répressives, le pouvoir d'en apprécier la légalité. Dans ces conditions, on le voit, la Chambre civile se trouvait dispensée de prendre position sur la portée rétroactive ou non de la validation puisqu'aussi bien, en tout état de cause, le juge civil restait tenu pour respecter la séparation des pouvoirs de traiter, quelle qu'en ait été la date, les mesures prises par l'autorité exécutive comme juridiquement efficaces.

C'est une attitude analogue que devait adopter de son côté le Conseil d'Etat par deux décisions en date du 2 juillet 1954 (S., 1955.III.5). Saisie dans une de ces affaires à la suite d'une exception d'illégalité et dans l'autre directement par un recours pour excès de pouvoir, la Haute juridiction administrative affirme qu'en présence des dispositions portant validation nonobstant toute décision contraire des actes d'application de la loi de 1948, la régularité de ces mesures administratives n'était plus susceptible d'être discutée par la voie contentieuse (v. dans le même sens, sur les effets d'une loi de confirmation des grades dans l'Armée, Cons. d'Etat 26 mai 1950, *Lesmayoux*, S., 1950.III.90).

Mais la question de savoir si la validation devait être considérée comme opérante pour le passé présentait au contraire un intérêt décisif dans le domaine de la justice pénale. On sait — et la Chambre civile n'avait pas manqué de faire allusion à cette règle — qu'en vertu d'une jurisprudence constante qui s'est développée sur la base du principe posé en matière de contraventions par l'art. 471-15° du C. Pén., les tribunaux répressifs ont non pas seulement le pouvoir, mais l'obligation de vérifier la conformité à la loi des actes administratifs dans toute la mesure où de ces décisions de l'autorité dépend l'entrée en jeu de la sanction pénale. Tel étant le cas en la circonstance, cet examen, ainsi que le constate la Chambre criminelle, devait nécessairement aboutir à la conclusion qu'un classement effectué par arrêté, alors qu'il aurait exigé un décret, était dépourvu de toute valeur au regard du texte de 1948. (v. Trib. corr. Saint Etienne, 31 juillet 1952, *Rec. Gaz. Pal.*, 1952.II.336). Seul le caractère rétroactif de la validation aurait pu autoriser le juge à en faire état pour le passé. Or, déclare la Cour de Cassation, quelle que soit la portée de cette mesure au point de vue civil ou administratif, il ne saurait être question de lui attribuer un tel caractère en matière répressive, étant donné que la règle de non rétroactivité dans son application aux lois pénales doit être regardée comme un principe fondamental et ne souffre d'autres dérogations que celles qui seraient expressément et clairement affirmées par le législateur.

On enregistera avec satisfaction cette prise de position catégorique. La non rétroactivité est au même titre que la légalité des incriminations et des peines dont elle constitue le corollaire indispensable, une garantie essentielle de la liberté individuelle. En présence de la tendance de certains services administratifs à passer outre aux prescriptions légales les plus formelles, il est déjà grave que pour éviter les perturbations qu'entrainerait dans leur fonctionnement la condamnation de ces pratiques par le pouvoir judiciaire, le Parlement soit conduit à s'incliner devant le fait accompli. Il importe du moins que les assujettis ne se trouvent pas après coup exposés à une peine pour avoir refusé de se conformer à des décisions entachées d'un excès de pouvoir manifeste et qu'ils étaient fondés de ce fait à considérer comme juridiquement inopérants.

3. *La distinction entre coauteur et complice.*

Dans l'affaire jugée par la Cour de Toulouse le 8 mars 1956 (*J.C.P.*, 9465), une femme, profitant de l'absence de son mari s'était rendue au domicile conjugal en compagnie de son frère. Tous deux s'étaient emparés d'objets mobiliers dépendant de la communauté qui existait entre les époux. Ils les avaient transportés et déchargés devant la villa appartenant aux parents de la femme. Ces biens ne purent être retrouvés par la suite, les prévenus ayant refusé de révéler le lieu où ils étaient.

Quant à la femme, les faits présentaient en eux mêmes indiscutablement tous les éléments caractéristiques du vol. Peu importait, en particulier, cette circonstance que les biens dérobés faisaient partie de la communauté : ils n'en constituaient pas moins la chose d'autrui. On sait en effet que le vol peut être réalisé par l'un des coindivisaires au dépens des autres, le coupable s'emparant de leur propriété dans la mesure des droits qui leur appartiennent sur les biens indivis et ce principe est applicable à la femme commune (v. Garçon, *Code pén. ann.*, nouv. édit., art. 379, n. 246 et s.). D'autre part, non seulement l'enlèvement matériel de la chose était établi, mais encore l'intention de se l'approprier était attestée par le refus de la restituer.

Seulement au regard de la femme toute possibilité de répression se trouvait exclue puisque, s'agissant d'un vol entre époux, il était couvert par l'immunité de l'art. 380.

Seul dans ces conditions, le frère était appelé à répondre devant la Cour de sa participation à l'action commune. En ce qui le concerne l'issue de la poursuite dépendait de la qualité qui lui serait reconnue.

Devait-il être considéré comme complice ? A ce titre il échappait également à la répression, bien qu'il ne figurât pas dans la liste des bénéficiaires de l'immunité et que cette énumération soit limitative. En effet, aux termes d'une jurisprudence constante depuis l'arrêt de la Cour de Cassation du 15 avril 1825 (S. *chron.*), l'immunité acquise à l'auteur principal s'étend nécessairement au complice, même étranger au lien de parenté défini à l'art. 380 : solution qu'on est tenté de rattacher à l'idée de criminalité d'emprunt mais qui trouve une explication plus sûre dans un argument de texte tiré *a contrario* des dispositions primitives de l'art. 380 al. 2 concernant le recel (Garçon, *Code pénal ann.*, nouv. édit., art. 380, n. 69 et 70).

Ce sont là, en tout cas, des motifs d'exemption propres au complice ; s'agissant du coauteur il n'existe en revanche aucune raison quelconque de le faire bénéficier par voie de conséquence de l'exception péremptoire à laquelle pourrait prétendre un autre participant principal (Cass. Ch. réunies 25 mars 1845, S., 1845.I.290).

Encore fallait-il, en l'espèce, pour justifier une condamnation de ce chef, établir que le prévenu réunissait effectivement en sa personne tous les éléments constitutifs de l'infraction.

Or, son système de défense consistait à soutenir que, même à supposer que, pris dans leur matérialité, ses agissements aient pu être assimilés à ceux d'un coauteur, l'élément intentionnel caractéristique du vol faisait défaut, puisqu'il n'avait pas eu pour but de s'approprier les biens dérobés mais avait voulu simplement fournir une aide à sa sœur. La Cour de Toulouse repousse cette prétention et applique à l'appelant les peines du vol. Après avoir relevé à sa charge une participation directe à l'exécution, réalisant l'élément matériel du délit, elle déclare que l'intention coupable était également démontrée du fait que le prévenu s'était associé en connaissance de cause à la soustraction, sachant qu'elle avait pour objet des biens indivis. Quant à la circonstance qu'il aurait entendu seulement prêter assistance à autrui, ce n'était là qu'un mobile qui ne pouvait se confondre avec l'intention et n'était en rien de nature à influer sur l'existence de l'élément moral. Son acte revêtait donc non une criminalité d'emprunt, mais une criminalité propre. Il était bien le fait d'un coauteur.

Il nous paraît que la Cour d'appel en statuant ainsi a fait une application extensive de la notion de coauteur qui s'explique par le désir de ne pas laisser sans sanction une attitude répréhensible, mais qui juridiquement prête à la critique.

Le raisonnement qui l'y a conduit repose, à notre avis, sur une analyse inexacte de l'élément intentionnel en matière de vol. Ce facteur psychologique ne suppose pas la volonté pure et simple de s'emparer matériellement de la chose d'autrui. Pour être frauduleuse, la soustraction implique, selon l'analyse classique de M. Garçon, une usurpation de la possession au sens du Droit civil, ce qui comporte de la part de l'agent l'intention de détenir la chose à titre de propriétaire. Or c'était précisément l'existence de ce dol spécial que le prévenu entendait contester, puisque d'après lui il n'avait à

aucun moment songé à exercer personnellement la possession. S'il en était ainsi, il ne réalisait pas pour son compte tous les éléments du délit, mais s'étant fait l'auxiliaire de l'acte d'un tiers qui présentait en lui même intégralement les caractères légaux du vol, il devait être traité comme complice en tant qu'ayant participé à la consommation de l'infraction.

Cette conclusion nous paraît s'imposer : peu importait la circonstance, relevée par l'arrêt, que le prévenu, ait concouru à l'exécution même du délit. On était donc là en présence, force est bien de le constater, d'un cas où se trouvait nettement en défaut le critère objectif préconisé par la doctrine, qui consiste à poser en principe que la participation directe à l'infraction constitue l'acte d'un coauteur, alors que l'intervention accessoire du complice se reconnaîtrait au caractère indirect de sa participation. Par contre, attribuer au prévenu la qualité de complice répondait à la conception d'après laquelle l'auteur est celui qui a assumé un rôle de direction dans l'entreprise criminelle, alors que le complice apparaît seulement comme l'agent subalterne qui aura mis sa volonté au service d'autrui (v. cette *Rev.* 1956, p. 533). Tel était bien le cas en l'espèce où l'arrêt lui-même, pour motiver une atténuation de peine, déclare précisément avoir tenu compte à l'intéressé de l'influence de sa sœur qui l'avait amené à s'associer au délit.

4. *Le caractère facultatif de la peine en matière d'infraction à l'interdiction de séjour.*

L'article 45 ancien du Code pénal prévoyait pour le cas d'infraction à un arrêté d'interdiction de séjour une peine d'emprisonnement qui pouvait s'élever jusqu'à cinq ans.

La loi du 18 mars 1955 qui est venue modifier profondément le régime de l'interdiction en lui assignant désormais pour objet primordial la réadaptation sociale du condamné, ne pouvait malgré tout se dispenser de prévoir l'entrée en jeu de la répression pour le cas où les mesures prescrites seraient enfreintes par l'intéressé. Mais tout en restreignant la durée de l'emprisonnement encouru, elle introduit quant à ses conditions d'infliction une innovation capitale : désormais le texte (art. 49 du C. pén.) dispose non plus que cet emprisonnement sera prononcé, mais qu'il pourra l'être. Cette différence de rédaction ne saurait être considérée comme fortuite : elle a été introduite délibérément par la Commission de la Justice dans le dessein, affirmait le rapporteur, d'atténuer les rigueurs de la répression. Mais quelle était exactement la portée en ce sens de la réforme?

Le tribunal correctionnel de Lille (17 mai 1956, D. 1956, 516) a estimé que par là, le législateur avait entendu attribuer à la peine un caractère facultatif, en confiant aux magistrats le pouvoir d'apprécier, une fois l'infraction établie, si étant donné les circonstances, cette sanction était opportune. Or, en l'espèce après avoir constaté que le prévenu avait reparu dans une localité qui lui était interdite, le jugement relève qu'en fait l'intéressé s'était rendu chez ses parents pour attendre le résultat des démarches entreprises par eux et par son défenseur en vue de lui trouver du travail. Dans ces conditions, le tribunal décide qu'il n'y avait pas lieu de lui infliger une peine mais qu'il devait cependant être condamné aux dépens, la poursuite ayant été régulièrement introduite par le ministère public.

Ainsi comprise la disposition de l'art. 49 revêt un caractère tout-à-fait insolite en ce qu'elle fait dépendre du juge, s'agissant d'une peine principale, non plus seulement son degré ou sa nature, mais son existence même et permet ainsi indirectement aux tribunaux de tenir à leur gré pour non avenue une incrimination légale. Aussi certains commentateurs se sont-ils refusés à admettre qu'un tel retour à l'arbitraire ait été dans la pensée du législateur. Selon eux la réforme n'a pu avoir d'autre objet que de modifier les exigences légales concernant l'élément moral de l'infraction.

Sous l'empire du régime antérieur, a-t-on observé en ce sens, la jurisprudence, après quelques hésitations, avait déduit de la formule impérative du texte, aussi bien que de la nature de l'infraction qui, en tant que désobéissance, à une mesure administrative, s'apparentait aux contraventions de police, qu'il s'agissait là d'un délit matériel et que dès lors la simple présence dans une des localités interdites suffisait à le constituer, du moment qu'elle était volontaire, sans que le juge soit autorisé à fonder un acquittement sur le défaut d'intention du prévenu ou sur sa bonne foi (Cass. crim., 25 janvier 1868, S., 1869.1.286). C'est cette solution qu'ont entendu, nous dit-on, écarter les auteurs de l'amendement. Le texte doit être interprété comme exigeant pour motiver la condamnation la démonstration positive par la partie poursuivante d'une faute à la charge du contrevenant. Sinon la relaxe s'impose. Il n'y a pas là une disposition exorbitante, mais, bien au contraire, un retour au droit commun pour cette catégorie d'infractions.

Quant à la nature de la faute ainsi requise, on a pu soutenir qu'il s'agissait ici d'une faute intentionnelle, impliquant la volonté délibérée d'enfreindre les obligations imposées par l'arrêté (Levasseur, cette *Rev.* 1956, p.38). Dans une autre opinion, la simple négligence serait suffisante (Vitu, *J.C.P.*, 1955, 1251) : une erreur commise sur la portée de l'interdiction n'autoriserait donc pas le juge à écarter l'application du texte s'il était établi que l'individu se trouvait en mesure de l'éviter.

Il nous paraît bien difficile cependant, de déduire ainsi des expressions légales une allusion détournée à l'exigence d'une faute plus ou moins caractérisée. Il est plus vraisemblable que les auteurs du texte ont estimé logique d'attribuer au juge en présence de la peine portée en principe par la loi les mêmes pouvoirs qu'ils lui avaient reconnus en ce qui touche l'interdiction de séjour dont elle constitue la sanction. Or l'art. 44 proclame désormais le caractère facultatif de l'interdiction dans tous les cas en principe, où elle se trouve encourue à titre de complément de certaines condamnations. C'est dire que la dispense n'est concevable que tout autant que les infractions de nature à motiver cette mesure se trouvent judiciairement établies : il ne s'agit ici d'autre chose que d'une exemption éventuelle de peine. C'est une possibilité du même ordre qu'en des termes similaires, le Conseil de la République a introduite dans l'article 49 de façon à donner à l'institution toute la souplesse voulue. Du moment en effet que l'interdiction de séjour ne se présentait plus comme une mesure afflictive, mais avant tout comme un moyen de prévention, il était désirable d'en adapter dans leur ensemble les modalités d'application à ce but et de ne recourir à la peine pour la sanctionner qu'à titre d'ultime ressource, en l'épargnant au contrevenant dans tous les cas ou il apparaitrait qu'en dépit de l'infraction commise son relèvement n'est pas sérieusement compromis (Cf Gollety cette *Rev.*, 1955, p. 720).

Cette manière de voir conduit à accorder aux magistrats les plus larges pouvoirs d'appréciation. Il serait, à notre avis, fâcheux de faire dépendre leur décision d'une référence à la seule notion technique de culpabilité, au demeurant assez malaisée à préciser en la matière. L'intention plus ou moins caractérisée de la part du contrevenant de s'insurger contre l'autorité, sa bonne ou sa mauvaise foi, entreront sans doute en considération mais au même titre que tout autre élément de fait susceptible d'éclairer la Justice sur sa personnalité et sur la solution que peut commander le souci de sa réintégration sociale.

Du point de vue juridique le procédé constitue sans doute une anomalie. C'est en réalité une variété d'excuse absolutoire que la loi se trouve ainsi avoir consacrée. Elle présente une double particularité. Son originalité se manifeste tout d'abord en ce qu'elle est facultative. A vrai dire le cas n'est pas sans précédents : divers textes récents avaient déjà institué des excuses de ce genre (v. Donnedieu de Vabres, *Droit crim.*, n° 768) : par exemple pour le cas de révélation d'attentats à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 106 et 107 C. pén.). Mais en outre, et c'est par là que l'art. 49 revêt un caractère tout-a-fait inédit, la dispense, contrairement au principe fondamental de l'art. 65 C. pén., n'est subordonnée à aucune cause précise préalablement définie par un texte. De même que parmi les causes de mitigation de peine, on distingue les excuses et les circonstances atténuantes, on peut dire que les dispositions nouvelles ont fait pénétrer dans notre législation criminelle à côté des excuses les circonstances absolutoires.

Il faut même, croyons-nous, aller jusqu'à reconnaître (ce qui accentue le rapprochement avec les circonstances atténuantes) qu'étant donné la complète liberté de décision laissée par la loi aux magistrats, les tribunaux ne sont plus tenus de formuler les motifs pour lesquels ils croient devoir exempter ou non le contrevenant de la peine encourue, solution conforme à celle qu'a consacrée la Cour de cassation quant à l'application même de l'interdiction de séjour (Cass. crim., 9 mai 1956 *Bull. crim.*, n° 356 ; v. également sur le principe qu'en matière de peines criminelles temporaires, la Cour d'assises n'a plus à s'expliquer, depuis la réforme de 1955, sur la dispense d'interdiction, Cass. crim., 5 juin 1956, *Bull. Crim.*, n. 420), alors que la solution contraire s'imposerait, si on devait considérer que la dispense est liée à l'absence de culpabilité.

L'idée que le jugement qui écarte toute répression a le caractère d'une absolution portant exclusivement exemption de peine, et non d'un acquittement fondé sur l'innocence du prévenu, conduit encore à reconnaître que, comme il est de règle en pareil cas et comme l'a décidé dans l'espèce le tribunal, la sentence comporte la condamnation accessoire aux frais, du contrevenant.

II. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris.

1. *La condition de violence en matière de violation de domicile commise par un simple particulier.*

Un particulier, faisant état d'un engagement de location, s'était présenté au domicile d'autrui, accompagné du gérant de l'immeuble et de plusieurs déménageurs. Le gérant s'était fait ouvrir la porte en usant d'un faux prétexte. L'aspirant locataire était entré suivi des déménageurs et, en dépit des protestations d'une veuve sexagénaire, seule présente à la maison, avait fait enlever les meubles. La Cour de Paris l'avait condamné pour violation de domicile. Il s'est pourvu en cassation. La Chambre criminelle a rejeté le pourvoi (26 juin 1956, D., 56.580 ; S., 56.128).

Elle a jugé que « le déploiement de forces était tel qu'il avait fait sur la veuve une impression suffisante pour qu'elle n'ait pu que renoncer à toute résistance matérielle » et que la violence prévue par l'article 184, alinéa 2, du Code pénal se trouvait par là caractérisée.

C'est un arrêt qui vient corroborer la solution déjà consacrée par la Cour Suprême dans une occasion similaire (Cass. crim., 24 juin 1893, S., 93.1.491 ; D.P., 95.1.407).

2. *Outrages envers les agents dépositaires de la force publique et les officiers ministériels.*

I. — Un individu, témoin d'une arrestation, après avoir émis l'opinion que cette arrestation était illégale, avait ajouté, en s'adressant aux gendarmes qui l'opéraient : « Vous aurez de mes nouvelles ». Il a été condamné pour outrage et a vu son pourvoi rejeté par la Chambre criminelle (5 juilet 1956, *B. cr.*, n° 519).

Que les citoyens aient le droit de protester contre les illégalités que peuvent commettre les agents de l'autorité, il ne manque pas, en doctrine, d'esprits libéraux pour l'affirmer avec force (v. en particulier : Garçon, *C. pén. annoté*, nouv. éd., sous les art. 222 à 225, n° 79, dont on rapprochera : Cass. crim., 15 février 1955 et nos observ. dans cette *Revue*, 1955, p. 521). Mais encore faut il que leurs protestations s'expriment avec mesure, qu'elles ne soient pas de nature à porter atteinte à l'autorité morale de l'agent et à diminuer le respect dû à sa fonction. C'est un point sur lequel la Cour de cassation a toujours insisté (v. déjà : Cass. crim., 5 mai 1900, S., 1903.1.60, D.P., 1902.1.583) et n'est pas disposée à modifier sa jurisprudence.

II. — Un huissier, qui prétendait se faire représenter un objet saisi, accusait de détournement le débiteur saisi. Le débiteur, impatienté, lui avait rétorqué : « Vous êtes un menteur. Il n'y a pas détournement. J'ai payé la dette ».

Il avait été poursuivi pour outrage envers l'officier ministériel et la Cour de Tunis l'avait condamné. Il s'est pourvu en cassation et, à l'appui de son pourvoi, a invoqué deux moyens.

Il faisait valoir d'abord que, par l'effet du paiement qui avait éteint la dette, cause de la saisie, la saisie s'était effondrée et que l'huissier, en réclamant un objet qui avait cessé d'être placé sous main de justice, n'agissait plus dans l'exercice de ses fonctions d'agent d'exécution telles qu'elles sont définies par la loi.

Et, à titre subsidiaire, il ajoutait que l'accusation de détournement proférée à son endroit par l'huissier « constituait en toute hypothèse, une provocation de nature à effacer l'infraction qui lui était reprochée ».

La Chambre criminelle (10 octobre 1956, *Gaz. Pal.*, 14-16 novembre), comme il était a prévoir, a fait bon marché du deuxième moyen : la provocation, s'il est vrai qu'elle justifie le délit ou la contravention d'injure envers les particuliers, n'a jamais justifié le délit d'outrage réprimé par les articles 222 et s. du Code Pénal.

Quant au premier moyen, elle s'est, pour le rejeter, bornée, à répéter ce qu'elle a dit déjà maintes fois (v. sur ce point : Garçon, *op. cit.*, sous les art. 222 à 225, n° 150) : « que le caractère délictueux de l'outrage envers le dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions n'est nullement subordonné à la valeur légale de l'acte qu'il accomplissait et qu'alors même que l'irrégularité dudit acte serait établie, elle ne saurait jamais autoriser ni excuser l'outrage ».

C'est un arrêt qui n'apporte pas de réponse à la question, plus délicate, de savoir ce qu'il faut penser du cas où un huissier est outragé alors qu'il dresse un constat à la requête d'un simple particulier (v. sur cette question, nos observ. dans cette *Revue*, 1954, p. 763, et, au surplus : Grenoble,, 14 octobre 1954, *Rec. Gaz. Pal.*, 1955.1.149).

3. *Exercice illégal de la profession d'expert comptable et de comptable agréé.*

Adoptant l'opinion de la Chambre criminelle rapportée par nous dans cette *Revue* (1956. p. 541), la Cour de Colmar (12 juin 1956, D., 56, 615 ; *J.C.P.*, 56.II.9553 ; *Rev. jur. d'Alsace et de Lorraine*, 1956. p. 417, avec le précieux commentaire de M. Laplatte) a jugé que le monopole des experts comptables et des comptables agréés ne s'étend pas à tous les travaux de comptabilité, mais seulement à ceux qui sont effectués par un technicien « en son nom et sous sa responsabilité et à ceux qui consistent dans la direction ou la surveillance de travaux comptables exécutés par des tiers ».

4. *Calcul des zones interdites aux débits de boissons.*

Le calcul des zones interdites aux débits de boissons est de nature à soulever maintes difficultés (v. à ce sujet nos observ. dans cette *Revue*, 1953, p. 667).

Un arrêt de la Cour de Pau (25 sept. 1956, *Gaz. Pal.*, 17-19 oct.) en apporte à nouveau la preuve.

Un arrêté préfectoral avait fixé à 200 mètres la distance au dessous de laquelle un débit de boissons ne pouvait être établi autour d'un édifice consacré au culte. Et le préfet avait pris soin de préciser que la distance serait calculée, non pas à vol d'oiseau, mais par le chemin le plus court en suivant les voies d'accès.

Il y avait, dans le voisinage d'un débit, un enclos qui comprenait, avec une chapelle, des cours, des bâtiments d'habitation réservés aux missionnaires diocésains et des salles d'oeuvres. La porte de l'enclos s'ouvrait à 170 mètres du débit mais il y avait encore 53 mètres à parcourir de la porte de l'enclos à la porte de la chapelle.

Le tribunal correctionnel de Pau, prenant en considération la porte de l'enclos, avait jugé que le débit, installé à moins de 200 mètres, se trouvait dans le périmètre interdit.

Partant de l'idée qu'en matière pénale les textes doivent être pris dans le sens le plus restreint, la Cour a réformé le jugement : elle a estimé que les cours, les bâtiments d'habitation, les salles d'œuvres n'étaient pas des édifices consacrés au culte, qu'il n'y avait à s'inquiéter que de la chapelle qui, distante de 223 mètres, ne faisait pas obstacle au maintien du débit.

5. *Chasse aux oiseaux de passage en terrain interdit par un arrêté illégal.*

Deux chasseurs avaient été poursuivis pour avoir chassé la bécasse dans des champs et prairies alors qu'un arrêté du Ministre de l'Agriculture n'autorisait à la chasser que « dans les bois de plus de trois hectares ».

Le tribunal correctionnel de Rennes et, à sa suite, la Cour de Rennes (19 février 1953, *Rec. Gaz. Pal.*, 1953.1.232, D., 1953.214) les avaient relaxés, jugeant, comme l'avait fait en pareille hypothèse le tribunal de Brest (19 févier 1953, avec nos observ. dans cette *Revue*, 1953, p. 607), l'arrêté illégal. La Chambre criminelle (3 oct. 1956, *Gaz. Pal.*, 17-20 nov.) a rejeté le pourvoi formé par le Procureur Général : « Attendu que l'article 9 de la loi du 3 mai 1844 (devenu aujourd'hui l'article 373 du Code rural) autorise seulement le Ministre de l'Agriculture à prendre des arrêtés pour déterminer l'époque de la chasse des oiseaux de passage autres que la caille, la nomenclature des oiseaux et les modes et procédés de chasse pour les diverses espèces ; que l'Adminis-

tration par suite excède ses pouvoirs en prétendant ieterdire cette chasse sur certains terrains alors qu'elle est ouverte sur d'autres ».

C'est un arrêt qui corrobore un arrêt similaire rendu à propos du gibier d'eau (v. sur Cass. crim., 6 oct. 1955 nos observ. dans cétte *Revue*, 1956, p. 110, et sur l'arrêt antérieur du 31 mars 1954, dont il est venu détruire l'autorité, *ibid.*, 1954, p. 543).

Il est à souhaiter qu'il mette fin à la controverse quoiqu'il se heurte à une jurisprudence contraire du Conseil d'Etat (25 mars 1955, *Rec. Gaz. Pal.*, 1955.I.382).

Le Conseil d'Etat, tirant argument de la formeule générale de l'art. 9, alinéa 5, de la loi de 1844, aux termes duquel le Ministre « peut prendre également des arrêtés pour prévenir la destruction ou favoriser le repeuplement des oiseaux ou de toutes espèces de gibier », lui reconnaît le droit de fixer, pour les oiseaux de passage comme pour le gibier d'eau, aussi bien les lieux que les époques de chasse.

La jurisprudence du Conseil d'Etat est sans doute la meilleure au point de vue de la protection du gibier. Celle de la Cour de cassation répond mieux aux sentiments égalitaires profondément enracinés dans l'âme des Français.

III. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris.

---

1. *Défaut de secours personnel puni comme omission de porter secours.*

L'automobiliste, qui, témoin d'un grave accident, avait refusé de porter secours personnellement aux blessés et s'était contenté d'avertir la police, avait été condamné par le Tribunal de Bayeux (v. sur ce jugement, nos observ. dans cette *Revue*, 1954, p. 766). Sur appel, la Cour de Caen a confirmé le jugement de Bayeux. La Chambre criminelle (9 oct. 1956, *Gaz. Pal.*, 10-13 nov. ; *J.C.P.*, 56.II.9598) a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de Caen.

Elle n'a eu, pour motiver ce rejet, qu'à rappeler ce qu'elle avait dit déjà dans un autre arrêt rendu au rapport de M. Patin (Cass. crim., 26 juill. 1954, signalé dans cette *Revue*, 1954, p. 767) : « Si la loi oblige celui qui est en état de le faire, sans risque pour lui ni pour autrui, à prêter assistance à une personne en péril, soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours, elle n'a pas entendu, en formulant cette alternative, lui laisser une option arbitraire entre deux modes d'assistance dont l'efficacité peut être très différente selon la nature du péril et les circonstances particulières du moment ; elle lui fait au contraire l'obligation d'intervenir par celui-là même de ces deux modes que la nécessité commande et même, s'il le faut, par leur emploi cumulatif ».

2. *La publicité en matière d'outrage à la pudeur commis dans une chambre d'hôtel.*

Le commis aux enquêtes économiques, chargé d'une vérification dans un hôtel de Strasbourg, qui avait profité de ce qu'il se trouvait, pour cette enquête, dans une chambre de l'hôtel en compagnie d'une demoiselle appartenant au personnel pour exhiber devant elle ses parties sexuelles, s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de Colmar (signalé dans cette *Revue*, 1956, p. 543) qui l'avait condamné pour outrage public à la pudeur.

La Chambre criminelle (19 juill. 1956, *Gaz. Pal.*, 13-16 oct.) a rejeté le pourvoi. Elle a jugé que « les énonciations de l'arrêt de Colmar établissaient suffisamment l'existence de la publicité nécessaire pour que soit constitué le délit d'outrage public à la pudeur, puisqu'elles établissaient, à la fois, que les faits reprochés avaient été vus par un témoin involontaire et qu'il était possible qu'ils fussent vus par d'autres ; que, le fait matériel et la négligence à le cacher se trouvant ainsi constatés, l'arrêt attaqué, loin de violer les textes visés au moyen, en avait fait au contraire une exacte application ».

Quel enseignement tirer de là ?

Que, si le commis aux enquêtes économiques avait pris soin de fermer la porte à clef avant de se livrer à l'exhibition qu'on lui a reprochée, l'outrage commis dans un lieu privé, encore qu'il fût commis devant un témoin involontaire, n'aurait pas été punissable, faute de publicité.

Mais que penser du cas où, la porte seulement poussée, l'exhibition aurait eu lieu devant un *témoin volontaire* ?

Si la chambre avait été une chambre louée, à considérer comme un domicile privé, la Chambre criminelle se fût refusée à voir là outrage public : deux arrêts en font foi, l'un déjà ancien (Cass. crim., 23 déc. 1935, avec nos observ. dans cette *Revue*, 1936, p. 237), l'autre tout récent (Cass. crim., 19 juill. 1956, *Gaz. Pal.*, 13-16 oct).

Pour une chambre à louer, une chambre disponible comme celle dont il s'agissait dans l'affaire de Strasbourg, elle eût été sans doute plus embarrassée.

3. *Exhibition devant des mineurs d'images pornographiques.*

Un homme, dans un terrain vague, mettait sous les yeux de quelques fillettes et d'un jeune garçon des images pornographiques, soi-disant pour leur prouver que l'illustré où elles figuraient et qu'ils voulaient voir n'était pas fait pour eux.

Il a été poursuivi par application de l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 qui interdit, sous menace de peines, « *de proposer*, de donner ou de vendre à des mineurs de 18 ans les publications de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ».

La Cour de Colmar, sous la présidence de M. le Conseiller Laplatte, l'a condamné (2 mars 1956, D., 1956.603, avec la note de M. Pageaud ; *Rec. de dr. pén.*, 1956, p. 332).

S'appuyant sur l'étymologie du mot et sur la définition de Littré, elle a estimé que « le verbe *proposer* exprime seulement le fait de mettre une chose en avant pour qu'on l'examine et ne suppose pas, à la différence du verbe *offrir*, un désir de transférer la propriété ».

C'est un arrêt auquel les moralistes applaudiront aisément : le prévenu avait une façon d'enseigner la vertu qu'ils jugeront sûrement condamnable.

Les criminalistes pourtant font preuve de plus d'embarras (v. la note de M. Pageaud, précitée). Ils se demandent si, dans les lois pénales, il n'est pas plus sage d'entendre les mots au sens usuel qu'au sens étymologique ; si le rapprochement des termes *proposer*, *donner* ou *vendre* n'indique pas que *proposer* n'est que le prélude de la donation ou de la vente ; si l'article 14, alinéa 2, de la loi de 1949, en interdisant d'exposer *publiquement* les publications dont il s'agit, n'autorise pas à l'inverse l'exposition qui ne revêt pas ce caractère de publicité ; si la Cour de Colmar n'a pas eu le tort d'appliquer la loi telle qu'elle mériterait d'être faite et non pas telle qu'elle est faite.

Nous nous sommes autrefois (dans cette *Revue*, 1937, p. 69), à propos de l'article 1er de la loi du 2 août 1882, permis de suggérer que le mot *offre* pouvait s'entendre même d'une exhibition qui n'appelait à sa suite ni donation ni vente. Ce n'est pas à nous de blâmer M. Laplatte d'avoir prêté au mot *proposer* un sens que nous même, plus audacieusement, avons attribué au terme *offrir*.

4. *Fermeture d'établissement de prostitution.*

Une demoiselle, propriétaire d'un fonds de commerce de maison meublée, bar, dancing, recevait habituellement dans le bar et dans la salle contigüe des femmes qu'elle savait se livrer à la prostitution et qui venaient là racoler des clients.

Elle possédait au premier étage, attenant à son propre appartement, cinq petites chambres dont l'une était réservée à la serveuse du bar et les quatres autres louées à des prostituées qui y recevaient des hommes racolés dans les locaux du rez-de-chaussée, bar ou dancing. Et, pour ces quatre chambres, elle percevait, outre le prix du loyer, une indemnité variable suivant la durée de l'occupation de la chambre, soit pendant la journée, soit pendant la nuit.

La Cour de Bourges l'avait condamnée par application de l'article 335 du Code pénal et avait prononcé, outre le retrait de la licence, la fermeture définitive du bar.

La demoiselle, pour qui cette fermeture était particulièrement douloureuse, s'est pourvue en cassation. Elle soutenait qu'à la supposer coupable, son cas ne relevait que de l'article 334, c'est-à-dire du simple proxénétisme qui ne comporte pas comme sanction cette fermeture d'établissement, et que, même si elle tombait sous le coup de l'article 335, les juges n'avaient pas le droit d'appliquer cette peine complémentaire sans motiver spécialement leur décision sur ce point.

La Chambre criminelle (12 juill. 1956, *B. cr.*, n° 536), au rapport de M. le Conseiller Meiss, a rejeté le pourvoi : elle a jugé que la demanderesse avait bien, aux termes de l'article 335, dirigé et fait fonctionner un établissement de prostitution et que la loi n'a en aucune façon subordonné à une motivation spéciale l'application de la peine de la fermeture qui est laissée à l'entière discrétion des juges.

5. *Recel de cadavre imputé à l'auteur de l'homicide.*

La Chambre des mises en accusation de la Cour de Montpellier avait relevé, à la charge d'un accusé, avec le crime d'homicide volontaire, le délit de recel de cadavre.

La Chambre criminelle (19 juill. 1956, *B. cr.*, n° 556) a cassé par voie de retranchement la disposition de l'arrêt concernant le recel.

Elle a rappelé aux juges ce qu'elle leur avait enseigné déjà (Cass. crim., 21 sept. 1815, S. chr.) et ce que la doctrine unanimement enseigne : qu'à l'égard de l'auteur de l'homicide volontaire le fait d'avoir recélé ou caché le cadavre de la victime, qui n'est que la suite de ce crime, ne peut jamais prendre le caractère d'un délit distinct de l'homicide.

On ne voit pas, au surplus, quel pouvait être l'intérêt pratique de l'adjonction au crime de meurtre du délit de recel. Au temps où l'article 304 du Code pénal décidait que le meurtre emporterait la peine de mort lorsqu'il aurait *précédé*, accompagné ou suivi un autre crime ou *délit*, le recel de cadavre, s'il avait été considéré comme délit distinct, aurait fait jouer la circonstance aggravante. Depuis la loi de 1832 qui, dans l'article 304 alinéa 2 nouveau, subordonne la peine de mort à la condition que le meurtre ait « eu pour objet, soit de préparer, favoriser ou exécuter un délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit », on ne comprend plus comment le délit de recel pourrait encore aggraver le meurtre.

6. *Subornation de témoin.*

Au temps où la subornation de témoin n'était punissable qu'à tire de complicité de crime ou délit de faux témoignage, la jurisprudence, la considérant comme une complicité *sui generis* dont l'existence n'était pas liée aux conditions prévues par l'article 60 du Code pénal, en était arrivée à croire qu'elle pouvait résulter même d'une simple sollicitation (v. à ce sujet, nos observ. dans cette *Revue*, 1939, p. 509).

Les auteurs de la loi du 28 juillet 1949, qui a érigé la subornation de témoin en délit distinct, ont, à tort ou à raison (v. sur ce point, les réflexions des continuateurs de Garçon, *op. cit.*, sous l'art. 365, n° 54), jugé nécessaire d'insérer dans l'article 365 nouveau du Code pénal une énumération des modes de subornation punissables : « promesses, offres ou présents, pressions, menaces, voies de fait, manœuvres ou artifices ». La Chambre criminelle (22 fév. 1956, *B. cr.*, n° 187 ; D., 56, *Somm.*, 131), au rapport de M. Ledoux, en a conclu que la simple sollicitation ne suffit plus à caractériser la subornation, délit distinct (v. déjà en ce sens : Rouen, 25 fév. 1952, signalé dans cette *Revue*, 1953, p. 100).

7. *Dénonciation calomnieuse d'un soi-disant délit couvert par la prescription.*

Un jugement, que nous communique obligeamment M. Pierron, Procureur de la République près le Tribunal de Fougères, tranche une question sur laquelle la jurisprudence a eu rarement l'occasion de se prononcer.

Une femme avait, en 1956, dénoncé à la police judiciaire un délit d'avortement soi-disant commis en 1951 par un mari sur la personne de son épouse : un délit qui, s'il avait été réellement commis, aurait été à cette époque couvert par la prescription triennale.

Le Procureur de la République ayant, après enquête de gendarmerie, reconnu le caractère calomnieux de la dénonciation, avait classé sans suite l'affaire d'avortement et cité directement devant le Tribunal correctionnel l'auteur de la dénonciation.

Le Tribunal (Trib. corr. Fougères, 2 oct. 1956), considérant que les faits dénoncés étaient déjà, lors de l'enquête de gendarmerie, couverts par la prescription et qu'« il n'appartenait plus au Ministère public de statuer sur leur fausseté, sa seule compétence étant réduite à la constatation de la prescription », a estimé que c'était à lui-même que revenaient le droit et le devoir d'en proclamer la fausseté.

C'est une solution qu'en pareille occurrence la Cour de Toulouse (17 janv. 1890, *J. des Parq.*, 90.2.129) a autrefois repoussée, mais qui se recommande d'arrêts rendus dans des hypothèses voisines : par la Cour de cassation au cas où jadis le Conseil d'Etat refusait d'autoriser la poursuite contre un agent du Gouvernement faussement dénoncé (Cass. crim., 10 mars 1842, S., 42.I.357 ; 8 nov. 1867, S., 68.I.91) ; par la Cour de Bourges (21 nov. 1878, S., 79.2.81) et par celle d'Alger (22 mars 1902, *Rev. algérienne*, 1902.2.417) au cas où l'action publique contre le délit imputé se trouve éteinte par la mort de la personne dénoncée.

8. *Diffamation envers un secrétaire de mairie.*

La Chambre criminelle (17 mars 1956, D., 56, *Somm.*, 137) vient de répéter ce qu'elle a dit déjà plusieurs fois (Cass. crim., 22 juin 1883, S., 84.1.302 ; 5 déc. 1901, S., 1904. 1.255) que « les secrétaires de mairie, simples auxiliaires du maire, sans initiative et sans responsabilité, ne peuvent être considérés, quant à l'application de la loi sur la presse, que comme de simples particuliers ».

C'est une solution d'où, logiquement, en découlent d'autres, à savoir que les secrétaires de mairie, qui ne sont ni des agents dépositaires de la force publique, ni des citoyens chargés d'un ministère de service public, ne sont pas non plus protégés contre les outrages par l'article 224 du Code pénal (v. en ce sens : Nancy, 21 mai 1890, D.P., 92.2.207) ou contre les violences par l'article 230.

IV. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES BIENS

par Pierre BOUZAT

Doyen honoraire de la Faculté de droit de Rennes,
Secrétaire général de l'Association Internationale de droit pénal.

1. *Vol. Intention frauduleuse. Soustraction frauduleuse.*

Les recueils nous apportent quatre décisions intéressantes au sujet de l'intention et de la soustraction frauduleuses en matière de vol.

A. — Dans la première affaire qui a fait l'objet d'un jugement du Tribunal correctionnel du 9 Mai 1956 (*Gaz. Pal.*, 25-27 juil. 1956), il s'agissait d'un brocanteur qui, ayant régulièrement acquis, dans une salle de ventes, un lot de linge provenant d'une succession vacante, avait découvert, quelques jours après, dans un traversin faisant partie du lot des billets de banque, il avait eu le grand tort de s'approprier les billets, alors qu'il est constant que, l'acquéreur d'un meuble mis en vente publique, n'acquiert pas les objets qui sont cachés dans ce meuble et dont l'existence était ignorée de tous (v. Trib. corr. Toul 15 octobre 1947 (*Gaz. Pal.*, 1947.II.247).

Le Tribunal l'a condamné très justement pour vol. Il était évident que la soustraction frauduleuse était constituée par l'appréhension de la possession dont l'*animus* n'avait pu être livré puisque l'administrateur de la succession ignorait l'existence des billets et des documents dans le linge vendu aux enchères.

B. — Dans une deuxième affaire, il était fait grief, devant la Cour de Cassation, à un arrêt de la Cour de Paris, d'avoir condamné un individu pour avoir soustrait des sommes d'argent au préjudice de différentes personnes, sans constater que ces personnes étaient légitimement propriétaires des sommes en cause.

La Chambre criminelle, dans un arrêt du 5 Juin 1956 (D., 1956, p. 526 et *J.C.P.*, 1956. II.1956. 9412) rejette le pourvoi, en décidant, très justement, que la loi ne considère que la mauvaise foi de celui qui s'approprie une chose qu'il sait ne pas lui appartenir et que le vol peut exister quand même il serait commis au préjudice d'une personne qui ne serait pas légitime propriétaire de la chose volée.

La Cour de Cassation avait déjà jugé qu'il importe peu que le propriétaire de la chose soit inconnu de l'auteur de la soustraction (Crim., 11 mars 1942, *Bull. Crim.*, n° 23). Le jugement de condamnation doit seulement préciser que la chose avait un propriétaire au moment de son appréhension par le prévenu (Crim., 16 mars 1923, D.P., 1924,I, 136), sans qu'il soit nécessaire de préciser à qui appartenait cette chose (Crim., 6 juin 1845, D.P., 1845.I.287 ; 26 juill. 1928, S. 1930.I.157 ; *Bull. Crim.*, n° 226 ; 11 mars 1942, *ibid.* n° 23 ; 19 oct. 1950, *J.C.P.*, 1950.IV.170. Garçon, *Code pénal annoté*, nouvelle édition refondue et mise à jour par M. Rousselet, M. Patin, M. Ancel, 1956, art. 379, n° 437, 508, 675 et 676).

Il suffit que le Ministère public démontre qu'avant la soustraction, la chose n'appartenait pas au prévenu (Crim., 6 juin 1845 : précité. — 7 janvier 1886 : *Bull.*, 3 ; Cour de Pau, 18 décembre 1950, *J.C.P.*, 1952.II.6884. Note Hubrecht).

En somme, pour qu'il y ait intention frauduleuse, il faut que le voleur ait eu conscience de l'illicéité de son acte ; il n'y aurait donc pas vol si la chose prétendue soustraite était sans maître ou encore, si l'agent croyait soustraire sa propre chose.
(Crim., 12 février 1864 ; *Bull. Crim.*, n° 39 ; 25 juill. 1901, *ibid.*, n° 213 ; S. 1905.I.430). V. aussi, Faustin Hélie, *Pratique Criminelle*, 5e Ed. par J. Brouchot, Droit pénal, T. 2. p. 389, n° 627 et s. Goyet, Rousselet et Patin, *Précis de droit pénal spécial*, 6° Ed., n° 623 et 635, p. 415 et 417).

C. — La troisième décision rendue par la Chambre criminelle le 13 juin 1956 (D., 1956, p. 579), est un peu plus délicate du point de vue des principes. Elle a trait à la soustraction frauduleuse, en cas de remise par erreur.

La Cour de Cassation décide que le fait, par une personne, de conserver une chose qui lui a été remise par erreur, ne constitue pas un vol, puisque, cette personne ayant ainsi reçu la pleine possession de la chose, ne saurait être prévenue de l'avoir soustraite.

On sait, en effet, que la jurisprudence assimile la remise faite par erreur à la remise volontaire (Crim., 2 déc. 1871 ; D.P., 71.I.353 ; 2 fév. 1912, *Bull. Crim.*, n° 64 ; 15 mars 1917, S., 1920.I.234 ; 22 janv. 1948, D., 1948.143 ; *J.C.P.*, 1948.II.4345, note J. Pierrard ; S., 1949.I.149 note P. Lemercier et notre *Chronique* dans cette *Revue*, 1955, p. 527).

Mais il ne faudrait pas donner une valeur absolue à ce principe.

Nous venons de voir *supra* qu'il y avait vol dans le fait d'un individu qui conserve une somme d'argent trouvée dans un meuble qui lui a été vendu. Bien entendu, la remise n'est pas volontaire lorsqu'elle n'a été consentie que dans l'ignorance de la valeur de l'objet ou de la nature de l'acte accompli (Crim., 28 mars 1846, S., 46.I.328 ; 28 fév. 1896 ; D.P., 97.I.176 ; 4 juin 1908, *Bull. Crim.*, n° 231).

De plus, et surtout, dans un certain nombre d'hypothèses, la Cour de Cassation motive ses décisions de condamnation en déclarant que la détention purement matérielle ou provisoire, non accompagnée de la remise de la possession, n'est pas exclusive de l'appréhension qui caractérise un des éléments du délit de vol (V. Faustin Hélie, *Pratique Criminelle*, 5e Ed. *Droit pénal* par J. Brouchot, t. 2, n° 622 et surtout, la dissertation classique de notre regretté maître : Donnedieu de Vabres. *Rev. Science Crim.*, 1941, p. 201).

Faisant application de cette dernière règle, la Cour de Cassation décide que le principe qu'il n'y a pas vol au cas de remise par erreur, est sans application lorsque les préposés d'un entrepreneur de transport, s'étant aperçus qu'une tonne de sucre leur avait été délivrée en supplément, se la sont appropriée, alors qu'ils n'avaient, en aucune manière, reçu la possession de ce sucre, placé en excédent sur le camion qu'ils étaient chargés de conduire, et qu'ils n'étaient, en réalité, que de simples détenteurs de fait du sucre, pour le compte de leur employeur lequel le détenait en vertu de son mandat ; aussi, à l'exemple du domestique qui s'approprie un objet laissé à sa disposition dans la maison de son maître, sans qu'il y ait à distinguer si cet objet appartient au maître lui-même ou à un tiers, les préposés, en s'emparant du sucre, ont frauduleusement soustrait la chose d'autrui et sont à bon droit condamnés pour vol.

D. — Une quatrième décision rendue par la Cour de Colmar, le 10 avril 1956 (D. 1956, p. 692) se relie étroitement à la précédente. La Cour a décidé que s'il est de principe que l'appréhension frauduleuse de la chose d'autrui, nécessaire pour constituer le vol, ne se rencontre pas dans le cas où la chose remise volontairement, fût-ce même par erreur, est frauduleusement retenue par celui qui l'a reçue, on ne saurait assimiler à une remise volontaire la remise faite par un tiers abusé par le prévenu sur le véritable propriétaire de la chose, et qui n'a été qu'un instrument passif à l'aide duquel la personne qui recevait la chose l'a en réalité appréhendée frauduleusement.

En l'espèce, il s'agissait d'un procédé de vol assez classique. Un individu sachant que le porte-monnaie perdu par une personne, avait été ramassé par une troisième personne, s'était présenté à cette troisième personne en prétendant qu'il avait perdu le porte-monnaie ; et la troisième personne, lui ayant remis le porte-monnaie de bonne foi, il se l'était approprié.

2. *Escroquerie. Usage d'un faux nom et d'une fausse qualité.*

La jurisprudence est maintenant bien fixée, en ce sens que l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité suffit, pour constituer le délit d'escroquerie, sans qu'il soit nécessaire que cet usage ait eu pour but de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire et de faire naître l'espérance ou la crainte d'un quelconque évènement chimérique (Cass. Crim., 16 févr. et 2 mai 1933 : *Gaz. Pal.*, 1933.I.689 et 849 ; 12 juin 1936 : *Gaz. Pal.*, 1936.2.435 ; A. Chavanne dans *J-Cl. Pénal*, Art. 405, n° 37 et 39).

C'est ce que vient de réaffirmer un arrêt de la Cour de Cassation du 23 juillet 1956 (*J.C.P.*, 1956.II.9539 et *Rec. Dr. Pén.*, 1956, p. 315).

Mais, bien entendu, il est nécessaire que le faux nom ou la fausse qualité aient été déterminants de la remise (v. c. Bordeaux, 25 nov. 1841 : S., 1852.2.156 ; Trib. Corr. Grasse, 1er sept. 1948 ; *J.C.P.*, 1949.II.4753, note M. J. Pierrard).

3. *Escroquerie. Notion de manoeuvre frauduleuse.*

Nous avons commenté en son temps dans cette *Chronique* (V. cette *Revue*, 1952, p. 614) un intéressant arrêt de la Cour de Poitiers du 17 juillet 1952 (*J.C.P.*, 1952.II. 7.152) qui appliquait à l'escroquerie un principe essentiel de notre Droit positif ; à moins de cas spéciaux prévus par des textes précis, comme ceux visés par les articles 62 et 63 du Code pénal, l'infraction pénale consiste dans un fait positif, l'abstention même volontaire ne pouvant, en général, constituer une infraction, ni même un acte de complicité.

Dans l'affaire soumise à la Cour, la partie civile avait cité devant le tribunal correctionnel les co-gérants d'une société à responsabilité limitée sous l'inculpation d'escroquerie. Il s'agissait, en l'espèce, d'une vieille société, dont les affaires avaient périclité à la suite d'une mauvaise gestion. A la fin de l'année 1950, elle déposait son bilan. Mais déjà le bilan de 1948 avait enregistré une perte importante et, dès 1948, le capital social était absorbé. Ses gérants, aux termes de l'article 36 de la loi du 5 mars 1925, modifiée par celle du 14 juin 1938, étaient tenus de consulter les associés, afin de décider de la dissolution de la société. Cette décision aurait dû être rendue publique, mais, on sait que l'inexécution de cette obligation légale n'est pas sanctionnée par la législation sur les sociétés. Pouvait-on cependant retenir contre les gérants cette inexécution en tant qu'élément d'un délit d'escroquerie ? Pour cela, il aurait fallu assimiler cette inexécution à une manœuvre frauduleuse de nature à tromper ceux qui sont susceptibles de contracter avec la société, en donnant à celle-ci un crédit apparent.

La Cour de Poitiers n'avait pas cru devoir le faire et nous estimions qu'elle avait eu raison, car il y a longtemps que la jurisprudence a décidé que de simples dissimulations, des réticences, ne peuvent, à elles seules, constituer des manœuvres frauduleuses en matière d'escroquerie (Crim., 22 janv. 1914, D., 1914.I.256 ; Trib. Corr. Nancy, 7 mars 1947, *Gaz. Pal.*, 1947.I.44 ; Garçon, *Code Pénal annoté*, 1re éd., Art. 405, n° 8 et 17 ; Goyet, Rousselet et Patin, *Précis de Droit Pénal Spécial*, 6e éd., n° 658, p. 442).

La Chambre Criminelle dans un arrêt du 5 juil. 1956 (D., 1956, p. 753) a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de Poitiers. Elle décide que quelque regrettable que puisse être l'abstention des gérants qui n'ont pas réuni, en application de l'art. 36 de la loi du 7 mars 1925, l'assemblée générale, alors que les pertes dépassaient les trois quarts du capital de la société à responsabilité limitée, ces gérants ne se sont pas rendus coupables d'une manœuvre frauduleuse destinée à donner à leur société une fausse apparence de prospérité et à persuader ainsi les tiers d'un pouvoir et d'un crédit imaginaires...

Alors que le plaignant qui se plaint du non-paiement d'une livraison de marchandise n'a, à aucun moment, ignoré que le capital était très faible et que, même s'il n'avait pas été absorbé par des pertes, il n'était pas de nature à exercer une influence quelconque dans la détermination prise par lui à consentir des crédits beaucoup plus importants.

Pour contrecarrer l'ingéniosité chaque jour plus grande des escrocs, la jurisprudence est devenue de plus en plus audacieuse, et a élaboré en matière d'escroquerie et d'abus de confiance des solutions qui, autrefois, n'auraient pas été admises.

Il y a tout de même des limites qu'elle s'est refusée à franchir. Et elle a eu raison. Il ne nous semble pas possible que les manœuvres frauduleuses nécessaires pour constituer l'escroquerie puissent être caractérisées autrement que par des actes matériels et extérieurs.

Nous avons déjà, dans notre Droit pénal, suffisamment de textes qui incriminent la simple abstention : il ne nous paraît pas opportun de faire une extension jurisprudentielle en matière d'escroquerie.

4. *Escroquerie par ventes dites en boules de neige.*

Nous croyions en avoir fini avec les ventes dites « en boules de neige » dont nous avons parlé si souvent dans cette *Revue*. On connaît toute la sévérité dont elles ont été l'objet de la part des Tribunaux et du Législateur. Sévérité qui nous a parue quelquefois un peu excessive, car si ce procédé de vente a été trouvé et utilisé par des individus peu scrupuleux, ou même le plus souvent, pas scrupuleux du tout, il semble bien que beaucoup d'entre les « victimes » savaient parfaitement à quoi elles s'exposaient et couraient délibérément des risques dans l'espoir d'acquérir facilement des objets de luxe, tels que caisses de champagne, cognac, parfums, montres, qu'elles n'auraient pas eu la possi-

bilité de se procurer au prix normal dens la vie courante. (v. notre *Chronique* dans cette *Revue*, 1951, p. 524).

Nous avions fait remarquer, ensuite, (v. notre *Chronique* dans cette *Revue*, 1953, p. 313) que ce n'est pas une raison parce que le procédé de vente « en boule de neige » a été souvent employé par des commerçants peu scrupuleux, ou par des individus n'exerçant qu'un commerce de façade et à ainsi abouti à des escroqueries caractérisées, pour condamner toutes les ventes se rapprochant plus ou moins de la vente type « en boules de neige ». Il y a une question de mesure à observer.

La jurisprudence semble bien décidée pourtant à pourchasser ceux qui, par des moyens plus ou moins détournés, s'approchent de trop près de la vente dite « en boule de neige ». C'est ce que montre un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine du 19 juin 1956 (*J.C.P.*, 1956.II.9656).

En l'espèce, voici le mécanisme de l'opération condamnée : la chaîne, une fois amorcée, chacun des trois clients recevant un bon d'un précédent client, verse 600 francs à ce dernier, et reçoit l'objet convoité, le précédent client devant donc adresser au commerçant une somme de 1800 francs, et n'ayant lui-même effectivement payé que 600 francs. Il est d'autre part, précisé que l'acheteur, s'il ne peut placer les trois bons qui lui sont remis, doit, pour conserver l'objet, verser lui-même les sommes correspondantes, de sorte qu'il peut être amené à payer 2.400 francs un objet que le commerçant se procurait pour 1.440 francs.

Or la loi de 1953 contient une analyse des procédés prohibés. D'après elle, le délit existe dès lors qu'il y a offre de marchandises au public :

a) en faisant espérer à celui-ci l'obtention de ces marchandises à titre gratuit ou contre remise d'une somme inférieure à leur valeur réelle ;

b) et, en subordonnant les ventes au placement de bons ou de tickets à des tiers ou à la collecte d'adhésions ou d'inscriptions.

Les prévenus faisaient remarquer que leurs opérations ne concordaient pas avec la formule légale. En effet, disaient-ils, la vente était parfaite dès le versement de l'acompte de 600 francs, et non subordonnée au placement des bons. On se trouvait donc en dehors des dispositions légales qui exigent, pour que l'infraction soit constituée, que la vente soit subordonnée à ce placement. Le Tribunal n'a pas admis cet argument. Pour lui, et c'est indiscutable, la volonté véritable du client est d'acheter l'objet pour 600 francs et non pas pour 2.400 francs. D'autre part, l'obligation de chaque acheteur, en réalité, a un double objet : paiement de 600 francs et démarches pour recueillir trois fois 600 francs d'autres personnes. La vente n'était donc pas parfaite avant le placement des bons, mais subordonnée à ce placement.

Notre collègue, M. Jean Larguier, dans une note très complète et très fouillée, montre bien que l'argumentation du Tribunal Correctionnel de la Seine n'est nullement décisive. Et nous souscrivons tout à fait aux arguments qu'il présente. Mais, comme nous le disions plus haut, il existe certainement un préjugé très défavorable contre toutes les formes d'opérations se rattachant à la vente dite « en boule de neige ». Peut-être parce que ces opérations présentent un caractère déplaisant et immoral (cf. Vitu note *J.C.P.*, 1954.II.8307). Encore que l'Etat ne se gêne nullement pour nous proposer à grand renfort de réclame de larges gains sans travail par le moyen de la Loterie Nationale.

Comme le montre aussi très bien M. Larguier, il résulte des travaux préparatoires, que l'esprit de la loi porte à la sévérité. Il semble bien que là, comme en d'autres matières, les juges aient voulu réprimer ceux qui frôlent de trop près les prohibitions légales. Et nous ne pouvons qu'approuver entièrement la conclusion de M. Larguier lorsqu'il déclare que le Tribunal de la Seine n'a peut-être fait « plus modestement et comme par la vertu de la théorie des figures semblables, que ce qu'a fait la Cour de Cassation en 1951, en forçant les frontières du grand article 405 du Code pénal ».

5. *Abus de confiance. Illicéité du mandat.*

Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour décider qu'il importe peu, pour la répression de l'abus de confiance, que la cause du mandat soit illicite, par exemple parce que le contrat avait pour but de faire fraude à la loi. Le mandataire est punissable dès lors qu'il a frauduleusement violé le mandat. Et l'on refuse d'admettre l'application de la maxime : « *Nemo auditur turpitudinem suam allegans* » (v. Garçon, *Code pénal annoté*, 1re édition, art. 408, n° 309 ; Cass. Crim., 18 février 1937 ; D.P., 1937.I.56 ; Crim., 9 juillet 1857 : S., 1858.I,249, opérations de contrebande ; Crim., 12 nov. 1909 : *Bull. Crim.*, 519, exploitation de jeux ; Trib. corr., Seine, 22 déc. 1942 : S., 1943.2.24, infractions en matière de ravitaillement).

C'est ce que vient de décider à nouveau la Cour de Cassation dans un arrêt du 25 mai 1956 (*J.C.P.*, 1956.II.9413) dans une affaire où des fonds avaient été remis en vue d'un achat de pièces d'or à effectuer contrairement aux prescriptions légales.

6. *Détournement d'objets donnés en gage. Possession du débiteur.*

Nous avons exposé dans cette *Chronique* (voir cette *Revue*, 1955, p. 87 et 1956, p. 550) que l'article 400, § 5 du Code pénal, punit le débiteur, emprunteur ou tiers, détenteur de gages, qui détourne, détruit ou tente de détruire les objets par lui donnés à titre de gage, et qu'un arrêt de la Chambre criminelle du 20 octobre 1954 (D., 1954.J. 765) rappelle que « conçu en termes généraux, le texte ne distingue pas selon que le gage est dans la possession du créancier ou dans celle du débiteur ; il punit, dans l'un et l'autre cas, le détournement du gage par celui qui l'a donné ». Et la Cour de Cassation a appliqué à maintes reprises, cette jurisprudence en matière d'achat d'automobile à crédit (Cass. Crim., 9 févr. 1935, *Gaz. Pal.*, 1935.I.2.368 ; 6 nov. 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.944 ; 18 janv. 1950, *Gaz. Pal.*, 1950.I.116 ; *J.P.C.*, 1950.II.542, note Gruffy ; S., 1950.I.192, note A. Legal ; 20 oct. 1954, *Gaz. Pal.*, 1955.I.76). La question s'est posée de savoir si le délit était établi du seul fait que l'acheteur à crédit de l'automobile, défaillant dans ses paiements, n'a pas déféré dans la huitaine à la sommation qui lui était faite d'avoir à restituer cette automobile ou sa carte grise, en vue de la réalisation du gage. Les Cours de Montpellier (1er juin 1948, *Gaz. Pal.*, 1948.I.180) et d'Agen (25 mai 1950, *Gaz. Pal.*, 1950.I.48 et D., 1950, p. 491) n'ont pas craint de répondre par l'affirmative et leurs décisions méritent d'autant plus d'être signalées, qu'elles ont été rendues dans des espèces où le prévenu alléguait, pour justifier son défaut de représenter l'automobile, qu'il avait mis cette auto dans un garage à fins de réparations. L'arrêt de la Cour d'Agen précise même qu'il n'est pas nécessaire pour qu'il y ait détournement de gage que la chose ait été dissipée ou qu'elle ait disparue ; il suffit qu'elle n'ait pas été représentée.

Cette sévérité se heurte à de sérieuses réserves de la part de la doctrine. Nous ne pouvons rappeler encore une fois toutes les objections qu'elle a soulevées. (v. notre *Chronique* dans cette *Revue*, 1950, p. 210). Elles ont d'ailleurs été exposées, d'une manière très complète et très fouillée, dans une note que M. Pageaud a donné sous un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 12 octobre 1955 (D., 1956, p. 260). Mais nous l'avons approuvée, car il nous a semblé que ce n'était pas trahir la loi que de l'appliquer à des situations non expressément envisagées à l'origine, mais rentrant dans la formule légale (v. notre *Chronique* dans cette *Revue*, 1956, p. 551).

Un jugement du Tribunal correctionnel d'Aubusson du 26 octobre 1956 (*Gaz. Pal.*, 12-14 déc. 1956) paraît incliner, lui, à l'indulgence. Il déclare que si, en matière d'achat à crédit d'automobile, la sommation de restituer non suivie d'effet, paraît nécessaire pour établir le détournement de gage, elle ne constitue pas, à elle seule, la preuve de cette infraction, mais seulement une présomption de détournement contre laquelle le prévenu peut justifier des raisons de son abstention.

Pour le Tribunal, le détournement frauduleux ne saurait résulter que d'une attitude du débiteur impliquant l'intention d'affaiblir les droits de ses créanciers en entravant la réalisation de leur gage et cet élément inconditionnel reste soumis à l'appréciation souveraine des juges du fond.

Doit donc être renvoyé des fins de la poursuite du chef de détournement frauduleux d'un camion automobile, affecté en gage, déclare le Tribunal, le prévenu qui, au vu de la sommation qui lui a été délivrée sous réserve d'établir un procès-verbal de non-représentation et de non-restitution du gage, était en droit de penser qu'il ne mettait pas obstacle à la réalisation de celui-ci, en conservant la possession du véhicule, alors qu'une nouvelle injonction de le restituer n'avait pas été faite, le créancier reconnaissant par ses réserves, que la sommation serait éventuellement suivie d'un autre acte lui permettant le cas échéant de se pourvoir du chef de détournement. En ne faisant pas procéder à une itérative sommation, conclut le tribunal, le créancier a eu tort, car rien ne permet d'affirmer que celle-ci serait restée sans effet. Dès lors, aucun agissement frauduleux de nature à mettre le véhicule hors de l'atteinte du créancier saisissant n'étant établi, le délit de détournement de gage n'apparaît pas constitué.

Qu'est-ce à dire, sinon que pour le tribunal d'Aubusson, le délit institué par l'art. 400 § 5 du Code pénal, est un délit intentionnel et que le prévenu doit donc être admis à établir sa bonne foi ? Nous l'admettons certes, mais il nous parait conforme à l'esprit de la loi d'être très strict quant à l'appréciation de la bonne foi.

Dans une matière où les agissements frauduleux sont si fréquents, n'y a-t-il pas tout intérêt, à se montrer rigoureux ?

Or, en l'espèce, il nous semble que la sommation de restitution qui avait été délivrée au prévenu ne l'autorisait guère à invoquer sa bonne foi.

7. *Emission de chèque sans provision.*

Une facilité nouvelle que certaines banques accordent à leurs clients titulaires d'un compte dans l'une de leurs succursales, n'est pas sans danger, comme en témoigne un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 9 juillet 1956 (*Gaz. Pal.*, 22-24 août 1956).

Il s'agit de la faculté d'opérer des retraits de fonds dans toutes les succursales d'une banque à concurrence d'une somme maximum chaque semaine. Le client se présente à la succursale où il veut recevoir des fonds, produit son carnet de chèques et une pièce d'identité, établit ensuite un chèque à son ordre et l'acquitte ; il reçoit immédiatement les fonds, tandis que l'employé de la banque mentionne sur le chéquier le montant du retrait et sa date.

Dans l'affaire qui a fait l'objet de l'arrêt ici commenté, l'agence qui avait fait le premier paiement avait omis de le mentionner sur le chéquier, ce qui avait permis au prévenu d'aller faire immédiatement un nouveau retrait de fonds dans une autre agence, obtenant ainsi un total de retraits excédant largement sa provision. Ce tireur malhonnête fut condamné en première instance pour émission de chèques sans provision. La Cour de Paris éleva ensuite les pénalités. On ne peut que louer sa sévérité, car les banques nous paraissent courir des risques sérieux avec ces nouvelles facilités qu'elles donnent à leurs clients. Nous avons d'ailleurs toujours prôné, d'une manière générale, la sévérité en matière d'émission de chèque sans provisions (v. en particulier, notre *Chronique* dans cette *Revue*, 1955, p. 683), car, si l'on veut que le chèque remplisse son rôle de moyen de paiement, il faut être très strict.

Mais le point le plus important dans cet arrêt est que la Cour, à la suite du tribunal, décide que le délit d'émission de chèque sans provision, est constitué, même si le tireur émet le chèque à son ordre. C'est une décision qui, à notre connaissance, est nouvelle en droit. Elle nous paraît tout à fait justifiée. D'abord légalement, parce que les textes ne font aucune distinction suivant que le bénéficiaire du chèque est un tiers, ou le tireur lui-même, ensuite, parce que d'un point de vue plus général, la sévérité doit être de règle dans la matière, comme nous l'avons répété plus haut.

8. *Chèque sans provision. Action civile en remboursement du montant du chèque.*

On sait qu'à l'occasion de poursuites pénales, exercées contre le tireur, le bénéficiaire d'un chèque émis de mauvaise foi, sans provision préalable et disponible, est recevable, en vertu de l'article 66 du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par le décret-loi du 24 mai 1938, à demander devant la justice répressive une somme égale au montant du chèque sans préjudice, le cas échéant, de tous dommages-intérets (v. notre *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, n° 885, p. 599). Mais la jurisprudence est bien fixée pour décider qu'il ne résulte pas de ce texte que, dans tous les cas, le juge correctionnel doit accorder au bénéficiaire une somme égale au paiement du chèque, au contraire, il doit vérifier l'existence de la créance du bénéficiaire du chèque (v. Cass. Crim., 20 mars 1952, *Gaz. Pal.*, T.Q., 1951-1955, v° chèque, n. 83 ; *J.C.P.*, 1952.II.7162 note J. Léauté) ; Paris 4 juin 1951 (*Gaz. Pal.*, 1951.2.178).

Un arrêt de la Cour de Cassation du 12 juin 1956 (*J.C.P.*, 1956.II.9.425 et *Gaz. Pal.*, 17-19 octobre 1956) fait une heureuse application de ce principe lorsqu'il décide qu'en revendant à un tiers la chose précédemment vendue au tireur du chèque émis précisément pour payer le prix, le bénéficiaire du chèque a fait disparaître sa créance et il ne peut réclamer en se constituant partie civile, le paiement d'un chèque devenu sans cause.

9. *Endossement d'un chèque sans provision.*

On sait que complétant le décret du 30 octobre 1935 qui réprimait déjà l'émission d'un chèque sans provision, un décret du 24 mai 1938 est venu étendre l'infraction à

la personne qui, en connaissance de cause, accepte de recevoir en paiement un tel chèque. Il a ajouté, à cet effet, à l'article 66 du décret de 1935, un troisième alinéa qui punit celui qui se rend coupable de ce délit, des peines infligées à celui qui émet un chèque sans provision.

Mais le législateur n'a pas visé l'endossement d'un chèque sans provision. Fallait-il en conclure, en se basant sur l'interdiction du raisonnement par analogie, que l'endosseur d'un chèque qu'il sait être sans provision, échappe à toute poursuite ?

Certaines décisions (Trib. corr. Nantes, 10 mai 1949, D., 1949, Somm., 28, confirmé par C. Rennes, 2 mai 1950, *Gaz. Pal.*, 1950.2.14) l'avaient admis. La Cour de Cassation en a jugé autrement dans un arrêt du 7 août 1944 (D., 1945, S., 1945.I.6 ; et nos observations dans cette *Revue*, 1946, p. 78).

Elle vient de confirmer sa jurisprudence dans un arrêt du 8 décembre 1955 (D., 1956-698) qui décide que l'intention frauduleuse nécessaire pour caractériser le délit d'acceptation de chèque sans provision, prévu par l'art. 66 du décret du 30 oct. 1935, modifié par le décret du 24 mai 1938, peut se manifester aussi bien au moment de la remise matérielle du chèque au bénéficiaire, que postérieurement à cette opération. Spécialement, le fait, par le prévenu, d'avoir endossé à l'ordre d'un tiers un chèque établi à son nom et qu'il savait dépourvu de provision, implique, nécessairement, qu'il a, de mauvaise foi, accepté l'effet litigieux au sens du texte répressif susvisé.

Cette jurisprudence de la Cour suprême soulèvera, probablement, des critiques. Elle est pourtant loin d'être sans justifications. On les lira, avec grand intérêt dans une note savante que notre collègue Derrida a donnée au Dalloz, sous l'arrêt du 8 décembre 1955.

Disons simplement ici que du point de vue moral l'endosseur d'un chèque sans provision est aussi coupable que le tireur ; du point de vue juridique, l'endossement est très voisin de l'émission et, faire appel à l'interdiction du raisonnement par analogie, est sans doute exagéré ; du point de vue économique, l'activité de l'endosseur est aussi néfaste que celle du tireur.

Quoi qu'il en soit, on sera certainement d'accord avec M. Derrida pour souhaiter une intervention législative qui appliquerait à l'endossement d'un chèque sans provision, les peines qui frappent l'émission d'un tel titre.

10. *Suppression de correspondance. Détournement momentané.*

La jurisprudence est bien établie en ce sens, que sont punissables, non seulement la suppression définitive ou la destruction de correspondance, mais encore le fait de détournement ou de suppression momentanée de lettre, de retard frauduleux ou systématique, de distribution intentionnellement erronée (v. Poitiers, 1er déc. 1877, D.P., 78.2.235 ; S., 77.2.325 ; Limoges, 6 juin 1884, D.P., 84.2.152 ; Crim., 9 août 1889, D.P., 89.5.368 ; S., 89.I.493 ; 15 mai 1920, D.P., 1920.I.176 ; S., 1921.I.48).

Dans la ligne de cette jurisprudence, un arrêt de la Cour d'appel de Colmar (19 avril 1956, D., 1956, p. 585 et *J.C.P.*, 1956.II.9408) décide que la suppression de correspondance, visée et réprimée par l'article 187, alinéa 2, du Code pénal doit s'entendre non pas uniquement de la destruction d'une lettre, mais encore, du détournement momentané qui fait obstacle à la correspondance, c'est-à-dire à la liaison intellectuelle réalisée dans le plus court délai entre l'expéditeur et le destinataire.

En l'espèce, il s'agissait d'individus qui, ayant ouvert une lettre compromettante pour leur locataire, s'en étaient servis pour obtenir le payement d'un supplément de loyer, et, exerçant un chantage sur leur locataire, avaient menacé celui-ci d'adresser cette lettre à sa femme, et, ensuite, mis à exécution cette menace.

11. *Banqueroute. Etat de cessation des paiements.*

Un arrêt de la Cour de Paris du 16 novembre 1956 (*Gaz. Pal.*, 19-21 déc. 1956) rappelle quelques principes intéressants au sujet de l'état de cessation des paiements constitutif de la banqueroute. La date de cette cessation des paiements est importante notamment parce que le commerçant qui cesse ses paiements doit déclarer son état dans les quinze jours au Greffe du tribunal de commerce (art. 438 et 439 du C. de com.). L'omission de cette formalité est en soi un fait délictueux constitutif du délit de banqueroute.

Lorsqu'un fait, dont l'omission constitue une infraction doit être accompli dans un délai déterminé, la prescription commence à courir du jour où ledit délai est expiré.

Lorsqu'il y a défaut de déclaration de cessation des paiements, le point de départ de la prescription se place donc quinze jours après la cessation des paiements. D'où l'importance de la fixation de la date de cette cessation. Nous avions exposé dans cette *Chronique* (v. cette *Revue*, 1956, p. 552) qu'il ressortait d'un arrêt de la Chambre criminelle du 24 janvier 1956 (*Rec. dr. pén.*, mars 1956, p. 106) que la date de cessation des paiements qui fait courir le délai de quinze jours n'est pas obligatoirement pour le juge pénal la date retenue et fixée par le tribunal de commerce. Cette date, décide la Cour suprême, doit être, ainsi que la mauvaise foi, appréciée souverainement par le juge pénal.

La Cour de Paris se conforme à cette jurisprudence en déclarant que les juridictions répressives ont qualité pour apprécier si, en fait, il y a cessation des paiements ; qu'elles ne sont pas liées par une décision rendue par le tribunal de commerce déclarant la faillite et peuvent fixer la date de cessation des paiements, à une autre époque que celle indiquée par cette juridiction.

12. *Jeux et paris. Courses de chevaux. Réception de paris par un intermédiaire et transport des enjeux au P.M.U. moyennant versement de commission.*

Nous avons déjà exposé dans cette *Chronique* (v. cette *Revue*, 1953, p. 318 et 1956, p. 333), que les Cours d'appel, jugeant, en général, excessive la sévérité de la Cour de Cassation en matière de réception des paris par un intermédiaire et de transport des enjeux au P.M.U., cherchaient par des moyens différents à l'éviter. Nous avions ajouté que la Cour de Cassation paraissait tout à fait fixée dans ce sens de la sévérité. Elle décide qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre le cas où les paris sont offerts à tous venants et celui où l'enjeu est remis à l'agent, par une personne déterminée pour être, par lui, porté aux guichets du Pari Mutuel.

« Qu'en effet, aux termes de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891, se rend coupable du délit d'exploitation du pari aux courses, quiconque a, en quelque lieu ou sous quelque forme que ce soit, offert de recevoir, ou reçu, des paris sur les courses de chevaux, soit directement, soit par intermédiaire ».

Un jugement du Tribunal correctionnel de Villefranche-sur-Saône du 12 juin 1956 (*Rec. dr. pén.*, 1956, p. 229) apporte une condamnation, à la suite d'attendus longs et détaillés, qui ne sont malheureusement, ni absolument clairs, ni absoluments pertinents.

Le tribunal constate d'abord que la loi du 24 mars 1951 sur le fonctionnement des courses de chevaux, ayant transformé le délit d'exploitation illicite des paris, en un délit simple, alors qu'il était auparavant un délit d'habitude, l'a aggravé.

Il se croit autorisé, en conséquence, à procéder à une analyse plus circonspecte des circonstances de fait et paraît disposé à admettre que celui qui reçoit un seul pari ou quelques paris, pour une même journée hippique, dans le but de faciliter les démarches d'un ami, d'un client, ne commettrait pas toujours un délit si les enjeux ont été portés aux guichets du Pari Mutuel.

Dès lors, pour retenir le délit, il faudrait administrer la preuve d'une réception systématique des paris. Celle-ci établie, le transmetteur des enjeux devrait démontrer qu'il les a tous portés aux guichets du Pari Mutuel.

Mais, arrivé à ce point, le raisonnement du tribunal correctionnel que l'on imaginait bienveillant, évolue dans le sens de la sévérité contrairement aux décisions de la Cour Suprême.

Le prévenu était un cafetier qui recevait les paris, non dans un but de spéculation semble-t-il démontré, mais dans le but d'attirer ou de maintenir une clientèle. Le tribunal estime qu'il doit démontrer que tous les enjeux ont été portés aux guichets du P.M.U.

Mais le prévenu ne pouvait le faire qu'en produisant les fiches de jeu régulières remises par les agences du P.M.U. Or, cette preuve faisait évidemment défaut pour les jeux gagnants, car, en pareil cas, pour recevoir le gain, on doit remettre la fiche. Le tribunal décide que le prévenu aurait dû prendre copie de ces fiches et les produire. C'était sans doute, demander beaucoup à un simple cafetier... Aussi, le prévenu a-t-il été condamné bien qu'il semblât à peu près établi par les témoignages, qu'il avait retransmis, tout au moins partiellement les paris aux guichets du P.M.U. Le raisonnement subtil et bien hasardeux du tribunal ne lui aura point servi.

13. *Appellation contrôlée.*

La jurisprudence est sévère pour les trop nombreux fraudeurs en matière d'appellation contrôlée. Et nous avons dit, bien des fois, qu'il fallait l'approuver entièrement, car on ne saurait trop réprouver les agissements des margoulins du commerce et de la restauration qui font tant de tort à nos bons vins de France, notamment dans l'esprit des étrangers. Raison de plus pour ne pas se montrer exagérément sévère en trouvant des fautes là où il n'y en a pas. C'est ainsi que, très légitimement, la Cour d'Aix dans un arrêt du 4 juin 1956 (S., 1956, p. 103) a déclaré que rien ne s'opposait à ce qu'un viticulteur pouvant prétendre à l'appellation « Bandol » puisse déclarer ses récoltes et vendre son vin sous l'appellation simple « Côtes-de-Provence » pour laquelle les conditions requises sont moins sévères, si le vin provient de l'aire de production des « Côtes-de-Provence » et s'il réunit toutes les conditions réglementaires.

On ne voit pas pourquoi, en première Instance, le Tribunal de Brignoles avait décidé le contraire. Lorsque toutes les conditions exigées pour une appellation simple sont réunies, on ne saurait ajouter une condition supplémentaire, qui ne figure pas dans la loi, à savoir : celle de n'être pas en droit de bénéficier d'une appellation contrôlée.

Ce que la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées interdit, c'est l'usage d'appellations identiques non contrôlées, pour désigner des produits de même nature ne répondant pas à toutes les conditions fixées par les décrets de contrôle ; mais, en l'espèce, l'appellation d'origine non contrôlée était différente de l'appellation d'origine contrôlée. On ne peut tout de même pas empêcher certains vins d'avoir une double appartenance.

14. *Fausse appellation d'origine.*

Ayant rapporté dans cette *Chronique* (v. cette *Revue*, 1956, p. 333) le cas d'une restauratrice d'une de nos meilleurs régions touristiques qui avait fait figurer sur sa carte sous les rubriques « Bourgogne » et « Côtes-du-Rhône » des vins n'ayant pas droit à ces appellations contrôlées, nous avions exposé qu'un Parquet conciliant s'était borné à la renvoyer en simple police, déclarant que les faits constituaient simplement la contravention prévue par l'article 285 du Code des vins, et réprimée, en l'absence de mauvaise foi, par l'article 13 de la loi du 1er août 1905.

Le tribunal de simple police et le jugement correctionnel ayant donné raison au parquet, la Chambre criminelle a cassé. Pour elle, on est en présence, non d'une contravention, mais du délit prévu par l'article 8 de la loi du 6 mai 1919 sur la protection des appellations d'origine. Ce texte dispose, en effet, dans son alinéa 3 : « Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation, des produits naturels ou fabriqués, portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, sera puni... (peines correctionnelles) ». Il prévoit donc, d'une façon générale, la mise en vente d'un produit sous une appellation d'origine sciemment inexacte. Or, en l'espèce, la restauratrice avait bien mis en vente, sous une appellation contrôlée, un vin dont elle ne pouvait pas ignorer qu'il ne pouvait bénéficier de l'appellation. Son intention coupable résultait suffisamment de la simple connaissance qu'elle avait de ce que le vin ne correspondait pas à l'appellation alléguée (Crim., 23 juill. 1931, S., 1933.I.155).

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 24 octobre 1956 (*Gaz. Pal.*, 15-18 déc. 1956) a statué dans une affaire tout à fait analogue. Il s'agissait d'un restaurateur qui avait fait figurer sur sa carte des vins, sous la rubrique « Saint-Péray », un vin mousseux n'ayant pas droit à cette dénomination. La Cour de Grenoble n'avait voulu voir dans ces agissements que la contravention prévue par l'article 285 du Code des vins, et réprimée, en l'absence d'intention frauduleuse, par l'article 13 de la loi du 1er août 1905.

La Chambre criminelle casse et confirme sa jurisprudence en déclarant que s'il résulte des termes du § 1er de l'article 8 de la loi du 6 mai 1919, que l'usurpation d'une appellation d'origine, sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être vendus, n'est punissable que lorsqu'elle a lieu sous forme d'apposition de ce nom sur le produit lui-même, cette condition, constitutive du délit, n'est pas exigée par le § 3 dudit article ; tombe sous l'application des dispositions de ce § 3, quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte.

Par ce texte, d'une acceptation plus large, la loi a entendu viser tout fait de vente, de mise en vente ou en circulation de produits naturels ou fabriqués dénommés sous une fausse appellation d'origine.

Nous ne saurions trop approuver cette jurisprudence. Elle est conforme au texte et à l'esprit de la loi ; elle manifeste — répétons-le, une fois de plus — une sévérité extrêmement utile en la matière.

15. *Fraudes.*

On sait que la jurisprudence toujours mue par ce louable sentiment de sévérité, dont nous parlions *supra*, 14, reconnaît très facilement la tromperie. Elle estime que la tromperie est constituée, dès qu'il y a possibilité, dans l'esprit de l'acheteur éventuel, d'une confusion quelconque créée d'une manière quelconque (apparence trompeuse de l'étiquette, ressemblance d'ordre phonétique dans le nom du produit, etc.). Un jugement du Tribunal correctionnel de Saint-Calais (D., 1956. Somm., p. 139), bien dans la ligne de cette jurisprudence décide que l'intention frauduleuse, en ce qui concerne le délit de tromperie sur la nature, la composition ou l'origine d'une marchandise, doit s'apprécier d'après les ressemblances d'ensemble du produit d'origine et de l'imitation, et non, d'après les différences de détail, en se plaçant dans la situation de l'acheteur, qui n'a pas simultanément sous les yeux les deux produits et n'a conservé que le souvenir des caractéristiques principales d'une présentation.

Se rend donc coupable du délit de tromperie le fabricant qui vend dans des bouteilles « Vitelloise » des sodas orange et citron sous la dénomination « Soda-Délices », cette désignation et cette origine, faussement attribuées aux marchandises, étant de nature à créer une confusion avec les sodas « Vittel-Délices ».

16. *Propriété industrielle et commerciale. Protection des signes identifiant les marchandises.*

La loi du 24 juin 1928 est venue, en termes généraux et absolus, protéger tous les signes qui servent à identifier à tous moments les marchandises. Se faisant, elle a voulu sauvegarder, à la fois les droits des fabricants, et les intérêts du consommateur (Ann. prop. ind., 1938, p. 280 ; C. Paris, 13e Ch. corr., 1er juin 1937 et 4 févr. 1938 ; C. Douai, 7 févr. 1931 ; Cass. crim., 7 mai 1932).

L'arrêt précité de la Cour de Paris précise, à cet égard qu'est puni par la loi, le fait de masquer, même provisoirement, les numéros de contrôle apposés par un fabricant sur les produits ou leur enveloppe et destinés à lui permettre de savoir à qui il a livré ces produits et quel est l'intermédiaire qui a fourni la marchandise à un détaillant. Dans la ligne de cette jurisprudence, un jugement du Tribunal correctionnel de Rennes du 15 février 1956 (*Gaz. Pal.*, 11-14 août 1956) décide que, tombe sous le coup des dispositions de la loi de 1928, le commerçant qui a enlevé la plaque portant le numéro d'immatriculation apposée par le fabricant d'un appareil ménager.

17. *Hausse illicite.*

On se rappelle, sans doute, qu'au début du mois de septembre 1956, des boulangers n'ayant pu obtenir des pouvoirs publics une augmentation du prix du pain, s'avisèrent de demander à leurs clients de bien vouloir participer, par une contribution volontaire, aux frais supplémentaires résultant des augmentations de salaires. Ils déclaraient qu'ils respectaient le prix taxé, car ils n'obligeaient pas les clients à payer un prix supérieur à la taxe, mais leur demandaient simplement une contribution, bénévole.

Le Tribunal d'Alès dans un jugement du 26 octobre 1956 (*J.C.P.*, 1956.II.9592) vient de condamner deux de ces boulangers pour hausse illicite.

Ils prétendaient pour leur défense que le fait, pour un commerçant de laisser à sa clientèle la faculté de verser une somme en sus du prix légal, ne constitue nullement une pratique de prix illicite de caractère forcément contractuel et obligatoire, auquel la clientèle, en tous cas, n'a pas la faculté de se soustraire.

Le Tribunal d'Alès fonde sa condamnation sur les termes de l'ordonnance du 30 juin 1945. En effet, d'après l'article 36 9e, de cette ordonnance, pour qu'il y ait délit de hausse illicite, il suffit qu'il y ait eu offre ou proposition de vente, peu importe qu'elles aient été suivies ou non, d'effets. C'était bien le cas en l'espèce.

Par ailleurs la Cour de Cassation (Crim., 16 févr. 1951 ; *J.C.P.*, 1951.II.6353) a précisé qu'il y avait prestation occulte dès lors que l'opération réalisée donne lieu, au profit du vendeur, à une rémunération supplémentaire présentée comme ayant une cause distincte de la vente. C'était bien encore le cas en l'espèce, car la contribution volontaire

aux charges sociales des boulangers n'avaient d'autre but réel que de leur apporter une rémunération supplémentaire.

Les boulangers, à court d'arguments, n'avaient pas hésité à prétendre que leur contribution volontaire devait être assimilée à celle qui était sollicitée par le Secours Catholique lorsque, au cours de l'une de ses campagnes d'hiver au profit des vieux pauvres déshérités, il avait entreposé des boîtes dans les magasins des commerçants pour recevoir les dons des clients.

Cet argument était sans valeur, car l'obole mise par les clients dans les boîtes, n'apportait aucun profit personnel au commerçant. Comme le dit, fort spirituellement, le commentateur du Jurisclasseur : « Ce dernier argument serait plutôt de nature à faire sourire et à laisser penser que les boulangers ont entendu demander à leur clientèle... une aumône ».

V. PROCÉDURE CRIMINELLE

par Maurice PATIN

Président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

1. *Action civile. Mise en mouvement de l'action publique.*

La personne lésée par une infraction a le droit de mettre elle-même l'action pubique en mouvement. C'est là un moyen mis à la disposition des justiciables, en vue de les prémunir contre l'inaction éventuelle du ministère public. Ce droit est ouvert, à moins que, comme en matière de presse, la loi n'en dispose autrement, à tous ceux à qui une infraction a porté préjudice, dès lors que ce préjudice prend directement sa source dans l'infraction poursuivie. La Chambre criminelle a manifesté sa largeur de vue, à cet égard, en reconnaissant le droit d'agir à celui qui a été victime d'une infraction commise par un fonctionnaire dans sa fonction, quand bien même la faute devrait être considérée comme non détachable du service (22 janv. 1953, D., 1953.1.109 et la note) ; au moins dans certains cas, à la concubine dont le compagnon a été tué ou blessé, et aux enfants nés de leur commerce (23 déc. 1952, *B.*, 320 ; 16 juin 1955, *B.*, 206 ; 6 juill. 1955, *B.*, 388) ; à la fiancée (5 juin 1956, *B.*, 15) ; au mari d'une femme morte au cours d'une tentative d'avortement à laquelle elle s'était prêtée (6 juin 1952, S., 1953.1.81). Mais ce droit a ses limites, et la Chambre criminelle, notamment, le refuse à celui qui, même lesé par un délit, ne possède pas d'action en vue d'obtenir la réparation. L'arrêt du 14 juin 1956 (*B.*, 474) en particulier refuse aux dirigeants d'un casino la faculté de poursuivre par la voie de la partie civile le joueur malchanceux qui, en paiement d'une dette de jeu, a remis un chèque sans provision. Et la condamnation pénale elle-même, intervenue à la suite d'une action ainsi mise en mouvement par une personne dépourvue de qualité, est du même coup annulée. Il semble d'ailleurs qu'en tel cas le ministère public devrait poursuivre les dirigeants du casino, pour avoir accepté sciemment un chèque non provisionné. La morale y gagnerait.

2. *Action civile. Blessure reçue par la victime d'une agression agissant en cas de légitime défense.*

Supposons qu'X soit attaqué par Y. Il reçoit des coups et répond par des coups afin de se défendre. Il est évident qu'il ne pourra demander à celui dont il aurait voulu faire sa victime aucune réparation civile, quelle que soit la gravité de ses blessures. X, de son côté, demandera à Y des dommages-intérêts en raison du préjudice qu'il a lui-même éprouvé par le fait des violences qu'il a subies. Mais supposons qu'en se défendant contre cette agression injuste, X commette lui-même quelque imprudence ou quelque maladresse et se fasse ainsi à lui-même des blessures. Peut-il comprendre le préjudice résultant de ces dernières blessures dans la note qu'il présentera à son agresseur ? L'arrêt du 14 juin 1956 (*B.*, 475) nous donne un exemple : un commissaire de police attaqué par un malfaiteur, riposte, pour se défendre, par un coup de poing ; mais il donne ce coup de poing avec une telle maladresse qu'il se fracture un doigt ; peut-il réclamer à son agresseur la réparation du préjudice résultant de cette fracture ? Ce n'est peut-être pas impossible, apparemment. Il faut du moins que la maladresse, cause immédiate de la blessure, soit elle-même la conséquence directe de l'infraction donnant lieu à légitime défense. La question est peu étudiée dans la doctrine et elle mériterait un examen approfondi. En l'espèce, la Chambre criminelle prononce cassation à raison d'un défaut de motifs et laisse à la cour de renvoi le soin de revoir et d'approfondir la question.

3. *Action civile. Préjudice direct.*

Voici encore un bien intéressant arrêt : 11 mai 1956, *B.*, 363. Un nommé Duchesne avait été condamné pendant l'occupation, pour hausse illicite, par un tribunal spécial, à 2 millions d'amende et à la confiscation de ses biens. En exécution de cette condamnation, le Trésor avait encaissé une somme de 885.000 francs en acompte sur l'amende, et une seconde somme de 976.000 francs représentant le produit de la vente des biens confisqués. La libération venue, Duchesne, à l'aide de faux documents à lui remis par des comparses, a obtenu la révision de cette condamnation par la Chambre d'accusation, en faisant valoir mensongèrement que les agissements en raison desquels il avait été condamné avaient servi la cause de la Libération. En conséquence de l'arrêt prononçant cette annulation, il a obtenu du Trésor, la restitution des fonds que ce dernier avait encaissés. Par la suite, la fraude a été découverte. Il est évident que Duchesne aurait dû être poursuivi pour faux et usage de faux. Mais, selon une pratique qui continue à trouver de zélés défenseurs, le parquet a correctionnalisé le fait et engagé des poursuites du chef d'escroquerie. L'escroquerie aurait consisté à obtenir du Trésor là remise de fonds, par le moyen de manoeuvres frauduleuses, lesquelles étaient constituées par la représentation de l'arrêt de révision obtenu par fraude. Sur cette poursuite, dont le fondement juridique était plutôt aventuré, le Trésor public s'est constitué partie civile et a réclamé à titre de dommages-intérêts le reversement des sommes par lui décaissées. La Cour d'appel a hésité à admettre une prévention reposant sur des bases discutables. Mais, au lieu de reconnaître qu'il s'agissait d'un faux et de se déclarer incompétente, elle a préféré disqualifier la poursuite et déclarer qu'il s'agissait d'un trafic d'influence. Sous le bénéfice de cette disqualification, sous divers rapports très discutable, elle a prononcé condamnation contre Duchesne, qui, sans doute bien conseillé, ne s'est par pourvu en cassation et a accepté la peine contre lui prononcée. Mais, au résultat de cette disqualification, la Cour d'appel s'est vue dans l'obligation de rejeter la demande de dommages-intérêts présentée par le Trésor public, par la raison que le préjudice subi par le Trésor n'était à l'évidence qu'une conséquence indirecte du délit de trafic d'influence seul retenu.

De là le pourvoi du Trésor public, lequel s'est efforcé de faire admettre par la Chambre criminelle qu'il y avait bien eu, non point trafic d'influence, mais bien une véritable escroquerie, dont il avait été la victime directe. La Chambre criminelle a rejeté le pourvoi en déclarant qu'il était sans intérêt de rechercher si les faits constituaient le délit de trafic d'influence ou celui d'escroquerie, puisque, dans un cas comme dans l'autre, le préjudice subi par le Trésor se présentait comme un préjudice indirect. Il était évident, en effet, que l'obligation, pour le Trésor, de rembourser les fonds par lui perçus n'était que la conséquence indirecte de l'arrêt de révision, dont l'objet essentiel avait été d'effacer la condamnation réputée prononcée à tort. Il semble que la solution eut été différente si Duchesne avait été poursuivi, comme il aurait dû l'être, pour avoir, à l'aide de faux, obtenu cet arrêt de révision ; l'arrêt lui-même eût été alors entaché de faux, et l'usage de cet arrêt en vue d'obtenir du Trésor une restitution qui n'était pas due eût autorisé le Trésor à intervenir comme victime directe de l'infraction.

4. *Action civile. Fédérations départementales de chasseurs.*

Les chasseurs ont toujours eu tendance à s'associer. Déjà, ceux de Tarascon, sous la conduite de Tartarin, s'étaient fédérés pour aller, le dimanche, dans les coteaux parfumés des Alpilles, chasser la casquette. Aujourd'hui les fédérations de chasseurs, organisées par département, ont un objet officiel, qui est de « veiller à la répression du braconnage, à la constitution et à l'aménagement des réserves de chasse, à la protection et à la reproduction du gibier ». Certaines fédérations ont déduit de ce texte, dont l'objet est pourtant bien délimité, qu'elles étaient autorisées à se porter partie civile, dans les poursuites engagées par le ministère public en cas d'infraction à la police de la chasse, et même à mettre en mouvement elles-mêmes la poursuite. Plusieurs arrêts de la Chambre criminelle leur rappellent que le texte précité, introduit dans la loi du 3 mai 1844 par une prétendue loi du 28 juin 1941, ne déroge en rien au droit commun, tel qu'il est défini par les articles 1 et 3 du Code d'instruction criminelle. Le droit d'intervention des Fédérations de chasseurs est exclusivement limité aux cas où le délit poursuivi leur a personnellement causé un préjudice direct. Mais elles ne disposent nullement d'une action comparable à celles que la loi accorde aux syndi-

cats, et qui les autoriserait à intervenir devant les tribunaux répressifs en vue de défendre les intérêts généraux dont elles se réclament. Pour le moment, et jusqu'à ce que la loi en décide autrement, c'est au ministère public que la protection des intérêts généraux de la Société, même en cette matière, demeure confiée : Cass., 24 fév. 1956, *B.*, 190 ; 4 juill. 1956, *B.*, 509 ; 11 juill. 1956, *B.*, 123 ; 25 juill. 1956, *B.*, 582).

5. *Disqualifications abusives.*

Au fur et à mesure que la législation se complique — et les nouvelles codifications opérées par voie administrative n'y mettent guère de clarté — les juges doivent davantage faire preuve d'ingéniosité et d'habilité. Ils ne doivent pas, cependant, pousser la dextérité jusqu'à des pratiques qui dans l'ordre intellectuel, seraient en tous points comparables aux exercices des jongleurs. Un noir de la Côte d'Ivoire avait participé, muni d'une arme, à un attroupement sur la voie publique qui ne s'était dispersé qu'après la seconde sommation. Arrêté en flagrant délit, il avait été déféré au juge de paix à compétence étendue. Ce magistrat constata une évidente violation de la loi. En effet, les infractions à la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements sont des infractions politiques, et, par suite, d'après l'article 7 de la loi du 20 mai 1863, la procédure de flagrant délit avait été illégalement employée. Le juge de paix devait donc annuler la poursuite et renvoyer le ministère public à se pourvoir comme il aviserait. Mais le magistrat ne manquait pas de souplesse d'esprit, et il crut « régulariser » la procédure en disqualifiant l'infraction poursuivie en celle de violence à magistrat, infraction de droit commun qui autorise la poursuite en flagrant délit. Cette erreur n'échappa nullement à la cour d'appel, à son tour saisie de la poursuite, et cette cour, en conséquence, annula la procédure. Mais elle aussi, elle pensa pouvoir réparer les vices de la procédure, et ce, en usant de la procédure d'évocation prévue par l'article 215 du Code d'instruction criminelle. En conséquence, l'annulation prononcée, elle se saisit du fond, et renouvelant alors sur des bases que l'évocation, croyait-elle, rendait plus solides, l'expédient imaginé par le premier juge, elle disqualifia à son tour la prévention initiale en celle de violences à magistrat et condamna le prévenu à deux années d'emprisonnement. La Chambre criminelle a censuré cet arrêt (14 mai 1956, *B.*, 373). Elle aurait pu, semble-t-il, annuler elle aussi la procédure *ab ovo* et sans renvoi et laisser le ministère public réintroduire une action sur de nouvelles bases s'il le jugeait utile. Elle n'est pas allée jusque-là, confiant à la Cour de renvoi le soin de prononcer cette annulation et d'en tirer les conséquences. Elle s'est bornée à déclarer, dans son arrêt, que la disqualification d'un délit de participation à un attroupement illégal en celle de violence à magistrat n'était pas possible, puisque cette disqualification ne pouvait s'opérer sans l'introduction, dans la poursuite, d'éléments nouveaux que le titre initial ne visait pas.

6. *Contravention connexe à un délit. Appel.*

Lorsqu'une contravention est connexe à un délit, et se trouve, en vertu de cette connexité, poursuivie en même temps que le délit, elle demeure, sans doute, une contravention ; mais elle est soumise à des règles particulières. La prescription n'est plus la prescription annale fixée par l'article 640 du Code d'instruction criminelle, mais bien celle des délits (art. 640 modifié par la loi du 20 mars 1951). D'autre part, le premier alinéa de l'article 192 du même code, d'après lequel le tribunal correctionnel, saisi d'une contravention, si le renvoi n'est pas demandé, statue en dernier ressort, ne s'applique plus. Le tribunal, dit l'alinéa final de cet article, complété par la loi du 26 novembre 1956, statue sur le délit et la contravention « par un seul et même jugement, à charge d'appel sur le tout ». Mais, que décider si le tribunal prononce relaxe sur le délit, et condamne le prévenu seulement pour la contravention ? La Cour d'appel de Montpellier a pensé qu'en ce cas l'appel du prévenu, ne pouvant concerner que la contravention, cessait d'être régi par l'alinéa final de l'article 192, et que la décision devait être considérée comme rendue en dernier ressort. Une telle manière de voir était non seulement contraire à la lettre de la loi, mais de nature en outre à conduire à d'étranges difficultés. Il eût fallu admettre, en effet, que cet appel du prévenu, considéré comme irrecevable s'il était interjeté seul, devait au contraire être tenu pour recevable, si, de son côté, le ministère public, comme il en conservait le droit, relevait appel pour le tout, La Cour de cassation a adopté une solution beaucoup plus logique, en

décidant au contraire que d'une manière générale et sans qu'aucune distinction ne soit à faire, l'appel de toutes les parties est recevable, dès lors qu'une contravention connexe à un délit a été poursuivie en même temps que le délit qu'il y ait eu ou non relaxe sur le délit (5 juin 1956, *B.*, 424).

7. *Diffamation. Preuve de la vérité du fait diffamatoire.*

Un arrêt du 3 mai 1956 (*B.*, 344) résout, en cette matière délicate, un point qui peut paraître difficile, et la solution qu'apporte cet arrêt peut surprendre au premier abord. On sait que, depuis les modifications, que je crois assez malencontreuses, portées par l'ordonnance du 6 mai 1944 à la loi du 29 juillet 1881, la preuve de la vérité du fait diffamatoire constitue un fait justificatif, pourvu que le fait ne concerne pas la vie privée de la personne, et cela même à l'égard des simples particuliers. C'est là une chose très grave. Il en résulte en effet, que toute personne, par le fait qu'elle a commis, en dehors de sa vie privée, une faute, quelque regret qu'elle en ait manifesté, quelque effort qu'elle ait pu faire pour la racheter, se trouve exposée à se voir publiquement, et impunément, reprocher cette faute, en tout lieu et en tout temps, au risque d'y perdre sa réputation et son emploi. Le législateur, toutefois, n'a pas voulu que ce véritable supplice auxquels les particuliers sont ainsi exposés soit perpétuel. Il y a mis des limites ; il faut à cet égard distinguer si la « faute » constitue ou non une infraction pénale, et, dans ce dernier cas, si elle a donné lieu ou non à une condamnation. Si la faute ne constitue pas une infraction pénale, on peut publiquement la reprocher, à celui qui l'a commise, pendant dix ans. Si au contraire la « faute » constitue une infraction pénale, les délais pourront être plus brefs. Ils demeureront de dix ans, s'il s'agissait d'un crime, mais seront ramenés aux limites de la prescription, c'est-à-dire respectivement à trois ans et un an, s'il s'agissait d'un délit ou d'une contravention. Et même ils seront encore abrégés si, antérieurement à la prescription, une loi d'amnistie intervient. Enfin, si, constituant un crime ou un délit, la faute a donné lieu à une condamnation, alors le rappel public cessera d'en être possible, lorsque cette condamnation sera effacée par la réhabilitation ou par la révision. Telles sont les règles que pose l'article 35 de la loi et on sait qu'elles ne manquent ni d'arbitraire ni d'illogisme, puisque, en somme, elles aboutissent à rendre la diffamation licite, au cas où le fait n'est pas visé par la loi pénale, pour un temps généralement beaucoup plus long que si, au contraire, le fait constitue, sinon un crime, du moins un délit ou une contravention et est, par conséquent, d'une nature plus grave.

Mais supposons, et c'est le cas que nous révèle l'arrêt du 3 mai 1956, que le fait constitue une infraction à la loi pénale, qu'il ait été poursuivi, et que la poursuite ait abouti à un non-lieu, ou à un acquittement ; sera-t-il possible de l'imputer publiquement à la personne qui l'a commis, sous condition, bien entendu, de prouver qu'elle en était bien coupable, et que par conséquent le fait est vrai, ou bien, au contraire, doit-on considérer que la décision de non-lieu ou de relaxe est assimilable aux diverses circonstances que je viens d'énumérer et qui, lorsqu'il s'agit d'une infraction à la loi pénale, interdisent qu'on en fasse le rappel public, encore bien que la vérité puisse en être établie ? Dans l'espèce, le demandeur au pourvoi avait quelque peu collaboré pendant l'occupation, mais, poursuivi en cour de justice, il avait bénéficié d'une décision de classement. Avait-on pu licitement, preuves en mains, nonobstant ce classement, porter contre lui l'imputation d'avoir trahi ? La Cour de cassation a déclaré qu'il fallait s'en tenir à la lettre de la loi, et que les expressions dont elle use sont limitatives. Elle ne pouvait statuer autrement sans méconnaître les règles tutélaires de l'interprétation littérale. Mais il est clair que cette décision, par laquelle il est admis que même après une décision judiciaire proclamant son innocence, un particulier reste exposé à la diffamation, heurte l'équité et même le bon sens.

Aussi bien faut-il noter qu'en un tel cas, on ne sait pas très bien quelle est la durée précise de l'autorisation légale de diffamer. Le fait constituant une infraction, la durée de cette autorisation correspond aux limites de la prescription. Mais la prescription a été interrompue par la poursuite. On est donc conduit à admettre que le droit de rappeler publiquement le fait diffamatoire, sous la condition d'en faire la preuve, persiste pendant dix ans, trois ans ou un an, selon qu'il s'agit d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, et ce, à partir du dernier acte interruptif, c'est-à-dire, en définitive, à partir du non-lieu ou de l'acquittement. Résultat d'autant plus étrange que, si le crime, le délit ou la contravention n'avaient pas été poursuivis, le point de départ du délai eut été bien antérieur et se fut situé à la date de l'infraction.

Ainsi se trouvent soulignées une fois de plus les erreurs graves commises par les rédacteurs de l'ordonnance du 6 mai 1944 et la nécessité de ramener la législation sur la diffamation au texte de la loi du 29 juillet 1881.

8. *Citation en matière de presse et en matière de pêche.*

Je signale, pour mémoire, l'arrêt du 4 juillet 1956 (*B.*, 513), intéressant à divers égards, et duquel il résulte que, lorsqu'une infraction à la loi sur la presse est poursuivie par la partie civile, élection de domicile doit être faite, à peine de nullité, dans l'exploit introductif d'instance. Je signale aussi l'arrêt du 18 juillet 1956 (*B.*, 545), rendu en matière d'infraction à la police de la pêche. La loi veut, en ce cas, que la citation contienne copie du procès-verbal. Cette copie, destinée à permettre au prévenu de préparer sa défense, a un caractère de nécessité absolue. Par suite, l'omission, sur cette copie, d'une mention utile à la défense entraîne la nullité de la poursuite.

B. Chronique législative

par P.-A. Pageaud et R. Vouin

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1er juillet au 30 septembre 1956).

PREMIÈRE PARTIE

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

1. *Amendes.*

On sait que le taux des amendes pénales a été augmenté plusieurs fois depuis une dizaine d'années et notamment par les lois des 24 mai 1946 (*J. O.*, 25 mai 1946), 25 septembre 1948 (*J. O.*, 26 sept. 1948) et 14 avril 1952 (*J. O.*, 15 avr. 1952, *Rev.*, 1952, p. 468, n° 2). En 1953, des décimes ont même été ajoutés au principal de ces amendes (L. 31 déc. 1953, art. 4 ; *J. O.*, 5 janv. 1954 ; *Rev.*, 1954, p. 141, n° 5).

Les amendes civiles étaient demeurées à l'écart de ces réévaluations successives (v. cependant la loi du 7 oct. 1946, *J. O.*, 8 octobre. p. 8500). Sans doute le législateur n'ignorait-il pas qu'elles sont rarement prononcées et qu'il ne fallait donc pas compter sur ces très modestes ressources. Quoiqu'il en soit, on pouvait encore trouver trace, dans notre code civil, d'une peine de dix francs d'amende (art. 1394).

La loi de finances n° 56-780 *du 4 août* 1956 (*J. O.*, 7 août 1956, p. 7439), en son article 94, ajuste le taux de ces amendes à notre époque et fixe, pour chacune d'elle, un minimum et un maximum, alors que, bien souvent, antérieurement, seul le maximum était indiqué, quand il ne s'agissait pas d'une amende fixe.

Sont ainsi réévaluées, les amendes prévues par les articles 50, 63 ; 252, 413, 1394, 2148, 2202 et 2203 du Code civil, par les articles 10, 67, 213, 244, 246, 263, 264, 276, 374, 390, 479, 751, 1030 et 1039 du Code de Procédure civile, par l'article 68 du Code de commerce, par l'article 18 de la loi du 18 mars 1919 sur le registre de commerce et par l'article 20 de la loi du 22 janvier 1851 sur l'Assistance judiciaire.

Par ailleurs, est, de même réévalué le taux des amendes sanctionnant les appels dilatoires ou abusifs (art. 453 et 371 C. pr. civ.).

Enfin, le demandeur en cassation qui succombe dans son pourvoi est condamné, en sus des dépens, au paiement d'une amende variable dont le taux minimum est fixé à 40.000 francs en principe (L. 4 août 1956, art. 51 et 54).

2. *Amnistie.*

Une *loi n°* 56-791 *du* 8 *août* 1956 (*J. O.*, 9 août 1956, p. 7600) amnistie certaines infractions commises en Tunisie entre le 1e janvier 1952 et le 3 août 1955.

Il s'agit d'une amnistie de droit en ce qui concerne les délits de la compétence des juridictions françaises visées par certains décrets beylicaux, et d'une amnistie facultative, par décret, en ce qui concerne les crimes ou délits relevant de la juridiction française et reconnus avoir été en relation avec les évènements qui se sont alors déroulés dans ce pays.

Les effets de ladite amnistie sont ceux définis par la loi du 16 août 1947 en ses articles 26 à 30, 32, 35 et 38.

La même loi met à la charge de l'Etat la réparation des dommages subis par les ressortissants français, tant dans leur personne que dans leurs biens, du fait d'attentats, de pillages et autres actes de violence en relation avec les évènements survenus en Tunisie pendant la même période.

3. *Codifications.*

Deux autres codes viennent encore s'insérer dans une série qui paraît décidément largement ouverte (v. *Revue*, 1955 p. 539 ; 1956, p. 124 et 558), si bien qu'il faudra bientôt dresser une table des codes en usage. Il s'agit du *code Minier* (D. 56-238 *du* 16 *août* 1956, *J. O.*, 21 août 1956, p. 8004 ; rectificatifs *J. O.*, 11 sept. 1956 p. 8617 et 15 sept. 1956, p. 8746) et du *Code de l'Enseignement technique*, dont on trouvera, *infra* n° 7 et 8, les principales dispositions intéressant le droit pénal.

II. — DROIT PÉNAL SPECIAL

4. *Armes et munitions.*

Aucune entreprise ne peut procéder à l'usinage, au montage ou à la mise en chantier de matériel ni au chargement des munitions des quatre premières catégories sans avoir, au préalable, obtenu une licence de fabrication qui est donnée par l'Etat (décret du 14 août 1939, art. 4), et la règle est la même en ce qui concerne les entreprises se livrant au commerce des matériels des quatre premières catégories : il convient d'obtenir, avant tout acte de commerce, une autorisation (décret du 14 août 1939, art. 9).

Or, lorsqu'il s'agit d'une société, la licence de fabrication ou l'autorisation ne pouvaient jusqu'à présent être demandées que si ladite société ne comprenait que des associés français (société de personnes) ou si elle était administrée et dirigée par des français, la majorité du capital étant détenu par des français (société par actions).

Le *décret* n°56-856 *du* 24 *août* 1956 (*J. O.*, 29 août 1956, p. 8225) apporte une dérogation à ces règles et, modifiant les articles 4 et 9 du décret du 14 août 1939, admet que des sociétés françaises comprenant des associés ou des administrateurs étrangers, bénéficient néanmoins, dans certains cas, et pour des raisons de défense nationale d'une licence de fabrication ou d'une autorisation.

5. *Circulation routière.*

a) Un *décret* n° 56-644 *du* 28 *juin* 1956 (*J. O.*, 4 juil. 1956, p. 6185), modifiant l'article 64 du décret du 10 juillet 1954 portant réglementation de la circulation routière (*Revue* 1954, p. 781), prévoit, à titre exceptionnel, que les dérogations aux règles générales posées en ce qui touche au gabarit des véhicules, en faveur des engins en provenance des surplus alliés, limitées dans le temps par le texte initial au 31 décembre 1954, sont désormais applicables jusqu'au 31 décembre 1957.

b) L'arrêté du 17 juillet 1954 relatif au transport en commun des personnes, déjà modifié par celui du 4 mai 1956 (*Revue*, 1956, p. 851) est à nouveau modifié par un *arrêté du* 12 *juillet* 1956 (*J. O.*, 17 juillet 1956, p. 6545), du moins les articles 71 et 73 réglementant les conditions que doivent respecter les transports occasionnels urbains ou suburbains d'enfants dans des véhicules de transports en commun de personnes ou de marchandises. Une autorisation du chef de l'arrondissement minéralogique est notamment prévue.

c) Les conditions d'agrément des dispositifs réfléchissants prévus par le décret du 10 juillet 1954 sont fixées par l'*arrêté du* 8 *août* 1956 relatif à la signalisation des véhicules (*J. O.*, 31 août 1956, p. 8333).

d) Un *arrêté du* 8 *août* 1956 relatif à l'éclairage des véhicules (*J. O.*, 6 sept. 1956, p. 8493) abroge certains articles de l'arrêté du 16 juillet 1954 ayant le même objet et les remplace par des dispositions nouvelles concernant, en particulier, les indicateurs de changement de direction, la réglementation applicable aux véhicules agricoles et aux matériels des travaux publics (projecteurs de route et de croisement, feux de position, feux rouges, dispositifs réfléchissants) et la réglementation applicable aux cycles et cyclomoteurs (dispositifs réfléchissants et feux rouges arrière).

6. *Droit pénal rural.*

Les articles 217 et 321 du Code rural (décret n° 55-433 du 16 avril 1955, *Revue* 1955, p. 539, n° 6) qui traitent de la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et du contrôle de la salubrité des viandes, sont complétés par la *loi* n° 56-786 *du* 4 *août* 1956 (*J. O.*, 7 août 1956, p. 7539) qui impose, sous des peines correctionnelles, le marquage par un vétérinaire, des bovins qui, à la suite d'une vente, seront reconnus cliniquement atteints de tuberculose ou qui présenteraient une réaction positive à l'épreuve de la tuberculine. Le même texte ajoute que le propriétaire de ces animaux est tenu de les destiner uniquement à un abattoir public.

7. *Enseignement.*

Les textes concernant l'Enseignement technique viennent, on le sait, (v. *supra* n° 3) d'être codifiés par *le décret* n° 56-931 *du* 14 *septembre* 1956 pris en application de la loi n° 55-1528 du 28 novembre 1955. On retrouve les dispositions pénales relatives aux ouvertures irrégulières d'un établissement technique (L. 25 juillet 1919, art. 29) à l'article 71, celles concernant l'ouverture irrégulière d'un établissement ménager familial privé (Ord. 2 nov. 1954, art. 12) à l'article 128. Les conditions de fonctionnement des cours professionnels et de perfectionnement (L. 25 juillet 1919, art. 50) sont désormais indiquées à l'article 106. Enfin, le décret comporte également (art. 167) la réglementation du titre d'ingénieur (L. 10 juillet 1934, art. 16).

8. *Mines.*

En application de la loi n° 55-720 du 26 mai 1955, un *décret* n° 56-238 *du* 16 *août* 1956 porte réglementation dans les mines minières et carrières sous le nom de *Code minier* (v. *supra* n° 3). Les pénalités sanctionnant l'inexécution de certaines obligations sont prévues dans le titre X du Livre I, mais l'énumération de ces infractions est trop longue pour que l'on puisse songer à la reproduire ici ; citons simplement : l'exploitation d'une mine sans concession ou permis (art. 21) ; l'exploitation d'une minière de fer à ciel ouvert sans déclaration préalable (art. 99) ; le fait, pour un explorateur, de disposer des produits extraits sans autorisation préfectorale (art.8) ; le sondage ou la fouille à plus de dix mètres de la surface sans déclaration à l'ingénieur des mines (art. 131) ou la levée des mesures géophysiques sans cette même autorisation (art. 133) ; le fait de ne pas faciliter la mission des ingénieurs des mines (art. 79) ou de s'opposer à celle de divers fonctionnaires (art. 132) ou encore, la non assistance dans le cas d'accident survenu dans une mine voisine (art. 90) ou d'apporter une entrave aux réquisitions prises en cas de danger ou d'accident (art. 86 et 87).

On peut regretter que le décret du 16 août 1956 ne comporte pas de table de concordance permettant une facile référence aux textes antérieurs qu'il codifie.

III. — PROCÉDURE PÉNALE

9. *Justice Militaire.*

Un *décret* n° 56-729 *du* 19 *juillet* 1956 (*J. O.*, 25 juil. 1956, p. 6919) complète l'article 1e du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie (*Revue*, 1956, p. 563) pour préciser que les biens mobiliers et immobiliers des organismes dissous sont placés sous séquestre et liquidés par l'Administration des Domaines, le produit de la liquidation devant être attribué à l'Etat après paiement du passif.

10. *Organisation judiciaire.*

Voir *infra* n° 12, le commentaire des art. 51 et 55 de la loi du 4 août 1956 (*supra* n° 1) qui augmentent le nombre des magistrats à la Cour de cassation et créent des postes de Procureur de la République adjoints.

11. *Police.*

Un *arrêté du* 8 *aout* 1956 (*J. O.*, 2 sept. 1956, p. 8385 ; rectificatif *J. O.*, 9 sept. 1956, p. 8577) énumère les épreuves du concours d'inspecteurs de l'Identité Judiciaire institué par le décret du 20 janvier 1956 (*Revue*, 1956, p. 565, n° 25).

P.-A. Pageaud,
Docteur en droit,
Substitut du Procureur de la République
à Poitiers.

DEUXIÈME PARTIE

12. *Organisation judiciaire.*

Deux articles de la loi de finances déjà citée (*supra*, n° 1) touchent à notre organisation judiciaire, en augmentant le nombre des magistrats de la Cour de cassation et en créant la fonction de procureur de la République adjoint.

D'une part, aux termes de l'art. 51 de cette loi, le nombre des conseillers des chambres civiles de la Cour de cassation, précédemment fixé à 12 (LL. 23 juill. 1947 et 21 juill. 1952), est élevé à 15 ; le nombre des avocats généraux passe de 12 à 15, un 16e poste d'avocat général et un poste de premier avocat général devant être créés au 15 septembre de l'an procahin ; enfin, le nombre des conseillers de la Chambre criminelle est élevé de 15 à 16, pour être porté à 17 au 15 septembre 1957, sans qu'il soit précisé combien d'avocats généraux doivent être affectés au service de cette Chambre.

D'autre part, l'art. 55 de la même loi décide que « des magistrats du 3e grade peuvent être nommés dans l'emploi de procureur de la République adjoint près certains tribunaux de 1re classe », ces magistrats ayant rang et traitement de substitut du procureur général et concourant, pour l'avancement, avec les substituts généraux près la cour d'appel dont le ressort comprend le siège de leur tribunal.

La première de ces deux réformes peut surprendre en ce qu'elle augmente notablement plus, en valeur relative, le nombre des avocats généraux que celui des conseillers. Le Parquet souffrait-il de quelque retard à cet égard, ou les conclusions de l'avocat général demandent-elles plus de travail que le rapport du conseiller ? Nous ne le saurions dire et, d'ailleurs, il n'y a pas lieu de mettre en doute la sagesse d'une mesure qui n'a pas dû trouver son inspirattion hors de la Cour de cassation elle-même. Il faut noter toutefois l'insuffisance de cette mesure au regard de la charge écrasante que l'afflux des pourvois impose aux magistrats de la haute juridiction.

La loi nouvelle, il est vrai, vient en aide à celle-ci, de façon indirecte, en portant de 8 (D. 16 oct. 1953) à 16 emplois de magistrats l'effectif du Fichier central, institué par l'art. 11 de la loi du 23 juillet 1947, qui prend désormais le nom — plus noble, mais moins pratique — de Service de documentation et d'études de la Cour de cassation. Mais, si parfaitement assistés et documentés que soient les conseillers et avocats généraux du quai de l'Horloge, ils voient s'élever chaque année le nombre des pourvois qui, limité à environ 700 vers 1900, atteignait plus de 4.000 en 1946, 5.451 en 1953 et 6.596 en 1954. M. le Procureur Général Besson, à l'audience solennelle du 3 octobre 1955 (*Gaz. Pal.*, 5-7 oct.), indiquait que, si la Chambre criminelle rend chaque année plus d'arrêts qu'elle ne reçoit de dossiers, grâce aux dispositions de la loi du 21 juillet 1952, il lui restait encore 3.000 affaires à juger au 31 juillet 1955. On n'admirera jamais assez le zèle des magistrats pressés par la nécessité de faire vite et retenus par le soin qu'exige l'examen attentif des procédures.

En ce qui concerne l'institution des procureurs adjoints, l'innovation paraît heureuse, par l'échelon hiérarchique qu'elle établit entre le procureur de la République et ses substituts, dont le titre modeste ne doit pas faire oublier la responsabilité dans la marche du service. Mais la fonction n'a été effectivement créée que dans un petit nombre de tribunaux (cinq postes, dont deux à Marseille et un à Lyon, Versailles et Lille, selon un décret du 18 sept. 1956, *J.O.*, 25 sept., p. 9059). Et l'on attend toujours la véritable réorganisation judiciaire qui devrait abolir la misère des tribunaux rattachés, entraînant des frais et des pertes de temps inutiles, ainsi qu'un surcroît de travail, en raison des transmissions nécessaires, et supprimer la honte des petits tribunaux d'arrondissement, dont les intérêts électoraux, mais non l'intérêt des justiciables ou de la justice, expliquent seuls la survivance.

Il ne faut pas se lasser de demander l'institution du tribunal départemental, qui doit permettre une meilleure organisation de tous les services judiciaires — Siège, Parquet et Instruction — et qu'autorise le développement moderne des moyens de communication, efficients même en un temps de pénurie d'essence.

Robert Vouin,
Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.

C. Chronique pénitentiaire

Voilà dix ans que la loi du 1er février 1946 créait les « Comités d'assistance et de placemment des libérés ». A l'occasion de cet anniversaire, il nous a paru intéressant de faire le point des réalisations effectuées dans ce domaine tant sur le plan administratif que sur le plan judiciaire et sur celui de l'initiative privée. Tel est l'objet des trois communications qui suivent et dont notre *Revue* remercie bien vivement les auteurs.

I. — L'ORGANISATION DES COMITÉS POST-PÉNAUX ET LE ROLE DE L'ADMINISTRATION A L'ÉGARD DE CES COMITÉS

par André PERDRIAU
Magistrat au Ministère de la Justice.

Les Comités d'assistance aux libérés comptant maintenant plus de dix années d'existence, nous bénéficions d'un recul suffisant pour apprécier, non seulement la portée de leur action, mais aussi la valeur des moyens mis à leur disposition.

Je traiterai seulement cette deuxième question en recherchant en particulier, à la lumière de l'expérience acquise, si les dispositions prises en la matière par l'Administration ont bien répondu aux buts poursuivis et si elles ne doivent pas être modifiées ou complétées pour devenir plus efficaces.

Je m'abstiendrai de rappeler au préalable quelle tâche est assignée aux Comités, et je ne porterai pas davantage de jugement sur la façon dont ils s'en acquittent, puisque les deux articles qui suivent mon étude sont précisément consacrés à l'exposé critique de leur rôle, de leurs méthodes, de leurs résultats et de leurs perspectives d'avenir.

Pour ma part, je me bornerai à examiner les différents problèmes susceptibles de se poser sur le plan administratif, c'est-à-dire ceux qui intéressent directement les pouvoirs publics ou qui motivent leur intervention.

Soucieux de dresser le compte exact des solutions adoptées et de celles qui restent à trouver, je ne craindrais pas de donner à mes observations la présentation un peu sèche d'un bilan, en envisageant successivement l'organisation des Comités, leur fonctionnement et leurs liaisons entre eux ou avec divers services publics.

I. — ORGANISATION DES COMITÉS

Il était conforme aux doctrines nouvelles de la défense sociale qu'un organisme officiel soit créé non pas tant pour aider et protéger l'ancien délinquant (pendant cette période où il est si vulnérable au lendemain de la peine privative de liberté) en coordonnant les activités des œuvres et des personnes privées qui se dévouent traditionnellement à l'assistance post-pénale, que pour assurer le développement des multiples formes du traitement en milieu libre, qui recueille chaque jour davantage l'adhésion des criminologues.

Il appartenait toutefois à l'Etat de définir ce que serait cet organisme, de situer le cadre juridique dans lequel il évoluerait et de fixer les concours sur lesquels ils s'appuierait.

On sait que c'est la Direction de l'Administration Pénitentiaire au Ministère de la Justice qui, aussitôt après la Libération, a pris à cet égard les initiatives nécessaires, peut-être par suite de sa vocation naturelle à s'occuper du sort de tous les condamnés adultes, et en tous cas parce que, à l'époque, aucun autre département ne revendiquait une telle charge.

Cette circonstance explique en grande partie les modalités qui ont été retenues lors de l'élaboration du statut des Comités, comme pour la détermination de leur compétence territoriale et le choix de leurs responsables.

a) Textes de base.

Le premier texte qui a institué les Comités sous le nom initial de « *Comités d'assistance et de placement des libérés* » est une circulaire du Garde des Sceaux en date du 1er février 1946. Intervenant aussitôt après l'énoncé de ce que devaient être les principes de la réforme pénitentiaires (1), il était destiné à répondre à celui de ces principes selon lequel : « Assistance doit être donnée aux prisonniers (pendant et) après la peine en vue de faciliter leur reclassement ».

Il fallut toutefois attendre plus de cinq ans pour que l'acte de baptême officiel de ces Comités soit dressé, avec le décret portant règlement d'administration publique du 1er avril 1952 dont l'article 6 dispose :

« Dans chaque Département, un « *Comité d'assistance aux détenus libérés* » a pour « mission de veiller sur la conduite des libérés conditionnels astreints à une mesure de « contrôle par application de l'article 6 de la loi du 14 août 1885 et de rechercher un « placement pour les libérés définitifs ou conditionnels.

« Ce Comité, composé de membres bénévoles agréés par le Garde des Sceaux, Minis« tre de la Justice, est présidé par le président d'un des Tribunaux de première ins« tance du département.

« Dans les départements dont la population est supérieure à 500.000 habitants, il « peut exister plusieurs Comités. Le Garde des Sceaux déterminera, par arrêté, leur « siège et l'étendue de leur circonscription.

« L'un des assistants sociaux ou des assistantes sociales d'un des établissements « pénitentiaires du département est chargé sous le contrôle du président du Comité, « d'assurer la coordination des services s'occupant des détenus et des libérés condi« tionnels et le fonctionnement du sécrétariat du Comité ».

Ce décret était pris en exécution de l'article 6 de la loi du 14 août 1885, relatif au mode de surveillance spéciale des libérés conditionnels et c'est ce qui explique la part prépondérante qui est réservée à ceux-ci dans la définition de la mission des comités.

Très vite cependant on s'aperçut que l'application de la libération conditionnelle constituait un prétexte insuffisant à la création des comités et on se préoccupa d'asseoir plus largement la base légale de ceux-ci.

La réforme tant souhaité de l'interdiction de séjour ne tarda pas à en fournir l'occasion, puisqu'en modifiant l'article 46 du Code pénal, la loi du 18 mars 1955 admettait que les interdits puissent désormais faire l'objet de mesures de surveillance « et d'assistance » déterminées par voie d'arrêté individuel.

Il est apparu tout naturel en effet que ces mesures d'assistance relèvent des comités, et l'article 8 du décret portant règlement d'administration publique du 16 juin 1955 l'a précisé ainsi :

« L'assistance consiste dans le patronage de l'un des comités d'assistance aux déte« nus libérés prévus à l'article 6 du décret du 1er avril 1952 pris pour l'application de « l'article 6 de la loi du 14 août 1885.

« Le maintien de mesures d'assistance, à l'exclusion de mesures de surveillance, « peut être subordonné à l'engagement pris par le condamné d'observer une ou plusieurs « conditions fixées par l'arrêté d'interdiction de séjour et propres à assurer sa réadap« tation morale, physique ou professionnelle.

« Le Comité d'assistance aux détenus libérés contrôle si l'interdit a une conduite « satisfaisante et s'il respecte les obligations auxquelles il a accepté de se soumettre.

« Il désigne un délégué chargé de fournir au condamné tout conseil ou aide en vue de « faciliter son reclassement social ».

(1) Charles GERMAIN, « *La réforme des institutions pénitentiaires en France* », Imprimerie administrative, Melun, 1953.

Les comités post-pénaux se sont vus de la sorte attribuer d'office une clientèle qui renforce considérablement celle des libérés conditionnels et qui doit étendre, sinon transformer le domaine de leur action, mais il ne semble pas exagéré de prétendre que, si ces Comités n'avaient pas existé, le régime de l'interdiction de séjour n'aurait pu subir les changements qui étaient depuis si longtemps réclamés.

Ainsi, deux textes réglementaires concernent actuellement les Comités d'assistance aux libérés, mais aucune loi ne les vise expressément.

Cet état de chose ne présente guère d'avantages à partir du moment où il s'agit d'organismes dont la structure est suffisamment dégagée et éprouvée pour qu'on n'envisage plus d'y apporter de retouches ; il offre au contraire l'inconvénient d'en obliger le personnel à vivre dans une sorte de semi-clandestinité, notamment du point de vue budgétaire, car il ne permet l'octroi d'aucun crédit de fonctionnement.

Il serait par conséquent désirable qu'une loi intervienne qui consacre nettement l'institution.

Tel est précisément l'un des intérêts du projet de loi (1) portant modification de la loi du 26 mars 1891, qui a été déposé dès 1952 sur le bureau de l'Assemblée Nationale et déposé à nouveau en 1956 sur celui du Conseil de la République.

En introduisant dans notre système pénal la possibilité d'une « mise à l'épreuve » de certains condamnés, ce projet prévoit en effet le contrôle de ladite épreuve et il paraît probable que ce sont les Comités d'assistance qui fourniront l'encadrement de cette future « probation » à la mode française.

b) Répartition géographique.

La circulaire de 1946 avait prévu la mise en place de presqu'autant de Comités qu'il y avait de tribunaux de première instance à effectif complet. Cette déconcentration paraîssait inévitable, alors que les Comités étaient quasi-officieux et que des organismes trop lourds auraient été difficiles à installer et auraient d'ailleurs eu moins de chances de rallier les bonnes volontés dispersées en chaque lieu.

Le décret de 1952, par contre, a pu être plus strict en décidant qu'il y aurait un ou plusieurs comités par département selon que la population s'y trouvait être inférieure ou supérieure à 500.000 habitants.

Un arrêté du Garde des Sceaux du 2 août 1952 a fixé en conséquence à 126 le nombre des comités, en déterminant le siège et l'étendue de la circonscription de chacun d'eux ; un nouvel arrêté du 12 octobre 1956 a réduit ce nombre à 115 en tenant compte du dernier recensement de la population et surtout de la suppression de plusieurs maisons d'arrêt.

Il est à observer, qu'à l'usage, l'automatisme du critère adopté pour l'imposition d'un Comité départemental est apparu néfaste, car il empêche de tenir compte de l'organisation judiciaire et pénitentiaire de chaque département, comme de la présence dans certaines régions de zones distinctes de criminalité. Il est certain, par exemple, qu'un Comité suffit dans l'Ille-et-Vilaine qui, malgré ses 586.800 habitants ne compte que la seule grande ville de Rennes tandis que deux comités seraient utiles dans bien des départements moins peuplés qui comportent des centres industriels assez distants, tels que l'Hérault avec Montpellier et Béziers, les Basses-Pyrénées avec Pau et Bayonne, etc...

Il n'y a donc pas à s'étonner que les Présidents de comité, réunis au cours des journées d'études de mai 1956 dont je parlerai plus loin :

« Constatant que l'assistance post-pénale ne peut avoir une pleine efficacité que si « les délégués se trouvent tout à la fois à proximité des libérés dont ils ont la charge « et du siège du Comité auquel ils appartiennent,

« Considérant par ailleurs, qu'il y a le plus grand intérêt à ce qu'un comité existe « auprès de chaque prison,

« Aient regretté, dans ces conditions, que les termes de l'article 6 du décret portant « règlement d'administration publique du 1er avril 1952 ne permettent pas d'instituer « plus d'un comité dans certains départements de moins de 500.000 habitants, qui « ont plusieurs établissements pénitentiaires et plusieurs tribunaux de première ins« tance et où par conséquent il serait aisé de trouver les concours de personnel néces« saires à la formation d'autres comités,

(1) Il s'agit du projet de loi 4150 du 11 juillet 1952, repris sous le n° 2551 le 24 avril 1956.

« Et aient émis le vœu que le texte précité soit modifié dans ses 1er et 3e alinéas, « qui seront respectivement remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans chaque département, un ou plusieurs comités d'assistance aux libérés ont « pour mission de...

« Le Garde des Sceaux déterminera par arrêté, le siège et l'étendue de leur circons- « cription ».

Il convient enfin de noter que le décret instituant les comités devrait avoir la même application territoriale que la loi de 1885 sur la libération conditionnelle.

Les circonstances n'ont pas encore permis cependant l'implantation de ces comités en Algérie, mais ils viennent de voir le jour dans les départements d'Outre-Mer, ou plus exactement à la Martinique et en Guadeloupe, à la suite de l'arrêté précité du 12 octobre 1956.

c) Présidence.

L'une des questions les plus délicates à résoudre, et en tous cas celle qui engageait le plus l'avenir de l'institution, était de savoir quelle personnalité serait chargée de diriger les comités post-pénaux. Il convient donc d'expliquer et de justifier pourquoi le choix s'est porté sur un magistrat de l'ordre judiciaire : le Président du tribunal de première instance ou celui de ses collègues auquel il donnerait une délégation à titre permanent.

Certes, une telle solution offrait l'avantage de permettre à l'organisation projetée de fonctionner sans crédits spéciaux pour la rémunération de son personnel, car il n'est pas interdit de penser que tout autre fonctionnaire aurait difficilement accepté un surcroît de travail et de responsabilités sans aucune compensation pécuniaire, alors qu'on sait que les magistrats, lorsqu'ils sont appelés à exercer des fonctions en dehors de leurs attributions normales, ont l'habitude de s'en acquitter non parfois sans réticence, mais toujours consciencieusement.

Ce n'est pas toutefois cette considération qui a été déterminante, mais le sentiment qu'il ne pouvait y avoir de meilleure désignation si l'on ne voulait pas rompre l'unité de la Justice pénale, ni porter atteinte à son prestige.

Le Président du comité n'a pas simplement en effet à faire œuvre d'aide sociale ou de charité humaine bien comprise : il doit remplir avant tout un rôle d'autorité à l'égard des anciens délinquants qu'il assiste, comme à l'égard des tiers vis-à-vis desquels il lui appartient de cautionner, voire d'imposer cette assistance.

En ce qui concerne les libérés, il faut qu'il soit en mesure, sinon de les connaître et de les suivre individuellement depuis leur arrestation, tout au moins de savoir par quelle filière ils sont passés et pourquoi. Or le choix d'un magistrat assure cette continuité de l'observation et du traitement de la même façon exactement lorsqu'il s'agit de pourvoir, en milieu ouvert, à la présidence du comité que lorsqu'il s'agit de réaliser, en milieu fermé, le contrôle de l'exécution de la peine. Le fait que ce magistrat lui-même ou ses proches collègues, aient pu participer à la condamnation des intéressés devient ainsi parfaitement logique et il permet que des dispositions nouvelles, non prévues à la décision intervenue, soient susceptibles d'être envisagées ou ordonnées sans préjudicier gravement au principe de la séparation des pouvoirs.

Pour les personnes et les services auxquels les libérés ont à faire, le Président du comité doit également avoir de l'autorité. Par exemple, il doit pouvoir dire à un employeur que tel individu, malgré son passé délictueux, a droit à travailler, ou il doit pouvoir demander à un percepteur, pour tel autre individu, l'octroi de délais de paiement. Qui, sinon un magistrat, pourra agir de la sorte sans risquer de paraître mettre en cause le bien-fondé de la sentence judiciaire ? N'est-il pas naturel, au contraire, que celui qui a prononcé cette sentence (ou qui appartient au corps qui l'a prononcée) reçoive compétence, à l'exclusion de tout autre, pour en préciser la portée en en indiquant les conséquences exactes et aussi les limites...

Enfin, il importe de ne pas perdre de vue qu'un des buts essentiels du comité, est la coordination sur le plan local d'initiatives et d'activités concurrentes et quelquefois rivales. Son Président a donc principalement à jouer un rôle de conciliateur et d'arbitre, ce qui est le propre des magistrats.

Mais, plus encore que ces diverses raisons, l'intérêt que presque tous les Présidents des comités ont manifesté pour leurs nouvelles fonctions, démontre que ces Présidents ont été heureusement choisis.

On s'aperçoit qu'en pratique tout magistrat invité à se pencher sur les problèmes posés par le lendemain de la peine, lorsqu'il les étudie d'un peu près, se rend compte aussitôt de l'importance exceptionnelle comme de l'utilité du rôle qu'il lui est donné d'assumer en vue de leur solution.

Les magistrats qui ne partagent pas cette conviction sont par suite de moins en moins nombreux, mais la vérité oblige à reconnaître que demeuraient parmi eux certains chefs de Cours ou de grands tribunaux qui ont vu sans plaisir le temps de leurs collaborateurs absorbé par une tâche considérée comme extra-judiciaire.

Heureusement le Conseil Supérieur de la Magistrature a bien voulu affirmer l'intérêt qu'il attachait à ce que cette tâche soit confiée à un magistrat spécialisé, ce qui a entraîné, à la date du 15 mai 1956, l'envoi à MM. les Premiers Présidents d'une circulaire recommandant qu'il soit tenu compte de l'assistance post-pénale ainsi que du contrôle de l'exécution des peines dans la répartition des fonctions dévolues aux magistrats du siège.

L'exclusion des magistrats du Parquet s'imposait pour des motifs évidents, tenant à ce que ces magistrats auraient pu requérir à l'encontre des personnes assistées par le comité et pourraient être amenés à requérir de nouveau en cas de récidive, mais il restait à vérifier si de semblables incompatibilités n'existaient pas également en ce qui concerne quelques-uns des magistrats du siège.

L'expérience a prouvé qu'il n'en était rien et que, sous réserve de cas d'espèces extrêmement rares, il n'y a jamais eu de difficultés en particulier à ce que le Président du Comité soit le Président du Tribunal lui-même. Lorsqu'il ne pouvait en être ainsi, il semble que la désignation la plus opportune ait été, dans les petits tribunaux, celle du juge des enfants qui a déjà l'habitude du placement des mineurs et des méthodes de travail avec les organismes sociaux, et dans les grands tribunaux, celle d'un juge susceptible de consacrer régulièrement une partie de son temps à l'assistance post-pénale et de s'y spécialiser progressivement.

Il convient cependant de ne pas systématiser la solution préconisée ci-dessus, car la condition primordiale doit être que le magistrat retenu soit favorablement disposé à accepter la charge du comité.

Il est regretable à cet égard, que les termes du décret du 1er avril 1952 écartent implicitement certaines bonnes volontés, telles que celles des magistrats honoraires et des membres de la Cour d'Appel et j'estime que sur ce point également sa rédaction devrait être assouplie.

d) Secrétariat.

L'économie de moyens qui a présidé, par nécessité, à la naissance des comités a conduit à décider que le secrétariat de ceux-ci serait assuré par l'assistance sociale de l'Administration pénitentiaire qui se trouverait la plus proche, c'est-à-dire par celle en fonctions à temps complet ou à temps partiel auprès de la prison de la ville où siège le comité.

Il apparaît certain, au surplus, que la présence d'une assistance sociale au sein de chaque comité d'assistance est des plus précieuses. C'est à l'assistance, en effet, qu'il appartient, non seulement d'effectuer les permanences et de procéder à toutes les démarches d'ordre social, mais aussi d'animer le service en recherchant des délégués et des employeurs, en répartissant entre eux les libérés, et plus généralement, en agissant au nom du Président qui l'honore ordinairement de sa confiance pour un grand nombre de tâches.

Le fait que cette assistante sociale est en même temps celle de l'Administration pénitentiaire est en outre très appréciable puisqu'il permet de jeter un pont entre le comité et la prison.

L'avantage est évident à l'égard des délinquants qui se retirent à proximité du lieu de leur détention (ce qui est le cas pour la majorité des condamnés à de courtes peines) et qui peuvent donc être suivis par la même personne avant et après leur élargissement.

Mais, même dans les autres hypothèses, la liaison entre l'assistante du comité qui reçoit le libéré et celle de la prison où l'intéressé avait subi sa peine se trouve facilité parce que toutes les assistances sociales de l'Administration pénitentiaire se connaissent personnellement et se comprennent aisément, ayant reçu la même formation et étant habituées aux mêmes usagers.

Néanmoins dans les villes les plus importantes, on a éprouvé le besoin de nommer une assistante sociale uniquement pour le Comité, surtout lorsqu'on s'est attendu à un afflux d'interdits de séjour assistés. Des postes « d'assistantes sociales de comité » ont donc créés et sont déjà pourvus à Paris, Avignon, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Melun, Mulhouse, Orléans, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Pour la raison exposée ci-dessus, ces assistantes continuent pourtant à appartenir à l'Administration pénitentiaire et, pour ne pas les couper de leurs collègues des prisons, on se préoccupe de les faire participer aux mêmes stages d'études et de perfectionnement.

e) Composition.

La plus grande latitude est laissée aux Présidents d'orienter comme ils l'entendent la composition de leur Comité, en soumettant à l'agrément du Garde des Sceaux la candidature des membres bénévoles qui leur paraîtraient qualifiés pour en faire partie.

Le titre donné à mon article m'oblige simplement à souligner ici l'intérêt qui s'attache à ce que plusieurs administrations soient représentées, et en particulier les Directions départementales du Travail et de la Main-d'œuvre, des Services agricoles, de la Santé et de la Population, de l'Enseignement technique, etc...

Cet intérêt semble d'ailleurs de mieux en mieux compris car, à l'occasion des cas d'espèces qui ont amené le Président ou l'assistante sociale du comité à faire des démarches auprès de différents services publics, les chefs de ces services se sont rendus compte des avantages qu'il pourrait y avoir, d'une façon générale, à ce qu'ils se trouvent au sein du Comité pour y faire entendre leur point de vue ou le confronter avec les objectifs de l'action post-pénale.

II. — Fonctionnement des comités

Le bon fonctionnement des comités post-pénaux dépend principalement de l'activité de ses délégués et de l'importance des ressources matérielles et de l'influence dont il dispose. Pour demeurer dans le cadre qui m'est imposé, je me contenterai d'exposer ici comment l'administration contribue ou pourrait contribuer à accroître l'efficacité de ces différents moyens d'action.

a) Les délégués,

Les délégués sont ceux des membres du comité qui ont pour mission de prendre et de garder le contact avec un petit nombre de libérés assistés, pour les aider de leurs conseils ou leur fournir leur aide en vue d'en faciliter le reclassement social.

Un comité risque donc d'être voué à l'impuissance quand il ne compte pas suffisamment de délégués pour qu'ils constituent un réseau assez dense pour enserrer chaque commune importante ou tout au moins chaque canton.

Or, il faut avouer que cette situation idéale est loin d'être atteinte, car si les délégués dévoués et éclairés sont toujours difficiles à recruter, ils sont particulièrement introuvables en dehors des villes.

Afin de remédier à la pénurie qui en résulte en qualité comme en quantité, (et qui n'a pas son équivalent, par exemple, en ce qui concerne les visiteurs des prisons), l'administration serait susceptible d'intervenir à un triple point de vue.

Tout d'abord, elle pourrait « mobiliser » les délégués existants en facilitant leurs déplacements, c'est-à-dire en prévoyant et en réglementant le remboursement de leurs frais. A l'heure actuelle, les délégués n'en sauraient être indemnisés que sur les fonds des subventions accordées au Comité, et on conçoit qu'ils répugnent à le demander.

Ensuite, il pourrait être envisagé un système de « délégués occasionnels », qui seraient appelés à s'occuper, à titre exceptionnel et temporaire de certains cas isolés. Ces délégués devraient être fournis, a-t-on dit, par l'administration municipale, voire par la gendarmerie ! Je pense, pour ma part, qu'une telle tutelle serait inopportune ou pesante, comme trop politique ou trop administrative, et je lui préférerai de beaucoup celle des juges de paix qui pourraient former un réseau supplétif à l'assistance post-pénale.

Enfin et surtout, l'institution de « délégués permanents », fonctionnaires ou agents contractuels employés à temps complet pour se consacrer exclusivement au contrôle

des libérés dans le même esprit exactement que les délégués habituels, serait des plus utiles, car on pourrait exiger d'eux davantage que des bénévoles, et leur spécialisation permettrait de leur confier les cas les plus difficiles comme les plus absorbants.

Il est évident toutefois que ces délégués permanents ne se substitueraient pas aux autres, et qu'ils n'auraient d'ailleurs leur place que dans les Comités importants où ils préfigureraient vraiment les « officiers de probation ».

Dès à présent, les intéressés seraient en mesure de bénéficier d'un statut tout tracé : celui des éducateurs de l'administration pénitentiaire (1). Ces éducateurs ont en effet pour tâche de favoriser la transformation morale que constitue l'amendement des délinquants, et ils paraîssent aussi qualifiés pour la mener à bien en milieu ouvert qu'en milieu fermé. Je serai même tenté de penser que la faculté pour un éducateur de travailler, soit à l'intérieur d'une prison, soit au sein d'un comité, serait de nature à améliorer sensiblement son rendement en développant le champ de ses connaissances professionnelles et en permettant la meilleure utilisation de ses aptitudes ou de son tempérament, sans compter qu'elle faciliterait l'aménagement de sa carrière et en renforcerait l'attrait.

Malheureusement, si le cadre existe, il ne peut guère être utilisé parce que le recrutement de nouveaux éducateurs se trouve presque complètement tari, faute de candidatures valables. L'Administration pénitentiaire n'arrive pas à pourvoir aux vacances d'emploi qui sont ouvertes dans ses prisons-écoles et ses établissements à régime progressif, et c'est ce qui explique qu'elle n'ait pu jusqu'ici nommer de délégué permanent qu'auprès des comités de Paris et de Lille.

Par ailleurs, et à mon avis personnel, il conviendrait que figure à côté des délégués ci-dessus un personnage qui n'existe encore ni dans les faits ni dans les idées : l'inspecteur de police préposé aux questions post-pénales.

Il arrive en effet que certaines enquêtes doivent être demandées par un Comité, qui ne peuvent pratiquement aboutir sans le concours de la police. Or il importe que ce concours soit apporté, non seulement avec la discrétion et la rapidité désirables, mais aussi dans un esprit qui ne soit pas répressif dès lors qu'il ne s'agit plus de poursuivre un coupable.

C'est ainsi qu'il m'apparaît souhaitable que, dans chaque service de police, un fonctionnaire soit spécialement désigné pour assurer la liaison éventuelle avec le Comité en étant en quelque sorte à la disposition de son Président.

b) Les crédits.

De même qu'on a tendance à juger de la situation d'un fonctionnaire par ce qu'il gagne, de même incline-t-on à apprécier l'importance d'un service par ce qu'il coûte ; c'est pourquoi les Comités n'acquerront véritablement droit de cité parmi nos institutions traditionnelles que lorsqu'ils seront inscrits avec une position honorable au budget des dépenses de la Nation.

Pour le moment, ils sont loin d'en être là, puisque, en dehors des sommes qu'ils peuvent recevoir des collectivités locales ou de quelques généreux donateurs, ils bénéficient seulement d'une très faible subvention de l'Etat.

Cette subvention, au surplus, ne leur est pas accordée à titre principal, étant donné qu'elle est fondée sur les articles 7 et 8 de la loi du 14 août 1885 qui visent les sociétés ou institutions agréées par l'Administration pour le patronage des libérés et celles qui reçoivent les libérés conditionnels.

Pour l'ensemble du territoire, elle s'est élevée pour 1954 à 5.944.000 francs, pour 1955 à 6.827.000 francs, et pour 1956 à 9.827.000 francs.

La progression enregistrée est néanmoins encourageante, alors surtout que la façon dont la plupart des comités établissent leur budget ne s'y prêtait guère. En effet, à l'encontre de bien des administrateurs qui, pour obtenir le renouvellement et si possible l'augmentation de leurs crédits, dépensent ceux-ci jusqu'au dernier centime, les Présidents font preuve d'ordinaire d'un louable esprit d'économie qui les amène souvent à constituer des masses de réserve.

Il faut d'ailleurs reconnaître que l'emploi judicieux des fonds pose un problème assez délicat, à partir du moment où il ne se justifie pas par des dépenses d'ordre ad-

(1) Le statut des éducateurs fixé initialement par le décret du 3 mars 1952, est actuellement défini par le décret du 25 avril 1956, art. 20 et suivants.

ministratif, telles que l'équipement des bureaux, les frais d'abonnement téléphonique, etc... car, sous peine de se transformer en œuvre de bienfaisance, et de fausser complètement la signification de son rôle, le Comité n'a pas à distribuer inconsidérément des secours en argent ou en espèces.

Mais, d'un autre côté, quelle autorité aurait un organisme qui ne pourrait, le cas échéant, consentir à une avance justifiée ou qui se retrancherait derrière l'insuffisance de ses crédits pour ne pas octroyer une aide qu'il aurait reconnu lui-même nécessaire...

c) L'organisation matérielle.

Pareillement pour une raison de prestige, le Comité doit avoir un bureau à lui, installé convenablement avec le téléphone, une machine à écrire. etc...

Ce bureau ne peut évidemment être situé dans les bâtiments de la prison ni dans ceux de la police, mais il parait normal qu'il ait sa place à la cité administrative ou mieux encore, au Palais de Justice.

Il appartient aux autorités compétentes, et notamment au Conseil Général, de trouver et d'aménager le local. Toutefois, pour faciliter l'exécution des travaux, l'Administration Pénitentiaire a accepté de faire prendre ceux-ci en charge par ses services (1).

Cette administration a décidé également de faire confectionner par son imprimerie de Melun, selon des modèles uniformes, les formules de correspondance, de fiches et de dossiers dont les Comités ont à se servir.

L'ensemble de ces mesures n'est pas à négliger car il renforce la structure des Comités, en même temps qu'il accroît l'efficacité et la rapidité de leur travail.

d) La propagande.

Je n'hésiterai pas à ranger la publicité parmi les moyens propres à développer l'action des Comités, car plus les Comités seront connus, plus ils auront à faire et mieux ils marcheront.

Certes, le temps est passé où, pour éviter qu'une lettre destinée au Président d'un Comité aille se perdre dans un bureau préfectoral ou dans une œuvre privée d'entr'aide, il importait de préciser sur l'enveloppe : « Cabinet du Président du Tribunal ».

Néanmoins, si le siège et l'organisation des Comités commencent à être connus, on ignore encore trop souvent leurs attributions exactes, et une intense propagande s'impose sur ce point, que l'administration se doit d'encourager.

Cette propagande se fera au Palais de Justice par l'intermédiaire des avocats, des greffiers et des autres auxiliaires du Tribunal, voire à l'audience par les Présidents des chambres correctionnelles eux-mêmes qui imiteraient ceux de leurs collègues qui, en prononçant certaines condamnations à de courtes peines, ne manquent pas, lorsqu'il en est besoin, d'appeler l'attention des condamnés sur le fait qu'un Comité d'assistance pourra les accueillir à leur libération.

La publicité s'effectuera aussi, et plus directement, à la prison grâce au personnel pénitentiaire, à l'assistante sociale et aux visiteurs de cette prison. Une affiche sera apposée dans les greffes qui précisera aux libérés, au moment de leur levée d'écrou, le lieu et les heures de permanence du Comité. Le billet de sortie qui sera désormais remis à chacun d'eux reproduira d'ailleurs ces indications, et servira au surplus à connaître les œuvres dans lesquelles l'intéressé se présentera et les secours qu'il en recevra afin d'empêcher des doubles emplois.

Enfin la saine compréhension du but poursuivi par les Comités doit atteindre l'opinion publique, et on ne peut que se féliciter de l'appel qui vient d'être lancé à cet effet par M. le Médecin Général Paloque, à la suite du vœu émis par le Congrès National de l'Union des Sociétés de Patronage, et sous le haut patronage de M. le Premier Président Battestini (2).

Il importe que tous se prêtent à l'effort de persuasion que cela représente, et en premier lieu, les magistrats. Pour que les plus jeunes d'entre eux y soient préparés, il vient d'être décidé que les exercices du stage comprendront dorénavant des conférences sur le patronage post-pénal (3), et que le stage pratique que les nouveaux magistrats accomplissent aussitôt avant leur nomination, s'effectuera en partie auprès d'un Comité.

(1) Circulaire aux services pénitentiaires du 21 mars 1956

(2) Revue « *Prisons et Prisonniers* » de juin 1956.

(3) Circulaire de la Chancellerie du 17 mai 1956.

III. — Liaison des comités entre eux ou avec d'autres services

Les Comités d'assistance aux libérés doivent conserver la plus grande indépendance, et c'est pourquoi la Chancellerie adresse aux magistrats qui en sont chargés, non pas des instructions ou des circulaires, mais de simples lettres ou des « notes d'information (1).

Il n'en reste pas moins que ces magistrats ressentent le besoin de se réunir pour échanger leurs vues et d'entrer en rapport avec les services dont l'action se conjugue avec la leur.

a) Coordination des Comités entre eux.

Pour répondre aux vœux émis par la plupart des intéressés, la Direction de l'Administration Pénitentiaire a organisé jusqu'ici deux réunions qui ont groupé chacune à Paris, pendant deux jours, une vingtaine de Présidents de Comités avec les assistantes sociales de ces Comités.

La première de ces réunions s'est tenue les 4 et 5 mai 1955, et la seconde les 28 et 29 mai 1956, dans l'ancienne salle d'audience du Tribunal Militaire au Cherche-Midi. Il parait inutile d'analyser ici les travaux qui s'y sont déroulés, puisque leur compte rendu a été publié par ailleurs (2).

Qu'il suffise de dire qu'une quantité de résolutions en sont résultées, qui ont donné lieu ou vont donner lieu aux réalisations les plus unanimement souhaitées. Certaines concernent de très vastes problèmes, comme ceux de l'élaboration d'une nouvelle procédure de réhabilitation, d'une réforme de la législation sur le vagabondage ou de l'institution légale du juge de l'exécution des peines ; d'autres, au contraire, visent des mesures concrètes et limitées, telles par exemple, que l'impression et la diffusion d'un annuaire qui fournira la liste de tous les Comités, œuvres et organismes post-pénaux avec indication de leur adresse et de leur compétence respectives (3).

D'une façon générale, ces journées ont permis d'évoquer, dans une atmosphère de libre et cordiale discussion, l'ensemble des questions intéressant les représentants de l'Administration Centrale et les autres participants et elles ont été pour tous extrêmement enrichissantes.

La meilleure preuve de leur succès est qu'elles auront désormais lieu chaque année, et pour 1957, au Centre de formation et d'études de Vaucresson dont la Direction de l'Education Surveillée a bien voulu prêter les excellentes installations pendant quelques jours du mois de mai prochain.

b) Liaison avec la prison.

La principale des liaisons administratives des Comités est assurément celle qu'ils ont avec les établissements pénitentiaires qui avaient la charge des personnes qu'ils assistent avant que celles-ci ne soient libérées, car il est acquis que les Comités n'ont pratiquement pas à intervenir pour les condamnés qui n'ont pas eu à aller en prison.

Cette liaison s'établit sans la moindre difficulté par le canal de l'assistante sociale, par ceux des délégués qui sont en même temps visiteurs de la prison, et en outre, par les membres du Comité qui participent, par leurs fonctions, à la gestion ou au contrôle de la prison.

Il est heureux qu'elle soit aussi étroite, car elle conditionne la continuité du traitement pénitentiaire et du traitement post-pénal, en permettant notamment un échange

(1) Les principales de ces notes d'information sont celle du 29 décembre 1952 qui portait codification de la matière après la publication du décret de 1952, et celle du 26 septembre 1955 pour l'application de l'interdiction de séjour.

(2) *Revue science pénitentiaire et de droit pénal*, oct. et déc. 1956, p. 861 et s.

(3) Cet annuaire, actuellement en cours de fabrication, pourra être commandé à partir du mois de mai 1957 à l'imprimerie administrative de la maison centrale de Melun.

fréquent de renseignements. C'est ainsi, par exemple, qu'il vient d'être admis (1) que, malgré leur caractère strictement confidentiel, les dossiers d'observation constitués dans les maisons centrales à régime progressif seront à l'avenir communiqués, en ce qui concerne les libérés conditionnels, au Président et à l'assistante sociale du Comité chargés d'assurer leur patronage.

c) Liaison avec les commissions de surveillance.

Les commissions de surveillance apparaissent à bien des égards anachroniques car, si elles ont été remaniées par le décret du 12 juillet 1907, elles datent en réalité du début du siècle dernier.

A cette époque, où un contrôle suivi ne pouvait être organisé que sur le plan local, il était indispensable qu'un organisme de tutelle existe auprès de chaque prison et il était normal que cet organisme relève du Préfet qui avait, sous son autorité, cette prison.

Mais maintenant, le nombre des personnes qui sont autorisées à pénétrer régulièrement dans les établissements pénitentiaires pour se rendre compte des conditions de la détention s'est accru considérablement, et parmi elles, figurent des magistrats de l'ordre judiciaire : le juge de l'exécution des peines et le Président du Comité.

Le rôle de la commission de surveillance s'en trouve réduit d'autant, et c'est pourquoi elle ne se réunit plus d'ordinaire qu'à intervalles très espacés et en raison de la seule nécessité de se prononcer sur les propositions d'admission à la libération conditionnelle qui doivent légalement lui être soumises. En tout cas, l'article 5 du décret de 1907 qui prévoyait la possibilité qu'elle se constitue en Société de patronage doit être considéré comme complètement tombé en désuétude depuis l'institution des Comités d'assistance aux libérés.

Pour ma part, j'estime que le moment est proche où, sans qu'il soit porté atteinte aux prérogatives du Préfet pour tout ce qui a trait à la police générale, la commision de surveillance et le comité post-pénal seront fondus en un seul et même organisme dont la présidence sera judiciaire. Cet organisme nouveau, qui prolongera l'action de la commission de classement qui tend à s'instituer dans chaque établissement pénitentiaire, se substituera évidemment aux multiples commissions qui existent déjà sous des formes diverses, par exemple pour l'instruction des demandes d'encellulement, des dossiers de libération conditionnelle intéressant les forçats ou des arrêtés d'interdiction de séjour (2).

d) Liaison avec la Préfecture.

Il est normal que les Comités soient en rapport avec les préfectures en vue du règlement d'un grand nombre de questions que l'on peut qualifier de techniques, telle que celle qui concerne la recherche du travail et pour laquelle les services de la main-d'œuvre spécialisés pour le reclassement des caractériels (3) sont d'un concours si précieux.

Je n'envisagerai toutefois ici que l'articulation qui est devenue essentielle pour l'application de la nouvelle réglementation de l'interdiction de séjour et qui, il faut bien l'avouer, ne va pas toujours sans frictions ni sans difficultés.

Bien des Présidents de comités en effet se plaignent de ce qu'ils ne disposent pas de la plénitude des pouvoirs à l'égard des interdits assistés, tandis que les Préfets s'opposent assez jalousement à ce que soient diminués leurs attributions traditionnelles en la matière, à l'égard d'anciens délinquants réputés dangereux. Les uns invoquent la perspective du reclassement qui milite pour que soit évité toute tracasserie administrative comme toute surveillance policière, et les autres, leurs responsabilités propres, pour le maintien de la sécurité et de l'ordre publics.

Les conflits de cette sorte s'élèvent principalement à propos des demandes de changement de résidence ou d'autorisation de déplacement, mais il est vraisemblable qu'ils s'atténueront lorsque les susceptibilités auront eu le temps de s'émousser et qu'on parviendra à l'instauration d'un protocole qui satisfasse pleinement les intentions affirmées par le législateur.

(1) Circulaire aux services pénitentiaires du 18 janvier 1956.

(2) Circulaire aux prisons du 10 août 1922, art. 138 des instructions générales du 25 juin 1953 et § III de celles du 27 juillet 1955.

(3) Circulaires du Ministère du Travail des 28 mars 1956 et 10 septembre 1956.

Je me permettrai pourtant d'exprimer une opinion personnelle, sur le risque qu'il y avait à faire choix des interdits de séjour pour étendre le champ d'action des Comités d'assistance aux libérés.

Puisque l'on désirait soumettre au contrôle obligatoire de ces Comités d'autres catégories de libérés que les libérés conditionnels, on aurait pu prendre des délinquants primaires ou condamnés à d'assez courtes peines, tels que ceux qui seront justiciables de l'épreuve surveillée aux termes du projet de loi qui a été visé ci-dessus. Or, pour profiter de l'occasion qu'offrait la nouvelle loi sur l'interdiction de séjour, l'essai d'extension a été tenté avec les délinquants les moins faciles, puisque, même lorsqu'il ne s'agit que des interdits soumis aux mesures d'assistance, ce sont par hypothèse des individus que leurs antécédents ont désigné à l'attention de la police et de la population.

On a donc agi un peu comme on l'avait fait dans le domaine des prisons, réformant d'abord les établissements destinés aux relégués et aux condamnés aux travaux forcés, ce qui a inspiré cette boutade que, « pour bénéficier des traitements pénitentiaires modernes, il fallait d'abord récidiver ».

La difficulté de l'entreprise ainsi confiée aux Comités, alors qu'ils sont tout neufs et que certains d'entre eux demeurent mal équipés, ne doit pas rendre pessimiste, mais incliner à la patience et à l'indulgence si les résultats escomptés ne sont pas obtenus du premier coup.

Conclusion

Je n'ai traité jusqu'ici que de la façon dont les services publics pouvaient agir au profit des Comités ou en interférence avec eux.

Je ne saurai toutefois clore cette étude sans souligner l'aide, qu'à l'inverse, les Présidents des Comités apportent à l'Administration pénitentiaire en jouant dans de nombreuses circonstances le rôle de juge de l'exécution des peines.

Lorsque ce dernier magistrat n'existe pas dans la prison auprès de laquelle ils exercent leurs fonctions, plusieurs textes leur ont en effet confié des attributions étendues concernant le fonctionnement même de cette prison, et notamment :

— les instructions générales du 25 juin 1953 sur la libération conditionnelle, aux termes desquelles les Présidents de Comité apprécient si les condamnés aux travaux forcés remplissent, pour être proposés à cette mesure, la condition d'amendement prévue à l'arrêté du 11 janvier 1951 ;

— les instructions complémentaires du 25 juin 1954 permettant aux Présidents de Comités la délivrance d'attestation en vue de la constitution de dossiers de libération conditionnelle ;

— la note d'information du 26 septembre 1955 sur l'interdiction de séjour, qui prévoit qu'avant l'élargissement des intéressés, les Présidents de Comités donnent leur avis sur la nature et l'étendue des mesures à prendre à l'égard des interdits ;

— celle enfin du 23 janvier 1956, qui invite les Présidents de Comités à suivre personnellement la réalisation du programme de modernisation des maisons d'arrêt, en particulier en ce qui concerne les activités dirigées.

En outre, à titre expérimental, dans huit ressorts de tribunaux (ceux de Toulouse depuis 1951, de Lille, Mulhouse et Strasbourg depuis 1952, et d'Amiens, Châlons-sur-Marne, Poitiers et Rouen depuis 1956), c'est le Président du Comité qui décide du mode d'exécution des courtes peines, ou même (dans les quatre premières villes citées) qui propose au Parquet le sursis à leur exécution pour le cas où le condamné se tiendrait bien ; c'est l'assistante sociale qui recherche les placements, et ce sont les délégués qui surveillent la conduite de ceux des intéressés qui sont admis à subir leur peine en semi-liberté ou qui bénéficient de l'exécution différée.

Ainsi, le Comité tout entier se présente de plus en plus comme un organisme dont la mission s'accomplit, non seulement au profit des libérés, mais avant même la sortie de prison, quand ce n'est pas avant l'incarcération et pour éviter celle-ci.

Il participe donc à l'exécution des peines et y participera sans cesse davantage lorsque les régimes de mise à l'épreuve et de libération d'épreuve, qui constituent certainement les formules pénales de demain, se généraliseront.

Comme l'exécution des peines dépendra toujours du pouvoir exécutif, il s'ensuit qu'une liaison étroite continuera de s'imposer entre les Comités et les organes du gouvernement.

Mais je souhaite sincèrement que cette liaison n'aboutisse jamais à la main-mise de l'administration sur les Comités, car on perdrait alors les avantages et les garanties que l'on avait en vue, lorsqu'on a chargé des magistrats qui doivent leur indépendance à leurs fonctions, de diriger et de coordonner l'action d'œuvres ou de personnes qui doivent la leur à leur caractère bénévole et à la générosité de leurs intentions.

L'équilibre doit être maintenu qui permet aux Comités post-pénaux d'assurer harmonieusement la collaboration des initiatives privées, de l'autorité judiciaire et de l'intervention de l'Etat.

II. — DIX ANS DE COMITÉS POST-PÉNAUX

par Jean MATHIEU
Président du Tribunal de Rouen.

Prévenir la récidive a été le souci du législateur depuis sans doute les origines les plus anciennes du droit répressif.

L'exemplarité des peines satisfaisait le besoin de vengeance et décourageait de commettre le délit. Tortures et brimades devaient donc paraître assurer à la fois la défense de la société et la punition du coupable. La réparation du préjudice social était obtenue par le travail servile ou pénible auquel les condamnés étaient astreints. Punition, préservation et réparation étant assurés, on pensait pouvoir parler de Justice. On oubliait l'homme.

Notre intention n'est pas de suivre à travers les siècles le cheminement des idées et leur réalisation progressive dans l'administration de la justice, elle fut lente et le demeure. Les œuvres post-pénales sont restées privées jusqu'à l'époque actuelle. Ce n'est que par la loi du 14 août 1885 sur la liberté conditionnelle, que le législateur a manifesté par un texte le désir de voir organiser officiellement une tutelle des libérés. « Article 6. — Un règlement d'administration publique déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles ils peuvent être soumis et le mode de surveillance spéciale des libérés conditionnels ».

Ce vœu est resté platonique jusqu'à la circulaire de la Chancellerie du 1er février 1946, créant il y a 10 ans des *Comités d'Assistance et de Placement des libérés*. Encore, cette réalisation n'a-t-elle été consacrée par le texte réglementaire annoncé en 1885 que le 1er avril 1952, date du décret 52-356, instituant *Les Comités d'assistance aux détenus libérés*.

Les Comités, ainsi nés, sont placés sous la direction du Président du Tribunal ou du magistrat délégué par lui, il comprend généralement des membres d'honneur ou bienfaiteurs et des membres actifs groupant l'assistante sociale de la maison d'arrêt et des personnes acceptant les fonctions de trésorier et secrétaire ou de délégués bénévoles et éventuellement, mais rarement, de délégués permanents fonctionnaires. Le rôle du Comité est de rechercher un hébergement, du travail, et d'assurer la surveillance des libérés conditionnels, ce rôle est étendu aux libérés définitifs qui sollicitent l'aide du Comité.

Ainsi, le libéré n'est plus abandonné au seuil de la prison à l'heure où il a le plus grand besoin d'être épaulé pour se rétablir. Il sait pouvoir compter sur le *Comité d'assistance aux libérés*, plus couramment nommé *Comité post-pénal*.

Organisation d'un Comité post-pénal

Pour parvenir à un résultat satisfaisant, il est nécessaire que le Président du Tribunal trouve un nombre suffisant de concours actifs et désintéressés. Le recrutement a pu à l'origine causer de grandes difficultés car l'opinion publique favorable en général au relèvement de l'enfance délinquante est bien moins orientée vers les œuvres de relèvement des adultes. Cependant à Rouen, et ailleurs sans doute, il fut assez facile de grouper d'actives bonnes volontés.

Le dévouement inlassable des assistantes sociales des maisons d'arrêt a entraîné l'enthousiasme des hésitants. Aucune propagande ne vaut un exemple. Il n'est pas possible qu'une volonté active ne réussisse pas à grouper des dévouements : l'organisation d'une causerie, la présentation et la discussion d'un spectacle ou d'un film traitant

ou effleurant des questions pénitentiaires peuvent facilement être utilisées pour éveiller l'attention et la sympathie du public. Tout homme possède au fond de soi le désir de participer à la rédemption du genre humain. Exalter un moyen d'action est la certitude d'entraîner des apôtres.

Plus délicate peut-être sera l'organisation matérielle du Comité, il est presque indispensable qu'une permanence soit tenue au Palais de Justice, si cette solution se révélait impossible il en résulterait un défaut de cohésion entre le Président et les membres de son Comité, et une dispersion des archives. Il faudra résoudre aussi le financement de l'activité du Comité. Sans doute la Chancellerie attribue une certaine somme annuellement à chacun d'eux, mais il est nécessaire de trouver des ressources complémentaires. Le Comité doit pouvoir rétribuer au moins quelques jours de secrétariat par semaine, s'abonner au téléphone, et encore disposer d'un peu d'argent pour acquérir des vêtements ou outils de travail, assurer un hébergement provisoire, effectuer parfois certaines avances aux familles des condamnés. Des subventions peuvent être sollicitées auprès des collectivités publiques ou privées. Certains comités organisent des soirées, des représentations cinématographiques ou des quêtes.

Fonctionnement d'un Comité

Pour exercer convenablement son action, le Comité doit prendre souci de connaître à l'avance la date des libérations et les besoins des libérés.

L'assistante sociale de la maison d'arrêt, les visiteurs de prison créent le lien nécessaire entre les détenus et le Comité post-pénal.

La Chancellerie a le soin, de même, de prévoir à l'avance la date de la libération conditionnelle et d'en aviser le Président du Comité qui peut ainsi s'assurer que l'hébergement et le travail prévus à l'arrêté de libération conditionnelle seront effectivement valables le jour où le détenu sortira de prison.

Assez souvent cependant la mise au travail ne pourra pas être immédiatement réalisée, et il faudra à l'origine disposer d'un centre d'hébergement pouvant prendre provisoirement le libéré en charge. Certains comités, Paris, Lille, Le Mans, Toulouse... ont constitué des centres d'accueil, pour les isolés.

Cette réalisation extrêmement utile ne peut cependant être envisagée qu'avec beaucoup de prudence et par des Comités disposant de ressources pécuniaires et de dévouements très importants. Le plus souvent il paraîtra préférable de limiter l'effort à une entente avec des œuvres privées, telles l'Armée du Salut, les Compagnons d'Emmaüs ou les communautés religieuses qui assureront l'hébergement dans des conditions peu onéreuses ou même gratuitement en contre-partie du travail.

Le Président aura soin d'entretenir des relations suivies avec toutes les œuvres sociales ou charitables de son ressort. Il est par ailleurs indispensable, que le Comité entretienne des rapports étroits avec les services officiels de la main-d'œuvre, et prenne souci d'avoir des contacts avec des employeurs.

L'expérience a démontré que la main-d'œuvre post-pénale n'est pas inférieure et que même les délinquants d'habitude ont le respect d'un code d'honneur leur interdisant d'exercer une action délictuelle au préjudice de leur employeur ou de leurs camarades de travail. Aussi on constate que, s'il est à l'origine parfois difficile d'obtenir le placement des sortants de prison dans certaines entreprises, par contre de façon générale l'employeur ayant accepté une fois d'embaucher un de nos protégés ne fait plus de difficulté pour recommencer son expérience s'il a besoin de main-d'œuvre. Il devient ainsi possible à l'assistante sociale, par un travail constant d'élargir peu à peu de façon presque continuelle la liste des entreprises auxquelles elle peut s'adresser.

Regrettons, cependant que malgré les efforts du Ministère de la Justice, l'Etat et les entreprises contrôlées ou gérées par lui s'obstinent encore à refuser d'embaucher les sortants de prison ou même à les maintenir en service.

Le libéré conditionnel ou définitif doit être doté d'un délégué chargé officiellement d'une mission de surveillance. En fait le délégué devra s'attacher à obtenir la confiance du libéré, le succès de son action est à ce prix.

Le Dr Vullien a écrit : « Les prisonniers ne réclament pas la bonté, ils réclament l'intérêt et surtout la compréhension ».

Ce n'est pas une charité qui se résumerait en une aumône, mais un don de soi que le délégué doit pouvoir offrir à son protégé. Le succès est assuré si le libéré accorde sa

confiance à son tuteur, et fait de lui son confident et son guide. Il faut pour y parvenir que le délégué et le Président sachent être à la disposition du libéré aussi souvent que nécessaire et qu'ils se présentent en ami, mais plus exactement en chefs clairvoyants et bienveillants.

La quasi totalité des délinquants sont en effet des faibles. Le Dr Jean Benoiston actuellement médecin chef d'un hôpital psychiatrique de Bretagne et qui fut un collaborateur apprécié du Comité post-pénal de Rouen disait : « En fait la population des prisons est d'une ressemblance quasi totale avec celle d'un centre de diminués mentaux, à tel point que je ne trouve pas de différence en examinant les uns et les autres ». — Il ajoutait : « La population des prisons comprend quelques sujets très intelligents mais dévoyés, les intelligences moyennes sont presque totalement absentes et la très grande majorité des détenus est constituée par des débiles mentaux ».

Il est remarquable que la courbe de l'intelligence qui est celle de l'homme de la rue ne concorde pas avec la courbe du niveau mental des détenus. Alors que les hommes d'une ville ou d'un quartier pris au hasard sont constitués d'une grande majorité d'intelligences moyennes, cette catégorie est à peu près inexistante dans les prisons.

Le rôle du délégué se comprend ainsi aisément, c'est celui d'un tuteur mis pour soutenir une intelligence faible, au niveau mental enfantin ou parfois celui d'un maître chargé de redresser une conscience faussée.

La Chancellerie recommande des réunions trimestrielles des membres des Comités post-pénaux, elles sont indispensables et doivent être en réalité mensuelles ; ainsi le Président coordonnera efficacement l'action de tous les délégués et sera tenu au courant de tous les incidents avec rapidité. De plus, à tout moment, le Président devra recevoir délégués et libérés et exiger d'être tenu immédiatement informé de tout événement pour porter remède s'il le peut.

Le Président est le recours normal du délégué contre la mauvaise volonté du libéré. Il se réservera également de conseiller le libéré sur toutes les difficultés de la vie. Il intercèdera s'il y a lieu auprès des percepteurs d'amende (*Circulaire* du 3 mai 1955), permettra de changer de résidence à titre provisoire ou définitif et en ce cas fera prendre en charge le libéré par le Comité ayant action au lieu de la nouvelle résidence.

Tel est succinctement exposé le rôle des Comités post-pénaux. Leur action pour être efficace doit, à la fois, être de surveillance et de réconfort, elle sera acceptée dans la mesure où le libéré sentira la volonté de secours moral qui est à son service et l'intérêt qu'il en peut attendre.

Quelques chiffres

Ce rôle de tutelle donne-t-il des résultats satisfaisants ? Il est nécessaire je pense de donner une statistique. Rouen possède un centre de triage de relégués. Les relégués sont des multi-récidivistes réputés incorrigibles et qui pour ce motif étaient jusque récemment transportés en colonies pénitentiaires où ils constituaient la population la plus inadaptable et la plus indésirable. Ce centre de triage nous permet d'obtenir la libération conditionnelle de relégués par groupes tous les 8 à 10 mois, et la relégation étant une peine perpétuelle de conserver le contrôle des libérés durant de nombreuses années.

Les chiffres ci-dessous arrêtés au 1er décembre 1956, montrent les résultats qui ont pu être obtenus à Rouen. Ils sont identiques dans les autres centres.

Sur 27	relégués	libérés le	15-11-52,	14	sont encore	libres,	13	réintégrés
Sur 28	—	—	12- 9-53,	14	—	—	14	—
Sur 31	—	—	10- 5-54,	26	—	—	5	—
Sur 25	—	—	24-12-54,	15	—	—	10	—
Sur 21	—	—	16- 8-55,	17	—	—	4	—
Sur 25	—	—	23- 4-56,	21	—	—	4	—

Si nous écartons le dernier groupe pour ne conserver que les seuls libérés ayant plus d'un an de liberté conditionnelle nous arrivons au résultat de 132 relégués admis à la liberté conditionnelle et de 86 succès soit la proportion moyenne de 65,1 %, et un résultat minimum de 50 % pour chaque groupe même après 4 ans de liberté.

Sans doute des résultats meilleurs pourraient être espérés et seront obtenus à présent

où une plus grande expérience a été acquise par les comités. Ils sont cependant intéressants d'autant qu'aucun incident grave n'a été causé par aucun des libérés, ayant fait l'objet d'une révocation de la liberté conditionnelle.

S'appliquant à des délinquants primaires, les résultats doivent être meilleurs, mais il est impossible d'en donner les chiffres exacts. Ces libérés n'étant pas soumis à la liberté conditionnelle pour de longues périodes, leur contrôle échappe le plus souvent au bout de quelques mois au Comité qui n'a pas le pouvoir d'imposer la continuité de son action.

Elargissement de l'activité des comités

La surveillance des libérés conditionnels ou définitifs n'est plus la seule tâche des comités post-pénaux ; la loi du 18 mars 1955 sur l'interdiction de séjour a chargé les Présidents des comités post-pénaux de proposer la nature et l'étendue des mesures d'interdiction dont le libéré sera frappé, et d'autre part toute une série d'interdits de séjour et sans doute le plus grand nombre, seront à l'avenir surveillés essentiellement par les comités post-pénaux et non plus par la police.

En fait, la mise en pratique de cette loi nouvelle, n'est pas encore réalisée. Les autorités ont eu, à juste titre, le souci de réfléchir aux incidences possibles avant de mettre la loi en pratique. Le défaut d'activité de certains comités post-pénaux a été un handicap sérieux, de même que le nombre trop important des interdits de séjour. Un tri ou une méthode de tri devait être dégagée qui permette de déterminer ceux qui feraient l'objet de la surveillance des autorités de police et ceux qui relèveraient de la seule assistance des comités post-pénaux. Cependant, à l'heure actuelle, les discriminations ont été prises et la loi du 18 mars 1955 est sur le point d'entrer en application pratique.

De nombreux comités se sont vus accorder par l'Administration pénitentiaire des pouvoirs plus étendus. Certains Présidents détiennent les pouvoirs d'un juge de l'exécution des peines. Ils décident du régime selon lequel la peine de prison sera exécutée par chaque condamné. Le choix va du régime cellulaire intégral à la semi-liberté. Ce dernier état permet au condamné d'exécuter sa peine uniquement de nuit, tandis qu'il va normalement et librement à son travail habituel durant la journée. Le semi-libéré bénéficie de séjours dominicaux de détente dans sa famille. Certains Présidents de comité ont eu des pouvoirs plus larges : en octobre 1950, à Toulouse Lille, Mulhouse et Strasbourg fut institué à titre expérimental un régime de probation suspendant l'exécution des peines sous condition de bonne conduite contrôlée par le comité post-pénal durant 2 ou 3 ans. Une mesure de grâce intervient ensuite pour supprimer définitivement la peine. Les résultats furent particulièrement favorables et le Gouvernement a, dès le 11 juillet 1952, déposé un projet de loi tendant à généraliser l'usage des peines différées.

Ce système sera sans aucun doute en vigueur un jour, il remplacerait avantageusement le sursis de la loi Béranger qui a le tort d'être un encouragement à la primo-délinquance et de ne comporter aucun contrôle du sursitaire.

Le projet de Code d'Instruction criminelle (v. *Revue de Science crim. et dr. comparé*, 1949, p. 433, 617 et 796) institue le juge de l'exécution des peines. Chargé de suivre chaque condamné il aura pouvoir d'ordonner le transfert de celui-ci dans l'établissement adapté à son cas et d'ordonner son admission aux étapes successives du régime progressif. Il proposera ensuite la libération conditionnelle.

L'avenir, à n'en pas douter, verra une extension encore plus grande des pouvoirs des comités actuellement dits post-pénaux. Leur action limitée il y a 10 ans à l'assistance des libérés, s'est progressivement avancée au contrôle de l'exécution des peines. Peu à peu de façon générale et non plus limitée à certains ressorts, le Président du comité post-pénal prendra la charge du condamné aussitôt le prononcé de la peine. Bientôt sans doute après, la conception de la sentence indéterminée s'imposera. Déjà des notions telles que le sursis, les grâces, et surtout la liberté conditionnelle et plus encore les mesures d'éducation relatives aux mineurs ont sérieusement ébranlé le principe des peines déterminées. La médecine des affections criminelles « qui, a écrit M. Pierre Cannat, a de beaux jours devant elle », fera admettre enfin par l'opinion publique que le but de la justice est non pas l'incarcération du délinquant mais le traitement pénitentiaire prolongé jusqu'en milieu libre.

Alors en toute certitude, les comités post-pénaux transformés en spécialistes du

traitement des troubles du comportement social détermineront seuls la nature et la durée des soins à appliquer. Le juge pénal, bornera son rôle au diagnostic du fait de culpabilité rendant le délinquant justiciable du contrôle des comités post-pénaux spécialisés.

Critiques

Les résultats pouvant être espérés du fonctionnement des comités post-pénaux sont évidemment en fonction de la valeur des Présidents de ces organismes et des conditions dans lesquelles leur action s'exerce.

Les comités post-pénaux sont dirigés par le Président du Tribunal ou le magistrat qu'il délègue. Aucune préformation n'habilite le juge à l'exercice de fonctions essentiellement psychologiques et sociales auxquelles ses études juridiques ne le prédisposent pas. Il est au contraire par principe isolé du monde et se complaît dans les travaux abstraits. La Chancellerie dont la volonté bienveillante à l'égard des comités ou plus précisément dont l'action en vue du relèvement des condamnés est très active a apporté quelques remèdes.

En 1955 et 1956 les Présidents des comités ont été réunis en sessions d'études, là les problèmes pratiques furent exposés et discutés et chacun eut l'occasion d'apprendre à mieux connaître le rôle qui lui incombe et les buts à atteindre.

Par ailleurs, dès qu'ils ont réussi l'examen d'entrée dans la magistrature, les jeunes gens font tous un stage auprès des comités post-pénaux les plus actifs et ont ainsi l'occasion de connaître et d'étudier les problèmes des prisons et ceux des libérés. La nouvelle génération de magistrats aura donc l'esprit ouvert aux questions de réforme pénitentiaire.

Il faudrait cependant, alors surtout que trop de magistrats méconnaissent l'action des comités post-pénaux, mettre en relief les fonctions de Président de ces comités.

Il est parfaitement injuste qu'aucune rétribution ne soit accordée au magistrat qui accepte outre ses fonctions habituelles, la charge de diriger un comité post-pénal. Une rétribution aurait l'avantage de susciter des candidatures et donc d'améliorer le recrutement ; elle éveillerait surtout l'attention de tous les membres de la profession sur le problème pénal. La Chancellerie a, par circulaire du 15 mai 1956, émis le vœu que les Présidents de comité aient un allègement de leurs obligations judiciaires. Ce vœu est demeuré platonique. Cependant un Président doit consacrer plusieurs heures par jour à son comité et à l'étude de la réforme pénitentiaire, s'il veut être utile aux centaines de libérés qu'il a en surveillance.

***

Les pouvoirs du Président d'un comité post-pénal devraient être étendus. Il est bien certain que son action sur les libérés sera d'autant plus efficace qu'il aura des pouvoirs plus larges pour avantager le libéré docile ou pour contraindre le révolté.

Or, actuellement il ne dispose d'aucun pouvoir direct, même pour autoriser un déplacement temporaire, si, comme c'est hélas fréquemment le cas, le libéré conditionnel est interdit de séjour. L'article 21 du décret du 16 juin 1955 impose à l'interdit de séjour d'obtenir pour son déplacement l'autorisation du Préfet du département où il désire se rendre même s'il n'est soumis qu'à des mesures d'assistance.

En fait, cette autorisation ne sera pas sollicitée et cela pour plusieurs motifs. La Préfecture avant de prendre la décision ordonnera inévitablement une enquête, l'effet sera de divulguer la situation pénale du libéré. Si la réponse est favorable, elle sera tardive. Le libéré peut s'attendre à être l'objet d'une surveillance désagréable des autorités de police prévenues de son arrivée. Souvent enfin l'autorisation sera refusée, et la publicité donnée à la condamnation n'aboutira qu'à un résultat désastreux.

A cet égard, un libéré définitif ancien cambrioleur professionnel, me disait récemment alors qu'il a réussi à se constituer une situation et un foyer : « Jamais je n'aurais cru « pouvoir me rétablir si facilement, mais si les délinquants savaient l'aide morale « qu'ils peuvent recevoir des comités post-pénaux, aucun ne récidiverait, si vous « saviez cependant combien une condamnation assortie de l'interdiction de séjour « pose une barrière qui paraît infranchissable ». L'interdiction de séjour rend à peu près impossible le relèvement d'un condamné. Sans doute, les juges devraient davantage réfléchir avant de la prononcer, aux conséquences purement négatives de cette peine. Leur conscience peut-elle être en repos alors qu'ils ont, par leur faute, causé la perte de familles entières, sans motif sérieux et sans profit pour personne.

La raison de la difficulté est que jusqu'ici, une action cohérente et concourrante n'a pas été tentée entre les autorités de police et les présidents des comités post-pénaux. La loi du 18 mars 1955 a le grand mérite d'un effort en ce sens et constitue de ce fait une tentative précieuse bien que très imparfaite. Une confiance réciproque totale entre les autorités de police et les comités post-pénaux est indispensable et localement du moins elle est facile. Police et Justice ont le même désir de prévenir la récidive. Leur action conjointe multiplie la valeur de leur action.

Le devoir du Président des comités post-pénaux exigerait, à défaut de l'organisation théorique, la recherche de la collaboration pratique et confiante avec toutes les autorités et spécialement avec celles chargées de la surveillance des interdits de séjour. Il n'existe aucune raison valable pour tenir les autorités de police à l'écart des fonctions post-pénales, il semble au contraire que la prétention d'agir à leur insu est la cause des difficultés. Il faut y mettre fin.

***

La durée de la surveillance par les comités est insuffisante, elle est le plus souvent limitée au temps de la liberté conditionnelle. Celle-ci, sauf pour les relégués, est en général très courte, elle ne permet pas la naissance de liens suffisants avec le délégué. Encore, la plupart des condamnés sortent de prison à la fin de leur peine, et n'ont recours au comité post-pénal que dans la seule limite de l'espoir qu'ils ont d'un versement d'argent ou au mieux d'une aide dans la recherche d'un emploi.

Il serait indispensable qu'à une détention de courte durée, puisse être substituée une surveillance de longue durée, la mise en vigueur du régime de la *probation* s'impose avec urgence.

***

Déjà le Président devrait disposer d'un pouvoir de contrainte au moins durant la liberté conditionnelle. Or, il ne l'a pas. L'article 4 de la loi du 14 août 1885, réserve le droit d'ordonner l'arrestation provisoire d'un libéré conditionnel (d'après l'interprétation qui en est faite) aux Préfets et aux Parquets.

Il paraît invraisemblable de maintenir le principe que le Président du Tribunal, magistrat investi d'un pouvoir juridictionnel, seul chargé de la surveillance d'un libéré conditionnel doive solliciter d'un Procureur de la République un ordre d'arrestation.

Cette situation est monstrueuse en droit, alors que le Parquet n'a pas le pouvoir de décerner un ordre de détention même en cas de crime flagrant, en matière de libération conditionnelle les rôles sont inversés, le Président requiert et le Parquet est juge. Les inconvénients du système admis sont évidents quelque soit la bonne entente existant toujours entre les Parquets et les Présidents.

L'autorité du Président sur le libéré exige qu'il ait personnellement le pouvoir d'ordonner la suspension de la liberté conditionnelle. Son autorité exige qu'il ne puisse pas éventuellement se voir refuser une arrestation jugée urgente pour des motifs qu'il peut ne pas pouvoir ou vouloir dévoiler à des personnes étrangères à son action.

La question est surtout d'un grand intérêt pratique. Le Président ayant le droit d'ordonner l'arrestation provisoire, aurait à l'inverse le droit de mettre fin à son ordre. Le Parquet ne le peut pas, et son ordre d'arrestation subsiste jusqu'à décision de la *Commission de la liberté conditionnelle*, qui peut n'intervenir qu'après de longs délais.

Le Président pourrait ainsi dans la limite de la durée de la peine restant à subir, punir les manquements aux injonctions qu'il donne au libéré — cela sans rapports, sans délais — de sa seule autorité — et sans que la punition entraîne une rechute définitive.

***

Notons enfin qu'il conviendrait de modifier le nom même des comités post-pénaux, qui est officiellement celui de *Comité d'Assistance aux Détenus Libérés*, (décret du

1er avril 1952). Outre que l'association des mots *détenus* et *libérés* peut paraître un non-sens, il n'est pas heureux que l'activité du comité paraîsse être d'assistance. Sans doute l'assistance peut être morale mais dans l'esprit de trop de détenus ou de libérés le concept de l'assistance est associé à l'idée d'aumône et de misère. La pratique en créant le nom de *Comité post-pénal* a trouvé une appelation meilleure à laquelle cependant pourrait être préférée celle de *Comité d'Action de la Justice*, appellation qui n'impliquerait pas la nécessité préalable d'une peine.

Peu importe peut-être l'étiquette, pourvu que l'accord se fasse sur le contenu. Dans la réalité le rôle du Président du comité post-pénal est la réplique du rôle d'un juge des enfants. L'un comme l'autre agit par ses délégués, bénévoles ou permanents et a en vue le relèvement des délinquants dont l'âge mental est le plus souvent le même et qui par suite doivent être justiciables de tutelles analogues.

Les magistrats comme tous ceux qui accepteront de se dévouer au relévement des adultes constateront que la bonne volonté de ceux-ci est souvent au moins égale à celle des mineurs et souvent plus durable.

Les uns et les autres recherchent une affection et un guide, c'est ce que le comité post-pénal a le désir d'être.

Les comités post-pénaux n'ont pas une activité extra-judiciaire, ils sont et surtout seront l'âme même de la Justice. De plus en plus et à l'heure actuelle déjà les magistrats en tant que leur rôle consiste à prononcer des peines apparaissent constituer un corps périmé et froid. Les grâces, les libérations conditionnelles, les peines différées, les mesures de tutelle sont en fait les correctifs permettant à la justice de retrouver la vie dans l'action des comités post-pénaux.

Il est impossible aux juges dans la hâte des audiences d'évaluer exactement les culpabilités et de prévoir le résultat des sanctions. Seul l'élargissement de l'action des comités post-pénaux permettra au jour où les sentences seront indéterminées, d'espérer une justice dont la représentation sera de moins en moins un bras qui frappe pour abattre, qu'une main qui se tend pour vivifier.

Le but de la Justice n'est pas la sanction, il n'y a de justice que dans la possibilité de la rédemption, l'œuvre des comités post-pénaux est l'œuvre de vie de la Justice.

III. — ROLE DES ŒUVRES OU INSTITUTIONS PRIVÉES DANS L'ACTION DES COMITÉS D'ASSISTANCE AUX LIBÉRÉS

par le Général Toussaint
Président de l'Œuvre de la visite aux détenus dans les prisons.

En 1950, un auteur particulièrement averti des questions pénitentiaires et de défense sociale (1), après avoir montré l'évolution des Sociétés de patronage au XIXe siècle jusqu'à leur consécration officielle par la loi de 1885 sur la libération conditionnelle, faisant le point de la situation dans les années de l'immédiate après-guerre, écrivait : « Le nombre important des Sociétés de patronage groupées au sein de l'Union des Sociétés de patronage ne doit pas faire illusion. La plupart d'entre elles se consacrent exclusivement aux mineurs. Quant aux autres, elles n'ont souvent qu'une activité nominale ».

Dans quelle mesure cette vue se justifie-t-elle encore en 1956 ?

D'autres institutions ne sont-elles pas venues relayer ou compléter l'action des sociétés de patronage proprement dites en faveur des adultes ?

Comment coopèrent-elles aujourd'hui avec les comités d'assistance aux libérés ?

C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre brièvement.

Le patronage des libérés ayant fait des journées d'études de l'*Union des Sociétés de patronage de France* en 1955, nous aurons à nous référer au compte-rendu qui en a été publié (2).

(1) *Traité élémentaire de science pénitentiaire et de défense sociale* par J. Pinatel. Editions du Recueil Sirey, 1950, p. 362.

(2) Voir Bulletin de l'Union des Sociétés de patronage *in Revue pénitent. et dr. pén.*, Avril-Juin 1955, p. 362 et s.

Les œuvres ou institutions privées susceptibles de collaborer avec les comités d'assistance aux libérés sont :

— d'une part celles qui reçoivent effectivement dans leurs centres d'accueil les libérés pour les héberger et leur procurer du travail, assurant ainsi directement leur reclassement social ;

— d'autre part celles qui, s'intéressant aux détenus pendant leur séjour en prison et au moment de leur sortie, préparent ainsi plus ou moins leur réintégration dans la société.

I. — Œuvres ou institutions privées assurant l'accueil, l'hébergement et le reclassement des libérés

Ici encore une distinction est à faire :

1° Certaines institutions reçoivent exclusivement des libérés conditionnels et sont obligatoirement, pour tous leurs pensionnaires, en relation étroite avec un comité d'assistance. C'est le cas par exemple du Patronage Saint Léonard à Couzon au Mont d'Or (Rhône), de l'Œuvre de Sainte Marie-Madeleine à la Ferté-Vidame (E. et L.).

2° D'autres institutions reçoivent en principe exclusivement des libérés, mais aussi bien définitifs que conditionnels, qu'ils soient ou non soumis à l'assistance des comités au titre de l'interdiction de séjour. A titre d'exemple, et parmi d'autres : « le Foyer « Etoile du Matin » à Paris, « Clair Horizon » à Neuf-Brisach, « l'Espoir » à Marseille, « la Relève » à Grenoble, « l'Etape » à Nantes, le « Centre d'Assistance par le travail » à Radepont (Eure), le « Foyer d'Aide aux libérés » à Bordeaux, le « Foyer Saint Dismas » à Issoire, le « Centre de reclassement et de formation professionnelle » à Wambrechies (Nord), « Bois Courtin » à Villejust par Palaiseau (S. et O.), le « Centre social féminin » à Lyon.

Pour mémoire nous citerons aussi le centre d'accueil de Toulouse (1), géré directement par le comité d'assistance de cette ville ; ce n'est donc pas à proprement parler une œuvre privée.

3° D'autres institutions enfin reçoivent des libérés, mais en même temps que d'autres catégories de personnes ayant besoin d'être aidées à se reclasser (sortant d'hopitaux, chômeurs...). Telles sont parmi beaucoup d'autres : le « Relèvement par le travail » (femmes) à Lille, le Centre « Martine Bernard » à Lille, le « Centre d'assistance par le travail » à Dijon, « la Porte ouverte » à Troyes, la « Cité-Secours Notre-Dame » à Paris.

Beaucoup de ces centres ou institutions ne se contentent pas de fournir à leurs hôtes l'hébergement, la nourriture et le vestiaire. Elles les font travailler dans un atelier installé au centre, en attendant de leur avoir trouvé un emploi correspondant à leur aptitudes, et cela dans le but de leur redonner l'habitude du travail régulier. Le R.P. Captier, Directeur de Saint Léonard, disait aux Journées d'études de l'Union des sociétés de patronage (2) : « A leur sortie de prison les libérés ont tellement d'idées en tête qu'ils ne savent plus travailler, qu'ils ne connaissent plus un horaire de travail ; beaucoup ne peuvent garder leur place s'ils n'ont pas réappris cette habitude de se tenir au travail pendant des heures régulières... ». Certains de ces ateliers, gérés commercialement réussissent à équilibrer leur budget. Ce n'est pas toujours possible. L'essentiel demeure la réadaptation au travail des pensionnaires du centre ».

Tel est sommairement brossé le tableau des œuvres ou institutions privées appelées à collaborer avec les comités d'assistance en vue du reclassement social des libérés. La plupart d'entre elles ont vu le jour depuis 1945. Il y a donc très réel progrès et l'avenir paraît plus rassurant qu'il ne l'était en 1950. Une preuve vient d'en être donnée par la création toute récente d'une Fédération des centres *d'hébergement pour libérés* dans le but d'étudier en commun les méthodes capables d'assurer les résultats les plus efficaces dans le domaine du reclassement des libérés. Vingt-quatre centres y ont déjà adhéré.

(I) Sur le centre de Toulouse, « Les Comités post-pénaux » par G. Calbayrac in *Revue pénitent. et droit pén.*, Janv.-Mars 1955.

(2) *Revue pénitent. et droit pén.*, Avril-Juin 1955, p. 433.

Voyons maintenant quelles peuvent être les relations de ces œuvres ou institutions avec les comités d'assistance.

Concernant la première catégorie (centres réservés aux libérés conditionnels) le R.P. Captier dans son rapport aux Journées d'études (I) les a lumineusement exposées. Il a montré comment le comité d'assistance de Lyon lui facilitait l'accueil des libérés conditionnels et le règlement des incidents, peu nombreux, mais inévitables, qui surgissent parfois du fait de caractères difficiles. « D'une façon générale, dit-il, dans une famille normale la bonne éducation des enfants a besoin de la bonté de la mère et de l'autorité parfois plus sévère du père. Prêtres, directeurs de la Maison, nous prenons à notre compte la bonté, nous ne pouvons nous transformer en magistrats ou en policiers ». Ce passage montre bien une des principales caractéristiques des œuvres privées qui ne peuvent agir que par persuasion et dont l'autorité ne peut se fonder que sur l'exercice d'une charité authentique, différente en cela des organismes judiciaires ou administratifs qui peuvent faire acte d'autorité allant de l'avertissement à la sanction pénale.

Concernant les deux autres catégories, l'action des comités d'assistance nous paraît devoir être plus nuancée. Bien que, parmi les libérés définitifs un certain nombre se soumettent volontairement à l'assistance d'un comité, il n'en reste pas moins que dans l'ensemble ils ont une tendance assez compréhensible, à rompre avec tout ce qui présente un caractère judiciaire. Une intervention trop apparente du comité d'assistance dans le fonctionnement des institutions de la troisième catégorie, et même dans celles de la deuxième, risquerait d'en compromettre le rendement en écartant certains libérés qui ont hâte de ne plus « avoir maille à partir » avec les représentants de la justice quels qu'ils soient.

Sous cette réserve, il semble bien qu'une large et entière compréhension mutuelle s'est établie entre les institutions privées et les comités d'assistance. L'expérience montre que les craintes ressenties par certaines œuvres de perdre leur autonomie en ayant recours aux comités se sont apaisées et que, tout au contraire, l'appui de ces derniers leur a facilité la besogne, en particulier pour obtenir l'agrément des bureaux d'aide sociale permettant le remboursement des prix de journées de leurs hôtes. De leur côté il semble que les présidents des comités voient avec satisfaction augmenter le nombre des institutions d'accueil spécialisées pour libérés.

Ces institutions spécialisées doivent-elles se multiplier encore ?

Pour les libérés conditionnels, une deuxième institution analogue au Patronage Saint Léonard nous paraît éminement désirable. La création de nouveaux centres spécialisés pour libérés, ou leur réservant une très large priorité, dans quelques grandes villes offrant de vastes possibilités de placement est également souhaitable. De tels centres faciliteraient en particulier le reclassement des interdits de séjour, sans attache particulière dans une région autre que celle qui leur est interdite, et dont l'amendement paraît justifier qu'ils ne soient soumis qu'à des mesures d'assistance. Actuellement, à défaut de pouvoir les confier à la vigilance d'un comité susceptible de les accueillir, on en est souvent réduit aux mesures de surveillance par la police qui n'assurent en rien le reclassement social. Il n'en serait plus de même si les assistantes sociales des établissements pénitentiaires pouvaient, au moment de la constitution de leur dossier, proposer aux interdits de séjour la résidence dans une ville dotée d'un centre d'hébergement. Le Comité d'assistance de cette ville pourrait alors les prendre en charge et assurer leur reclassement. La loi du 18 mars 1955 aurait ainsi de plus larges possibilités d'application.

Dans les villes de moyenne ou faible importance la formule « polyvalente » de la troisième catégorie paraît de beaucoup préférable, Elle seule permet d'avoir un nombre de pensionnaires suffisant pour amortir les frais généraux de l'institution et en particulier la rétribution d'un directeur qualifié. Il serait bien étonnant que des centres ouverts à tout « sans travail » désireux de se reclasser ne puissent réserver aux comités d'assistance une ou deux places pour les libérés relevant de leur autorité.

(I) *Revue pénitent. et droit pén.*, Avril-Juin 1955, p. 434.

III. — Œuvres s'intéressant aux problèmes pénitentiaires mais non spécialisées dans l'hébergement

Nous voulons parler ici surtout des œuvres ou groupements qui visitent dans les prisons pour « soutenir moralement les détenus, les conseiller en vue de leur avenir, les aider parfois matériellement et faciliter sous toutes ses formes leur reclassement à l'époque de leur libération » (I).

Ces œuvres coopèrent avec les comités d'assistance de deux façons.

1° Les visiteurs n'ont pas la prétention de réussir toujours parfaitement. Mais leur rôle n'est pas négligeable ; ils préparent bien souvent l'action des comités d'assistance.

Le relèvement moral du condamné nous paraît en effet un élément essentiel de son reclassement social. S'il n'a pas modifié les conceptions de vie ou les habitudes qui l'ont amené à commettre son délit, s'il ne s'est pas préparé à surmonter courageusement les difficultés qu'il rencontrera à sa sortie de prison, la soumission à l'assistance sera plus aléatoire et le danger de récidive sera plus grand. D'autre part, l'action des visiteurs auprès de la famille du détenu, pour maintenir ou rétablir les liens familiaux, facilite aussi sa réadaptation à une vie régulière.

De ce point de vue le champ d'action des visiteurs est plus large que celui des comités puisque ceux-ci ne prennent en charge que certaines catégories de libérés. Mais il est évident que si les visiteurs préparent l'action des comités, ils peuvent trouver auprès d'eux de grandes facilités pour le reclassement des détenus auxquels ils se sont intéressés, surtout lorsque la prison se trouve dans la ville où siège le comité. La situation à cet égard est souvent moins bonne lorsque le siège du comité est éloigné. Les visiteurs des prisons ainsi défavorisés ont regretté la suppression d'un grand nombre de comités d'arrondissement.

2° Les œuvres ou groupements de visiteurs collaborent également avec les comités par la possibilité qu'ils ont de trouver parmi leurs membres des délégués bénévoles qui viennent aux comités non pas comme représentants de leur œuvre ou groupement, mais à titre individuel (2). L'expérience acquise par la visite des détenus les qualifie particulièrement pour être délégués ; la seule difficulté que beaucoup rencontrent réside dans le fait que, ayant souvent des obligations professionnelles, — car ce ne sont pas tous et de loin, des retraités — le temps leur manque parfois pour cumuler les deux fonctions.

Nous pensons d'ailleurs que la coopération des œuvres privées pour le recrutement des délégués bénévoles sera d'autant plus facile et large que les comités resteront principalement des organismes *d'assistance* plus que des organismes judiciaires. L'auteur de l'article auquel nous nous référons écrit : « Le caractère des comités d'assistance aux libérés est double : ce sont des organismes judiciaires, ce sont des organismes d'assistance... Les signes d'une transformation qui met l'accent sur le caractère judiciaire de cette institution sont déjà nettement perceptibles : interdiction de séjour, semi-liberté des forçats et, demain, probation, réhabilitation... ». Et plus loin « L'intervention du comité, celle du président dans le cas visé par l'art. 2 *in fine* du décret du 16 juin 1955, relève de l'exécution d'une sanction du droit criminel ».

Tout d'abord ne doit-on pas distinguer entre les attributions des comités d'assistance proprement dits, lesquels sont essentiellement constitués par la réunion des délégués, et les fonctions que peuvent remplir, concurrement avec la présidence des comités, les magistrats désignés pour les présider. N'est-ce pas, par exemple, le cas de l'article 2 in fine du décret du 16 juin 1955, où ils interviennent, à défaut d'un magistrat chargé du contrôle de l'exécution des peines, pour proposer les mesures de surveillance ou d'assistance à imposer aux interdits de séjour encore détenus, le jour où ils seront libérés.

Concernant les forçats en semi-liberté on doit remarquer d'une part que ce ne serait qu'une très faible minorité parmi tous les sujets relevant des comités, et que, d'autre part, ce ne sont pas encore des libérés. Le comité d'assistance, en tant que tel, ne paraît pas à avoir à intervenir.

(I) Extrait des *Instructions générales de l'Administration pénitentiaire sur l'Institution des visiteurs des prisons*, en date du 27 juillet 1952.

(2) Quelques-unes des réflexions qui suivent ont été provoquées par la lecture d'un article publié par la *Revue internationale de criminologie et de police technique*, 1956, n° de Janvier-Mars : « Les comités d'assistance aux libérés » par Roger Beraud, Président du comité d'assistance de Marseille, pages 13 et s.

Concernant les interdits de séjour les Comités n'ont à intervenir que pour les mesures d'assistance, les mesures de surveillance prises à l'égard des sujets non amendés étant réservées aux organismes de police.

A vouloir faire prédominer le caractère judiciaire sur le caractère social on risquerait de décourager les concours que, par ailleurs, on souhaite trouver. « Une grave erreur, dit l'auteur de l'article, serait de perdre ce qui chez les délégués bénévoles a tant de prix : le volontariat inspiré par la spiritualité, le dévouement gratuit, altruiste ». Sur ce point notre accord est complet. Nous pensons que la base la plus sure de l'assistance au libéré est une confiance entière de celui-ci dans son délégué. Le délégué doit devenir son intime confident, attentif aux moindres indices d'une défaillance possible, ne les révélant que s'ils menacent de se traduire en actes, le réconfortant dans ses moments de découragement. Devant une crise de « cafard » un témoignage de bonté vaut souvent mieux qu'une menace de sanction. Le délégué doit être l'ami sincère remplaçant les amitiés d'autrefois qui furent souvent de mauvais conseil. Aussi craignons-nous que les cœurs généreux prêts à se dévouer pour aider les libérés à se réintégrer dans la société ne s'inquiètent à juste titre si on leur propose d'être les représentant de l'ordre judiciaire ou de la force publique, plus que l'ami venant, comme le samaritain de la parabole évangélique, au secours du malheureux blessé par la vie.

Nous souhaitons que les délégués soient aussi nombreux que possible et recrutés dans toutes les catégories sociales. Par les contacts qu'ils peuvent avoir dans leurs milieux respectifs ils seront les meilleurs propagandistes pour informer l'opinion publique des problèmes posés par le reclassement des libérés, et cela tant auprès des employeurs que vis-à-vis des employés ou ouvriers des entreprises. Cette aide apportée aux comités est loin d'être négligeable.

Nous nous en voudrions de terminer ces quelques notes sans mentionner un organisme qui n'est pas une institution privée et qui ne relève pas non plus des autorités judiciaires ou pénitentiaires. Nous voulons parler du « *Service de reclassement des personnes ayant subi une peine privative de liberté* », service qui relève de la Direction de la Main-d'œuvre au Secrétariat d'Etat au Travail et à Sécurité sociale. Créé à Paris en 1947 sur l'initiative d'une fonctionnaire au grand cœur, avec l'appui de son Directeur, il a débuté modestement sous le titre de « *Service des caractériels* ». Il s'est peu à peu étoffé sur place, puis a étendu ses contacts avec la province. Aujourd'hui dans chaque circonscription et dans chaque département un fonctionnaire de la Main-d'œuvre est nommément désigné pour collaborer au reclassement des libérés et servir de correspondant au service central de Paris. Un tel service doit être un des meilleurs auxiliaires des comités d'assistance. Il ne pouvait être oublié dans la présente étude et nous sommes heureux de lui rendre hommage.

Notre conclusion sera bréve.

Répondant aux questions posées en débutant, nous pensons être en droit d'affirmer que les œuvres ou institutions privées, sociétés de patronage ou autres, se sont largement développées depuis quelques années. Les journées d'études de l'*Union des sociétés de patronage* l'avaient déjà montré en 1955. De nouvelles réalisations, l'ouverture de nombreux centres d'hébergement, la création de la fédération qui en groupe déjà vingt-quatre, en sont une nouvelle preuve. L'élan est donné.

Un appel à l'opinion vient d'être lancé par M. le Médecin Général Paloque, Président de l'Entraide Sociale aux prisonniers : « Les problèmes posés (traitement pénitentiaire et post-pénal) demandent des solutions de pitié et d'humanité. Ces solutions dépendent pour beaucoup de la communauté elle-même, de l'effort qu'elle consentira, du nombre de bonnes volontés qui se manifesteront ». (I).

Puisse cet exposé, aussi imparfait qu'il soit, en susciter de nouvelles dans le cadre d'action des Comités d'assistance aux libérés.

(I) Publié dans « *Prisons et Prisonniers* » (n° de juin 1956) et reproduit par la *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° de Juillet-Septembre 1956, page 676.

D. Chronique de droit pénal militaire

Le Bulletin criminel des arrêts de la Cour de Cassation, dans son numéro de janvier 1956 publie de nombreuses décisions de la Cour suprême, susceptibles d'intéresser les Tribunaux militaires, certaines pour avoir été rendues en matière de Droit pénal militaire pur, d'autres qui statuent sur des pourvois formés contre des décisions des Tribunaux ordinaires, pour trancher des problèmes qui se posent de la même façon aux juridictions militaires. — Parmi ces dernières ne seront toutefois examinées que celles qui paraissent présenter un intérêt particulier.

A. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

I. — Etat d'urgence. Application de la loi dans le temps et l'espace

L'état d'urgence défini par la loi du 3 avril 1955 s'apparente de toute évidence à l'état de siège de la loi de 1849. — On sait, par les travaux préparatoires et les débats parlementaires, que si la situation en Algérie exigeait des mesures exorbitantes du Droit commun, il répugnait aussi à beaucoup de proclamer l'état de siège sur ce territoire en raison des prérogatives extrêmement étendues que la loi de 1849 confère à l'autorité militaire et que les pouvoirs civils entendaient conserver. D'où l'institution de l'état d'urgence, compromis, pas toujours très heureux d'ailleurs, entre une situation normale et celle qui résulte de l'état de siège, où les tribunaux militaires sans acquérir la compétence que leur confère la loi de 1849 sont susceptibles cependant de voir leur compétence habituelle étendue de très notable façon.

On sait que l'état d'urgence peut être proclamé dans des cas bien précis, (art. 1 — L. du 3 avril 1955) et toujours par une loi (art. 2). — Cette loi définit la zone territoriale où il est susceptible d'être mis en vigueur ainsi que le temps pendant lequel il s'exercera (art. 2).

Le législateur laisse ensuite à l'exécutif le soin de préciser par décret, dans les limites territoriales précédentes, les circonscriptions administratives où il y aura lieu de l'appliquer effectivement. Le même décret ou un autre, pris dans les mêmes formes, pourra autoriser les tribunaux militaires à se saisir d'infractions qui échappent normalement à leur compétence. Ce décret une fois pris, certaines règles de procédure subiront de profondes modifications dans le sens d'une réduction des garanties accordées à la défense : c'est ainsi en particulier que le pourvoi contre l'arrêt de renvoi des Chambres d'accusation est supprimé et que cet arrêt ne pourra être déféré à la juridiction de cassation qu'en même temps que le jugement sur le fond ; la juridiction compétente sera soit la Cour de Cassation soit le tribunal militaire de Cassation, suivant que les tribunaux ordinaires ou les tribunaux militaires auront connu de l'affaire.

L'état d'urgence a été proclamé sur tout le territoire de l'Algérie par la loi du 3 avril 1955. Le décret du 23 avril 1955 ne l'a mis effectivement en vigueur que dans certains arrondissements. — Un décret du 28 août 1955 a étendu l'état d'urgence effectif à toute l'Algérie.

Mais — et c'est là le point essentiel, alors que le premier de ces décrets étendait notablement la compétence des tribunaux militaires à des infractions relevant normalement des tribunaux ordinaires, le deuxième n'a édicté sur ce point aucune disposition particulière, et il n'avait pas été complété lors de la dissolution de l'Assemblée Nationale le 1er déc. 1956, dissolution qui entraînait de plein droit la levée de l'état d'urgence.

Dans une première espèce (1956, *B.*, 16) — (Cf. également 1956, *B.*, 17), il s'agissait d'un certain Djillali poursuivi du chef de trahison (donc justiciable en tout état de cause des tribunaux militaires) pour des faits non situés dans le temps, mais en tout cas postérieurs au 30 octobre 1954 et accomplis dans l'arrondissement d'Alger. — Le 29 juillet 1955, Djillali était renvoyé par la Chambre d'accusation d'Alger devant le tribunal militaire de cette ville qui le jugeait le 12 septembre suivant, sans tenir compte d'un pourvoi contre l'arrêt de la Chambre d'accusation. Djillali se pourvoyait alors à la fois contre l'arrêt de la Chambre d'accusation et contre le jugement du tribunal militaire, devant le Tribunal militaire de Cassation d'Alger. — Celui ci s'est déclaré incompétent et a renvoyé l'affaire à la Cour de Cassation qui s'est estimée seule qualifiée pour en connaître et a cassé le jugement.

Cette solution se justifie pleinement. Il est certain tout d'abord que le tribunal militaire était incompétent. L'institution d'un Tribunal militaire de Cassation résulte nécessairement du décret pris en application de la loi sur l'état d'urgence et portant extension de la compétence des tribunaux militaires. Or si le décret du 28 août 1955 a bien étendu l'état d'urgence à toute l'Algérie il n'a rien spécifié sur ce point. Rien ne permet de penser que le décret du 23 avril 1955 s'appliquerait par l'effet de celui du 28 août à l'ensemble du territoire algérien. — Le Tribunal militaire de Cassation institué par ce texte ne se trouvait donc compétent qu'à l'égard des faits commis dans la zone définie par ce décret, ce qui n'était pas le cas de l'espèce.

Il y avait lieu ensuite pour la Cour de Cassation d'annuler le jugement du tribunal militaire d'Alger. Puisque en effet, la procédure spéciale prévue par l'article 12 de la loi du 3 avril 1955 ne devait être suivie que dans la partie de l'Algérie définie par le décret du 23 avril 1955, Djillali ne pouvait être jugé par le tribunal militaire d'Alger qu'après décision sur le pourvoi formé contre l'arrêt de la Chambre d'accusation. — Pour avoir été privé illégalement d'une voie de recours prévue par la loi, Djillali devait nécessairement voir son pourvoi favorablement accueilli.

Le Tribunal militaire d'Alger a donc reconnu les règles d'application de la loi pénale. Le législateur est toujours fondé à déclarer qu'une loi qu'il édicte ne s'appliquera qu'en un lieu donné, qu'à une date donnée fixés à l'avance. (L. du 9 mars 1928, par exemple, entrée en vigueur le 1er janv. 1929 seulement) ou après un délai donné, ou encore lors de l'arrivée de tel ou tel événement (lois prévues pour le temps de guerre par exemple). Il peut également subordonner l'entrée en vigueur de la loi à un décret de l'exécutif. D'ordinaire ce décret doit être pris dans un certain délai : s'il est promulgué avant l'expiration du délai prévu, la loi entre en vigueur dès que le décret est lui même applicable. — Si au contraire l'inaction de l'exécutif se prolonge au delà du terme fixé, la loi n'est pas caduque, elle est seulement sans effet et il appartient au Parlement de rappeler au Gouvernement le respect de sa volonté. — Il est plus rare, mais il arrive que le législateur ne fixe à l'exécutif aucune limite de temps. C'est en effet dangereux, puisque l'inaction gouvernementale paralyse la volonté du législateur pour un temps qui peut être d'autant plus long que l'oubli vient plus vite. — La loi du 3 avril 1955 est de celles dont l'application est liée à un décret à prendre sans limite de temps. — Il a donc été possible, par un silence volontaire ou par oubli de l'exécutif de limiter en fait les effets de la loi sur l'état d'urgence lorsqu'elle a été appliquée à toute l'Algérie.

II. — Indivisibilité

Le Code d'Instruction Criminelle ne définit pas la connexité : l'article 227 en donne seulement quelques exemples non limitatifs. — L'article 226 ordonne à la Cour d'Assises de statuer par un seul et même arrêt sur les infractions commises dont les pièces se trouveront en même temps portées devant elle. — Sur ces deux articles principalement, doctrine et jurisprudence ont édifié une théorie de portée très large tant par

l'introduction de la notion d'indivisibilité que par l'application de la notion de connexité, au sens le plus vaste, à des règles de procédure autres que celles de l'article 226.

Sur le plan de la théorie bien des auteurs critiquent la notion d'indivisibilité telle que la Cour de Cassation a tenté de la définir dans plusieurs arrêts (24 juil. 1875, *B.*, 239 — 18 nov. 1928, etc...) et la jugent inutile. — Pour les uns c'est une tautologie : (Est indivisible ce qui est inséparable ». — Pour d'autres les espèces n'éclairent pas la distinction entre connexité et indivisibilité.

Dans la pratique, malgré les difficultés sérieuses encore mal résolues, en particulier lorsque deux ordres de juridictions se trouvent intéressés à la connaissance d'un ensemble de faits connexes, la théorie de la connexité a été heureusement étendue au delà des limites de l'article 226 du Code d'Instruction Criminelle. — Il est bien certain, en particulier, que chaque fois que des faits présentent entre eux des liens qui font considérer chacun comme une partie d'un ensemble, la justice gagnera à ce qu'une seule et même juridiction connaisse du tout. — Le cas le plus typique sera celui des coauteurs et complices dont on fait l'illustration de la notion d'indivisibilité. — La Cour de Cassation vient d'en faire une application caractéristique dans un arrêt du 5 janvier 1956 (*B.*, 18).

Six individus poursuivis pour assassinat et complicité sont renvoyés devant la Cour d'Assises de Philippeville par la Chambre d'accusation d'Alger. — Cinq d'entre eux se pourvoient contre cet arrêt. Entre temps, l'autorité militaire revendique les poursuites et le tribunal militaire d'Alger les condamne avant décision sur le pourvoi, en application de la loi sur l'état d'urgence.

La Cour de Cassation aurait certes pu annuler le jugement pour les motifs qui fondent l'arrêt examiné au paragraphe I ci-dessus. Elle a justifié sa décision d'une autre façon.

A l'égard de deux des accusés qui s'étaient pourvus contre l'arrêt de la Chambre d'accusation, la Cour de Cassation a retenu une violation de la procédure suivie devant le juge d'Instruction (voir *infra*). La Chambre d'accusation qui n'a pas relevé ce vice voit donc son arrêt censuré, ce qui entraîne l'annulation du jugement du tribunal militaire.

Faute de pouvoir dissocier le cas de ces deux accusés de celui des trois autres — ils sont, en effet complices d'un même fait — la Cour annule également à leur égard et l'arrêt de la Chambre d'accusation et le jugement du tribunal militaire.

Restait le cas du sixième qui ne s'était pas pourvu contre l'arrêt de la Chambre d'accusation mais seulement contre le jugement. L'arrêt de la Cour de Cassation ne relève en sa faveur aucun vice de procédure, qu'il s'agisse de la procédure d'instruction, de l'arrêt de la Chambre d'accusation ou du jugement. — Mais comme les faits accomplis par lui sont inséparables de ceux commis par les autres et qu'ils ne peuvent être jugés les uns sans les autres, la Cour casse également et pour ce motif le jugement du tribunal militaire, en maintenant cependant l'arrêt de la Chambre d'accusation en ce qui le concerne.

Pourquoi la Cour de Cassation a-t-elle maintenue l'arrêt de la Chambre d'accusation, alors qu'elle l'a annulé pour trois autres, l'arrêt ne le dit pas. Sans doute tout simplement parce qu'il n'avait pas formé pourvoi contre cet arrêt.

III. — Compétence

On reste encore dans le domaine de la connexité tout en abordant celui de la compétence avec l'arrêt du 19 janvier 1956.

En application de la théorie de la connexité consacrée sur ce point par un texte législatif, en présence de coauteurs ou complices justiciables *ratione personae*, les uns des tribunaux militaires ou maritimes, les autres des tribunaux ordinaires, tous seront déférés soit aux tribunaux ordinaires soit aux tribunaux militaires ou maritimes suivant les règles édictées par les articles 6 du Code de Justice militaire et 7 du Code de Justice maritime.

Dans l'espèce en cause, l'Union Syndicale des débitants de boissons de Brest avait porté plainte contre « X » du chef de transfert de commerce dans une zone prohibée, transfert de débit de boissons hors délai, extension de commerce sans autorisation. En fait, la plainte visait le gérant du Foyer des équipages de la Flotte à Brest, officier de réserve de la Marine.

Le juge d'instruction de Brest ayant rendu un non-lieu, le Syndicat a fait appel. — en droit militaire on dirait opposition — devant la Chambre d'accusation de Rennes. Celle-ci a déclaré incompétentes les juridictions ordinaires, motif pris de ce que le gérant n'a fait qu'obéir aux ordres de l'autorité militaire. On a nettement l'impression que la Chambre d'accusation n'a pas osé censurer l'ordonnance du juge d'instruction et qu'elle a préféré, par le biais d'une décision d'incompétence, ne pas trancher le problème qui lui était soumis.

La Cour de Cassation a annulé cet arrêt, à juste titre, mais pour des raisons qui ne paraissent pas exemptes de toute critique. — Tout le monde est d'accord pour reconnaître que le gérant du Foyer n'est pas en l'espèce un marin, au sens du Code, et donc justiciable de ce fait des tribunaux maritimes. — Seul en cause, il ne peut donc être poursuivi que devant les juridictions ordinaires mais la Cour a voulu répondre à la fois à l'argument tiré de la subordination et à la conséquence de celle-ci et les motifs de sa décision auraient gagné à être plus clairement exposés et sous une autre forme.

On aurait compris qu'aprés avoir déclaré que si le gérant du Foyer devait être poursuivi seul, les tribunaux ordinaires se trouvaient seuls compétents, la cour spécifie nettement que ceux-ci le seraient également dans l'hypothèse où la complicité de marins, au sens de l'article 2 du Code de Justice maritime, serait retenue. Or l'arrêt a été rédigé de telle sorte, qu'on a l'impression à sa lecture que la Cour considère déjà ces marins comme *devant* faire l'objet de poursuites.

La Cour paraît bien avoir été influencée par l'argument suivant lequel le gérant du Foyer aurait obéi à des ordres auxquels il ne pouvait se soustraire. Elle semble admettre à la fois l'existence de ces ordres, une subordination du gérant assez poussée pour que celui-ci soit tenu de les exécuter, et elle en conclut que l'existence de ces ordres d'une part, l'obéissance du gérant d'autre part, font de celui qui a pris la décision et de celui qui l'a exécutée, un auteur et un complice. Elle pose donc implicitement tout le problème de la subordination hiérarchique dans l'armée au regard de l'article 327 du Code pénal.

On sait que doctrine et jurisprudence ont largement étendu le principe posé par ce texte, au delà du domaine des homicides, coups et blessures, et qu'il a désormais une portée très générale. Mais on n'a pas résolu de façon satisfaisante le problème posé par le fait que l'ordre est donné par un supérieur à un subordonné étroitement soumis à celui-ci, et qui doit obéissance sous peine de poursuites disciplinaires et pénales. On a proposé la théorie de l'obéissance passive et celle des « baïonnettes intelligentes » et chacune a suscité de vives critiques. Il est impossible d'appliquer la seconde de façon satisfaisante. Il répugne à beaucoup de retenir la première.

La difficulté vient, peut être, de ce que le fait justificatif a été étendu au delà des limites fixées par le législateur, puis de ce qu'on a voulu tirer les mêmes conséquences de cette extension dans le domaine du droit commun, de la vie ordinaire, et dans celui du droit militaire, de la vie militaire. Le Code de Justice militaire français aurait eu le plus grand intérêt à prendre sur ce point une position franche et nette comme par exemple le Code pénal militaire suisse (art. 18) et en outre comme l'a fait également la Suisse, d'harmonier les prescriptions des Codes avec celles des règlements militaires.

Qu'on le veuille ou non, cette harmonie n'existe pas dans les textes français. Lors de l'installation d'un Chef de Corps, ses subordonnés sont invités « à lui obéir dans tout ce qu'il commandera pour l'exécution des lois et des règlements militaires ». Mais en même temps en divergence flagrante avec ce texte comme avec l'article 327 du Code pénal, le célèbre article 1er du règlement sur la discipline générale, (la discipline faisant la force principale des armées) rappelle que le subordonné doit obéir promptement, dans l'instant et sans murmure à *tout* ce qu'un supérieur lui commandera. A aucun moment, le jeune militaire n'est prévenu que cette obéissance pourrait avoir des limites et quelles seraient ces limites. Quand une société impose de tels devoirs à ses membres et se fait tout entière complice d'une éducation fondée sur l'obéissance la plus absolue, est-il légitime de demander des comptes à celui qui n'a fait qu'obéir ?

Il n'est pas possible dans l'espèce considérée de se faire une idée précise de la nature exacte des liens de subordination qui entraînaient le libre arbitre du gérant du Foyer. C'est dommage, car le problème de l'obéissance hiérarchique aurait pu s'éclairer d'un jour nouveau. *A priori* cependant, selon ce que l'on sait des obligations imposées à un gérant de Foyer de la Marine, il ne semble pas qu'il puisse bénéficier de la même impunité qu'un militaire en activité placé dans la hiérarchie.

B. — INFORMATIONS

I. — Avis au Conseil

Pour la Cour de Cassation, la mention au procès-verbal d'interrogatoire que le conseil a été convoqué par lettre recommandée et que la procédure a été mise à sa disposition suffit à prouver que ces formalités on bien été remplies. Les récépissés postaux ne sont que des preuves accessoires et leur absence ne vicie pas la procédure. L'arrêt du 5 janvier 1956 (*B.*, 16) rappelle donc seulement ces principes d'une jurisprudence solidement établie.

Une précédente note (1) a montré qu'il n'était pas légitime, en droit militaire de s'appuyer sur la loi de 1897 puisque le Code de Justice militaire à ses règles propres, très voisines sans doute de celles édictées par cette loi, mais différentes cependant sur bien des points. On pourrait donc sans inconvénient considérer les récépissés postaux comme nécessaires et suffisants. Mais il faudrait renverser toute une jurisprudence et il est hautement improbable que la Cour suprême s'y résolve.

II. — Confrontations (Cass., 5 janv. 1956, *B.*, 18)

Confronter deux personnes c'est, étymologiquement, les mettre face et face, en présence l'un de l'autre. La confrontation peut se présenter sous plusieurs formes. La plus simple consiste à présenter une personne seule ou parmi plusieurs à une autre et à demander à celle-ci soit de désigner la personne dont elle parle, soit de dire si la personne présentée est bien celle dont elle parle. On fait un pas de plus lorsque l'on oppose à chacune les déclarations de l'autre. On en franchit un autre lorsque s'écartant des déclarations réciproques, il faut aborder d'autres sujets. D'ordinaire la personne présentée est un inculpé, la personne à qui on présente, un coinculpé ou un témoin.

Pour la jurisprudence les deux premières hypothèses constituent la confrontation simple, et la troisième, la confrontation-interrogatoire, soumises à des règles différentes. S'il s'agit d'une confrontation simple entre un inculpé d'une part, un coinculpé, un témoin d'autre part, le conseil du premier doit être convoqué (sauf renonciation naturellement). S'il s'agit d'une confrontation interrogatoire où un inculpé se verra non seulement présenté à un coinculpé ou à un témoin, non seulement interrogé sur les déclarations d'un coinculpé ou d'un témoin, mais fera aussi l'objet d'un interrogatoire sur d'autres points, il faudra à la fois convoquer le conseil et mettre la procédure à sa disposition. Un arrêt du 13 juillet 1899 (D., 99.1.328) fait très nettement la différence entre ces deux catégories d'actes.

Il est certain que l'article 9 § 2 de la loi de 1897 et l'article 10 § 1 de la même loi ne sont pas symétriques. On observe le même fait entre les articles 48 § 2 et 49 § 1 du Code de Justice militaire. La doctrine s'est divisée : une partie a suivi la Cour de Cassation. L'autre a estimé qu'il n'y avait pas lieu de traiter différemment l'inculpé objet d'une confrontation simple et celui d'une confrontation-interrogatoire.

Il semble bien que l'on pourrait envisager la solution suivante.

1° S'il s'agit de présenter un inculpé à un coinculpé ou à un témoin, sans que le le juge d'instruction ne pose la moindre question à l'inculpé, il n'y aura lieu ni de convoquer le conseil de celui-ci, ni de mettre la procédure la veille à sa disposition. Si l'inculpé veut néanmoins prendre la parole, il faudra l'avertir aussitôt, qu'il lui faudra, avant de s'expliquer, renoncer à soulever toute nullité résultant de la non-convocation du conseil et du fait que la procédure n'a pas été mise la veille à sa disposition. En bonne logique, le juge d'instruction aurait même le droit strict d'enregistrer les déclarations de l'inculpé, sans renonciation de sa part, tant qu'elles restent spontanées et ne sont pas provoquées par des questions.

2° Si le juge d'instruction veut non seulement opposer à l'inculpé les déclarations de celui avec qui il est confronté, mais encore l'interroger sur d'autres points, il devient

(1) Cf. cette *Revue*, 1956, p. 575.

évident qu'à partir du moment où les questions sortent du cadre des déclarations du témoin ou du coinculpé, on se trouve à coup sûr en présence d'un interrogatoire qui ne diffère en rien d'un interrogatoire ordinaire et qui exige donc et la convocation du conseil et la mise de la procédure la veille à la disposition de celui-ci.

3° Reste la troisième hypothèse : l'inculpé est invité à s'expliquer seulement sur les déclarations d'un coinculpé ou d'un témoin. Le conseil doit évidemment être appelé, car qu'on le veuille ou non l'inculpé est interrogé, au sens large du mot et d'autre part la loi — article 9 § 2 de la loi de 1897 — article 48 § 2 du Code de Justice militaire — est formelle. Mais il est également logique de ne pas mettre la procédure la veille à la disposition du conseil puisque ce serait inutile : la veille de la confrontation, les déclarations du témoin ou du coinculpé ne sont pas encore reçues et il est sans intérêt que le dossier soit mis à la disposition du conseil puisqu'il n'y trouvera pas encore les déclarations sur lesquelles son client devra s'expliquer.

Le législateur a donc été des plus logiques et la Cour suprême a raison de maintenir son point de vue, en théorie tout au moins. En pratique il en va tout autrement : il est bien difficile au juge d'instruction de s'en tenir strictement aux déclarations qu'il vient de recevoir et de ne poser que des questions qui rentrent exactement dans ce cadre. Pour ne pas alourdir les procès-verbaux, les questions posées sont rarement notées *in extenso*. Il faudrait donc pour prouver qu'il s'est maintenu dans les limites admises, que le juge d'instruction note toutes les questions et toutes les réponses. Il s'en suit qu'en pratique, et sauf dans la première hypothèse, le juge d'instruction agira sagement en accomplissant la double formalité de la convocation du conseil et de la mise de la procédure à la disposition de celui-ci. C'est d'ailleurs facile puisque la même lettre suffit et que les mentions des imprimés utilisés à cette fin répondent à cette double exigence, comme d'ailleurs les procès-verbaux en usage dans les tribunaux militaires, spécialement les tribunaux militaires (formules modèle 12 et 13). Par ailleurs le juge d'instruction y gagnera une bien plus grande liberté d'action.

III. — Audition comme témoin d'un inculpé

La loi interdit de placer un individu dans l'alternative de se parjurer ou de se perdre devant le juge d'instruction du moins, car il a été jugé qu'à l'audience un individu cité comme témoin — et donc ayant prêté serment — est tenu de dire toute la vérité, sous peine de poursuites pour faux témoignages, même s'il doit, ce faisant se reconnaître coupable (Cass., 26 juil. 1945, *Rev. Science Crim.*, 1946, p. 236).

Du principe ainsi posé, découle l'interdiction de faire prêter serment à un individu déjà inculpé, à peine de nullité d'ordre public, irrémédiable et non susceptible d'être couverte. De là aussi, l'interdiction d'entendre comme témoin sous la foi du serment un individu contre lequel existent des charges suffisantes pour justifier son inculpation. Si la première règle est formelle et ne souffre aucune atténuation, la deuxième sous une apparente rigueur, est susceptible de recevoir certains adoucissements (Cass., 10 janv. 1956 ; Cass., 11 janv. 1956, *B.*, 42).

On a longtemps considéré l'aveu comme la *proba probatissima*. Quand un individu avait avoué, la preuve était rapportée de sa participation à l'acte délictueux qui lui était reproché. Mais on sait à présent que l'aveu n'est pas la reine des preuves. On avoue faussement pour toutes sortes de raisons : orgueil, fatigue, crainte, volonté de cacher le vrai coupable, etc... sans parler de toutes les espèces d'aveux pathologiques. La tâche d'un officier de police judiciaire, d'un juge d'instruction n'est donc pas achevée lorsque la personne qu'il entend comme témoin s'est reconnue l'auteur de l'infraction. L'enquêteur doit pour lui même acquérir la conviction et pour les autres démontrer que l'aveu correspond bien à la réalité des faits. D'où le droit pour lui de constater le corps du délit (l'aveu n'est pas le délit), de vérifier les déclarations du témoin qui vient d'avouer, de l'interroger plus avant pour contrôler l'exactitude, la véracité de l'aveu, de rechercher aussi par ses questions les éléments matériels peut être non encore découverts, qui viendront corroborer les déclarations faites et lui donner leur plein effet.

Comme il est difficile de dire à quel moment la conviction de l'enquêteur doit être considérée comme formée et démontrée la culpabilité de l'auteur d'une infraction, la Cour de Cassation s'en tient à une formalité très large, mais très sage : liberté la

plus entière pour le juge d'instruction, et validité des actes accomplis, tant qu'il n'est pas prouvé qu'en continuant à traiter en témoin celui qui deviendra un inculpé, l'action du juge d'instruction n'a pas eu pour but ou pour résultat de priver l'intéressé des dispositions protectrices de la loi de 1897 ou du Code de Justice militaire. En pratique cette intention et ce résultat sont toujours difficiles à démontrer.

IV. — Commissions rogatoires

En se fondant sur les principes ci-dessus la Cour de Cassation a rejeté un pourvoi dirigé contre l'arrêt d'une Chambre d'accusation (10 janv. 1956, *B.*, 30). Si elle avait voulu casser, elle en aurait eu le moyen cependant, comme cet arrêt le démontre.

Le juge d'instruction avait en effet, dans une information ouverte contre « X... », délivré une commission rogatoire à un commissaire de police « en vue d'effectuer conformément à la loi toutes confrontations, perquisitions, saisies et constatations utiles pour identifier le ou les auteurs, coauteurs ou complices du crime ». Or la doctrine (cf. Garçon, *La justice et le secret*, *Le Monde* du 3 janv. 1956) et la jurisprudence (22 janv. 1953, *Rec. de dr. pén.*, 1953, p. 60) condamnent les commissions rogatoires qui « revêtent la forme d'une délégation générale de pouvoirs..., abandonnant à la merci de l'agent délégué l'inviolabilité du domicile des citoyens ». Or c'était précisément là, l'erreur commise par le juge d'instruction.

Un autre arrêt (19 janv. 1956, *B.*, 81) vient fixer une jurisprudence longtemps flottante et en partie vivement critiquée, sur cette même question des commissions rogatoires.

Dans les limites fixées par la loi, qu'il importe peu de préciser ici, le juge d'instruction peut déléguer certains de ses pouvoirs à un magistrat ou à un officier de police judiciaire. On s'était demandé en particulier dans quelle mesure, un juge d'instruction ayant saisi directement un officier de police judiciaire, dont le ressort territorial se confondait partiellement avec le sien, cet officier de police judiciaire pouvait instrumenter dans les parties de son ressort non communes avec celles du juge d'instruction mandant, sans l'intervention d'un autre juge d'instruction dont le ressort se confond aussi avec celui de l'officier de police judiciaire, pour le lieu où ce dernier doit accomplir l'acte demandé (cf. 9 mars 1951, *J.C.P.*, 51.6574, 3 juin 1950. inédit, 31 janv. 1952, D., 52.215, *B.*, 318, 19 mars 1953, Vathéon, inédit).

La question est désormais tranchée, logiquement et heureusement. Un juge d'instruction pourra saisir un officier de police judiciaire dont le ressort se confond au moins partiellement avec le sien et cet officier de police judiciaire aura qualité pour agir sans autre délégation dans toute l'étendue de son propre ressort. Un juge d'instruction dont le ressort territorial est normalement l'arrondissement pourra donc donner commission rogatoire à un commissaire divisionnaire de la police judiciaire dont le ressort englobe non seulement l'arrondissement considéré, au moins partiellement et s'étend à plusieurs départements et celui-ci instrumentera en vertu de cette commission rogatoire dans tout son ressort territorial. Il est toutefois impossible de saisir le directeur de la police judiciaire et par là de faire exécuter une commission rogatoire sur tout le territoire dévolu à ce service. Le directeur de la police judiciaire est un organe administratif, non un officier de police judiciaire au sens strict du mot.

V. — Transport sur les lieux

Aucun texte ne rend expressément applicable devant les tribunaux militaires l'article 62 du Code d'instruction criminelle, sinon la disposition très générale de l'article 52 du Code de Justice militaire. Elle suffit pour que l'article 62 soit toujours observé en procèdure militaire.

Aux termes de ce texte, lorsque le juge d'instruction se transportera sur les lieux il sera toujours accompagné d'un greffier et du procureur de la République.

Malgré les termes impératifs du Code, il a toujours été admis en jurisprudence que la procédure n'était entachée d'aucune nullité si le Ministère public n'accompagnait pas le juge d'instruction et même s'il n'avait pas été avisé du transport (Montpellier, 25 juin 1846, D.P., 46.2.129 ; Pau 25 juin 1910, D.P., 12.2.89).

La doctrine estime au contraire que la présence du Ministère public est indispen-

sable (Carpentier, *Répertoire alphabétique du droit français*, v. Instruction criminelle n° 201 et s.).

L'arrêt du 17 janvier 1956 (*B.*, 64) vient entériner la position de la jurisprudence : le Ministère public requis par le juge d'instruction de l'accompagner dans un transport sur les lieux n'est pas tenu de l'accompagner. La Cour a estimé suffisants les motifs du Ministère public « jugeant inutile de prendre personnellement part à ce transport ». La formule est des plus larges. Les auteurs s'étaient demandés quelle suite devait être donnée à un refus du Ministère public d'accompagner le juge d'instruction. Le problème est résolu : le Ministère public ne refusera plus désormais de déférer aux réquisitions du juge d'instruction. Il jugera tout simplement inutile de prendre part à ce transport.

C. — AUDIENCE

I. — Composition du tribunal militaire

On sait que la composition du tribunal militaire varie avec le grade de l'accusé militaire et même avec le Corps auquel il appartient (Corps à hiérarchie propre). Que décider lorsqu'un individu militaire au moment des faits a perdu cette qualité au jour du jugement ?

La règle est que la qualité de l'accusé s'apprécie non au jour du jugement, mais au moment des faits. Par suite, l'accusé sera jugé comme militaire et le tribunal militaire sera constitué en fonction de son grade. C'est ce que rappelle l'arrêt du 17 janv. 1956 (*B.*, 65), après bien d'autres, en particulier, 4 nov. 1915, *B.*, 209, D.P., 16.1.17, 14 déc. 1939, *B.*, 40.41 ; 7 juin 1951, *B.*, 165 et arrêts cités sous 17 janvier 1956, *B.*, 65.

Il est toutefois de tradition lorsque l'accusé a été promu à un grade supérieur entre l'accomplissement des faits et le jugement, de tenir compte du grade nouveau détenu par l'accusé.

La composition du tribunal militaire — comme de toute autre juridiction pénale — pose un autre problème auquel l'arrêt du 24 janvier 1956, *B.*, 89 apporte une réponse partielle : c'est celui de l'inaptitude à juger d'un juge « qui a connu de l'affaire ».

Il est inconstestable que la loi exige des juges une complète indépendance d'esprit : ils doivent aborder le jugement d'une affaire avec un esprit vierge de toute prévention, or tel ne serait pas le cas du juge qui a connu d'une affaire. Que faut-il entendre par là ?

Aura connu d'une affaire celui qui aura pris parti sur la culpabilité de l'accusé. Tel sera le cas du juge d'instruction : son ordonnance de renvoi ou de transmission est une prise de position. Il est donc écarté de l'audience, en vertu d'ailleurs d'un texte formel, l'article 1er de la loi de 1897. Cet article n'a pas été reproduit dans le Code de Justice militaire, mais l'article 19 de ce Code suffit à lui seul sur ce point.

La même solution s'impose à l'égard des membres de la Chambre d'accusation civile ou militaire : ils prennent parti en prononçant le renvoi devant la juridiction de jugement.

Deux hypothèses — qui n'épuisent pas la question — avaient soulevé des difficultés. *Quid* du juge qui a statué par défaut et du juge qui a prononcé le renvoi à audience ultérieure ?

Les tribunaux militaires ont longtemps admis que le juge qui avait prononcé un jugement par défaut ou contumace pouvait siéger lorsque l'accusé serait jugé contradictoirement. La Cour de Cassation a condamné cette pratique (12 avr. 1934, *B.*, 70 ; 1er mars 1955, *B.*, 125). Bien que la décision du tribunal militaire soit anéantie par l'opposition (défaut) ou la présentation du condamné (contumace) ; le juge n'en a pas moins pris partie sur la culpabilité de l'accusé en le condamnant à une peine.

Par contre, tant qu'une décision n'est pas prise sur la culpabilité du condamné, le juge a qualité pour siéger. Tel sera le cas du juge qui a participé à une décision d'incompétence : si l'affaire revient devant le même tribunal militaire sur règlement de juges, il pourra faire partie de la juridiction lorsqu'elle examinera l'affaire au fond. — Tel est encore le cas du tribunal militaire qui prononce le renvoi à audience ultérieure avec ou sans supplément d'information : le juge qui a participé à cette décision aura qualité pour siéger lors de l'examen de l'affaire au fond ; 17 mars 1899, D.P., 99.1.613 ; 8 avril 1911, *B.*, 105 ; 13 décembre 1951, D.P., 52.90.

II. — Majorité (5 janv. 1956, *B.*, 17)

En temps de paix les tribunaux militaires sont composés suivant les distinctions établies par l'article 10 du Code de Justice militaire de sept ou de neuf juges.

Aux termes des articles 90 et 91, certaines des questions posées aux juges sont résolues à la majorité simple, par exemple les questions relatives aux circonstances atténuantes qui sont accordées par 5 « oui » contre 4 « non » (9 juges) ou 4 « oui » contre 3 « non » (7 juges). D'autres, par exemple celles relatives à la culpabilité, exigent pour être résolues affirmativement 6 « oui » et 3 « non » ou 5 « oui » et 2 « non ». — Si à ces mêmes questions les juges répondaient par 5 « oui » et 4 « non » ou 4 « oui » et 3 « non », c'est-à-dire si la seule majorité simple était obtenue, on se trouverait en présence de ce qu'on appelle la minorité de faveur qui équivaut à une réponse négative.

Parce que le Code, par le fait de la composition véritable du tribunal militaire (sept ou neuf juges) prévoit deux majorités différentes dans chaque hypothèse, la Cour de Cassation exige que le jugement précise de quelle majorité il s'agit : « Le Code de Justice militaire prévoit dans ses articles 10 — 90 — 91 des majorités différentes, dit un arrêt du 24 octobre 1947 (Reh Georgette, non inséré). Dès lors la réponse « à la majorité prévue par la loi » laisse incertain le point de savoir laquelle des majorités a été réellement atteinte ». — L'arrêt *B.*, 17 du 5 janvier 1956 applique tout simplement le principe posé par la Cour « attendu que le jugement constate qu'il a été voté au scrutin secret conformément aux articles 10 — 90 — 91 du Code de Justice militaire, — que dès lors la réponse affirmative aux questions posées, déclarée acquise contre les accusés « à la majorité spéciale de l'article 10 du Code de Justice militaire » ne peut s'entendre que de la majorité de 6 voix contre 3 prescrite par l'article 10 susvisé — Rejette ».

Les deux arrêts rapportés ci-dessus définissent donc clairement le problème : pour que le jugement soit considéré comme régulier lorsqu'il a été rendu par sept ou neuf juges, il doit faire mention des articles qui prévoient que la majorité requise sera de cinq ou de six voix.

Il est difficile de suivre la Cour sur ce terrain et cette exigence ne paraît pas s'imposer.

Laissons de côté le fait que l'article 10 sans autre précision, est moins explicite qu'il n'y paraît puisqu'il prévoit dans son paragraphe 1 la composition du tribunal militaire à sept juges et dans son paragraphe final la composition à neuf juges.

On notera tout d'abord que l'article 90 dans son dernier alinéa exige que « chaque juge exprime son opinion en déposant dans l'urne un bulletin imprimé ou lithographié portant l'un des mots « oui » ou « non ». — Autrement dit le juge militaire ne peut « voter blanc » c'est-à-dire n'exprimer aucune opinion. — Dans la procédure des Cours d'Assises le juré à la possibilité de déposer un bulletin blanc qui est décompté en faveur de l'accusé.

On observera ensuite que le jugement des tribunaux militaires forme un tout et, que ses mentions se complètent les unes par les autres. — La Cour de Cassation a maintes fois admis que certaines erreurs du procès-verbal restaient sans influence sur la procédure lorsqu'elles étaient rectifiées par d'autres mentions (cf. par exemple sur le serment 19 juillet 1928. Semaine juridique 1920, 1230 ; 28 fév. 1956, *B.*, 204). Or, et c'est là le point essentiel, le procès-verbal du jugement constate la composition du Tribunal militaire : on sait les noms du Président et des juges ; ceux-ci apposent leur signature sur ce document. On connait donc leur nombre, sept ou neuf sans aucun doute possible.

Si donc les mentions du procès-verbal s'éclairent les unes par les autres et se complètent, il est inutile d'exiger une référence expresse aux articles 10 — 90 — 91 du Code. Quand le tribunal militaire comprendra sept ou neuf juges, les majorités requises sont nécessairement de 5 voix contre 2 ou de 6 voix contre 3. — En particulier lorsque le tribunal militaire comprendra neuf juges, il est impensable que les questions aient été résolues par 5 voix contre 2. — On devrait donc condidérer comme suffisante la mention qu'a censurée la Cour de Cassation dans son arrêt du 24 octobre 1947. Certes celle qu'approuve la Cour dans l'arrêt du 5 janvier 1956 (*B.*, 17), sera, à plus forte raison conforme au vœu de la loi, mais tout simplement parce que « abondance de biens ne nuit pas ».

J. S.

E. Chronique de criminologie

par Jean PINATEL

Inspecteur général de l'Administration,
Secrétaire général de la Société Internationale de Criminologie.

LA DÉFINITION CRIMINOLOGIQUE DU CRIME ET LE CARACTÈRE SCIENTIFIQUE DE LA CRIMINOLOGIE

La criminologie veut être une science et comme elle est, au sens le plus strict du mot l'étude du crime, elle se propose de mettre en évidence les lois qui régissent ce phénomène (1).

Mais ce but souhaité est-il réalisable ? La question mérite d'être posée, étant donné la diversité des définitions du crime (2). Qu'est-ce donc que le crime ? Pour Littré il s'agit d'une « très grave infraction à la morale ou à la loi, ou punie par les lois ou réprouvée par la conscience ». Tarde trouve le caractére essentiel du crime dans la violation d'un droit ou d'un devoir. Enrico Ferri voit dans le crime un acte antisocial lésant un droit et ayant certains motifs. Maxwell l'entend comme « tout fait puni par les lois écrites ou coutumières d'une société politique » (1).

Cette diversité de définitions montre qu'il existe un problème de la définition criminologique du crime, problème qui a été évoqué lors des travaux du IIe Congrès International de Criminologie (Paris 1950) (2). Ce problème sera ici abordé dans une perspective méthodologique. Il s'agit de savoir si les faits qualifiés « crimes » sont susceptibles d'être étudiés scientifiquement. Autrement dit, le crime objet de notre science se prête-t-il à une étude scientifique ? Cette question revient, en définitive, à se demander si la criminologie peut être véritablement une science.

Or, pour qu'une science puisse exister, il faut que son objet réponde à certaines conditions : il doit s'agir d'un phénomène spécifique, objectif, général et susceptible d'analyse.

I. — SPÉCIFICITÉ DU PHÉNOMÈNE CRIMINEL

Il est généralement avancé que le phénomène criminel n'est pas un phénomène spécifique. Il n'est qu'un acte humain parmi d'autres actes humains, un comportement social parmi d'autres comportements sociaux. Rien, par exemple, ne le distinguerait du péché du point de vue moral ou de conduites sociales répréhensibles telles que la tricherie, la fraude aux examens, les infractions aux bonnes manières du point de vue social.

En réalité, la spécificité du phénomène criminel résulte de ce qu'il présente ce caractère unique d'être un fait interdit par les lois sous la menace d'une peine. Il s'ensuit que le commun dénominateur des criminels est le fait qu'ils ne ressentent nullement l'inhibition de la menace pénale. « La criminologie — écrivait F. Grispigni — a donc pour tâche spécifique de résoudre ce problème : comment se peut-il que certaines personnes ne soient pas retenues dans leurs actions par la menace pénale ? C'est là le problème central de la criminologie ». Et il ajoutait « Ce qui forme la caractéristique spécifique du délinquant, c'est précisément cette incapacité d'inhibition à la menace pénale, à l'accomplissement de certaines actions délictueuses. Dans un proche avenir, le résultat auquel devront tendre les criminologues, les psychologues, sera précisément la solution du problème suivant : pourquoi existe-t-il des individus incapables de se freiner par la menace pénale » ? (3).

Il n'est pas besoin d'insister longuement pour souligner toute l'importance de cet apport. Grâce à Filippo Grispigni, nous pouvons percevoir clairement que, ce qui caractérise le crime, ce n'est pas le fait qu'il viole des normes morales ou sociales, car rien ne le distinguerait alors de l'immoralité, du péché et de l'infraction aux convenances, mais le fait qu'il est, en outre, assorti d'une menace pénale. On se demande, précisait-il, « la raison pour laquelle dans tous les traités de psychologie criminelle et de criminologie ce point est complètement négligé ».

Il ne saurait être question de répondre ici à cette interrogation. Ce qu'il convient seulement de retenir c'est que la spécificité du phénomène criminel est établie.

II. — POSITIVITÉ DU PHÉNOMÈNE CRIMINEL

Il n'est de science que positive, c'est-à-dire qu'à la base de toute science, il faut un ensemble de faits, une réalité observable. Or, la positivité du crime est souvent contestée en mettant l'accent sur le fait que le crime, parce que sa spécificité est attachée à la me-

(1) L'étude scientifique du crime doit soigneusement être distinguée :

1° de la criminologie littéraire et artistique. Comp. G. Gardikas « *Quelques considérations sur le droit pénal attique et les œuvres des tragiques grecs* », *Revue de droit pénal et de Criminologie*, 1923, p. 791 et s. et 904 et s. ; G. Gautherot, « *Les drames de l'échafaud* ». *Ibid.*, 1926, p. 87 et s., 184 et s., 426 et s. ; M. Raisin-Dadre, « *Baudelaire et les Fleurs du Mal* ». *Ibid.*, 1926, p. 272 et s. ; E. Ferri, « *Dante et la psychologie criminelle* ». *Ibid.*, 1928, p. 305 et s.

2° de la criminolofie historique ou rétrospective qui avait paru essentielle à A. Lacassagne et G. Tarde. « Etudier les criminels de notre époque, c'est utile, nécessaire, mais est-ce bien suffisant pour bien comprendre ce qu'est le crime » ? écrivait Lacassagne qui ajoutait : « Nous devons nous occuper d'archéologie et d'histoire criminelles, connaître les mœurs judiciaires, les procédures et les pénalités des siècles précédents » (A. Lacassagne, « *Programmes d'études nouvelles en anthropologie criminelle* ». *Archives d'Anthropologie Criminelle*, 1891, p. 565 et s.) Trois études illustrèrent cette préoccupation : G. Tarde, « *L'archéologie criminelle en Périgord* ». *Ibid.*, p. 569 et s. A. Corre, « *Moeurs criminelles et judiciaires rétrospectives, Bretagne : Léon et Cornouaille* ». *Ibid.*, p. 585 et s. A. Lacassagne, « *L'Assassinat de Marat* ». *Ibid.*, p. 630 et s. Voir également Aubry et Corre, « *Le milieu ethnique et social* ». *Ibid.*, 1894, p. 181 et s. « *Documents de criminologie rétrospective* ». *Ibid.*, p. 322 et s. *Ibid.*, 1895, p. 72 et s., p. 310 et s. Marty, « *Recherches sur l'archéologie criminelle dans l'Yonne* ». *Ibid.*, 1895, p. 381 et s. H. Chartier : « *Etude de Criminologie rétrospective* ». *Ibid.*, 1897, p. 22 et s. « *La Médecine légale au tribunal révolutionnaire de Paris pendant la Terreur* ». *Ibid.*, 1900, p. 121 et s.

(2) *Bibliographie* : R. Garofalo, *Criminologie*, p. 1 à 52. D. Lagache, *Psycho-Criminogénèse*. Rapport général au IIe Congrès International de Criminologie Actes, P.U.F., 1955, Tome VI, p. 142 et s. H. Mannheim, *Criminal Justice and Social Reconstruction*, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1946. J. Maxwell, *Le concept social du crime. Son évolution*, Paris Alcan, 1914. Menes Correa, « *L'étude du criminel au Portugal* », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1932, p. 117 et s. A. Morris, *The concept of crime in Criminology. A book of Readings*, p. 20 et s. *Changing concepts of crime, Encyclopedia of Criminology*, p. 47 et s.

(1) Sur ces définitions voir G. Heuyer, *Histoire des doctrines en Criminologie. Revue de Criminologie et de Police Technique*, 1950, p. 171 et s. et les discussions du Ve Congrès International d'Anthropologie Criminelle d'Amsterdam. *Archives d'Anthropologie Criminelle*, 1901, p. 603 et s.

(2) Actes, Tome IV, P.U.F., 1953, p. 511 et s. Il faut, en particulier mentionner les interventions de M. Jimenez de Asua (p. 527 et s.) et de M. Grapin (p. 544 et s.).

(3) C. Erra, Le Congrès de Criminologie de Rome, *Bulletin de la Société Internationale de Criminologie*, 1952, 2e semestre, p. 9 et s. et notamment p. 19 et s.

nace pénale, se présente avant tout et surtout, comme un concept juridique. « Le délit n'est pas un être de fait, mais un être juridique » avait noté Carrara. Il s'ensuit, qu'à la différence de la maladie qui existe indépendamment de toute intervention légale, le crime est, et demeure, une matière juridique.

Cette objection peut être aisément réfutée. C'est, qu'en effet, si le crime est une notion juridique, il n'en reste pas moins que le concept légal recouvre une réalité humaine et sociale qui, en tant que phénomène, est antérieure à la loi et la motive.

Cette distinction ressort à l'évidence d'un récent et magistral ouvrage de M. Hermann Mannheim intitulé « *Criminal Justice and Social Reconstruction* » (Londres 1946). Cet auteur a très bien mis en lumière que notre époque contemporaine est placée sous le signe d'une crise de valeurs. Cette crise résulte du conflit entre les définitions juridiques existantes qui sont l'expression d'une conception individualiste et les définitions juridiques nouvelles qu'une conception collectiviste leur oppose. L'existence de cette crise est flagrante en ce qui concerne la protection de la vie humaine, où des positions nouvelles ont fait surgir des problèmes nouveaux en matière de suicide, d'euthanasie individuelle et collective (1), de stérilisation et de castration, de *birth control*, d'avortement, d'omission de porter secours. Elle est aussi attestée en matière de protection de la vie sexuelle et familiale : l'homosexualité (2),la bigamie, l'adultère (3), l'inceste, l'abandon de famille sont autant de matières autour desquelles s'élèvent des controverses passionnées. Sur le terrain de la protection de la vie économique, voici également qu'à la protection traditionnelle de la propriété privée et publique s'oppose une protection nouvelle contre la propriété privée et publique.

Or, en présence de ce conflit de valeurs, les pouvoirs politiques et légaux sont nécessairement obligés, à travers les mille sinuosités de l'évolution historique et sociale :

1° de déterminer d'abord quelles sont les valeurs qu'il faut prendre en considération ;

2° de choisir parmi ces valeurs celles qui doivent être protégées au moyen de la loi pénale et celles dont la protection peut être envisagée par d'autres méthodes.

On voit donc que ce choix est de nature technique : il s'agit d'intégrer la protection des valeurs considérées comme essentielles dans les mécanismes juridiques existants.

Ainsi est attestée la préexistence du phénomène humain et social à la loi pénale qui l'érige juridiquement en crime. En définitive la criminologie, pour reprendre une excellente formule d'Enrico Ferri, « se propose l'étude complète du délit, non comme abstraction juridique, mais comme action humaine, comme fait naturel et social » (4).

III. — Généralité du phénomène criminel

S'il est aujourd'hui presque unanimement acquis que la criminologie peut en se référant à la définition juridique du crime faire œuvre de science positive puisque ce qu'elle étudie, ce n'est pas l'entité légale ainsi précisée, mais le phénomène humain et social qu'elle recouvre, on voit par contre ici et là avancer une autre objection qui, du moins, à première vue apparaît assez grave.

Elle repose sur cette idée que le crime est, ainsi que J. Maxwell l'a souligné, un phénomène essentiellement relatif ; car il varie dans le temps et dans l'espace. Cette variabilité est telle qu'il est impossible de lui reconnaître un certain degré de généralité. Aussi bien, « en voulant trouver à tout prix un critère absolu pour définir le crime on tombe dans l'erreur et la contradiction » (5).

(1) M. Manfredini, « Eutanasia », *Dizionario di Criminologia*, Tome 1, p. 338 et s.

(2) H.C. Raffalovich, « L'affaire Oscar Wilde », *Archives d'Anthropologie Criminelle*, 1895, p. 445 et s.

(3) Comp. G. Ferrero, « Le crime d'adultère. Son passé. Son avenir », *Archives d'anthropologie Criminelle*, 1894, p. 392 et s. M. Proal, « L'adultère de la femme », *Ibid.*, 1900, p. 287 et s.

(4) E. Ferri, *Sociologie Criminelle*, p. 20.

(5) A. Hamon, par contre, s'est efforcé de définir le crime « en soi » c'est-à-dire « sous une forme valable en quelque lieu et à quelque époque que ce soit comme en physique sont définis les états gazeux, liquide, solide, la densité etc... ». Il a fini par conclure que « le crime s'entend de tout acte qui lèse la liberté individuelle » (A. Hamon, « De la définition du crime », *Archives d'Anthropologie Criminelle*, 1893, p. 242 et s.). Cette position a fait l'objet des critiques valables de Maxwell.

Or, s'il existe seulement en fonction des pays, des époques, des opinions, des faits, plus ou moins arbitrairement définis et qualifiés « crimes », on peut soutenir que, si la criminologie ouvre, sans doute, la porte à des investigations particulières, elle ne saurait conduire à des études générales. Autrement dit, la criminologie ne peut être considérée comme une science.

Cet argument est sans cesse repris et répété, ne saurait pourtant être retenu, lorsqu'il fait l'objet d'une étude approfondie.

A. — Il faut noter tout d'abord que, dans une conception large des caractères de la science, la relativité d'un phénomène ne lui ôte rien de sa valeur en tant qu'objet de science « les sciences biologiques » — a écrit J. Maxwell — sont accoutumées à n'en considérer que de semblables, la physiologie, par exemple, nous enseigne que l'alimentation varie en fonction de la température et du climat, il en est de même de l'habitation et du vêtement. La toxicité d'une substance, la virulence d'une bactérie sont également des phénomènes relatifs aux organismes individuels. C'est justement dans cette relativité, que se trouve leur importance scientifique, elle explique l'accoutumance, la mithridatisation pour les poissons, l'immunisation pour les virus, c'est à ce dernier principe que se rattachent la vaccination et les sérothérapies » (1).

B. — On peut se demander, ensuite, si la relativité du concept social du crime est aussi bien établie qu'on veut bien l'assurer, si le crime n'est pas autre chose qu'un phénomène purement conventionnel. Dans cette perspective, Garofalo a essayé de définir « *le délit naturel* » en donnant, bien entendu au mot « *naturel* » la signification de ce qui n'est pas « *conventionnel* », de ce qui existe dans une société humaine indépendamment des circonstances et des exigences d'une époque donnée, ou des idées particulières d'un législateur.

Pour ce faire, Garofalo indique tout de suite, qu'il ne suivra pas la voie « enfantine » qui consisterait à rechercher si tout ce qui est crime pour notre temps et notre société a toujours et partout eu « le même cachet, et *vice versa* ». Il renonce délibérément à la « possibilité de former un catalogue des *faits* universellement haïs et punis en n'importe quel temps ou quel lieu » et change, dans ces conditions, de méthode. Il abandonne l'analyse des actions et entreprend « celle des *sentiments* ». Pour lui « ce qu'il s'agit de découvrir, c'est si, malgré l'inconstance des émotions excitées par certains actes *différemment appréciés* par les différentes agrégations, il n'y a pas un caractère constant dans les émotions provoquées par les actes qui sont appréciés d'une manière identique, ce qui impliquerait alors une différence dans la forme, non dans le fond de la morale ».

Dans cette direction, il recherche quels sont « ces sentiments moraux élémentaires dont la violation ne peut être tolérée par une société humaine sortie de l'enfance » ? Après avoir écarté l'amour de la patrie, le sentiment religieux, la chasteté (2), le point d'honneur, il trouve à la fin que les seuls sentiments répondant à ce critère sont ceux de bienveillance et de justice, autrement dit les sentiments altruistes (3).

En ce qui concerne le sentiment de bienveillance il croit pouvoir démontrer, puis affirmer « qu'il existe un sentiment rudimentaire de *bienveillance* ou de *pitié*, possédé par toute l'espèce humaine (à quelques exceptions près) sous une forme *négative*, c'est-à-dire, abstention des cruautés inutiles à la communauté et que l'opinion publique a toujours considéré comme des crimes, les *violations de ce sentiment* dont l'objet s'est aujourd'hui agrandi par le progrès de la sympathie humaine et par la disparition de plusieurs préjugés religieux ou politiques ou de croyances absurdes ».

Quant au sentiment de justice, il correspond à la *probité*, qui fait respecter tout ce qui appartient à autrui (4).

Il faut donc entendre par *délit naturel* tout acte nuisible lésant, « non pas la partie supérieure et la plus délicate des sentiments de pitié et de probité », mais la « mesure moyenne dans laquelle ils sont possédés par une communauté et qui est *indispensable* pour l'adaptation de l'individu à la société ».

(1) J. Maxwell, *Le concept social du crime. Son évolution*, Paris, 1914, p. 43.

(2) Comp. G. Tarde, « La morale sexuelle », *Archives d'Anthropologie Criminelle*. 1907, p. 5 et s.

(3) A. Poggi, « Altruismo ed egoismo », *Dizionario di Criminologia*, Tome I, p. 21 et s.

(4) Sur les définitions naturalistes et sociologiques du crime et en particulier sur celle de Garofalo voir Jimenez de Asua, *Tratado de Derecho Penal*, Tomo III, 1951, p. 41 et s.

Cette théorie de Garofalo peut être rapprochée de celle de Durkheim qui enseignait que le crime « blesse les états vigoureux et définis de la conscience collective » (1). Elle a servi, en tout cas, à Enrico Ferri pour distinguer très nettement la criminalité atavique ou anti-humaine, d'une part, et la criminalité évolutive ou anti-sociale, d'autre part (2).

Certes la théorie de Garofalo peut encourir de mutiples et justes critiques et Tarde, en particulier, l'a combattue vigoureusement. Mais Tarde n'hésitant pas à passer de la sphère des sentiments à celle des actes est bien obligé de reconnaître, que l'on peut retenir de la doctrine de Garofalo, « une seule chose » ; mais c'est l'essentiel à savoir que « certains actes spécifiés ont été de tout temps considérés comme criminels, notamment le fait de tuer ou de voler une *personne du groupe social dont on fait partie* ». Mais tel acte prohibé, à l'intérieur du groupe social élémentaire « devient permis au-delà de ces limites ». L'histoire de la civilisation se résume, selon lui, dans un élargissement progressif du domaine de la morale (3).

C. — La généralité du phénomène criminel qui se dégage sur le terrain des sentiments violés par le crime dans la société est confirmée lorsqu'on envisage le crime à travers les mécanismes psychologiques qu'il met en œuvre chez le criminel. Dans cette direction, M. D. Lagache précise que le crime se caractérise par un trait constant, c'est le conflit entre le comportement et le groupe dans lequel il s'exerce. Il s'ensuit qu'il peut être défini comme « une agression dirigée par un individu ou plusieurs individus membres d'un groupe contre les valeurs communes à ce groupe ». C'est là le mécanisme psychologique qui se retrouve dans toutes les activités criminelles, celui qui assure au phénomène criminel sa généralité.

Ainsi le phénomène criminel est un phénomène général, mais est-il susceptible d'analyse ?

IV. — Possibilité d'analyse du phénomène criminel

Le phénomène criminel se présente à nous avec une complexité telle qu'il semble *a priori* rebelle à toute analyse. Mais, sur ce point encore, on peut montrer qu'il est possible de décomposer le phénomène criminel en ses éléments fondamentaux.

Pour ce faire, on peut se référer valablement à une allégorie géométrique, dont nous avons trouvé l'idée chez Mendès Correa (4). Imaginons un cône et plaçons au sommet l'acte criminel. Les conditions biologiques et sociales en occuperont la circonférence basilaire, la périphérie de la base, la personnalité du délinquant sera au centre de la base, la situation pré-criminelle dans laquelle il se trouve, se trouvera localisée dans l'axe du cône. Des génératrices peuvent relier directement les conditions biologiques (par exemple en cas d'état de nécessité) à l'acte délictueux, mais dans la majorité des cas, les conditions biologiques et sociales n'ont qu'une influence indirecte sur le crime par l'intermédiaire de la personnalité et de la situation. Finalement, la position de la situation est axiale dans notre schéma. Il faut ajouter que si les conditions du milieu physique ne sont pas figurées dans ce schéma, ce n'est pas parce qu'on leur refuse *a priori* de l'influence, mais parce qu'on suppose le cône plongé dans ce milieu.

Cette allégorie géométrique montre très clairement les éléments qu'il convient d'analyser lorsqu'on veut aborder l'étude du phénomène criminel :

1° il faut, en premier lieu, se pencher sur les conditions physiques du milieu géographique dans lequel il se produit ;

2° il est nécessaire, en deuxième lieu, de situer les conditions biologiques et sociales qui ont eu une influence sur sa production ;

3° il est indispensable, en troisième lieu, d'étudier, la personnalité du sujet ;

(1) E. Ferri, *Sociologie Criminelle*, p. 91 et s.
(2) E. Ferri, *ibid.*, p. 80 et s.
(3) G. Tarde, *Criminalité comparée*, p. 29.
(4) L'allégorie géométrique de Mendès Correa a été exposée dans une précédente chronique. Il est possible de s'y rapporter et de voir les nuances qui la séparent de celle à laquelle il nous a paru finalement nécessaire de nous arrêter (comp. J. Pinatel, *Nature de la Criminologie*, cette *Revue*, 1955, p. 710 et s. et spécialement p. 713).

4° il est de rigueur, en quatrième lieu, de préciser la situation pré-criminelle dans laquelle il s'est trouvé ;

5° il est important, en cinquième lieu, d'individualiser à partir de la situation pré-criminelle les mécanismes du passage à l'acte et les modalités de ce dernier.

Il est bien évident qu'une telle analyse ne présente rien d'original et pourrait être effectuée également pour expliquer un acte non criminel. Il suffit de renvoyer à ce qui a été déjà dit au sujet de la spécificité du phénomène criminel pour réfuter cette objection.

En définitive le crime, objet de la criminologie, se prête à une étude scientifique et la criminologie peut donc être véritablement une science qui, selon la récente et excellente formule de M. D. Lagache pourrait « être à la morale quelque chose comme la psychopathologie à la psychologie » (1).

(1) D. Lagache, « Réflexions sur De Greeff et le crime passionnel » in *Autour de l'Œuvre de M. E. de Greeff*, Tome I, p. 67.

F. Chronique pratique d'instruction criminelle

LES XII[e] SESSIONS D'ÉTUDES DES JUGES D'INSTRUCTION ET DES MAGISTRATS DU PARQUET

par Claude DEVISE
Président de Chambre à la Cour d'Appel de Paris.

Pour comprendre le caractère un peu particulier de cette session d'études, il n'est peut être pas inutile de résumer les idées qui ont présidé à la création de ces sessions.

Les détracteurs de la chose judiciaire, lorsqu'ils se déchaînent sur un malheureux juge d'instruction isolé dans son arrondissement, perdent trop souvent de vue les difficultés de tous ordres auxquelles ce magistrat doit faire face. Tous les magistrats, quelle que soit leur fonction, ont à se pencher sur des problèmes qui, bien souvent supposent des connaissances techniques leur permettant de comprendre les circonstances de fait et de se former une opinion et d'en déduire la solution juridique qui s'impose.

Devant les juridictions civiles, la question se pose avec une acuité moindre : la sage lenteur avec laquelle se déroulent les différents épisodes de la procédure, les échanges de conclusions qui permettent aux parties de ne laisser aucun argument de l'adversaire sans réponse, la faculté pour le juge de ne rendre sa sentence que lorsqu'il s'estime complètement éclairé évitent, dans la plupart des cas, toute complication. Mais, au pénal et spécialement pour le juge d'instruction, puisqu'en principe, c'est ce magistrat qui a à connaître le premier de toutes les affaires présentant un certain caractère d'importance il en est différemment. Ici, il faut aller vite et à coup sûr, quelle que soit la nature de l'affaire.

On peut très bien concevoir qu'un magistrat ait, dans la même semaine, parfois dans la même journée, voire même dans la même heure, à prendre diverses décisions urgentes, par exemple, dans un crime de sang, un accident de chemin de fer et une banqueroute frauduleuse. Même en dehors du cas d'urgence, la décision que prend le juge d'instruction imprimera à la procédure une marche que l'on ne pourra plus modifier par la suite par exemple l'arrestation d'un individu soupçonné, l'autopsie d'un cadavre, la décision de ne pas saisir une voiture accidentée, pour ne citer que des cas courants et visant des infractions très différentes.

L'extrême diversité des affaires est un agrément pour l'esprit, mais aussi une source de difficultés car le magistrat n'est pas toujours très bien préparé à aborder des techniques qui lui sont étrangères. Le magistrat qui vient d'être nommé n'a pas obligatoirement une pratique judiciaire quelconque. Certains d'entre eux ont des connaissances superficielles qu'ils ont pu acquérir dans l'exercice de leurs fonctions d'avocat stagiaire ou au cours de leur stage d'attaché. Mais beaucoup apprennent les rudiments de la profession en compulsant « Le Poittevin » dans leur premier poste, encore heureux si une délégation prématurée ne leur impose pas des responsabilités qui sont hors de proportion avec leur expérience. De toute façon, le défaut de connaissances techniques est un lourd handicap, de même que le manque de pratique.

Au premier argument, on répond généralement, mais il y a les experts. Bien sûr, il y a les experts, heureusement. Mais, sur le plan judiciaire, l'expertise peut soulever parfois de graves critiques. La plus fréquemment invoquée et aussi la plus grave est la facilité avec laquelle le magistrat ordonne une expertise dont il accepte les résultats les yeux fermés. On a été jusqu'à parler de « démission » du juge.

D'autres critiques portent sur le choix des experts recrutés sans qualification professionnelle suffisante et parfois d'une impartialité discutable. Il est évident que dans les petits tribunaux (les anciennes « troisièmes ») le recrutement d'experts qualifiés et indépendants est d'autant plus difficile que le Ministère de la Justice ne dispense pas les honoraires d'expertise avec une prodigalité excessive ! Et puis, la lecture d'un rapport d'expertise suppose un minimum de connaissances techniques permettant de suivre le raisonnement de l'homme de l'art et de comprendre la discussion qui s'instaure généralement entre l'expert et la défense (1).

D'ailleurs, même avant le dépôt du rapport, le magistrat instructeur doit, par une intelligente pratique, « entrevoir » la technique avant l'expert, ne serait-ce que, d'abord, pour choisir ce dernier, ensuite pour rédiger la mission, l'importance de ce dernier élément étant trop souvent méconnue. C'est ce minimum de connaissances techniques qui souvent fait défaut au juge d'instruction. La plupart s'en rendent compte et voudraient pouvoir se documenter, mais où et comment ?

Certes, il existe une documentation sur tous les sujets, mais où la trouver ? De nombreux ouvrages techniques traitent toutes les questions possibles et imaginables mais ils ne sont connus que des professionnels et d'ailleurs difficiles à trouver ; encore heureux, s'ils ne sont pas rédigés dans une langue étrangère. Le juge d'instruction n'a pas les moyens matériels de se procurer cette documentation, surtout lorsque la nature de l'affaire nécessite une décision rapide. S'il n'a pas, par suite d'un hasard heureux ou d'une exceptionnelle culture générale, des notions sur la question, s'il ne trouve pas dans les ouvrages pratiques (2) les indications nécessaires, il est contraint de marcher à l'aveuglette et c'est très grave car ses initiatives peuvent entraîner l'insuccès ou la réussite de l'information dont il est chargé.

Une autre difficulté existe pour les juges d'instruction surtout pour les novices. C'est la complexité extrême des services de police judiciaire. Ils connaissent en général, très bien ceux avec lesquels ils sont en relations quotidiennes : gendarmerie et police locale, assez bien la brigade régionale de police judiciaire, mais les autres leurs sont moins familières. Aussi, ignorant à quelle porte frapper et l'étendue de leurs attributions, préfèrent-ils s'abstenir d'avoir recours à eux et se privent ainsi du concours d'auxiliaires qui sont d'autant plus précieux qu'ils sont spécialisés.

Et même, dans l'utilisation des services locaux, l'expérience a dégagé quelques principes : à quoi bon commettre un commissaire de police locale lorsque les investigations sont à faire en dehors des limites de sa circonscription ou un service civil lorsque des militaires peuvent être mis en cause ? Suivant une expression souvent utilisée, le magistrat instructeur a, à sa disposition, un « clavier » de la police ; encore faut-il qu'il sache en jouer.

Enfin, on peut penser à la situation dans laquelle se sont trouvés beaucoup de magistrats qui ont débuté en province. C'est l'isolement.

Mettons-nous à la place du jeune juge qui vient d'être affecté comme titulaire à un cabinet d'instruction n'ayant fait pendant sa suppléance que des intérims sans histoire et qui se trouve, du jour au lendemain, chargé de plusieurs affaires délicates. Il a l'initiative de ses actes d'instruction, il a la responsabilité de mener à bien sa procédure ; mais il ne lui est pas interdit de s'entourer de conseils. Auprès de qui peut-il les trouver ?

Dans certains cas, il pourra trouver un secours auprès des chefs du Tribunal ou d'un magistrat plus ancien, à la condition que ceux-ci aient eux-mêmes des lumières sur le point en question.

---

(1) Voir sur cette question l'article de M. Monzein dans le « Pouvoir judiciaire » n° d'avril 1956.

(2) Il est superflu de rappeler aux lecteurs de la *Revue*, les précieux conseils pratiques qu'on peut trouver dans les ouvrages classiques : *Dictionnaire des Parquets* de Le Poittevin dont une nouvelle édition vient de paraître. *Manuel du juge d'instruction* de Marcy revu par Gabolde ; *Fichier pénal* de Gollety, Liotard et Vassogne constamment tenu à jour etc...

A Paris, bien sûr, la question ne se pose pas, le magistrat embarassé frappe à la porte d'un de ses collègues soit parce que ce dernier est spécialisé dans la matière dont il s'agit, soit parce qu'il le considère comme susceptible de le documenter utilement. Dans les grandes villes, la situation est la même ; mais dans les petites, le magistrat ressent durement son isolement. S'il n'est pas en relations personnelles avec d'autres collègues, il pourra rester des années sans rencontrer un autre juge d'instruction à qui il pourrait poser des questions sur les sujets qui l'embarassent.

Le fait de réunir des magistrats pour, même en dehors de séances de travail, leur permettre d'avoir des contacts, constitue un élément intéressant pour la formation professionnelle.

Ce sont, parmi bien d'autres, ces idées qui ont amené certains magistrats à préconiser une formation professionnelle pour les juges d'instruction. De quelle façon serait donnée cette formation ?

Au cours de conversations privées, diverses idées avaient été préconisées. Celle d'un bulletin confidentiel avait été émise bien que son exécution ait été de nature à soulever des difficultés inextricables. Celle d'un stage avait été retenue comme la plus favorable. Elle ne reçut tout d'abord qu'un accueil réticent, mais à une certaine époque, en (1949) la Chancellerie sous l'impulsion de la Direction de l'Education Surveillée décida la création d'un stage des juges des enfants. Les magistrats qui s'intéressaient à l'instruction pensèrent que dès lors que le ministère acceptait le principe d'une formation pour les magistrats d'une spécialité, le principe devait être valable pour tous les magistrats spécialisés.

De son côté, le Directeur des affaires criminelles avait pu se rendre compte, par l'examen des procédures, des lacunes qui existaient dans la formation professionnelle des magistrats instructeurs. Il appuya le projet d'un stage pour les juges d'instruction de sa haute autorité. Plusieurs membres du Conseil supérieur de la Magistrature s'intéressèrent à l'affaire et le Garde des Sceaux accepta le principe de la création d'un stage réunissant à Paris, un petit nombre de juges d'instruction de province.

Une réunion préparatoire eut lieu Place Vendôme .Présidée par le Garde des Sceaux, elle élabora le premier programme. Il y fut décidé que la session d'études aurait lieu à Paris du 13 au 18 juin, réunissant 30 jeunes juges d'instruction de province ; que les stagiaires devaient être indemnisés de leurs frais de voyage et percevoir pendant leur séjour l'indemnité de frais de mission correspondant à leur grade ; qu'ils seraient désignés par le Ministre sur proposition des chefs de Cour, que les Conférenciers apporteraient un concours bénévole (1).

De même, les grandes lignes du programme furent arrêtées comprenant : organisation de la Sûreté Nationale (une journée) de la Préfecture de Police (une matinée), de la C.I.P.C. (2 heures), de l'Identité Judiciaire (1 journée), Médecine Légale et Toxicologie (1 journée), Psychiatrie (une demi-journée) et S.N.C.F. (une demi journée).

Mais surtout, les directives suivantes furent adoptées : le stage devait avoir un caractère essentiellement pratique et il convenait d'éliminer du programme toutes les matières pouvant s'apprendre dans un livre. Enfin, il était prévu que la première réunion n'aurait lieu qu'à titre d'essai et que l'expérience ne serait renouvelée qu'en cas de réussite.

La session s'ouvrit donc à la date fixée. Elle était attendue avec quelque curiosité par les Hauts-Magistrats qui avaient accordé leur patronage, par les stagiaires et aussi par l'encadrement. Dans l'ensemble, si de nombreux points de détail nécessitèrent par la suite des rectifications, les exercices se déroulèrent conformément aux prévisions et, surtout, l'attitude des stagiaires quelque peu contractée au début se révéla très encourageante. A ce moment, fut inauguré le système de la critique.

La S.E.J.I.P. étant organisée uniquement pour les stagiaires, il était normal que les appréciations sur son fonctionnement émanent d'eux. Aussi après leur retour à la résidence, la Direction du Personnel demanda à chaque participant de transmettre, par la voie hiérarchique une appréciation détaillée sur le stage indiquant notamment les exercices qui leur avaient donné satisfaction, les exercices qui leur avaient déplu, enfin les exercices qu'ils auraient désiré voir inscrire au programme.

Les rapports des premiers participants prouvèrent suffisamment l'intérêt qu'ils

(1) Depuis, un décret du 10 décembre 1948, plusieurs fois modifié, permet d'accorder une rémunération à certains conférenciers.

avaient apporté à la session pour qu'on décidât de poursuivre l'expérience. D'autre part, le nombre des magistrats qui demandaient à participer au stage était surtout dans certains ressorts, très élevé. Ainsi les dirigeants, en plein accord avec la Chancellerie, décidèrent de faire deux sessions par an. C'est ainsi qu'une deuxième session eut lieu du 14 au 19 novembre 1949. Puis, elles se succédèrent, la troisième, du 5 au 16 juin 1950, la quatrième, du 13 au 24 novembre 1950, la cinquième, du 18 au 29 juin 1951, la sixième du 19 au 30 novembre 1951, la septième, du 16 au 27 juin 1952, la huitième, du 24 novembre au 5 décembre 1952. En 1953, les dirigeants estimèrent que, pour soulager le personnel d'encadrement et surtout les conférenciers auxquels on demandait de renouveler leur travail deux fois dans l'année, la session deviendrait annuelle. C'est ainsi que la neuvième eut lieu du 15 au 26 juin 1953, la dixième du 10 au 25 mai 1954, la onzième, du 25 avril au 10 mai 1955 et la douzième, du 6 au 22 juin 1956.

Avant d'aborder l'étude du programme des sessions, il convient de donner quelques indications sur les détails matériels communs à tous les stages.

Durée. — Comme on a pu le voir dans l'énumération des sessions la durée s'est considérablement allongée : de huit jours au départ, le stage est passé à 12 jours, puis 16 jours pour être maintenant fixé à 17 jours. Cet allongement a été provoqué d'abord par l'extension des programmes auxquels de nouveaux exercices ont été ajoutés et, surtout, par les critiques justifiées de quelques stagiaires qui se plaignaient de la fatigue occasionnée par des journées trop remplies.

Actuellement, la durée semble suffisante pour permettre aux stagiaires de suivre sans fatigue excessive un programme chargé sans pour autant désorganiser de façon sensible le fonctionnement de leur cabinet d'instruction ou de leur parquet.

Date. — Lorsqu'il existait deux réunions par an, elles avaient lieu en juin et en novembre. Cette dernière posait pour les exercices extérieurs des problèmes ardus qui sont heureusement supprimés. Le choix de la date, d'ailleurs, en général n'est pas facile, car il convient, d'une part, de tenir compte du calendrier judiciaire (vacances de Pâques et grandes vacances) et des jours fériés et, d'autre part, des convenances des conférenciers souvent appelés à cette époque à participer à des congrès à l'étranger.

Régime. — Le régime du stage, à la différence du stage du juge des enfants, est l'externat, seul compatible avec les déplacements des stagiaires et des conférenciers. Ce sont les stagiaires qui choisissent leur logement ; certains d'entre eux descendent chez des parents ou des amis, d'autres dans des hôtels recommandés par le service social du Ministère de la Justice. C'est également le service social qui pourvoit à leurs repas qui, pour la plupart de nos collègues sont pris au restaurant coopératif du Palais Royal où des places leurs sont réservées, tout au moins pour le déjeuner.

Enfin, pour contrebalancer l'austérité des programmes, on s'est efforcé de procurer aux stagiaires divers moments de détente. Outre les visites traditionnelles de la Conciergerie et de la Sainte Chapelle, certains directeurs de théâtres, subventionnés ou non, ont bien voulu nous accorder des places pour les pièces en vogue. Quelques-uns de nos collègues ne se cachent nullement d'avoir profité au maximum de ces facilités et d'être sortis tous les soirs, ce qui ne les a pas empêchés de suivre allègrement tous les exercices.

Encadrement. — Les magistrats chargés de l'organisation et d'accompagner les stagiaires au cours de leurs exercices sont en majorité, les mêmes depuis le début de l'organisation ; les autres, appelés à la Cour de Cassation n'ont pas pu concilier le service absorbant de la Cour Suprême avec la session d'études et ont été obligés d'abandoner cette dernière. Actuellement, c'est toujours M. Besson, Procureur général près la Cour de Cassation, qui supervise la session d'études des Juges d'Instruction de Paris de même d'ailleurs que celle des juges des enfants. Il est assisté de M. Gollety, Premier Juge d'Instruction et du signataire de ces lignes. Nous sommes aidés dans notre tâche par deux magistrats de la direction du personnel qui remplissent les fonctions de secrétaires et par un attaché stagiaire assistant.

Stagiaires. — La désignation des magistrats devant suivre le stage a subi diverses modifications. Tout d'abord, il était uniquement réservé aux juges d'instruction de 2e et de 3e classe. Puis les organisateurs ont estimé que le magistrat du Parquet chargé de régler les procédures d'un juge d'instruction devait avoir les mêmes connaissances que ce dernier. On y a donc fait participer les susbtituts. Par la suite, à la demande expresse de certains magistrats exerçant leurs fonctions dans les tribunaux de première classe, on en a convoqué quelques-uns. Les résultats ont été très encourageants car

beaucoup d'entre eux apportent dans les discussions qui suivent les conférences des points de vue basés sur leur expérience personnelle.

La 4e session (décembre 1950) comporta une innovation. On admit — cette fois, au stage, outre les juges d'instruction et substituts de 2e et 3e classe formant le contingent normal, une trentaine d'attachés stagiaires reçus au concours d'entrée dans la magistrature mais non encore nommés, et que, faute d'un autre vocable, on a qualifié d'*impétrants*. Certes, le nombre des stagiaires et le dynamisme des impétrants donnèrent à cette session un caractère extrêmement pittoresque et sympathique. Mais, les résultats techniques furent désastreux. Les impétrants, naturellement dépourvus de toute pratique, ne s'étaient jamais trouvés en présence de difficultés, n'en soupçonnaient pas l'existence et n'apportaient qu'un intérêt poli, mais médiocre, aux solutions préconisées.

De l'avis unanime, cette expérience fut abandonnée. Elle fut cependant utile, car on a pu en dégager trois principes :

a) Ne pas faire participer à des sessions d'études des magistrats dépourvus d'expérience pratique (un minimum d'un an de fonction à l'instruction et au Parquet est indispensable).

b) Ne pas constituer un auditoire hétérogène : les conférenciers qui suivent les réactions de leurs auditeurs sont déconcertés lorsqu'ils sentent que certains d'entre eux désirent s'en tenir à des notions élémentaires, alors que d'autres plus avertis recherchent à approfondir la question.

c) Ne pas constituer des auditoires trop nombreux. Bien qu'au cours de cette session tous aient fait preuve d'une excellente discipline, le grand nombre est une source de désordre et de retard qui sont très gênants lorsqu'on doit suivre un horaire strictement minuté.

Outre les magistrats de province désignés pour suivre le stage, un certain nombre de parisiens sont admis à suivre certains exercices et non des moindres, puisque parmi eux, nous avons pu compter des directeurs du Ministère, les procureurs adjoints, des juges d'instruction et des substituts du Parquet de la Seine. M. Aydalot, Procureur de la République, qui a suivi nos efforts depuis le début, nous a fait, à plusieurs reprises, l'honneur d'assister à certaines séances. Les Magistrats de la Chancellerie ont également la facilité d'assister aux stages.

A l'heure actuelle, le nombre des magistrats ayant suivi l'ensemble des exercices s'élève exactement à 400 : sur ce nombre, 4 ne figurent plus à l'annuaire (3 démissionnaires, 1 décès) deux sont en congé de longue durée, deux ont été affectés à la Magistrature d'outre-mer, quatre dans les Tribunaux d'Afrique du Nord, Martinique et Guadeloupe. Certains autres exercent actuellement leurs fonctions à la Chancellerie : 8 délégués, 5 attachés titulaires, 16 dont 3 M.A.C. (à noter que parmi eux sont comptés les secrétaires du stage) 3 au Tribunal de la Seine (1 Substitut, deux Juges d'Instruction délégués). Enfin 369 sont affectés à divers postes dans la France métropolitaine (Corse comprise) 48 occupent des postes du siège, 42 sont encore juges suppléants, 160 juges d'instruction titulaires, 13 juges suppléants chargés de l'instruction, 7 anciens stagiaires sont procureurs de la République et 98 Substituts.

Pour permettre d'apprécier le rendement quantitatif du stage, il faut noter qu'il existe actuellement en France (métropole, Corse comprise) 334 postes de juges d'instruction titulaires (95 de 1er classe et 239 de 2e classe) 16 postes de juges suppléants chargés de l'instruction (10 dans les tribunaux de 1re classe et 6 dans les 2e classe) 214 postes de Substituts (100 de 1re classe et 114 de 2e classe).

La répartition géographique des magistrats ayant suivi le stage est irrégulière ; en effet, dans les débuts, on désignait un stagiaire par ressort ce qui naturellement favorisait les ressorts où l'effectif est peu élevé. Par contre les ressorts comprenant de nombreux magistrats ont eu une proportion plus faible. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, les ressorts de Bastia, Chambéry, Agen, Bourges, Limoges et Orléans ont une forte proportion d'anciens stagiaires à l'instruction et au Parquet. Les ressorts les plus défavorisés à cet égard sont dans l'ordre, Paris, Aix, Douai, Rennes et Lyon.

Il faut signaler que, d'après les stagiaires eux-mêmes la session d'études n'est pas appréciée de la même façon dans tous les ressorts. Si, dans certains ressorts, l'enthousiasme est des plus modéré, dans d'autres, au contraire, tous les magistrats n'y ayant pas participé sont volontaires pour la prochaine session. Ce fait ne peut que réjouir les dirigeants qui ont toujours pensé que la meilleure propagande pour l'organisation est celle qui est effectuée par ceux qui y ont participé.

Actuellement, la désignation des stagiaires est faite par le Directeur général des stages et le Directeur du personnel sur proposition des chefs de Cours.

Programme. — L'idée directrice de la session d'études était la suivante : *le programme devait être établi par les stagiaires pour les stagiaires.* On est toujours resté respectueux de ce principe. Naturellement, les sept exercices choisis au début, qu'on peut considérer comme des exercices de base, ont été maintenus, mais on en a ajouté d'autres qui, d'ailleurs, ont été soit transformés soit même supprimés par la suite.

Nous avons dit plus haut que tout magistrat ayant suivi le stage devait rédiger un rapport en indiquant les exercices qui lui avaient paru utiles, ceux qui l'avaient moins intéressé et enfin ceux qu'il préconisait dans l'avenir. Tous les rapports sont lus et relus avec beaucoup d'attention, toutes les critiques sont examinées une par une en vue de la modification ou même de la suppression de l'exercice incriminé. De même, les suggestions font l'objet d'un examen attentif surtout sur le plan intérêt général et possibilité de réalisation. Lorsque une idée est intéressante et qu'on peut le faire, on essaie de monter un exercice pour la session suivante à titre d'expérience et on attend l'appréciation des stagiaires.

C'est un travail de longue haleine et on ne peut pas tenir compte uniquement des observations des stagiaires de la session qui vient de se terminer. Il convient de se souvenir de celles de ceux qui les ont précédé. Nous avons constaté qu'une conférence qui avait réalisé le maximum d'éloges aux sessions précédentes faisait l'objet de jugements acerbes au cours d'une session suivante : nos collègues ont l'esprit critique très développé et il suffit de bien peu de choses pour encourir une appréciation sévère : une maladresse de parole d'un conférencier, un manque de forme de ce dernier, même un retard dans l'horaire ou une installation matérielle défectueuse ! Mais comme au moins un des dirigeants assiste à toutes les conférences, on peut rectifier un jugement occasionnel qui n'affecte en rien la valeur intrinsèque de l'exercice.

Cependant, dans l'ensemble, c'est la majorité des stagiaires qui nous guide dans le choix des exercices. Il n'est naturellement pas défendu, cependant, de tenir compte également de l'actualité ; diverses conférences peuvent paraître utiles pour mettre au point une question controversée ou délicate.

Enfin, certaines suggestions peuvent être prises en considération : rappelons qu'à l'occasion d'une session déjà ancienne, lorsque le projet de programme avait été soumis au Garde des Sceaux, ce dernier (1) suggéra d'y insérer un exercice sur les accidents d'aviation et depuis cette date, une après-midi entière est consacrée à ce sujet.

Nous allons maintenant à titre d'exemple, indiquer certains des exercices qui figurent habituellement (ou ont figuré) au programme des sessions d'études, en essayant de suivre un ordre logique divisant les matières en deux groupes : celles ayant trait à la pratique judiciaire générale et celles qui se rapportent aux techniques spéciales.

I. — Pratique judiciaire générale

La question la plus importante à classer sous cette rubrique est incontestablement la police judiciaire. Le magistrat est obligé d'avoir recours à divers auxiliaires. Il doit d'abord les choisir et ensuite les contrôler. Mais, pour les choisir, il est nécessaire qu'il connaisse les divers services qui sont à sa disposition, leurs spécialités, leur compétence, leurs méthodes. Beaucoup de nos collègues reconnaissent loyalement qu'ils ont appris au cours de la session le nom et les attributions d'un certain nombre de services dont ils ne soupçonnaient pas l'existence.

D'autre part, le juge qui délivre une commission rogatoire, même générale, à un service de police n'est pas pour cela dessaisi de l'affaire. Il doit en surveiller très exactement et très minutieusement l'exécution. C'est pour avoir perdu de vue ce principe que quelques magistrats instructeurs ont éprouvé de sérieuses difficultés que l'opinion publique, bien sévère à leur égard, ne leur a pas pardonnées.

La série d'exercices sur cette matière débute par une conférence de M. Gollety sur la police judiciaire : conférence d'orientation au cours de laquelle tous les services sont passés en revue avec leurs caractéristiques. Le conférencier donne ensuite des indications sur les éléments qui doivent présider au choix d'un de ces services plutôt qu'à un autre,

(1) C'était alors M. René Mayer.

suivant la nature de l'infraction, son caractère local ou régional, isolé ou en série etc. Puis, il expose les principes et les modalités de la surveillance et du contrôle que le juge d'instruction doit exercer sur ses auxiliaires. Enfin, il entretient ses collègues des commissions rogatoires, de leur forme et des nullités qu'elles peuvent encourir.

Le même jour, une autre réunion a lieu sur le même sujet. Mais cette fois, ce sont les stagiaires qui font part de leurs réflexions sur la conférence du matin. Ils exposent les difficultés qu'ils ont pu rencontrer dans leur carrière et la façon dont ils les ont résolues. Chaque solution est passée au crible par tous les assistants.

Il y a lieu de noter qu'à la session d'études, jamais personne n'inspire de directives. Dans une affaire déterminée, un magistrat expose son point de vue qui est discuté par les autres et le conférencier. On suggère plusieurs solutions, on examine pour chacune d'elles les avantages et les inconvénients et le conférencier, tout en marquant sa préférence pour une des solutions, précise bien que chaque magistrat reste libre d'en adopter une autre.

La Sureté Nationale fait l'objet d'études qui ont lieu dans ses locaux, rue des Saussaies et Boulevard Gouvion Saint-Cyr. Un exposé d'ensemble décrit son organisation au sein du Ministère de l'Intérieur et l'articulation de chacune des directions qui la composent, en insistant spécialement sur la direction de la police judiciaire ; sont successivement examinées, les polices urbaines, police d'Etat et les brigades régionales de police judiciaire. Enfin, il aborde la question de synthèses et des brigades spécialisées dont beaucoup de stagiaires déclarent ignorer l'existence.

Au cours d'une autre séance, les stagiaires approfondissent le fonctionnement de certains services : police de l'air, sur les attributions en matière d'accident d'aviation. Cet exposé aurait sa place logique au cours de l'exercice consacré à l'aviation. Mais les nécessités des horaires ne le permettent pas.

La police économique de la sureté nationale est présentée par son sous-directeur, M. Theus. Les activités de cette sous-direction sont multiples : escroquerie aux dommages de guerre, fraude en matière d'exportation de devises, de contributions directes et indirectes, escroqueries aux loyers, les faux tableaux, les faux billets et toutes les contrefaçons depuis la haute couture, jusqu'aux brevets les plus mystérieux... Les chefs de section relatent chacun une affaire particulièrement compliquée et il est curieux de constater l'intérêt que présentent ces affaires ardues et toujours délicates lorsqu'elles sont clairement exposées par des fonctionnaires spécialisés.

Les stagiaires se rendent ensuite au fort de Romainville où *la Gendarmerie* leur est présentée par le Colonel Fouche, spécialiste des questions techniques de l'arme. Après un court historique, il traite du rôle de la gendarmerie dans la police judiciaire et de ses moyens d'action en mettant l'accent sur la modernistaion de ces moyens (transports, radio, photographie, chiens policiers, etc.).

Puis le fonctionnement des trois grands fichiers de l'arme est expliqué : *a*) Fichier national des recherches ; *b*) Fichier des étrangers ; *c*) Fichier de la batellerie.

La Préfecture de police a, avec les juges d'instruction de province, des rapports moins fréquents que les autres services. Cependant, il est indispensable de connaître son fonctionnement pour se rendre compte des difficultés qui peuvent survenir dans l'exécution des notes et commissions rogatoires. 36 Quai des Orfèvres, les stagiaires sont reçus par le Directeur et ses collaborateurs qui exposent les caractéristiques des divers services de la police judiciaire ; une rapide visite du service des archives termine l'exercice.

Pour la première fois en 1956, l'O.I.P.C. (Organisation Internationale de Police Criminelle) ancienne C.I.P.C. en la personne de M. Sicot, Secrétaire général, en même temps qu'elle informait les stagiaires de son changement de dénomination, les recevait dans son nouvel hôtel de la rue Paul Valéry. M. Nepote, Commissaire principal, leur a exposé l'organisation et le fonctionnement de l'organisation, les rapports des Bureaux centraux nationaux entre eux, ses moyens et ses zones d'action. Enfin, il a donné quelques exemples de procédures récentes au cours desquelles des malfaiteurs internationaux ont pu être identifiés et arrêtés dans des affaires mettant en jeu plusieurs services de polices étrangères.

Outre l'étude des organismes qui participent à la police judiciaire, un certain nombre d'exercices concernent les services permettant auxdits organismes d'accomplir leur tâche.

C'est ainsi qu'indépendamment des autopsies dont il sera parlé ci-après, une journée

entière est consacrée à l'Institut médico-légal aux différents *travaux de laboratoire de médecine légale*. M. le Professeur Derobert et M. le Docteur Le Breton entretiennent leurs auditeurs du sang (groupes sanguins, facteur Rhésus, application à la recherche de la paternité et les limites de cette application) puis, la technique des prélèvements de sang et le dosage d'alcool, spécialement en matière d'accidents de circulation. Enfin, les conférenciers traitent de l'identification des taches et de l'identification des cadavres.

Une matinée entière est consacrée à la visite du Service de l'*Identité Judiciaire* sous la conduite du Commissaire, chef du service, et de ses collaborateurs. Après une brève station dans les nouvelles salles de mensuration du dépôt de la Préfecture de Police pour l'établissement des fiches anthropométriques, les stagiaires visitent successivement la grande galerie des sommiers judiciaires, puis la dactylotechnique où ils assistent à des recherches d'empreintes faites par les officiers de police du service, la photographie et enfin, le laboratoire de police scientifique où on leur montre, entre autres, la manière expresse de déceler la falsification d'un document.

La plus grande partie de l'après-midi du même jour est consacrée à un exposé sur la police scientifique : constatation sur le lieu du crime, reconstitution, prélèvements, arme (trajectoires et calibre).

L'identification du malfaiteur étant terminée, il reste au juge d'instruction à déterminer son degré de responsabilité, élément indispensable dans presque toutes les affaires criminelles et utile dans beaucoup d'affaires correctionnelles. M. le Docteur Gouriou, médecin chef de l'hôpital psychiatrique de Villejuif fait une conférence sur l'*examen psychiatrique*, les maladies mentales, leurs symptômes. Le conférencier, après avoir fixé les limites de l'expertise psychiatrique, définit les types principaux de maladies mentales avec leurs caractéristiques.

Le même jour, dans l'après-midi, les stagiaires se rendent à l'hôpital de Villejuif où le Docteur Gouriou fait défiler dans son cabinet un certain nombre d'internés représentant les cas types des maladies décrites au cours de la conférence du matin. Puis, les stagiaires se divisent en trois groupes et chacun de ces groupes visite en détail un service (femmes, hommes, section Henri Colin, aliénés criminels).

Enfin, pour répondre à des suggestions faites par les stagiaires dans leurs rapports à propos de certains sujets qui les préoccupaient, des exposés sont faits, par des magistrats parisiens, sur les matières proposées. Au cours de ces exposés, les conférenciers abordent le sujet proposé avec franchise sans chercher à esquiver les difficultés et, généralement, à la fin de chacune d'elles s'ouvre une discussion générale où chacun cite des exemples et développe son point de vue. C'est à notre avis, surtout par cette discussion que ces exposés sont utiles.

Parmi les matières traitées, on relève :

— *L'expertise en général* (M. Gollety) où le conférencier, tout en signalant le danger de l'abus de l'expertise, entretient ses collègues du choix des experts, de la rédaction de la mission à leur donner, de la surveillance que le juge doit exercer et enfin de la taxe.

— *Le dossier criminel* (M. de Moissac, Président honoraire à la Cour d'appel de Paris, ancien président des assises de la Seine). Dans cet exposé, l'orateur indique ce que le président d'assises est en droit de trouver dans un dossier criminel, il insiste sur l'ordre et la méthode des actes d'instruction, la vérification de tous les points importants et enfin, le classement matériel du dossier.

— *Le juge d'instruction en matière de mineurs* dont M. Lutz, Magistrat de l'Administration centrale du Ministère de la Justice définit la compétence et les attributions aux termes de l'ordonnance du 1er septembre 1945, évitant ainsi les conflits possibles entre Juge d'Instruction et Juge des enfants.

— *L'organisation matérielle d'un cabinet d'instruction* (M. Gollety) qui comporte un minimum de documentation tant générale que locale. Des conseils sont donnés pour, même avec des moyens précaires, les utiliser au maximum tant en ce qui concerne l'aménagement des locaux que les imprimés et ouvrages nécessaires.

— *Les rapports du juge d'instruction avec son greffier, les avocats, la police, la presse* (M. Devise) Commentant la circulaire ministérielle n° 32-49, on expose d'abord la situation respective des parties en présence, puis on énonce les sources de conflits en suggérant les moyens d'en éviter certains, d'en régler amiablement d'autres et en conseillant d'accueillir les orages soulevés par les derniers avec philosophie.

— *Les attributions du doyen des juges d'instruction* : M. Lecharny, Conseiller à la Cour d'Appel de Paris, ancien doyen des juges d'instuction près le tribunal de la Seine, délimite les fonctions du juge d'instruction pris en qualité de doyen, spécialement en ce qui concerne les constitutions de partie civile et les transmissions de commissions rogatoires. Puis il indique à ses collègues les irrégularités contenues dans certaines d'entre elles et leur conseille de veiller avec soin à leur rédaction matérielle.

Enfin, le dernier jour de la session, M. le Procureur Général Besson, qui est venu assister à divers exercices au cours desquels il est intervenu, réunit les stagiaires dans une des salles d'audience de la Cour de Cassation. En quelques mots, il tire les conclusions du stage, puis il fait une conférence sur un sujet qu'il change tous les ans. Cette année, M. le Procureur général a inauguré une nouvelle formule en s'inspirant de l'ensemble donné par la Radio-Télévision française. C'est ainsi qu'il a choisi une procédure ancienne dans laquelle des erreurs graves avaient été commises et qui auraient pu aboutir à une erreur judiciaire si la Cour d'assises n'avait pas prononcé l'acquittement de l'accusé. Il s'agit de l'affaire Armand qui remonte à l'année 1863.

On peut en tirer une conclusion : à chaque stade de la procédure, un acte quelconque mal effectué peut aboutir à faire éloigner la vérité que le magistrat a pour mission de rechercher.

II. — Techniques spéciales

C'est encore à l'Institut médico-légal qu'ont lieu les *autopsies médico-légales* (pour les informations ouvertes pour homicide volontaire ou involontaire ou pour rechercher les causes de la mort). Certains stagiaires n'ont jamais assisté à une autopsie et beaucoup n'ont jamais vu opérer un spécialiste. C'est pour cette raison que MM. les Professeurs Piedelièvre et Derobert se succèdent devant la table de l'amphithéâtre de médecine légale et procèdent à des autopsies en expliquant leurs opérations. Le juge d'instruction qui n'a souvent à sa disposition qu'un médecin de médecine générale, trop heureux encore si ce dernier consent à se déplacer pour une autopsie, peut, évidemment avec tact et discrétion, suggérer au praticien de vérifier tel ou tel point qu'il a pu omettre.

Toujours au même endroit, une après-midi entière est consacrée à la *toxicologie*. Il est superflu d'insister sur le caractère important et actuel de cette conférence où le docteur Le Breton, toxicologue expert, expose les principes de la toxicologie, les méthodes de l'expertise, ses possibilités et aussi ses limites. Au cours de son exposé, il rappelle la technique du prélèvement des viscères.

Au cours d'une certaine affaire, un magistrat instucteur a été l'objet de violentes critiques parce qu'il avait confié à un expert, cependant jouissant d'une certaine autorité, le soin d'effectuer des prélèvements en vue d'un examen toxicologique. Sans avoir à apprécier l'attitude de quiconque, on peut poser une simple question : à l'époque considérée, combien y avait-il en France de magistrats qui connaissaient la technique du prélèvement ? Actuellement, tous les toxicologues consultés conviennent que les prélèvements sont maintenant effectués conformément aux règles posées et qu'aucun incident n'est à redouter de ce côté.

Les accidents de la circulation constituent une grande part de l'activité des parquets. On a laissé de côté la navigation, soit fluviale soit maritime, car les problèmes posés à ce sujet sont rares sur le plan pénal tout au moins, mais un exercice est consacré aux *accidents de la route*. Cet exercice a été présenté de différentes façons : au début on se bornait à une conférence faite par un expert spécialisé. A la suite de critiques des stagiaires, on avait pensé à des reconstitutions d'accidents figurés : l'une d'elle au Fort de Charenton combinée avec la démonstration des gendarmes photographes concernant une collision entre bicyclette et automobile, puis le heurt d'un piéton par un conducteur de camion qui s'est enfui combiné avec un exercice de barrage commandé par radio à Trappes, puis, dans la forêt de St Germain, une collision entre deux véhicules. Toutes ces reconstitutions furent l'objet de protestations des stagiaires qui estimaient qu'on ne leur présentait que du déjà vu. Sur leur affirmation suivant laquelle, l'établissement d'un plan des lieux d'un accident n'avait pas de secrets pour eux, à la session suivante, on reprit le même exercice mais cette fois, en faisant effectuer le plan non par des gendarmes mais par les stagiaires eux-mêmes divisés en quatre groupes ; hélas, le résultat

fut loin d'être brillant, les talents de dessinateur et de métreur de nos collègues n'étant pas à la hauteur de leur science ni de leur bonne volonté. Ce qui ne les a pas empêché de critiquer, eux aussi, le caractère de l'exercice.

C'est ainsi qu'abandonnant délibérément la formule de l'accident figuré, on a divisé l'exercice de la façon suivante :

— un exposé au cours duquel M. Thomas, Substitut au tribunal de la Seine, chef de la 1e section du parquet indique les caractéristiques de la répression des accidents de la route. Procès-verbaux (plans, témoignages, traces matérielles), modes de poursuites (information ou citation directe) et enfin expertise quand elle s'impose d'une façon absolue.

— puis, on aborde l'étude des *causes humaines* desdits accidents. Pour ce faire, on s'est adressé à l'institut psycho-technique de la R.A.T.P. qui a pour mission, parmi les candidats machinistes, de déceler ceux dont le comportement laisse supposer qu'ils n'auront pas d'accident. Un exposé de M. Bernard, Directeur de l'institut, résume les principes de la psychotechnique et ses résultats. Puis, sous la conduite des spécialistes, les stagiaires visitent les salles d'examen et on fait fonctionner devant eux les appareils servant à détecter le candidat émotif, inattentif, maladroit, celui qui apprécie mal les distances, celui qui ne résiste pas à l'éblouissement etc... enfin, ils assistent à l'épreuve dite de la plate-forme au cours de laquelle le candidat conducteur est au volant d'un autobus figuré, et voit se dérouler devant lui un film d'un réalisme impressionnant, représentant une rue et toutes les embûches que peut comporter la circulation dans Paris. Tous les gestes de conduite sont enregistrés électriquement par divers appareils et à la fin de l'expérience un graphique concrétise les possibilités de l'aspirant ;

— enfin, l'école des chauffeurs de la R.A.T.P. reçoit les stagiaires qui visitent rapidement les salles de démonstration où on trouve en coupe tous les organes des véhicules automobiles et les maquettes de rues. M. Floner, ingénieur en chef à la R.A.T.P. fait une conférence sur les *causes mécaniques* des accidents de circulation. Il en énumère certaines, bien souvent oubliées des enquêteurs, telles que la mauvaise utilisation du véhicule (surcharge, modifications apportées aux organes moteurs ou à la carrosserie etc...) Puis, à l'aide de maquettes, il démontre l'importance de l'adhérence des roues pour l'efficacité du freinage. il rappelle enfin que l'absence de traces dites de freinage ne signifie nullement que le conducteur n'ait pas freiné avant l'accident, ce qui a provoqué, dans certains cas, des erreurs regrettables d'interprétation.

Nous nous sommes étendus un peu longuement sur les modifications successives apportées à cet exercice. Mais il convient de mettre en lumière une des caractéristiques de la session d'études : le changement perpétuel provoqué surtout par les remarques des auditeurs. L'examen des archives permet de constater que jamais deux sessions n'ont eu exactement le même programme.

Une journée entière est consacrée aux *accidents ferroviaires*. A tour de rôle les diverses régions de la S.N.C.F. ayant une gare à Paris reçoivent les stagiaires qui ont été accueillis en 1956 par M. Caillau, Avocat Général à la Cour d'Appel de Paris, détaché dans les fonctions de chef du contentieux de la S.N.C.F. Dans une salle de conférences, un exposé est fait par M. Créange, ingénieur en chef du contrôle de l'Etat sur les chemins de fer, qui définit le rôle du service qu'il dirige et le concours qu'il peut apporter au juge d'instruction chargé de rechercher les causes d'une catastrophe ferroviaire. Puis, M. Marchand, Ingénieur en chef de la S.N.C.F. (exploitation) fait une conférence générale sur la sécurité. Signalisation, aiguillages, voie, matériel, etc... Alors, qu'il insistait sur le progrès apporté en matière de sécurité par le système dit des « enclenchements », par suite d'une tragique coïncidence, au cours de la même matinée, un accident grave s'était produit à une aiguille où le système d'enclanchement était en réfection.

Ensuite, les stagiaires montent dans un autorail. A l'aller et au retour, un ingénieur de la S.N.C.F. à l'aide d'un micro, explique aux voyageurs, qui sont face à la voie, les diverses installations qu'ils rencontrent, signaux, aiguilles, crocodiles etc... Puis, les stagiaires visitent successivement un poste mécanique, un dépôt de machines, une locomotive électrique et le wagon de démonstration des appareils de répétition des signaux, un poste d'aiguillage (intérieur et extérieur). De retour à Paris, la journée s'achève par la visite du poste de commandement de l'arrondissement (exploitation). Toutes les visites sont faites sous les conduites des ingénieurs des différents services

de la S.N.C.F. (exploitation, voies et bâtiments, matériel et traction). qui expliquent le fonctionnement des installations et appareils relevant de leur service.

L'exercice sur les *accidents d'aviation* a lieu à l'aéroport d'Orly où les stagiaires sont accueillis à l'amphithéâtre de l'Ecole nationale de l'aviation civile par M. Carour, Commandant de l'aéroport, qui donne des indications sur le plan général de l'aéroport, l'intensité de son trafic et son développement. Puis, M. Adam, ingénieur en chef de la navigation aérienne, directeur des études à l'E.N.A.C. fait une conférence sur la circulation aérienne, ses règles, ses dangers, les différentes procédures « de vol à vue ou sans visibilité », ensuite, M. Giraud, ingénieur en chef de la météorologie nationale, expose l'influence de la météo sur la navigation aérienne, les informations, les bulletins et les cartes consultées par les pilotes pour l'établissement du plan de vol.

Enfin, le Colonel Lebon, attaché au bureau « Enquêtes-sécurité » de l'Inspection générale du S.G.A.C.C. entretient ses auditeurs du rôle de son service en matière d'accidents et des précautions à prendre pour permettre la conservation des indices permettant aux enquêteurs de se former une opinion sur les causes du sinistre.

Après ces exposés, les stagiaires sont répartis en deux groupes et sous la conduite de MM. Charbonnier et Pinel, commandants de l'aérodrome, adjoints de M. Carour, ils visitent successivement le bloc technique, la piste aux instruments (tour du contrôle local) les hangars et ateliers d'Air France où les stagiaires montent dans un appareil au sol, le bureau de piste, le service météo et le centre de contrôle régional.

Le programme bloque en une journée tous les exercices ayant trait à la Finance. Tout d'abord, M. Martin, expert comptable, fait une conférence sur l'*expertise comptable*. Après avoir rappelé les principes essentiels de l'établissement d'un bilan, le conférencier énumère les différentes définitions financières et indique dans quelle mesure l'expert comptable au vu des documents saisis est en mesure d'apporter au juge d'instruction les précisions indispensables à la manifestation de la vérité. Puis, M. Pierre Ferri, membre de la chambre syndicale des courtiers en valeur fait un bref exposé sur la *Bourse des valeurs* de Paris, son historique, son organisation et son fonctionnement. Cet exposé sert de prélude à la visite qui en est faite peu après par les stagiaires qui, répartis par petits groupes de 4 ou 5 sous la conduite de l'un des membres des chambres syndicales des agents de change ou des courtiers en valeurs mobilières parcourent dans le brouhaha traditionnel les divers coins du temple de la Finance. Sous la conduite de leurs guides, ils saisissent la différence entre le marché officiel et le marché en banque, le terme et le comptant, la cotation à la criée et par opposition. Ils passent également, après la corbeille, au marché de l'or, puis, au marché hors cote.

L'agitation de la bourse contraste étrangement avec l'atmosphère de la *Banque de France* où se déroule l'exercice suivant : les stagiaires sont, tout d'abord, accueillis par M. d'Ambrières,Caissier Général qui, après leur avoir fait visiter les installations, notamment les célèbres souterrains, leur fait un exposé sur l'or, les barres, les lingots, l'or monnayé, l'or industriel. Le conférencier donne ensuite des indications sur les procédés scientifiques rapides et certains pouvant établir les fraudes concernant le commerce de l'or.

Puis, dans un autre service, les stagiaires peuvent entendre des exposés : 1° sur les documents susceptibles d'éclairer la justice en matière d'infractions commises dans les banques ou par les banques ; 2° sur les billets de banque en général (fabrication, perte, etc) ; 3° sur les faux billets de banque et les moyens de les déceler.

Ensuite, les stagiaires se rendent dans les locaux du fichier central du chéquier, où reçus par M. Gargame, Secrétaire général de la Banque de France, ils écoutent une conférence de M. Kock, Inspecteur attaché au secrétariat général, sur la récente institution du fichier central des chèques, qui, normalement, devrait aboutir en peu de temps à l'impossibilité pratique d'émettre des chèques sans provision. L'élément spectaculaire n'est pas négligé puisque nos collègues ont la faculté de visiter la célèbre galerie dorée de l'hôtel de Toulouse.

L'exercice sur les *fraudes alimentaires* a subi des modifications. Au cours de plusieurs sessions, on faisait assister les stagiaires à des prélèvements de lait dans une laiterie. Les critiques des stagiaires et certaines difficultés matérielles ont conduit à une modification de l'exercice. Actuellement, il est constitué par une conférence de M. Souverain, Inspecteur divisionnaire des fraudes du Ministère de l'Agriculture, sur les fraudes alimentaires en général et les moyens de les réprimer. Puis, les stagiaires visitent une usine de produits alimentaires (en l'espèce l'usine Géo au Kremlin-Bicêtre) où ils

peuvent constater le nature des précautions prises pour conserver aux aliments leur qualité marchande.

Les infractions en matière de *pharmacie* sont à l'ordre du jour. C'est M. Nathan, Inspecteur du contrôle des pharmacies au Ministère de la Santé Publique qui est chargé de faire une conférence qui porte sur l'organisation du service de l'inspection des pharmacies, son efficacité concernant le contrôle des fabrications, les stupéfiants (contrôle de la fabrication et de la mise en vente) enfin, sur les accidents pharmaceutiques. Pour illustrer la conférence, les stagiaires visitent ensuite une usine de produits pharmaceutiques (cette année, les laboratoires Clin Comar à Massy, les années précédentes, la visite avait lieu aux laboratoires Spécia à Maisons-Alfort).

Le principe exposé ci-dessus suivant lequel on ne devait inscrire au programme aucune matière pouvant être étudiée dans les livres a fléchi en faveur de la *législation sur la presse*. A la demande des stagiaires, une matinée entière lui est consacrée. Cette année, M. Chavanon, Premier Substitut au Parquet de la Seine, chef de la 4e section, a fait un exposé rapide, mais complet, de la législation et de la jurisprudence sur cet important sujet. Il répond aux nombreuses questions des stagiaires sur les difficultés qu'ils ont rencontrées dans leurs parquets.

Les stagiaires qui ne profitent pas du dimanche pour rentrer dans leur résidence peuvent assister à un exercice facultatif sur les *courses de chevaux*. Cette année, ils ont assisté à la réunion du Grand Steeple d'Auteuil. Entre deux courses ils ont pu entendre un exposé d'un commissaire de police du service des jeux à la Sûreté Nationale sur les délits de courses (paris clandestins, fraudes, escroqueries etc...). Lorsque la réunion a lieu à Longchamp, ils ont, en outre, la faculté de visiter l'appareil totalisateur du P.M.U.).

Enfin, figure une visite qu'on ne peut faire rentrer dans aucun cadre ni pratique judiciaire générale, ni technique spéciale, c'est la *visite des usines Renault* de Boulogne-Billancourt. Nous avons cru pouvoir la maintenir au programme ; car, outre l'intérêt que présente le travail à la chaîne, les stagiaires peuvent voir les conditions de travail d'une grande usine de la région parisienne, les dispositifs de sécurité mais aussi le caractère pénible du labeur dans certains services et mieux comprendre l'âpreté, dans certains cas, des conflits collectifs du travail. Cette visite, si elle n'apporte rien sur le plan professionnel et juridique, peut être considérée comme une source d'enrichissement pour qui sait voir et réfléchir.

***

La session de 1956 est terminée. Il est encore trop tôt pour porter une appréciation sur elle, car les rapports de nos collègues qui en ont suivi les exercices ne sont pas tous encore parvenus Place Vendôme.

Bien que son programme ait été conçu et mis au point en tenant compte des expériences antérieures, il sera nécessairement apprécié de façon différente par les magistrats qui l'ont suivi. Certains d'entre eux critiqueront le choix des matières, d'autres la façon dont elles sont traitées, les uns préférant des exposés élémentaires sur les principes généraux d'une question, d'autres, au contraire, recherchant les détails d'application.

Si l'expérience se poursuit, il va sans dire qu'il sera tenu compte, dans toute la mesure possible, des critiques et des *desiderata* exprimés, de façon à rester fidèle à la formule : « *Programme fait par les stagiaires pour les stagiaires* ».

G. Chronique de police

VOLS DANS LES « DEMEURES HISTORIQUES » OU CAMBRIOLAGES DES CHATEAUX

par Jean SUSINI
Commissaire principal à la Sureté Nationale.

Chapitre de la délinquance dite « professionnelle », cette manifestation de criminalité constitue un phénomène particulier. Elle se présente sous la forme de deux vagues : I. en 1934 — II. en 1946-51.

I. — LA VAGUE 1934 (1)

De février 1934 à janvier 1935, plus de 60 châteaux sont visités, à raison de plusieurs par mois et de plusieurs par nuit ou série de nuits correspondant à un même voyage.

1° *La localisation géographique.*

a) Ile de France, Orléanais, Touraine, Normandie, Bourgogne.
b) En préparation : (grâce à des documents retrouvés) la Côte d'or où justement des « demeures historiques » venaient d'être ouvertes au public.
c) Citons quelques noms de ces châteaux : de Broglie, St-Fargeau, de Luynes, de Rouge, de Fervaques, Lebaudy, de Cheverny, Tour d'Auvergne, de Vaux le Pénil, de la Motte, de Surville...

2° *Les biens volés.*

Argenterie — orfévrerie — bijoux — bibelots — collection de montres anciennes — livres rares — relique — vêtements de prix (pelisse — astrakan). Tous les biens ont une caractéristique commune : une grande valeur sous un volume réduit.

3° *Le montant du dommage.*

On peut s'en faire une idée en se souvenant qu'il s'agit de *l'année* 1934 et que plusieurs de ces vols ont porté sur des centaines de milliers de francs (400.000 et 200.000). C'est donc de plusieurs millions de francs d'aujourd'hui qu'il s'agit.
En outre, certaines des pièces volées ont une valeur historique ou artistique : service à thé ayant appartenu à Napoléon, relique, carnet de bal de Marie-Antoinette...

4° *Modus operandi.*

On peut le résumer ainsi : Choix et délimitation d'une aire — d'un itinéraire, vol d'une voiture destinée au transport des opérateurs et du matériel — Etude du « coup » sur place. La réalisation du plan (mettant en œuvre une technique éprouvée) se fit par étapes successives. Les guides touristiques, les articles de presse spécialisée, le fait que les demeures classées historiques sont accessibles au public, tout cela permettait la préparation des agressions.
Quant à l'aspect technique ultime, il consistait en la mise en œuvre d'un système et d'un matériel sélectionné : cordages — échelles de corde — effractions savantes —

(1) Dans la prochaine *chronique*, nous examinerons la vague 1946-1951.

vilebrequin — cric d'autos. En ce qui concerne les précautions, elles révélaient une excellente connaissance de la police scientifique (organisation méthodique du repli). On ne peut révéler toute la richesse d'adaptation dont firent preuve les cambrioleurs sans risquer justement de transmettre des données qui n'ont pas besoin d'être répandues. C'est pourquoi nous nous limiterons à souligner que l'adaptation technique au problème choisi était poussé à un haut degré. Et un « style » ne tarda pas à se révéler.

5° *Répression de la vague* 1934.

Les cambrioleurs n'ont pas été pris sur le fait. La police a dû centraliser au maximum son action afin de rester en contact avec le phénomène criminel en cause. A l'unité dynamique qu'il offrait, elle a, de son côté, répondu par un ajustement « unifié ». C'est grâce à cette *unité administrative* qu'il a pu être mis fin à la vague de 1934. Après de patientes recherches, deux hommes et une femmes ont pu être identifiés. Plus de 20 Parquets étaient intéressés. Les éléments utilisables et significatifs étaient donc dispersés à l'infini et ne pouvaient être exploités que trop partiellement. Leur véritable signification n'était appréhensible que *synthétiquement.*
Tant il est vrai qu'on ne peut pas lutter contre un phénomène mobile, dispersé et discret, sans être en mesure de l'étudier dans toute son ampleur, c'est-à-dire grâce à l'unité administrative de l'entreprise de police technique. Tout élément doit être connu au point focal. Là, des significations latentes vont surgir. Des phénomènes de criminalité organisée ne manquent pas de prouver chaque jour que les formes archaïques de répression sont débordées. Un taux excessif d'impunité est assuré. La répression de la vague 1934 fut un des premiers efforts d'action unifiée de la police française. Elle permit de connaître l'association criminelle qui était probablement à la base de la plupart des vols de châteaux de l'époque considérée. C'est grâce à un accident de voiture en *Seine et Oise*, à l'arrestation d'une voleuse de bijouteries à *Chartres* et à un suicide postérieur à un cambriolage à *Tours*, que la bande fut enfin détectée.

6° *L'association en cause.*

Elle comprenait : 2 opérateurs, 1 femme, 1 receleur principal.
Tout ce monde se connaissait depuis des années. L'opérateur principal connaissait bien le receleur. Ce dernier connaissait la femme, amie de l'autre opérateur. Les opérateurs s'étaient connus en prison, et c'est d'ailleurs lors d'un séjour en commun qu'ils mirent au point leur entreprise.

L'opérateur principal : X... 35 ans — 15 fois condamné pour vols qualifiés — interdit de séjour — fils unique — d'une excellente famille — noceur — joueur — dilapida la succession familiale (100.000 francs de l'époque) — avait des amies dans la « danse », fréquentait les « boîtes de nuit ». — sans profession — sans domicile fixe — (en avait plusieurs à la fois — et détail important en avait au moins un inconnu de ses amis et amies). — se cachait sous de nombreux états-civils — ne tenait pas ses maitresses au courant de ses affaires — s'est *suicidé* au moment d'être identifié — c'était le type classique du « dévoyé ». Mais il va de soi que sur un plan plus clinique cette personnalité criminelle aurait été intéressante à analyser. D'autre part, sa mort a empêché la reconstitution de l'activité de l'équipe d'une collaboration essentielle.

L'opérateur secondaire. Y... 34 ans — 5 condamnations pour vols dont une aux travaux forcés à perpétuité pour vol qualifié — amant d'une voleuse de bijouteries qui exerçait en outre la prostitution — issu d'une famille honorable — spécialiste électricien — voleur d'autos — n'hésitait pas cependant à employer la méthode violente — formait avec sa maîtresse un véritable couple criminel soupçonné d'agression de chauffeurs de taxi.
En somme à l'exclusion de toute hypothèse sur la génèse de sa personnalité, considéré dans sa conduite et son degré d'engagement dans la carrière criminelle à l'époque des vols en cause, il s'agit d'un co-équipier utilisable, techniquement et « moralement ».

L'amie de cet opérateur secondaire. Z.... 16 condamnations — 180 ans d'interdiction de séjour — morte en 1936 à la suite d'abus des stupéfiants — voleuse de bijouteries : employait la forme « violente » consistant à se faire montrer un joyau, à l'arracher et à fuir jusqu'à la voiture qui démarrait aussitôt.

Le receleur principal. R... 48 ans — famille d'origine honorable — 3 enfants — ancien horloger, puis bijoutier établi — 1 condamnation pour vol — connu comme indicateur de bon « coup » — recéleur prudent — mort depuis — Il s'agit, là de la *cheville ouvrière* de l'association.

7° *Systématisation des données connues en ce qui concerne la vague* 1934.

Unité fonctionnelle : On trouve au départ la certitude de l'écoulement, la sélection du genre de butin, le choix éclairé des aires riches en situations spécifiques, une mobilité reposant sur l'automobile (16 vols de voiture connus et liés aux vols de châteaux.

Du point de vue opérationnel, les choses s'articulaient autour des éléments suivants : choix d'une aire, d'un itinéraire, vol d'une voiture, opérations proprement dites, écoulement ; donc bonne organisation dans une *durée technique*.

Cet ensemble s'insérait dans une perspective fonctionnelle plus poussée. Les actes *d'enlèvements* du butin n'étaient que les phases d'une activité plus vaste. Car le but poursuivi était non pas la simple réussite du vol, mais surtout l'écoulement du butin. En sorte que la relation entre le vol et le recel, si elle est chronologiquement ordonnée au point de souligner l'importance du premier, doit, en fait, être *renversée*, car en réalité c'est à partir de la *commande* du receleur que l'ajustement criminel se déploie.

8° *Quelques notions de dynamique socio-criminelle*:

a) Unité fonctionnelle. — Le phénomène constitué par cette vague impliquait une certaine organisation dynamique. Sa manifestation extérieure « apparente », c'est-à-dire les vols, n'était qu'une phase intermédiaire. Les objets visés répondaient à une *motivation* définie au départ à la faveur d'une réunion tenue chez l'indicateur-receleur.

La *densité* des « butins » que l'équipe, ainsi constituée, s'était assignée comme valeurs à acquérir, devenait alors une condition spécifique déclanchant la conduite criminelle technique élaborée, par ailleurs, de façon très systématique.

Il faut ajouter que ces « valorisations » (en l'occurence les châteaux) comprenaient également, outre les richesses, au sens ordinaire du terme, l'ensemble des possibilités d'appréhension : en ce sens les personnages de l'équipe étaient non seulement sensibilisés par les « butins », mais aussi par les *conditions techniques* des opérations.

Il est clair que ce choix systématique répondait bien à une organisation tout à fait « finalisée ». Le lieu choisi répondait à deux critères : qualité du butin et possibilité d'y appliquer la « méthode ».

La *qualité du butin* dévoile bien l'insertion profonde de ces conduites dans un système visant l'acquisition *d'argent*, c'est-à-dire que ce qui compte surtout c'est le retour du bien volé dans le circuit économique. Et cette *ré-insertion* est le fait des spécialistes dont le « professionnalisme » est très complexe. Il s'agit là de la motivation de base de toute conduite criminelle acquisitive. On peut dire que c'est parce qu'on en a l'écoulement qu'on cherche à s'emparer de certains biens ou tout simplement d'une grande quantité de biens ordinaires.

L'unité fonctionnelle, dont les vols qualifiés ne sont que des éléments, réside dans un ensemble qui s'organise d'abord au niveau de la transformation des butins en biens utilisables. C'est ainsi que le voleur d'autos cherche souvent *et d'abord un client.*

b) Professionalisme. — Les biens sélectionnés ici s'expliquent par le receleur. Celui-ci correspond exactement au délinquant professionnel de Tarde. En l'espèce il est bijoutier. Son activité l'insère dans un circuit économique et commercial où les objets volés ont toute chance d'être plus facilement écoulés.

Sa criminalité peut être considérée comme la déviation d'une conduite professionnelle, une mise à profit de la structure sociale que réalise justement sa profession.

Il est rarement confondu. Il l'est toujours par une infime partie des biens transformés. Il l'est peu pour son rôle actif, lequel pourtant est capital. La vague 1946-1951 illustrera mieux ces considérations.

D'un autre côté, la *répétition* des entreprises criminelles acquisitives et leur succès total (écoulement) évoque une autre facette de la notion de professionalisme. C'est celle qui, au-delà d'une maturation, correspond *à un engagement criminel dans la durée*. Mais dans l'analyse d'une association comme celle des vols de châteaux, on constate qu'il y a au moins deux sortes de tels engagements : celui des opérateurs, celui du receleur. Les premiers sont moins organisés dans la sécurité — une sorte de conduite « suicide » ou « de jeu » semble dominer — Le second n'a été identifié que beaucoup plus tard et très partiellement chargé.

Dans les limites de la *stabilité* d'une association criminelle, on peut se référer à la description donnée par les sociologues américains (Sutherland) de la carrière criminelle. A partir de la maturation, il y a engagement accepté et organisation consciente. Les voleurs de châteaux ont étudié leur technique non seulement du point de vue du

succès de l'acte d'appropriation, mais aussi de celui du succès de la *répétition de* l'ensemble des opérations. C'est donc avant tout la recherche d'une *impunité* garantissant la durée de l'entreprise.

Le butin est défini par la demande. Les « demeures historiques » sont d'excellentes « réserves ». La sélection qui s'y fait naturellement se recoupe avec celle des bandits et l'explique. Mais le préjudice s'il n'est pas « anonyme » comme le dit Sutherland n'en est pas moins causé à des « gros ».

Cette criminalité s'infiltre tout le long des structures normales de la société. Sa forme est le parasitisme, la *symbiose*, mais non la guerre contre la société. Sutherland dit que les professionnels souhaitent la prospérité sociale, car elle conditionne la leur. Les voleurs de châteaux ne devaient pas en souhaiter la destruction.

Quant aux données sur l'ajustement technique, avec les conditions d'imagination, d'adresse et d'expérience affirmée, elles sont bien réalisées : 60 cambriolages réussis.

Les autres caractéristiques décrites par Sutherland sont également détectables : expérience technique criminelle exigée, évaluation mutuelle des qualités ; le « directeur » avait choisi son complice en prison, c'est-à-dire dans un « climat de confiance ». C'était un voleur d'autos. Quant à lui-même il avait jadis réalisé un vol de château. Il connaissait un recéleur. Ce dernier avait déjà « écoulé ». Il savait exactement quels étaient les biens *négociables*. Et même il cherchait à satisfaire les demandes « passion*nées* », celles de « collectionneurs » chez qui la passion primait tout. Car il n'est pas *classique* que le voleur choisisse l'objet unique, catalogué, identifiable...

Leur façon apparente de « vivre » était conforme à la culture publique : le « directeur était distingué, bien élevé. Il connaissait en outre la valeur des objets précieux. Ceci est une donnée technique non négligeable.

Quant à l'*apprentissage* concernant la spécialisation de ces vols, il y en eut des manifestations. C'est ainsi que le complice ayant à opérer seul, reçut les conseils éclairés du recèleur, non seulement sur la manière de bien choisir l'objet, mais aussi sur le genre de « vols » qu'il était capable d'effectuer en « solitaire ». Notamment il lui interdit les « châteaux ».

Quant à l'*assistance*, de mutiples exemples en pourraient être fournis. Par exemple, à l'une de ses sorties de prison, l'un des opérateurs a reçu de l'argent pour vivre et du matériel pour « travailler ».

Les *accords*, s'effectuant dans un « consensus » parfaitement conscient, étaient respectés. L'opération de prise en charge du butin par le receleur se faisait avec une grande minutie. Et même parfois on enterrait en campagne des pièces « compromettantes ».

L'écoulement, au delà du fonctionnement de l'association, n'a pas été clairement reconstitué. Il s'articule dans une perspective infiniment plus complexe. Car il se perd dans les structures normales de la société. Notamment dans les zones où l'illégal côtoie le légal. Beaucoup d'argenterie a été fondue. Mais la plupart des objets de cet immense butin ont définitivement disparu. D'ailleurs le recel, sans récupération des objets, n'a été établi, de toute façon, qu'une quinzaine de fois. Il va de soi que le plus *professionnel* de tous est ici le recéleur. Il répond à la fois à la définition de Tarde et à celle de Sutherland.

Conclusions sur la vague 1934

Elle a mis en lumière le type le plus fréquent d'association criminelle : il s'agit de personnages lourdement engagés dans la criminalité (donc « *consensus* »). Mais le suicide du « directeur » dévoile bien que sous une apparence de résolution et de stabilisation « morale » ces diverses « *personnalités* » ne sont pas identiques et ont chacune des perspectives cliniques qu'il serait intéressant de sonder. L'association est aussi le fait de la *complémentarité* de telles *personnalités*.

L'équipe a réussi, puisqu'elle a cambriolé 60 châteaux et que le butin a été écoulé. On peut dire que ce n'est pas par une recherche purement judiciaire que la police a pu la détruire. C'est grâce à sa mobilisation administrative.

Et nous verrons dans l'analyse de la vague 1946-1951, (objet de la prochaine chronique), que justement la disparition absolue du butin si bien choisi, pose un problème très délicat. D'ailleurs les deux vagues imposent, lorsqu'on les compare, des conclusions qui éclairent d'un jour nouveau la partie de dynamique criminelle sociale qu'est la conduite d'écoulement des biens volés.

H. Chronique de défense sociale

Dans les deux précédents numéros de cette *Revue*, nous avons d'abord publié un compte rendu des Journées de Défense sociale de Bordeaux (1956, p. 650) puis les rapports présentés au Congrès par MM. Auby et Pageaud, (1956, p. 872). Nos lecteurs trouveront dans cette chronique les rapports de MM. Faure et Chazal ainsi que l'exposé de M. Parrot

INFLUENCE DU FILM CINÉMATOGRAPHIQUE SUR L'ÉTAT PSYCHOLOGIQUE ET BIOLOGIQUE DU SPECTATEUR

par Jacques FAURE
Professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Bordeaux.

Cet exposé sera divisé en deux parties, en vue du thème de ces études : la part du cinéma dans la délinquance.

Dans la première partie, nous envisagerons les effets produits par le film de cinéma sur le spectateur.

Dans la seconde partie, nous rechercherons si les traces biologiques marquées sur la personnalité par l'événement filmique peuvent conduire à la délinquance.

I. — EFFETS PRODUITS PAR LE FILM DE CINÉMA SUR LE SPECTATEUR

La connaissance du retentissement du film de cinéma sur la personnalité biologique n'est possible que grâce à l'électronique.

Il a fallu choisir les facteurs biologiques qui sont capables de nous renseigner. Or, la physiologie moderne nous apprend que l'activité bioélectrique du cerveau, celle des muscles, celle des organes des sens, le rythme respiratoire, le rythme cardio-vasculaire, l'état électrique de la peau sont liés entre eux. Ils obéissent aux mêmes facteurs psychologiques. Ainsi, les variations de ces diverses activités peuvent être l'expression d'un état psychologique. Nous avons donc enregistré sur la même feuille de papier les traces de toutes ces activités à l'aide d'appareils électroniques spéciaux.

Il fallait aussi savoir quelles relations existaient entre les signaux (images et sons) du film et les activités biologiques recueillies. L'électronique nous permit d'inscrire des symboles graphiques correspondant à ces signaux filmiques sur la large bande qui portait les traces des éléments biologiques retenus. Bien mieux, les symboles des images et des sons étaient identifiés dans des séances préalables. Pour chaque film, on possédait un prototype traducteur. Chaque symbole y était doublé de notices, indiquant qu'il correspondait à telle image de l'écran, à tel bruit, à tel son, à telle parole.

Il était donc possible de reconnaître l'image, le bruit, les paroles qui étaient responsables des modifications des facteurs biologiques enregistrés.

Mais ce n'est pas tout. Il était nécessaire d'apprécier la valeur psychologique de ces réactions biologiques. Pour cela, il fallait connaître leur signification en fonction du thème filmique et en fonction de la mentalité fondamentale du spectateur. Aussi, avant toute présentation de film les spectateurs étaient testés à l'aide de tests psychologiques validés. Ils étaient ensuite suivis dans le temps. Souvent un second film leur était présenté. Parfois le même film était de nouveau projeté plusieurs mois plus tard, tandis qu'un nouveau bilan psychologique du même spectateur était établi.

Une telle étude nous apporta des informations excellentes. Elle nous réserva aussi des surprises et nous conduisit à des interprétations troublantes. Afin d'apprécier la valeur réelle de ces hypothèses, nous avons étudié des animaux. Par des techniques particulières des électrodes très fines (quelques 10e de millimètre) furent placées sur le cortex cérébral et dans les centres profonds. Les chiens vivent très bien ainsi et peuvent être examinés à l'état vivant, éveillés, comme l'homme. Nos prétentions furent alors abaissées. En effet, alors que le chien consentait plus ou moins à regarder l'écran, nous constations que certaines images du film, que certains sons, que certaines paroles fixaient au contraire son attention et provoquaient chez lui des réactions biologiques semblables à celles de l'homme. Il nous fallut admettre que des interprétations, où nous avions introduit un élément intellectuel assez différencié, étaient sans fondement. Mais de tels faits nous montrent combien est profonde l'influence de certaines images, de certains mouvements d'images, de certains bruits. Cela est à retenir dans l'intérêt de notre sujet.

Dans d'autres centres de recherches les équipes emploient des méthodes différentes. Elles appartiennent au cadre de la psychologie expérimentale pure et non plus à celui de la psychophysiologie comme les nôtres. Il s'agit d'études de groupes de spectateurs avec groupes-témoins, d'enquêtes soigneuses, de statistiques appliquées à des questionnaires. Dans la mesure où leurs résultats rencontrent le terrain de nos propres résultats, nous pouvons dire que nos conclusions réciproques sont en parfait accord.

Pour notre part, nous avons procédé à 160 séances de projection, à 312 expériences. 70 adultes et 5 chiens furent étudiés. Un groupe de 30 adultes fut en outre sélectionné et étudié en fonction des capacités d'attention. Dans ce groupe, 10 sujets normaux furent comparés à 10 névrosés et à 10 aliénés.

Ce rappel méthodologique était nécessaire pour montrer sur quelles bases reposent les informations que nous allons maintenant livrer.

La projection d'un film de cinéma peut entraîner chez le spectateur des variations de l'activité bioélectrique du cerveau à tous les niveaux de l'encéphale, des variations de l'état de tension musculaire, des variations de la respiration, des variations du système sympathique et des variations circulatoires.

Ces modifications sont *contingentes*. Elles varient d'un spectateur à l'autre pour un même spectacle. Elles varient pour le même spectateur en face du même spectacle (renouvelé beaucoup plus tard) selon l'état biopsychologique du moment.

Il existe toutefois un *fonds commun* de modifications chez un même spectateur. Ce fonds dépend du type biologique et du type psychologique du spectateur, de ses modes réactionnels généraux, de son passé bioaffectif, des conditionnements auxquels il a été soumis pendant sa vie.

D'autre part, l'ampleur, l'intensité des modifications biologiques, entraînées par la projection du film de cinéma, dépend de manière essentielle de l'état biologique, de l'état affectif, de l'état intellectuel et du passé du spectateur. *Ceci a une grande importance pour notre étude.*

Nous devons aussi remarquer les points suivants :

1° Certaines modifications électriques cérébrales sont en rapport avec les messages lumineux et sonores correspondant aux images et aux bruits ou aux paroles. D'autres, plus nombreuses, sont des modulations de l'activité électrique fondamentale du cerveau sous l'effet de la situation sensorielle complexe réalisée par la projection.

De toute façon, les unes et les autres, les secondes surtout,s ont généralisées ; elles intéressent toute l'étendue du cerveau *en particulier les centres profonds, dévolus aux émotions, à la sphère des instincts et à la conservation des souvenirs.*

2° *Certains rythmes* cérébraux sont en rapport avec les *émotions et les états psychoaffectifs transitoires suscités par des éléments du matériel filmique* qui retentissent en profondeur.

3° A côté de ces réactions cérébrales, ce sont *le système musculaire* et *la respiration qui sont le plus ébranlés.*

4° Une étude de sondage nous a permis de retenir 1021 réactions chez 30 spectateurs. Sur ces 1021 réactions, il y avait 570 réactions en rapport avec les messages et la situation sensorielle filmique, 451 réactions affectives et musculo-respiratoires. *Dix spectateurs normaux* montraient 205 réactions sensorielles contre 70 réactions affectives, *dix*

spectateurs aliénés présentaient seulement 112 réactions sensorielles contre 10 réactions affectives, mais *dix spectateurs névrosés* avaient 253 réactions sensorielles contre 371 réactions affectives.

5° *L'étude comparée de l'homme et de l'animal* nous permet de penser que l'individu normal et bien équilibré *possède des mécanismes cérébraux qui filtrent avec bonheur et opportunité les messages et informations gênants ou nocifs.*

Le névrosé et le désaxé auraient, au contraire, une *incapacité* à filtrer les messages nocifs. Il paraît au contraire être débordé par eux, les intégrer et les amplifier.

L'aliéné aurait au contraire un pouvoir d'intégration défaillant. Il opposerait un barrage rigide. Mais il ne filtrerait pas, recevrait et amplifierait au contraire tout ce qui peut alimenter ses préoccupations délirantes.

6° Le *matériel filmique* possède *des éléments nocifs* qui ébranlent profondément le spectateur. Ce sont les brusques variations de luminosité, le caractère saccadé, rapide et brusque de leurs déplacements, en particulier l'activité gestuelle des personnages, les bruits vocaux aigus, les variations rapides de leur intensité.

A côté de ces éléments agressifs, il existe des *éléments apaisants* : activités de jeu de cadence modérée, timbre grave de la voix. Mais ces éléments apaisants peuvent provoquer chez le spectateur des activités rythmiques Ils influencent donc le spectateur, eux aussi, mais dans un sens présumé bienfaisant.

Ainsi, le film de cinéma peut laisser des empreintes biologiques chez le spectateur. Chez l'individu normal, elles sont frustes, peu profondes et transitoires. Il n'en est pas de même chez le névrosé. De toute façon, l'intensité et l'importance des traces biologiques *dépendent de la qualité mentale du spectateur, de ses aspirations et de son passé.* Mais, en outre, certains éléments du stock filmique s'avèrent dangereux.

II. — Les empreintes biologiques survivantes peuvent-elles conduire a la délinquance ?

Nours abordons maintenant la seconde partie de notre exposé. *Nous allons rechercher si les traces biologiques marquées sur la personnalité par l'évènement filmique peuvent conduire à la délinquance.*

Pour répondre à cette question, nous avons dégagé des facteurs qui pourraient entraîner l'individu à la délinquance.

Ces facteurs sont de deux ordres : les uns sont inhérents au film lui-même, les autres sont inhérents au spectateur.

A. — *Facteurs inhérents au film lui-même*

1° *Nous trouvons des facteurs en rapport avec l'organicité du film.* Il s'agit des variations brusques des brillances réalisées le plus souvent par l'activité gestuelle des personnages. Il faut bien remarquer l'influence exercée sur la musculature du spectateur et sur les rythmes de son cerveau par les mouvements, par les gestes, qui s'organisent pour accomplir un acte et par les gestes de détente. Ainsi, la lutte, la bagarre, le tir au fusil, au révolver, le déroulement de course de bicyclettes ou d'automobiles, les *Westerns* et les actes de banditisme marquent une forte empreinte sur l'individu. Le geste, le mobile en action et le projectile ont une puissance évocatrice et stimulatrice qui doit être retenue . Elle induit chez tout spectateur une impulsion à l'acte, qui pourra être un jour pernicieuse, si elle revit à un mauvais moment. Chez l'adolescent et chez le déséquilibré, il y a là une possibilité d'ouvrir une voie vers la délinquance.

A côté du geste et du mobile, il faut retenir l'effet pernicieux du *gros plan*, d'une luminosité toujours intense. Le cinéma réalise une dynamisation de l'espace. Il révèle des masses et des vides énormes au niveau du corps humain, en l'occurrence le corps féminin. Cette architecture laisse libre cours à l'imagination et à la curiosité. Chez le spectateur équilibré, on assiste à un ébranlement passager, puis survient un détachement rapide. Chez l'adolescent et le déséquilibré, le bouleversement est intense et durable et ce sont au contraire les séquences suivantes qui les laissent indifférents. Leur attention est subjuguée au profit de la splendide apparition.

2° *Facteurs en rapport avec l'élément techno-psychologique du stock filmique.* Ils résultent de l'agencement subtil du matériel en vue du rendement publicitaire. Les séquences et les plans sont organisés en vue de ménager la curiosité et de distiller l'émoi avec lenteur et graduation à l'aide de détails d'ordre érotique, sadique, passionnel. C'est le baiser en gros plan dont on n'ignore rien et qui doit durer un certain temps. Il en est ainsi des exécutions capitales, de l'étranglement final d'un rival, du suicide présenté en gros plan, où la détente finale d'un révolver, monstrueusement grossi, se fait sur la salle, suivie d'une immense tache rouge dans un film en noir et blanc.

L'inclinaison des corps joue aussi un rôle sur le spectateur. Cela est accentué par le fait qu'il s'agit en général de l'inclinaison du corps de l'homme sur celui de la femme, avec gros plan à l'appui naturellement. Dans ces conditions les réactions cérébrales et musculo-respiratoires sont toujours importantes chez le spectateur. Nul doute que l'adolescent et le déséquilibré n'en conservent une certaine empreinte.

3° *Facteurs psychologiques purs.* Il s'agit là de glissements dans la perspective psychologique et morale du film. C'est le cas où le héros, que tout concourt à rendre sympathique, accomplit au nom d'un principe supérieur un acte que la morale réprouve. C'est par exemple le meurtre du tenancier mouchard, pressureur et sordide, loueur de chambres non moins sordides, tué par ses locataires, pègre opprimée et révoltée, dans les « Bas-fonds » de Maxime Gorki. « Peppe le voleur », alias Jean Gabin, crie de cette voix prenante, qui bouleverse même mes chiens d'expérience : « Laissez-le moi »! Il réclame l'honneur d'exécuter en justicier son propriétaire. Il y a là, grâce à l'éclairage de l'écran, au timbre de la voix de Peppe, un glissement de la perspective morale, bien voulu, et fort réussi, par le scénariste. On peut être sûr que la vision demeurera vivante chez le spectateur. Chez l'adolescent et le déséquilibré, il restera que le crime est fort légitime. Ils n'auront pas beaucoup de chemin à parcourir pour se convaincre, un jour, que leur crime est imposé par une situation insupportable et qu'il est donc légitime.

4° *Facteur d'ordre intellectuel.* Ce dernier facteur est le résultat de l'ensemble et de la combinaison des facteurs précédents. C'est ce qui a été appelé le « Confusionnisme » par Cohen-Seat. Cet auteur pense que le jeu même du cinéma, avec sa rapide succession de plans, son flux incessant d'ombres et de lumières, de bruits variés, son apport successif et continu d'émotions brèves et d'idées brèves, son apport de suggestions continues et éphémères, réalise une « confusion » du matériel exposé. Ce serait l'une des raisons pour laquelle le spectateur moyen résiste à ce bombardement de messages sensoriels, affectifs et intellectuels. Le « confusionnisme » permet qu'un ébranlement soit immédiatement estompé par le suivant. Or, ce facteur a un double effet. Il est modérateur et protecteur. Mais il favorise aussi le développement des caractéristiques inférieures de l'être humain. Il érode le pouvoir de concentration, habitue l'esprit à recevoir des informations de manière passive. Il affaiblit en un mot la puissance intellectuelle des individus. Un professeur de lycée disait : « Mes collègues et moi-même pouvons dire quelles sont nos élèves qui vont régulièrement au cinéma, leur pouvoir de concentration n'étant pas alors en harmonie avec leur fonds mental. Notre enquête confirme toujours notre hypothèse dans ces cas ». En outre, le « confusionnisme » permet à l'image-force, au son-force de s'imposer, de demeurer prévalents en accaparant le champ de la conscience, car ils ne sont pas chassés par le brouillage confus des éléments suivants.

On conçoit que le confusionnisme puisse aider à affaiblir mentalement un adolescent. aider à sa démoralisation par suppression du contrôle de soi. On conçoit qu'il aide à accentuer les tares d'un déséquilibré.

En résumé, le stock filmique lui-même, par sa nature et par son organisation en vue du rendement, peut favoriser l'intrusion d'éléments passionnels, d'idées motrices-forces, d'impulsions motrices, en même temps qu'il exerce un affaiblissement du pouvoir de concentration et émousse le contrôle de soi.

B. — *Facteurs inhérents au spectateur lui-même*

S'il existe des matériaux filmiques aptes à incliner vers la délinquance, le spectateur peut lui-même, à partir de ces matériaux, prendre le chemin du délit.

Il peut, en effet, accentuer sur lui-même les effets pernicieux de ces matériaux grâce à certains facteurs qui lui appartiennent en propre. Les voici :

1° *Facteur représenté par la défaillance des mécanismes cérébraux de filtrage.* Nous avons trouvé ces mécanismes de défense chez le spectateur normal au cours de notre

expérimentation. D'autres études de neurophysiologie et de statistique, accomplies d'ailleurs avec des appareils électroniques hautement différenciés (toposcope de Grey Walter) ont confirmé leur existence chez le sujet normal, mais aussi leur absence ou leur fragilité chez l'adolescent, le déséquilibré, l'épileptique, ou dans certains états de fatigue ou de modifications endocriniennes transitoires. Ainsi, chez cette catégorie de spectateurs, les images-forces, les impulsions-motrices reçues et amplifiées auront des chances d'être conservées et de revivre aux moments dangereux. Mais il n'est pas possible de dire scientifiquement jusqu'où cette persistance peut aller.

2° *Facteur représenté par les conséquences d'un conditionnement pyschobiologique favorisé par le film.* Nous savons que notre comportement dépend d'une somme d'habitudes instaurées dans notre manière de penser et de réagir. Ces habitudes sont établies, et continuent de se former, selon des lois dégagées par Pavlov. Si un incident précède de peu un acte moteur ou sécrétoire de notre organisme, cet incident peut plus tard provoquer cet acte, bien qu'il n'ait aucun lien causal avec lui. Cette éventualité aura lieu (1) si, en réalité, l'incident a précédé de fort peu l'agent causal qui provoque de manière naturelle l'acte moteur ou sécrétoire. Plus tard en l'absence de cet agent causal, l'apparition de l'incident qui l'avait précédé sera capable de provoquer l'acte moteur ou la sécrétion. Par exemple, le fait d'acheter un « eskimo » à l'entr'acte du spectacle, déclenche en nous une sécrétion digestive. Si, juste avant l'entr'acte, une image en gros plan (réclame du film hebdomadaire prochain) nous a impressionnés, il sera possible que le fait de revoir cette image sur l'écran la semaine suivante déclenche en nous une sécrétion digestive, nous donne faim et envie de manger un « eskimo ».

Mais, voilà aussi que désormais le fait de voir dans la vie courante une image semblable à celle de l'écran, ou même qui s'en rapproche seulement par quelques traits, ou même qui en évoque le souvenir, nous donnera envie de manger un « eskimo ». Ce n'est pas tout : par un déplacement psychologique, par susbtitution, le fait de manger un « eskimo » ou toute autre variété de chocolat glacé, pourra nous rappeler l'image en question.

Chez l'homme, contrairement à ce qui se passe chez l'animal, de telles liaisons psychobiologiques peuvent se constituer assez facilement. L'homme dispose, en effet, d'un système de signalisation puissant : *la parole*. Dans l'exemple que nous venons de choisir, la liaison image-chocolat sera d'autant plus forte que l'image aura été accompagnée de commentaires ou bien qu'elle représentait un personnage parlant. La parole renforce les liaisons conditionnées.

Ainsi, à partir d'un spectacle, certaines images peuvent demeurer et survivre dans le souvenir du spectateur, et un incident de la vie peut les replacer dans le champ de la conscience.

Or, il existe des lois psychophysiologiques qui président au maintien de ces liaisons fortuites et à leur reviviscence. La connaissance de ces lois permet de dire que *les éléments qui jouent au cours de la projection d'un film de cinéma*, autant du fait du spectateur que du fait du film, *peuvent favoriser la conservation, la survivance et l'extériorisation de ces images*. Nous avons vu que les réactions des rythmes électriques du cerveau existaient, non seulement au niveau des aires classiques de réception des messages de lumière et de son, *mais encore au niveau de tout le cerveau, et dans des zones bien spéciales*. Ces zones ont pour fonction d'*accomplir un travail d'intégration, d'amplification des messages reçus*. C'est à leur niveau que nos souvenirs sont conservés. C'est à leur niveau que notre vie instinctuelle, sexuelle, endocrinienne et émotionnelle est élaborée, règlementée. Ce sont ces zones que le neuro-chirurgien extirpe avec succès pour supprimer un état de délire, pour rendre normal un comportement dévié. Ces zones sont donc en rapport avec nos dérèglements, avec nos passions.

Or, il est grave d'être obligé d'admettre que lorsqu'une image s'impose avec force au spectateur, sa trace s'étend jusqu'au niveau même de ces zones cérébrales. D'après les lois du conditionnement et de la psychophysiologie, cette image va ainsi se lier à nos

(1) Des conditions de répétition et de charge affective interviennent. Les répétitions au cours desquelles cet incident fortuit a précédé l'agent causal (naturel) et la charge d'émotion et d'évocation, contenue dans l'incident fortuit, favorisent la liaison entre l'incident fortuit et l'acte moteur ou sécrétoire (qui n'a pas de lien naturel avec lui). La parole, possèdée par l'homme, favorise grandement cette liaison. Mais on voit que le fait d'aller souvent au cinéma favorise par l'élément « répétition » de telles liaisons.

souvenirs, s'accoler à nos émotions, à nos passions et à des éléments qui sont mis en jeu dans notre conduite (éléments moteurs et respiratoires en particulier).

On voit comment une image-force renforcée par le bruit et la parole, peut s'imposer à un spectateur, dont les filtres cérébraux sont déficients, et comment elle pourra faire de nouveau irruption dans le champ de la conscience évoquée en même temps qu'un élément passionnel, et en même temps que s'élaborera automatiquement le schéma moteur et respiratoire d'un acte. *Nous avons là, tout montés, les instruments psychologiques du crime.*

Ce qu'il faut bien noter, *c'est que l'établissement et le maintien des relations contractées entre les images du film et les éléments psychobiologiques du spectateur* sont favorisées, renforcées *par le milieu, par les habitudes* et *les perspectives de pensée du spectateur*. Le fait que le cinéma a pris *la place d'un rite*, le fait que le film est projeté dans *une salle obscure* jouent de manière importante, de même que la tendance à *s'identifier au héros, à l'imiter*. Tous ces éléments, et bien d'autres, maintiennent la survivance et renforcent ces images forces motrices.

Conclusion

Au terme de ce bilan succint, nous pouvons suggérer que *le cinèma ne jette point le spectateur normal sur la voie de la délinquance.*

Il peut toutefois *favoriser des éléments psychologiques et biologiques, qui peuvent être des précurseurs du délit.*

Et cette action facilitatrice revêt *chez certains spectateurs fragiles une importance non négligeable.*

Mais il est difficile de dire jusqu'à quel point ira cette action chez certains.

BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus du Congrès international de Filmologie, Paris, 19-23 février 1955. Presses Universitaires de France, parus en 1956, *Revue internationale de Filmologie*, 1956.

Cohen-Seat (G.), Gastaut (H.), Bert (J.). — « Modification de l'électroencéphalogramme pendant la projection cinématographique », *Revue internationale de Filmologie*, 1954, V, n° 16, p. 7-25.

Cohen-Seat (G.), Faure (J.). — « Retentissement du *fait filmique* sur les rythmes bioélectriques du cerveau », *Revue internationale de Filmologie*, 1954, V, n° 16, p. 26-50.

Faure (J.) et Cohen-Seat (G.). — « Réponses aux stimulations sensorielles de l'activation réalisée par la projection filmique », *Revue neurologique*, 1954, 90, n° 4, p. 307-311.

Faure (J.) et Cohen-Seat (G.). — « Film et Encéphale », Comptes rendus (52e session) du *Congrès des Aliénistes et Neurologistes de langue française*, Liège, Belgique, 19-26 juillet 1954, Masson, éd. Paris, p. 304-313.

Faure (J.). — « L'activation filmique dans les troubles de l'activité nerveuse supérieure », *Conférence du 19 janvier* 1955, à l'Institut de Filmologie, Amphi. éd. Quinet, Sorbonne, Paris.

Faure (J.). — « Des effets de la projection du film de cinéma sur l'activité nerveuse supérieure » (études de psychophysiologie), *Journal de médecine de Bordeaux*, 1955-132, n° 8, p. 766-776.

Faure (J.) et Corcelle (L.). — « Etude des mécanismes perceptifs visuels dans la poursuite d'une image », *Revue d'oto-neuro-ophtalmologie*, Paris, 1955, 27, p. 178-185.

Faure (J.) et Portmann (M.). — « Potentiels auditifs évoqués chez l'homme », *Revue d'oto-neuro-ophtalmologie*, Paris, 1955, 27, p. 185.

Faure (J.) et Portmann (M.). — « Réponse, chez le chien éveillé, de l'aire corticale auditive antérieure et de l'hippocampe à des stimulations sensorielles spéciales », *Revue de laryngologie*, 1955, n° 3-4, p. 168-178.

FAURE (J.) et PORTMANN (M.). — « L'individu face à des situations sensorielles particulières », *Revue de laryngologie*, 1955, n° 3-4, p. 179-186.

GASTAUT (H.) et BERT (J.). — « Eeg activation and moving picture», *Clin. Neurophysiol.* J., 1954, 6, 433.

HEUYER (G.), COHEN-SÉAT (G.), LEBOVICI (S.), REBEILLARD (Mme), et DAVEAU (Mlle). — « Note sur l'électroencéphalographie pendant la projection cinématographique chez des adolescents inadaptés », *Revue internationale de Filmologie*, 1954, t. V, n° 51-64.

— On lira avec profit les communications de ces auteurs dans les *Comptes rendus du Congrès international de Filmologie*, Paris, 19-23 février 1955 (Presses Universitaires de France, Paris).

LEMPÉRIÈRE (Mlle). — « Hygiène mentale et cinéma ». Rapport aux Journées de la Santé mentale 1955, 26 et 27 novembre 1955, *in Hygiène mentale*, 1956, n° 1, p. 147-162.

ZAZZO (Mme). — *Communication au Congrès international de Filmologie*, Paris, 19-23 février 1955.

***

(Travail du Centre de Neurobiologie de Bordeaux (Prof. DELMAS-MARSALET) et du Laboratoire de pathologie expérimentale de l'encéphale de la Faculté de Médecine de Bordeaux (Prof. agrégé Jacques FAURE), avec les crédits de recherches de l'Institut de Filmologie de Paris (Prof. MARIO-ROQUES, COHEN-SÉAT (G.)).

LE CINEMA ET LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

par Jean CHAZAL
Vice-président au Tribunal de la Seine.

Celui qui prend connaissance des études établies sur le problème des corrélations entre le cinéma et la délinquance juvénile est surpris par les contradictions qui existent entre les conclusions de ces études. Des auteurs estiment que le cinéma provoque de nombreux cas de délinquance juvénile, les autres sont beaucoup plus modérés dans leurs estimations, d'autres encore discutent ces corrélations elles-mêmes.

Je n'entends pas vous présenter un travail scientifique, ni vous apporter des conclusions définitives. Je veux seulement vous faire part de quelques réflexions que m'a inspirées mon expérience d'ancien juge des enfants.

Des enfants commettent des délits afin d'aller au cinéma ; délit de vol pour se procurer de l'argent, délit de bris de clôture pour pénétrer dans la salle de cinéma par la porte de secours, etc... C'est incontestable.

On ne saurait davantage nier que l'écran peut enseigner à des adolescents certaines techniques criminelles. On apprend à mettre des gants pour éviter que les empreintes digitales n'apparaîssent, on apprend à couper une vitre sans laisser de morceaux et sans qu'elle se brise bruyamment, on apprend à sectionner un fil téléphonique... etc. Je dirais même que certains cambriolages commis par des jeunes délinquants se caractérisent par un luxe de précautions que le cinéma a pu, dans bien des cas, enseigner, précautions, d'ailleurs, souvent inutiles, ce qui nous laisse entrevoir que l'enfant, auteur d'un délit est encore fréquemment à la limite du jeu et de la réalité.

Mais il nous faut aller plus loin et aborder le véritable problème.

Est-ce que le pouvoir de l'image cinématograpgique est tel qu'il provoque chez l'enfant des réactions musculaires et motrices dans le temps qui suit la projection ?

On ne saurait contester ce pouvoir à l'image filmée. L'enfant ne lui échappe pas, d'autant moins qu'il est plus mouvement que pensée réfléchie. Le pouvoir de l'image est encore accru par la luminosité de l'écran, l'obscurité de la salle, l'accompagnement musical.

Doit-on pour autant conclure que l'image cinématographique détermine des actes criminels commis dans une sorte d'hypnose dans les heures qui suivent la représentation filmée ?

Ma réponse est des plus réservées, et cette réserve m'est dictée par l'expérience.

Je n'ai que très exceptionnellement constaté que des jeunes délinquants aient reproduit, en perpétrant leur infraction, la scène vue sur l'écran dans les heures, voire les jours qui ont précédé le délit.

Au surplus, lorsque j'ai pu faire cette constatation il s'agissait toujours d'adolescents particulièrement suggestifs ou hypermotifs ou encore hystéropathes. Ainsi il m'est arrivé de voir un jeune débile, très suggestible : il avait assommé son patron en utilisant un gourdin et avait assisté la veille à une représentation où l'on voyait un domestique frapper son employeur d'un gourdin.

Encore une fois, je dois dire que ce sont là des situations exceptionnelles mettant en cause des sujets essentiellement plastiques.

Ces quelques réflexions doivent nous amener à situer l'influence du cinéma sous son véritable jour.

On peut affirmer, me semble-t-il, que si l'image ne détermine que rarement le délit, elle peut par contre le *favoriser*. Elle est l'occasion qui provoque « le passage à l'acte », elle est le « stimulus » de l'action.

Encore faut-il à mon avis que certaines autres conditions soient remplies.

Quelles sont-elles ?

Elles peuvent tenir à la fragilité préexistante de l'enfant. Il est impuissant à filtrer avec bonheur les messages qu'il reçoit.

Nous sommes assez souvent en présence d'un enfant atteint de troubles de caractère. Il est alors possible que l'image soit dans le sens de ses tendances caractérielles profondes. Ainsi, j'ai pu constater qu'un adolescent aux tendances paranoïaques et perverses avait adressé des lettres anonymes à tous ses camarades d'atelier après avoir vu le film (d'ailleurs très remarquable), « Le Corbeau ».

Dans d'autres cas, l'enfant est un névrosé et l'image libère des charges émotives profondes qui agitent son inconscient. Plusieurs jeunes personnes aux tendances hystéropathes ont fait des fugues de leur province natale pour venir à Paris dans le quartier de St-Germain-des-Près, après avoir vu « Manon ».

On peut également dire que certains jeunes qui souffrent d'une véritable sous-éducation, qui n'ont élaboré ni valeurs sociales ni valeurs morales, se laissent entraîner plus facilement que d'autres, par l'image, par certaines images.

Il est aussi des conditions concomitantes ou consécutives à la représentation cinématographique qui sont susceptibles d'accentuer la force de l'image et de favoriser l'acte délictueux.

Au premier plan je situerai le jeu.

L'enfant joue fréquemment les scènes vues à l'écran. Il lui arrive alors de commettre des délits en jouant. On pourrait effectuer une curieuse statistique relative aux enfants éborgnés qui, avec de jeunes camarades, s'appliquaient à jouer en utilisant des baguettes les duels fameux de Fanfan-la-Tulipe.

Dans d'autres cas, c'est le jeu qui, pour une raison ou pour une autre, devient réalité. On ne saurait trop souligner avec quelle facilité l'enfant passe du jeu à la réalité, soit sous l'effet de la peur, soit parce qu'il a le besoin de se rendre intéressant et d'attirer sur lui l'attention. Ainsi j'ai connu de jeunes adolescents qui, au bois de Vincennes, jouèrent pendant longtemps à l'égard des promeneurs, les bandits masqués. Un jour à la suite d'une réaction de l'un de ces promeneurs — il se mit à appeler au secours — les enfants prirent peur et le blessèrent en utilisant un couteau de camping.

Il faudrait aussi insister sur l'importance du groupe pour les jeunes adolescents. Ils peuvent commettre après le spectacle cinématographique des larcins en bande, larcins qui rappellent de façon plus ou moins directe une scène de l'écran. Ces larcins sont exécutés en bande. Incontestablement ils ne seraient pas réalisés de façon solitaire. Le groupe soutient ceux qui le constituent et déculpabilise leurs conduites.

Ajoutons enfin que certaines situations peuvent être complices du pouvoir de l'image. Je pense plus particulièrement aux incitations sexuelles de certains films favorisées par l'obscurité de la salle ou celle de la rue à la sortie du cinéma.

On ne saurait donc nier à mon avis des corrélations entre certaines images cinématographiques et la délinquance juvénile.

Je dois cependant aller plus loin dans mon propos et vous livrer quelques réflexions qui, pour moi, ont eu leur origine dans une constatation faite dans l'exercice de mes fonctions de juge des enfants.

De nombreux jeunes délinquants fréquentent les salles de cinéma de façon abusive.

Aucun mineur délinquant n'a comparu devant moi sans que je lui aie demandé quelle était sa cadence de fréquentation du cinéma. Je peux affirmer que ceux dont j'avais à Paris la charge c'est-à-dire ceux de Belleville, de Menilmontant, de la Bastille, de la Porte de Montreuil allaient en général, au cinéma trois ou quatre fois par semaine, parfois plus souvent encore.

On peut sans doute dire que ce sont les mêmes facteurs qui provoquent à la fois la délinquance juvénile et la fréquentation abusive des salles de cinéma.

Nous sommes en présence d'enfants livrés à eux-mêmes, aussi d'enfants frustrés dans leurs besoins affectifs les plus profonds.

Leur agressivité est à la fois conséquence de leur situation et réaction affective à cette situation. Leur fréquentation abusive des salles de cinéma est, elle aussi, conséquence du manque de direction familiale et réaction affective tant d'évasion que de compensation aux frustations par eux subies.

C'est peu discutable.

Cependant, je pense que plus l'enfant fréquente l'écran, plus le pouvoir de l'image est grand, car il se double d'autres mécanismes psychologiques que je vais essayer de préciser.

L'enfant qui va plusieurs fois par semaine au cinéma, est amené à croire que l'écran lui apporte la réalité. « Le cinéma fait vrai », on l'a souvent affirmé. Il présente la réalité plus qu'il ne la représente ou l'imagine. Des figures planes et en noir sur blanc, par la vertu même du mouvement se transforment en volumes et prennent la densité de la vie. Pour le jeune spectateur assidu du spectacle cinématographique, l'image filmée est plus réelle que la vie de chaque jour. Pour lui la réalité est dans l'univers cinématographique dont il est imprégné.

Un second mécanisme joue : celui de l'identification.

L'enfant qui fréquente de façon abusive les salles de cinéma fait converger toutes ses forces de sympathie sur tel ou tel personnage de l'écran qui devient pour lui un modèle, modèle d'autant plus attractif qu'il représente à la fois une rupture avec la vie quotidienne et un idéal.

Cette identification à l'acteur de cinéma est, d'ailleurs, soigneusement entretenue et développée par une sorte de collectionnisme des portraits de vedettes de la part de nos adolescents, et aussi par la lecture assidue des magazines.

Ce phénomène de l'identification survit souvent à l'acte délictueux. Combien de fois j'ai pu constater que certains jeunes délinquants profondément bouleversés par le délit qu'ils venaient de commettre se refusaient à pleurer pour « faire le dur comme à l'écran ».

Il me devient maintenant facile de vous indiquer quels sont les films qui me paraîssent dangereux et de nature à favoriser la délinquance chez de jeunes spectateurs assidus devant l'écran.

On ne peut pas ne pas parler des films de violence.

Sans doute, l'image de la violence peut-être « cathartique » pour employer le langage de la psychanalyse. Elle peut purger le spectateur de ses tendances agressives. Un psychologue italien raconte que l'un de ses amis, magistrat à Milan se libère de son agressivité en allant chaque dimanche encourager une équipe de football dans ses matchs et en participant aux réactions bruyantes de la foule. Ce magistrat vaque ensuite et pendant la semaine aux devoirs de sa profession en toute sérenité !

Il est cependant des images de violence qui peuvent devenir particulièrement nocives.

Ce sont celles qui expriment dans la violence le plaisir ou le raffinement, la frénésie ou l'horreur, ou encore l'intensité brutale, le *stress* pour parler le langage technique.

Par contre, je ne crois guère au caractère dangereux des « *Westerns* ». Les scènes violentes qui assortissent les chevauchées du Texas sont, pour nos enfants, déjà dans la légende au même titre que les aventures des « Trois mousquetaires ». Le jeune entre dans le jeu sans être dupe. Il y croit sans y croire. D'ailleurs dans les « *Westerns* » le bandit a la tête de l'emploi et le représentant de l'ordre superbe et courageux ne commet aucune vilénie et finit toujours par sauver... la fille du fermier.

Les films centrés sur le banditisme et le ganstérisme peuvent être dangereux.

On entend affirmer qu'une fin moralisatrice dépouille ces films de leur nocivité.

Je n'en suis pas certain. Les dernières images d'un film montrant que le bandit est puni et que l'ordre triomphe ne me paraîssent pas constituer un frein bien sérieux. Le risque n'arrête pas l'adolescent, encore moins lorsque le bandit qui lui est présenté respecte la loi du milieu et celle de la camaraderie, lorsque vers lui vont la puissance, l'argent, l'amour. Peu importe la fin du film, puisque le bandit aura eu pour lui des heures prestigieuses et désirables. C'est pourquoi je suis navré que des jeunes puissent voir un film récent, d'ailleurs techniquement réussi, « Du rififi chez les hommes ».

Il est des films dont on ne souligne pas, en général, le danger et qui me paraîssent nocifs pour des adolescents. Ce sont les films « noirs », ceux qui veulent nous convaincre de l'absurdité du monde, ceux dont les personnages pensent que rien ne vaut rien, que personne n'est responsable de ses actes, que tout effort doit se stériliser de lui-même en s'anéantissant dans un triste « à quoi bon ».

Ne croyez pas que je sois pour autant partisan des films « roses ». Rien n'est plus déplaisant à voir qu'un film « rose », plus pitoyable qu'un certain cinéma de patronage.

Il est normal que notre société sache prendre conscience à travers l'écran de ses défectuosités et de ses vices. Mais pourquoi ne pas davantage, à travers l'image filmée, décrire la merveilleuse histoire de la conscience humaine, dire tout ce qu'il y a d'émouvant dans la reconnaissance de l'homme par l'homme, dans sa révolte, dans ses aspirations à se dépasser lui-même, à aimer, à créer ?

Il est enfin des films que je voudrais stigmatiser. Ils se caractérisent par la fausseté et l'artificiel des situations présentées. Nous constatons que le jeune spectateur que de tels films ont imprégné, accepte comme réalité les situations les plus fausses et les plus artificielles. Ces films sont aussi navrants qu'une certaine « Presse du Cœur » et aussi désastreux dans leurs conséquences. Je pense plus particulièrement à tout un ensemble de « navets » qui nous décrivent la réussite infaillible d'un « *superman* » ou qui nous montrent des personnages oisifs vivant naturellement de la façon la plus luxueuse et la plus facile.

Je n'ai pas encore dit un mot des films qui à certains apparaissent comme les plus dangereux, les films qui peuvent avoir une résonnance sexuelle.

En ce domaine, il faut être nuancé.

Ayons horreur de l'hypocrisie et de la pudibonderie, si nous ne voulons pas fabriquer de toute pièce des « complexes » à nos adolescents.

Il est une façon saine de poser à l'écran des problèmes sexuels.

Il est des nudités devant lesquels il n'y a pas lieu de s'alarmer sans mesure.

Par contre, on ne saurait trop proscrire les films qui s'appliquent à exprimer une sorte d'obsession sexuelle, une sorte de sado-masochisme sexuel ou qui encore se complaisent dans l'équivoque des situations.

Je n'oublie pas que je présente cet exposé au cours des Journées de Défense sociale, et puisque la Défense sociale avec raison met de plus en plus l'accent sur la prévention, je me dois de me placer sur ce terrain.

Sans doute dans ce domaine il ne faut pas sous-estimer l'importance de certaines mesures d'interdiction.

Il ne saurait être discuté que des films doivent être interdits aux enfants et aux adolescents. Il devrait y avoir me semble-t-il, une gamme dans les interdictions selon les âges des jeunes spectateurs. Un film peut être nocif pour un enfant de 10 ans et susceptible d'être vu par un adolescent de 15 ans. De même l'interdiction devrait dans certains cas être prolongée pour des adolescents de plus de 16 ans. C'est ainsi que le film « Du rififi chez les hommes » auquel je faisais allusion, il y a quelques instants me paraîtrait devoir être interdit à tous les mineurs de moins de 18 voire 20 ans.

Aux mesures d'interdiction, se rattache le problème délicat de la pré-censure. Au cours de nos Journées de défense sociale, il sera traité par des spécialistes plus qualifiés que moi pour examiner cette question.

Enfin dans le domaine des interdictions, il serait éminemment souhaitable que nous portions notre attention et nos efforts sur l'affichage qui est parfois scandaleux, aussi sur le « visionnement » à l'écran de quelques scènes du film qui sera projeté la semaine suivante.

Je ne pense pas que les mesures d'interdiction quelles que soient leur qualité et leur opportunité puissent, à elles seules, nous donner une solution au problème qui nous préoccupe.

Je suis absolument convaincu que pour lutter contre un cinéma nocif nous devons envisager tout un ensemble de mesure hautement constructives.

Première de ces mesures, à mon avis, l'organisation des loisirs des jeunes. Nous savons quelles sont encore dans certains quartiers et dans certaines banlieues de nos grandes agglomérations les conditions de logement des familles. Nous ne pouvons pas raisonnablement demander à des parents de garder auprès d'eux à longueur de journée leurs enfants, lorsqu'une famille composée de cinq à six personnes se partagent l'espace de deux pièces, parfois d'une seule pièce. Si nous ne voulons pas que les enfants dont les parents vivent dans des hôtels meublés, dans des logements exigus, dans certains H.B.M. soient en danger moral, nous nous devons d'organiser leurs loisirs. D'ailleurs l'organisation des loisirs des jeunes qui fréquentent abusivement la rue, qui sont, à tout instant, attirés par les sollicitations de la rue, pose tout un ensemble de problèmes dont l'importance est primordiale, problèmes que j'ai tenu à souligner dans mon rapport au dernier Congrès de Défense Sociale de Milan. J'avais, en effet, pris pour thèmes « les expériences socio-éducatives de quartier, moyen de prévention de la délinquance juvénile ».

D'autre part, il me paraît primordial d'assurer à nos jeunes une culture cinématographique. Il est nécessaire de les amener à travers une éducation à prendre du recul devant l'image, à savoir lui opposer une pensée réfléchie susceptible d'être un contrepoids à certaines influences cinématographiques, aussi à apprécier la qualité artistique, dramatique, poétique d'un film. C'est pourquoi nous devons encourager les réalisations de ciné-clubs destinés aux enfants et aux adolescents. L'école se doit de se saisir de ce problème. La culture cinématographique est devenue une nécessité pour l'esprit. Personnellement je m'intéresse à une expérience de ciné-club dans un foyer de semi-liberté recevant de jeunes délinquants. Les résultats obtenus sont très remarquables, les adolescents de ce foyer pour la plupart jeunes ouvriers ou apprentis acquièrent une éducation cinématographique qui fait encore défaut à de nombreux collégiens.

Il est enfin nécessaire de réaliser l'éducation des parents. Nombreux sont les parents qui sont intoxiqués de cinéma mais incapables de dominer les problèmes que pose l'image filmée. Nombreux sont aussi les parents qui envoient leurs enfants au cinéma pour éviter que ceux-ci ne fassent du tapage à la maison sans avoir le moindre souci de la qualité du film qui sera vu par leurs fils et leurs filles.

Au cours de cet exposé, si j'ai été amené à formuler des critiques contre certains films et contre une fréquentation abusive du cinéma, je ne suis pas pour autant un adversaire de l'écran. S'il est encore des hommes et des femmes qui souhaitent la mort du cinéma, je ne me range pas dans leur camp.

Pour moi le cinéma est un remarquable moyen de culture, d'éducation et d'art, mais sa qualité sera d'autant plus élevée que nous aurons le courage de souligner les dangers qu'il peut représenter, lorsqu'il entend seulement faire appel à ce qu'il peut y avoir de médiocre dans la pensée et dans l'affectivité des spectateurs.

Le film, s'il n'est pas réalisé dans le souci exclusif du succès commercial, peut et doit exprimer de très remarquables valeurs dans les domaines de l'art, de la culture, de l'éducation.

UNE IDENTIFICATION HÉROIQUE DE L'ADOLESCENT DÉLINQUANT : EDDIE CONSTANTINE

Exposé présenté par M. le Docteur Parrot
d'après une étude faite au Centre d'Observation de Macanan à Bouliac (Gironde).
par M. le Docteur Parrot, MM. P. Spinat, R. Guitton, et F. Corbal.

L'influence psychologique du cinéma sur les adolescents et les adultes a déjà été signalée dans de nombreuses études.

Au Centre d'accueil et d'observation de Macanan, depuis plusieurs mois, l'équipe médico-psychologique se posait cette question : « N'y a-t-il pas, dans le cinéma contemporain, pour nos adolescents délinquants, marqués par une opposition à la société, non seulement un style de film, mais encore un héros qui symbolise toutes leurs aspirations et incarne à leurs yeux un idéal qu'ils désirent imiter ? ».

Les résultats de l'enquête que nous avons menée dans ce but et dont nous présentons les conclusions, ont porté sur un nombre restreint de sujets : 24 garçons âgés de 16 à 18 ans. Les documents furent fournis par 24 devoirs de français faits au cours d'activités scolaires normales.

Le sujet proposé était : « Quel acteur ou actrice de cinéma vous plaît le plus ? Essayez, en vous servant des films que vous avez vus, de dire pourquoi il (ou elle) incarne à vos yeux le héros que vous voudriez être (genre de vie, qualités, aventures qui lui arrivent) ».

Le sujet était présenté ainsi, afin d'obtenir des réponses plus vraies, les garçons étant moins sur la défensive vis-à-vis des activités scolaires, qu'à l'égard des tests, enquêtes... dont ils se méfient, craignant des conséquences aggravantes pour leur cas.

Résultats

Le héros choisi. — Il s'en présente trois : la femme, le comique, le héros d'aventure.

— *La femme.* — Un seul a choisi une femme pour héros, et encore est-ce la « pin-up explosive transalpine : Gina Lollobrigida ».

— *Le comique.* — Fernandel a été pris à l'unanimité des six garçons qui ont choisi ce genre de héros. Il est à noter qu'il s'agit en général de débiles et les raisons de leur choix se résument dans cette pensée d'Alain P..., 17 ans, : « Il est tellement bête que ç'en est marrant ».

— *Le bagarreur.* — Dix-sept garçons ont pris l'aventure :

1 a choisi Tarzan ; 2 ont choisi Gary Cooper ; 1 a choisi Jean Gabin ; et 13, ont choisi Eddie Constantine.

Que 17 adolescents sur 24, soit, plus des trois quarts aient pris l'aventure, la chose est assez normale, mais que sur ces 17, 13 aient choisi Eddie Constantine, cela est surprenant. Cependant, le nombre de héros aventureux dont nous abreuve le cinéma actuel est important. Que ce soit des acteurs français : Gérard Philipe, Georges Marchall, Yves Montand..., américains : Burt Lancaster, Gary Cooper, Alan Ladd, Kirk Douglas..., italiens, etc..., les noms ne manquent pas.

Motivations de ces choix

Deux raisons se suivent de très près pour obtenir la première place : « ...Il se bagarre », disent les uns, « ...Il sait charmer les femmes », disent les autres. (Jacques V... ajoute : « C'est ce qui nous manque le plus »). Bref, pour employer l'expression de Max L..., 17 ans, : « C'est un dur ». Onze garçons sur 13 citent la bagarre, 9 sur 13 les succès féminins.

Un autre élément qui a influencé nos garçons, est qu'il sort toujours vainqueur de ses bagarres ou de ses enquêtes ». Comme dit Max G... : « Il lui arrive bien de se faire dérouiller, mais il gagne quand même » (cité huit fois sur treize).

Le fait que dans ses films il emploie des moyens extra-légaux pour arriver à ses fins, attire aussi la sympathie de nos garçons : « Ce qu'il y a de bien avec lui, c'est qu'au bout de 30 minutes de film, on ne sait plus s'il est du côté des bandits ou de la police », nous dit Jacques V... (noté cinq fois dans les devoirs).

Par contre, un élément sur lequel nous comptions peu vient également prendre une place importante : Eddie Constantine, quoiqu'homme du cinéma », a une vie de famille vraie. « Il a une femme et des enfants, nous dit Miguel C..., ce sont deux filles dont l'une, la plus âgée, chante avec lui... ».

Au passage, nous voyons l'interpénétration de la vie privée etde la vie cinématographique de ce héros pour nos garçons, qui arrivent à mélanger dans leur attachement à cet homme, réalité et fiction.

Enfin, nous trouvons notés quelques détails secondaires :

— Il est le justicier (trois fois cité),

— Il fait ce qu'il veut (deux fois cité).

— Il chante (deux fois cité).

Mais le facteur le plus important, encore que le plus difficile à expliciter dans un rapport comme celui-ci (il faudrait citer intégralement tous les devoirs), est l'espèce de « tendresse » qui transparait envers Eddie Constantine, mêlée à une admiration et à un désir de lui ressembler.

Marcel F..., par exemple, parle uniquement de lui en employant son prénom : « Eddie, avec ses coups durs... Moi, je voudrais être Eddie ».

Après cet exposé des faits, nous allons nous efforcer de dégager les constantes discernables dans les différents rôles incarnés par Eddie Constantine. Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas d'envisager la psychologie de l'acteur lui-même en tant que personne, encore qu'il pourrait être intéressant de rechercher les liens existant entre certains acteurs et les types de rôles qu'ils incarnent ordinairement. Cette tâche est aisée en ce qui concerne Eddie Constantine, car il se spécialise dans des rôles nettement déterminés, dans lesquels on peut retrouver des comportements semblables ou semblablement motivés.

Dans les pages précédentes, nous avons vu quelles étaient les raisons alléguées par les garçons, pour le choix qu'ils faisaient d'Eddie Constantine comme de leur acteur préféré ; il est bien évident que ce ne sont pas les raisons dont ils ont clairement conscience qui ont pu en fait motiver leur préférence. Notre travail va donc asssister à essayer de regarder Eddie Constantine avec les yeux de nos adolescents, en cherchant à exprimer ce qui, chez eux, a pu demeurer à l'état inconscient.

Un premier aspect s'impose : Eddie Constantine est sympathique. Il est sympathique à nos adolescents, mais aussi à l'immense majorité des spectateurs. Pourquoi donc plaît-il à un tel point au français moyen de notre époque ? A un premier niveau de réponses, on peut alléguer qu'il excelle à établir le contact avec le public. Il y a souvent chez lui un clin d'œil au spectateur, une sorte de complicité tacite, il semble jouer pour le spectateur auquel il lui arrive même de s'adresser ouvertement dans tel ou tel film.

Mais il existe un autre aspect, c'est qu'il incarne le héros populaire de notre époque. On peut l'envisager dans la lignée de certains héros de romans ou du cinéma, en rappelant ici que notre étude consiste beaucoup plus en une analyse psychologique du héros qu'en une recherche filmologique. Dans cette perspective, on pourrait envisager des rapprochements féconds avec Arsène Lupin, *gentleman* cambrioleur, héros des ouvrages de Maurice Leblanc. Si l'attitude d'Arsène Lupin est franchement anti-sociale, il y a chez lui, d'une part la recherche d'une sorte d'esthétisme du cambriolage, une ingéniosité séduisante, l'amorce d'un rôle de justicier car il ne vole que les riches et souvent pour donner aux pauvres.

Tout près de nous, toujours dans la littérature, Simon Templar, dit « le Saint », mène lui aussi son action en marge de la loi, mais il est d'une façon plus déterminée, le justicier. Arsène Lupin était typiquement français, « le Saint » est anglais, encore qu'il ait trouvé une très abondante clientèle en France. Chez lui, les thèmes sentimentaux se mêlent à l'action dans laquelle l'ingéniosité cède un peu le pas à la violence. Arsène Lupin était celui qui se tirait des situations les plus embrouillées avec une suprême élégance grâce à son intelligence, à son art du grimage et aux mille ressources d'un esprit fertile en inventions. Simon Templar est moins intellectuel.

On pourrait également évoquer un héros qui connut, toujours dans la littérature, un succès assez considérable avant la guerre, « Fantomas ». Mais, alors que la sympathie et même l'estime pouvaient s'attacher aux deux héros précédents, Fantomas est une figure inquiétante, perverse, meurtrier raffiné et sadique ; le climat des ouvrages où il évolue est assez morbide et les lecteurs viennent y rechercher des sensations assez frelatées. Ce qu'on attend d'un tel personnage est qu'il provoque une sensation d'angoisse.

Dans quelle mesure peut-on dire qu'Eddie Constantine se situe dans la lignée de ces héros ? Peut-être parce que, comme eux, il est devenu personnage légendaire et même quelque peu épique. Il n'est pas donné à tous les temps de créer des épopées. Cependant, il semble que l'épopée corresponde à un besoin constant de l'âme populaire. A travers l'épopée, s'expriment ses grandes aspirations, les types humains qu'elle magnifie et auxquels elle s'identifie. Si toute œuvre est marquée par le cadre social dans lequel elle a été créée, le propre de l'épopée, quel que soit son auteur, est d'être l'expression la plus authentique de certains aspects profonds de l'âme du peuple. Si les héros de romans, qui connaissent un tel succès auprès du lecteur non cultivé sont la création d'auteurs soucieux de leurs intérêts commerciaux, ces derniers ont su trouver les types d'hommes qui correspondent aux aspirations secrètes de la majorité de leurs lecteurs. En autres termes, il semble y avoir un accord profond entre ce que ces auteurs ont su exprimer par leurs personnages, et ce à quoi aspire la masse des lecteurs. Toutes transpositions étant faites du domaine littéraire au domaine

cinématographique, Eddie Constantine peut, à bon droit, se situer dans cette catégorie de héros qui présentent des caractères épiques.

Pour Eddie Constantine, il est manifeste qu'il répond à une attente du spectateur, qu'il existe une sorte d'harmonie entre lui et certains aspects importants de la mentalité de son public.

Eddie Constantine est-il intelligent ? D'abord, en aucune façon, il n'est penseur, philosophe, savant ; on ne le voit jamais énoncer des thèses philosophiques ou morales. Ses considérations se situent toujours au niveau du bon sens populaire, son jugement est toujours appliqué au concret, son intelligence est essentiellement pratique, elle est au service de la vie et de l'action, elle ne s'exerce jamais pour elle-même.

Ses personnages n'ont donc aucune profondeur de pensée, mais leur intelligence est parfaitement rapide, précise et efficace, elle est subordonnée à l'action, mais c'est un instrument parfaitement au point à ce niveau. Il est incontestable que c'est précisément ce genre d'intelligence qui séduit nos garçons. Ils sont incapables d'apprécier la valeur d'une pensée orientée vers la spéculation, mais ce qu'ils admirent, c'est la pensée qui réussit dans le monde pratique, la pensée concrète, la pensée ouvrière, pourrait-on dire, celle de l'*homo faber*.

Ce qui frappe dans son affectivité, c'est son manque d'intensité, sa richesse médiocre. Eddie Constantine est un être seul. Il n'a pas d'amis et, de toute façon, ses relations avec autrui pèsent assez peu sur son comportement. Il est peut-être : « Votre dévoué Blake », mais à vrai dire, le désir de rendre service à autrui n'est guère que le déclic qui met en branle tout le besoin d'action qui est le déterminant profond du comportement. Il se présente donc comme un personnage affectivement libre, indépendant, peu attaché, mais en ce sens, très égocentrique. En fait, il vit pour lui, on ne trouve une exception à cet aspect de sa psychologie que dans : « Je suis un sentimental ». Ce n'est pas que l'amour soit absent des films d'Eddie Constantine, mais il s'agit d'un amour très peu oblatif, mais plutôt d'une des formes élémentaires de l'érotisme dans laquelle la femme n'est guère que le partenaire d'un jeu délicieux mais sans profondeur, se situant à un niveau très épidermique. Eddie Constantine n'aime pas véritablement ; ses relations avec les femmes ressemblent beaucoup plus à des passades, à la satisfaction assez élémentaire de l'instinct sexuel, vaguement teintées d'une sentimentalité passagère. Mais il n'est ni un tendre ni un affectueux. Or, il semble que cette caricature de l'amour présentée par un homme qui exerce un pouvoir d'attraction considérable sur l'adolescent est très nocive et ne facilite guère son évolution vers la maturité affective. Ce qui domine chez lui, ce ne sont pas les mille nuances d'une vie affective évoluée, mais c'est la sphère instinctive.

On peut même affirmer que l'on trouve chez lui, comme une magnification des instincts, qu'il s'agisse de l'instinct sexuel dont nous venons de parler, ou de l'agressivité ; agressivité d'ailleurs non pas méchante ou sadique, ou perverse, mais essentiellement volonté de s'affirmer sur un mode musculaire, plaisir de faire jouer tous les rouages d'une machine physiologique bien montée, fusse aux dépens d'autrui et, nous l'avons vu, autrui comme tel a une importance bien secondaire aux yeux d'Eddie Constantine.

Magnification des tendances orales également. Nos garçons risquent de trouver là, une sorte de revalorisation de la beuverie. Les spectacles qu'ils ont pu avoir sous les yeux, dans leur milieu familial ou de quartier, pouvaient causer une dépréciation de la boisson, l'ivresse leur a présenté des tableaux assez souvent répugnants et pouvant créér comme tels une certaine répulsion. Il se trouve qu'Eddie Constantine boit souvent, on le voit sans cesse le verre de whisky à la main, et il boit sans que son intégrité s'en trouve atteinte, sans que ses facultés en soient altérées ou son efficacité diminuée, spectacle semble-t-il, beaucoup plus dangereux que celui du père ivre, car il réintègre dans l'image du héros de l'homme idéal, fort, toujours vainqueur, ce que nos garçons avaient pu n'apercevoir jusqu'à présent que chez des êtres plutôt déchus.

Cette sorte d'auréole accordée aux comportements issus des exigences des instincts nous apparaît d'autant plus dangereuse qu'elle ne se trouve contrebalancée par aucune motivation se référant à des valeurs morales. Il ne s'agit évidemment pas de réclamer un art moralisateur, mais de constater que le comportement d'Eddie Constantine, qui suscite admiration et désir d'imitation, ne se réfère à rien de ce qui dépasse les exigences de l'action. Si ce comportement n'est pas celui d'un pervers, si on ne trouve pas de véritable dérèglement de l'instinct, cependant aucun contrôle issu d'une sphère supérieure ne paraît intervenir, aucun souci d'un idéal à défendre, aucune véritable

motivation de l'action, aucun frein non plus. Certes, Eddie Constantine n'est pas un impulsif, il se contrôle, et fait ce qu'il veut, parce qu'il le veut, mais on ne sent chez lui aucune entrave, aucun obstacle, aucune référence à un plan supérieur à son goût de l'action pour l'action. Il se présente comme un être libre, affranchi, d'une part à cause de la faiblesse de ses liens affectifs pour autrui déjà notée, et d'autre part parce que ne pèse sur lui aucune anxiété, aucun interdit issu d'un Code moral intériorisé. Osons dire, au risque d'être excessifs, qu'il apparaît comme un être sans « Surmoi ». On le sent dans une profonde sécurité, d'une part parce qu'il est capable de réduire tous les obstacles issus du monde extérieur, de surmonter tous les dangers, de s'en tirer avec une certaine aisance, parce qu'en un sens, il est invulnérable, mais cette invulnérabilité semble se présenter également à l'égard des dangers issus du monde intérieur : pas de cas de conscience, aucune inhibition, il est, semble-t-il, aussi maître de son monde intérieur que de l'univers dans lequel il évolue.

Si l'on envisage un aspect qui nous préoccupe plus particulièrement quand il s'agit de mineurs délinquants, celui de l'adaptation sociale, on trouve encore, chez Eddie Constantine, quelques aspects dangereux. En effet, sa situation est presque toujours équivoque. Il joue le double jeu, même lorsqu'il incarne Lemmy Caution, agent fédéral de la police américaine, il est encore extra-légal. S'il n'est pas contre la loi, il est le plus souvent, au moins par son type de comportement, son mode d'intervention « hors la loi ». Il vit en marge de tout cadre social et en fait, se raille de l'autorité et aime à ridiculiser la police officielle (comportement d'ailleurs fréquement observé chez la plupart des héros de romans d'action contemporains, même lorsqu'ils jouent un rôle de détective — cas typique : Simon Templar). D'ailleurs, ce n'est pas la société qu'il semble défendre, ni même telle classe de la société ou telle cause sociale, son jeu se présente essentiellement comme une sorte de match, hors des cadres officiels de la vie sociale, entre lui et ses ennemis. Ses adversaires sont en effet présentés, ordinairement beaucoup plus comme des ennemis personnels que comme des individus opposés à la cité.

Nous avons noté chez lui une certaine solitude sur le plan affectif, cette solitude se trouve soulignée, par le fait qu'il n'appartient à aucun groupe déterminé. Il est impossible de le situer dans une classe sociale. Il n'est ni de la pègre, ni de « la haute ». Tout au plus, peut-on dire qu'il présente une sorte de « distinction populaire ». Cette absence évidente de groupe d'appartenance fait de lui, non un inadapté social, ni un « désinséré », mais pourrait-on dire, un « non inséré ». En un sens, pour reprendre un thème de Saint-Exupéry, il ne « participe pas ».

En fait, ce vers quoi sa vie est essentiellement orientée, c'est l'action, et l'action pour elle-même. Ce qu'il recherche, c'est avant tout une certaine intensité de vie conçue comme le plein exercice, l'heureux fonctionnement de tous les rouages de la machine humaine. On songe, encore que son jeu n'ait aucune prétention philosophique, à certaines conceptions de la vie dans lesquelles les valeurs se trouvant exclues, l'aspect qualitatif se trouvant exorcisé, seul reste l'aspect quantitatif de la vie. Nous l'avons dit, Eddie Constantine ne pense pas, sent assez peu, ne rêve pas. C'est un pur actif, chez lequel l'action se valorise par elle-même et pour elle-même, ne se rattache à rien d'autre et se trouve entière circonscrite par le présent, l'immédiat ; de même qu'il est peu rattaché à un passé, qu'il semble, sur le plan temporel être un être sans « profondeur », il ne présente aucune perspective d'avenir, seul l'intéresse l'instant vécu auquel il tend à donner le maximum d'intensité, soit sur le plan de la sensation (et non du sentiment), soit de la dépense musculaire. On trouve, là encore, un des secrets de son succès auprès des adolescents : il réussit, ne pose pas de problème, il mène une vie intense, mais non pas tendue ; il se présente au contraire comme très « décontracté » (type américain) ; en ce sens il est « surhomme » un peu comparable au *Superman* des *Comic Books*, avec ceci de plus séduisant qu'il ne présente aucun don surnaturel. Il est l'un de nous, seulement plus grand et plus heureux dans ses entreprises. Dans son instantanéité, il maîtrise le destin.

Enfin, considération par laquelle nous retrouvons l'idée du début, sa pyschologie est extrêmement rudimentaire. Rien ne vient compliquer ses décisions, tout se trouve en quelque sorte à la surface, il ne laisse rien à deviner, il n'y a pas lieu de chercher de signification cachée ou complexe à son comportement. Que l'on songe par exemple à la différence entre son jeu et celui d'un Jean Gabin dans un film d'action comme « Touchez pas au Grisbi ». Jean Gabin donne à ses personnages une étoffe, une profondeur qui, loin de s'épuiser dans le comportement extérieur, oblige le spectateur à pénétrer par un effort de compréhension sympathique, dans les mille replis d'un cœur d'homme véritable.

Il y a chez Eddie Constantine, une schématisation de l'action, une structure si rudimentaire et en surface, au niveau de l'apparence immédiate, qu'elle épargne tout effort au spectateur. Il se présente en quelque sorte comme un illustré vivant dont le déchiffrement est extrêmement facile. Il lui arrive de participer à des situations d'une intrication telle, que l'on a quelque difficulté à en suivre le fil, mais cette complexité ne se situe jamais à un niveau pyschologique, elle est due seulement au caractère embrouillée de la situation extérieure. Il suffit d'une certaine agilité d'esprit pour suivre les différentes péripéties dont le débit peut être assez rapide, mais nullement d'un véritable effort de réflexion. En ce sens, le jeu d'Eddie Constantine est accessible aux intelligences les plus élémentaires, et il atteint un public beaucoup plus large que celui des lecteurs de romans policiers. Ceci justifie également le choix que nous avons fait de ce personnage pour une telle étude.

***

Nous avons parlé, au début de ce travail, d'un certain aspect épique de ces rôles. La schématisation dont nous venons de parler est un des caractères que l'on attribue généralement à l'épopée. Ceux-ci peuvent en bref, se ramener à la grandeur des personnages qui dépassent le commun de l'humanité par leur rang et leurs actions, les exploits héroïques dont ils sont les auteurs, le schématisme de leur psychologie et une certaine symbolisation.

Or, c'est une telle symbolisation que l'on trouve liée au schématisme chez Eddie Constantine. C'est le symbole de l'homme fort, libre, sûr de lui, heureux dans ses entreprises amoureuses ou dans ses diverses aventures, à la fois indépendant et aimable.

Il importerait d'analyser quelle fonction il remplit dans la psychologie de nos adolescents, mais on peut noter qu'ils éprouvent une intense incitation à l'imiter dans son genre et dans son action, sans posséder évidemment le même champ d'action d'où le risque d'exercer celle-ci dans le champ dont ils disposent. Or, celui-ci ne leur permet d'autre voie d'imitation que la délinquance, le passage à l'acte se trouvant facilité par les divers caractères que nous avons énumérés dans les lignes précédentes et en particulier, absence de retenue par un Code moral ou par des préoccupations d'ordre social.

Il y a d'ailleurs dans cette schématisation un côté voulu. On pourrait nous reprocher en effet de n'avoir pas su discerner dans la plupart des rôles incarnés par Eddie Constantine, une intention parodique. « Il joue » toujours et nous aurions tort certes, de le prendre au sérieux. Cet aspect est évident pour l'adulte ou même pour l'adolescent présentant un certain niveau de culture ou de maturité ; mais celui qui par suite de la limitation de ses aptitudes, n'est guère capable, d'une part, de saisir l'intention cachée derrière les actes, et, d'autre part, de comprendre la signification générale de l'ensemble des scènes (ainsi que cela a été clairement montré pour les enfants d'âge mental inférieur à 12 ans), un tel spectateur demeure soumis à la signification la plus obviée et superficielle de chacune des séquences et ce que nous nous sommes efforcés de dégager, c'est justement ce qu'un tel spectateur peut y percevoir d'une façon confuse, mais certaine.

***

En conclusion, dans l'évolution affective qui d'un enfant fera un homme, une étape est importante entre toutes, pour le choix du personnage et la réalisation d'une autonomie, c'est la puberté. On a trop voulu voir le caractère sexuel de la crise pubertaire avec ses conséquences psychologiques, de nombreux auteurs laissent dans l'ombre les traits essentiels de cette tranche de vie. « L'âge bête, l'âge critique », où l'on n'est plus un enfant sans être encore un homme se caractérise par un rejet, un refus des structures et du style de vie antérieurs.

L'émancipation de la famille, du père, de la mère, est souvent terrible et douloureusement ressentie par les « anciens » qui ne comprennent guère cette « hostilité » et ces refus d'obéissance. Le jeune homme doit briser avec son passé ; son enthousiasme

et son absolu lui font abandonner tout et briser ses affections d'autrefois. Il refuse son enfance, et ses amis, cherchant une véritable autonomie ; se mettant au ban de la famille, il ne peut vivre seul, une angoisse l'étreint. Sa plongée dans l'avenir, ce vertige de la liberté lui font rechercher des soutiens. Toute cette affectivité disponible va se tourner vers les belles amitiés avec des promenades interminables, des discussions passionnées, un attachement tyrannique à un chef... Son imagination lui fait auréoler ses élus, des qualités dont il a le sentiment d'être pauvre.

Pendant l'adolescence, nos jeunes rêvent à l'avenir, à l'exercice d'une profession, mais avec une peur de l'échec. Toutes les forces se mobilisent contre la peur et ils deviennent capables de courage et désirent connaître des aventures. Dans cette période, frappante par ses contradictions, ce perpétuel mouvement d'espoirs, de déceptions, d'illusions, un désarroi intérieur s'intensifie et mettra de nombreuses années à se résoudre. Nos garçons qui s'analysent pour la première fois, dans le secret de leur cœur, s'effrayent et leur instabilité leur fait entrevoir leurs limites sans que, pour autant, ils les acceptent. Dans cette situation, l'adolescent va « emprunter des idéaux aux modèles stylisés que proposent à toutes les époques, le roman et le théâtre et depuis trente ans, le sport et le cinéma » (Maisonneuve). Ce choix va profondément « impressionner » le jeune qui copiera, imitera et s'identifiera à un type d'homme sans complexe.

Eddie Constantine nous apparaît, dès lors, comme un personnage dangereux, particulièrement par cet attrait qu'il exerce sur des milliers de jeunes. Il n'a pas de timidité, c'est un adulte, un affranchi, un aventureux, il n'est jamais puni et sort de toutes les situations dangereuses sans angoisse, exactement ce qu'un adolescent aspire à devenir.

Le cinéma apparaît de plus en plus comme un aliment, une comédie aux spectacles divers qui propose des personnages auxquels les adolescents peuvent se référer.

Accordons-nous trop de place à un sujet sans importance ? Nous ne le croyons pas ; si la criminalité infantile n'est pas « le grand problème », elle représente une préoccupation profonde pour ceux qui ne peuvent accepter de voir perdre des personnalités peu perturbées en elles-mêmes, mais distordues par une ambiance chaque jour plus pernicieuse. Un cinéma de violence s'avère rentable sur un plan financier, mais aussi très efficace pour donner aux adultes de demain, une technique « criminelle très au point ».

INFORMATIONS

† DENIS CARROLL

La Criminologie a subi une lourde perte : Denis Carroll n'est plus. Il est mort, subitement, à l'âge de cinquante-cinq ans, ne laissant derrière lui que des regrets.

Il était de ce type de britanniques aux cheveux clairs, au teint frais, n'ayant jamais l'air pressé, qui donnent l'impression de rester toujours jeunes. Ce qui, chez lui, renforçait cette impression, c'était cet intérêt bienveillant et toujours renouvelé qu'il portait aussi bien aux hommes qu'aux questions scientifiques, cet esprit d'humour qui ne se trahissait le plus souvent que par un plissement des yeux, cette joie, qui ressemblait souvent à la joie pure des enfants, qu'il avait de savoir, de connaître et, plus simplement, de vivre.

Denis Carroll avait fait des études de physiologie et de médecine à l'Université de Cambridge et avait participé comme psychiatre à la guerre de 1940-1945. Il avait dirigé le plus grand établissement psychiatrique de l'Armée britannique et il y remporta un grand succès, dû surtout, comme l'a souligné le Docteur Alfred Terris, son chef hiérarchique, « à l'attention dévouée qu'il consacrait aux détails et à son désir de se conformer toujours aux normes les plus élevées ».

Le rêve de tout grand médecin anglais est de devenir médecin de *Harley* ou de *Weymouth Street* : ce rêve, le docteur Carroll l'a réalisé, ce qui suffirait déjà à indiquer le succès qu'il avait remporté dans sa carrière. Le nombre des titres acquis ou des fonctions exercées par lui le confirment d'ailleurs nettement. C'est ainsi qu'il fut directeur médical de la *Portman Clinic*, membre des Commissions consultatives du *Home Office* pour le traitement des délinquants, de la Probation, des enfants et des jeunes adultes, et membre du Conseil de la Société anglaise de médecine légale, et l'on pourrait encore en signaler bien d'autres.

Denis Carroll a laissé de nombreux écrits, aussi bien dans le domaine psychiatrique qu'en matière criminologique.

En France, il était surtout connu en tant que président de la Société internationale de criminologie, fonction qu'il exerçait depuis 1950 et à laquelle il venait d'être réélu. Son plus grand succès à cet égard fut l'organisation du troisième Congrès international de criminologie sur le récidivisme, qui se tint à Londres en 1955 et dont il fut le président (1). Il est rare qu'une si grande manifestation scientifique internationale soit dirigée par un président si jeune, mais ses amis — et ils étaient nombreux — se sentent aujourd'hui encore réconfortés par la pensée qu'il eut ainsi l'occasion de donner la preuve de toutes ses capacités et de toute sa compétence.

Que Mrs. Carroll, qui prit part avec tant de charme, d'intelligence et de bonté à ses diverses activités, et leurs enfants veuillent bien trouver ici l'expression de nos condoléances attristées.

Yvonne MARX.

(1) V. cette *Revue*, 1955, p. 769 et s.

LE NOUVEAU CODE CRIMINEL DU WISCONSIN

Le 1er juillet 1956 est entré en vigueur le Chapitre 699 des *laws of* 1955 instituant un nouveau Code criminel pour l'Etat du Wisconsin. La réforme avait été décidée en 1949 et d'après M. William A. Platz (*Wisconsin Law Review*, mai 1956, p. 353) les buts de cette réforme étaient les suivants. On aurait voulu, tout d'abord, profiter de cette refonte des lois pénales pour procéder à une simplification du langage, ainsi qu'à une modernisation des règles en vigueur en tenant compte des réformes de procédure pénale et des courants de politique criminelle qui s'étaient manifestés aux Etats-Unis, particulièrement en ce qui concerne la *Probation* et la *Parole*. Le législateur du Wisconsin désirait également incorporer dans la loi écrite les dispositions essentielles du *Case law* c'est-à-dire, dans notre langage habituel, des solutions de la jurisprudence. Il lui semblait utile également de formuler dans un chapitre spécial les principes généraux applicables à toutes les infractions, afin de donner une classification de ces infractions tenant compte de la nature et de l'importance de l'intérêt social protégé. On voulait enfin établir un équilibre entre l'intérêt de la Société qui consiste à avoir à sa disposition un système de répression rapide et efficace et l'intérêt qui s'attache à protéger l'accusé menacé d'être atteint dans ses droits ou dans sa liberté.

Ces indications sont intéressantes, car elles nous démontrent que le courant qui tend un peu partout à moderniser les règles du droit pénal en se libérant de certaine technicité ancienne se montre aujourd'hui agissant aux Etats-Unis. On sait, d'autre part, que le droit criminel des Etats-Unis d'Amérique est fondé sur la *Common law* anglaise résultant elle-même de plusieurs siècles de *case law*. La base même du droit criminel est donc elle-même non écrite et la loi écrite lorsqu'elle intervient se soucie assez peu ordinairement de formuler des principes généraux. La doctrine des criminalistes anglais eux-mêmes s'est, pendant longtemps, assez largement désintéressée de ce que nous appelons le droit pénal général pour consacrer toute son attention sur le droit pénal spécial et bien entendu sur la procédure criminelle qui est la préoccupation dominante du système anglo-américain. A l'heure où l'on voit la doctrine anglaise la plus récente faire une part de plus en plus large à la partie générale du droit criminel, il est intéressant de constater que le législateur du Wisconsin a traduit dans la loi positive cette préoccupation nouvelle des criminalistes anglo-américains. A cet égard et plus spécialement encore en ce qu'il lutte contre le caractère étroitement technique et casuiste des anciens textes de loi, le nouveau Code pénal du Wisconsin peut être rapproché du récent Code pénal canadien entré en vigueur en 1955 et dont nous avons également rendu compte (1).

Comme le Code canadien du reste, le Code du Wisconsin procède à l'abolition des *Common law crimes*. Il y a là, un nouveau triomphe de la règle de la légalité au sens en quelque sorte continental du mot, dans une législation du type anglo-américain. Il s'ensuit que le juge du Wisconcin n'aurait plus la possibilité de déclarer punissable par application des seuls principes de la *Common law* un acte qui ne serait pas incriminé par une disposition formelle de la loi écrite. Cela ne signifie pas d'ailleurs que les principes de la *Common law* aient perdu toute valeur. Les infractions anciennes ont été depuis des siècles caractérisées et définies par des dispositions de *case law*. Ces définitions restent valables, mais la sanction est désormais légale.

Par là, le Code nouveau était amené à reprendre un certain nombre de dispositions prévues d'ailleurs très souvent par des textes de loi particuliers. Le législateur du Wisconsin a ici encore adopté une attitude qui le montre sensible à l'un des courants caractéristiques de la législation pénale moderne. Le Code, nous dit M. Platz, rejette cette idée que toute circonstance permettant l'application d'une peine doit être désignée avec une extrême particularité dans la loi écrite et il a été guidé plutôt par le principe que lorsqu'un mode d'action doit être interdit, il doit l'être d'une façon large sans qu'il y ait pour autant, violation de la règle d'après laquelle la loi pénale doit être certaine (p. 355).

Cet élargissement de certaines incriminations et cette formulation nouvelle de certains principes généraux du droit pénal s'accompagnent d'une amélioration sérieuse de la situation de l'accusé (p. 356). Le Code nouveau supprime d'ailleurs en règle générale

(1) Cf. cette *Revue*, 1956, p. 215.

le minimum de la peine ; ce minimum ne subsiste expressément que pour certaines infractions particulièrement graves comme l'assassinat et le kidnapping fait dans l'intention de demander une rançon : dans les deux cas le minimum est alors l'emprisonnement à vie, le maximum étant la peine de mort. Le minimum subsiste également pour le meurtre simple et il est alors de 5 ans de prison. Dans tous les autres cas, le minimum légal a disparu mais en réalité parce qu'il est remplacé dans l'esprit du législateur du Wisconsin par la possibilité de mettre le délinquant sous probation.

Dans sa partie générale, que nous ne pouvons ici examiner en détail, des dispositions spéciales ont été prévues pour l'état de nécessité. On a maintenu expressément la présomption d'innocence et les règles qui imposent à l'accusation la charge de la preuve.

Le Code a également repris les dispositions qui existaient déjà dans les lois du Wisconsin en ce qui concerne les multirécidivistes. L'unes des innovations importantes du nouveau Code consiste à lui faire sanctionner officiellement la *Probation* et la *Parole*. Le minimum du temps de mise sous probation est d'un an. Des lois de 1927 et de 1929 avaient introduit au Wisconsin la sentence indéterminée en donnant au juge le droit de fixer le minimum et le maximum de la peine. En 1931 une autre loi imposa un minimum légal. Le Code de 1955 supprime la nécessité de ce minimum : la condamnation est donc prononcée pour une durée dont le maximum seul est spécifié par la décision judiciaire.

M. A.

LES RÉFORMES LÉGISLATIVES RÉCENTES INTERVENUES EN BULGARIE ET EN POLOGNE

Dans un précédent numéro de la *Révue de Science criminelle* (1) nous avions informé nos lecteurs des modifications législatives intervenues en Roumanie. Nous voudrions leur donner aujourd'hui quelques brèves indications sur les modifications intervenues en Bulgarie et en Pologne.

La loi pénale bulgare de 1951 qualifiée maintenant officiellement de « Code pénal » a fait l'objet, à la suite du vote de l'Assemblée Nationale du 3 février 1946 d'une série d'amendements qui modifient profondément les principes généraux du droit jusqu'alors en vigueur dans ce pays. En effet ce code posait dans les alinéas 2 des articles 2 et 34 le principe de l'analogie. Ainsi certains actes non définis par les textes, pouvaient être punis si le tribunal estimait qu'ils étaient « analogues » à d'autres infractions punies par la loi.

Or la loi du 3 février 1956 porte abrogation des alinéas 2 des articles 2 et 34 du Code pénal, supprimant ainsi l'analogie. Cette initiative a une contrepartie et se traduit par une définition plus rigoureuse des infractions qualifiées « crimes », et par un élargissement des domaines dans lesquels l'action pénale est désormais ouverte.

Les amendements de la loi du 3 février 1956 visent également une autre question, celle de l'avortement. Jusque là, cette pratique était interdite. Désormais elle est autorisée à condition d'être pratiquée avec le consentement de la mère, dans des établissements sanitaires spécialement désignés à cet effet. Toutefois, en contrepartie, des dispositions très sévères sont prises pour la protection de la famille : le nouvel article 288 stipule que le conjoint qui délaisse sa famille et vit maritalement avec une personne autre que sa femme est puni d'une peine allant jusqu'à 6 mois de prison et en cas de récidive. jusqu'à 3 ans. Un délai de 6 mois est donné aux faux ménages pour rompre leur concubinat et obtenir le divorce par simple déclaration, s'il n'existe pas d'enfants mineurs au foyer légal. S'il y a des enfants, le consentement des deux époux est nécessaire.

Il semble bien que cette décision s'explique par des considérations d'opportunité : en effet un certain nombre de hauts fonctionnaires et de dignitaires du parti communiste avaient fait des « mariages de jeunesse » au début de leur carrière. Puis accédant à de hautes charges, ils avaient commencé à délaisser peu à peu leurs épouses qu'ils jugeaient désormais d'un rang social inférieur au leur, et ils s'étaient mis à vivre ouvertement avec des artistes ou des femmes exerçant des professions libérales. L'avortement clandestin avait pris des proportions considérables et l'intervention du législateur était devenue nécessaire pour mettre bon ordre à cet état de chose.

(1) Cf. cette *Revue*, 1956, p. 619.

En Pologne, de nouvelles règles de procédure judiciaire sont entrées en vigueur le 1er mars 1956. La réforme la plus importante porte sur l'instruction, élément essentiel du procès. Celle-ci était jusqu'alors confiée à la Milice. Désormais elle relèvera du Ministère public. L'enquête sera toujours menée sous la responsabilité du Parquet, en la personne soit du procureur lui-même soit de l'un de ses assesseurs, soit en celle d'un rapporteur du comité de sécurité. Le Ministère public devra surveiller les interrogatoires, les perquisitions et veiller à la rédaction impartiale des procès verbaux.

Quant à la défense, les droits qui lui sont accordés augmentent les garanties individuelles : le prévenu, son défenseur, et la partie civile seront désormais associés au déroulement de l'instruction. Lorsque celle-ci sera terminée, le prévenu se verra signifier l'acte d'accusation et sera informé des procédés employés pour son établissement. Il pourra alors faire appel des abus commis.

En matière de détention préventive, la demande d'arrestation ne sera recevable, qu'en cas de délit sanctionné par la loi d'une peine d'au moins un an de prison. Au cours de l'instruction, l'arrestation ne pourra être ordonnée que par un tribunal à la requête du Ministère Public. La durée de la détention ne devra pas excéder trois mois, sauf si la conduite de l'instruction le requiert, auquel cas elle pourra être portée à six mois. Toutefois, l'autorisation du procureur de la Voivodie sera alors nécessaire. Si la durée de cette détention est prolongée au delà de six mois, c'est le procureur général de la République qui devra donner son autorisation. Enfin, les proches parents de l'inculpé seront immédiatement avisés de son arrestation.

La condamnation qui aura été infligé en première instance ne pourra être aggravée en appel sauf s'il s'agit d'un appel a minima émanant du Ministère Public.

Enfin, les dispositions relatives aux droits de la partie civile ont été modifiées, car elles ne répondaient plus aux « conditions sociales actuelles ». Les changements visent surtout à protéger la partie civile dans les affaires à caractère familial, telles que sévices exercés sur la personne de l'épouse ou des enfants, demande de pension alimentaire après abandon du domicile conjugal.

Il est à souhaiter que les garanties accordées aux prévenus de droit commun s'étendent un jour aux accusés politiques dont il n'est fait aucune mention dans les textes.

S. E. S.

LE DÉCRET-LOI PORTUGAIS DU 12 MARS 1956 SUR LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET LES MESURES DE SURETÉ

D'importantes matières du droit pénal sont affectées par un décret-loi récemment promulgué par le Gouvernement portugais. Le texte est précédé d'un exposé des motifs précis et développé qui a le mérite d'inscrire les réformes intervenues dans l'évolution générale du droit pénal portugais et dans le cadre fondamental du système répressif du Portugal.

1. Le décret-loi apporte une modification au régime de la libération conditionnelle tel qu'il est prévu par l'article 120 du Code pénal ainsi que par l'article 398 de la loi sur la réforme des prisons.

Ce régime consacre la distinction entre la révocation de droit et la révocation facultative dans les termes suivants. La libération conditionnelle est révoquée de droit lorsque le délinquant est à nouveau condamné pour un crime de dol ; la révocation est facultative dans l'hypothèse où le libéré conditionnel ne respecte pas les obligations qui lui ont été imposées ou ne fait pas montre d'une bonne conduite.

La distinction entre ces deux formes de révocation est apparue à l'expérience arbitraire au législateur portugais. Il y a en effet des crimes de dol qui ne sont pas graves et n'entraînent que des sanctions bénignes. Il n'y a pas de raisons pour que ces infractions entraînent automatiquement la révocation de la libération conditionnelle, si elles ne sont pas la manifestation de l'état de danger du délinquant. Mais le décret-loi du 12 mars 1956 substitue le critère de l'importance de la peine à celui de la nature de l'infraction. La révocation de la libération conditionnelle n'interviendra désormais de droit que si la nouvelle infraction commise par le libéré est effectivement sanctionnée d'une peine de prison de longue durée (*prisao maior*). Le critère demeure objectif, mais une étape est franchie dans l'assouplissement du droit de la libération conditionnelle.

2. Le décret-loi du 12 mars 1956 précise la réglementation des mesures de sûreté. Il autorise le tribunal à en ordonner l'exécution provisoire à condition que la durée de la mesure provisoire n'excède pas six mois et soit imputée sur la durée de la mesure définitive.

Cette disposition est valable tant en ce qui concerne les instances au cours desquelles la mesure de sûreté est imposée qu'au cours de celles qui ont trait à sa prorogation. Dans ces instances spéciales (*procesos complementares*), l'article 4 du décret autorise le juge compétent à ordonner, à titre provisoire, la prorogation ou la substitution de la mesure afin de permettre le déroulement normal de l'enquête en cours.

3. Le décret-loi contient une disposition nouvelle. La prorogation de la mesure de sûreté prise à l'encontre des vagabonds est prohibée. L'exposé des motifs ne conteste pas que cette disposition constitue une exception un principe admis en la matière, par le droit portugais mais il la justifie par la distinction entre le caractère antisocial de certains délinquants et la seule asocialité des vagabonds. Il précise, par ailleurs, qu'il s'agit d'une expérience dont les résultats pourront être mis à l'épreuve lors de la révivion future du Code pénal.

4. Enfin, le décret-loi du 12 mars 1956 prévoit que pourront être astreints à des mesures de sûreté, d'une durée indéterminée de six mois à trois ans, susceptible d'être prolongée par périodes successives de trois ans, les individus qui créent des associations, des mouvements ou des groupements de caractère communiste ou qui exercent des activités subversives ayant pour fin la pratique de crimes contre la sûreté de l'Etat ou pour moyen le terrorisme. Une telle disposition ne peut encourir qu'une réprobation formelle. C'est déformer la théorie de l'état dangereux que de l'employer à des fins politiques. Ce n'est pas la science politique, mais la science criminelle qui est en cause. Cette disposition du décret-loi du 12 mars 1956 est d'autant plus regrettable qu'elle s'insère dans un système répressif dont on se plait à souligner l'esprit de méthodique progrès et dont elle fausse l'équilibre au seul profit des partisans de la stagnation. Il faut espérer que le recours raisonnable à cette formule nuisible compensera les risques que sa seule insertion dans le texte légal fait courir au développement des thèses de l'état dangereux du délinquant.

J.-B. H.

LA LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION EN ESPAGNE

Un décret-loi, en date du 3 mars 1956, vient, en Espagne, d'interdire sur tout le territoire national, la tenue des maisons de tolérance et de prévoir les dispositions susceptibles d'assurer la rééducation sociale des prostituées.

L'article 1 du décret-loi pose en principe que la prostitution est déclarée « trafic illicite » afin de sauvegarder la dignité de la femme, dans l'intérêt de la morale sociale. L'exposé des motifs va plus avant et justifie les dispositions du décret par le caractère illicite de la prostitution au regard de la théologie morale et devant le droit naturel.

L'article 2 interdit les maisons de tolérance sur tout le territoire espagnol, quels que soient les dénominations et les objets apparemment licites sous lesquels les tenanciers tentent de dissimuler leur véritable entreprise.

L'article 3 donne aux établissements en fonctionnement un délai de trois mois pour cesser toute activité. Passé ce délai, l'autorité administrative pourra procéder à la fermeture et à l'expulsion comme elle pourra le faire en cas d'installation de nouvelles maisons ou de réouverture des établissements fermés. Des sanctions administratives comminées en exécution des lois du 7 octobre 1939 et du 16 décembre 1950, accompagneront la non-fermeture, la réouverture ou l'installation nouvelle.

L'article 4 érige en délits les infractions à l'article 3, indépendamment des sanctions administratives. Il expose que ces infractions seront considérées comme prévues par les dispositions des articles 431 et 438 du Code pénal, relatifs au proxénétisme. Le premier punit de la peine des arrêts de longue durée et d'une amende de 1.000 à 5.000 pesetas, les individus qui favorisent ou protègent la prostitution en général, et le second inflige l'emprisonnement de courte durée et la même amende aux individus qui, habituellement, provoquent, excitent, favorisent ou facilitent la prostitution ou la corruption des personnes âgées de moins de 23 ans.

L'article 4, *in fine*, précise que les femmes âgées de 16 à 23 ans, provenant des maisons de tolérance fermées, sont soumises aux mesures de protection prévues par l'article 477 du Code pénal. Ces mesures consistent essentiellement dans une déchéance

de la puissance paternelle et un placement dans une institution spécialisée. Le Patronage de Protection de la femme a qualité pour requérir le prononcé de ces mesures des juridictions compétentes.

L'article 5 a plus directement trait aux pouvoirs de ce Patronage. Il lui appartient de pourvoir à la rééducation et à l'adaptation sociale des prostituées. Pour ce faire, il doit créer, encourager et coordonner les institutions qui se consacrent à cette œuvre et dont il est précisé qu'elles ne doivent pas avoir de caractère pénitentiaire. Le Patronage de la femme reçoit, par ailleurs, des attributions spéciales destinées à lui permettre de réintroduire les anciennes prostituées sur le marché du travail régulier.

Enfin, l'article 6 du décret-loi, confié tout naturellement à la Direction Générale de la Santé la charge de lutter contre les maladies vénériennes. On se demande l'utilité de cette directive législative évidente.

Le décret-loi espagnol du 3 mars 1956 doit être signalé à l'attention parce qu'il accentue une des tendances législatives de l'époque: plus que jamais, la lutte contre la prostitution tend à se poursuivre par une action contre les moyens de la prostitution et notamment par le retrait, aux maisons de tolérance, des faveurs législatives et administratives qui sont à l'origine de leur dénomination. On peut se demander si cette inspiration est bénéfique. N'est-il pas à craindre, qu'en rejetant à la rue les professionnelles de la prostitution, l'Etat aggrave la condition des prostituées et accentue un désordre auquel l'existence des maisons de prostitution apportait un remède hypocrite ? Et la question qui se pose est de savoir si le devoir de l'Etat est de mettre la conscience collective à l'abri de tout reproche moral ou de composer avec la réalité pour amoindrir les dangers sociaux de la prostitution. Quoi qu'il en soit, la tendance qui est manifestée par le décret-loi espagnol s'avère dominante dans les législations positives. La loi française de 1946 et la loi belge de 1948 en sont d'autres exemples. Il ne serait pas sans intérêt de procéder, le moment venu, à une recherche des résultats obtenus par ce mouvement législatif. Peut-être suffit-il actuellement de noter que, dans la mesure où, par l'incrimination de la tenue des maisons de tolérance, il représente une action contre les moyens de la prostitution, il constitue un élément du droit criminel de prévention qui tend à se dégager des expériences législatives.

J.-B. H.

PROJET DE LOI SUR L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT ET LOI SUR LA SUPPRESSION DE LA PROSTITUTION AU JAPON (1)

Un projet de loi tendant à l'abolition de la peine de mort vient d'être présenté devant la 24e session de la Diète japonaise.

La question de l'abolition de la peine de mort a été discutée au Japon depuis la promulgation même de son code pénal en 1907 mais c'est la première fois qu'un projet de loi tendant à la suppression de la peine capitale a été introduit.

Le Japon est un pays qui croit à la force intimidante de la peine capitale, mais cette force n'est pas suffisamment prouvée par les statistiques. Il n'est pas douteux, en effet, que les meurtriers punis de la peine de mort sont dans la majorité des espèces des délinquants primaires et il est hors de doute qu'ils seraient amendables dans la plupart des cas. Aussi la plupart des membres de la Diète japonaise sont-ils en faveur de l'abolition de la peine de mort.

***

L'ancien code pénal japonais de 1880 considérait déjà la prostitution comme un délit, mais encore comme un délit de peu d'importance. Seul le trafic de femmes était fortement puni. A l'heure actuelle, et selon la loi n° 118 du 24 avril 1956, la prostitution n'est plus un délit alors que l'exploitation et le trafic des femmes, qui ne sont que des délits accessoires, sont considérés comme des infractions graves. Ces dispositions de la loi rendent bien compte de l'état social, mais elles sont contraires au système selon lequel la prostitution n'est pas un délit pénal, dans la mesure où, la théorie

(1) Cf. *The Keisi* : Japonese journal of Criminal Law and Criminology, vol. 4, n° 4, novembre 1956.

du caractère accessoire de la complicité est considérée comme l'un des principes fondamentaux du droit pénal. La nouvelle loi semblerait alors entrer dans le mouvement général d'orientation moderne des idées relatives à l'acte principal et à la complicité, mouvement qui doit faire l'objet de discussions au VIIe congrès de droit pénal qui se tiendra à Athènes en 1957.

La loi de 1956 présente aussi des caractéristiques modernes en ce sens que, si la prostitution simple n'est pas considérée comme un délit, elle constitue tout de même un acte illégal sanctionné par une mesure de sûreté. Cette mesure qui porte le nom de « mesure de réhabilitation » n'est pas coercitive mais protectrice et consiste à fournir un travail honnête aux prostituées. On remarquera que dès lors, l'objet de la mesuure n'est plus l'acte illégal mais la personne de celui qui l'a commis.

Toute l'évolution du droit pénal se fait dans cette direction : ce n'est plus le délit mais le délinquant qui est visé.

M. S.

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LE VIIIe CONGRÈS DE L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS RÉGIONALES POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA MISE AU TRAVAIL DES JEUNES INADAPTÉS (1)

(Toulouse, octobre 1956)

Première commission

Les enfants et adolescents dits « caractériels »

1° Mesures de prévention et de dépistage, d'autant plus susceptibles d'alléger les investissements financiers ultérieurs au titre de la cure qu'elles seront plus précocement réalisées dès la période scolaire, constituées en particulier en :

a) une collaboration efficace de la médecine scolaire et du corps enseignant avec les organismes de sauvegarde de l'enfance,

b) l'assistance matérielle et psychologique à apporter en temps utile aux familles perturbées qui constituent les pépinières de caractériels,

c) la création d'équipes médico-sociales et psycho-pédagogiques aptes à faire le triage nécessaire et à orienter les décisions des organismes de tutelle financière.

2° Etude des modalités d'équipement et de fonctionnement répondant aux problèmes particuliers posés par les « caractériels » permettant :

a) investigations psychologiques dans le domaine de l'affectivité,

b) évaluation de l'aspect dynamique de la personnalité évoluant dans le temps, avec les conclusions pronostiques qui en découlent,

c) conseils motivés sur le mode de formation professionnelle et le choix de l'établissement,

d) travail de liaison des équipes de psycho-pédagogie médico-sociale avec les conseillers d'orientation professionnelle, les instituteurs, moniteurs et éducateurs, tenant compte des résultats de l'observation continue du sujet au travail.

3° Encouragement de la formation professionnelle en dehors des internats sous forme d'accords à passer, à l'échelon national, avec l'Enseignement Technique (2) et les Chambres de Métiers pour permettre le maintien des contrats d'apprentissage même lorsque les moyens scolaires restent en deçà des exigences des programmes.

4° Affirmation de l'utilité d'une « période de transition », comportant le maintien de prises en charge en fin d'apprentissage pendant les premiers essais professionnels réels.

5° Lutte contre le facteur d'inadaption constitué par l'exode des jeunes vers les

(1) Les actes de ce congrès seront publiés dans le n° 1, 2, 3, 1957 de la revue « *Sauvegarde de l'Enfance* ».

(2) et les centres d'apprentissage du Ministère du Travail (complément apporté par l'U.N.A.R.).

grandes villes en intensifiant, dans le cadre des départements, une formation professionnelle adaptée aux débouchés locaux.

6° Sur la suggestion de la Direction de l'Enseignement Technique : création d'un cadre de moniteurs spécialisés d'enseignement technique par le moyen de stages à organiser dans une école normale nationale de formation professionnelle.

7° Renforcement du contrôle exercé par les services du Travail et de la Main-d'œuvre sur les employeurs de personnel féminin mineur.

8° Etude par les pouvoirs publics et tous organismes intéressés de modalités de financement de services de suite, à réaliser soit par les cadres sociaux existants, soit par des services adéquats à créer sur le plan départemental.

Deuxième commission

Les débiles légers

1° Nécessité d'appliquer les méthodes d'activités manuelles ou de pré-apprentissage aux débiles légers des classes de perfectionnement des instituts médico-pédagogiques scolaires, post-scolaires et de certains orphelinats recevant des débiles, pendant la période scolaire et jusqu'à l'accession à la formation proprement dite.

2° Multiplication, par l'Enseignement Technique et par les Services du Travail de sections spécialisées du type de celles créées auprès de certains centres d'apprentissage et paraissant répondre aux besoins de la majorité des débiles légers.

3° En dehors des cas difficiles de débilité associée à des troubles caractériels ou à une instabilité grave, à traiter en instituts médico-professionnels, la majorité des cas de débilité légère doit pouvoir être réglée par une *adaptation de méthodes pédagogiques* sans nécessité onéreuse de créer de nouveaux établissements spécialisés.

Troisième commission

Débiles semi-éducables

(Arriération mentale moyenne)

1° Articulation très effective des mesures d'aide sociale et de prise en charge au titre de la Sécurité Sociale à l'égard de tous les débiles semi-éducables, et, corollairement, possibilités de financement stable des services de tutelle et des services de suite.

2° Solution, par l'action des autorités compétentes, des difficultés d'application aux débiles semi-éducables de la réglementation sur les salaires et sur la couverture du risque d'accident.

3° Assouplissement des dispositions concernant les contrats de travail offerts aux jeunes débiles, compte tenu de la difficulté d'adaptation immédiate (contrat d'apprentissage).

4° Création d'ateliers protégés, réellement adaptés au travail des débiles semi-éducables, même les plus atteints.

5° Coordination des mesures concernant les débiles semi-éducables, efficacement réalisable dans le cadre des commissions départementales d'orientation des infirmes utilement complétées par une représentation familiale.

6° L'implantation d'un établissement pour débiles semi-éducables et la formation professionnelle qui y sera enseignée devront être conditionnées par les débouchés offerts régionalement par le marché du travail.

Quatrième commission

Les malades chroniques et les handicaps moteurs

1° Création de centres de réadaptation fonctionnelle pour handicapés moteurs en nombre suffisant pour répondre régionalement aux besoins spéciaux démontrés par un recensement préalable des handicapés moteurs de chaque catégorie.

2° Formation du personnel auxiliaire spécialisé :

a) catégorie des handicapés moteurs d'ordre chirurgical et orthopédique : kinésithérapeutes qualifiés,

b) catégorie des handicapés moteurs d'origine neurologique (séquelles motrices d'affections nerveuses périphériques ou centrales) : nécessité de formation et de qualification spéciales de moniteurs et de monitrices de rééducation motrice par un complément d'études et de stages, dans le cadre d'un statut à fixer,

c) pour toutes catégories : nécessité d'un personnel qualifié dans les techniques éducatives et occupationnelles susceptibles de prévenir l'état d'inertie mentale pouvant résulter de l'hospitalisation.

3° Aménagements à apporter à la poursuite de la scolarité, par de larges dérogations portant sur :

a) les âges d'admission dans les classes normales d'enseignement scolaire et professionnel,

b) la possibilité de continuer des études au-delà des délais habituels.

4° Création de centres régionaux de formation professionnelle, spécialisés en fonction des diverses catégories d'handicapés physiques et spécialement des épileptiques en raison des problèmes spéciaux qu'ils posent et de la pénurie actuelle d'établissements qui leur sont consacrés.

5° Conception des opérations d'orientation et de sélection professionnelles en substituant à un esprit fixiste et fataliste de sélection-éviction une doctrine large et dynamique de sélection-affectation établie avec,

— d'une part le concours de l'hygiène scolaire et des mécecins et conseillers d'orientation professionnelle préalablement informés largement sur les possibilités de réadaptation et de formation professionnelle de ces handicapés,

— d'autre part, des employeurs d'entreprises privées par l'intermédiaire des médecins du travail et par les moyens de la propagande,

— et enfin, par l'intervention auprès des administrations en faisant valoir l'intérêt de modifier les règles actuelles de recrutement par des dérogations au statut des fonctionnaires, dérogations justifiées par la diminution des risques d'inadaptation et de rechute et le degré de qualification obtenue.

6° En ce qui concerne les épileptiques, il serait souhaitable que le législateur dégage de leur responsabilité en cas d'accident, à la fois les directeurs d'établissements scolaires et d'apprentissage, ainsi que les employeurs d'entreprises et les médecins scolaires et médecins du travail, en matière d'admission et d'emploi des épileptiques dans leurs établissements. Ceci sous l'expresse condition dans le cadre des établissements industriels et commerciaux, d'une étude approfondie du ou des postes qui peuvent être confiés aux épileptiques et de la connaissance non moins approfondie de la nature des troubles et des aptitudes professionnelles présentées par ces travailleurs.

7° Facilités à accorder pour la poursuite de leur traitement aux différents malades chroniques et handicapés moteurs, aux épileptiques notamment, ainsi qu'aux diabétiques sur le lieu de leurs études ou de leur travail, sous le contrôle des médecins scolaires dans le premier cas et des médecins du travail dans le deuxième.

8° Priorité d'admission lors de l'embauche pour ces handicapés sous la condition qu'ils soient reconnus comme tels et présentent la qualification nécessaire à l'emploi offert, avec sanctions à l'égard des employeurs qui les refuseraient sans raison valable.

9° Concession d'avantages fiscaux et de détaxations aux employeurs acceptant de la main-d'œuvre « handicapée ».

10° Promouvoir dans les entreprises privées et les administrations publiques des enquêtes précises portant sur :

a) les emplois actuellement tenus par des handicapés physiques afin de définir les postes de travail qui peuvent de façon probante leur être confiés,

b) les postes qui, *a priori*, pourraient être réservés aux handicapés physiques.

11° Opportunité d'accorder la plus large diffusion aux solutions à apporter particulièrement aux problèmes posés par des catégories d'handicapés méconnus, notamment celle des infirmes moteurs cérébraux qui, au nombre de 40.000 environ en France, dépasse de loin celle des sourds-muets et aveugles.

Cinquième commission

Handicapés sensoriels

A. — *Les Amblyopes*

1° Définition et extension de l'obligation scolaire pour les amblyopes ; facilités accordées aux collectivités par le Ministère de l'Education Nationale pour la création d'écoles nouvelles destinées aux amblyopes avec participation éventuelle du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale dans la création des internats.

2° Généralisation de l'enseignement spécial des amblyopes par la création d'un réseau de classes pouvant comporter un internat et des ateliers professionnels, afin de résoudre tous les problèmes posés par les enfants amblyopes des villes et de la campagne.

3° Organisation rationnelle avec le concours des pouvoirs publics, du placement des jeunes amblyopes à leur sortie des établissements d'enseignement scolaire ou professionnel, en particulier possibilité d'accession des amblyopes à certains emplois dans les administrations sans le barrage de l'insuffisance d'acuité visuelle.

4° Création dans les instituts médico-pédagogiques et établissements pour caractériels de sections pour amblyopes qui, en raison de leur retard intellectuel ou de leurs troubles caractériels, ne peuvent être reçus dans tout autre établissement créé ou à créer pour amblyopes.

B. — *Les Aveugles*

1° Organisation de l'enseignement scolaire pour la catégorie intermédiaire d'enfants qui ayant dépassé le stade de l'amblyopie sans être complétement aveugles, ne reçoivent actuellement à leur détriment que l'enseignement pour aveugles.

2° Organisation de l'enseignement actuellement inexistant pour jeunes aveugles anormaux.

3° Création de jardins d'enfants et de classes maternelles pour jeunes aveugles afin de suppléer le milieu familial incompétent à leur donner la préparation éducative appropriée.

4° Organisation d'un dépistage systématique très précoce des enfants aveugles par les soins des services compétents (Population et Aide Sociale, Services sociaux) en vue d'inciter les parents à confier les enfants aveugles aux établissements spécialisés.

5° Reconnaissance de l'obligation scolaire gratuite pour les enfants aveugles dans les mêmes conditions que pour les enfants voyants.

6° A l'intérieur de chaque établissement, organisation d'une orientation professionnelle rationnelle par la coopération des services médicaux du corps enseignant et des organismes professionnels, en liaison avec l'Enseignement Technique, les Services départementaux d'orientation professionnelle et les offices de main-d'œuvre.

7° Création à l'échelon national d'un bureau chargé de dresser et de tenir à jour l'état des places disponibles pour les aveugles dans tous les établissements spéciaux d'enseignement.

8° Extension du placement individuel des aveugles dans l'industrie et le commerce par la création d'ateliers conçus sur le modèle de celui ouvert au début de 1956 par le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

9° Obligation pour les administrations publiques d'admettre les aveugles dans les emplois qui peuvent leur être confiés.

10° Réforme des lois d'assistance actuellement susceptibles de trop encourager des aveugles adultes à ne pas travailler.

11° Création d'un centre d'hébergement en annexe de chaque centre de rééducation pour adultes.

12° Mesures de contrôle étroites à l'encontre d'entreprises n'employant de main-d'œuvre « aveugle » qu'aux fins d'exploiter la générosité publique.

C. — *Les Sourds*

1° Nécessité d'organiser notamment en milieu rural un dépistage précoce des enfants sourds pour s'efforcer de parvenir à leur placement précoce dans des établissements de rééducation.

2° Création sur le plan national, et sous l'égide du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, d'un service spécialisé dans le placement des enfants sourds.

3° Extension aux enfants sourds du principe de l'obligation scolaire au même titre et dans les mêmes conditions que pour les autres enfants.

4° Application de mesures d'aide sociale aux aveugles et grands infirmes mieux adaptées aux problèmes d'ordre essentiellement pédagogique posés par la rééducation de l'enfant sourd.

5° Création d'établissements très spécialisés destinés aux enfants sourds également atteints d'une autre infirmité physique ou d'arriération mentale.

6° Organisation de l'orientation professionnelle des enfants sourds.

7° Découverte avec le concours des services du Travail et de la Main-d'œuvre et des « grands employeurs » y compris les administrations publiques, de nouveaux débouchés susceptibles d'assurer ultérieurement aux enfants sourds une stabilité de l'emploi, certains établissements de rééducation pouvant être en outre spécialisés dans l'expérimentation de la préparation à ces nouveaux métiers.

8° Obligation de soumettre toute création d'établissement de rééducation d'enfants sourds à l'agrément ministériel notamment en ce qui concerne la qualification exigible du personnel enseignant.

Vœux généraux

Les travaux du VIII[e] Congrès de l'U.N.A.R. ont, d'une manière convergente, mis en relief l'excellence de la formule des *Foyers de jeunes Travailleurs et jeunes Travailleuses* qui, à l'âge critique de 14 à 17 ans où ils vont souvent effectuer l'apprentissage en milieu urbain, ne pouvant plus bénéficier de l'appui familial, ont néanmoins encore besoin soit d'une action éducative de post-cure, soit seulement d'une action préventive contre tout facteur d'inadaptation.

Le Congrès émet donc le vœu :

— que le plan d'équipement national fasse la plus large place à la création de Foyers de jeunes travailleurs et que, toutes les initiatives privées en ce domaine reçoivent l'appui efficace des services publics,

— que ces foyers de jeunes travailleurs ou travailleuses soient indistinctement ouverts à toutes les catégories de jeunes inadaptés telles que celles des débiles légers isolés sociaux, handicapés sensoriels de tous ordres etc...

— que l'allocation différentielle repas soit instituée sur le budget du Secrétariat d'Etat au Travail et versée aux Foyers pour en permettre l'accès à tous les jeunes malgré la modicité de leur salaire ou des ressources familiales.

— qu'à défaut de prix de journée, les frais occasionnés par la rémunération du personnel éducatif puissent être pris en charge par les pouvoirs publics au titre de la prévention sociale, afin de permettre le recrutement d'éducateurs spécialisés.

Vœu remis par Monsieur le Professeur Lafon

— que tous les services hospitaliers recevant des enfants aient la possibilité de compter dans leur personnel, à titre permanent et non bénévole, selon l'orientation et les bases des services, des jardinières d'enfants, des instituteurs, des éducateurs spécialisés.

PREMIÈRES JOURNÉES JURIDIQUES FRANCO-YOUGOSLAVES
(Paris, 23-25 mai 1956)

Les 23, 24 et 25 mai 1956 se sont déroulées à Paris, dans les locaux du Centre français de droit comparé, les premières journées juridiques franco-yougoslaves, organisées par la Société de Législation comparée, auxquelles ont pris part d'éminentes personnalités françaises et yougoslaves du monde juridique (1).

Trois sujets d'étude avaient été retenus : l'un de droit public : « La décentralisation », le second de droit civil : « Le statut de l'enfant en droit civil » et enfin le troisième de droit pénal : « La protection de l'enfance délinquante ». Ce dernier sujet fut illustré par la présentation de deux rapports faits le premier par M. Siméon, directeur de l'Education surveillée au Ministère de la Justice et concernant « Le problème de la délinquance juvénile et de l'enfance inadaptée, et le second par Mme Kukovec, substitut de la République populaire de Slovénie, relatif à « La protection des délinquants mineurs en Yougoslavie ».

Nos lecteurs pourront trouver le texte intégral du rapport de Mme Kukovec dans la *Revue Internationale de Droit comparé*. Quant au rapport de M. le Directeur Siméon, il vient de faire l'objet d'une publication du Centre français de droit comparé sous le titre « La protection de l'enfance délinquante ou en danger, en France » (2).

A l'occasion de ce Congrès une intéressante visite fut organisée à l'Institution publique d'éducation surveillée de Saint-Maurice à la Motte Beuvron, et une autre au Foyer de semi-liberté des Cèdres à Montfermeil. Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ci-dessous les précieuses indications qui nous ont été transmises par M. Raulot, directeur de ce dernier établissement :

Montfermeil, petite ville de la banlieue-est à 17 kilomètres de Paris est située sur un plateau au milieu de nombreux îlots de verdure.

C'est là, qu'en 1949 le Centre Français de Protection de l'Enfance installa à l'usage de jeunes inadaptés de la région parisienne, un Foyer de semi-liberté : le Foyer des Cèdres. Ce qui était alors une gentilhommière du XVIII[e] siècle devint une maison accueillante où trente-trois jeunes garçons de treize à seize ans, victimes d'un milieu familial déficient ou nocif purent retrouver les conditions de vie nécessaires à leur équilibre et à leur épanouissement.

Le Foyer est habilité à recevoir des enfants confiés par décision judiciaire ou administrative, en garde provisoire ou placement définitif, à l'égard desquels des mesures éducatives doivent être prises : délinquants (ordonnance du 2 février 1945), vagabonds (décret-loi du 30 octobre 1935), pupilles de l'Assistance à l'Enfance, (acte validé du 15 août 1943), mineurs faisant l'objet de correction paternelle (ordonnance du 1[er] septembre 1945), mineurs victimes de mauvais traitements (loi du 19 avril 1898), mineurs dont les parents ont été déchus du droit de garde (loi du 24 juillet 1889), enfants confiés au titre de l'Assistance médicale gratuite, enfants victimes de la guerre et pupille de la Nation.

Il se propose la réadaptation sociale des enfants qui lui sont confiés, en leur assurant avec les soins et le confort nécessaires, une formation morale et affective, intellectuelle et physique, une orientation et un apprentissage professionnels, enfin un reclassement en secteur libre, lorsque le mineur paraît suffisamment armé pour faire face aux difficultés et aux exigences de la vie.

Cette réadaptation sociale s'effectue à l'intérieur et à l'extérieur du Foyer :

A l'intérieur, l'organisation générale du Foyer est prévue de telle sorte que les enfants participent le plus possible à leur propre formation avec l'aide des éducateurs et du personnel en général. Tous concourent à recréer cette ambiance, cette vie de famille si nécessaire à leur équilibre, et à leur épanouissement.

(1) Voir le compte rendu général de ces journées dans la *Revue Internationale de Droit comparé*, 1956, p. 450 et s. et le compte rendu des séances de travail dans la même *Revue*, 1956, p. 591 et s.

(2) Publié aux Editions de l'Epargne, 174, boulevard Saint-Germain, Paris (VI[e]) (sous presse). Cet ouvrage comporte en plus de l'étude de M. Siméon, la collection des textes législatifs régissant en France la protection de l'enfance délinquante ou en danger.

A l'extérieur, le Foyer assure l'apprentissage ou l'exercice d'un métier chez des employeurs ou dans des centres d'apprentissage publics ou privés. Les enfants sont employés, compte tenu de leurs qualités, de leur adresse manuelle, de leurs préférences, de leur intelligence et des débouchés du marché du travail. L'importance donnée à la fixation professionnelle et à l'acquisition d'un métier domine toutes les préoccupations des éducateurs qui voient dans une réussite d'ordre professionnelle, une garantie de stabilité et de succès dans la vie future du mineur. Dans ce but des cours du soir sont organisés au Foyer. Certains cours professionnels sont rattachés directement aux métiers des jeunes et à l'obtention d'une meilleure qualification, d'autres (cours d'enseignement général ou de rattrapage scolaire) sont destinés à des sujets retardés. Entre les soirées de travail sont intercalées des réunions de détente, des jeux, des concours. De temps en temps, certaines personnalités, par des conférences ou des causeries appropriées, viennent faire bénéficier les jeunes de leur expérience et de leur compétence.

Ainsi en dosant travail et détente, culture et loisirs, le Foyer poursuit l'œuvre commencée il y a sept ans, en espérant fixer de nombreux enfants, les amener à s'épanouir dans l'ambiance qui lui est propre : celle où il fait bon vivre dans la joie, le travail et la propreté.

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES FAMILLES DE FRANCE
« La famille et les services sociaux »

En choisissant comme thème de son Congrés National réuni à Fontainebleau les 16, 17 et 18 novembre 1956, la Fédération des familles de France a voulu attirer l'attention de ses adhérents, de l'opinion et des pouvoirs publics sur l'importance que revêt pour les familles, le Service Social.

Elle avait préalablement au Congrès organisé dans ses associations une vaste enquête orientée sur trois objectifs :

1° La famille usagère des services sociaux ;
2° L'action sociale des familles groupées dans les organisations familiales ;
3° La collaboration entre les organisations et les travailleurs sociaux.

Ainsi les travaux du Congrés avaient-ils pour base des constatations de fait exposées par les réponses à un questionnaire précis qui avait été au cours de l'enquête soumis à des familles issues de tous les milieux sociaux et de toutes les conditions.

Le Congrés a pu, de la sorte, mettre en lumière la connaissance, très incomplète, qu'a le public des services sociaux mis à sa disposition, l'utilisation qu'il en fait et l'opinion qu'il en a.

Il a, d'autre part, examiné quels services sociaux les associations familiales sont à même de créer et de faire vivre en recherchant les conditions de succès de telles entreprises.

Il a enfin étudié les conditions d'une collaboration effective entre les organisations familiales et les travailleurs sociaux pour une information réciproque propre à faire connaître aux travailleurs sociaux les besoins des familles et à celles-ci les possibilités d'action des assistantes sociales notamment.

Au cours des travaux du Congrés, auxquels ont pris part des délégués d'associations familiales urbaines et rurales de toutes les provinces, M. Minjoz, Secrétaire d'Etat et M. Emile Roche, président du Conseil Economique ont pris la parole.

L'exposé original fait par M. Pierre Laroque, président de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale qui a étudié l'évolution de l'action sociale, conséquence des transformations économiques et des exigences nouvelles de la population puis a exposé comment cette action devrait s'organiser pour satisfaire les besoins des familles et quelles conséquences devaient en découler dans les rapports de celles-ci et des organismes sociaux.

Les travaux du Congrés ont souligné le désir de collaboration des associations familiales avec les services publics d'action sociale et aussi l'intérêt qu'elles attachent à la continuation de l'œuvre d'entr'aide et d'assistance matérielle et morale poursuivie par les organisations privées qui doivent subsister.

Les congressistes ont aussi fermement demandé que les services sociaux laissent

toujours aux parents le plein exercice de toutes les responsabilités vis-à-vis de leurs enfants.

Constatant notamment l'insuffisance des liaisons entre les services médico-sociaux et scolaires et les parents, le Congrés a demandé que des relations directes s'établissent entre ceux-ci d'une part et d'autre part le médecin et l'assistante sociale à l'occasion de réunions périodiques d'information et que les interventions telles que cutiréaction ou vaccination ne soient faites qu'après accord des parents.

Parmi les nombreuses décisions prises en conclusion des travaux du congrés, signalons celles concernant l'effort à entreprendre par les associations familiales pour intensifier leur action sociale dans un esprit éducatif et celles relatives à la collaboration entre organisations familiales et travailleurs sociaux.

La participation au congrés de dirigeants des services sociaux et de nombreuses assistantes sociales a été l'occasion de nouer des contacts et de créer un climat favorable à cette collaboration.

Pierre PRUGNARD.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT PÉNAL MILITAIRE ET DE DROIT DE LA GUERRE

A l'issue du colloque relatif au Secret de la Défense Nationale organisé en juin 1955 par l'Institut de Sciences criminelles et pénitentiaires de Strasbourg, certaines personnalités avaient suggéré la création d'une association internationale, destinée à poursuivre les études de droit pénal militaire entreprises lors de ce colloque. M. le Lieutenant-Général Ciardi qui présidait la délégation italienne, Professeur de Droit pénal militaire à l'Université de Rome, avait été le promoteur de ce projet approuvé par la plupart des délégués étrangers et français. Il avait suggéré d'établir à Strasbourg à l'Institut de sciences criminelles et pénitentiaires, le secrétariat permanent du nouvel organisme.

L'Association a été créée le 8 mai 1956 par des juristes belges, hollandais, français et italiens. Elle a pris le titre d'« *Association Internationale de Droit pénal militaire et de Droit de la guerre* ».

Son objet est essentiellement l'étude des problèmes de droit pénal militaire, mais la délégation italienne a fait observer que les questions de droit militaire se rattachent étroitement à celles qui touchent au droit de la guerre et il a finalement été décidé d'englober cette dernière branche du droit public dans l'objet social de l'Association. L'article 2 des statuts dispose en ce sens que l'Association a pour objet : « L'étude du Droit pénal militaire et du droit de la guerre, la recherche et l'harmonisation des droits internes avec les conventions internationales en cette matière, et la promotion d'un droit de la guerre établi dans le respect des droits de l'homme ».

Le Lieutenant-Général Ciardi a été nommé Président de l'Association et le Professeur J. Leaute, Directeur de l'Institut de sciences criminelles et pénitentiaires de Strasbourg, Secrétaire général.

L'Association va tenir à Rome son premier conseil d'administration depuis sa création. Elle y arrêtera le plan de ses travaux de manière à permettre une fructueuse collaboration avec les autres associations internationales au service d'un progrès du droit.

SESSION D'ÉTUDES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

(13-15 sept. 1956)

Le droit n'est pas un système de commandements. A la différence de la morale, il ne dit pas : « Ne tue pas », « Ne vole pas », « Ne lèse pas l'autrui ». Il dit : « Qui commet un homicide ou un vol sera puni de... » (suit la sanction) ; « Qui cause un dommage à autrui sera tenu de le réparer ». Les règles juridiques ne visent donc pas, comme le font celles de la morale, à atteindre un but éducatif, un résultat positif, un « bien » relatif ou absolu. Les préceptes moraux demandent au sujet de ne pas les violer ; les règles juridiques, elles, admettent leur violation comme une nécessité sociale. Par

conséquent, les notions de responsabilité et de culpabilité sont impliquées plus directement, plus immédiatement, dans le système juridique que dans le système moral. Quand une règle de droit civil prescrit : « Qui cause un dommage à autrui par son fait », elle pose tout de suite la question de la faute ; quand une règle de droit pénal prescrit à son tour : « Qui tue par préméditation ou par négligence », elle pose de la même façon la question de la culpabilité, faute et culpabilité devant être établies avant que la sanction n'intervienne, car il est possible qu'elles n'aient pas existé en l'espèce. Sur le plan moral, en revanche, elles sont présumées et ne se démontrent pas : elles sont inhérentes à l'Etre.

Malgré cela, la faute et la culpabilité en Droit sont des notions empruntées :e lles ne se trouvent à l'état original et pur que dans la psychologie, la morale et la philosophie.

Voilà pourquoi un juriste (peu importe qu'il soit théoricien ou praticien) devrait s'imprégner des connaissances propres à ces disciplines, qui alimentent, à bien des égards, la sienne propre.

La Rencontre de l'Institut International de Philosophie de Paris qui vient d'avoir lieu est pleine d'enseignements sous ce rapport : elle a consacré, cette année, ses travaux précisément à la question de la responsabilité. Signalons les très intéressantes communications qui y ont été présentées par MM. Jankélévitch (Fondement philosophique de la responsabilité — Responsabilité en son for intérieur), Abbagnano (Jugements de responsabilité en Morale et en Droit), Ewing (Responsabilité relative à l'avenir proche et lointain), Weil (La responsabilité politique), Nikam (La pensée hindoue et les fondements philosophiques de la responsabilité humaine) et Petzall (La responsabilité individuelle et la société).

Le texte intégral de ces communications doit être prochainement publié.

K. S.

IIe CONGRÈS INTERNATIONAL DE DROIT SOCIAL

Le IIe Congrés international de Droit Social se tiendra à Bruxelles dans le cadre de l'Exposition Universelle de Bruxelles, du 8 au 15 juin 1958.

Ce Congrès placé sous le haut patronage du Gouvernement belge et du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique est organisé par l'Institut interuniversitaire belge de droit social avec le concours du Bureau International du Travail et sous les auspices de la Société internationale de Droit Social.

Le thème général choisi pour ce Congrès est : « Le rôle de l'Etat dans la réglementation du travail et dans l'organisation de la sécurité sociale ». Les questions dont l'étude est envisagée sont les suivantes : Les rapports individuels du travail, — les rapports collectifs du travail, — la sécurité sociale — l'Etat et l'organisation de l'assurance en matière d'accidents du travail, — les rapports du travail et de la sécurité sociale dans les territoires non autonomes, — les structures fédérales et super-nationales et la législation sociale.

Les langues officiellement admises au Congrès seront : l'anglais, le français, le néerlandais, l'allemand, l'espagnol, l'italien, le portugais. Les langues de travail seront : le français et l'anglais.

Toutes les demandes de renseignements et toute la correspondance doivent être adressées à M. Cornil, Secrétaire du Comité Organisateur du Congrés, 27, avenue Jeanne, Bruxelles (Belgique).

LES CINQUIÈMES JOURNÉES DE DÉFENSE SOCIALE

Le Centre d'études de Défense sociale de l'Institut de Droit comparé de l'Université de Paris, présidé par M. Antonin Besson, Procureur général près la Cour de Cassation, organisera ses prochaines *Journées de Défense sociale* les 14 et 15 juin prochains à l'Université de Strasbourg.

Rappelons que les précédentes *Journées* s'étaient successivement tenues en 1953

à Poitiers, en 1954 à Lille, en 1955 à Monptellier, et en 1956 à Bordeaux (1). Le succès de cette manifestation, dont l'importance s'accroit d'années en années, ne saurait se démentir.

Pour 1957, le sujet général retenu est le suivant : « Les problèmes de l'expertise devant la défense sociale ».

Nous ne manquerons pas de tenir nos lecteurs au courant de cette importante manifestation. D'ores et déjà toutes les personnes intéressées par cette manifestation peuvent s'adresser pour tous renseignements pratiques à M. le Professeur Léauté, Faculté de droit et des sciences politiques, Strasbourg.

(I) Voir cette *Revue*, 1954, p. 172 et s. ; et p. 309 et s. ; 1955, p. 724 et s. ; 1956, p. 650 et s.

Notes bibliographiques

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL, PROCÉDURE CRIMINELLE ET OUVRAGES AUXILIAIRES

Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal (Etudes de droit criminel sous la direction et avec une préface de G. Stéfani), Paris, Dalloz, 1956, 425 pages.

Le droit pénal est, parmi les branches du droit, une de celles où les faits concrets tiennent la plus large place, où les questions traditionnelles se présentent avant tout sous leur aspect pratique, où les généralisations et les systématisations sont gênées plus qu'ailleurs par des décisions importantes malaisément conciliables. Cette *Revue* elle-même n'en est-elle pas le témoignage ? La documentation et les commentaires en forment la part la plus large et la plus riche ; d'une part les « Chroniques » si soignées et si appréciées y occupent à juste titre une place importante et permettent à propos d'espèces précises d'examiner et de confronter toutes les idées fondamentales de la matière ; une place a toujours été faite d'autre part aux « Variétés et notes pratiques » d'un incontestable intérêt. En regard de cette richesse l'activité purement « doctrinale » paraît moins considérable.

Certains mauvais esprits avaient tendance à expliquer autrement cette situation ; elle tenait, disaient-ils, à un manque d'intérêt de la part des juristes (attirés vers les disciplines traditionnelles réputées plus nobles et plus propres à exercer la sagacité), et particulièrement des jeunes juristes. Que cela ne soit pas vrai des premiers, les publications du Centre d'Etudes de Défense Sociale l'ont démontré depuis plusieurs années, mais deux volumes récents ont démenti aussi, fort heureusement, le reproche fait aux seconds. Les jeunes chargés de cours et candidats à l'agrégation des Facultés de droit viennent de publier la même année deux ouvrages collectifs : l'un sous la direction de M. le Doyen Hamel sur les infractions du droit pénal des sociétés, l'autre sous la direction du Professeur Stéfani, sur divers aspects de l'autonomie du droit pénal. C'est ce dernier que nous examinerons ici.

Il est malaisé de donner à une œuvre collective l'unité qui doit faire sa force ; la réussite dépend non seulement du choix du sujet mais aussi de l'ordre donné aux développements, de la discipline des auteurs, etc. A cet égard, l'ouvrage présenté mérite les plus vifs éloges, et M. Stéfani et ses brillants collaborateurs doivent être loués et remerciés du service ainsi rendu aux études de droit pénal. A. M. Stéfani revient le triple mérite d'avoir inspiré ce volume, d'en avoir dirigé l'élaboration et la mise en forme, et d'en avoir effectué la présentation dans une préface précise, pertinente et convaincante.

Comme le montre avec clarté et fermeté cette préface (et le reste du volume en apporte une remarquable confirmation), l'autonomie du droit pénal (et pas seulement son particularisme) est non seulement une réalité sur laquelle certains ont attiré l'attention avec éclat et qui est aujourd'hui admise par tous les criminalistes, mais encore elle constitue une réalité parfaitement justifiée par la nature de cette branche du droit et par l'évolution que celle-ci a subie. Le droit pénal a pour mission première de protéger les intérêts fondamentaux du groupe social, et pas seulement d'apporter une sanction particulièrement énergique à l'observation de certaines règles des diverses autres branches du droit ; lorsqu'une intention criminelle manifestée par des actes objectifs réalise le préjudice ou le péril social que la loi pénale veut éviter, peu importe que

l'auteur de cette infraction légalement constituée ait été assez habile pour échapper à certaines sanctions de la loi civile, commerciale ou administrative, la mesure nécessaire à la protection sociale doit intervenir. La tendance moderne vers une individualisation sans cesse plus poussée de la mesure appliquée au délinquant ne peut que renforcer cette autonomie.

Mais n'est-il pas plus étonnant de voir les tribunaux répressifs s'écarter délibérément des règles du droit privé lorsqu'ils sont appelés à statuer non plus sur l'action publique mais sur l'action civile ? M. Stéfani attire particulièrement l'attention sur ce domaine relativement nouveau de l'autonomie du droit pénal (qui fait l'objet de plusieurs contributions notables de ce volume) ; la justification en est, estime-t-il, que le dommage causé par une infraction (le « dommage pénal ») ne peut être réparé exactement dans les mêmes conditions que le dommage ordinaire ; l'action civile est liée trop étroitement à la faute pénale, la condamnation civile prolonge et complète la condamnation pénale, là encore, ce sont les nécessités de la défense des intérêts de la société qui imposent un régime particulier. Mais ces nécessités doivent être appréciées avec prudence, elles ne doivent autoriser ni empiètements sur les branches juridiques voisines ni méconnaissance fâcheuse de leurs règles habituelles ; telle est la conclusion exprimée par M. Stéfani, et qui se dégage sans équivoque des études détaillées qu'il a groupées.

Ces études forment un ensemble d'une excellente qualité. Sur chacun des points traités, on trouvera une documentation copieuse et bien à jour, une analyse attentive des solutions jurisprudentielles, des explications ingénieuses, des constructions ou des critiques habiles, appuyées sur des idées brillantes. Ces divers articles font preuve d'une connaissance solide de la matière, et la plupart des auteurs se montrent non seulement rompus aux finesses de la dialectique, mais encore heureusement avertis de l'évolution des doctrines en matière pénale et pénitentiaire. Le programme ne visait pas à dresser un inventaire exhaustif des manifestations légales ou jurisprudentielles de l'autonomie du droit pénal, mais les points les plus importants ont été envisagés (on trouvera des allusions à certains autres dans la préface de M. Stéfani et dans certaines études) ; il arrive qu'au détour de tel ou tel article, on rencontre une question étudiée ailleurs en détail par un autre auteur, mais ces recoupements ne sont jamais inutiles et permettent souvent d'apercevoir une même institution dans des perspectives différentes.

Quoique traitées par des tempéraments divers, et portant sur des points variés, ces études sont judicieusement convergentes ; toutes soulignent les manifestations d'autonomie relevées dans un certain secteur, pour les justifier ou pour les critiquer dans l'esprit que la préface a exprimé avec justesse et modération. D'une façon générale, on peut noter cependant un penchant à appuyer avec complaisance sur certaines manifestations, à donner volontiers le « coup de pouce » pour mieux mettre en relief certaines divergences avec le droit privé commun. Une autre parenté peut-être moins heureuse de ces diverses contributions vient de ce qu'elles sont toutes construites et présentées moins comme des articles que comme des leçons d'agrégation ; certains des auteurs ont pris quelques libertés avec cette formule qui leur était trop familière, on les eut souhaités sans doute plus audacieux s'agissant d'un ouvrage de cette nature.

***

Les aspects de l'autonomie du droit pénal examinés dans l'ouvrage concernent d'une part, la répression des infractions et, d'autre part, la réparation des dommages résultant de celle-ci ; mais les deux parties respectivement consacrées à ces domaines sont précédées avec raison d'une première partie réservée à l'autonomie du procès pénal.

En ce qui concerne le procès pénal, M. Patarin (dont l'étude ouvre le volume p. 8-78) a étudié *le particularisme de la théorie des preuves en droit pénal*. Cette étude constitue une très utile mise au point d'une question dont on parle beaucoup, dont l'incidence pratique est quotidienne, mais que la doctrine a singulièrement négligée jusqu'ici peut-être parce que nos codes répressifs n'ont exposé nulle part une théorie générale des preuves pénales. Or s'il est tentant de transposer en matière pénale les règles anciennes et éprouvées applicables au procès civil, il serait bien souvent dangereux de le faire sans discernement ; les deux grands impératifs que constituent la recherche de la vérité d'une part, et la sauvegarde de la liberté individuelle d'autre part, ne se

rencontrent pas du tout au même degré en matière civile. La présomption d'innocence dont le prévenu doit bénéficier conduit à lui faire une situation qui n'est pas simplement celle d'un défendeur au procès ; M. Patarin met à bon droit en relief cette présomption d'innocence, et en dégage les conséquences avec finesse et fermeté dans la première partie de son étude, ceci le conduit à critiquer la jurisprudence qui, par déformation civiliste, impose au prévenu comme à un débiteur ordinaire la preuve de la force majeure, et la tendance de certains tribunaux à donner force légale à de simples présomptions de fait ; il souligne d'autre part, que le juge pénal (juge d'instruction ou juge de jugement) est investi d'un pouvoir d'initiative que n'a pas le juge civil, ce qui allège bien souvent la charge de la preuve imposée à l'une ou l'autre partie. On notera les distinctions très heureuses apportées par l'auteur entre le renversement de la charge de la preuve et le déplacement de celle-ci, entre la charge de la preuve de l'exception et la charge de l'allégation de celle-ci, etc. La seconde partie de l'étude est consacrée aux procédés de preuve, c'est un point sur lequel les différences qui séparent le procès pénal du procès civil sont plus connues ; M. Patarin insiste sur l'utilisation des déclarations mêmes des parties, ainsi que sur la force exacte de l'aveu et sur la divisibilité de celui-ci ; il se montre réservé à l'égard de la preuve scientifique et nettement hostile à l'idée d'un serment possible du revenu ; il recommande la prudence pour les expertises portant atteinte à l'intégrité corporelle ou au for interne. Les exceptions au principe de l'intime conviction sont, bien entendu, examinées dans leur état le plus récent ; l'auteur insiste judicieusement sur les limites que doit comporter le retour aux modes de preuve du droit civil. Un examen des procédés d'administration de la preuve termine ce travail ; le droit pénal se trouve là plus loin que jamais du droit civil, et c'est l'occasion pour M. Patarin de donner discrètement son avis sur les réformes actuellement envisagées pour la procédure pénale.

S'il est un sujet classique sur les rapports du droit civil et du droit pénal, c'est bien celui de la prescription de l'action publique et de son incidence sur la mise en œuvre de l'action civile. En étudiant *la théorie de la prescription des actions en procédure pénale*, M. Gavalda (p. 78-117) abordait donc une question souvent évoquée ; il faut louer d'autant plus l'art avec lequel il a su renouveler son sujet et la connaissance très avertie de la jurisprudence récente dont il a fait preuve. Dès l'abord il observe que la tendance générale en droit civil est de restreindre le champ d'application de la prescription trentenaire, alors qu'au contraire la jurisprudence répressive « aménage » la prescription pénale jugée trop rapide ; il met d'autre part en relief que le caractère « réel » attribué à cette prescription par les auteurs du Code pénal s'accommode mal de l'évolution de notre droit vers la subjectivité ; chose curieuse, c'est la prescription extinctive civile qui repose sur des considérations subjectives et invididualistes, au point de laisser subsister une obligation naturelle à la charge du débiteur libéré, alors que la prescription de l'action publique, impérative, éteint totalement le droit de punir ; l'oubli de l'infraction paraît un des fondements les plus sûrs de la prescription criminelle, ce qui lui donne un caractère original très marqué. Cette étude, pleine d'observations exactes et nuancées (mais où des erreurs typographiques se sont glissées parfois dans les références) et nourrie d'utiles comparaisons avec les droits étrangers, commence par bien mettre en relief le caractère réel de la prescription pénale, caractère qui se marque dans la détermination du point de départ de la prescription et la computation de son délai d'une part, dans l'aménagement de son régime d'autre part ; les exceptions apparentes à ce caractère réel (notamment l'allongement de la liste des actes interruptifs) s'expliquent davantage par un souci de renforcement de la répression que par celui de la personnalité du délinquant. Ainsi s'éclaire, en particulier, la jurisprudence fameuse sur le point de départ du délai de prescription en matière d'abus de confiance (justifiée aussi sans doute par la crainte, notée à juste titre par M. Gavalda, de voir le délit sans sanction d'aucune sorte par suite de la prescription simultanée de l'action civile) ; il est significatif que le projet Donnedieu de Vabres sur la réforme du Code d'instruction criminelle ait envisagé, revenant au régime du Code de l'an IV, de suspendre le cours de la prescription tant que le ministère public n'avait pas été avisé de l'infraction. Ainsi s'explique également l'emprunt au droit civil de la notion de suspension de la prescription de l'action publique, notion dont l'emploi tend à se développer sensiblement (on ajoutera aux décisions judicieusement relevées par M. Gavalda, l'arrêt de la Chambre criminelle du 6 octobre 1955, *Bull.*, n° 378, intervenu depuis la publication de son article). La seconde section de l'étude est consacrée à

l'attraction que l'action publique exerce sur l'action civile. Cette attraction paraît à l'auteur découler du fondement réel de la prescription pénale ; elle est particulièrement forte lorsque l'action civile s'exerce dans le cadre du procès pénal, elle est au contraire tempérée par divers mécanismes juridiques lorsqu'elle s'exerce isolément.

Le sujet traité par M. Derruppé (p. 118-157) était beaucoup plus étroit et tout à fait technique : *La notion particulière de décision définitive en procédure pénale.* L'auteur s'efforce d'abord de préciser le sens de cette expression équivoque : il s'agit ici d'opposer la décision définitive aux décisions préparatoires (au sens large), lesquelles préparent la solution de la question principale ou règlent certaines questions incidentes. Parmi les nombreux intérêts attachés à la notion ainsi entendue (et qu'il ne manque pas de souligner), M. Derruppé en retient deux : la décision définitive est seule susceptible de voies de recours immédiates, la décision définitive a seule autorité de chose jugée à l'égard du procès civil ultérieur. Or, l'analyse menée par l'auteur lui permet de souligner que la notion de décision définitive, si elle offre un particularisme certain en droit pénal, voit ce particularisme atténué par la jurisprudence lorsqu'il s'agit du premier intérêt (afin d'ouvrir plus largement l'exercice des voies de recours), et accentué au contraire lorsqu'il s'agit du second (afin de limiter l'autorité de la décision pénale sur le procès civil) ; l'interprétation donnée à cette notion diffère donc selon les plans où elle est utilisée. C'est ce que développe M. Derruppé qui montre comment la jurisprudence de la Chambre criminelle, n'hésitant pas à revenir sur certaines positions antérieures, a minimisé (surtout depuis quelques années) les dispositions que le décret-loi du 8 août 1935 avait insérées dans les articles 200 et 416 du Code d'instruction criminelle ; l'auteur s'efforce de suivre les étapes de cette évolution qui élargit démesurément la notion de décision définitive ; de nouvelles étapes ont d'ailleurs été parcourues depuis la rédaction de son article. Quant au domaine de l'autorité de la décision difinitive sur le procès civil ultérieur, M. Derruppé constate que la notion de décision définitive est entendue très strictement lorsqu'il s'agit de respecter la chose jugée au pénal, très largement au contraire lorsqu'il s'agit de considérer qu'une décision répressive met fin au sursis à statuer imposé par la règle « le criminel tient le civil en état ».

***

La seconde partie de l'ouvrage, consacrée à « l'autonomie du droit pénal et la répression de l'infraction », comprend cinq études.

La première , due à M. Deprez (p. 158 à 187), porte sur : *Faute pénale et faute civile.* Dans une première section l'auteur démontre que la faute pénale est un facteur de particularisme de la responsabilité pénale par rapport à la responsabilité civile ; dans une seconde section il met en relief la primauté du criminel sur le civil en cas de coexistence d'une faute pénale et d'une faute civile issues du même fait. Une des idées fondamentales qui inspirent le travail de M. Deprez, c'est que la faute pénale est d'une part, subjective, et d'autre part subordonnée à une définition légale très stricte variable selon les infractions, alors que la faute civile de l'article 1382 s'apprécie *in abstracto* et généralement sans qu'il y ait eu violation d'un devoir précis. Mais il y a un domaine où cette opposition n'est plus exacte, c'est celui des infractions par imprudence, et notamment de l'homicide et des blessures, domaine aujourd'hui fort vaste et en rapport particulièrement étroit avec le droit civil ; M. Deprez ne l'ignore certes pas (note 29 et n^{os} 10 et 22) mais on peut penser qu'il laisse un peu trop dans l'ombre cet aspect qui se concilie mal avec l'idée maîtresse qui domine ses développements. Il insiste par contre, fort justement, sur le refus du droit pénal d'assimiler la faute lourde au dol, sur le fait que ce n'est pas l'importance du dommage (comme en droit civil) mais la gravité morale de la faute, qui permet de mesurer la sanction, et enfin sur la tendance des tribunaux à faire des dommages-intérêts un complément de répression plutôt qu'une simple réparation.

Si le *consentement de la victime* du dommage peut lui faire perdre tout droit à réparation il ne fait pas disparaître, en principe, la responsabilité pénale de l'auteur lorsque ce dommage résulte d'une infraction. Tel est l'aspect bien connu de l'autonomie du droit pénal dont M. Doublier présente l'examen (p. 188 à 227). Repoussant toute position *a priori*, l'auteur entreprend un examen détaillé du droit positif, et passe en revue, à cette fin, les principales catégories d'infractions : contre l'intégrité corporelle des personnes, contre les mœurs, contre les biens ; il recherche pour chacune d'elles le rôle que le consentement de la victime est susceptible de jouer sur l'incrimination

des agissements ; c'est après avoir dressé ce bilan que M. Doublier s'interroge sur l'existence d'un critère général de l'efficacité du consentement en droit pénal ; tantôt l'impunité résulte de l'absence d'un élément constitutif, tantôt le consentement joue le rôle d'un fait justificatif ; peut-on dire que ce consentement n'est efficace que là où l'ordre public n'est pas directement intéressé ? Encore s'agirait-il de savoir, comme M. Doublier le fait remarquer, de quel ordre public il s'agit (moral, politique, social, économique). Le besoin d'organisation collective qui caractérise le monde moderne, paraît à l'auteur de nature à réduire sans cesse davantage le rôle du consentement de la victime, et ceci doit être rapproché, pense-t-il justement, de l'évolution du droit civil ; ce dernier s'imprègne de l'état d'esprit du droit public et l'autonomie de la volonté voit sans cesse son domaine se restreindre. M. Doublier proteste contre cette tendance, et revendique pour l'homme l'honneur de supporter les conséquences des engagements qu'il a librement contractés ; cette fière attitude est digne d'estime, mais la protection de la société peut-elle être compromise par une absolution individuelle (parfois teintée de complicité) qui ne résoud qu'une partie du problème ?

M. Françon a traité de *l'erreur en droit pénal* (p. 228 à 253). Il l'a fait selon un plan très classique, étudiant successivement l'erreur de fait (dans les délits intentionnels d'abord, dans les délits non intentionnels ensuite) puis l'erreur de droit (que les tribunaux admettent, en dépit de l'adage, tantôt de façon indirecte, tantôt même de façon directe). Mais dans ce plan classique, M. Françon a glissé une étude pleine d'observations réfléchies et d'aperçus très riches. Alors que l'erreur joue un rôle capital dans les actes juridiques, elle a peu d'influence dans le domaine des faits juridiques. Aussi l'erreur de fait est-elle rarement invoquée par le responsable d'un dommage civil, elle est généralement sans incidence sur ses obligations ; l'erreur de fait commise par l'auteur de l'infraction peut au contraire changer sa situation du tout au tout. Par contre, s'il s'agit d'erreur de droit la règle « nul n'est censé ignorer la loi » est appliquée par les tribunaux de façon sensiblement plus sévère en droit pénal qu'en droit civil. L'erreur de fait peut exclure l'intention délictueuse ; à ce sujet, M. Françon nous donne en quelques lignes une classification des divers degrés de l'élément moral que nous estimons très exacte. L'analyse qu'il est appelé à donner de cet élément moral dans certaines infractions (notamment les contraventions) nous paraît également très bien venue. Lui aussi souligne (et justifie) que l'erreur, même grossière et inexcusable mais réelle, ne peut être assimilée au dol, la discussion des idées de M. Legros à cet égard est habile et convaincante ; c'est à juste titre que, pour certaines infractions, il fait appel à ces variétés hybrides suggérées autrefois par M. Hugueney, appartenant à certains points de vue à la catégorie des infractions intentionnelles et soumises à certains autres aux règles des infractions non intentionnelles. Enfin les efforts de la jurisprudence pour écarter par divers moyens une application trop rigoureuse de la règle *nemo censetur ignorare legem* sont exposés avec beaucoup de soin et de finesse ; ces efforts sont-ils déjà allés jusqu'à admettre que le prévenu justifie qu'aucune faute n'est attachée à son ignorance de la loi ? M. Françon le pense, et espère que le droit positif français (cessant d'exiger la force majeure) aurait ainsi rejoint le droit belge et le droit allemand, mais il ne se dissimule pas la fragilité des décisions sur lesquelles il fonde habilement cet espoir.

M. Aussel s'est attaché à l'étude des principales causes d'irresponsabilité, que notre Code pénal ne distingue pas toujours suffisamment, et dont il a même passé certaines sous silence, ce qui rend la jurisprudence bien excusable d'avoir commis parfois certaines confusions. Son article, intitulé : *La contrainte et la nécessité en droit pénal* (p. 254 à 293), porte en sous-titre : force majeure, contrainte physique et morale, cas fortuit, état de nécessité et légitime défense. Vaste domaine dans lequel les auteurs ont apporté quelque ordre et quelque clarté, mais qui conserve une certaine obscurité du fait d'une terminologie un peu flottante. Aussi est-ce pour apporter plus de précision que M. Aussel propose de distinguer, parmi les causes d'impunité fondées sur l'irresponsabilité de l'agent (et d'essence subjective), entre les causes de non imputabilité (telles que la contrainte ou la démence) d'une part, et les causes de non culpabilité (le cas fortuit) d'autre part ; quant à l'impunité fondée sur un fait justificatif (d'origine objective), elle pourrait dériver soit de l'état de nécessité, soit de la légitime défense qui n'est qu'un cas privilégié d'état de nécessité. Que l'état de nécessité soit un fait justificatif, n'est plus guère contesté actuellement en doctrine et le projet de réforme du Code pénal de 1934 a encouru de ce chef de justes critiques ; d'autre part, le rattachement de la

légitime défense à cette cause générale d'impunité est généralement admis aussi ; enfin la force majeure paraît bien s'identifier avec la contrainte. Mais le classement du cas fortuit paraît plus discutable ; celui-ci ne semble-t-il pas résulter d'une situation purement objective, l'agent étant irresponsable comme le serait n'importe quelle personne placée dans les mêmes conditions ? N'est-ce pas la criminalité de l'acte qui disparaît, et non pas seulement la culpabilité de l'auteur ? Quel sort réserverait-on au complice ? Ce sont là querelles de doctrine, mais on peut penser que l'utile travail de M. Aussel n'y mettra pas le point final. L'auteur critique à juste titre l'influence fâcheuse que la notion civiliste de « force majeure » a eue sur l'appréciation de la contrainte, et la confusion que l'exigence de l'imprévisibilité du fait crée alors avec le cas fortuit ; par contre, on est étonné de le voir admettre si facilement que les provocations policières soient constitutives d'une contrainte morale (on connaît la rigueur inhumaine dont la Cour de cassation fait souvent preuve en ce domaine). Cette étude très documentée ne manque pas d'établir, chemin faisant, un intéressant parallèle avec la place que l'état de nécessité occupe en droit civil ainsi que l'a montré l'ouvrage de M. Pallard.

L'autonomie du droit pénal ne se marque pas seulement à l'égard des constitutions et des règles du droit civil, elle joue également dans les rapports avec le droit commercial. Dans son article sur : *L'indépendance du droit pénal à l'égard de quelques règles du droit commercial* (p. 124 à 319), M. Michel Cabrillac en a donné divers exemples et s'est spécialement attaché à l'étude de deux d'entre eux : la répression relative aux chèques sans provision, et l'admission de la faillite virtuelle justifiant certaines condamnations. Ce travail clair et solide constitue une excellente mise au point de ces deux questions. La jurisprudence sur la faillite virtuelle est déjà ancienne et se trouve désormais confirmée par le décret-loi du 20 mai 1955 ; celle sur le chèque est plus récente et a donné lieu à une vive controverse, mais elle ne s'est pas moins fermement établie ; rejetant le formalisme imposé par la Convention de Genève, nos tribunaux condamnent les auteurs d'agissements antisociaux commis à l'aide de titres dépourvus de force légale mais considérés par les parties comme des chèques véritables au moment de l'émission. La raison de cette sévérité paraît résider avant tout dans un souci de répression. Ce même souci se retrouve au sujet de la faillite virtuelle, mais M. Cabrillac démontre à ce propos que l'application de la faillite virtuelle, critiquable jusqu'ici en droit commercial, pouvait se justifier assez solidement sur le terrain du droit pénal.

***

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à l'autonomie du droit pénal et à la réparation du dommage résultant de l'infraction. Il s'agit là d'un secteur de l'autonomie qui ne s'est imposé à l'attention qu'assez récemment.

Cette partie débute par une étude dans laquelle la procédure occupe à nouveau une large place, mais il s'agit cette fois non plus du procès pénal mais de *l'action civile devant la juridiction répressive* (p. 320 à 351). M. Foyer a brossé à grands traits une rapide synthèse portant d'une part, sur l'exercice de cette action et d'autre part, sur les résultats auxquels elle aboutit. Qu'est devenue, en effet, cette action de la victime qui fut à l'origine de la répression, et que l'ancien droit qualifiait d'action criminelle privée ? Elle est loin d'obéir aux règles qui gouvernent l'action civile ordinaire lorsque celle-ci est portée devant ses juges naturels, comme on le pose volontiers en principe et comme l'article 74 du Code pénal paraît lui-même l'indiquer, ainsi que l'auteur le fait opportunément remarquer. En fait, note M. Foyer, la jurisprudence pénale admet la recevabilité de demandes que le juge civil aurait repoussées (notamment par application de l'adage *nemo auditur*), par contre, elle déclare parfois irrecevables des demandes que le juge civil aurait accueillies (action civile des associations, action contre l'assureur, etc.). Inversement, le juge civil attache aux condamnations civiles du juge répressif des conséquences qu'il ne reconnaît pas à ses propres condamnations. Visiblement, l'obligation de réparer, lorsqu'elle est invoquée devant le tribunal répressif, acquiert un certain caractère pénal, et ceci est particulièrement apparent lorsqu'il s'agit des restitutions. Ce tableau d'ensemble est mené de façon fort alerte, un peu trop rapidement même au gré du lecteur qui souhaiterait parfois un examen plus détaillé de questions intéressantes (par exemple, le recours des coauteurs les uns contre les autres, ou l'intervention devant le juge répressif), ou des éclaircissements supplémentaires à l'appui de certaines indications.

M. Verdier examine *La réparation du dommage matériel en droit pénal* (p. 352-377). L'intention de l'auteur a été d'exclure de son étude la réparation du dommage corporel, celle du dommage moral, et même (semble-t-il) celle du dommage matériel volontairement causé. Le sujet ainsi restreint pose essentiellement le problème de la recevabilité de la partie civile tendant à la réparation du préjudice matériel connexe à une infraction contre l'intégrité physique, et celui de la durée de la prescription de l'action civile née du dommage résultant d'une contravention ; il ne correspond donc pas entièrement au titre sous lequel il est traité, et le particularisme du droit pénal n'y apparaît pas très marqué. La réparation du dommage pose des problèmes plus délicats où l'autonomie est plus apparente, tels celui de l'indemnisation intégrale d'une incapacité permanente alors que le juge répressif s'est arrêté à une qualification inférieure, ou celui du dommage causé par l'omission de porter secours (auquel il n'est fait qu'une rapide allusion). M. Verdier critique la jurisprudence qui refuse de statuer sur le dommage matériel en cas de blessures par imprudence à moins qu'une contravention déterminante ne soit également retenue à la charge du prévenu et il se range à l'opinion opposée (adoptée, on le sait, par la jurisprudence belge). Sur le problème de la prescription de l'action civile en cas de dommage causé par une contravention (problème qui ne se limite d'ailleurs pas au dommage matériel), l'auteur n'est pas moins en désaccord avec la Cour de cassation, la subtilité de celle-ci qui estime que l'action civile survit à la prescription de la contravention lorsque, en outre de cette infraction, le dommage est dû à une impéritie non incriminée par la loi pénale, lui paraît condamnable ; mais son argumentation, dont le fil est lui-même difficile à suivre, n'est pas entièrement convaincante et ne paraît pas toujours s'harmoniser exactement avec la position adoptée par l'auteur au sujet du problème précédent. M. Verdier examine pour terminer un troisième problème : celui de l'autorité de la décision pénale (qu'il s'agisse de délit ou de contravention) sur le procès civil intenté ultérieurement pour obtenir réparation du dommage matériel né du même fait ; il conclut par l'affirmative, du moins pour le cas où le même fait causal constitue le fondement commun des deux actions ; la jurisprudence paraît d'ailleurs fixée en ce sens après quelques flottements que l'auteur critique également avec soin. On le voit, M. Verdier a vraiment fait œuvre doctrinale, et il faut le louer de ne pas s'être borné à exposer ou analyser, mais d'avoir combattu sans relâche avec ténacité et à l'aide d'une argumentation serrée.

Enfin, M. Schaeffer traite de *La faute de la victime et la réparation* (p. 378 à 415). La recevabilité de l'action civile en cas de faute de la victime (notamment par suite de sa participation à l'infraction), la forme que peut prendre alors la réparation et le quantum qu'elle peut atteindre, sont les trois aspects de ce problème envisagés par l'auteur. Sur ces divers points, le droit pénal fait preuve d'une autonomie plus ou moins forte ; il fait prévaloir en effet, comme le souligne justement l'auteur, l'obligation de réparer qui doit peser impérieusement à l'encontre de l'agent, sur le droit contestable de la victime à recevoir réparation ; la responsabilité pénale certaine exerce une attraction curieuse sur la responsabilité civile et celle-ci tend volontiers à compléter celle-là. D'ailleurs, M. Schaeffer fait remarquer que, pour statuer sur la réparation demandée, le juge apprécie les fautes respectives selon une technique familière au magistrat répressif, et qu'il diminue l'obligation de réparer qui incombe à l'agent (comme par l'effet de circonstances atténuantes), plutôt qu'il ne réduit les droits de la victime. Aussi le tribunal admet-il la recevabilité de l'action civile chaque fois qu'existe un intérêt à renforcer la répression ; l'auteur le démontre en opposant à la jurisprudence civile qui, appliquant la règle *nemo auditur*, ferme l'accès du prétoire à la personne lésée, la jurisprudence pénale qui n'oppose pas cet adage à la victime fautive. Cette solution a précisément divisé la doctrine ; M. Schaeffer examine attentivement les arguments des uns et des autres et présente à son tour un essai de justification ; dans une construction soignée et intéressante, il s'efforce de dégager la notion de « dommage pénal » qui doit conduire à admettre la recevabilité et à en préciser en même temps les limites. Cette même notion paraît à l'auteur susceptible de déterminer également la forme de la réparation (restitutions ou dommages-intérêts). Les réflexions de M. Schaeffer sur la notion de dommage pénal et sur ses conséquences (en particulier sur les problèmes de causalité) sont judicieuses et profondes, il les expose avec clarté et solidité.

***

On voit quel vaste domaine embrasse cet important ouvrage collectif et quels horizons nouveaux il vient ouvrir. Il faut souhaiter d'une part, que les jeunes juristes qui ont porté avec tant de bonheur leur attention vers le droit pénal (et dont plusieurs sont maintenant entrés définitivement dans les Facultés de droit) se sentent désormais retenus par cette matière dont ils ont démontré leur solide connaissance, d'autre part, que ce volume qui ouvre les « Publications de l'Institut de Criminologie de la Faculté de Droit de l'Université de Paris », soit suivi à intervalles réguliers de nouvelles contributions aussi appréciables, qui témoigneront de l'éveil de nouveaux talents sinon de nouvelles vocations.

Georges LEVASSEUR.

Droit pénal et criminologie, par G. Stéfani et G. Levasseur, Paris, Précis Dalloz, 1957, 570 pages.

La réforme de la licence en droit, qui « n'a pas épargné le droit pénal », comme on l'a dit justement avec une pointe de mélancolie, a imposé à ceux qui l'enseignent à l'adresse des étudiants de seconde année un travail de charcuterie difficile : le désosser et le truffer de criminologie.

Les deux savants professeurs de la Faculté de droit de Paris, MM. Stéfani et Levasseur, se sont mis courageusement et fraternellement à la tâche et s'en sont acquittés avec beaucoup d'habileté.

Ils ont pensé, non sans raison, que leur devoir était avant tout d'exposer les notions générales du droit pénal et que c'était seulement pour expliquer et justifier l'orientation présente de la science et de la législation criminelles qu'il convenait de s'appuyer sur « les conclusions les plus récentes et les moins contestables des recherches criminologiques ».

C'est la méthode qu'à la suite d'une introduction consacrée au phénomène criminel ils ont suivie avec bonheur, à propos de l'infraction d'abord, puis du délinquant, et enfin de la réaction sociale contre l'infraction et contre le délinquant, sous le couvert de laquelle ils ont réussi à glisser, en avant des peines et des mesures de sûreté, les éléments de procédure pénale qu'ont impérieusement besoin de connaître même ceux qui ne se destinent pas aux carrières judiciaires.

Des bibliographies placées à la suite de chacun des chapitres donnent au lecteur toutes indications utiles sur les études les plus récentes parues en français et même en anglais et en italien.

Une table alphabétique, dressée à la fois par matières et par noms d'auteurs, permet à ceux que dérouterait cette présentation nouvelle du droit pénal de retrouver facilement les théories familières et à ceux qui désirent connaître les opinions des criminologues les plus en vue de les découvrir sans effort.

Le Précis de MM. Stéfani et Levasseur est un livre que même de vieux professeurs consulteront avec fruit.

Louis HUGUENEY.

La mission méconnue de la justice pénale, par André Richard (Recoupements chrétiens dans les sciences et les arts), Edition du Levain, Paris, 1956, 93 pages.

Ce petit ouvrage mérite d'être lu avec soin. Pour notre part, nous l'avons non seulement lu, mais relu attentivement et, même, la plume en main. Les très grandes qualités dont il témoigne ne l'empêchent cependant pas de nous laisser une impression assez complexe dont il nous faut faire part à nos lecteurs.

Doyen de la Faculté de droit de l'Institut catholique, M. André Richard, qui est en même temps avocat à la Cour de Paris, estime que la véritable mission de la justice pénale consiste à procéder, dans la pleine lumière de la publicité, au jugement du délinquant, selon la loi pénale et aux yeux de l'opinion publique. La Révolution française a aboli le système, cruel et arbitraire de l'Ancien Droit qui avait, au moins aux yeux de l'historien, l'avantage de comporter une sorte d'expiation publique acceptée par tous, et conforme, dans une certaine mesure au moins, à la religion catholique, religion unanime des sujets de l'ancienne France. La Révolution française a substitué à ce système un autre système, fondé sur une religion civile, celle de la loi. L'homme convaincu publiquement d'avoir manqué aux règles sociales sera frappé dans la mesure exacte de ce manquement. A cet égard, M. André Richard montre très bien comment le principe de la légalité, la publicité des débats et l'adhésion, au moins présumée, des citoyens à la justice pénale se complètent dans le droit classique ; mais il note aussi comment « l'excommunication glacée » du violateur du pacte social par Rousseau est contraire à l'idée chrétienne de l'homme et combien ce droit froidement rétributif est loin de « la notion évangélique de l'amendement des coupables » (p. 33, 34).

M. André Richard se rassure, il est vrai, en notant que, parti de la fixité des peines, le droit néo-classique a évolué vers l'individualisation. On pourrait observer que ce terme de « néo-classique » est quelque peu ambigu. M. Richard parle des néo-classiques de 1830 ; mais ceux-ci préparaient la réforme novatrice de 1832, alors que les néo-classiques de 1930 s'ingéniaient, en réalité, à paralyser les réformes, quelque peu vélléitaires d'ailleurs, de 1934. Quoi qu'il en soit, M. Richard montre de façon excellente comment cette justice pénale, avant tout soucieuse d'intelligibilité, en arrive à se satisfaire du type abstrait de l'*homo delinquens* et se contente d'une « notion standardisée de la responsabilité », pour établir une justice exemplaire sur une vérité apparente (p. 32). Sans doute, observe loyalement M. Richard, ce droit pénal dans son action purement répressive n'est « pas défendable » (p. 45). Mais il lui paraît injuste de le juger sur ce seul plan ; car l'action véritable de la justice pénale classique réside « dans la mission de l'enseignement que lui ont assignée ses fondateurs et qu'elle assure au mieux » (p. 51). Ce système « emploie le spectacle judiciaire pour affirmer l'attachement du public à une règle commune dont chacun ressent intimement la nécessité » (p. 55).

Ce système, apparemment si satisfaisant, va se trouver remis en cause par le Positivisme. M. Richard consacre à ce mouvement important un chapitre rapide et assez méprisant qui aboutit à cette conclusion un peu simplifiée : la justice positiviste « ne croit qu'aux techniques de coercition appropriée à chaque cas particulier et que l'opinion ne peut suivre » (p. 65). Une allusion sommaire à la témébilité laisse de côté cette notion essentiellement dynamique d'état dangereux, qui allait devenir le premier, sinon le principal moyen de renouvellement des législations pénales du XX^e^ siècle. Cependant, M. Richard en termes excellents se demande pour conclure : « La justice classique qui tend moins à découvrir la vérité profonde des justiciables pour les traiter selon leurs besoins, qu'à ranger les traits particuliers de leur caractère ou de leur action en catégories juridiques, ne trahit-elle pas la grande loi de compréhension et de charité » ? (p. 67, 68). C'est là poser exactement le problème dans les termes et dans l'esprit de la défense sociale moderne.

C'est en effet cette défense sociale, dans son expression nouvelle, qu'aborde ensuite M. André Richard. Il le fait avec des précautions auxquelles nous sommes personnellement sensible et avec un sens des nuances qui montre combien il a cherché à en pénétrer le sens véritable. Il faut bien avouer cependant que ce dernier chapitre, lui aussi quelque peu rapide, se contente trop souvent d'aperçus simplifiés. M. Richard fait ainsi allusion à l'opposition prétendûment établie par M. Frey : « Droit pénal ou Défense sociale », en ignorant les réponses qui ont été faites à cette position extrême par des hommes aussi différents et aussi représentatifs que M. Graven en Suisse, M. Strahl en Suède, ou M. Nuvolone en Italie. Il paraît ignorer également que la plupart des arguments qu'il reproduit sont essentiellement ceux qui ont été développés, il y a peu de temps encore, par les théoriciens du droit pénal des démocraties populaires. Une telle rencontre demanderait au moins quelques éclaircissements.

A vrai dire et assez curieusement, M. André Richard s'en tient, au fond, à la position des hommes de l'époque révolutionnaire et même, quoiqu'il en ait, de Jean-Jacques Rousseau. Pour lui, la prévision du délit par la loi sert d'avertissement à l'homme libre ; et si celui-ci choisit le mal, il ne peut être jugé que publiquement, devant ses concitoyens, dans une audience où ceux-ci verront se manifester le principe de la responsabilité dans sa forme en quelque sorte à la fois individuelle et collective. C'est pourquoi M. Richard revient à de nombreuses reprises, sur l'idée du « spectacle judiciaire » dont la valeur moralisatrice suppose qu'il puisse être immédiatement compris par tous. Or, le procès de défense sociale, assez curieusement, lui semble ne pas supporter la publicité et il affirme, un peu gratuitement, que ce procès devrait être l'effet d'experts examinant un dossier secret. M. Richard en arrive alors à critiquer successivement le régime spécial des jeunes adultes, tel qu'il s'élabore dans les législations modernes, les projets sur les délinquants anormaux, tels qu'ils ont été récemment proposés en France, et même la réforme de l'interdiction de séjour, telle que l'a opérée la loi du 18 mars 1955. Une fois de plus le néo-classicisme se montre ici sous son jour véritable qui le porte à devenir l'adversaire naturel de toute tentative destinée à humaniser le droit pénal.

Mais surtout, la position de M. le Doyen Richard nous paraît appeler trois objections fondamentales. La première est que l'intimidation de la peine, dans sa fixité légaliste, est une fiction que l'on peut sans doute adopter comme telle pour la satisfaction de l'esprit, mais que l'on doit nécessairement révoquer en doute dès que l'on s'efforce de considérer la justice pénale sous son aspect le plus concret.

En second lieu, le caractère édifiant et moralisateur du procès pénal se déroulant en présence d'un public qui prend conscience des grands impératifs sociaux est à son tour une illusion. M. Richard parle sans cesse du public qui assiste aux audiences pénales ou de celui qui en suit le compte rendu par la lecture des journaux. Croit-il vraiment que ces auditeurs avides d'émotions fortes ou ces lecteurs poussés par des curiosités souvent troubles recherchent vraiment dans le débat judiciaire autre chose que la révélation de certains détails, ou alors l'issue d'un combat où il s'agira de savoir qui l'a emporté du criminel traqué ou de la Société qui le poursuit ? Croit-il d'ailleurs sincèrement que ce soient la moralité publique ou les droits de la Société qui préoccupent le plus à cet instant le lecteur ou l'auditeur ? On peut ici le renvoyer aux pages décisives où M. Jean Graven a stigmatisé ce « duel judiciaire » que constitue trop souvent le procès moderne en Cour d'assises.

Enfin, il est clair, pour tous ceux qui comprennent la portée véritable des doctrines modernes de la défense sociale, que celles-ci n'aboutissent ni à contredire le sentiment public de la responsabilité, ni à organiser une justice qui soit incompréhensible aux yeux de l'opinion générale. M. André Richard, qui a pourtant fait preuve dans beaucoup de ses notations de la plus grande subtilité d'analyse, nous paraît avoir méconnu cette position essentielle de la défense sociale qui consiste à affirmer hautement que tout homme doit rendre compte de ses actes devant la justice pénale. Or c'est ici que se manifeste, sous le double aspect individuel et collectif, la notion même de responsabilité. L'individu qui a commis un délit, c'est-à-dire un acte qualifié infraction par la loi, doit venir s'en expliquer devant un juge. C'est en ceci que consiste le caractère intimidant de la justice pénale, et non pas dans la prévisibilité abstraite d'une peine théorique qui vraisemblablement ne sera pas appliquée. Le délinquant, au sens propre du mot, comparaîtra donc devant le juge. Mais celui-ci ne devra pas juger un être abstrait ; il devra prendre en considération la personnalité même de celui qui est devant lui, et il devra l'examiner non pas en secret, comme le prétend on ne sait pourquoi M. André Richard, mais au contraire à la lumière d'une contradiction dans laquelle le défenseur a un beaucoup plus beau rôle à jouer, nous semble-t-il, que dans ce duel judiciaire qui consiste à escamoter la peine légale. L'homme sera jugé d'ailleurs non seulement sur son acte, mais également sur ses possibilités de reclassement et c'est alors que se réalisera cette justice chrétienne dont, très justement, M. André Richard nous expose (à la page 54) les données fondamentales : « 1° L'homme le plus vil, le plus dégradé, doit compte de son comportement à la Société. 2° La sécurité de tous est liée à la bonne volonté de chacun et il convient de mobiliser la conscience des hommes au service de l'ordre public en leur rappelant que leurs actes ont une portée qui les dépasse et engage le sort de leur prochain ».

Il est donc contraire à la vérité, nous semble-t-il, d'affirmer (p. 88) que seul le droit pénal classique laisse à l'inculpé son rang d'homme. Le Droit pénal classique, au contraire, oublie l'homme dans l'inculpé à qui n'est plus reproché qu'un délit abstrait. M. Nuvolone, dans un compte rendu récent (*Rivista di diritto penale*, 1956, p. 782) a justement insisté sur l'exigence *humaniste* de la Défense sociale nouvelle, qui consiste à ne perdre jamais de vue l'homme-délinquant en tant qu'être humain, et sur l'inspiration profondément chrétienne de ce mouvement de politique criminelle. On peut à cet égard se référer au petit ouvrage sur *Les délinquants* du R.P. Devoyod, dont nous rendons compte ci-après. Cet humanisme chrétien de la Défense sociale nouvelle nous paraît étrangement méconnu — ou oublié — par M. Richard ; et nous nous en étonnons d'autant plus que, comme les partisans de la nouvelle doctrine, l'auteur se montre — et nous ne saurions assez l'en féliciter — soucieux de rendre leur place aux valeurs morales dans le domaine du droit criminel. Or, il faut le répeter sans cesse, rendre la justice pénale plus humaine dans le sens complet et le plus élevé du terme, c'est au fond la vocation profonde de cette Défense sociale. Et il semble que sur ce point elle devrait rallier tout naturellement des volontés aussi affermies et aussi averties que celle de M. le Doyen André Richard.

M. A.

Répertoire de Droit criminel et de procédure pénale, mise à jour 1956, sous la direction de Antonin Besson, Procureur général près la Cour de Cassation, avec le concours de Mme Leauté-Pavie, Paris, Dalloz, 1956, 114 pages.

Nous avons en son temps (1) rendu compte de la publication de l'important *Répertoire de droit criminel et de procédure pénale* en deux volumes qui renouvelait largement le genre habituel de semblables compilations. La coordination des articles et le fait que ceux-ci étaient confiés le plus souvent aux spécialistes les plus qualifés assuraient à ce Répertoire la valeur d'un véritable ouvrage de doctrine sans lui faire perdre pour autant le caractère pratique et documentaire indispensable à toute collection de cette nature.

Si complet et si précis que soit un Répertoire, il lui faut néanmoins être de temps à autre mis à jour de l'évolution inévitable du droit. Le grand inconvénient des mises à jour est cependant qu'elles se présentent sous une forme généralement très dispersée. Le lecteur qui veut rapidement avoir connaissance des modifications les plus récentes doit trop souvent reprendre à la fois le texte ancien et le texte nouveau, et il en résulte à tout le moins une certaine gêne dans la lecture. A ce défaut essentiel des mises à jour, le *Répertoire de droit criminel* nous paraît avoir fort bien paré dans son supplément de 1956. Les modifications récentes sont présentées de telle manière que, la plupart du temps, elles n'obligent pas à se reporter au texte ancien, un bref rappel des textes antérieurs permettant de présenter les innovations d'une manière qui se suffit à elle-même. Il y a là un procédé que sans aucun doute tous les lecteurs apprécieront. C'est, bien entendu, aux modifications législatives que la plus grande importance a été donnée. La mise à jour ne néglige cependant ni les décisions nouvelles de jurisprudence, ni les indications bibliographiques qui, les unes ou les autres, paraissaient devoir être spécialement signalées. On peut donc estimer que, grâce à ce Supplément, le *Répertoire de droit criminel et de procédure pénale* Dalloz continuera à rendre aux criminalistes théoriciens et praticiens tous les services qu'il leur rendait jusqu'à présent.

M. A.

Droit politique et Humanisme, par Bichara Tabbah, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1955, 329 pages.

M. Tabbah, qui est professeur à la Faculté de Droit de Beyrouth et qui a occupé de hautes fonctions dans les magistratures judiciaires et administratives du Liban, est bien connu des juristes français. C'est un philosophe du droit que préoccupe, depuis de longues années, la question de la conciliation entre le bien commun et les libertés individuelles. Il a déjà tenté d'y apporter une réponse dans son livre *Du heurt à l'harmonie des droits* et, dans un nouvel ouvrage, d'une agréable lecture, il s'efforce à repenser le problème en fonction des tendances modernes du droit politique.

M. Tabbah est fermement attaché à la tradition du droit naturel. Il croit qu'un minimum de vérités premières s'impose à toute société humaine pour qu'elle puisse vivre et que le corps social ne peut pas tolérer certaines erreurs sans dépérir, de même que certains aliments ne sont pas, eux-mêmes, tolérés par le corps physique. Il reste à savoir si ce que M. Tabbah considère comme des erreurs ne sont pas, plus exactement, les conséquences d'une inéluctable évolution sociale et si M. Tabbah ne se range pas au nombre des juristes pour lesquels cette évolution est nécessairement, parce que telle, un déclin du droit. C'est un problème sur lequel il sera loisible de revenir.

Il suffit de noter, pour bien mettre en lumière la position doctrinale de l'auteur qu'à son entendement, l'humanisme jurudique ne peut pas avoir d'autre fondement que le droit naturel, opposé, en une distinction plus littéraire que scientifique, au naturisme des pseudo-humanismes existentialiste et marxiste.

Telle est la démonstration à laquelle M. Tabbah s'attache, dans la première partie de son ouvrage. Il est conduit par un raisonnement, dont l'élégance n'est pas en cause, à étudier ce qu'il appelle la revanche du droit naturel dans le droit soviétique et à prendre le rétablissement d'une législation pénale comme exemple de cette revanche. Une telle explication apparaît contestable. Il n'est pas démontré, en dépit de certaines affirmations glanées dans les programmes du parti communiste russe, que les dirigeants soviétiques aient jamais sérieusement pensé qu'un nouvel ordre social pouvait être instauré

(1) Cf. cette *Revue*, 1954, p. 427.

sans règles répressives. Les observations qui ont été présentées à ce propos par M. Hazard, dans le livre qu'il a écrit en collaboration avec M. David, nous paraissent devoir être interprétées avec une grande prudence. D'autre part, il semble qu'il ne faille pas davantage accorder une importance déterminante à la justification politique qui est donnée, par les auteurs soviétiques eux-mêmes, des incriminations pénales. En réalité le problème des fondements du droit pénal, de la philosophie répressive, pose, en des termes autonomes, la question du droit naturel. Il faut faire entrer en jeu la distinction entre la criminalité naturelle et la criminalité artificielle, par « détermination de la loi » pour employer une expression de MM. Vouin et Leauté. Il faut suivre l'évolution des concepts relatifs à la peine. Tarde a professé à cet égard, dans son œuvre riche d'idées et d'enseignements, et surtout dans sa *Philosophie pénale*, des opinions qui restent actuelles.

Dans la seconde partie de son ouvrage, M. Tabbah procède à l'étude des implications de sa doctrine juridique sur l'organisation des sociétés politiques. Il est appelé à se prononcer sur la valeur des institutions juridiques de droit interne et de droit international, dans la perspective d'une confrontation entre les droits de l'homme, de l'Etat et de la société internationale.

Le droit de punir est, traditionnellement, un des attributs de la puissance de l'Etat. M. Tabbah ne manque pas de s'y référer, Mais cette référence, assez rapide, n'est pas sans quelque peu décevoir. Elle ne contient aucune allusion au mouvement d'idées par lequel, précisément, les criminalistes tentent de faire entrer dans le droit pénal positif des institutions que les théoriciens du droit naturel pourraient revendiquer comme procédant de leur conception de la justice. M. Tabbah, qui emploie l'expression de défense sociale dans le sens que les premiers positivistes ont donné à ce terme, écrit que le droit de punir doit se mesurer à l'importance du délit en tenant compte des mœurs et de la conscience collective. Cependant le phénomène criminel n'engendre pas seulement le droit de l'Etat à garantir l'ordre social, mais aussi le devoir de l'Etat à assurer la protection de l'individu contre la délinquance. Il y a des droits du délinquant, dont le droit à la réadaptation sociale est le plus évident. C'est consacrer une notion de la justice imprégnée de droit naturel que d'accepter l'évidence de ces impératifs.

Dans sa confrontation des droits de l'homme et de ceux de l'Etat, M. Tabbah est conduit à étudier d'assez nombreuses institutions, de droit civil, comme de droit pénal et public. C'est ainsi qu'il traite, au titre de la protection des droits de l'homme, de problèmes tels que ceux du duel, de l'euthanasie, de la participation au suicide et des expérimentations scientifiques et thérapeutiques. M. Tabbah expose que les droits sont accordés à l'homme pour lui permettre de réaliser sa destinée humaine, et que, de ce fait, l'homme ne peut pas attenter à sa vie ou à son intégrité physique. Les solutions qu'il propose aux douloureux problèmes étudiés sont inspirés de cette conception morale Mais l'auteur le développe en des conséquences qui paraissent excessives dans la mesure où, par exemple il paraît regretter l'indulgence dont bénéficient les criminels par compassion. Une phrase paraît caractéristique de l'état d'esprit de M. Tabbah. « Il faut *hélas*, écrit-il, tenir compte du *fameux* donné sociologique ».

Le même raisonnement se fait jour dans le domaine des institutions civiles. M. Tabbah craint, notamment, que le certificat prénuptial mène inévitablement à l'interdiction du mariage des personnes atteintes de tares physiques ou mentales et expose que le fait d'interdire aux soi-disants tarés de se marier risque de favoriser l'union libre.

Ainsi, malgré l'intérêt que l'on prend à la lecture du livre de M. Tabbah, malgré la sympathie que l'on éprouve *a priori* pour les doctrines qu'il défend, on ne peut pas manquer d'être un peu inquiet sur les conclusions auxquelles il aboutit. On se demande si le droit peut demeurer prisonnier de fictions morales et juridiques, qui méconnaissent les réalités sociales. Le droit naturel n'est à tout prendre, que l'expression de l'idéal de justice ancré dans l'esprit de tous les hommes vivant en société. Mais la justice est vide de sens si elle ne se pénètre pas du social. Il n'y a pas de justice désincarnée. Les institutions évoluent nécessairement, comme la terre tournait contre la volonté des adversaires de Galilée, et il apparaît stérile de n'accepter qu'avec regret les données sociologiques de leur évolution. En suggérant ces réflexions, le livre de M. Tabbah retient et prolonge l'attention. C'est un livre excellent qui fournit un enrichissement, même et peut-être surtout par les réserves qu'il suscite.

J.-B. H.

Hommes de lettres inculpés, par Jacques Hamelin, Paris, les Editions de Minuit, 1956, 147 pages.

M. Jacques Hamelin avait publié, entre autres ouvrages remarqués, un petit livre sur la réhabilitation judiciaire de Baudelaire qui faisait suite lui-même à une étude antérieure sur le procès des *Fleurs du mal*. On comprend que, s'étant engagé dans cette voie, Me Jacques Hamelin ait voulu se pencher davantage encore sur les procès dans lesquels ont été impliqués des hommes de lettres. Le petit ouvrage qu'il vient de publier sur ce sujet est tout à la fois une œuvre de psychologie judiciaire et de psychologie littéraire. Avec infiniment de finesse, l'auteur analyse les réactions de ces hommes de lettres que paraissent, dans la plupart des cas, avoir singulièrement troublés leurs démêlés avec la justice ; et, dans son chapitre final, M. Hamelin explique avec toutes les nuances désirables pourquoi ces écrivains, si prompts à réagir et parfois à s'indigner, se sont laissés aller souvent presque jusqu'aux compromissions les plus regrettables dans l'espoir d'échapper aux rigueurs de la justice.

On y trouvera également beaucoup de renseignements relativement peu connus. Les grands procès littéraires de 1857, ceux de Flaubert et de Baudelaire, ont quelque peu relégué dans l'ombre d'autres procès moins spectaculaires, mais qui n'en sont pas moins curieux. M. Hamelin nous rappelle ainsi comment Mérimée fut condamné (et, après sa condamnation, détenu) à 15 jours de prison et 1.000 francs d'amende pour outrage à Magistrat, comment tour à tour Barbey d'Aurevilly, après la publication des *Diaboliques* en 1874, et Maupassant pour avoir publié en 1879 dans la *Revue moderne et naturaliste* un poème intitulé « Une fille » furent inculpés d'outrages aux bonnes mœurs. Dans les deux cas, les poursuites s'arrêtèrent au stade de l'instruction et se terminèrent par des ordonnances de non lieu. Les Goncourt à leur tour devaient, pour un article publié dans un quotidien en 1853, se voir citer en correctionnelle toujours pour outrage aux bonnes mœurs, et (p. 142) M. Hamelin nous rapporte les impressions que firent sur les Goncourt cette comparution et le fonctionnement de la machine judiciaire. Il nous rappelle encore comment, en 1749, Diderot se vit arrêter et fut détenu au Château de Vincennes après la publication des *Pensées philosophiques* et de sa *Lettre sur les aveugles*. Enfin, M. Hamelin a l'occasion, bien entendu, de revenir tant sur le procès de Baudelaire que sur celui de Flaubert.

Cet ouvrage, qui se lit avec un grand agrément, est riche d'enseignements divers et souligne une fois de plus ce qu'a de difficile, sinon de hasardeux, l'exercice de l'action publique lorsqu'elle est mise en mouvement à la suite des réactions produites par l'œuvre d'un écrivain, surtout en matière d'atteintes aux « bonnes mœurs ».

M. A.

Die Todesstrafe als Problem der christlichen Ethik (La peine de mort envisagée comme problème d'éthique chrétienne), par Paul Althaus, Verlag der Bayerischem Akademie der Wissenschaften, Munich, 1955, 35 pages.

L'Académie des Sciences de Bavière vient de publier les compte rendus de ses séances de l'année 1955, faisant suite à ceux des années de 1950 à 1954.

Le deuxième cahier du groupe philosophique traite d'un problème souvent discuté en Europe : la peine de mort.

La République fédérale allemande a supprimé la peine de mort en droit commun, mais elle tend à la reprendre en cas d'espionnage.

La thèse de Paul Althaus qui est un simple exposé théologique a été présentée en séance, mais n'a pas été discutée du point de vue juridique.

Au cours d'une brève introduction historique, l'auteur montre que la position de l'Eglise a changé après Constantin : avant lui l'Eglise était opposée à la peine de mort. Après lui, des théologiens comme St. Thomas d'Aquin en sont partisans et appuient leur opinion sur des arguments de droit naturel.

Puis Althaus cite les partisans et les opposants au cours de la réforme ainsi que pendant la période influencée par les philosophes Kant, Hegel, Schleiermacher et constate qu'ils sont aussi nombreux d'un côté que de l'autre.

Enfin Althaus expose, avec d'abondants détails, la thèse du protestant suisse Karl Barth qui s'oppose à la peine de mort et celle du théologien catholique Linsenmann, qui vivait au XIXe siècle et qui est du même avis : « La société n'a pas le droit de punir de la peine de mort ». D'après eux l'abolition de la peine de mort est la conclusion normale d'une véritable éthique chrétienne.

Cette thèse est un travail intéressant, malgré le manque de conclusion ; toutefois l'auteur indique que les tendances catholiques et protestantes sont favorables à l'abolition de la peine de mort.

R. S. DEVOYOD.

Recueil annoté des textes de droit pénal applicables en A.O.F., par Jean Bouvenet et Paul Hutin, Edition de l'Union Française, 1955, 797 pages.

Le mérite est grand, certes, d'avoir groupé tous les textes répressifs applicables à l'A.O.F. surtout lorsque le travail est mené de façon à ce que chaque texte en particulier puisse être facilement retrouvé dans la masse des autres.

A la suite du Code Pénal, sont classées les lois pénales générales et les lois pénales spéciales dans l'ordre alphabétique des matières qu'elles réglementent.

Il est à souhaiter qu'un ouvrage d'une aussi grande portée pratique puisse voir sa désuétude reculer par une mise à jour des textes déjà modifiés ou périmés.

Le nombre et l'importance des textes reproduits ne laisse place à aucun commentaire. Seules quelques annotations, assez rares, se glissent au bas des pages pour donner des références au journal officiel, notamment des textes non répressifs visés parfois par la loi d'ordre pénal.

H. L.

II. — SCIENCES CRIMINOLOGIQUES

Le problème de l'état dangereux, deuxième Cours International de Criminologie, Conférences publiées par J. Pinatel, Paris 1954, 632 pages.

Les cours organisés par la Société Internationale de Criminologie, en exécution des décisions du 2e Congrès International tenu en 1950, ont constitué une contribution de premier ordre aux progrès de cette discipline. Ils ont permis la confrontation périodique des résultats acquis dans les diverses branches des sciences criminologiques (dont le dernier état fut souvent présenté par les spécialistes les plus éminents des divers pays) autour d'un thème central judicieusement choisi (1). D'autre part, leur publication a mis à la disposition du monde scientifique et des criminalistes, lesquels doivent suivre avec la plus grande attention le développement de la criminologie, une documentation considérable sur les problèmes essentiels. Au moment où les programmes officiels désirent voir tous les étudiants en droit initiés à la criminologie, et alors que la France marque jusqu'ici dans ce domaine un certain retard sur les pays étrangers (en dépit des efforts de pionniers avisés et tenaces et de l'autorité de quelques grands noms), le lecteur français a l'avantage de pouvoir aborder dans sa langue le condensé pertinent de travaux étrangers parfois difficilement accessibles.

Le second Cours International, enseigné à Paris à l'automne 1953, était centré sur « Le problème de l'état dangereux ». Diagnostiquer l'état dangereux, mettre en œuvre les mesures les plus propres à y remédier, n'est-ce pas là le but primordial vers lequel tendent toutes les recherches de la criminologie ? Les stagiaires de ce Cours (plus de quarante, appartenant à 16 pays) ont eu l'heur de bénéficier d'un enseignement aussi substantiel que copieux donné par une cinquantaine de personnalités qualifiées venues de 10 pays différents.

La première partie se devait d'être descriptive, et d'exposer les diverses « approches » du problème de l'état dangereux, lequel a été abordé successivement par les versants biologique, psychologique et sociologique. Cette partie est particulièrement riche et féconde. Elle débute par une étude du Professeur di Tullio, initiant les auditeurs à sa théorie de *la constitution délinquantielle* (p. 73) ; il y affirme à nouveau sa conviction de l'importance primordiale des facteurs biologiques « dans le développement des conditions psychologiques qui donnent lieu aux formes les plus graves de la criminalité » ; on y trouvera en outre un exposé systématique des principales variétés de constitutions délinquantielles avec leurs subdivisions. Parmi les conférences consacrées à l'aspect

(1) V. le compte-rendu du 1er cours international de criminologie dans cette *Revue*, 1954, p. 432.

biologico-morphologique signalons, après une savante étude où M. Bize examine le problème de la structure somatopsychique prédisposant à l'état dangereux (p. 97) et celle dans laquelle le R.P. Verdun rappelle ses travaux et ses méthodes (p. 131) l'analyse originale et nuancée du Dr Dublineau (p. 137). Celui-ci, après avoir schématisé l'histoire de la typologie, insiste heureusement sur les diverses phases de l'évolution biologique de l'individu, phases dont il souligne le rôle dans la genèse de l'état dangereux qui serait avant tout un état d'immaturité ; les poussées évolutives successives entraînent un certain déséquilibre physiologique, qui devient redoutable lorsqu'il coïncide avec quelques poussées sociales ou affectives ; un symptôme intéressant paraît résider dans la latéralisation (prédominance de la droite ou de la gauche dans la comparaison du diamètre de chaque main et de chaque pied), la latéralisation croisée paraissant plus favorable qu'une dominance homolatérale.

En ce qui concerne l'aspect psychologique et psychiatrique, les Drs Michaux, Brousseau, Badonnel et Deniker ont examiné l'incidence des principaux désordres mentaux sur l'état dangereux ; on notera particulièrement l'étude que le Dr Michaux fait, à ce point de vue, de l'agressivité (p. 161), source importante de délinquance. Ces auteurs ont exposé d'instructives études cliniques de cas soigneusement choisis (alcoolisme, épilepsie, érotomanie, revendication, vengeance, jalousie, etc...). Ce sont également de nombreux cas concrets analysés avec la finesse que l'on devine, que l'on rencontre illustrant les observations du Professeur de Greeff sur l'état dangereux dans les crimes passionnels (p. 194). S'agissant non plus de troubles mentaux, mais de psychologie courante, le Professeur Kinberg a présenté une étude du plus haut intérêt sur les rapports de la fonction morale avec l'état dangereux (p. 182). La fonction morale, explique-t-il, a un fondement biologique : « Elle est l'effet d'une organisation lente du cerveau ou, en langue psychologique, une habitude acquise lentement par des influences ambiantes sur la structure biologique du cerveau ». Dans ces conditions, une déficience des tissus cérébraux peut compromettre l'organisation de la fonction morale ; d'autre part, là où ces tissus ont la qualité biologique nécessaire, le développement de cette fonction peut être entravé par l'absence des *stimuli* nécessaires que le milieu devrait fournir. Or l'insuffisance de la fonction morale risque d'être dangereuse chez les individus à alliage constitutionnel défavorable ; au contraire la fonction morale solide et développée est un frein puissant à la dangerosité.

Les aspects sociologiques font l'objet d'une introduction générale due au Doyen del Rosal, pleine d'utiles directives sur une saine interprétation sociologique des phénomènes criminels. MM. Chombard de Lauwe, J.-M. Leroux et Morin étudient ensuite respectivement l'influence du milieu social, du milieu de travail et du cinéma sur l'état dangereux. En ce qui concerne le milieu de travail (p. 263), on retiendra, en dehors de considérations pertinentes tirées de la technique, l'importance de certains facteurs éthiques propres à l'ensemble du monde ouvrier (et particulièrement des ouvriers d'usine) et on rapprochera utilement ces remarques de l'exposé de M. Kinberg ; certains faits réprimés sévèrement par la société sont considérés avec indulgence dans un tel milieu, qui s'indigne par contre, comme d'un déni de justice, de certaines dispositions du droit positif actuel. En ce qui concerne le cinéma (p. 271), l'auteur (qui fait suivre son article d'une bibliographie dont il convient de le remercier) conclut à la diversité des influences possibles ; dans la mesure où il facilite la formation et la maturation de l'adolescent, et dans la mesure où il constitue l'exutoire nécessaire de certaines tendances instinctives anti-sociales, le cinéma a un rôle favorable ; mais il peut également susciter soit par processus mimétique soit par processus psychotique, des comportements délictueux (comp. Journées de défense sociale de Bordeaux, cette *Revue*, 1957, p. 214 et s.). Quoique les facteurs criminogènes mis en lumière par les *follow-up studies* et par les criminologues qui ont tenté de dresser des « tables de prédiction » ne soient pas exclusivement tirés du milieu, il était normal de placer dans cette partie sociologique une étude de ces méthodes et de leurs résultats, elle est exposée avec compétence par M. Pinatel (p. 283). Enfin après l'étude clinique de certains récidivistes, présentée par M. Stanciu, ce volet sociologique du triptyque descriptif de l'état dangereux se termine par des remarques de M. Chazal (p. 311), tirées de sa vaste expérience du tribunal pour enfants qui le conduit à accorder une place primordiale aux facteurs sociaux ; ceux-ci sont à l'origine de bien des déséquilibres, mais par contre d'heureuses « circonstances nouvelles » peuvent favoriser la réinsertion sociale du jeune délinquant.

Après cette première partie descriptive et analytique, le Cours comporte une seconde

partie relative à l'état dangereux dans la « criminologie appliquée». Après une substantielle conférence introductive dans laquelle M. Pinatel fait le bilan des données scientifiques actuelles sur cette question et s'élève avec force contre l'« attentisme juridique » qui retarde leur consécration par le droit positif, divers professeurs ont examiné précisément les structures juridiques possibles, puis les méthodes de prévention et de traitement d'ores et déjà en application.

Sur le plan des structures juridiques, on soulignera particulièrement l'article de M. Jimenez de Asua (p. 356) dont les savants travaux sur cette question ont une autorité internationale. A ces côtés, le Doyen Bouzat fut chargé de confronter les notions de responsabilité et d'état dangereux, il le fit avec une parfaite clarté en prenant comme exemples le cas des délinquants anormaux et celui des mineurs, et en comparant les solutions admises respectivement par les législations belge et française. On notera également les réflexions de M. Mellor sur la liberté individuelle.

Sur le plan des réalisations destinées au traitement de l'état dangereux, les deux études les plus importantes (p. 417 et 425) sont consacrées à la probation, envisagée respectivement en Grande-Bretagne et en France ; la personnalité des auteurs (M. Klare et M. Ancel) suffit à indiquer l'intérêt qui s'y attache, intérêt qui se trouve encore renforcé par ce rapprochement. Mais les articles qui entourent ceux-ci contiennent une documentation fort appréciable. En quelques pages (p. 385) le Dr Michaux nous donne un aperçu précieux de l'activité de l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police, connue encore dans la presse et dans le public sous le nom d'« Infirmerie spéciale du dépôt ». Le R.P. Vernet traite de la prévention de l'état dangereux post-pénal par la formation professionnelle (p. 450) ; il nous montre les possibilités, les écueils et les limites de la formation professionnelle des détenus ; certaines difficultés tiennent à la psychologie personnelle du condamné, mais d'autres seraient bien atténuées si des dispositions étaient prises pour faciliter l'embauchage des libérés, ce qui serait souvent facile sans mettre la société en péril. M. Susini expose de son côté comment la police s'efforce de dépister les états dangereux, soit par la surveillance systématique de certains groupes, lieux ou individus, soit par l'attention apportée aux évènements dénoncés ou découverts, qui permettent d'intervenir dans une situation dangereuse avant qu'un mal plus grave ne soit commis. L'apport de la police scientifique est rappelé d'autre part, par le Professeur Sannié. Enfin, Me Falconetti attire l'attention avec finesse sur les particularités du rôle de l'avocat devant les juridictions de mineurs.

La troisième partie du Cours intéressera particulièrement les juristes ; c'est un large examen de l'état dangereux en droit comparé. Il s'ouvre par une conférence préliminaire de M. Ancel (p. 467), complétée par une « Introduction comparative » due à Mlle Marx (p. 481). Le premier retrace en quelques pages nuancées l'histoire de la diffusion, dans le monde, des mesures de sûreté et des conceptions nouvelles sur la responsabilité pénale, depuis les premières manifestations législatives sporadiques jusqu'aux codes récents des démocraties populaires ; il note judicieusement le « dynamisme législatif » dont l'institution nouvelle a fait preuve (les détracteurs parleraient de cancer...), et qui s'étend même aux pays (U.S.A.) où l'on veut officiellement l'ignorer ; puis il souligne de touches légères l'évolution profonde que trahissent, à son sens tout au moins, certaines modifications techniques, telles que le remplacement, dans certains cas, par un système alternatif (décision prononçant, au choix du juge, peine ou mesure de sûreté) du système cumulatif antérieur. Mlle Marx passe en revue, succinctement mais complètement, les diverses mesures de sûreté usitées en droit comparé, ainsi que les problèmes juridiques que suscite leur intervention, non sans mettre préalablement en relief certains éléments d'universalisme qui ont fait de l'adoption de ces mesures un mouvement général.

Certains systèmes législatifs ont fait l'objet d'études spéciales, confiées à des juristes particulièrement qualifiés et portant soit sur l'ensemble de leurs mesures contre les états dangereux, soit sur une institution caractéristique. C'est ainsi que dans un article nourri d'utiles références, le Doyen del Rosal a exposé le système espagnol et notamment la fameuse loi du 4 août 1933 sur les *vagos y maleantes*, et donné un aperçu de la législation allemande. M. Herzog, de son côté, examine la situation en Amérique latine, en s'attachant particulièrement aux diverses tendances de la doctrine argentine et aux codes du Brésil et de Cuba ; il constate que les réalisations pénitentiaires sont parfois en retard sur les principes adoptés et déplore les garanties insuffisantes prévues par les lois prises à l'encontre des *vagos y maleantes*. M. Germain exposant le traitement

des récidivistes en France, retrace les grandes lignes de l'application du régime de la relégation (cette intéressante conférence, riche d'une documentation chiffrée précieuse, d'abondantes et pertinentes références et d'idées doctrinales hardies, a été publiée en annexe au Rapport de l'Administration pénitentiaire sur l'exercice 1953).

Les pages essentielles de cette partie du volume, surtout pour le lecteur français, sont cependant celles consacrées par le regretté Professeur Grispigni au « délinquant par tendance » du droit italien et par M. Paul Cornil à l'expérience belge de défense sociale, sous son double aspect, l'un concernant les anormaux et l'autre les récidivistes. Pour le premier de ces auteurs (p. 527), le Code italien de 1930 est beaucoup plus positiviste qu'on ne le pense généralement, et son délinquant par tendance est même directement emprunté au projet Ferri de 1921 ; il constate amèrement que les juges, faute de formation criminologique suffisante, ont qualifié de « délinquants par tendance» des individus qui, très généralement ne l'étaient pas, et il s'efforce de préciser quels délinquants doivent réellement entrer dans cette catégorie ; il s'agit selon lui d'anormaux graves du caractère, que leur affectivité fait réagir fâcheusement à des *stimuli* extérieurs insignifiants, et qui se trouvent dans un état chronique de psychopathie dû essentiellement à des facteurs endogènes ; il en distingue trois espèces : l'inaffectif moral, le dissocié schizoïde et l'épileptoïde, mais il exclut par contre, les instables et les obsédés ; à cette occasion Grispigni défend avec énergie la doctrine lombrosienne couramment défigurée, déplore-t-il, dans l'exposé qu'en font les auteurs les plus éminents et il souhaite que soit développée la recherche des causes organiques de la délinquance. Quant à M. Cornil, il expose en quelques pages lumineuses et convaincantes (p. 539) non seulement le régime pénitentiaire appliqué aux anormaux dans les différents établissements belges, mais également les limites de ce que l'on peut faire en l'état actuel de la science et les progrès que l'on pourrait encore réaliser en apportant certaines retouches à la procédure organisée par la loi du 9 avril 1930. Dans l'étude suivante (p. 548), l'auteur peint le second volet du diptyque de cette loi fameuse, celui sur les récidivistes ; il attire l'attention sur les modifications que l'expérience a fait subir au régime pénitentiaire organisé pour ces récidivistes : abandon d'un régime cellulaire trop absolu, distinction des associaux et des antisociaux (avec les difficultés pratiques que cette séparation comporte), groupement spécial des jeunes récidivistes, etc. Il en résulte que l'exécution de cette mesure de sûreté ressemble maintenant singulièrement à celle d'une peine privative de liberté ; aussi M. Cornil n'hésite-t-il pas à trouver inutile le dualisme qui résulte de l'adjonction de la mesure de sûreté à la peine, et préfère-t-il que celle-là remplace purement et simplement celle-ci.

Ainsi qu'il en était déjà lors du premier cours de criminologie, l'ensemble des conférences a été précédé et suivi de réunions du plus haut intérêt. Le cours avait été ouvert par le regretté Denis Carroll, en qualité de président de la Société internationale de criminologie, qui affirma sa confiance dans les tables de prédiction. Trois conférences introductives de grande classe avaient ensuite ouvert les débats. La première était due au Dr de Greeff (p. 21) ; pour lui, comme pour la plupart des juristes, l'état dangereux consiste bien dans la probabilité de la délinquance et le criminologue doit apprécier et justifier cette probabilité psychologique, en même temps qu'indiquer les moyens efficaces de la combattre ; malheureusement, un tel rôle exige une méthode vraiment scientifique et la science des comportements criminels n'est encore qu'embryonnaire, « la plus grande partie de la discipline scientifique dans ce domaine, reste à établir et la matière de cette science nous est encore, en grande partie, inconnue », et le savant auteur insiste sur les limites actuelles de l'examen scientifique, soulignant que divers états dangereux restent pratiquement indiscernables. Cette leçon de modestie venant du spécialiste le plus qualifié (même si l'on fait la part de son scepticisme volontiers paradoxal) n'était pas superflue à l'ouverture de ces assises, mais on retiendra aussi l'adjuration de M. de Greeff aux juristes, leur demandant une meilleure compréhension du point de vue du criminologue et une confiante collaboration.

La seconde conférence introductive, due au Professeur Kinberg (p. 43) expose la genèse de l'état dangereux (selon la doctrine édifiée par l'auteur à la suite des travaux de Sjöbring, et qui minimise les facteurs sociaux), donne des indications rapides sur la mesure de cet état (son intensité, sa direction, son enracinement) et trace les grandes lignes des mesures de prévention et de traitement possibles. Enfin, M. Grispigni avait été chargé d'une « Introduction de politique criminelle » (p. 57) qui lui permit de préciser fort utilement certaines notions : celle de politique criminelle, celle d'état

dangereux prédélictuel (contre lequel il recommande de se limiter aux moyens d'assistance librement acceptés, à l'exclusion des mesures coercitives, car « en l'état actuel de la criminologie, les moyens permettant de procéder à la constatation de l'état dangereux ne sont pas encore suffisamment certains, précis et catégoriques pour permettre d'exclure toute possibilité d'erreur » ; ces sages paroles sont à rapprocher des propos de M. de Greeff), et celle d'état dangereux post-délictuel ; l'auteur expose ensuite le rôle de l'état dangereux dans l'organisation juridique de la justice répressive. Avec une admirable finesse il montre l'importance qui doit être attachée à l'infraction, à la fois présomption d'état dangereux et symptôme à examiner avec une particulière attention, la place qui peut être laissée à la peine intimidatrice, la distinction à établir entre les éléments (purement psychiques), les causes (souvent physiologiques) et les indices de l'état dangereux (qu'il préfère appeler « périculosité » pour marquer son caractère temporaire et instable, l'expression française pouvant laisser sous-entendre une certaine permanence), enfin, il évoque les principaux problèmes de technique juridique que soulève une lutte efficace contre les diverses formes d'un tel état.

A la clôture de ce cours approfondi et complet, M. de Greeff a exposé en conclusion ce que l'on pouvait tenter en fait de classification des délinquants en fonction de l'état dangereux, conseillant, là encore, la plus grande prudence, ambitionnant avant tout d'« inquiéter » ses auditeurs et soulignant au passage quelques idées telles que l'instabilité de nombreux criminels, leur inadaptation au temps et la difficulté qu'ils éprouvent à se dégager en temps voulu d'une situation qui les conduit progressivement au moment où l'infraction sera effectivement la seule issue possible.

Comme l'usage s'en est établi, les auditeurs ont fait connaître les conclusions qu'ils tiraient de l'enseignement reçu, et l'ouvrage a eu raison de les reproduire. On signalera notamment le rapport de M. Debuyst (p. 599) sur la notion et la définition de l'état dangereux.

G. LEVASSEUR.

Etudes internationales de psycho-sociologie criminelle, n° 1, juillet-septembre 1956, Paris, Edition du Cèdre, 96 pages.

Une nouvelle revue vient de paraître, grâce à l'impulsion et sous la direction effective de M. V.V. Stanciu, qui en est le dynamique rédacteur en chef. Son titre même paraît en marquer à la fois le but et l'esprit. Il s'agit d'un recueil périodique d'études consacrées aux problèmes de la criminalité sur un plan universel. La Revue se propose une double tâche : du point de vue scientifique, « approfondir et réunir les études de psycho-sociologie criminelle sur le plan international », du point de vue humain servir « d'interprète entre tous les hommes de science et le public ». C'est donc bien l'homme criminel dans ses réactions individuelles et dans son milieu qui intéresse la nouvelle Revue. Ses rédacteurs désirent que le délinquant puisse être étudié en lui-même et non pas « dans le milieu artificiel » de l'établissement pénitentiaire où l'on se contente généralement de l'examiner. Ils voudraient aussi que la lutte contre la criminalité fût envisagée du point de vue préventif plus que du point de vue répressif. Ils affirment enfin que l'amélioration de l'homme ne peut se réaliser que « par l'amélioration de la condition humaine ».

Toutes ces déclarations liminaires sont éminemment sympathiques et méritent de rencontrer une large adhésion. La *Revue de Science criminelle*, qui depuis vingt ans s'efforce de promouvoir une coopération entre les criminologues et les juristes, ne peut que se réjouir de voir entreprendre de nouveaux efforts dans la même direction. Le premier numéro de la nouvelle revue est d'ailleurs prometteur, puisqu'il comprend des articles de MM. Niceforo, Heuyer, Moussat, Mendelsohn, Altavilla, Parienté et de M. Stanciu lui-même. Il contient également une rubrique de « criminologie appliquée », des « échos du monde » qui réunissent des informations variées et l'étude d'un cas particulier.

Cette revue se présente avec la fougue de la jeunesse, dont elle témoigne notamment à la page 82 dans un compte rendu bibliographique qui met en cause notre *Revue de Science criminelle*. Le ton qui est employé ici n'est pas habituel dans les revues scientifiques. Nous pensons qu'il ne s'agit là, encore une fois, que d'une expression de cette ardeur juvénile dont la Revue nouvelle entend témoigner. C'est pourquoi la *Revue de Science criminelle* salue bien sincèrement son avènement et lui adresse ses meilleurs vœux.

M. A.

Les délinquants, par le R. P. Devoyod, Préface de Charles Germain, Paris, Edition Matot-Braine, 198 pages.

Le R. P. Devoyod, aumônier de la prison de la Santé, a été mis tout naturellement en présence des délinquants. Les conversations qu'il a pu avoir avec eux et l'aide spirituelle qu'il a pu leur apporter l'ont incité à réfléchir à la situation même du délinquant au regard de ce mouvement général du droit pénal qui tend à favoriser l'amendement du condamné en se fondant sur la personnalité même du criminel. Le droit pénal et la science pénitentiaire se préoccupent aujourd'hui principalement du reclassement. Mais le délinquant, et surtout le délinquant condamné, comme le note tout de suite le R. P. Devoyod, n'est plus un homme comme les autres. Reste à savoir cependant pourquoi il est devenu tel.

On ne s'étonnera assurément pas que, rejetant le déterminisme positiviste, le R. P. Devoyod affirme tout d'abord que le crime est toujours le résultat d'un choix. A un certain moment le criminel a donc « voulu » le crime, mais il reste à savoir pourquoi, c'est-à-dire, comme l'expose encore justement l'auteur, à faire ressortir l'état d'âme propre au délinquant.

Le R. P. Devoyod étudie donc d'abord ce qu'il appelle la mentalité des délinquants. Parmi ceux pour qui le crime est le résultat du processus volontaire, il faut distinguer ceux dont la volonté a faibli au contact d'une occasion ou ceux dont, au contraire, la volonté a recherché l'occasion de commettre le délit. Il faut distinguer aussi les délinquants que le R. P. Devoyod appelle amoraux (escrocs, incendiaires ou cambrioleurs) de ceux qui se livrent à des infractions contre la personne. Il faut enfin bien distinguer ceux dont la volonté est portée au délit par haine ou par mépris de la Société, c'est-à-dire les amoraux dont les relégués offrent de nombreux exemples.

Après avoir ainsi dégagé les mentalités diverses qui peuvent se manifester finalement par le délit, le R. P. Devoyod étudie les facteurs criminogènes externes qui peuvent favoriser le processus volontaire. Le manque d'éducation en général, le manque d'éducation morale, sociale ou religieuse surtout, l'hérédité, la misère, le vice et aussi, très largement, la tentation dont l'auteur examine le rôle peuvent agir sur une volonté qui, en définitive, chez l'être conscient au moins, aura nécessairement une part prépondérante dans la commission de l'infraction.

Le R. P. Devoyod a raison de marquer que tous les efforts de la typologie criminelle et toutes les classifications diverses des délinquants ne nous ont pas renseignés beaucoup sur le processus criminel interne. La plupart des classifications appliquées aux délinquants pourraient aussi bien être appliquées aux non délinquants. Il reste toujours un élément à peu près complètement imprévisible, et qui est précisément le plus important ; c'est celui que le R. P. Devoyod a essayé non pas d'expliquer mais d'éclairer par un certain nombre de notations puisées dans son expérience et dans sa connaissance des hommes. Sa conclusion définitive est que le délinquant doit être envisagé comme un être humain, dans toute la complexité de sa nature humaine, mais avec toutes les possibilités de rachat qui sont offertes à l'homme même tombé dans le délit. On ne peut mieux parler, à notre sens, le véritable langage de la défense sociale moderne.

M. A.

Alphonse Bertillon, Father of Scientific Detection (Alphonse Bertillon, Père de la méthode de détection scientifique), par Henry T.F. Rhodes, Georges G. Harrap, London, 1956, 238 pages.

Après le livre que Suzanne Bertillon a consacré à son oncle, voici qu'un auteur anglais, H.T.F. Rhodes, tente à nouveau de raconter la vie de l'inventeur du système anthropométrique. Il a naturellement, puisé aux mêmes sources que la nièce de l'illustre savant, mais on y trouve aussi quelques chapitres originaux, et surtout des vues particulières sur certains aspects du caractère de Bertillon, qu'il a pu juger plus librement que n'avaient pu le faire ceux qui le touchaient de trop près.

Tout ce qui concerne la vie du jeune Bertillon, avant son entrée à la Préfecture de Police, et celle de ses parents et de ses grands-parents était déjà connu ; l'auteur leur consacre les soixante-dix premières pages. Puis vient l'exposé de la lente élaboration de sa méthode, par le jeune commis aux écritures chargé par le Préfet de Police de tenir à jour les répertoires des détenus écroués journellement au Dépôt et parmi lesquels il fallait identifier les chevaux de retour. L'importance dans la genèse de la découverte

de la famille de Bertillon, des travaux dont le père, le grand-père, l'oncle faisaient leur discussions favorites, est bien mise en relief. Puis vient la réussite, tout de suite éclatante, la consécration officielle, la nomination à l'Identité judiciaire comme chef de service — aux appointements de 4.000 francs par an ! — Les succès retentissants de la méthode sont bien exposés, ainsi que certaines affaires spectaculaires comme l'affaire Scheffer.

Les chapitres suivants sont consacrés au développement des techniques scientifiques — essentiellement photographiques — appliquées à la détection du crime. On voit apparaître la photographie des lieux du crime, son perfectionnement la photographie métrique, le portrait parlé et la photographie anthropométrique, enfin toutes les applications de l'art photographique à l'identification des hommes et des choses ; l'accent est mis, à juste titre, sur l'importance que Bertillon attachait à cette technique, en fait la seule qu'il a vraiment généralisée dans ses applications policières.

La position de Bertillon vis-à-vis des empreintes, que nous avons encore peine à concevoir, est jugée avec impartialité : elle explique — sans l'excuser — l'attitude qu'il prit vis-à-vis de Vucetich. Les pages consacrées aux relations entre Bertillon et Henry apportent plus de lumière sur ce sujet et permettent de mieux comprendre les réactions de l'inventeur du système anthropométrique vis-à-vis des empreintes digitales.

Enfin, un chapitre est consacré à l'affaire Dreyfuss. Il est intéressant de noter la réaction d'un étranger jugeant, cinquante ans après l'Affaire, « la position de Bertillon et essayant de comprendre son attitude ». L'aspect psychologique du problème est bien mis en évidence, et l'on voit apparaître dans toute son ampleur le caractère entier de l'expert, dont le jugement est obnubilé par trop de certitude dans la vérité scientifique.

Le livre se lit comme un roman ; il est bien construit, bien écrit et mérite une place dans la bibliothèque de tous ceux qui s'intéressent à la science policière.

Dr Ch. Sannié.

Unvernunft und Unheil im Sexualstrafrecht (Une disposition déraisonnable et néfaste en matière de délits sexuels), par Wolfgang Benndorf, éd. Sensen, Vienne, 1956, 42 pages.

Le § 129 I-b du Code pénal autrichien, à l'exemple du § 175 du Code pénal allemand, érige en délit l'homosexualité.

Au lendemain d'une poursuite massive exercée dans le Vorarlberg, le conseiller aulique Benndorf, docteur en philosophie et directeur de la Bibliothèque universitaire de Graz, s'indigne de ce tabou d'un autre âge qui, dit-il, ne se comprend plus à une époque de démocratie et de liberté et qui, à l'en croire, tient angoissés, sous la menace du chantage et de la prison, un quart de million d'Autrichiens, auquel il se défend d'appartenir mais auquel il ne cache pas sa sympathie. Il supplie le Parlement d'abroger au plus tôt cette disposition néfaste et de la remplacer par une disposition plus raisonnable aux termes de laquelle serait puni comme coupable de séduction homosexuelle celui qui entraînerait une personne de moins de dix-huit ans, de même sexe et d'au moins trois ans plus jeune que lui, à participer à des actes sexuels comme sujet actif ou passif.

Le Dr Benndorf nous confie qu'il était à l'hôpital lorsqu'il a rédigé ce plaidoyer. Peut-être avait-il la fièvre. Et il faut lui pardonner de n'avoir pas toujours gardé la juste mesure dans la défense des homosexuels.

Louis Hugueney.

Soziologie der Sexualität (Sociologie de la sexualité), par Helmut Schelsky, *Rowohlts deutsche Encyklopädie*, Hamburg, 1956.

Le livre, où Helmut Schelsky, professeur de sociologie à l'Université de Hambourg, s'applique à débrouiller les rapports de l'instinct sexuel, de la morale et de la structure sociale, déborde largement du cadre des préoccupations des criminalistes.

Il convient cependant, à une époque où la criminologie s'agrippe au droit pénal spécial comme au droit pénal général, de leur signaler des pages qui pourront les intéresser : sur la prostitution (p. 39 et s.), où il constate que la prostitution professionnelle et réglementée perd du terrain devant le développement des « relations libres » et la multiplication des « *h. w. G. Personen* » (personnes à relations sexuelles sujettes à fréquents changements) ; — sur l'adultère (p. 56 et s.), où il s'ingénie à découvrir

les raisons pour lesquelles aux Etats-Unis, d'après un rapport fameux de Kinsey qui a profondément bouleversé les soldats de Corée, un quart des femmes trompent leurs maris ; — sur l'homosexualité (p. 75 et s.), dont il recherche les causes profondes et les occasions ; — sur l'inceste (p. 88 et s.), dont il explique l'interdiction plus encore par des raisons sociales et culturelles que par des raisons purement sexuelles.

Un curieux index donne la traduction, ou plutôt le commentaire, en allemand de termes techniques ou soi-disant techniques comme *Tabuierung* ou *Voyeurtum* que le lecteur n'aurait pas espoir de trouver dans les dictionnaires usuels.

L. H.

Prostitution, Kuppelei und Zuhälterei (Prostitution, proxénétisme et métier de souteneur), par le Dr Georg Bartsch, éd. Police allemande, Hambourg, 1956, 93 pages.

La guerre et les misères de l'après-guerre ont, en Allemagne, contribué à développer la prostitution et, avec elle, le proxénétisme et le métier de souteneur.

La brochure du Dr Bartsch, directeur de la Police criminelle de Hagen, a pour objet d'enseigner aux policiers ce qu'ils doivent savoir pour combattre utilement ce mal d'autant plus grave qu'il favorise les progrès de la criminalité générale. Elle leur apprend, à la lumière de la loi et de la jurisprudence, à quelles conditions est punissable la prostitution, féminine ou masculine, et quelles formes diverses peuvent revêtir le proxénétisme et le métier de souteneur.

Cette étude, où les considérations psychologiques tiennent une large place et où abondent les exemples tirés de la pratique, n'intéressera pas seulement les juristes curieux de rapprocher en la matière les solutions du droit allemand de celles du droit français ; elle sera lue avec profit par tous ceux qui mènent campagne pour le relèvement de la moralité publique.

Louis Hugueney.

Against the Law, par Peter Wildeblood, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1956, 189 pages.

L'originalité de Peter Wildeblood est sans doute sa franchise que ne maquille ni une excessive pudeur ni la brillante ostentation qui trop souvent colore les confessions du genre de celle qu'il entreprend. Dès la première page de son livre en effet, il nous dit avec beaucoup de naturel qu'il est homosexuel de constitution, comme d'autres ont un bec de lièvre ou un pied bot ; comme ceux-ci il ne saurait donc être tenu pour responsable de son infirmité. Il se distingue donc des prostituées, des snobs et même des pédérastes corrupteurs d'enfants, innocentes victimes. Tandis qu'il admet les poursuites engagées contre les auteurs de scandales, il demande pour ceux de ses semblables qui cachent leur amour maudit, la discrétion.

Cette première partie de l'ouvrage, au contenu psychologique dense, est un émouvant plaidoyer pour une cause triste. Elle révèle le drame intime de l'homosexuel lucide, parfois épris de pureté, toujours victime de ses tendances anormales.

Mais très vite, Peter Wildeblood change de ton et reprend pour le plaisir du lecteur, sa plume de grand journaliste. Il nous fait assister, par le détail à la « chasse aux homosexuels » entreprise à Londres, avec un zèle trouble. Il fut lui-même pris au piège avec le trop célèbre Lord Montagu.

Lui-même et Lord Montagu tombent dans le filet de la Police. On leur reproche surtout, semble-t-il, leur éclectisme dans le choix de leurs amis. Ce grief de mésalliance est vraiment odieux. Mais ce qui frappera les lecteurs, ce sont les méthodes qualifiées par l'auteur d'inadmissibles, qui sont employées à cette occasion par la Police anglaise dont on s'est souvent plu à souligner la bonne tenue. Et puis, il y a la Presse et Peter Wildeblood n'est pas tendre pour ses anciens collègues. Nous partageons sa vindicte cependant, lorsqu'il nous expose comment des folliculaires en mal de révélation scandaleuse se sont emparé des secrets de sa vie intime, avant même qu'il n'ait été amené devant le juge. Grâce à leurs indiscrétions il reçoit des lettres d'admirateurs, tellement la publicité d'un crime, si elle brise son auteur, peut réveiller chez autrui le goût refoulé de l'anormal. Ce phénomène se retrouve dans tous les procès où s'étalent complaisamment des pratiques demeurées jusqu'alors dans la nuit. P. Wildeblood traitant de cette publicité sadique emploie une expression dont il faut se souvenir : il parle de *cruxifiction of a human being*.

Mais plus encore qu'à la Police ou qu'à la Presse, P. Wildeblood, avec l'ardeur d'un iconoclaste s'en prend à la Justice elle-même dont il était en droit, il est vrai, d'attendre davantage. Le recrutement des juges parmi des avocats habiles à passer de la défense à l'accusation lui paraît être une piètre garantie d'indépendance. Quant aux jurés, ils sont absolument ignorants des problèmes qui touchent à l'homosexualité. Comment ces gens simples pourraient-ils comprendre qu'un individu mâle puisse être davantage attiré par les hommes que par les femmes ? Comment leur expliquer que l'anormal peut être naturel et que l'homosexuel peut invoquer certaines règles morales et plaider la volubilité de son amour ? Mais à côté de la violente polémique qui oppose le condamné Wildeblood à ses juges, il y a la description assez minutieuse du déroulement du procès avec ses divers actes de procédure. Quelle que soit la valeur documentaire de ces pages, elles feront réfléchir ceux qui parfois trop légèrement prônent comme une panacée à tous les maux dont souffre notre justice pénale, l'adoption sans réserve du système britannique. Dans le domaine des institutions judiciaires, il y a aussi des illusions d'optique et à juger celles des autres on oublie parfois les mérites des siennes.

Enfin, cette dernière partie de l'ouvrage est longue, bien écrite mais assez substantielle. P. Wildeblood nous décrit avec soin, parfois avec humour, les mille moments de la vie du détenu qu'il fut pendant un an, mais nous n'apprenons pas grand chose de nouveau tellement les prisons se ressemblent. Un critique anglais a toutefois dit que l'ouvrage de Wildebrood était le plus beau livre qui ait été écrit sur les prisons.

Les journaux britanniques qui avaient suivi avec passion les procès Wildeblood et Montagu ont, dans leur ensemble bien accueilli ce livre courageux et souligné la sincérité de son auteur. De celle-ci nous ne pouvons pas être juges, mais sur la foi des commentateurs, nous admettons l'honnêteté du témoignage, nous ne pouvons qu'exprimer notre surprise et notre émotion. Le drame de Wildeblood est un des plus douloureux que puisse connaître un homme et on serait en droit d'attendre des autorités de la presse, du public, davantage de tenue et de respect. La loi britannique se veut moralisatrice et pour être plus exigeante que la loi française, elle n'en est que plus dangereuse, puisqu'elle arrive à justifier des atteintes à la liberté de l'individu, assez surprenantes au pays de l'*habeas corpus*. *Summum jus, summa injuria*, ce vieil adage doit-il être aussi de Droit criminel ?

P. CHABRAND.

Gerichtliche Medizin für Juristen und Kriminalisten ; 25 *Vorlesungen* (Médecine légale pour juristes et criminalistes ; 25 leçons), par Kurt Walcher, Johann Ambrosius Barth, Leipzig, 1955, 181 pages.

Cette nouvelle édition de ce sommaire de médecine légale à l'intention des juristes et criminalistes (en langue allemande) présente brièvement les principaux problème qui requièrent l'assistance du médecin expert. On regrettera le texte peu aéré et l'absence totale de toute figure ou illustration, mais l'auteur a excellement défini et réalisé son but : l'instruction criminelle doit aller de concert avec l'expertise médicale. Le juge, dit-il, ne saurait se passer d'une connaissance préalable des problèmes de l'expertise et des méthodes de travail et pensée du médecin ; à cette impérative condition, il peut alors valablement exercer un contrôle pertinent indispensable et tirer du rapport médico-légal toute son utilité après avoir su faire, grâce à cette étude, un choix éclairé sur les listes sans visage des experts.

M. L. C.

Lärmbekämpfung als Aufgabe des Rechts (La lutte contre le bruit considérée comme tâche du droit), par le professeur Dr Karl Oftinger, Schulthess, Zürich, 1956, 140 pages.

Avec les progrès de la technique, le développement de la circulation automobile, de l'aviation, de la radio et la pullulation des moteurs de toutes sortes, le bruit est devenu dans les villes et jusque dans les campagnes, un fléau. Il n'est pas seulement une gêne, pour les intellectuels en particulier, qu'il trouble dans leurs méditations. Il est, de l'avis des médecins, nuisible à la santé, même des personnes qui ne sont pas hypersensibles.

Le Dr Oftinger, professeur à l'Université de Zurich, après avoir passé en revue les moyens de défense qu'offrent, en Suisse, contre les bruits excessifs, le droit civil ou les

règlements de police, souligne leur insuffisance et, pour les renforcer, propose de créer une ligue contre le bruit.

L. H.

Verkehrs-Unfälle und Ihre Untersuchung (Les enquêtes sur accidents de circulation), par A.C. Fink (en langue allemande), Hambourg, 1956, 522 pages.

Il s'agit d'un très intéressant travail, fruit du propre enseignement de l'auteur à l'Ecole de la police bavaroise et des cours qu'il a lui-même suivis à l'Université américaine du Wisconsin. Il souligne à juste titre les graves incidences du problème de la circulation, dont le dizième des victimes se range parmi les enfants mineurs de quatorze ans, l'importance du facteur humain dans l'usage des véhicules et le rôle du policier Après avoir exposé les causes d'accidents, les mesures à prendre, les témoignages à recueillir, les relevés à opérer, il décrit certains cas spéciaux et étudie longuement le secours apporté à l'enquête par la photographie. De nombreueses illustrations aident à l'intelligence du texte et font de cet ouvrage un instrument important de travail dans un domaine soumis journellement aux investigations de la police.

M. LE CLÈRE.

III. — SCIENCE PÉNITENTIAIRE

Die Praxis der Strafzumessung (La jurisprudence en matière de mesure des peines), par le Dr Heinrich Jagusch, Walter de Gruyter, Berlin, 1956, 122 pages.

La question de savoir quels sont les éléments à prendre en considération pour le calcul de la peine est aujourd'hui plus que jamais l'objet des préoccupations de la jurisprudence et de la doctrine allemande. Et c'est la question que, sous forme d'exposé systématique, le Dr Jagusch, juge au Tribunal fédéral, dans une brochure extraite d'un Commentaire du Code pénal, s'applique à résoudre au vu des décisions des Tribunaux supérieurs et du Tribunal fédéral en particulier.

Après avoir soigneusement passé en revue les peines, les mesures de sûreté et les sanctions apparentées et, au surplus, rappelé la fonction de la peine et les limites dans lesquelles la loi laisse au juge le soin de la fixer, l'auteur nous montre comment la mesure de la peine dépend, d'abord du fait lui-même, de son mode de perpétration et de ses conséquences, puis de la personnalité et des mobiles de l'agent, et enfin des circonstances qui ont suivi le fait et de l'attitude de l'agent, après qu'il l'a commis.

Un exposé si consciencieux forcera l'admiration des Français, même de ceux qui, moins férus de théorie, croient pouvoir, plus simplement, s'en remettre au bon sens du juge.

Louis HUGUENEY.

Prison was my Parish (La Prison fut ma paroisse), par le Rév. Baden P.H. Ball, Ed. William Heinemann, Ltd. Melbourne, Londres, Toronto, 1956, 252 pages.

M. de Greeff, aux Journées de sciences criminelles de Strasbourg, termina sa conférence magistrale par cette phrase : « Les recherches scientifiques modernes n'aboutiront au relèvement du détenu que si elles découvrent, parmi les éléments de la personnalité, le désir latent d'expiation et l'élan foncier vers une rédemption ».

Le livre d'un aumônier de prisons nous apporte son expérience de vingt-cinq années d'apostolat dans les prisons de Dartmoor et de Wandsworth, en Angleterre. Son témoignage est la confirmation concrète, vécue, véridique et indiscutable de l'affirmation du savant criminologue de Louvain. On comprend l'intérêt de l'accord de ces deux jugements, l'un établi suivant le processus de relèvement du délinquant, l'autre basé sur l'apostolat direct et les résultats constatés quotidiennement auprès des détenus.

Il importait de signaler à tous ceux qui cherchent les moyens, la méthode, les facteurs essentiels, la garantie et la persévérance du relèvement le point indiscuté où la pratique corrobore la théorie.

Non, certes, que l'aumônier des prisons anglaises ait prétendu faire une œuvre didactique, ni soutenir la moindre thèse.

Il se raconte tout simplement, en déroulant sa vie et en évoquant ses souvenirs.

C'est ce qui fait, dès l'abord, le charme de cette lecture, qui devient de plus en plus vivante et profondément instructive.

Issu d'une famille de fermiers, fermier lui-même jusque vers vingt-trois ans, l'auteur doit à son foyer de solides principes de morale chrétienne. Mais sa vocation ne lui sera révélée que vers vingt ans, à l'occasion du passage dans son village d'une mission évangélique qui s'intitule : « L'Armée de l'Eglise ».

Avec esprit et finesse, il raconte ses années d'études qui furent aussi des années d'épreuves. Le voici enfin prêcheur évangéliste, présentant son message sur les tréteaux de Hyde-Park. Il n'y demeure pas, car sa foi profonde et sincère ne trouve pas là son mode d'expression et d'action.

Après de nombreuses missions, comme « Capitaine de l'Armée de l'Eglise » à travers les provinces anglaises, il se rend en Nouvelle-Zélande, où l'on créait des chantiers pour le chemin de fer. De là, résulte la grande expérience de sa vie, abordant ces hommes de toutes races et de toutes couleurs, essayant de les connaître malgré leur variété, de les aimer malgré leurs vices.

Aussi, lorsqu'il revient, pour un congé, en Angleterre, lui conseille-t-on d'aller prêcher dans les prisons. C'était alors une grande nouveauté. L'Eglise avait besoin d'hommes comme lui, zélés, solides et bons.

Il se rendit d'abord à Dartmoor, la triste prison des marécages, qu'il nous décrit avec des accents de poète. Notons, en effet, que ce n'est pas le moindre attrait de ce livre que d'être bien écrit : la vivacité du récit, la bonne humeur, souvent un humour très authentiquement anglais, nous aident pour soutenir cette lecture dont le sujet demeure austère.

Tout au long de son ouvrage, le Pasteur évoque des cas précis de délinquants pour analyser à propos de chacun, soit la forme délictuelle, soit les traits psychologiques qui s'y rapportent.

Chez lui, le don d'observation et de pénétration spirituelle est remarquable. Lire en particulier sa description du « maître-chanteur », plus intelligent que tant d'autres et qui se croit de ce fait l'élite de la prison, sans jamais éprouver ni regrets, ni remords, ce qui en fait l'un des êtres les plus irrémédiablement néfaste pour la société.

Par la variété des problèmes abordés, la profondeur des études, l'objectivité des témoignages, cet ouvrage est un document de criminologie d'autant plus précieux qu'il émane d'un témoin direct, sans idées préconçues, mais totalement sincère et efficace.

Tous ceux qui s'emploient à aider et à relever les délinquants y trouveront la leçon de l'exemple et le secret de la réussite que ne devrait jamais négliger aucun criminologue : la transformation intérieure par l'effet d'une conviction profonde et d'une bonté agissante.

R. P. VERNET.

¿ *Debe suprimirse la pena de prision* ? (Doit-on supprimer la peine de prison ?), par Eugenio Cuello Calón. Institut national d'études juridiques, Madrid, 1952, 19 pages.

Le petit livre de M. Eugenio Cuello Calón, qui pose la question de l'opportunité de la suppression de la peine de prison, est un livre d'actualité puisque, en dehors de certaines tendances à la suppression des peines en faveur de leur remplacement par des mesures de sûreté qui se sont fait jour notamment au Congrès de Criminologie tenu à Paris en 1950, la peine de prison elle-même est aujourd'hui discutée.

M. Cuello Calón rappelle les arguments puissants que l'on a invoqués contre la prison. Non seulement elle est un facteur de criminalité par la monotonie qu'elle engendre et qui créé une psychose, le détenu devenant à la fois hypersensible et obtus, mais elle a des répercussions sur la santé du condamné par son insalubrité et la mauvaise nourriture qu'elle dispense. L'auteur insiste spécialement sur le délicat problème de la psychose qui naît de l'abstinence sexuelle. Si le détenu sain et bien portant ne succombe pas au danger de l'homosexualité ou de l'onanisme, ses pensées se cristallisent alors sur la femme qu'il a laissée lors de son entrée en prison ; il l'imagine infidèle, ses pensées tournent à l'idée fixe, et menacent de le rendre fou ou de le mener au suicide. Des deux remèdes qu'ont cru pouvoir adopter certaines législations et qui sont les visites (conjugales ou extra-conjugales comme au Mexique, uniquement conjugales comme en Argentine) et les permissions de sortie, adoptées ailleurs, l'auteur préférerait le

dernier. Toutefois, son adhésion irait à un régime qui empêcherait physiquement le détenu d'avoir de trops violents désirs sexuels. Nous croyons, quant à nous, que c'est là repousser le vrai problème ; car empêchera-t-on par là, le détenu de cristalliser ses pensées sur une femme et d'en faire un rêve obsédant qui peut le mener à la folie ? La question nous semble donc, encore irrésolue et si une réforme était nécessaire nous nous rangerions à l'avis de Béatrice Webb selon laquelle « la réforme la plus pratique des prisons serait de tenir les gens en dehors ».

Cette réforme, toutefois, semble être impossible. Il faut bien avouer que les mesures de sûreté (tel l'internement de sûreté) qui parfois remplacent les peines de prison, leur ressemblent fort. L'auteur de l'ouvrage considère même l'application de la peine de prison comme un mode de prévention générale toujours valable et lui accorde une fonction de garde des criminels qui ne peuvent plus agir. Il estime que son champ d'application pourrait être restreint et que l'on pourrait dans une prudente proportion y substituer d'autres moyens comme la probation, la condamnation conditionnelle ou l'interdiction de séjour.

Nous ne pouvons que suivre l'auteur dans son attitude modérée et apprécier sa prudence.

M. S.

IV. — DROIT PÉNAL COMPARÉ ET DROIT PÉNAL ÉTRANGER

Grundfragen der Bereinigung des Strafgesetzbuches Verhandlungen des Neununddreissigsten deutschen Juristentages, strafrechtliche Abteilung, Sitzungen vom 14. *und* 15. *September* 1951 (Questions de principe concernant la révision du Code pénal. Délibérations du 39e Congrès des Juristes allemands, Section de droit pénal, séances du 14 et 15 septembre 1951). Edition J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), Tübingen, 1952, 123 pages.

La publication des travaux de la section de droit pénal du 39e Congrès des Juristes allemands réunis à Stuttgart débute par l'exposé de M. Richard Lange. Il estime tout d'abord qu'une réforme d'ensemble du Code pénal allemand ne saurait être envisagée, qu'après la réunification de l'Allemagne. Mais il y aurait lieu, selon lui, de soumettre le Code pénal à une certaine révision, en y éliminant les traces du national-socialisme, en l'adaptant à la loi fondamentale (*Grundgesetz*) et à la loi d'unification (*Vereinheitlichungsgesetz*) et en y introduisant des améliorations techniques. Ces améliorations, pour être efficaces, devront être inspirées par l'idée de justice et la notion d'ordre juridique. Il faudra donc tenir le plus grand compte du respect dû à la personne humaine et consacrer les principes d'égalité, de justice sociale et de la séparation des pouvoirs. Les éléments constitutifs des infractions devront également être établis avec la plus grande netteté. A l'inverse, doivent être éliminés du Code, les délits d'opinion, le possibilités d'arrestations arbitraires et les pénalités susceptibles d'être remplacées par des mesures administratives et de police. De plus, le juge doit pouvoir disposer de toute une gamme de pénalités pour adapter la peine à la personnalité du délinquant M. Lange se prononce, en outre, contre les courtes peines d'emprisonnement. Il préconise la suspension conditionnelle des peines (*bedingte Strafaussetzung*), la substitution à certaines peines d'emprisonnement des peines d'amende, lesquelles devraient pouvoir être prononcées compte tenu de la situation de fortune du délinquant.

L'exposé de M. Schneidewin reprend l'essentiel des idées de M. Lange en citant de nombreux exemples empruntés à la pratique.

L'exposé de l'avocat Heinrich Ackermann concerne des problèmes fort délicats. Il se prononce, en premier lieu, contre la répression de l'homosexualité entre majeurs et préconise une modification du fameux article 175 du Code pénal, étant entendu que doivent seuls demeurer punissables certains faits qualifiés avec précision. En ce qui concerne les faits d'avortement, il est partisan de leur répression, mais estime que les peines prévues à l'article 218 du Code pénal sont trop sévères. Quant aux moyens anticonceptionnels, qui ne seraient pas nuisibles à la santé publique, il se prononce contre la répression de leur emploi et par voie de conséquence, demande la modification de l'article 219 du Code.

Ces divers exposés ont été suivis d'une discussion fort animée et très complète. Finalement, le Congrès a adopté les points de vue soulevés par M. Lange et le Dr Ackermann.

Robert MICHLICH.

Die Reform des Strafrechts im Rückblick auf Berliner Impulse in der Geschichte der modernen Kriminalpolitik (La réforme du droit pénal : aperçu rétrospectif sur l'impulsion de Berlin dans l'évolution de la politique criminelle moderne), par Eberhard Schmidt, Mohr, Tübingen, 1956, 19 pages.

Dans un discours prononcé à Berlin, à l'ouverture du 41e *Juristentag*, le professeur Schmidt, d'Heidelberg, rappelle comment en 1902, à Berlin déjà, devant le 26e *Juristentag*, invité à se prononcer sur l'orientation à donner à la réforme du Code pénal, les deux grands maîtres de la Faculté de droit, Kahl et V. Liszt, le premier, attaché aux idées classiques, le second, honni par beaucoup de classiques comme un révolutionnaire, un fossoyeur du droit pénal, ont su faire litière des querelles d'école pour, d'un commun accord, tirer le droit pénal de l'ornière où l'avaient enlisé les théories d'Hegel et de Feuerbach et ouvrir la voie à une politique réaliste tout inspirée de considérations psychologiques et sociales. Il souhaite que cette politique, qui n'a rien d'inconciliable avec le respect de la justice, continue à présider aux travaux législatifs en cours, qu'elle se développe et qu'elle conduise en particulier à l'élimination des courtes peines d'emprisonnement qu'on ne saurait trop maudire.

L. H.

Allgemeine Strafrechtslehre (Doctrine du droit pénal général), par Wilhelm Sauer, éditions W. de Gruyter, Berlin, 1955, 290 pages.

Deux éditions avaient déjà paru de l'ouvrage du professeur Sauer : *Grundlagen des Strafrechts* (Bases du droit pénal). L'ouvrage dont nous rendons compte aujourd'hui en est la troisième. Il est rare qu'entre deux éditions un ouvrage change de titre. Cela indique, et c'est nettement le cas ici, qu'il ne s'agit pas seulement d'une mise à jour mais d'un ouvrage repris par la base. Ce ne sont pas seulement les modifications profondes intervenues dans la législation et la jurisprudence allemande depuis 1949, date de la publication de la deuxième édition, qui ont incité l'auteur à entreprendre son travail : c'est surtout l'importance primordiale qu'a pris la criminologie dans le domaine de la science pénale qui l'a poussé à le faire. Car, si autrefois la peine composait l'essentiel de la réation de la société contre le délinquant, ce n'est pas le cas aujourd'hui : la mesure de sûreté ou le redressement du délinquant jouent un rôle tout aussi important. Or, on ne peut les comprendre et les appliquer utilement qu'en se fondant sur la criminologie.

Au moment précis où la criminologie fait son entrée dans les Facultés de France, il est intéressant de noter que, d'eux-mêmes, les professeurs étrangers l'intègrent dans la science criminelle : une fois de plus, la preuve est apportée ici de la force incoercible de certaines tendances qui s'imposent, dans des pays de civilisation comparables, en même temps et de la même manière.

L'œuvre du Professeur Sauer, claire et précise, basée sur les données les plus modernes, rendra les plus grands services à tous ceux qui veulent connaître l'état actuel et les problèmes principaux de la science criminelle allemande.

Y. M.

Zum gegenwärtigen Stand der Lehre von Vebrechen (La position actuelle de la théorie du crime), par Wilhelm Gallas, Ed. Walter de Gruyter, Berlin, 1955, 47 pages.

Le but de l'auteur, en publiant ce petit ouvrage, a été d'exposer la théorie du crime, telle qu'elle est, en général, conçue à l'heure actuelle, en Allemagne, de la soumettre à une critique et d'expliquer son propre point de vue. Il a voulu, en somme, faire une synthèse des nouvelles idées concernant le délit qui découlent de la conception finaliste avec celles de l'époque de von Liszt et de Beling.

Voici un ouvrage essentiellement nuancé qui suppose, pour qu'on puisse réellement suivre la pensée de l'auteur, une connaissance approfondie de la philosophie allemande du droit pénal. Il est intéressant de noter que ces questions, qui n'ont pas soulevé un très grand intérêt en France, préoccupent fortement les pénalistes allemands. Tous

ceux qui désirent se mettre au courant de la question, liront avec le plus grand profit l'ouvrage extrêmement profond, fouillé et intéressant de M. Gallas.

Y. M.

Del nesso oggettivo di causalità nel diritto penale (Du lien objectif de causalité en droit pénal), par Pasquale Curatola, Edit. Giuffrè, Milan, 1955, 153 pages.

La théorie de la causalité qui avait déjà permis aux juristes germaniques de dresser de subtiles constructions a, au cours de ces dernières années, été particulièrement étudiée par les juristes latins. Cette *Revue* a eu déjà l'occasion de donner des comptes rendus de la thèse de M. Diaz-Palos (1) et de deux études approfondies de M. le Pr Battaglini (2).

Partant des articles 41 du Code pénal italien ainsi conçu : « Le concours de causes préexistantes ou simultanées ou postérieures, même si elles sont indépendantes de l'action ou de l'omission du coupable, n'exclut pas le rapport de causalité entre l'action ou l'omission et l'événement. Les causes postérieures excluent le rapport de causalité, quand elles sont suffisantes par elles-mêmes pour déterminer l'événement. En ce cas, si l'action ou l'omission précédemment commise, constitue par elle-même une infraction, on applique la peine édictée pour cette dernière » ; de l'article 45 : « N'est pas punissable celui qui a commis le fait par cas fortuit ou force majeure » ; de l'article 49 : « N'est pas punissable celui qui commet un fait ne constituant pas une infraction, dans la supposition erronée qu'il constitue une infraction. Toute possibilité de punir est exclue aussi, lorsque, par défaut d'aptitude (*inidoneità*) de l'action ou en raison de l'inexistence de l'objet, l'événement dommageable ou dangereux est impossible » ; et enfin, de l'article 56 : « Celui qui accomplit des actes destinés d'une manière non équivoque et propre à commettre un délit, répond du délit tenté, si l'action ne s'achève pas ou si l'événement ne se réalise pas », l'auteur pense trouver le critère de la causalité dans l'aptitude de la conduite à entraîner l'événement dans son caractère dangereux. Ce caractère dangereux, selon M. Curatola, est plus qu'une simple possibilité et moins que la probabilité de la réalisation de l'événement : on le rencontrerait quand la conduite est d'une certaine importance pour cette réalisation.

En pratique, pour se prononcer sur l'existence du lien de causalité, il faudrait supposer que le résultat de l'action ou de l'omission ne s'est pas produit et se demander si, en pareil cas, la conduite serait punissable à titre de tentative ; le sujet répondrait toutefois pour tentative quand l'action ou l'omission serait apte à entraîner l'événement qui s'est cependant produit comme conséquence d'une autre série de causes (p. 146 et 147). La construction faite par M. Curatola est harmonieuse. Une des colonnes maîtresses qui la soutiennent — l'article 49 du Code pénal italien — est cependant très contestable, *de lege ferenda*, ce qui ôte beaucoup de leur intérêt, pour le lecteur français, aux conclusions de l'auteur.

R. BÉRAUD.

Die Abtreibung und verwandte Delikte als Rechtsproblem (Le problème juridique de l'avortement et des délits apparentés), par Wilhelm Malaniuk, président de Landesgericht, Edit. Styria, 1956, 70 pages.

Cette courte monographie, honorée d'une préface médicale de M. Zacherl, de la Faculté de Vienne, insiste particulièrement, à la lumière du droit comparé, avant tout du droit allemand et de la doctrine catholique, sur le problème de l'interruption de la grossesse pour raisons médicales. Auteur et préfacier s'accordent pour regretter qu'aucun contrôle de ces raisons ne soit organisé par le droit autrichien en vigueur.

Du point de vue purement juridique, on notera que, touchant la question du délit impossible, la doctrine et la jurisprudence, contrairement à la solution admise par le *Reichsgericht* allemand, font une distinction entre l'impossibilité relative (tentative punissable) et l'impossibilité absolue (qu'elle tienne à l'objet ou aux moyens) qui n'est pas punissable (p. 31). Par contre, complicité de tentative et tentative de complicité sont sanctionnées par l'article 146 du Code pénal (p. 38).

Regrettons l'étroitesse du cadre dans lequel s'est placé l'auteur. La reproduction

(1) *La causalidat material en el delito*, *in Rev. Science crim.*, 1955, p. 591.

(2) *La causa soravvenuta « sufficente da sola a determinare l'evento »*, *in Rev. Science crim.*, 1952, p. 340 et *L'interruzione del nesso causale*, *ibid.*, 1956, p. 216.

(p. 67, en note) d'un passage du traité de criminologie de Seelig qui, nos lecteurs le savent, a été récemment traduit et publié en France, ne calme pas la faim de ceux qui souhaitent rencontrer plus de criminologie dans les ouvrages de droit criminel.

R. BÉRAUD.

Sobre el delito de chantaje. Necesidad de su regulacion especifica en la legislacion penal española (Du délit de chantage. Nécessité de sa réglementation spécifique dans la législation pénale espagnole), par Eugenio Cuello Calón, Madrid, 1952, 21 pages.

Le chantage, délit caractéristique de la criminalité moderne, car il fait partie de ces délits de ruse qui ont tendance à remplacer les délits de sang, a été étudié par M. Eugenio Cuello Calón dans le petit livre que nous nous proposons d'analyser.

Après avoir étudié l'origine du mot chantage l'auteur étudie les modalités du chantage : chantage commercial, chantage politique, fiscal, sexuel, etc. et montre que ce délit constitue le plus lâche, le plus vil, le plus abject des délits modernes qui menacent le crédit. Sa réglementation législative se base sur des systèmes différents : certains codes le considèrent comme un délit d'extorsion et de là, comme un délit contre le patrimoine ; d'autres ne le qualifient pas ; certains le considèrent comme un délit contre la liberté ; enfin quelques codes pénaux le punissent comme une infraction autonome. En Espagne, faute de précepts spécifiques, il a été considéré généralement par la jurisprudence comme un délit de menaces, bien que, dans quelques cas, il ait été puni comme une escroquerie.

M. Eugenio Cuello Calón étudie ensuite les éléments du délit qui sont : une menace de révéler ou de découvrir des faits qui causeront préjudice à une personne, un profit pour le coupable et enfin un élément moral : le désir d'obtenir un bénéfice illicite qui n'est pas forcément de caractère patrimonial.

Il aborde, enfin, la question des peines prévues pour le chantage, s'étonne de les découvrir si faibles et formule le désir qu'elles soient accrues surtout lorsqu'il y a récidive, puisqu'il s'agit justement d'un délit dont vivent ceux qui le commettent ; de même, selon lui, devrait constituer une aggravation de peine, le fait d'appartenir à une association ou à un groupe qui a pour but de commettre ces délits. Il donne alors un projet de nouvel article pour la répression du chantage qui devrait être inclus dans le XIII[e] titre (des délits contre la propriété) du Code pénal espagnol actuellement en vigueur.

M. S.

La delincuencia automovilistica y su represión (La délinquance automobile et sa répression), par Eugenio Cuello Calón, Madrid, 1955, 22 pages.

A l'heure où la délinquance automobile fait de plus en plus de morts et de blessés, le fascicule que M. Eugenio Cuello Calón a consacré à la délinquance automobile et à sa répression nous apparaît comme particulièrement susceptible d'attirer l'intérêt.

Les principaux facteurs de délinquance, tels qu'ils apparaissent à l'auteur, seraient l'imprudence caractérisée par le désir de faire vite, d'arriver tôt, souvent imposé par le vertige de la vie moderne, mais souvent aussi inutile, l'alcool, la fatigue extrême entraînant le sommeil et quelquefois une véritable folie découlant de la constitution mentale.

M. Eugenio Cuello Calón étudie ensuite la législation pénale existant sur la question et montre que les principaux délits de circulation connus sont : l'homicide et les blessures graves, les délits commis sous l'influence de l'alcool (et certaines lois exigent même que le conducteur soit en état d'ivresse pour être susceptible d'une peine), le délit de fuite, le fait de conduire sans permis, le fait de conduire trop vite ou en état de somnolence, l'appropriation d'un véhicule qu'on abandonne après. A propos de ce dernier délit, l'auteur rappelle la curieuse pratique française qui consiste à dire que ce délit n'est pas un vol de voiture, mais peut être puni en tant que vol d'essence.

On en arrive alors à l'étude des peines et M. Calón traite de l'importance capitale du retrait du permis de conduire qui constitue d'ailleurs principalement une mesure de sûreté.

L'auteur, regrettant de n'avoir pas le temps d'aborder des questions telles que l'indemnisation des victimes et l'assurance obligatoire, formule le souhait que dès l'instruction d'une affaire portant sur un délit automobile, le juge d'instruction ait

le droit de retirer le permis de conduire. On voit dès lors que c'est sur ce retrait de permis de conduire en cas de délit, que met l'accent ce petit ouvrage.

M. S.

Disciplina penale dell'impresa (Le régime pénal de l'entreprise), par Roberto Rovelli, Edit. Giuffrè, Milan, 1954, 264 pages.

La législation italienne relative à la liquidation judiciaire et à la faillite figure dans le décret royal du 16 mars 1942.

A la suite de la suppression du Code de commerce et de l'unification du droit des obligations, qui avait d'ailleurs déjà été réalisée dans le Code suisse, des règles de droit commercial furent incorporées dans le nouveau Code civil italien entré en vigueur le 21 avril 1942. Mais en étaient exclus le chèque, la lettre de change et la faillite, ainsi que les règles de commerce maritime.

De même qu'en droit espagnol, le système italien de la faillite est caractérisé par une somme et une étendue de pouvoirs accordés au tribunal et, dans une certaine mesure, au juge délégué correspondant au juge-commissaire français. L'intention du législateur ici est manifeste : protéger les intérêts des créanciers et, par là, le crédit général.

Les infractions commises par l'entrepreneur lui-même ou par d'autres que celui-ci sont l'objet de sanctions particulièrement sévères (art. 216-240) qui paraissent édictées dans le même esprit répressif que la législation pénale du pays. En revanche, la nouvelle loi italienne voulant être une loi de justice sociale apporte une institution inconnue à l'ancien Code de commerce, celle de la réhabilitation du failli.

Ces particularités et d'autres de non moindre importance s'expliquent du fait que le régime de la faillite aussi bien que celui du concordat préventif, de l'administration contrôlée et de la liquidation forcée administrative ont été élaborés en s'inspirant des principes de l'économie dirigée. L'entreprise envisagée dans la loi italienne en est une manifestation évidente. Certes, depuis que fut balayée l'organisation corporative, l'entreprise est bien moins bridée dans son fonctionnement. Et cela d'autant plus que l'application du système de publicité-contrôle prévu par le code (1) est remise à une date indéterminée. La Constitution républicaine actuelle déclare libre l'initiative économique privée (art. 41), mais l'Etat se réserve toujours le droit d'intervenir en certains cas et pour certaines entreprises (art. 43).

En raison de l'importance que présente ce phénomène économique dans la vie nationale, on pourrait croire que cette matière a eu un développement considérable sur le plan de la jurisprudence et de la doctrine. Malheureusement, les apports de l'une et de l'autre ont été jusqu'à présent plutôt rares. Ainsi il est aisé de mesurer le coefficient d'intérêt qu'éveille cet ouvrage conçu et rédigé selon les meilleurs principes de la technique juridique.

Le lien plus ou moins étroit entre les règles pénales et les institutions civiles a amené l'auteur à s'arrêter également sur les dispositions du Code civil qui régissent cette matière. D'où le premier grand avantage de ce livre, celui de nous offrir une étude unitaire et rationnelle du sujet. C'est à ce titre surtout qu'il doit être accueilli avec faveur.

A la différence du Code civil où les règles se suivent dans l'ordre des formes de sociétés mentionnées, M. Rovelli groupe ici les dispositions pénales selon la nature de l'infraction. Tout le premier chapitre est consacré aux infractions à la publicité de l'entreprise, individuelle ou collective, avec les sanctions qui les accompagnent. Les délits en matière de sociétés commerciales font l'objet du deuxième chapitre où l'on trouve entre autres une analyse approfondie de l'article 2621 du Code civil. Les infractions commises par l'administration de la société sont assimilées aux délits contre le patrimoine et rentrent en conséquence, d'après lui, dans le cadre des infractions punies

(1) Ce système est centré sur le *Registre des entreprises* auquel sont tenus de s'inscrire les entrepreneurs exerçant une des activités commerciales suivantes : activité industrielle pour la production des biens et des services, transports, banques, assurances et activités auxiliaires des précédentes. A défaut de ce registre tous les actes des sociétés commerciales qui doivent y figurer sont actuellement mentionnés sur les registres du greffe du tribunal,

par le Code pénal au livre II, titre XIII. C'est une vue, il nous semble, qui prête à discussion et sur laquelle d'ailleurs l'accord n'est pas complet dans la doctrine.

La deuxième partie de l'ouvrage, et la plus nourrie, concerne la matière de la faillite et les procédures qui s'y rattachent. Tous les problèmes nombreux et complexes qu'elle comporte sont exposés avec compétence, clarté et finesse. Et si parfois les hypothèses avancées par l'auteur — c'est le cas, par exemple, des biens qui sont entrés d'une façon illicite dans le patrimoine du failli — exigeraient une démonstration plus étendue ou justifieraient des réserves, il ne faut pas perdre de vue le caractère pratique avant tout de cet ouvrage.

G. Crescenzi.

Traité élémentaire de la réparation du dommage moral en droit belge et comparé, par Robert André, 2e édition, 1955.

Cet ouvrage se veut d'être avant tout pratique, aussi bien dans sa présentation sous forme de feuillets mobiles appelant une mise à jour, que dans son contenu. Point de controverse doctrinale ni de théorie ardemment soutenue. En quelques pages sont seules rappelées les opinions et solutions retenues par la jurisprudence belge.

En effet, plus ou moins qu'un traité, c'est une présentation de l'état de la jurisprudence sous forme de tableaux faciles à compulser, classés avec grande méthode suivant les différents cas pouvant donner lieu à réparation du préjudice moral : décès d'un être cher, lésions physiques, dommage esthétique, etc., chacun des cas peut d'ailleurs être très facilement localisé dans l'ouvrage, grâce à une table des matières.

Ce classement jurisprudentiel est effectué avec tant de minutie qu'aucun problème, touchant de près ou de loin le dommage moral, n'est laissé dans l'ombre.

Cette documentation se termine par quelques pages qui retracent de façon excessivement succincte l'attitude des jurisprudences française, néerlandaise, suisse, anglaise, italienne, danoise, etc. Or, ce n'est peut-être pas en quelques pages seulement que pouvait être esquissé le reflet de la jurisprudence d'un pays sur un problème aussi vaste et aussi mouvant que celui traité.

H. L.

Strafverfahrensrecht (Droit de la procédure pénale), par Eduard Kern, Beck'sche Verlagsbuchhandlung, Munich et Berlin, 4e édition, 1956, 290 pages.

M. E. Kern, de l'Université de Tübingen, vient de publier une quatrième édition, à jour au 1er mars 1956, de son ouvrage de procédure pénale, publié pour la première fois en 1949. Destiné principalement aux étudiants, cet ouvrage se complète par un autre du même auteur sur le droit de l'organisation judiciaire (*Gerichtsverfassungsrecht*) dont la deuxième édition est de 1954. Les autres travaux de l'auteur appartiennent aux mêmes branches du droit et au droit criminel ; pour la plupart leur but est également pédagogique.

Strafverfahrensrecht a été composé suivant la grande division du Code d'instruction pénale allemand, l'étude du déroulement du procès pénal faisant l'objet de la seconde partie. Comme ce plan ne facilite pas l'intelligence de la matière, M. Kern a brièvement esquissé dans l'introduction les différentes procédures applicables. L'ensemble forme un premier livre. Un second livre est consacré au droit comparé ainsi qu'à l'histoire de la procédure pénale allemande : ce plan qui surprend au premier abord par quelque illogisme a l'avantage de ne pas infliger au lecteur la lecture immédiate de développements historiques presque nécessairement froids.

Entre les deux dernières éditions du manuel de M. Kern, la procédure pénale allemande a peu changé ; la littérature en la matière, par contre, s'est enrichie d'une manière à rendre jaloux les spécialistes de notre pays.

L'attention du lecteur français de l'ouvrage est notamment attirée par quelques pages (p. 102 à 109), substantielles, sur l'appréciation des preuves et l'expertise dont on aimerait trouver l'équivalent chez nous. Et à aucun moment n'y apparaissent les préoccupations qu'ont provoquées en France certains procès d'assises retentissants.

Comme de ce côté-ci du Rhin, le Parquet ne procède directement à des enquêtes que dans des cas exceptionnels et il s'adresse en pratique à la police ou à un juge (*Amtsichter*). La police, mieux formée à l'enquête criminelle, mieux équipée et ayant plus de technicité, a pris une place et une importance qui contredisent la conception légale originaire des rapports entre le ministère public et elle (p. 140).

L'information proprement dite (*Voruntersuchung*), distincte de l'enquête du Parquet (*Ermittlung*) et confiée à un juge paraît fort apprécié par l'auteur, à cause de son caractère approfondi et de son objectivité (p. 149).

L'Allemagne de l'Ouest qui a connu le régime juridique national-socialiste, nécessairement policier, et subi par la suite l'influence du droit américain, anglais et français, au cours de l'occupation de son territoire, n'a pas cherché un remède aux inconvénients possibles de l'enquête policière et de l'information par le développement du rôle et des pouvoirs de l'avocat. Au cours de l'information, il n'assiste pas aux interrogatoires de l'inculpé (p. 72) et le juge chargé de l'instruction peut ordonner que les entretiens de l'avocat avec le client détenu auront lieu en sa présence ou en celle d'un autre juge (p. 73).

Ces divergences de conceptions méritaient d'être relevées à l'époque où il est fortement question de la promulgation d'un nouveau Code de procédure pénale en France. Sont-elles dues aux différences du tempérament allemand et du tempérament français, celui-ci étant moins respectueux de l'autorité ? A une différence dans la situation sociale de la magistrature dans les deux pays ? Ou encore à une meilleure technicité de nos voisins germaniques, instruits par les Gross, les Marbe et autres grands spécialistes de la criminalistique, de la criminologie et de la psychologie judiciaire ? Tous ces facteurs ont pu jouer. Un rapprochement suggestif nous paraît d'ailleurs éclairer le réalisme germanique. L'Allemagne n'a pas cherché à résoudre le problème du logement à coup de lois sur les loyers, elle a mené à bien un colossal programme de constructions et le redressement économique de ce pays, vaincu, ruiné par la guerre, dépecé, a frappé d'étonnement les U.S.A. eux-mêmes. *Et nunc erudimini.*

R. Béraud.

Studi sulle impugnazioni penale (Etudes sur les voies de recours pénales), par Gaetano Foschini, Edit. Giuffrè, Milan, 1955, 202 pages.

Auteur d'une étude approfondie sur la situation du délinquant qui se soustrait à l'action de la justice et commet de nouvelles infractions (*La Latitanza*, 1943, 444 p.) et d'une étude de procédure pénale sur « La connexité » (*La connessione*, 1952, 112 p.), M. G. Foschini, professeur de procédure pénale à l'Université de Macerata, a publié, en ces dernières années, dans la *Rivista italiana di diritto penale*, dans la *Giustizia penale* et dans l'*Archivio penale*, de nombreuses notes de jurisprudence relatives aux voies de recours en matière pénale. Classées logiquement, ces notes ont été rassemblées dans un volume d'une collection de l'Université de Macerata.

Les trente-trois notes, pour la plupart brèves, concernent les voies de recours en général, l'appel, le pourvoi en cassation et la révision. On signalera particulièrement les pages sur la Cour de cassation qui, depuis une récente loi la privant du qualificatif de « suprême » et par suite de la création de nouvelles chambres, pour une plus prompte évacuation des affaires, sans que l'ensemble des chambres puisse se réunir en assemblée plénière, n'a plus le pouvoir d'assurer, comme il le faudrait, l'unité d'interprétation de la loi et tend à devenir un troisième degré de juridiction (p. 125).

L'ouvrage de M. Foschini prouve une fois de plus, s'il en était besoin, l'attention vigilante que les juristes transalpins accordent aux études de procédure.

R. Béraud.

De algunos temas en relacion con las pruebas judiciales y el procedimiento especialmente en matieria penale (De quelques thèmes relatifs aux preuves judiciaires et à la procédure, spécialement en matière pénale), par Hector Alfonso Duarte Saenz, Carrera, Bogota, 128 pages.

Cet ouvrage a valu à son auteur le titre de docteur en droit et sciences économiques de l'Université catholique pontificale de Bogota. M. Duarte Saenz évoque, dans une avalanche de citations, quelques notions fondamentales du droit judiciaire. Il souligne la nécessité d'une interprétation psychologique des preuves et montre le partage qui s'est opéré en droit colombien entre le système des preuves légales et le système de la libre appréciation des preuves. La documentation de l'auteur est abondante. Sa culture littéraire est égale à sa culture juridique. Peut-être même est-elle supérieure.

J.-B. H.

V. — ENFANCE DÉLINQUANTE

Misère sans nom. Nouveaux postulats d'un monde humain, par Jean Plaquevent, Paris, Editions du Seuil, 1956, 282 pages.

« Autrefois, pour la plupart, les enfants malheureux mouraient. Aujourd'hui, ils vivent, ils pullulent et on ne sait plus que faire d'eux. Ils se préparent à devenir, en masses toujours croissantes, les éléments les plus troubles, les plus dangereux d'une prétendue société qui n'a jamais que les déchets qu'elle produit et les criminels qu'elle mérite ».

Ces lignes désabusées suffisent à donner le ton d'un livre dont le frémissant humanisme ne va pas sans quelque amertume proche de l'anarchie. Il émeut plus qu'il n'agace mais on ne peut pas entièrement se défaire de l'impression qu'une plus stricte objectivité aurait mieux servi la cause de l'enfance, à laquelle M. l'Abbé Plaquevent a, depuis bientôt trente ans, attaché son nom respecté et son œuvre infatigable.

L'auteur a raison d'exposer que l'inadaptation sociale de l'enfant a son origine dans les privations « intolérables » dont il souffre. Il a raison de rechercher les conséquences, physiques et morales, des carences paternelles et surtout maternelles, et de dénoncer les méfaits qu'exercent sur l'affectivité de l'enfant les conditions de l'habitat et la misère prolétarienne. C'est à juste titre qu'il trace la voie à une phénoménologie et à une sociologie des besoins de l'enfant, et avec sagesse qu'il conclut à la nécessité de recréer, à l'intention des jeunes inadaptés, les cadres de la vie familiale, dans des maisons spécialement aménagées à cette fin. Il a le courage, qui n'est pas commun, de faire état des erreurs qu'à cet égard, il estime avoir lui-même commises, dans l'organisation de la belle œuvre que dans la région toulousaine il anime de son enthousiasme. Mais peut-être a-t-il tort de croire que ces considérations, à vrai dire plus raisonnables qu'originales, sont susceptibles de renouveler les données du problème de l'enfance malheureuse et de servir de fondement à la science de l'orthogénie.

Et sans doute commet-il surtout l'erreur de témoigner, dans sa critique des institutions positives et des expériences actuelles, d'une aggressivité dont l'apparence systématique dessert les justes observations qui en sont parfois l'origine. On peut dire du mépris dans lequel M. l'Abbé Plaquevent tient les hommes et les femmes de bonne volonté qui se consacrent à la cause de l'enfance, qu'il est comme l'amour maternel : chacun en a sa part et tous l'ont tout entier ! Les psychiatres se divisent en deux groupes : ceux qui sont psychanalistes et ceux qui ne le sont pas. Les premiers croient qu'ils ont reçu la vérité et la pureté de leur foi est favorisée par une inculture crasse. Les seconds sont obligés, en parents pauvres, de se contenter des pratiques de psychotérapie. Qu'est-il possible d'ailleurs d'attendre d'une science où règne, à perte de vue, tant d'amateurisme et d'arbitraire ? Les assistantes sociales, insérées dans une administration blasée et impuissante, où règne le chaos, sont attirées vers une carrière à quoi rêvent les jeunes filles. Elles préfèrent s'acquitter de captivantes enquêtes plutôt que de prendre personnellement en charge un seul enfant, et, privées de toute méthode, sont conduites à inventer des délits ou des termes à résonnance psychiatrique, bref, à « trouver des trucs ». Les éducateurs, qui ne sont que de pseudo-éducateurs, appartiennent à ce monde sans classe qui est à égale distance du prolétariat et de la bourgeoisie. Ils tiennent du petit bourgeois raté et du rustre mal dégrossi. Ils cherchent à se réhabiliter, par une situation susceptible de donner le change, des déceptions que leur ont causé les examens, car s'ils ont parfois péniblement obtenu la première partie du baccalauréat, ils ont encouru des échecs répétés à la seconde. C'est d'ailleurs un préjugé solidement établi que lorsqu'une personne n'est utilisable à rien, elle est toujours bonne à garder des enfants. Quant aux juges des enfants, leur incompétence technique est tellement inévitable, qu'ils n'ont pas qualité pour se prononcer sur le problème psychologique posé par l'enfant et qu'on ne saurait attendre d'eux ni diagnostic ni pronostic valables. Au demeurant, comme M. Heuyer l'a préconisé au Congrès de Londres en 1947, le progrès le plus décisif que puissent réaliser les tribunaux pour enfants, en si bon train d'amélioration, serait, tout simplement, de disparaître.

Il conviendrait, évidemment, de reprendre, l'une après l'autre, ces affirmations trop péremptoires pour être convaincantes. Il faudrait, car les condamnations sans défense et sans appel, ne sont pas précisément les plus justes, apporter aux jugements de M. l'Abbé Plaquevent les rectifications inspirées par une étude objective des

faits, des fins poursuivies et des moyens mis à la disposition des hommes et des femmes qu'il accable de ses critiques. Il ne serait pas inutile de dénoncer la systématisation, de dégager l'erreur, et par exemple de faire observer à l'auteur qu'une fois de plus, il prête au Professeur Heuyer un propos que ce dernier n'a jamais tenu sous la forme brutale inventée par une fausse légende. Il suffira cependant de remarquer combien l'outrance du livre incommode son lecteur et fait apparaître comme un règlement de compte ce qui veut être, et demeure malgré tout, une étude scientifique. On le regrette d'autant plus que le livre témoigne d'une culture approfondie et d'un cœur généreux. Les intentions de M. l'Abbé Plaquevent sont pures, mais ce n'est pas à lui qu'il convient de rappeler que l'enfer peut être pavé de bonnes intentions.

J.-B. H.

Jugendkriminologie — Studien und Erfahrungen (La criminologie juvénile — Etudes et expériences), par Wolf Middendorff, Aloys Henn Verlag, Ratingen, 1956, 269 pages.

Le Dr Wolfgang Middendorff qui intitulait sa thèse de doctorat « La criminalité juvénile après la guerre, étude comparative entre l'Allemagne et la Suisse » et qui la faisait suivre d'un excellent commentaire du droit français sur l'enfance délinquante, est un comparatiste distingué. Il est également magistrat, juge des enfants et il a dirigé pendant deux ans une communauté de travail sur l'assistance sociale à l'enfance. C'est aussi un grand voyageur qui a vécu à Paris et qui a déjà fait de nombreux voyages d'étude dans les différents pays d'Europe et aux Etats Unis.

L'ouvrage qu'il nous présente aujourd'hui et qui est le premier traité de criminologie juvénile paru en Allemagne, est le fruit de ses recherches et de ses expériences.

La première partie est consacrée à un essai de définition de la criminologie juvénile et de ses méthodes. L'auteur s'attache notamment à la méthode statistique dont il relève les inconvénients, il insiste en particulier sur la notion des *Dunkelziffer* et sur les statistiques internationales.

Il étudie ensuite certaines formes de criminalité juvénile telles que la criminalité des bandes et le vandalisme.

Il passe ensuite en revue suivant une méthode très classique les causes de la criminalité juvénile et les moyens de lutte utilisés dans les principaux pays.

C'est l'occasion pour l'auteur d'étudier l'influence de l'hérédité du milieu, de la famille et de l'école, du quartier, des circonstances politiques et économiques, des moyens d'information, de la presse, du cinéma et de la télévision.

Dans la troisième partie de son ouvrage, il étudie les moyens de lutte. Nous y trouvons une analyse comparative des juridictions pour enfants, des centres d'observation, des mesures et des peines, des prisons écoles et des internats. Il y consacre notamment des développements importants à l'éducation en milieu ouvert, en particulier à l'institution de la liberté surveillée, aux familles nourricières etc. Des renseignements intéressants nous sont donnés sur les *Weisungen*, mesures spéciales d'éducation particulièrement en honneur en Allemagne et consistant à imposer au mineur une obligation déterminée ayant une valeur éducative, telle que la réparation du dommage causé. Si les juges des enfants de la vieille école sont un peu réticents à l'égard de cette mesure, certains ont su en tirer d'excellents résultats, tel le juge des enfants de Darmstadt, le Dr Holzschuh universellement connu sous le sobriquet de *Schokoladerichter*. On trouve d'ailleurs déjà des traces de mesures de ce genre dans notre vieux droit français (1).

En terminant l'auteur insiste sur les moyens préventifs, qui vont de l'éducation des futurs parents et des écoles de parents françaises aux écoles de civisme rattachées aux tribunaux pour enfants américains ou aux *visiting teacher*, à l'organisation des loisirs et à l'orientation scolaire.

Ecrit dans un style clair et rapide, plein d'anecdotes vivantes, c'est un livre qui se lit avec plaisir.

C'est pourtant un instrument de travail précieux et très sérieusement documenté.

---

(1) Bernard Perrin, « La minorité pénale en droit romain et dans les législations européennes antérieures au XIXe siècle » *in Le problème de l'enfance délinquante*, Travaux et recherches de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, 1947, p. 85.

Certaines questions traitées, telles que celle du vandalisme, n'ont encore jamais été abordées dans notre pays.

L. JOSEPH.

Bekämpfung der Jugendkriminalität (Lutte contre la délinquance des mineurs), Arbeitstagung im Bundes-Kriminalamt Wiesbaden vom 1. November bis 6. November 1954 über die Kriminalität der Jugendlichen und Heranwachsenden. Journées d'études consacrées à la criminalité juvénile. Publication éditée par le Bundeskriminalamt de Wiesbaden 1955, 275 pages.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la lutte contre la délinquance des mineurs a fait l'objet, un peu partout, de multiples études et de très nombreuses discussions. Des recherches ont été entreprises avec des moyens souvent inégaux et des résultats également différents. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les journées d'études consacrées à la criminalité juvénile, organisées par le *Bundes-Kriminalamt* de Wiesbaden du 1er au 6 novembre 1954. Ce colloque, auquel ont participé des professeurs, magistrats, avocats, médecins, éducateurs, fonctionnaires de police etc..., a donné lieu à des communications intéressantes, relevant les unes de la criminologie, et du droit pénal, les autres de la psychopathologie, de la biologie criminelle, de la psychothérapie, de la théologie, de la sociologie et même de la graphologie.

Placée sous le double signe de la complexité et de l'urgence des questions traitées, la publication contient d'abord une enquête sur la situation spirituelle de la jeunesse moderne, conférence remarquable où le Dr Villinger, professeur à Marburg, pour déterminer les causes de la recrudescence de la criminalité juvénile en Allemagne depuis la fin de la guerre, n'a pas hésité à incriminer le national-socialisme et, en particulier, le dressage collectif (*Massenabrichtung*), l'idéalisation de la cruauté (*die Idealisierung der Grausamkeit*) et de l'idolâtrie aveugle que constituait l'hitlérisme (*die blinde Anbetung des Götzen Hitler*). On est cependant, quelque peu étonné d'entendre le professeur Villinger affirmer que « la dureté à tout prix » (*Härte um jeden Preis*) n'était que le moindre mal. D'où l'on peut déduire que l'influence de Nietzsche continue d'être sensible, sinon vive.

Si le volume renferme ensuite une série de propositions positives, présentées avec conviction par des médecins et des cliniciens, il convient de dire que pour M. Bader, professeur à Zurich, l'examen scientifique de la criminalité des mineurs doit être effectué dans un esprit fortement critique. S'inspirant de la formule frappée par Claude Bernard, le professeur Bader pense que celui qui doute est le vrai savant et qu'il faut dégager les principes d'une sociologie prudente de la délinquance juvénile ; la tâche du sociologue consiste précisément à observer non seulement l'enfant, mais encore son milieu, de manière à sonder le monde propre de l'enfant, du moins dans une certaine mesure (*die eigene Welt des Kindes, wenigstens bis zu einem gewissen Grade*), de manière aussi à exercer un contrôle permanent sur les directives pédagogiques que nous donnons à l'enfant ; la prophylaxie ne peut être autre chose que le corollaire de la responsabilité des adultes (*Verantwortung der Erwachsenen*), auxquels incombe l'obligation d'une auto-rééducation incessante ; la criminalité juvénile est autant notre affaire (*Sache von uns allen*) que celle des mineurs et des adolescents. En toute circonstance, il est nécessaire de renoncer au concept d'une causalité rigoureuse, car le fait sociologique comporte toujours des « surprises » (*Überraschungen*).

Dans un rapport substantiel, un magistrat, le Dr Potrykus, montre l'évolution du droit pénal allemand en la matière. Récemment, la loi du 4 août 1953 (*Jugend — Gerichtsgesetz*) a eu pour effets, entre autres, la suppression de ce que l'auteur appelle « le patrimoine intellectuel national-socialiste », le rétablissement de la probation du type anglo-saxon, qui avait été abolie en 1943, et l'extension de la compétence des tribunaux pour enfants en ce qui concerne les cas des adolescents. Ces tribunaux se prononcent, dans chaque cas, sur la maturité individuelle des délinquants âgés de 18 à 21 ans. Le jugement de maturité (*Reifeentscheidung*) exige souvent le recours préalable à une expertise. La Société de Psychiatrie juvénile a bien essayé, dans ses journées de Marburg, en mai 1954, d'élaborer quelques règles générales au sujet de la maturité, mais, selon le Dr Potrykus, il s'agit de tâtonnements plutôt que de schèmes valables. Le *Jugendgerichtsgesetz* de 1953 a institué, d'ailleurs, trois juridictions : le juge des enfants unique (*Jugendrichter*), compétent pour prendre des mesures de redressement, le tribunal des échevins pour enfants (*Jugendschöffengericht*) et la

Chambre pour enfants du tribunal de première instance (*Jugendkammer*) ; cette dernière a la compétence d'une cour d'assises et connaît, en outre, des appels interjetés des sentences rendues par les deux autres juridictions. C'est auprès du *Jugendschöffengericht* qu'on envisage de rattacher le siège régional des sections féminines de la police criminelle (*weibliche Kriminalpolizei*).

Quant aux objectifs que devait poursuivre le *Jugendrichter*, un autre magistrat, le Dr Holzschuh, en voit deux : la répression et l'amendement. L'auteur estime que l'idée d'une peine privative de liberté est allée de pair, au cours des temps, avec celle d'un redressement du délinquant. Et il cite la clairvoyance des juges d'Amsterdam, qui, en 1588, refusaient de prononcer contre un enfant, accusé de vol, la peine de mort, alors prévue par la loi ; ce refus eut pour suite la création à Amsterdam même du premier centre de rééducation pour hommes, et du premier centre pour femmes, sur la façade duquel on pouvait lire l'inscription combien éloquente que voici : « Ne crains rien ! Je ne venge pas le mal, c'est au bien que je veux t'obliger » ! Que faire, aujourd'hui, pour amener les délinquants à la conscience du bien ? Le Dr Holzschuh croit que la réparation doit répondre à la faute. Exemples de mesures prises dans ce but par le *Jugendrichter* : des mineurs, voleurs de pommes de terre, sont tenus de participer activement à la réculte de ces tubercules, d'autres, coupables d'avoir renversé des pierres tombales, sont astreints à entretenir des sépultures...

Le problème de la réinsertion sociale des criminels juvéniles a été analysé avec beaucoup de bonheur par le Dr Middendorff, juge cantonal à Fribourg. Sur le fondement de ses investigations personelles et des travaux de Me Hélène Campinchi (La prévention de la délinquance juvénile dans un service de police aux Etats-Unis, *Rééducation*, janv., févr. 1954), M. Middendorff a préconisé les méthodes des *Detention-Homes*, fonctionnant, respectivement, aux U.S.A. et en Angleterre. Le Dr Middendorff fait l'éloge des « Centres d'observation » français qui sont des « foyers excellents » (*ausgezeichnete Heime*). M. Middendorff a déclaré également qu'il avait été impressionné, au début de ses activités, par la théorie de l'hérédité, mais qu'en accomplissant un stage à Paris et grâce à l'œuvre de M. Chazal, il avait compris toute la valeur de la théorie du milieu.

Le rapport final du Dr Fleckenstein, Professeur à Wurzburg, se situe à un niveau aussi élevé que l'enquête initiale du Professeur Villinger. Mettant l'accent sur la responsabilité des adultes, déjà évoquée, le Dr Fleckenstein commente cette notion dans le sens de la théologie chrétienne et y aperçoit la source des devoirs inéluctables que les adultes doivent assumer vis-à-vis des jeunes sur le plan éthique et dans l'ordre religieux.

Telles sont les très grandes lignes du volume publié par le *Bundeskriminalamt*. Il nous est impossible de citer toutes les communications. Mais, dans leur ensemble, elles sont de nature à étendre le champ des matières traitées. Ce sont là, suivant l'expression si appropriée que M. le Professeur Louis Hugueney employait en une occurence analogue, « des problèmes qui intéressent même ceux qui demeurent interdits devant la *Gründlichkeit* des études ».

Richard NEHER.

Seventh Report on the Work of the Children's Department (Septième rapport sur l'activité du département de l'enfance), London, Her Majesty's Stationery Office, 1955, 158 pages.

Ce rapport est le septième que fait paraître le *Home Office* sur l'activité de son département de l'Enfance et le second depuis la mise en vigueur du *Children Act* de 1948.

On ne saurait trop en recommander la lecture à tous ceux qui s'intéressent aux orientations prises par la protection de l'enfance dans le Royaume Uni, notamment à la suite de l'importante réforme législative de 1948.

Dans ce rapport, une place substantielle est réservée à l'étude de la délinquance juvénile en Grande Bretagne et aux institutions appelées à assurer le traitement des jeunes délinquants, notamment aux *attendence centres, detention centres, approved schools, remand homes*.

Des statistiques intéressantes sont jointes à l'étude de la délinquance juvénile. Elles nous apprennent que le nombre des jeunes délinquants est en régression en

Grande Bretagne comme il l'est en France (Pour la Grande Bretagne : 47.473 jeunes délinquants en 1951, 38.690 en 1953, 31.770 en 1954).

Une partie importante du rapport est, par ailleurs, consacrée à l'enfance placée sous la protection des autorités locales (*Children into the care of local authorities*). Cette catégorie d'enfants comprend tout autant ceux qui sont les victimes d'un abandon définitif ou d'un recueil temporaire que ceux qui sont en danger moral en raison des carences familiales (*Children in need of care or protection*).

On ne peut lire le rapport que publie le *Home Office*, sans être frappé par certaines tendances, à notre avis excellentes, que revêt la protection de l'enfance en Grande Bretagne.

C'est le souci qu'on y a d'entretenir une collaboration et une coopération très étroites entre le *Home Office*, autorité centrale, les autorités locales et les organismes privés.

C'est aussi le soin que l'on met à n'éloigner l'enfant de sa famille que dans les cas où cet éloignement s'impose catégoriquement.

C'est enfin l'application que les travailleurs sociaux apportent à susciter la coopération active et spontanée de la famille à l'action éducative entreprise.

Puisse cette volonté d'utiliser le groupe familial dans l'action éducative et de l'y faire activement participer, être méditée par tous ceux qui seraient encore tentés de voir dans la rééducation une relation strictement individuelle entre l'éducateur et le sujet à rééduquer !

Jean CHAZAL.

Cruel parents, case-studies of prisoners convicted of violence towards children (Les parents cruels, étude sur des cas de détenus condamnés du chef de violences volontaires envers des enfants), par T.C.N. Gibbens et A. Walker. Institute for the study and treatment of delinquency, London, 1956, 25 pages.

Cette étude est réduite en son volume, puisqu'elle ne comporte que 25 pages. Elle n'est pas moins d'un intérêt certain pour tous ceux qui veulent s'appliquer à connaître la personnalité des parents traduits devant les juridictions répressives à la suite de violences volontaires sur leurs enfants.

T.C.N. Gibbens et A. Walker étudient 39 cas concernant 32 hommes et 7 femmes. Les uns et les autres avaient été condamnés entre octobre 1953 et octobre 1954 du chef de violences volontaires envers enfants.

Les auteurs sont amenés à préciser les facteurs psychiatriques, sociaux et psychologiques de la délinquance de ces sujets.

Ils en arrivent à la conclusion que les facteurs qui favorisent les brutalités sur les enfants (*cruelty by violence*) sont sensiblement différents de ceux que laisse apparaître le défaut de soins envers enfants (*cruelty by neglect*).

L'alcoolisme et les mauvaises conditions de logement ont encore leur importance, mais plus importants sont les facteurs tenant aux anomalies intellectuelles et caractérielles des parents.

Les facteurs psychologiques sont, eux aussi, essentiels. Les auteurs insistent tout particulièrement dans ce domaine sur l'exaspération qui atteint certains pères amenés par suite de l'incurie de leurs femmes à se substituer à la mère dans les soins à donner aux enfants, tant physiquement que moralement. Des pères également manifestent par une attitude brutale à l'égard des enfants l'agressivité qu'ils nourissent à l'égard de la mère et qu'ils ne peuvent exprimer directement.

Ces constatations et d'autres du même ordre amènent Gibbens et Walker à penser qu'à l'égard des parents, auteurs de violences volontaires, l'assistance sociale et éducative doit revêtir des formes plus complexes et plus nuancées qu'à l'égard des parents qui ne donnent pas à leurs enfants tous les soins qu'exigent leur santé physique et morale.

Il importe de veiller tout autant aux tensions psychologiques qui s'expriment dans le groupe familial qu'aux besoins matériels à secourir. Il importe non moins de s'appliquer à susciter par tous les moyens la coopération des parents à l'action entreprise, coopération souvent rendue difficile du fait d'attitudes opposantes.

Au passage, les auteurs insistent avec pertinence sur la nécessité pour les juridictions répressives de statuer rapidement sur les procédures de violences envers enfants et de ne pas amener ceux-ci à répéter de nombreuses fois leurs déclarations, afin d'éviter qu'ils ne subissent des chocs psychologiques particulièrement perturbateurs de leur affectivité.

Jean CHAZAL.

Spontaneous youth groups, par P.H.K. Kuenstler, J.B. Mays, T.P. Morris, M.L. Turner, J.C. Spencer, L. Button, de l'Université de Bristol, University of London Press, 1955, 76 pages.

Voici un vivant compte rendu d'observations effectuées par une équipe de chercheurs de l'Université de Bristol. Ces observations ont eu pour objet les *groupes spontanés*, ceux que forment, en marge des mouvements de jeunesse officiels (reconnus et aidés par le *Youth Service*), des adolescents inspirés tout à la fois d'un souci d'indépendance à l'égard des adultes et d'un besoin de partager des activités communes.

Les groupes observés sont divers dans leurs dimensions, leur organisation, leurs activités, leur durée. On nous relate, notamment, les histoires de deux types de groupe fort attachants : petites équipes de jeunes joueurs de foot-ball originaires des quartiers populeux de Liverpool, club de jazz et de danse que fondèrent presque fortuitement dans la banlieue de Croydon quelques jeunes gens, amateurs de rythme, et qui a compté jusqu'à 132 adhérents. Un trait commun se dégage des observations recueillies de part et d'autre sur ces associations spontanées : elles paraissent fournir à leurs adeptes le moyen de se libérer d'un excédent d'énergie, auquel la vie moderne ne permet que peu d'issues socialement acceptables.

Les problèmes étiologiques que pose l'existence de gangs de jeunes délinquants, autre forme de groupement spontané, si hiérarchisé et autoritaire soit-il, sont d'autre part évoqués à propos des contacts amorcés avec un gang de l'est londonien : un an de recherches, nous dit-on, n'a pas suffi pour permettre à l'observateur de formuler plus que des hypothèses quant à la signification et à la structuration du gang, mais elles fourniront une base conceptuelle à des recherches ultérieures.

L'ouvrage constitue du reste, essentiellement, une « série de variations sur un thème », le thème du groupe spontané, et non une œuvre de synthèse. Chacun a observé « sur le terrain » un groupe, rapporté les faits et en donne son interprétation : cette succession d'histoires et de réflexions, tantôt sociologiques, tantôt psychologiques, que suggèrent à chaque narrateur ses propres observations, ne vise donc pas à une étude systématique et rigoureuse du groupe, phénomène psycho-social.

Il nous semble, d'autre part, que les groupes ont été vus du dehors plutôt que « vécus » par le dedans, que la perspective des observateurs a été celle du sociologue saisissant le groupe dans son contexte social et par ses structures et manifestations externes, plus souvent que celle du psychologue procédant à une analyse de la dynamique interne du groupe par une connaissance des interactions de ses membres, de l'articulation de leurs statuts et de leurs rôles, des situations de tension, de conflits et de rupture. Mais la dimension de certains groupes n'eût guère permis de telles investigations, et du reste le *groupe naturel, a fortiori* lorsqu'il s'agit d'un groupe spontané, plus ou moins secret et éphémère, se prête mal à l'observation en profondeur. On s'explique à ce sujet que les psychologues sociaux, dans leur désir de recherches systématiques sur les groupes, aient été incités (la littérature américaine en témoigne) à constituer de petits *groupes expérimentaux*, artificiels, remplaçant ainsi la difficile « observation sur le terrain » par l'expérimentation.

Pourtant, ce sont les groupes réels, et plus particulièrement ces groupes dits « spontanés », émergés naturellement de la rencontre de besoins communs et d'aptitudes propres à les satisfaire, qui seraient les plus riches d'enseignement du point de vue de la connaissance des comportements sociaux. On souscrit volontiers à cette réflexion de l'un des auteurs que la plupart des processus observables dans les groupes spontanés (acceptation d'un code de valeurs communes et de règles de comportement, sélection des *leaders*, sauvegarde et exercice de l'autorité) sont à l'échelon microsociologique les processus de l'univers social.

Dans ses limites, que les auteurs sont les premiers à souligner, le recueil d'essais présenté par l'Université de Bristol ne fournit pas seulement une mine de réflexions pratiques aux éducateurs du *Youth Service*, il apporte aussi, en suggérant des recherches ultérieures, une contribution appréciable à cette science encore jeune et en voie d'élaboration qu'est la psychologie sociale.

G. MAZO.

The Treatment of young offenders in Malta (Le traitement des jeunes délinquants à Malte), par J.J. Cremona, Malte, Giov. Muscat, 1956, 16 pages.

L'auteur, qui exerce à Malte des fonctions judiciaires et des fonctions universitaires, profite d'un projet de réforme pénale actuellement en instance devant le Parlement maltais pour insister sur certaines modifications à apporter au régime actuel des mineurs délinquants.

Ce régime remonte à une ordonnance de 1921. L'enfant au-dessous de 9 ans est exempt de responsabilité pénale ; de 9 à 14 ans il peut être l'objet de mesures éducatives ou d'internement en école industrielle ou maison de correction, selon son discernement et la gravité de l'infraction ; de 14 à 18 ans, il bénéficie d'une excuse atténuante et la peine doit être subie en maison de correction ; au delà de cet âge il est traité comme un majeur.

M. Cremona pense souhaitable, et conforme à l'évolution du droit comparé, de soustraire aux juridictions répressives les enfants au-dessous de 14 ans, sauf à prendre à leur égard des mesures d'assistance (notons au passage qu'il n'est pas tout à fait exact d'interpréter en ce sens l'âge de 13 ans auquel se réfère la loi française). Il souligne d'autre part, que les dispositions législatives actuelles ne correspondent pas à l'état réel des institutions : il n'existe pas de maison de correction, de sorte que les mineurs justificables de cette mesure sont placés dans un quartier spécial de la prison ; la seule institution éducative est une *approved school* (une ordonnance de 1944 ayant proscrit toute référence aux *reformatories*) qui ne peut recevoir que des garçons ; le séjour en prison intervient encore au cas de détention préventive ou de contrainte par corps.

L'auteur pense fort justement qu'il faut profiter de la réforme en projet pour instituer le régime de la probation, pour développer l'observation psychologique et psychiatrique des jeunes délinquants, pour établir un centre pour anormaux et une institution Borstal (où les délinquants de 16 à 21 ans pourraient être placés jusqu'à leur 24e année accomplie), pour interdire tout envoi en prison (et toute amende, pour éviter la contrainte par corps) jusqu'à l'âge de 16 ans, et pour faire subir la détention préventive à défaut de centre d'accueil dans une section de l'*approved school* ; cette dernière devrait en outre comporter une répartition sommaire des enfants confiés, au moins en *juniors* et *seniors*. M. Cremona attire, en outre, l'attention sur la nécessité de la post-cure, sérieusement entravée à l'heure actuelle par la réglementation du certificat de conduite délivré par la police (assez voisin de notre casier judiciaire) et souhaite l'abrogation générale de ce système.

On ne peut qu'approuver de telles suggestions et espérer qu'elles soient entendues. Mais il serait injuste de la part des étrangers de reprocher au système maltais ses lacunes et son retard, eu égard aux idées modernes en la matière ; ils proviennent surtout du nombre très faible des jeunes délinquants et de la charge quasi inutile que représenterait une gamme d'établissements spécialisés.

G. L.

Le Gérant : Patrice VERGÉ.

Imp. F. BOISSEAU, RUE DU TAUR, 34 - TOULOUSE (FRANCE)
C. O. L. N° 31.2441 - N° d'impression 500-1957
Dépôt légal, 1er trimestre 1957

EDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I. PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

LE BULLETIN SIGNALÉTIQUE

ABONNEMENT ANNUEL (*y compris table générale des auteurs*).

3e PARTIE (trimestrielle)	France	Etranger
Philosophie	2.700 fr.	3.200 fr.
Sociologie	1.100 fr.	1.320 fr.

ABONNEMENTS AU CENTRE DE DOCUMENTATION DU C.N.R.S.
16, rue Pierre-Curie, PARIS (5e) — C.C.P. Paris 9131-62. — Tél. : DAN. 87-20

CAHIERS DU SÉMINAIRE D'ÉCONOMÉTRIE
Directeur : René ROY.

Sous la direction de M. René ROY, Membre de l'Institut, ces cahiers, qui paraissent une fois par an, publient les résultats des travaux effectués au Séminaire d'Econométrie du Centre National de la Recherche Scientifique.

Le premier cahier (1952) a été édité et vendu par la Librairie de Médicis, 3, rue de Médicis, Paris.

Le deuxième cahier (1953), édité par le Centre National de la Recherche Scientifique, est en vente au prix de..... 600 fr.

Le troisième cahier (1954), édité par le Centre National de la Recherche Scientifique, est en vente au prix de..... 750 fr.

ANNUAIRE FRANÇAIS DE DROIT INTERNATIONAL

Publié par le groupe français des Anciens Auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye.
Sous la direction de Madame Paul BASTID.

Un volume de 850 pages environ, in-8° relié toile, paraissant le 15 mars de chaque année.

Le n° 1, paru le 15 mai 1956, au prix de..... 2.400 fr.

II. OUVRAGES

LEFEBVRE G. et TERROINE. — *Recueil de documents relatifs aux Séances des Etats Généraux de* 1789..... 2.500 fr.

MANTOUX P. — *Les Délibérations du Conseil des Quatre* (24 mars-28 juin 1919).
Tome I (relié pleine toile bleue)..... 1.800 fr.
Tome II (relié pleine toile bleue)..... 1.800 fr.
Ces deux tomes sont vendus ensemble au prix de..... 3.200 fr.

MASSÉ, HÉNON et GUILBAUD. — *Stratégies et décisions économiques*... 2.500 fr.

COLLOQUES INTERNATIONAUX

VI. — *L'unification interne du droit privé*..... 800 fr.
XL. — *Econométrie*..... 2.200 fr.
LXII. — *Les méthodes dynamiques en économétrie* (relié pleine toile)..... (en préparation).

RENSEIGNEMENTS ET VENTE AU SERVICE DES PUBLICATIONS DU C.N.R.S.
13, quai Anatole France, PARIS (7e)
Tél.: INV. 45-95. — C.C.P. Paris 9061-11.